

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°12 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Programme de stabilité et de croissance (PSC) et Programme national de réforme (PNR): présentation p. 423
Débat sur l'état de la nation et sur le PSC et le PNR p. 425

Sommaire des séances publiques n°33 et 34 p. 459
Sommaire des questions parlementaires p. Q200

33^e séance
34^e séance

Mercredi 26 avril 2017
Jeudi 27 avril 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Le Président du Parlement européen à la Chambre des Députés

«Reconnecter l'Union européenne avec ses citoyens»

«Aujourd'hui plus que jamais, l'Europe a besoin de pays qui, comme le Luxembourg, réussissent à intégrer le changement»: c'est par ces mots que le Président du Parlement européen, M. Antonio Tajani, pendant sa première visite officielle le 27 juin 2017 au Luxembourg, s'est adressé aux députés luxembourgeois en séance plénière. Lors de sa déclaration sur l'avenir de l'Union européenne, le Président Tajani, qui s'est fixé comme priorité de son mandat de «reconnecter l'Union européenne avec ses citoyens», a évoqué trois grandes priorités pour l'Union: achever le marché unique, établir une politique industrielle cohérente et faciliter l'accès des entreprises européennes aux marchés internationaux.

Antonio Tajani: «Une Europe plus politique et plus courageuse!»

De manière générale, le Président du Parlement européen souhaite «une Europe plus politique et plus courageuse» dans certains dossiers comme notamment celui de la migration. À ses yeux, une volonté de changer l'Europe s'est clairement manifestée lors des dernières élections ayant eu lieu dans différents pays européens. Afin de mener de réels changements au sein de l'Union européenne, les institutions européennes, les gouvernements et les parlements nationaux devraient renforcer leur coopération de manière à ce que «l'Europe devienne un véritable protagoniste politique», a constaté M. Tajani. «L'Europe est bien plus qu'un marché et une monnaie uniques. Notre

identité est caractérisée par des racines et des valeurs communes reposant sur une histoire partagée», a conclu le Président du Parlement européen.

Mars Di Bartolomeo: «Avancer et non pas reculer; inclure et non pas exclure.»

La responsabilité des décideurs européens de faire avancer et améliorer l'Europe ainsi que la volonté de reconnecter l'Union européenne (UE) avec ses citoyens sont également des opinions partagées par le Président du Parlement luxembourgeois, M. Mars Di Bartolomeo. Lors de son allocution au début de la séance plénière, M. Di Bartolomeo a souligné que «soixante ans après le Traité de Rome, nous devons continuer à faire ce que l'UE sait faire le mieux: avancer et non pas reculer; inclure et non pas exclure».

Les questions des députés

À la suite de la déclaration de M. Antonio Tajani, tous les groupes et sensibilités politiques ont eu l'occasion de lui poser des questions. Celles-ci concernaient entre autres la création d'un parlement de la zone euro, les négociations avec le Royaume-Uni dans le cadre du Brexit, le budget européen après une sortie du Royaume-Uni de l'UE, un éventuel changement de traités dans le contexte des discussions sur l'approfondissement de l'Union ou la question de savoir comment combler le sentiment de déficit démocratique.



Le Président du Parlement européen, M. Antonio Tajani, s'est adressé aux membres de la Chambre des Députés réunis en séance plénière.

«D'Zukunft zesumme mat deene Jonke virbereeden»



L'importance de combiner le devoir de mémoire et le devoir de préparer l'avenir en y associant la jeunesse était au cœur du discours que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a prononcé à l'occasion de la Fête nationale, le 23 juin 2017:

«Mär hunn en „devoir de mémoire“, mä mär däerfen net doran hänke bleiven. Mär hunn eng Verflchtung, fir d'Zukunft zesumme mat deene jonke Generatiounen virzebereeden, déi mech ëmmer erëm mat hirer Spontanitéit an hirem Können impressionnéieren, esou wéi elo dës Deeg bei engem gemeinsame Projet tëscht Chamber a Lycée des Arts et Métiers», a-t-il dit lors de la cérémonie officielle à la Philharmonie.

Des projets concrets pour l'Europe

L'avenir du Grand-Duché passe par l'Europe. Aux yeux de M. Mars Di Bartolomeo, il est important de créer des projets concrets proches des citoyens: «Mär müssen eis konkret Prioritéite ginn, déi no bei de Suerge vun eise Leit sinn, an déi solidaresch ugoen. Dobäi däerf kee vergiessen, datt Europa en Austausch vu Ginn a Kréien, also kee Sens unique ass.»

Une grande majorité pour plus de cohésion au Luxembourg

Dans son discours le Président de la Chambre est également revenu sur le vote de la loi sur la nationalité en début d'année: «Ech begreissen déi grouss Responsabilitéit, mat där d'Politik un d'Reform vum Nationalitéitegesetz erugaangen ass, dat Ufank vum Joer mat enger

grousser Majoritéit gestëmmt gouf an dat zur Stärkung vun der Kohäsion hei am Land wäert bäidroen.»

Pour M. Mars Di Bartolomeo, la diversité des citoyens ainsi que de leurs élus fait partie intégrante du Grand-Duché: «Déi vill verschidden Originne gehéieren zu der Lëtzebuurger DNA, grad ewéi an der Tëschenzäit déi net Lëtzebuurger Nimm vu Buergermeeschteren, Ministere a Chamberspresident.»

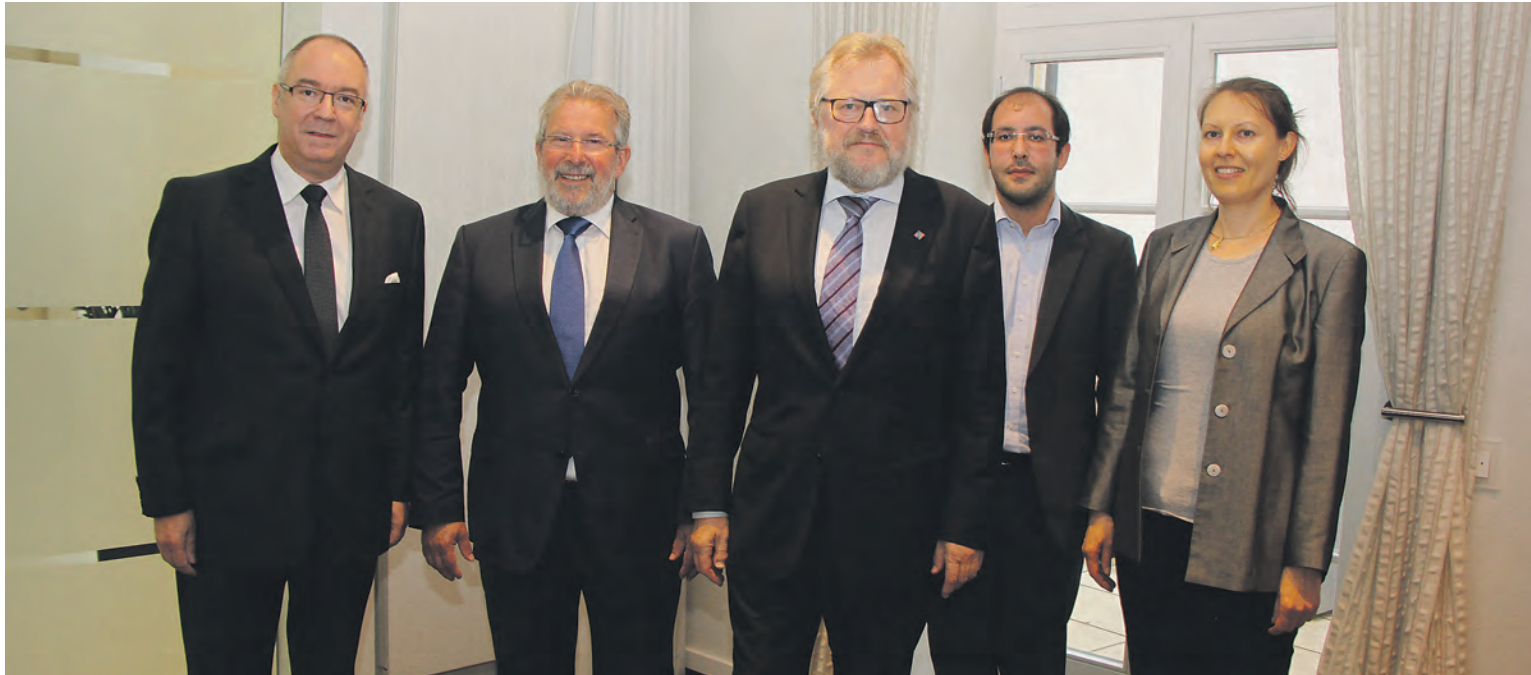
Répondre avec détermination à des dérapages verbaux

Plus généralement, le Président de la Chambre voit une tendance vers des dérapages sur la scène publique, une tendance à laquelle il faut répondre avec détermination, à son avis: «Ech war ëmmer der Meenung, datt eppes, wat iwwerdrifwen oder exzessiv ass, bedeutungslos wier. Well awer verbal an iwwerstierzt geschriwwen oder gezwitschert Entgleisungen ëmmer méi zouhuelen, hunn ech meng Meenung geännert. Esou „Stëmmen“ an „Stëmmungen“ müssen eescht geholl ginn an et muss een hinne widersprieche. Wa rout Linnen iwwerschratt ginn, muss ee sech dogéint wieren: mat Argumenter, mat Determinatioun, mat enger gieler Kaart an, wann et si muss, mat enger rouder Kaart.»

Dans ce contexte, le Président de la Chambre a souligné la responsabilité des personnages publics: «Et muss ee mam gudden Beispill virgoen, a besonnesch och als ëffentlech Persoun op seng Ausdrucksweis Uecht ginn. En nervöse Fanger kann e waakregt Gehir net ersetzen!»

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, lors de son discours à l'occasion de la Fête nationale.

Prioritéite vun der Lëtzebuerger Presidence an der Groussregioun



Eng besser Kooperatioun an der Groussregioun fir de Bierger, zum Beispill am Gesondheetswiesen oder beim Impakt vun der Digitaliséierung op d'Aarbechtskonditiounen, dat si Prioritéite fir déi nächst Méint, wou Lëtzebuerg d'Presidence a verschiddeenen Organer vun der Groussregioun huet.

De 27. Juni 2017 hu sech déi Responsabel vun der Chamber a vum Wirtschafts- a Sozialrot vun der Groussregioun (CESGR) gesinn, fir zesummen op deene Prioritéiten ze schaffen.

De Chamberspresident Mars Di Bartolomeo an de Generalsekretär Claude Frieseisen (2. respektiv 1. vu lénks) haten eng Entrevue mam President vum CESGR Jean-Claude Reding (an der Mëtt) a Begleitung vu senger Mataarbechter.

Visite d'un foyer pour DPI à Bettembourg

Sur invitation de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, les membres de la commission compétente de la Chambre des Députés se sont rendus le 26 juin 2017 à Bettembourg pour visiter les installations du nouveau foyer pour demandeurs de protection internationale (DPI).

Celui-ci sera inauguré sous peu et fera l'objet d'une journée «portes ouvertes» organisée par la commune de Bettembourg.

En présence de la Ministre, du bourgmestre, M. Laurent Zeimet, de la première échevine, Mme Josée Lorsché, et des responsables de l'Office luxembourgeois de l'accueil et

de l'intégration (OLAI) ainsi que de l'Administration des bâtiments publics, les membres de la Commission de la Famille et de l'Intégration ont reçu toutes les informations nécessaires sur le nouveau foyer, érigé en un temps record de neuf mois.

De type modulaire, la nouvelle structure qui peut héberger 60 demandeurs de protection internationale est censée servir de modèle à la construction de tout futur foyer pour DPI au Grand-Duché.

Remise de décorations honorifiques

À l'occasion de la Fête nationale, M. le Premier Ministre Xavier Bettel a remis les distinctions honorifiques suivantes à des membres du Parlement européen, de la Chambre des Députés et de l'Administration parlementaire:

- Grand Officier de l'Ordre de Mérite: Mme Viviane Reding, députée européenne;

- Officier de l'Ordre de Mérite: M. Frank Engel, député européen; M. Georges Engel, Mme Josée Lorsché et M. Serge Wilmes, députés;

- Médaille en vermeil de l'Ordre de Mérite: M. Franky Einhorn, fonctionnaire.

© Guy Jallay / Luxemburger Wort



Pacte de l'Union pour la démocratie, l'État de droit et les droits fondamentaux



La commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures du Parlement européen a invité, le 22 juin 2017, les membres des parlements nationaux à une réunion sur «L'établissement d'un mécanisme de l'Union européenne (UE) sur la démocratie, l'État de droit et les droits fondamentaux - le rôle des parlements nationaux». Les discussions portaient essentiellement sur l'opportunité d'organiser un débat annuel interparlementaire sur ces questions. La Chambre des Députés était représentée par MM. Alex Bodry et Franz Fayot.

La rapportrice du Parlement européen, Mme Sophia in 't Veld, a proposé la nomination, au sein de tous les parlements de l'UE, d'un rapporteur pour la démocratie, la primauté du droit et des droits fon-

damentaux. Ces 28 députés de même que le représentant du Parlement européen pourraient ainsi former une commission semi-permanente pour faire avancer les propositions du Parlement européen sur cette question.

Saluant cette initiative, M. Alex Bodry a déclaré que les questions des droits fondamentaux, de la primauté du droit et de la démocratie étaient trop importantes pour les laisser aux seuls gouvernements. À son avis, un dialogue constant devrait être maintenu sur ces questions entre les membres des parlements de l'Union européenne. Il s'est néanmoins montré plus critique à l'égard de l'idée d'institutionnaliser ce dialogue, dès le départ, par le biais d'un accord formel, tout en n'écartant pas la possibilité qu'à la fin du processus

ce dialogue pourra avoir lieu dans un cadre plus formel. Selon M. Alex Bodry, il faudra également éviter de créer des chevauchements avec les travaux du GRECO, de l'OSCE, de la Commission de Venise et du Conseil de l'Europe dans la matière.

Les participants ont déclaré vouloir soutenir les activités visant à améliorer la protection des valeurs sur lesquelles repose l'Union européenne, mais la majorité a néanmoins souligné qu'il faudrait, avant d'envisager la création d'un nouveau mécanisme, déployer tout le potentiel de ce qui existe déjà en la matière. Le débat a également été l'opportunité pour certains participants de s'exprimer en faveur d'une meilleure protection des minorités et sur la situation de l'État de droit en Hongrie et en Pologne.

M. Franz Fayot et M. Alex Bodry (à droite)

Session d'été de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Allégations de corruption, lutte contre la violence sexuelle et migrations



(de gauche à droite) Mme Toiny Thommes-Gerbec de l'Administration parlementaire, M. Yves Cruchten, Mme Martine Mergen, Mme Françoise Hetto-Gasch, M. Claude Adam, membres de la délégation luxembourgeoise, Mme Anne Brasseur, présidente de la délégation, M. Yves Carl de l'Administration parlementaire

À l'occasion de la session d'été qui a eu lieu du 26 au 30 juin 2017 à Strasbourg, les membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) ont adopté une importante révision du règlement interne prévoyant la possibilité de démettre de ses fonctions le Président à une majorité des deux tiers des suffrages exprimés, suite à une motion de défiance déposée par un nombre minimum de membres issus de plusieurs groupes politiques et de plusieurs des 47 États membres.

Cette réforme intervient dans le contexte du refus du Président de l'APCE de démissionner en dépit des demandes en ce sens de tous les groupes politiques après un déplacement controversé en Syrie et les soupçons de corruption dont il fait l'objet.

La rapportrice suisse, Mme Liliane Maury Pasquier, a affirmé en plénière que la crédibilité de l'Assemblée parlementaire avait été ébranlée et que sa réputation et son image n'ont jamais été autant salies. Mme Anne Brasseur, députée luxembourgeoise,

a ajouté que le Président devrait démissionner puisque tous les groupes politiques de l'Assemblée lui avaient retiré leur confiance.

Examen des allégations de corruption

Les membres de l'APCE ont également décidé de mettre en place un groupe d'enquête externe indépendant. Composé de Sir Nicolas Bratza (Royaume-Uni), ancien juge et ancien président de la Cour européenne des droits de l'homme, M.

Jean-Louis Bruguière (France), ancien magistrat en charge d'enquêtes en particulier dans des affaires liées au terrorisme, et Mme Elisabet Fura (Suède), ancienne juge à la Cour européenne des droits de l'homme et ancienne Ombudsman parlementaire en chef de Suède, ce groupe d'experts a comme mission d'examiner les allégations de corruption au sein de l'Assemblée et de promotion d'intérêts portées à l'encontre de certains membres ou anciens membres de l'Assemblée.

La mise en place d'un groupe d'experts indépendant avait été soutenue par plusieurs délégations, parmi lesquelles figurait la délégation luxembourgeoise.

Condamner la violence sexuelle

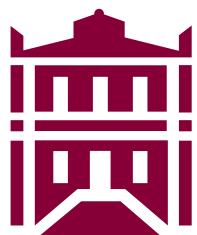
Au cours de la session, Mme Françoise Hetto-Gasch a présenté son rapport intitulé «Mettre fin aux violences sexuelles et au harcèlement des femmes dans l'espace public». Ce rapport s'inscrit dans la suite des événements de Cologne lors de la Saint-Sylvestre 2015 et montre la nécessité de faire entrer le sujet dans le débat public.

À l'issue d'un débat très consensuel - les orateurs ayant condamné toute forme de violence sexuelle et d'humiliation sexiste envers les femmes -, l'Assemblée a adopté à la quasi-unanimité une résolution invitant les pays membres du Conseil de l'Europe entre autres à mettre en œuvre la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, à mettre fin à l'impunité des auteurs de violences sexuelles, à soutenir des campagnes de sensibilisation et à mener des actions de prévention en la matière.

Questions liées à la migration

L'APCE a consacré une journée entière aux questions liées à la migration: au défi humanitaire et politique de la crise des migrations, aux répercussions sur les droits de l'homme de la réponse européenne aux migrations de transit, aux migrations en tant que chance à saisir pour le développement européen et à l'intégration des réfugiés en période de fortes pressions.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Anne Brasseur, présidente de la délégation, et Mme Françoise Hetto-Gasch, M. Yves Cruchten, Mme Martine Mergen et M. Claude Adam, membres.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°12 • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Lutte contre le crime grave I

6759 - Projet de loi portant approbation du «Memorandum of Understanding between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the United States of America for the exchange of terrorism screening information», signé à Luxembourg le 20 juin 2012

Le projet de loi a comme objet d'approuver le «Memorandum of Understanding between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the United States of America for the exchange of terrorism screening information», dénommé ci-après «MoU», signé à Luxembourg le 20 juin 2012.

Le MoU est étroitement lié à l'Accord entre le Gouvernement de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique aux fins du renforcement de la coopération en matière de prévention et de lutte contre le crime grave, dénommé ci-après «l'Accord», signé à Luxem-

bourg le 3 février 2012 et dont le projet de loi d'approbation 6762 a été soumis au vote en séance publique en même temps que le présent projet de loi.

Les deux instruments font partie de toute une série de mesures prises par les États-Unis dans la foulée des attentats terroristes du 11 septembre 2001 visant à protéger leurs territoire et population contre ce genre d'attaques. Ainsi, ils entendent contrôler plus étroitement l'entrée de personnes sur leur territoire à travers notamment une directive présidentielle du 16 septembre 2003, nommée «Homeland Security Presidential Directive 6». Dans ce contexte les conditions d'adhérence au «visa waiver program» ont été renforcées, notamment par des obligations d'échange d'informations. Le «visa waiver program» a été instauré en 1986 et prévoit que les ressortissants des États qui s'engagent à remplir certaines conditions sont dispensés de l'obligation de visa pour entrer sur le territoire des États-Unis.

Il existe déjà un accord sur l'entraide judiciaire entre le Luxembourg et les États-Unis. Cependant, les attributions et les pouvoirs des autorités judiciaires, d'une part, et ceux des instances policières, d'autre part, en matière de poursuite pénale divergent fortement entre les deux États.

Ainsi dans des États à tradition juridique anglo-saxonne, tels les États-Unis d'Amérique, la police travaille de façon relativement autonome et dispose des pouvoirs nécessaires afin de mener l'enquête et de remettre un dossier entièrement instruit au Parquet aux fins de poursuites pénales. Des autorités judiciaires - comparables à notre juge d'instruction - n'interviennent en principe que ponctuellement pour autoriser des mesures de nature coercitive, comme les perquisitions et les saisies d'objets.

Au Luxembourg, la police travaille, en matière judiciaire, sous la direction du Parquet ou du juge d'instruction. Il s'ensuit que, lorsque la police d'un État tel que les États-Unis s'adresse

au Grand-Duché de Luxembourg, pays à tradition juridique continentale européenne, afin d'échanger des informations, les services de police de ce dernier n'ont pas compétence pour répondre favorablement à la demande, étant donné que, selon le droit luxembourgeois, une demande d'entraide judiciaire pénale serait indispensable pour obtenir les informations pénales sollicitées.

Le but du MoU en question est donc de permettre un échange accéléré d'informations concernant les personnes faisant l'objet d'enquêtes pénales en matière de terrorisme au Luxembourg ou aux États-Unis et de rendre ainsi plus efficaces et plus rapides les enquêtes en la matière.

La pierre angulaire du dispositif mis en place par le MoU est constituée par la désignation, de part et d'autre, d'un point de contact aux fins de l'échange d'informations accéléré. Il est prévu que ces points de contact pourront communiquer directement entre eux les informa-



tions couvertes par l'accord. Cette solution garantit à la fois la rapidité du flux des renseignements et leur caractère secret. Les échanges d'informations seront soumis à l'autorisation préalable du procureur général d'État.

Le procureur général d'État peut refuser la transmission de données si elle est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à des intérêts essentiels similaires du Grand-Duché de Luxembourg, si elle est relative à une infraction aux lois militaires qui ne constitue pas une infraction de droit commun, ou si elle est relative à une infraction politique. Il refuse l'autorisation si la transmission se rapporte à un fait pour lequel celle-ci n'est pas prévue par le MoU ou si son objet dépasse le domaine d'application du MoU.

Les informations communiquées par le point de contact désigné par les États-Unis d'Amérique peuvent être utilisées par les autorités répressives luxembourgeoises de la même manière que celles obtenues par voie d'entraide judiciaire en matière pénale.

Il convient encore de relever que l'accord-cadre «EU-U.S. Umbrella Agreement» relatif à la protection des données dans les cas de transferts atlantiques de données dans le domaine des enquêtes, de la prévention, de la recherche et de la poursuite d'infractions pénales signé par

les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne à Amsterdam le 2 juin 2016 est entré en vigueur le 1^{er} février 2017. Cet Accord-cadre du 2 juin 2016 est important pour l'application concrète du MoU alors qu'il prévoit des garanties en termes de protection des données personnelles qui vont bien au-delà de ce qui est directement prévu par le MoU. En raison de sa nature faitière en matière de protection des données personnelles dans le cadre de la coopération pénale entre les États-Unis d'Amérique et les États membres de l'Union européenne, l'Accord-cadre du 2 juin 2016 s'applique également à l'Accord faisant l'objet du projet de loi 6762, de même qu'à l'Accord de Washington du 25 juin 2003 entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire, ainsi qu'au Traité bilatéral d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Luxembourg et les États-Unis d'Amérique du 13 mars 1997.

Les dispositions proposées par le présent projet de loi visent donc à mettre en place une solution équilibrée pour tenir compte des exigences en matière d'échange d'informations pénales: assurer un échange d'informations rapide et efficace par les canaux de la coopération policière, tout en assurant que les règles protectrices applicables en matière d'entraide judiciaire pénale sont à observer.

L'objectif de l'Accord est de contribuer à une poursuite efficace de la criminalité grave en facilitant et en accélérant l'échange d'informations pénales entre les autorités de poursuites pénales des parties contractantes. De façon générale, l'Accord vise à approfondir la coopération entre les parties contractantes par les moyens suivants:

1. recherche et comparaison automatisées d'empreintes digitales et de profils d'ADN dans les bases de données de l'autre partie contractante, suivies d'un échange d'informations supplémentaires en cas de comparaison positive (système „hit/no-hit“);

2. échange d'informations à caractère personnel et non personnel à des fins de prévention du terrorisme par les moyens traditionnels et de façon non automatisée.

À noter que l'Accord, en prévoyant ces procédés automatisés d'échange d'informations pénales, n'innove pas alors que les mêmes procédés fonctionnent déjà entre les États membres de l'Union européenne depuis 2006, d'abord sur base du Traité relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, signé à Prüm le 27 mai 2005, et ensuite sur base de la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière, et de la décision 2008/616/JAI du Conseil du 23 juin 2008 concernant la mise en œuvre de la décision 2008/615/JAI relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre

le terrorisme et la criminalité transfrontalière.

Il convient encore de relever que l'accord-cadre «EU-U.S. Umbrella Agreement» relatif à la protection des données dans les cas de transferts atlantiques de données dans le domaine des enquêtes, de la prévention, de la recherche et de la poursuite d'infractions pénales signé par les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne à Amsterdam le 2 juin 2016 est entré en vigueur le 1^{er} février 2017. Cet Accord-cadre du 2 juin 2016 est important pour l'application concrète de l'Accord faisant l'objet du projet de loi sous examen alors qu'il prévoit des garanties en termes de protection des données personnelles qui vont bien au-delà de ce qui est directement prévu par l'Accord faisant l'objet du présent projet de loi. En raison de sa nature faitière en matière de protection des données personnelles dans le cadre de la coopération pénale entre les États-Unis d'Amérique et les États membres de l'Union européenne, l'Accord-cadre du 2 juin 2016 s'applique également au Memorandum of Understanding faisant l'objet du projet de loi 6759, de même qu'à l'Accord de Washington du 25 juin 2003 entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire, ainsi qu'au Traité bilatéral d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Luxembourg et les États-Unis d'Amérique du 13 mars 1997.

Les dispositions proposées par le présent projet de loi visent donc à mettre en place une solution équilibrée pour tenir compte des exigences en matière d'échange d'informations pénales: assurer un échange d'informations rapide et efficace par les canaux de la coopération policière, tout en assurant que les règles protectrices applicables en matière d'entraide judiciaire pénale sont à observer.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 06.01.2015

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

21.01.2015 Présentation des différents projets de loi

04.02.2015 Continuation de la présentation des deux projets de loi

11.03.2015 Explication de M. le Ministre de la Justice quant à la différenciation entre données dites judiciaires et policières

21.10.2015 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État

11.11.2015 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État

18.11.2015 Examen de l'avis de la Commission nationale pour la protection des données

05.04.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

24.04.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

21.10.2015 Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 27.04.2017

Loi du 17 mai 2017

Mémorial A: 2017, n°504, page 1

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 07.01.2015

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

21.01.2015 Présentation des différents projets de loi

04.02.2015 Continuation de la présentation des deux projets de loi

11.03.2015

21.10.2015 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État

11.11.2015 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État

05.04.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

24.04.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

21.10.2015 Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 27.04.2017

Loi du 17 mai 2017

Mémorial A: 2017, n°505, page 1

Lutte contre le crime grave II

6762 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique aux fins du renforcement de la coopération en matière de prévention et de lutte contre le crime grave, signé à Luxembourg le 3 février 2012

Le projet de loi sous examen a comme objet d'approuver l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique aux fins du renforcement de la coopération en matière de prévention et de lutte contre le crime grave (dénommé ci-après «l'Accord»), signé à Luxembourg le 3 février 2012.

L'Accord est étroitement lié au Memorandum of Understanding between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the United States of America for the exchange of terrorism screening information (dénommé ci-après «MoU»), signé à Luxembourg le 20 juin 2012, et dont le projet de loi d'approbation 6759 précité a été soumis au vote en séance publique en même temps que le présent projet de loi.

Les deux instruments font partie de toute une série de mesures prises par les États-Unis dans la foulée des attentats terroristes du 11 septembre 2001 visant à protéger leurs territoire et population contre ce genre d'attaques. Ainsi, ils entendent contrôler plus étroitement l'entrée de personnes sur leur territoire à travers notamment une directive présidentielle du 16 septembre 2003, nommée «Homeland Security Presidential Directive 6». Dans ce contexte, les conditions d'adhérence au visa waiver pro-

gram, ont été renforcées, notamment par des obligations d'échange d'informations. Le «visa waiver program» a été instauré en 1986, et prévoit que les ressortissants des États qui s'engagent à remplir certaines conditions, sont dispensés de l'obligation de visa pour entrer sur le territoire des États-Unis

Il existe déjà un accord sur l'entraide judiciaire entre le Luxembourg et les États-Unis. Cependant, les attributions et les pouvoirs des autorités judiciaires, d'une part, et ceux des instances policières, d'autre part, en matière de poursuite pénale divergent fortement entre les deux États.

Ainsi dans des États à tradition juridique anglo-saxonne, tels les États-Unis d'Amérique, la police travaille de façon relativement autonome et dispose des pouvoirs nécessaires afin de mener l'enquête et de remettre un dossier entièrement instruit au Parquet aux fins de poursuites pénales. Des autorités judiciaires - comparables à notre juge d'instruction - n'interviennent en principe que ponctuellement pour autoriser des mesures de nature coercitive, comme les perquisitions et les saisies d'objets.

Au Luxembourg, la police travaille, en matière judiciaire, sous la direction du Parquet ou du juge d'instruction. Il s'ensuit que, lorsque la police d'un État tel que les États-Unis s'adresse au Grand-Duché de Luxembourg, pays à tradition juridique continentale européenne, afin d'échanger des informations, les services de police de ce dernier n'ont pas compétence pour répondre favorablement à la demande, étant donné que, selon le droit luxembourgeois, une demande d'entraide judiciaire pénale serait indispensable pour obtenir les informations pénales sollicitées.

Fabrication et délivrance de médicaments

6943 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments et

2. la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments

Le projet de loi a deux objectifs:

- d'une part, il s'agit d'adapter la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments afin d'y introduire la possibilité de vendre par Internet au public des médicaments non soumis à prescription (1);

- d'autre part, le projet de loi vise à modifier la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments en vue de compléter la définition de la notion de fabrication de médicaments en y incluant l'opération de reconditionnement de médicaments et notamment l'activité de blistérisation de médicaments (2).

(1) La première modification de la législation s'impose compte tenu de la directive 2011/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux

médicaments à usage humain, en ce qui concerne la prévention de l'introduction dans la chaîne d'approvisionnement légale de médicaments falsifiés. Ladite directive européenne a été transposée, à l'exception du volet ayant trait à la vente par Internet de médicaments, en droit national par le biais du règlement grand-ducal du 9 avril 2013 modifiant: 1) le règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments; 2) le règlement grand-ducal modifié du 19 novembre 2004 concernant la fabrication de médicaments, les bonnes pratiques de fabrication de médicaments et les bonnes pratiques de fabrication de médicaments expérimentaux à usage humain.

En effet, en droit positif „la délivrance au public de médicaments ne peut se faire que dans les pharmacies“.

L'introduction en droit national, conformément à ladite directive 2011/62/UE précitée, de la vente par Internet de médicaments présuppose de créer une exception au principe de la délivrance en officine des médicaments précités.

Dans le but d'assurer la santé et la sécurité du patient, le présent projet de loi prévoit une série de conditions à la vente de médicaments par Internet.

(2) Aussi, le projet de texte prévoit de modifier la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments afin de compléter la définition de la notion de



fabrication de médicaments pour y inclure les opérations de conditionnement, reconditionnement ou de division de médicaments.

En effet, le droit positif ne prévoit pas de règles de qualité et de sécurité encadrant les opérations de préparation de médicaments.

Afin de pallier cette lacune, le texte prévoit de créer une base légale en vue d'un règlement grand-ducal qui déterminera un cadre de principes généraux de qualité et de sécurité à observer par les pharmaciens qui préparent des médicaments dans leur officine.

Désormais, sur base de la nouvelle définition de la notion de fabrication, les opérations de division, conditionnement ou reconditionnement de médicaments effectuées hors d'une officine tomberont sous le régime de l'autorisation préalable prévu à l'article 3 de la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments.

Par ce biais, les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 19 novembre 2004 relatif à la fabrication, la distribution et le courtage de médicaments seront applicables pour garantir la qualité et la sécurité de ces opérations.

Le créancier est tenu d'introduire son action au fond dans les 30 jours à compter de l'introduction de la demande ou dans les 14 jours de la date de délivrance de l'ordonnance, si cette date est postérieure.

Aussi il est tenu d'assurer la libération des fonds qui excèdent le montant précisé dans l'ordonnance en transmettant une demande de libération dans les trois jours suivant la déclaration de la banque.

Cette situation pourra créer des difficultés si les fonds détenus auprès de ladite banque ne sont pas liquides à ce moment-là (on peut imaginer un portefeuille de titres dont les obligations sous-jacentes ne sont pas évaluables aisément).

Le débiteur pourra contester la saisie opérée dans le cadre de l'instance au fond mais aussi directement auprès de la juridiction d'exécution en cas d'atteinte grave à ses droits (par exemple les biens saisis sont en réalité insaisissables ou la saisie opérée porte manifestement atteinte à l'ordre public de l'État membre d'exécution).

La saisie empêche non seulement le débiteur lui-même de disposer des avoirs détenus sur son compte, mais aussi les personnes qu'il a autorisées à effectuer des paiements par l'intermédiaire de ce compte, par exemple par ordre permanent ou par carte de crédit.

Enfin, il doit être noté que le règlement contient un ensemble de clauses de sauvegarde au bénéfice du débiteur et notamment celle consistant à l'exigence pour le créancier de constituer une garantie. À noter aussi que le créancier est responsable pour tout préjudice causé au débiteur par l'ordonnance de saisie conservatoire.

Le débiteur peut en outre arrêter les effets de l'ordonnance en fournissant lui-même une garantie de substitution appropriée selon le droit de l'État membre de la juridiction ayant délivré l'ordonnance.

L'ordonnance de saisie ne produit ses effets que pour une durée nécessairement limitée alors qu'une instance au fond devra statuer sur la régularité de celle-ci.

Dépôt par Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 11.02.2016

Rapportrice: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

18.10.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

22.11.2016 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État

29.11.2016

06.12.2016

21.03.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

04.04.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.04.2017

Loi du 7 juin 2017

Mémorial A: 2017, n°572, page 1

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 27.10.2016

Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

22.03.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen des articles

Examen de l'avis du Conseil d'État

05.04.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.04.2017

Loi du 17 mai 2017

Mémorial A: 2017, n°502, page 1

Saisie de comptes bancaires

7083 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°655/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale, modifiant le Nouveau Code de procédure civile et la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

Le règlement n°655/2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires qui fait l'objet du présent projet de loi est entré en vigueur le 18 janvier 2017.

Celui-ci est désormais applicable dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne à l'exclusion du Royaume-Uni et du Danemark.

Ce règlement, en raison de son applicabilité directe, ne nécessite pas une transposition en droit national.

Le droit procédural national doit toutefois être adapté pour garantir l'application de ce texte sur le territoire national.

L'obtention d'une ordonnance permettant la saisie d'un compte bancaire dans le cadre de cette procédure est ouverte dès lors que sont remplies les conditions suivantes:

- existence d'une créance de nature civile ou commerciale (à l'exception des créances touchant aux régimes matrimoniaux ou patrimoniaux, les testaments ou successions, les créances sur un débiteur à l'encontre duquel une procédure de faillite ou liquidation est ouverte, la sécurité sociale et l'arbitrage);

- apparence certaine de la créance (si la demande n'est pas fondée sur un titre exécutoire);

- urgence, sinon existence de menaces pesant sur le recouvrement: l'exécution ultérieure risqué d'être empêchée ou rendue sensiblement plus difficile;

- litige transfrontalier: le compte bancaire visé par l'ordonnance est ouvert dans un autre État membre que celui de la juridiction traitant de la demande ou la juridiction et le compte bancaire se trouvent dans un autre État membre que celui du domicile du créancier; et

- absence de demande parallèle devant les juridictions d'autres États membres.

Le règlement permet d'obtenir une saisie transfrontalière à tout stade de la procédure principale, c'est-à-dire qu'une ordonnance de saisie conservatoire est disponible avant, pendant et même après une procédure au fond.

La procédure pour obtenir l'ordonnance de saisie conservatoire européenne est unilatérale, c'est-à-dire qu'elle n'est pas contradictoire: le débiteur n'est informé que lorsque la mesure a déjà produit ses effets, ce qui a pour conséquence qu'il ne peut organiser la disparition des fonds.

Quant à la compétence, en l'absence de titre exécutoire (d'une décision de justice ou d'un acte authentique par exemple) la procédure est à introduire devant les juridictions qui ont compétence au fond selon le règlement Bruxelles Ibis, à noter que si le débiteur est un consommateur ayant conclu un contrat en dehors de son activité professionnelle, ce sont les juridictions de son État membre de résidence.

Si le créancier a déjà un titre exécutoire la procédure sera à introduire devant les juridictions de l'État membre dans lequel la décision a été rendue ou la transaction judiciaire a été approuvée ou conclue ou l'acte authentique a été établi.

L'ordonnance peut être demandée moyennant un formulaire-type multilingue.

La compétence «rationae valoris» est déterminée par analogie à la saisie nationale au Luxembourg: pour une créance inférieure ou égale à 10.000 euros, la demande d'ordonnance européenne de saisie conservatoire est portée par requête devant le juge de paix; pour une créance supérieure à 10.000 euros, la demande d'ordonnance de saisie conservatoire est portée par requête devant le président du tribunal d'arrondissement.

La juridiction saisie doit statuer sur la demande de saisie dans des délais très courts: cinq jours lorsqu'un titre au principal a déjà été obtenu, sinon dix jours.

En cas de refus par la juridiction, le créancier pourra faire appel de la décision dans les 30 jours suivant notification du refus et ce devant la juridiction compétente en matière d'appel dans l'État membre concerné.

Si le demandeur n'a pas connaissance du numéro de compte du débiteur ni de l'identification de la banque, il peut introduire une demande visant à obtenir des informations relatives aux comptes.

Une fois l'ordonnance émise, celle-ci sera interprétée comme identique à une mesure nationale équivalente et sera par conséquent directement exécutable.

Quant à la banque, elle dispose d'un délai de trois jours pour déclarer si et dans quelle mesure l'ordonnance a permis la saisie conservatoire de fonds du débiteur en utilisant le formulaire de déclaration.

Les recours en limitation, en révocation, en cessation et en modification de l'ordonnance de saisie sont portés devant le même juge que celui qui a pris la décision initiale.

Procédure pénale modernisée

7087 - Projet de loi portant adaptation de plusieurs dispositions du Code de procédure pénale

Ce projet de loi vise à adapter et à moderniser plusieurs dispositions ponctuelles en matière de procédure pénale.

L'article 1^{er} a pour but de rendre possible, sur autorisation du procureur d'État, la transmission électronique sécurisée de procès-verbaux, d'actes et de documents sous la forme d'un document numérique, ayant la même valeur juridique que les versions sur papier. La signature apposée au document en question peut être soit une signature manuelle numérisée, soit une signature électronique.

Les articles 2 à 5 adaptent les règles de compétence territoriale. En matière pénale, ces règles sont d'ordre public et posent parfois problème dans la pratique lorsqu'une même personne a commis des infractions dans chacun des deux arrondissements ou lorsqu'il y a connexité entre infractions soumises à deux juges d'instruction différents. Les adaptations visent à la fois la saisine des juges d'instruction et le renvoi d'une affaire du tribunal d'un arrondissement judiciaire vers le tribunal de l'autre arrondissement judiciaire.

En vue de ne pas encombrer inutilement les audiences des compositions collégiales des deux tribunaux d'arrondissement, l'article 6 propose d'élargir le champ d'application du paragraphe 2 de l'article 179 du Code de procédure pénale, en prévoyant que les infractions visées à l'article 12 de la loi modifiée du 25 juillet

2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés peuvent être jugées par juge unique.

L'article 7 vise à régler la question du port de menottes à l'audience. Le principe de la comparution libre à l'audience qui figurait au Code de procédure pénale a été abrogé en 1987. Il importe de créer une sécurité juridique et de prévoir des garanties claires avec un texte qui permet une application uniforme du principe de la comparution libre, sauf exceptions limitées.

L'article 8 a pour objectif de supprimer, en matière de notifications et de citations, l'envoi d'un courrier simple qui vient se rajouter au courrier recommandé avec accusé de réception. Ce double envoi n'apporte guère de plus-value en matière de preuve de remise d'acte et entraîne surtout un travail administratif considérable et des coûts supplémentaires inutiles.

Avec l'article 9, la possibilité de recourir à la procédure de l'ordonnance pénale est étendue, et ce dans l'hypothèse où les dégâts matériels causés ne sont pas encore réglés. Cette adaptation permettra de décharger les tribunaux.

Les articles 10 à 12 proposent de simplifier la procédure de l'ordonnance pénale en mettant fin au principe du double envoi et en rajoutant la possibilité d'une notification par voie électronique sécurisée.

Enfin, l'article 13 a pour vocation de redresser une erreur matérielle qui figure actuellement dans l'article 646 du Code de procédure pénale tel que modifié par la loi du 23 juillet 2016.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 03.11.2016

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

25.01.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

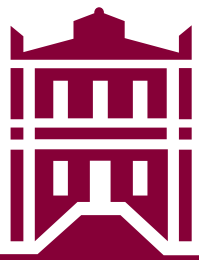
Examen de l'avis du Conseil d'État

08.03.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.04.2017

Loi du 17 mai 2017

Mémorial A: 2017, n°503, page 1



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique**
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 2. Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance (PSC) et du Programme national de réforme (PNR)**
- Déclarations: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie
- 3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)**
- Débat général: M. Claude Wiseler (interventions de M. le Ministre Etienne Schneider, Mme Nancy Arendt, Mme Octavie Modert, M. le Ministre Dan Kersch, M. le Ministre Romain Schneider, M. le Ministre Etienne Schneider, M. Michel Wolter, Mme Octavie Modert, M. le Ministre Etienne Schneider, M. Gast Gibéryen, M. le Premier Ministre Xavier Bettel, Mme Viviane Loschetter, Mme Josée Lorsché, M. le Ministre Etienne Schneider, M. le Ministre Dan Kersch, M. le Premier Ministre Xavier Bettel et M. le Ministre Etienne Schneider), M. Alex Bodry (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Claude Wiseler), M. Eugène Berger (interventions de M. Marc Spautz, M. le Ministre Etienne Schneider, Mme Nancy Arendt, M. Marc Spautz, M. Marc Lies, M. Félix Eischen, M. Marc Spautz et M. Félix Eischen), Mme Viviane Loschetter (intervention de M. Claude Wiseler), M. Gast Gibéryen (interventions de M. le Ministre Félix Braz, M. le Ministre Pierre Gramegna, M. Alex Bodry, M. le Ministre Etienne Schneider, Mme Viviane Loschetter, M. le Premier Ministre Xavier Bettel et M. le Ministre Etienne Schneider), M. Marc Baum (interventions de M. le Ministre Etienne Schneider et M. le Premier Ministre Xavier Bettel)
- Débats sectoriels - Volet «Économie et Compétitivité»: M. Laurent Mosar (interventions de M. le Ministre Etienne Schneider), M. Franz Fayot, M. André Bauler, Mme Martine Hansen (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. le Ministre Fernand Etgen, Mme Viviane Loschetter et M. le Ministre Etienne Schneider), Mme Tess Burton

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 13.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech maachen d'Sézung op.

An, wéi geplangt, Dir Dammen an Dir Hären, héiere mer haut de Mëtten d'Presentatioun vum Finanzminister, dem Här Pierre Gramegna, an dem Wirtschaftsminister, dem Här Etienne Schneider, vum Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm, PSC, souwéi vum nationale Reformprogramm. An d'Wuert huet direkt den Här Finanzminister, de Pierre Gramegna. Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

2. Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance (PSC) et du Programme national de réforme (PNR)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Här Premierminister, léif Kolléegen aus der Regierung, léif Deputéiert, ech freeë mech, haut déi 17. Aktualisatioun vum Pacte de stabilité et de croissance hei virstellen ze kënnen. An ech freeë mech haaptsächlech dofir, well d'Ziffere ganz einfach gutt sinn.

De Premierminister huet dat och a senger Ried iwwert d'Lag vun der Natioun ennerstrach. An ech wäert haut a menger méi kuerzer Presentatioun dat nach eng Kéier ennersträchen an ennermolen.

Firwat sinn d'Ziffere gutt? Dofir gëtt et zwee Haaptgrënn: Deen éischte Grond ass, well d'Konjunktur gutt ass zu Lëtzebuerg, awer och an Europa, an zweetens, well d'Regierung déi richtig strukturell Mesurë geholl huet.

Ech fänken u mat der Konjunktur, relativ traditionell. Mir hunn eis do op d'Ziffere vum Stateg gestäipt, esou wéi mer dat ëmmer maachen. An de Stateg ass, wéi Der wësst, eng onofhängeg Institutioun, esou wéi dat och vun dem europäeschen Traité gefuerdert gëtt, soudass een och déi Ziffere schwierig kann a Fro stellen.

Ech wëll och hei ennersträchen, dass mer am nächste Conseil de Gouvernement wäerten e Comité économique et financier national schafen, deen den lere wäert si vum Comité de prévision, dee mer kennen. Mir wäerten also dee Comité institutionaliséieren an en ass ënnert der Autoritéit vum Finanzminister a vum Wirtschaftsminister. Dat wäert eis erlaben, an Zukunft d'Aarbechten nach besser ze koordinéieren.

Wat soen eis d'Donnéeën aus dem Stateg? A wat soe se eis net nëmme iwwer Lëtzebuerg, mä och iwwer Europa? Wéi Der wësst, reesen ech vill ronderëm d'Welt, fir Promotioun fir Lëtzebuerg ze maachen. An dat Éischt, wat ech meeschtens a menge Riede soen, dat ass: „Europe is back.“

A firwat soen ech dat iwwerall an der Welt, wou ech higinn? Well Europa natierlech image-méisseg nach ëmmer no baussen ugesi gëtt, wéi wa mer nach ëmmer an enger Kris géife stiechen. An d'angelsächsesch Medie ginn net midd, dat ze ennersträchen. An dobäi geet et awer an Europa wirtschaftlech vill besser an och eng Rëtsch Problemer si geléist ginn.

Ech denken do zum Beispill un d'Griichenlandkris, déi zum gréissten Deel geléist ass, woubäi vill Leit gemengt haten, d'ganz Eurozon géif doduerch explodéieren. Dat ass net geschitt. D'Indicateure ginn alleguete besser. D'Confiance vun de Leit an Europa geet an d'Luucht, och déi vun den Investisseuren. An de Chômage geet an Europa erof.

D'Konjunktur an der Eurozon wäert an deem Joer ronn 1,6%, 1,7% sinn. Aänlech wéi d'lescht Joer an ongeféier wéi d'nächst Joer. Dat ass e vill besseren Trend wéi an der Vergaangenheet. A long terme ass nëmme 1,1% virgesinn, mä fir dës Joren à court terme ass et gutt.

D'Energiepräisser sinn déi lescht zwielef Méint erëm eropgaangen, mä sinn elo à court terme stabil. D'Inflation beweegt sech lues a lues op d'Zil vun 2% duer, wat jo och d'Zil vun der Europäescher Zentralbank ass.

D'Aktiecoursen hu sech an de leschte Méint ganz gutt erholl, wat en Zeechen ass, dass d'Investisseure Konfienz hunn an d'Zukunft an dass dat och d'konjunkturell Entwécklung an Europa wäert stäerken.

Lëtzebuerg profitéiert natierlech vun deem gudden Émfeld a vun de Reformen, déi mer gemaach hunn. Wann Der d'Prognose kuckt vum Stateg, wat de Wuesstum ubelaangt, wäerte mer och dës Joer erëm ronn 4% Wuesstum hunn, soudass mer, wa mer zréckkucken, an de Joren 2014, 2015 an 2016 4% Wuesstum haten, 2017 wahrscheinlech och an 2018 souguer liicht iwwer 5% wäerte wuessen.

En Deel vun deser Croissance kënn natierlech och vun der wichtiger Kontributioun vun eiser Finanzplaz. D'Fongenindustrie schreift an dese Méint ëmmer nei Rekorder. Mir hunn iwwer 3.700 Milliarden Euro, déi an eise Fonge gereiert ginn. Mer sinn do d'Nummer eent an Europa an d'Nummer zwee an der Welt, hanner Amerika.

D'Geschäfte am Private Banking ginn och relativ gutt a wuessen, an dat trotzdem mer de Secret bancaire elo net méi uwennen, fir den internationalen Austausch ze erméiglechen. A grad an deem Secteur war jo gefaart ginn, dass den Impakt ganz grouss wär, mer gesinn awer, dass et dem Private Banking gutt geet. Mer hunn och déi lescht Resultater vum leschte Joer elo kënnen analyséieren vun der CSSF, an déi soen eis, dass den Émsaz an de Banken ëm 15% d'lescht Joer geklommen ass an dass och d'Profitter an deem Secteur klammen, wat mech als Finanzminister an als Budgetminister natierlech freet, well dat jo additionell Recettë ginn.

D'Bourse vu Lëtzebuerg, wou de Stat och Aktionär ass, ass haut eng Referenz fir gréng Obligatiounen, op Englesch: Green Bonds. Méi wéi 50% vun allen Green Bonds op der Welt ginn zu Lëtzebuerg cotéiert, an esou, dass sech d'Bourse wierklech entwéckelt huet als eng Plattform, déi weltwäit an deem Domän bekannt ass. An d'Bourse huet jo och en Green Exchange geschafen: Eng Plaz op der Bourse, wou exklusiv nohalteg Obligatiounen cotéiert ginn.

Ech war d'lescht Woch zu Washington an hunn do am Kader vu mengen Diskussiounen mat dem Fonds monétaire international a mat der Weltbank kënnen e Memorandum of Understanding ennerzeechen, woubäi Lëtzebuerg de strategesche Partner ass an der Initiativ vum „Green Cornerstone Bond Fund“, déi den IFC, dat ass e verlängerten Aarm vun der Banque mondiale, elo wäert lancéieren. An dee Fong gëtt zu Lëtzebuerg lancéiert. Dat ass e Fong vun zwou Milliarden Dollar, déi wäerten an nohalteg Projeten investéiert ginn, an „emerging markets“.

D'Reformen, grad am Beräich vun der Transparenz, déi dës Regierung an d'Weeër geleet huet an déi mer elo säit dräi Joer maachen, droen och hir Früchten an der Diversifikatiounspolitik an an der Promotioun, esou wéi dat de Premierminister och de Moien ennerstrach huet.

Leschte Méinden hu mer d'Luxembourg House of FinTech inauguréiert. Och dat ass eng ganz wichteg Initiativ, fir d'Lëtzebuurger Finanzplaz weider ze diversifizéieren. Et geet jo dorëm, d'Digitaliséierung vun der Finanzplaz an alle guerten déi nei Technologien, déi de ganze Businessmodell vun der Bankewelt a vun de Services financiers änneren, hei zu Lëtzebuerg floéieren ze doen, aänlech, wéi dat an anere Länner elo gemaach gëtt.

D'Zuel vun den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg ass tëschent 2014 an 2016 ëm 8,4% gewuess. Dat si méi wéi 32.000 Aarbechtsplazen. Domat geet de Chômage weider erof a läit op dem niddregste Stand säit Laangem, ronderëm 6%. Ech freeë mech ganz besonnesch iwwert dës Ziffer vum Chômage, déi erofgeet. A kommt, mer maachen eis näischt vir: De Chômage kann nëmme erofgoen, wa mer Croissance hunn! De Chômage kann nëmme erofgoen, wa mer nei Aarbechtsplaze schafen. Wann also Leit mengen, se missten de Wuesstum kritiséieren, da muss se wëssen, dass se deene Leit, déi keng Aarbecht haut hunn, en fait soen: „Deboutilléiert lech a fannt vläicht eng Aarbecht, mä mer maachen eis doriwuer keng Virgeen.“ Dat ass net d'Attitud, déi mer hei anhuelen.

Ech kommen dann elo zum zweeten Argument, firwat dass et eise Statsfinanze gutt geet. An dat ass, well mer konkret strukturell Mesurë geholl hunn. An zwar sinn déi 2015 a Kraaft getrueden an hunn eis erlaabt, 473 Milliounen (veuillez lire: Euro) am Joer 2015 ze mobiliséieren an am Joer 2016 hu mer 630 Milliounen esou kënn mobiliséieren.

Mä iwwert d'Mesuren ewech, déi mer geholl hunn, mengen ech, dass mer och e Mentalitéitswandel festgestallt hunn an alle Ministären, well ech mierken, dass an der Politik vun den Depensé vun all Ministère eng gewisse Retenue agetrueden ass, déi eis elo weiderhëlleft, well net versicht gëtt, all Euro mordicus auszeginn. An och dee Mentalitéitswiessel wëll ech hei ganz kloer begréissen.

D'Fonctionnementskäschte beim Stat, déi am Jargon Consommations intermédiaires genannt ginn, sinn och enner Kontroll. An der Period tëschent 2016 an 2021 géifen déi Käschten d'Joer an der Moyenne ëm 2,6% wuessen an nëmme 1%, wann een dat mat der Inflation bereנגt. Dat heescht: De Stat spuert bei sech selwer.

D'Steierreform - an dat bestätegen alleguerten d'Ratingagenturen, awer och d'OECD, den FMI

an d'Europäescher Kommissioun - hëlleft den Entrepreneuren, hëlleft der Kompetitivitéit an hëlleft dem Wuesstum.

An deem Kontext ass et dann och keen Zoufall, dass d'Vertraue vun de Konsumenten op dem héchsten Niveau säit ëmmer zu Lëtzebuerg ass. Ech hunn dat nokucke gelooss. Déi Miessunge gi säit 2002 gemaach an haut ass d'Confiance vun de Consommateuren zu Lëtzebuerg am héchsten an eiser Geschicht, esou wéi d'Lëtzebuergescher Zentralbank dat miessst.

All dës Facteuren zesummegeholl brénge mat sech, dass d'effentlech Finanzen haut besser dostinn an dass och d'Perspektive fir déi nächst Jore vill méi roseg sinn, wéi een dat hätt kënnen 2013 unhuelen.

Ech wëll hei nach eemol drun erënneren, wat d'Perspektive waren, déi déi lescht Regierung 2013 am November virfonnt huet. Ech baséiere mech hei op d'Nott vum Formateur Enn 2013. Dat sinn also déi Zifferen, déi ech dohinner geluecht kritt hunn a wou mer gesot ginn ass: „Dat do muss an de Grëff geholl ginn.“ Am Joer 2014 war den Defizit an der Administration publique ugepeilt op 179 Milliounen oder minus 0,4% vum PIB.

A wat hu mir erausgeschafft? Eh bien, mir hatten en Excedent vu 690 Milliounen oder 1,4% vum PIB. Am Joer 2015 hätt den Defizit beim Gesamtstat misse bei iwwer enger Milliard leien, iwwer minus 2% vum PIB. A wat hu mir draus gemaach? Mir hatten en Iwwerschoss vu 741 Milliounen oder plus 1,4% vun eise Rächtm.

An dann am Joer 2016, dat, wat elo just eriwuer ass, hätt den Defizit och nach solle ronderëm eng Milliard sinn, minus 1,9% vum PIB. An déi Zifferen, déi mer haut kennen, sinn, dass mer wäerten en Iwwerschoss hu vun 845 Milliounen (veuillez lire: Euro), plus 1,6% vun eise Rächtm.

Dat ass, op dräi Joer gekuckt, eng Verbesserung vu 4,5 Milliarden oder 8,8% vun eise PIB. Ech widerhuelen: Par rapport zu deem, wat 2013 virgesi war, ass et eng Verbesserung op dräi Joer vu 4,5 Milliarden Euro.

Sou konnt d'Regierung sech evidemment neie Spillraum schafen fir eng Steierreform, a fir d'Investissementer héich ze halen a grouss Innovatiounsprojeten ze maachen, wéi dee vun den „space resources“, an dat trotz dem Verloscht vun der TVA électronique. Ech ginn net op den Detail an, dee Sujet ass bekannt, mä den Tableau, deen elo projézéiert gëtt, weist lech, dass mer am Joer 2016 doduerch, dass déi TVA elo verluer gaangen ass, 700 Milliounen net erakuten - 700 Milliounen -, an dës Joer, 2017, eng Milliard net erakuten. Dat heescht, trotz deem Verloscht vun enger Milliard Euro schreiw mer déi Zifferen, déi ech lech elo gläich wäert virstellen.

D'Rechnung geet also op. An d'Zuelen, déi mer lech presentéieren, si richtig Zifferen. Et sinn déi vum Stateg. An ech kann lech och confirméieren, dass dat, wat mer am Oktober hei presentéiert haten, sech no sechs Méint och hei confirméiert. Dat bestätegt och, dass dee Modell, op deem de Stateg schafft, e gudden ass. A mer hunn och eng Risikoanalys gemaach, fir ze wëssen, wat den Impakt vu verschiddenen externe Schocke wär. Ech kommen nach drop zréck.

Mä och wann eis Ziffere ganz gutt sinn, däerf een d'Risiken an der grousser Welt net ennerschätzen. Ech zielen der e puer op: D'geopolitesch Risiken, déi mat Krich verbonne sinn, gesäit en natierlech a Syrien, am Irak an och an Nordkorea. D'politesch Risiken hu mer an Europa erlieft mam Brexit, a mam Bléck no vir hu mer aner Risiken am Bléckwénkel. Mä et däerf een awer och net iwwerpessimistesche sinn. Wann een elo déi ganz Debatte ronderëm déi dräi Wahlen an Europa - Holland, Frankräich, Däitschland - kuckt, huet een och an der angelsächsescher Press oft gemengt, d'Welt géif ennergoen an Europa, an an Holland sinn d'Resultater guer net esou ginn, wéi vläicht Verschiddener sech dat gewünscht haten. Wat Frankräich ubelaangt, ass den éischten Tour ebe ginn, wéi e ginn ass. Mä et ass och do am éischten Tour keng Katastroph geschitt an den zweeten Tour muss mer elo nach ofwaarden.

An eng aner grouss Inconnue ass natierlech, wat an de Vereenegte State vun Amerika wäert

geschéien, well d'ekonomesch an d'Steierpolitik vum amerikanesche President nach net kloer determinéiert ass. An ech muss soen, a mengen Diskussiounen a bilaterale Reunioenen um FMI d'lescht Woch mat der Madamm Lagarde, mä och mat villen anere Länner, ass dat natierlech eng ganz grouss Incertitude fir jiddwereen.

Eng weider Suerg ass och d'Zënsentwécklung: D'Madamm Yellen vum „Federal Reserve Board“ huet annoncéiert am Kader vum FMI d'lescht Woch, dass wahrscheinlech an Amerika d'Joer dräi Zënserhéijunge wäerte geschéien, soudass een dovunner kann ausgoen, dass d'Zëns wäerte méi séier klammen.

An dann, leschtens, wat d'Risiken ubelaangt, huet de Stacc - an ech wëll em dofir och Merci soen -, zwee Zeenarie vu Schocken ausgerechent. Ee Schock wär, wann an der Eurozon de Wuesstum géif ëm 0,5% erofgoen. An do ass dann ausgerechent ginn, dass dat en Effet hätt op der Dette natierlech, mä d'Dette géif awer nach an der ganzer Period ënner 23% bliwen.

En aneren Zeenario wär deen: Wann d'Zëns géifen 0,5% klammen. Dat hätt en Effet um Solde de l'administration publique vun 0,1%, an d'Dette géif nach ëmmer ënner 23% bliwen.

Dofir soen ech: Et gétt op Basis vun all deene Saachen absolutt kee Grond, fir Schwaarmolelei ze maachen. Lëtzebuerg ass gutt opgestallt, fir eventuell extern Schocken ze verkraaften.

D'Regierung mécht och keng Politik à court terme, déi just drop aus wär, Wahle wëllen ze gewannen an d'Zuele schéin ze presentéieren. Mir denken och un déi nächst Generatiounen. Haut kann een net soen, dass an der Vergaangenheet un déi geduecht ginn ass, déi an 30 oder a 40 Joer wäerten an eisem Land liewen. Mir hunn dat awer gemaach, andeem mer de Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg geschafent hunn. An dee Fong fonctionnéiert. En huet haut 185 Milliounen (veuillez lire: Euro). Dat ass souguer 35 Millioune méi Dotatioun, wéi déi normal annuell vu 50 Milliounen. An d'Regierung hält drop, dass dese Fong seng Avoiren no ethesche Kritären investéiert.

D'lescht Woch sinn an der Press Bedenken dorwider gemaach ginn, wat eenzel Investissemter ubelaangt. Mä d'Regierung wëllt do kloerheet an ech hunn och dofir de Fong gefrot, der CoFibu déi néideg Erklärungen ze liwweren.

Déi gutt finanziell Situatioun vum Stat ass och d'Joer vum de véier Ratingagence confirméiert ginn: Mer hunn den Triple-A mat enger Perspektiv stable. Dat heescht, dass een effektiv, am Fall vu Lëtzebuerg, ka vu grousser Sécherheet a Previsibilitéit schwätzen. Datselwecht soen och d'OCDE, d'EU-Kommissioun an den FMI.

No dësem Iwwerbléck kommen ech elo op den Detail vun den Zifferen, den Detail vun den Zuele vum Pacte de stabilité et de croissance. Dir wësst, dass de Gesamtstat, d'Administration publique, ënnerdeelt ass an d'Administration centrale, d'Administration locale an d'Sécurité sociale. Fänke mer mam Zentralstat, op Lëtzebuergesch genannt, der Administration centrale, un! D'Recetten entwéckele sech global gutt an en ligne mat de Previsiounen. Mer hu fir de Pacte de stabilité et de croissance fir dës Aktualisatioun nach verschidde kleng Ajustement gemaach, mä global ass dat en ligne mat deem, wat mer viru sechs Méint ugepeilt haten.

Et ass och schwéier, no dräi Méint de genauen Impakt vun der Steierreform ze kennen an auszurechnen, mä näischt indiquéiert de Moment, dass mer do aus der Bunn wäere par rapport zu eise Previsiounen.

Wat d'Depensen ubelaangt, dann droen déi ganz däitlech d'Handschréift vun deser Regierung. De Premier ass haut op eis Prioritéite fir déi nächst Joren am Detail agaangen, an dofir brauch ech dat elo net hei ze maachen. An dat fénnent een natierlech alles an Zifferen am Budget erëm.

Fir d'Land laangfristeg fit ze maachen, hu mer den Accent op Investissement gemaach an op qualitative Wuesstum. Dir gesitt, dass mer am Joer 2017 wäerten däitlech méi wéi zwou Milliarden Euro investéieren. Dat ass e Plus vu 14% par rapport zum leschte Joer. An och déi Joren duerno wiisst den Investissement ëm ronn 4% d'Joer. Domat leie mer an der Spëtzt vum Peloton vun den europäesche Länner, wou an der Eurozon d'Moyenne 2,6% ass a Lëtzebuerg ronn bei 4% vu sengem Räichtum läit.

Mir hunn et och domat fäerdegbruecht, dass eis Infrastrukture modern sinn an eise Liewensstandard an eis Liewensqualität ganz héich.

Ech wëll och nach eng Kéier ganz kloer ënnersträichen, dass mer an de Joren 2014, 2015, 2016 an 2017 op véier Joer liicht iwwer aacht Milliarden investéiert hunn oder wäerten investéieren. A mer finanzéieren dat mat engem eenzege Emprunt vun zwou Milliarden. Dat heescht, dass d'Investissemter zu 25% duerch den Emprunt finanzéiert ginn an zu 75% mat lafende Recetten. All Privatpersoun, déi sech en Haus wëllt kafen, weess, dass et normalerweis ëmgekéiert ass, dass ee selwer e Véierel bréngt an dräi Véierel léint. D'Lëtzebuerg Regierung finanzéiert dräi Véierel selwer a geet nëmmen ee Véierel léinen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - E besonnesche Schwéierpunkt läit - esou wéi de Premier dat haut och erkläert huet - am Investissement an de Beräicher vun der Mobilitéit, dem Logement, der Sécherheet an an den Investissemter fir eis Kanner.

Ech begréissen och op europäeschem Niveau ausdrécklech déi Diskussioun, déi momentan gemaach gëtt, fir ze wëssen, ob d'Depensen alleguerten am selwechte Mooss an op déiselwecht Aart a Weis musse consideréiert ginn. Ech fannen, dass eng Dépense de consommation, (veuillez lire: also) lafend Käschten e ganz aneren Traitement missten hu wéi e produktiven Invest. Ech hoffen, dass mer an den nächste Méint a Joren dës Debatt kënne positiv influenzéieren um europäeschen Niveau, well et ass ganz wichteg fir d'Länner, net nëmme fir Lëtzebuerg, mä och all déi Länner, déi an d'Hannertreff gerode sinn um europäeschen Niveau, fir kënne méi Flexibilitéit ze hunn, fir ze investéieren.

Wat gétt dat am Sold vun der Administration centrale? Par rapport zu den Zifferen, déi mer viru sechs Méint gemellt haten, gétt dat kee groussen Ennerscheid. Den Defizit am Zentralstat bleift knapp iwwer enger Milliard, e bleift och knapp iwwer enger Milliard 2018: kee Changement do. Mä mer gesinn, dass d'Courbe herno no uewe weist an dass mer 2021 deen Defizit zur Halschent resorbéiert hunn.

Et wier ganz einfach gewiescht, en Equiliber oder en Iwwerschoss beim Zentralstat fäerdegzebréngen. Dat hätt ee kënne maachen, andeem een den Invest ëm 500 Millioune reduzéiert hätt an andeem een d'Steierreform net gemaach hätt, déi eng Steiererliichterung ass. Dann hätt ee 500 Millioune plus 400 Millioune gespuert an dann hätte mer och eng Null am Zentralstat. Mä mir wollten dat net maachen, well mer mengen, dass dat eng kuerzfristeg an onverantwortlech Politik wier.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Mer brauchen a wëlle keng Austeritéitspolitik zu Lëtzebuerg.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Dës Regierung plangt laangfristeg an ass och dofir am Asaz, fir dass mer déi Investissemter sollen héich halen. A mer mengen och, dass an enger Period, wou esou vill Wuesstum ass, een en Deel dovunner sollt mat de Leit deelen, amplaz dat an der Keess vum Stat ze halen.

Wat elo d'Administration locale ubelaangt, do hu mer natierlech den Impakt vun der neier Finanzéierung vun de Gemengen hei ageplangt. Dir gesitt, dass do eng grouss Stabilitéit besteet, an ech rappeléieren, dass déi Reform et mat sech bréngt, dass keng Gemeng eppes verléiert.

Déi Stabilitéit vun de Gemengefinanzen huele mer zu Lëtzebuerg als eng Selbstverständlechkeet un. Ech kann lech just soen, well ech dat jo an deenen aneren europäesche State verfollegen, dass dat e risige Problem a verschidde Länner ass. Mir si frou, dass dat hei net de Fall ass.

D'Sécurité sociale: Eis Sécurité sociale schreift weider ganz positiv Zifferen. Déi Zifferen, déi Der elo hei gesitt, sinn och nach e klenge Krack besser wéi déi, déi mer viru sechs Méint geplangt haten. 2018 wäert fir d'Alleréisch den Excedent vun der Sécurité sociale méi wéi eng Milliard Euro duerstellen.

Dat bréngt mer effektiv fäerdeg, well mer eng gutt Croissance hunn an eiser Wirtschaft a well d'Aarbechtsplazen an d'Luucht ginn. Dat gétt natierlech e lauter additionell Cotisatiounen.

Mir wëssen awer, dass de laangfristeg Finanzement vun eisem Pensiounssystem eng grouss Erausforderung ass a bleift. An dofir huet d'Regierung och decidéiert, en Aarbechtsgrupp ze maachen, fir dat ze analyséieren.

(**Interruption**)

Wat gétt dat elo am Total an der Administration publique? Mir hunn iwwert déi ganz Period vun 2017 bis 2021 e positive Solde nominal, an dee Solde nominal geet regelméisseg an d'Luucht, wéi een dat herno och op der Grafik gesäit. A par rapport zu den Zifferen, déi mer nach viru sechs Méint haten, gesäit een och hei eng konstant Verbesserung.

Op dësem Punkt géif ech awer och gären nach eng Kéier insistéieren, wéi dës Regierung d'Finanze sanéiert huet. An dofir huelen ech gären d'Joer 2016. Déi lescht Regierung hat 2016 (veuillez lire: 2013) e PSC op Bréissel geschéckt, wou fir 2016 e Solde négatif vu minus 684 Millioune virgesi war. An d'Resultat, wat mer elo haut schätzen, ass plus 844 Milliounen. Ech mengen, dës Zuele schwätze fir sech selwer.

Dësen Effet de base, wéi een dat am Jargon nennt, an déi gutt Konjunktur bréngen et mat sech, dass de Solde vun der Administration publique am Joer 2017 plus 0,2% vum PIB ass, d'selwecht 2018, 2019 op plus 0,3% an 2020 op plus 0,5% geet.

Elo kommen ech op dee fatidique Solde structurelle ze schwätzen, dee gekuckt gëtt, fir erauszefannen, ob e Land säin Objectif à moyen terme anhält. D'lescht Joer ass d'Regierung heiansdo kritiséiert ginn, well se sech d'Proposition vun der Kommissioun zu eege gemaach huet: mam Sold vu plus 0,5% vum PIB op minus 0,5% vum PIB ze goen.

Mä ech hunn deemools erkläert, an ech bleiwen dobäi, dass et keng gutt Iddi gewiescht wier, sech en Zil ze setzen, wat méi ambitiéis ass, wéi dat, wat ee wierklech muss errechen, well wann een dat dann net géif errechen, géif dat e Kreditibilitäitsproblem stellen. An dat géif eis och bei den Notatiounagence schueden. Ech mengen, mir hunn och do dat Richteg gemaach.

Wa mer elo de Solde structurelle op der ganzer Period kucken, gesit mer, dass mer 2017 wäerten op plus 0,4% sinn, 2018 op minus 0,1%, 2019 och op minus 0,1% an da geet et erop bis op plus 1,6%. Am Resumé heescht dat, dass Lëtzebuerg op der ganzer Period net nëmme säin Objectif à moyen terme anhält, mä wéi Der op der Courbe gesitt, däitlech driwwerläit. Dat huet och de Conseil national des finances publiques esou analyséiert.

Elo kommen ech, an ech kommen och elo op de Schluss, op d'Dette ze schwätzen, op eis Schold. Eis Schold, déi war, wéi ech als Finanzminister ugefaangen hunn an ugetruede sinn, 23,4% vum PIB. Am Plan de stabilité et de croissance vun 2013 war virgesinn, dass d'Dette 2016 sollt 27,9% sinn. 27,9% hätt se solle sinn, wéi ech ugefaangen hunn! Gutt, dass ech net ze vill erféiert war. No dräi Joer zolitter Aarbecht hu mir et fäerdegbruecht, dass se op den 31.12.2016 nach just ronn 20% ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Dat ass also en Ennerscheid vu bal 8% vum PIB bei der Dette.

► **Une voix.** - Lauschttert no!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Iwwert déi ganz Period...

► **Une voix.** - Lauschttert no, Här Roth!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - ...bis 2021 wäert d'Dette...

(**Brouhaha**)

Iwwert déi ganz Period bis 2021 wäert d'Dette ëmmer ënner 23% leien, also ënner deem, wat mir virfonnt hunn. A wéi ech virdrun erkläert hunn, hu mer jo och Schockanalyse gemaach. A souguer a verschidde Zeenarie vu Schocke géife mer ënner 23% Dette bliwen par rapport zu eisem Räichtum.

Elo ënnersträichen ech awer och nach eng Kéier, dass 23% e gutt Resultat ass, wäit ënner den 30%, déi sech d'Regierung am Koalitiounsprogramm als Zil gesat hat an nach vill méi wäit ewech vun de 60%, déi den Traité vu Maastricht virgesäit.

Wéi ass et dann an absolutten Zuelen? Och an absolutten Zuelen ass d'Schold op dem Enn vun 2016 méi kleng wéi déi, déi mer virfonnt hunn. Mir hunn eng Schold vun 10.853.000.000. A mir hate virfonnt: 10.889.000.000. Bref, ech mengen, mer hunn an deenen dräi Joer bis 2016, wat d'Dette ubelaangt, gutt geschafft.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Wéi gesäit dann elo d'Zukunft aus?

(**Interruption**)

De Pacte de stabilité et de croissance weist eng mechanesch Héichrechnung vun der Dette op Basis vum Defizit, esou wéi e momentan age-

plangt ass. Well d'Regierung awer virsiichteg ass mat hire Projektionen, war den Defizit bis ewell ëmmer vill méi niddreg wéi dat, wat mer ugesat haten. Dat erkläert och, dass, entgéint deem, wat 2013 an de Raum gestallt ginn ass, d'Regierung weder 2014 nach 2015 nach 2016 huet missen en Emprunt obligataire maachen. Mir hu just e Sukuk gemaach vun 200 Milliounen, fir eng Diversifikatioun vun der Finanzplaz ze maachen.

Entspriechend muss een och déi Zuele verstehen, déi haut am Pacte de stabilité et de croissance stinn an déi dovunner ausginn, dass d'Schold bis 2021 op iwwer 15 Milliarde wuesse kéint. Ech ënnersträichen: wuesse kéint! Déi lescht dräi Joer hu gewisen, dass dat éischter e méiglechen Zeenario wéi eng Gewëssheet duerstellt. Anescht ausgedréckt: Wa mer natierlech d'Joer besser wirtschaftete wéi dat, wat mer virusgesinn hunn, da brauche mer manner léinen ze goen.

D'Zënslaascht läit haut ronderëm 200 Milliounen oder 0,3% vum eisem PIB. Den Emprunt, dee Lëtzebuerg ufank des Joers opgeholl huet mat engem Taux vun 0,625%, ass deen niddregsten Zënssaz vun alle klasseschen Emprunten, déi mer jee gemaach hunn. Et wier also grad an Zäite vun esou niddregen Zënse onsënneg, fir d'Investissemter erfrozeieren an déi Suen dann ze huelen, fir Scholden zréckzebezuelen. Dat wier vläicht kuerzfristeg spektakulär, mä dat wier fir d'Land laangfristeg net gutt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - An eisen Nopeschlänner wéi Däitschland oder an den USA, wou laang ganz weening investéiert ginn ass, kënnt Dir jo selwer feststellen, wann Der an déi Länner gitt, wat dat heescht, wann net méi an d'Infrastruktur Geld gestach gëtt (veuillez lire: wann net méi genuch Geld an d'Infrastrukture gestach gëtt).

Dofir invitéiert d'Kommissioun jo och d'europäesch Länner, a ganz besonnesch déi wéi mir, déi Sputt hunn an hirem Budget, fir méi ze investéieren. De Juncker-Plang ass jo genau dat, a Lëtzebuerg setzt dat also ëm.

Mir hunn also all Grond, fir mat Optimismus an d'Zukunft ze kucken.

Dat weist och den europäesche Verglach. Dir gesitt, dass mer, mat Holland an Däitschland, dat eenzegt Land sinn, wat e positive Solde nominal huet. Mer si weider virbildlech am Invest. Mer sinn dat Land, wat am zweetmeeschten an der Eurozon investéiert. Mir sinn dat Land, wat déi zweetkengste Schold an der Eurozon huet, no Estland, mat, wéi gesot, 22% elo d'Joer par rapport zum PIB. D'Moyenne vun Europa ass 90%. D'Charge vun der Dette ass och ganz kleng par rapport zum europäesche Verglach.

Als Konklusioun: D'Zuele léien net. An déi Zuelen, déi ech lech hei virgestallt hunn, schwätzen am Fong fir sech. Mir hunn et fäerdegbruecht, iwwert déi lescht Joren d'Statsfinanzen nohalte ze sanéieren an erëm op zolidd Féiss ze stellen. Lëtzebuerg erfëllt an iwwertrëfft d'europäesch Kritären. D'Europäesch Kommissioun, den FMI, d'OCDE, d'Ratingagence, all Mënsch begréisst eis Budgetpolitik. Déi ass responsabel a laangfristeg ausgeriicht an huet als Zil, eist Land optimal op de Futur virzubeereeden. Mir sinn amgaangen, dat Land hei tiptopp fit ze maachen.

Dat internationaalt Ëmfeld bleift schwierig, mä mer hunn deen néidege Spillraum, fir och eng eventuell Kris ze meeschteren, ouni aus der Bunn ze geroden. D'Steierreform, déi mer gemaach hunn, kënnt de Leit zegutt, stäerkt hir Kafkraaft, stäerkt awer och d'Entreprises an verbessert eis Kompetitivitéit.

Trotzdeem a grad dofir muss mer awer och an Zukunft virsiichteg bliwen a Fouss bei Mol halen an der Exekutioun vum Budget. An dat muss mer esou maachen, wéi mer dat déi lescht dräi Joer gemaach hunn. Mir hunn also all Grond, fir Vertrauen ze hunn fir d'Zukunft.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Finanzminister. An als nächsten huet de Wirtschaftsminister d'Wuert, den Här Etienne Schneider.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zuele sinn alleguerten negativ, wat Lëtzebuerg ueget. Et ass e Minus am Defizit, fir net ze soen: Mir hunn en Iwwerschoss. Mir hunn e Minus am Chômage, mir si vu 7,4% op 6% erofgaangen an d'Tendenz gesäit aus, wéi wa mer nach e Krack méi wäerten erofgoen. Ech wëll hei ernimmen, dass keen internationale Gremium eis viru véier Joer vorausgesot huet, dass mer de Chômage nach eng Kéier ënner 7% kéinte gedréckt kréien. A mir hunn och e Minus an der Kriminalitéit. Och do hunn der

vill gemengt, dat géif onendlech weider no uewe goen. Mir hu souger eng Rentemauer, déi schmëlzt, déi quasi verschwonne ass. Et gesäit ee se vun hei schonn net méi.

Wann ech kucken, wat d'Kommissioun eis fir d'Joer vu Recommendationen ginn huet, da sinn et der nach zwou. Et ass kee Land an der ganzer Europäescher Unioun, dat nëmme méi zwou Recommendationen krut, aus deem einfache Grond, well d'Kommissioun grouss Problemer huet, fir iwwerhaapt nach Saachen ze fannen, déi se un der Lëtzebuurger Politik ka kritisieren. A vun deenen zwou Recommendationen kann ech lech direkt soen, dass eng fir dës Regierung net a Fro kënn. Déi Éischt ass näamlech déi, dass mer, wat eis Pensionsystem ugeet, missten eppes maachen. A wa se schwätze vun eppes maachen, da schwätze se dovunner, de Pensionsalter an d'Luucht ze setzen oder d'Pension erofzesetz respektiv d'Cotisationsen eropzesetzen. Ech kann lech soen, dass dat mat dëser Regierung hei net a Fro kënn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - An ech kann lech och soen, dass mer eng ganz Rei Saache maachen, dass mer ganz wuel de Pensionsystem ganz gutt am A behalen. Mir hunn eng Évaluation actuarielle gemaach, de Romain Schneider huet déi d'lescht Joer fäerdeg gemaach. Mir hunn do eng Rei Iddien, wéi ee punktuell ka Saache maachen, fir eis Pensione laangfristeg ofzesécheren. Mir hunn e Groupe de pension agesat, mir hunn d'Reform gemaach vum Reclassement professionnel, mir hunn de Stage de professionnalisation agesat an de Contrat de réinsertion-emploi. Mä contrairement zu deem, wat d'Kommissioun fuerdert an och contrairement zu deem, wat scheinbar d'CSV gär hätt, wäerte mer net mam Pensionsalter an d'Luucht goen a mir wäerten och net d'Pensionsleeschtungen erofsetzen. Dat kënn mat där heite Regierung net a Fro.

Déi zweet Recommendation, déi Bréssel eis mécht, ass déi, fir d'Obstacles à l'investissement erofzesetzen. Do muss ech lech awer da soen, och do muss ech als Wirtschaftsminister awer e bësse laachen. E Land, dat bal 5% Wuesstum huet, dat d'Joer oder d'nächst Joer nach driwwer wäert goen, deem virzwerfen, et hätt nach Hürden, fir ze investieren, dat ass relativ wäit hie. D'autant plus, wann ech kucken, dass mer am vergaangene Joer nach eng ganz Rei Saache realiséiert hunn. D'Sarl simplifiée, déi vum Justizminister proposéiert ginn ass an hei gestëmmt ginn ass, d'Omnibusgesetz, dat de Minister Kersch abruucht huet, dat leider laang ennerwee war beim Statsrot, mä dat awer vill Obstacle wäert ewechhuelen, wat d'Investissement ugeet. Dann d'Reform vum Immigrationgesetz, wat mer gemaach hunn, fir Investisseure besser kënnen hei unzezéie respektiv och fir Studenten, déi ausserhalb vun der EU hei studieren (veuillez lire: déi vun ausserhalb vun der EU hei studieren kommen), dass déi herno och hei schaffe kënnen. D'Reform vun der Promotioun vun de Rechercheprojeten, déi mer gemaach hunn.

An da gëtt et och eng Kritik, déi ech och net wierklech verstanen hunn, eng konkret, déi se eis gesot hunn, dass mer ze vill Konditiounen géife setzen, wann een eng Grande surface oder e Supermarché wëllt bauen, dee méi grouss wéi 400 m² ass. Ech hunn an all deene Jore vu kengem eng Kritik kritt hei zu Lëtzebuerg, dass en do behënnert gewiescht wär. Mä mir ginn awer dann hin a mir wäerten dat nach weiderhi liberaliséieren.

En zweete Punkt, wat déi scheinbar Obstacles à l'investissement sinn, dat ass deen am Immobiliemärcht. Och do, mengen ech, muss ee soen, dass de Finanzminister eng Proposition gemaach huet an d'Regierung déi iwwerholl huet, wat de Quart taux ugeet bei der Plus-value immobilière, vun deem, wéi de Premierminister de Moie gesot huet, mer wäerten d'Effeten evaluieren am Hierscht an dann decidieren, ob mer dat nach eng Kéier wëlle verlängeren oder net.

D'Reforme vun de Finances communales, déi den Dan Kersch gemaach huet, de Baulücke-programm, dee mer agesat hunn, de Fonds pour le développement du logement et de l'habitat, dee mer reforméiert hunn. An dann hu mer en neie Pacte Logement élaboréiert. An de Baulandvertrag, deen och nach derbäi komm ass. Alles dat Moyenen, alles dat Hiewelen, déi mer eis ginn hunn, fir ebe just och am Beräich vum Investissement am Immobiliemärcht kënnen virunzegoen.

Souwäit zu deenen zwou Recommendationen, déi Bréssel eis gemaach huet. Mä mir haten eis och engagéiert, mir als Land, fir am Kader vun der EU 2020 fënnf Objektivier ze realisieren. Deen éischte war deen, dass mer wëllten den Investissement an d'Recherche op 2,3% bis 2,6% vun eise PIB erhéije bis d'Joer

2020. Do muss ee soen, dass mer leider nach ëmmer eréischte bei 1,3% leien. Mä dat läit net um Stat, well de Stat huet seng Rechercheprojeten immens an d'Luucht gesat, mä et läit um Secteur privé, deen ebe während deene méi kritische Joren an der Lescht manner investéiert huet. A mir mierken awer elo, dass d'Tendenz erëm an déi aner Richtung geet.

Mir hunn op alle Fall vu staatlecher Säit d'budgetär Kreditter fir d'Recherche staark an d'Luucht gesat, mä d'Betriber mussen se natierlech och dann notzen.

Mir hunn eng Konzentration gemaach vun de Programmer vum Fonds national de la recherche, mer hunn eng Optimisation vun der transnationaler Kooperatioun am Recherchedomän gemaach. Mir hunn en neit Gesetz iwwer d'Promotioun vun der RDI gemaach, mir hunn den „high performance computing“-Projet op Lëtzebuerg bruecht, e gemeinsame Projet tëschent Frankräich, Däitschland, Spuenien an Italien, wou Lëtzebuerg de Lead kritt, fir e Supercomputer mat enger Valeur vu ronn fënnf Milliarden Euro iwwer Lëtzebuerg kënnen ze organisieren an deen dann hei och e Standbeen wäert hunn. Mer hunn den National Composite Center kreéiert a mer hunn den Automotive Campus kreéiert, wou eben all déi Entreprises am Beräich vun dem Automobilberäich kënnen hir Recherche muer realisieren.

Zweeten Objectif, dee mer eis ginn haten, dat war den Décrochage scolaire. Mer wëllen, dass manner wéi 10% d'Schoul ofbrieche bis d'Joer 2020. Mer sinn haut bei 13,5%. Mer müssen also och do nach e puer Efforte maachen, mä dofir fänke mer och direkt am jéngsten Alter un. Wa mer dovun schwätzen, dass mer d'Éducation plurilingue an de Crèche fir Kanner vun 1 bis 4 Joer wëllen aféieren, e Projet, fir deen de Claude Meisch vill kritiséiert gëtt, mengen ech awer, dass et genee dat Richteg ass, wa mer ebe just wëllen deene Jonken e Maximum u Chancé ginn, dass se herno hir Schoule packen an dass se net un der Hürd vun der Sprooch scheitern, wa se bis an d'Primärschoul komme respektiv herno an de Lycée kommen. Dofir si mer iwwerzeugt als Regierung, dass dat dee richteg Wee ass, fir dat doten ze maachen, de Projet de réforme vun der École fondamentale vum Minister Meisch. An da wëll ech och drun erënneren, dass mer 2016 siwe Projet-de-loien an zwee Règlement-grand-ducallen am Regierungsrot ugeholl hunn an deposéiert hunn, fir de Lycée ze moderniséieren.

Den drëtten Objectif, dee mer eis ginn hunn, war deen vum Enseignement supérieur. Mir hu gesot, dass mer bis 2020 wëllen, dass mindestens zwee Drëttel vun alle Leit, déi hei an d'Schoul ginn, och en Diplôme universitaire solle fäerdegbréngen. Mir sinn elo bei engem Taux vu 54,1%, wat en extrem héijen Taux ass am Verglach mat deenen anere Länner vun der Europäescher Unioun. Mer sinn also an déi richteg Richtung ennerwee. Mä och hei huet d'Regierung eng ganz Rei Mesurë geholl, enner anerem d'Aide-financière fir d'Studenten, déi an d'Luucht gesat gi sinn, d'Augmentation vun der Offer vu Programmer am Enseignement supérieur hei zu Lëtzebuerg an dann natierlech och d'Erhéijung vun de Moyene vun der Uni Lëtzebuerg, déi zënter 2009 méi wéi verduebelt gi sinn.

En nächsten Objectif, dee mer eis virgeholl hunn, war deen a Relatioun mam Klima. Mir hunn eis do dräi Ziler ginn. Éischtens emol, eis CO₂-Emissionen ze senken ëm 20% bis 2020 an dat par rapport zu 2005. Mir sinn do amgaangen, an déi richteg Richtung ze goen a mir wäerten och eist Objectif fir d'Period 2013-2020 erfüllen.

Wat d'Énergie renouvelable ugeet, hu mer en Zil vun 11% bis 2020. Mir sinn elo bei eppes iwwer 5%. A mir sinn op där richteger Trajectoire, dat heescht, dass mer sécher sinn, dass mer bis 2020 dat doten Zil wäerte kënnen erreechen.

Mir hunn och en Zil, wat d'Efficacité énergétique ugeet. Och do läit Lëtzebuerg op senger Trajectoire, fir dat ze erreechen. A mir hunn eng ganz Panoplie vu Mesuren ergraff, fir ebe just dat doten hinzekeieren. Den zweete Plang iwwer d'Emissionen vun den CO₂, deen eng ganz Rei eenzel Mesurë virgesäit wéi zum Beispill am Transport, am Beräich vum Bâtiment, am Beräich vun der Efficacité énergétique, vun der Énergie renouvelable, vun der Industrie, der Informatioun an der Sensibilisation vun de Bierger dobaussen, et cetera. Mir hunn awer och schon en drëtten Aktionsplang an der Ausschaffung, dee sech opdrängt fir eis, aus deem einfache Grond, well mer och den Accord de Paris ennerschriwwen hunn an dofir nach eng ganz Rei weider Efforte wëlle maachen. An d'Madame Deschbour schafft ganz intensiv do drun, fir dass mer deen dote Plang deemächst wäerte kënnen unhuelen.

Mir hunn an der Mobilité durable eng ganz Rei Projekte gemaach. Ech nenne just den Tram, deen amgaangen ass, gebaut ze ginn, de Funiculaire, d'Ausbaue vun eise Schinnennetz zu Lëtzebuerg. Mir hunn eng Banque climatique an d'Weeër geleet. Mir hu scho méi Eoliennen - déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, fir d'Renouvelable kënnen virunzebréngen - an dëser Legislatur, déi nach net fäerdeg ass, gebaut wéi an all deene Legislature virdrun.

An och wat d'Performance énergétique vun de Gebaier ugeet, ass et esou, dass Lëtzebuerg dat Virreiderland an der Europäescher Unioun ass, dat ee Joer éischer wéi all anert EU-Land d'Leit obligéiert, Haiser ze bauen, Wunnengen ze bauen, déi quasi null Energie verbrauchen. Och do gi mer erëm eng Kéier och eise Mëttestand en Avantage, well se sech éischer drop konnte virbereeden - an och hu missen drop virbereeden - an dofir en Avantage compétitif hunn, wa se mer wëllen iwwer d'Grenzen eraus déi do Technologie verkafen.

Mir hunn eis Biocarburanten am Diesel an am Bensinn erhéicht. Deen Taux läit elo bei 5,15%. Mir hunn d'Elektromobilitéit ausgebaut; duerch d'Steierreform wäerte mer se nach massiv ennerstëtzen. An Dir wäert gesinn, dass dat, speziell wat d'Leasingsautoen ugeet, ee ganz groussen Effet wäert hunn duerch déi heite Steierreform. A mir sinn amgaangen, iwwer 800 elektresch Bornen iwwer d'ganz Land ze installéieren, fir dem Bierger d'Liewen einfach ze maachen, wann e sech decidéiert, dann op en Elektroauto muer zrëckzegräifen.

Dann ass et esou, dass mer och hei en drëtten Aktionsplang amgaange sinn auszuschaffen iwwer d'Efficacité énergétique. Mir hunn en neien Accord volontaire gemaach mat der Industrie, wat d'Reduktion vun hiren Emissionen ugeet. A mir hunn den „smart metering“ agefouert. An en ass amgaangen, implementéiert ze ginn, fir ebe just och den Energie-Internet, dee mer am Kader vu Rifkin jo diskutéiert an decidéiert hunn, kënnen ze erreechen.

Ech kommen zu engem weidere Punkt vun eisen Objektivier, déi mer eis ginn hunn, näamlech dee vum Taux de l'emploi. Mir hunn eis gesot, dass mer eis d'Zil ginn, dass mer 73% vun eiser Populatioun wëllen an Aarbecht hunn bis d'Joer 2020. Mir leien haut scho bei 70,7%. Dat ass eng ganz positiv Evolutioun, déi domadder ze dinn huet, dass mer villes gemaach hunn, fir méi Fraen ze motivéieren, och schaffen ze goen, an dass mer villes gemaach hunn, fir d'Seniore méi laang an der Aarbecht ze halen. Mir hunn dat doduerch erreecht, dass mer zum Beispill e Gesetz gestëmmt hunn iwwer d'Égalité de salaire tëschent Männer a Fraen hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn awer och der ADEM all déi Moyene ginn, déi se brauch, fir d'Leit erëm an d'Aarbecht ze bréngen - an och speziell fir eeler Leit erëm an d'Aarbecht ze bréngen - iwwer de Parcours personnalisé oder déi Offre personnalisée, déi se vun der ADEM kréien. Mir hunn en JobBoard agefouert, dat et méi einfach mécht, fir déi, déi Aarbecht sichen, zesammenzebréngen mat deenen, déi Aarbechter sichen.

Mir hunn d'Garantie pour jeunes agefouert a mir hunn och mat der ADEM e Programm agefouert - an och hei erëm eng Kéier e ganz wichtige Punkt -, dass mer de Chômeuren hëllef, Sproochen ze léieren, fir dass se déi Sproochen - déi, déi Sproochendefizienzen hunn -, kënnen ausgläichen, fir doduerjer méi Chancen nach eng Kéier ze hunn, fir op den Aarbechtsmarché kënnen ze kommen.

Dann dee leschten Objectif, dee mer eis ginn hunn, ass, fir de Risque de pauvreté ou d'exclusion (veuillez lire: sociale) erofzesetzen. Eist Zil ass et, fir 6.000 Leit aus der Pauvreté erauszehuele bis 2020. Mir hunn haut schon deen niddregsten Taux an der Europäescher Unioun mat 18,5% par rapport zu enger Moyenne vun 23,7%.

Ech muss lech soen: Dat geet dëser Regierung net duer. Mir wäerten net soen, dass 18,5% wéineg ass an dass dat eis duergeet, mä mir wäerten alles drusetzen, fir ebe just déi Exclusion sociale an d'Pauvretéit hei am Land erofzesetzen.

An dofir hu mer, wéi de Statsminister virdu gesot huet, de Congé parental reforméiert a mir wäerten deen net zrëckféieren, esou wéi d'CSV dat fret. Dofir hu mer de REVIS agefouert. D'Madame Cahen huet vill misse stréide mat der Opposition, fir dat do ze maachen. Mä de REVIS gëtt de Leit een Incentive, fir erëm schaffen ze goen, fir sech ze beméien, och erëm op den Aarbechtsmarché ze kommen. Dofir hu mer déi Structure d'accueil socio-éducatif fir Kanner agefouert - a gratis agefouert - a mir wäerten och net, wéi d'CSV dat fret, dat net méi generell gratis maachen, mä mir bleiwen do derbäi, dass dat fir all Kand soll gratis sinn. A mir hunn d'Aide sociale reforméiert, fir nei Sozialhëllef an zeféieren.

Mir wäerten eis also net dermat zefridde ginn. Mir wäerten och weider nach u Mesurë schaffen, fir ebe just de Risque de pauvreté erofzesetzen. An ech mengen, och d'Steierreform mam Crédit d'impôt huet derzou bäigedroen, dass eis dat ka geléngen.

Et ass elo esou, dass mer natierlech alles dat, wat mer hei diskutéiert hunn, wat ech lech presentéiert hunn am Resumé, natierlech och mat de Sozialpartner des Laangen an des Breeden diskutéiert hunn. Mir schécken dat elo op Bréssel a mir sinn dann elo emol ganz gespaant, wat Bréssel eis dann elo als nei Recommendationen fir d'Joren 2017 an 2018 wäert zoustellen. Wann et der déi Kéier nëmme méi zwou waren, kann ech mer net virstellen, dass mat deene Chifferen, déi de Pierre Gramegna elo just presentéiert huet, wat eise Wuesstum, wat eis Statsfinanzen ugeet, mer der do muer sollte méi kréie wéi zwou. Ech ginn éischer dervun aus, dass hinnen näischt méi wäert afalen. An dat ass och gutt esou.

Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wirtschaftsminister. Domat wäre mer um Enn vun de Presentationen vun deene verschiddeenen Elementer zur Lag vun der Nation vun der Regierung a mir géifen da mat der Debatt weiderfueren. Éischte Riedner ass den Här Claude Wiseler fir d'CSV. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)

Débat général

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Villmools Merci, Här President. Politik maachen, ass net nëmme d'Géigewart, ass net nëmme de Present gerieren, Politik maachen, ass zu engem ganz groussen Deel d'Zukunft gestalten. An d'Zukunft gestalten, ass net just eng Blo-Himmel-Vision dohinzustellen an ze soen, et wier alles an der Rei an et wier néierens e Problem, mä konkret Schrëtt ze ennerhuelen, wéi een déi Visionen, déi ee wëllt erreechen, am Dagdeeglechen iwwer d'Joren, iwwer d'Jorzéngten och wëllt erreechen.

Den Antoine de Saint-Exupéry sot an engem Buch, wat «Terre des hommes» heescht: «Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible.» An et ass am Fong ganz genau dat, wat d'Leit och vun eis als Politiker erwaarden.

Den État de la nation ass jo net nëmme eng Debatt iwwer de finanziellen an den ekonomeschen Zoustand vum Land, och wa se esou heescht, mä och eng Debatt iwwer dat, wat d'Leit fillen, spieren, iwwer hir Hoffnungen, iwwer hir Zukunftsperspektiven an och iwwer hir Suergen, hir Problemer.

Den Här Gramegna huet gesot, hie wier vill an der Welt ronderem komm an deene leschte Joren. Ech sinn an deene leschte Méint och vill zu Lëtzebuerg ronderem komm, a ville kleng Lokalitéiten, gréissere Lokalitéiten, hu mat ganz ville Leit geschwat, och fir déi kleng Suergen an déi sozial Problemer, déi mer hunn, kennenzelieren, an iwwer d'Kennelieren och genau ze situieren an och ze wëssen, wou de Schong dréckt a wou d'Problemer sinn.

An am grouse Ganzen, niewent all deene Problemer, déi do sinn an déi ee muss upaken a léisen, hunn ech fonnt, dass d'Lëtzebuurger am grouse Ganzen am Fong wëssen, dass et hinnen net schlecht geet, se am Fong zefridde si mat deem, wat se hunn, haut, mä sech awer eng Rei Froe stellen iwwer déi laangfristeg Zukunft; Froe stellen an op eng aner Aart a Weis, wéi dat vläicht virun 10 oder 20 Joer de Fall war, Suergen ausdrécken, fir ze soen: Wéi ass eis laangfristeg Zukunft? Wéi ass d'Zukunft vun eise Kanner? Ass alles dat, wat mir elo hunn, gären hunn, och laangfristeg ofgesécher?

Et ass vill iwwer Pensione geschwat gi vun de Virriedner. Sinn déi Pensionen, déi mer haut hunn, déi qualitativ héich sinn, iwwer d'Jorzéngten ofgesécher? Si mer sécher, dass wa mer d'Pension kréien, mer nach kënnen dovunner benefisiiieren?

Awer och aner Suerge sinn ausgedréckt ginn. Suergen, déi anescht sinn, wéi dat vläicht a ville Jore virdrun de Fall war. Suergen iwwer Europa, wat elo 50, 60 Joer d'Hoffnung vu ville Lëtzebuurger war, Zukunftsperspektive vu ville Lëtzebuurger. De Statsminister huet iwwer 150

Joer Traité de Londres geschwat. Et war och 60 Joer Gebuertsdag vum Traité vu Roum elo. 60 Joer Hoffnung, wat Europa gebaut huet. An haut huet ee bei ville Leit awer eng ganz Rei Fragezeichen hannert där Zukunftsvision, déi eis iwwer d'Jore gedroen huet, d'Fro: Wéi geet dat weider? Wat heescht dee Brexit fir eis? Wat heeschen aner Suergen an Europa, wat heescht dee Changement an der Politik an Amerika fir Europa? Wéi gi mer domadder em? Wéi fuere mer weider? Suergen, déi een am Fong soss ni ausgedrückt krut, mä déi d'Leit sech wierklech maachen. An ech mengen, et ass och un eis, fir dorobber Antwerten ze ginn.

Och Froen iwwert de Wuesstum. Wéi gesäit eist Land dann a 40, 50, 60 Joer aus? Wat heescht dee Wuesstum, dee mer elo hei beschreiw? Ob et dann 900.000 oder 1,1 Milliouen (veuillez lire: Awunner), oder wat och ëmmer, sinn, wat heescht dat fir eis? An ech mengen, datt mer gefuerdert sinn, Antwerten dorobber ze ginn. Maache mer dat näamlech net an där Präzision, wéi mer et musse ginn, maache mer et net, da liwwere mer den Terrain deenen, déi déi einfach falsch Antwerte ginn, och dat hu Virriedner gesot, dann iwwerliwwere (veuillez lire: iwwerloosse) mer deen Terrain de Populiste vu rechts oder de Populiste vu lénks, déi mat hire vereinfachte Konzepter u ganz komplex Froen eruginn an déi déi falsch Antwerten op richtig Froe ginn.

Ech maachen e Plädoyer, fir och hei am Parlament iwwert déi Sujeten eng kloer Sprooch ze schwätzen. E Plädoyer, fir d'Problemer unzuegoen, fir d'Léisungen, déi noutwendeg sinn, unzeschwätzen, op den Dösch ze leeën, och wann dat heiansdo problematesch ass. An och wann ee weess, datt, wann ee verschidde Problemer ungeschwätzt, ee sech net ëmmer beléift mécht an een och Opposition kritt, wann een d'Saachen op den Dösch leet. Ech mengen awer - an ech si fundamental dovunner iwwerzeegt -, datt et e Feeler ass, se net unzeschwätzen, se net op den Dösch ze leeën, se einfach ënnert den Dösch ze kieren.

Mir hu säit Joren eng Auseinandersetzung hei am Raum ronderëm d'Grondprinzipie vun der Finanzpolitik. Mer hunn déi elo erëm an dem PSC, an dem PNR, an deenen Erklärungen an och beim Statsminister de Moien an der Ried zu engem Deel kritt. D'Regierung seet: „Et geet eis gutt, mir hunn alles am Griff a mir kënnen elo eng Politik vun den Ausgabe maachen.“ Ech mengen, datt d'Regierung hei systematesch probéiert, en Tableau ze molen, deen der Realitéit net vollkommen entsprécht. Jo!

► **Une voix.** - Uah!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - An ech soen dat...

► **Une voix.** - Dir bréngt eis och vläicht Gefor, Här Wiseler!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech soen dat elo emol, well Der direkt esou ufänkt. Ech hunn lech während dräi Riede schwätze gelooss.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech hätt villes ze soe gehat. Ech erwaarden awer och, datt ech meng Gedanken hei normal entwéckele kann.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(**Brouhaha**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Eis Economie dréit gutt. An et fält mer jo och keen Zack aus der Kroun, fir dat ze soen. Jo, déi ekonomesch Zuele si gutt. D'Zuele vum Chômage si gutt, d'Wirtschaftsresultater, d'Croissance ass gutt. An ech freeë mech och doriwwer. De Statsminister huet jo gesot, mir sollten eis doriwwer freeën. Mä ech soen lech: Ech freeë mech richteg doriwwer.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech géif mech awer nach méi freeën, wann d'Regierung och géif eng Rei Konsequenzen draus zéien. An zwar eng vun deene Konsequenzen, déi mer säit Jore fuerderen, ass déi, fir, wann et der Wirtschaft gutt geet, dann och vun där Zäit ze profitéieren, fir ze kucken, datt mer eis laangfristeg a strukturell Problemer och an de Griff kréien, da vun där Zäit, wou et eis richteg gutt geet, ze profitéieren, déi Zukunftsvorbereitung ze maachen, déi eis hëllef, och iwwert d'Krisen joren ze kommen, déi an deenen nächsten 30 Joer oder 40 Joer sécherlech iergendwou eng Kéier wäerte kommen.

An et ka keen eis virmaachen, datt mer déi Croissance vun 3%, 4%, 5% iwwer 30 oder 40 Joer sécher garantéiert hunn. Ech soen lech, ech si sécher, datt mer an där Zäit nach ganz schwiereg Evenementer, Krisen an Zäite wäerte

kréien. Ech wier méi frou, wa mer déi an de gudden Zäiten och kéinten esou virbereeden, datt mer sécher wieren, datt mer genuch Pöster, genuch „Buffer“, wéi d'Amikaner soen, hätten, fir déi kënne mat Serenitéit unzuegoen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat ass an eisen Aen net de Fall.

Éischstens, deen Zukunftspak, dee virun dräi Joer als Zil gesat ginn ass, ass an eisen Ae ganz kloer en Echec. Déi Politik vun der Konsolidatioun vun de Statsfinanzen ënner, jo, dem Impuls vum Wirtschaftsminister, dee se gebremst huet, existéiert iwwerhaupt net méi, just nach an de rhetoreschen Auslage vun dem Finanzminister. A si ass ersat ginn, an eisen Aen, duerch eng Ausgaben- an eng Verteilungspolitik, wat genau de Contraire vun deem ass, wat virun zwee oder dräi Joer ugekënnegt ginn ass.

Et ass och an eisen Aen den Echec vun der Politik, fir den Defizit an de Griff ze kréien. Dir hat 2016 en Defizit am Zentralstat vun 215 Milliouen, 2017 hutt Der en Defizit vun iwwer enger Milliard an dat wäert 2018 esou weidergoen.

An ech soen, wann een e Wuesstum vu 4% bis 5% huet, iwwert dee mer frou sinn, an op dee mer stolz sinn, da mengen ech, misst een et fäerdegbréngen, fir deen dote järelechen Defizit anescht an de Griff ze kréien, wéi Dir dat maacht. Dir sot am selwechten Otemzuch: „D'Scholdespiral ass gestoppt.“ Bei enger Milliard Defizit d'Joer, d'Joer, d'nächst Joer an och nach Defiziter an de Joren hannendrun - do kommen ech nach eng Kéier drop zrëck - ass dat ganz einfach net richteg.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Wou wëllt Dir déi Milliard da spueren, Här Wiseler?

(**Brouhaha**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Also wéi...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, also...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dann äntwert! Dann äntwert!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Macht net Frechheeten, mä äntwert!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kollegen...

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Här President, dat do ka jo net sinn!

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Net datt Der den Här Wiseler schonn an der Regierung gesitt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kollegen, wann ech gelift!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Macht net Frechheeten, mä äntwert!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ee Moment, wéi de Wirtschaftsminister géif soen. Ech fannen, d'Chamber war ganz disziplinéiert bei deenen éischten dräi Rieden.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Voilà!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Chamber wäert och nach disziplinéiert bleiwe bei deenen anere Rieden. Ech géif mer wënschen, dass dat och op de Regierungsbänken de Fall ass.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - De Statsminister huet gesot, datt de Stand vun de Scholden haut - haut! - relativ gesinn an och an absoluten Zuelen ënnert deem ass vun 2013.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat ass awer net richteg!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(**Brouhaha**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - 2013 war de Scholdestand 10,8 Milliarden. Ech schwätzen elo vun absoluten Zuelen. Haut ass en 12,8 Milliarden.

(**Brouhaha**)

20% méi. Dir musst mer just erklären, wéi Der dann op déi do Zuele kommt oder wéi Der op déi do Ausso kommt.

Den Här Gramegna huet virdrun datselwecht gesot. Hien huet just klugerweis gesot: Enn 2016, do war en effektiv ongeféier um selwechte Stand, liicht méi déif. Mä an Zwëschenzäit hutt Der awer en Emprunt vun zwou Milliarden gemaach. Dir kënnt awer net einfach soen: Deen ass net geschitt. Déi Ausso, déi Der gemaach hutt, haut wier dee Scholdestand méi kleng wéi 2013, an absoluten Zuelen, ass einfach falsch! Alternative Facts. Et ass net esou!

A wann ech kucken, wat och am PSC steet, da gëtt déi Croissance vun de Scholden och nach an deenen nächste Joren all Joers eng Milliard méi héich. Den Här Gramegna huet eis virdrun erkläert: „Dat muss net esou sinn.“ Mä d'Zuele vun der Regierung, déi op Bréssel geschéckt ginn, déi eis virleien, dat Zuelematerial, wat mer hunn, gesäit dat awer an aller Däitlechkeet vir. All Joers eng Milliard méi héich! Da kann een dat do awer einfach net esou behaupten. Dat, wat Der behaupt hutt, ass net richtig an deenen Zuelen, déi d'Regierung eis selwer liwwert.

An eisen Aen ass et een Echec vum Versuch, d'Ausgabespiral an de Griff ze kréien. 2017 charakteriséiert sech duerch de Fait, datt d'Ausgabe méi schnell wuesse wéi d'Einnahmen.

„Mir hunn zolidd Statsfinanzen“, seet d'Regierung. Wéi ass et da mat de Reserven? Wéi ass et mat deene Suen, déi mer op d'Säit leeën, fir wann eng Kris kënnt? Ech hu virdrun dem Här Gramegna an dem Statsminister gutt nogelauschert, wéi se soten: „Mir hunn dat alles am Griff! Schlussendlech hu mer e Fonds souverain, dee mer maachen, wou mer Suen op d'Säit leeën.“ An Dir hutt souguer virun dräi Wochen, engem Mount, eng Pressekonferenz gemaach oder e Briefing nom Conseil, wou Der als haaptsächleche Sujet hat, fir ze soen: „Mir hunn elo e Fonds souverain gemaach - déizäit -, mir hunn 134 Milliouen an zwee Joer ewechgesat dofir.“ 134 Milliouen an zwee Joer: Wéi wëllt Der domat d'Zukunft virbereeden? An haut sot Der: „Et sinn 184 Milliouen an zwee Joer.“ Ech wëll just soen: An dräi Joer hutt Der 184 Milliouen fir d'Zukunftsvorbereitung op d'Säit gesat an dem Fonds souverain! An Dir maacht nach eng extra Pressekonferenz...

(**Brouhaha**)

...doriwwer, fir eis dann ze erklären,...

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Wivill hat Dir der dann op d'Säit gesat, Här Wiseler?

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...fir eis dann ze erklären, wat Der do amgaange sidd ze maachen.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Wivill hat Dir der dann op d'Säit gesat?

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wéi ass et dann...

(**Brouhaha**)

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Da sot eis emol, wivill dass Dir der op d'Säit gesat hutt!

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Här Kersch, wéi war dann dunn d'Konjunktur?

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Et ka jo net sinn, datt d'Regierung weider esou schwätze kann.

(**Brouhaha**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wéi ass et da mat de Reserven an den Investitiounsfongen?

► **Une voix.** - Oh, si hätten och besser, si...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wéi ass et da mat deene Reserven? A wéi ass et da mam Fait, datt Der am Fong déi Suen, déi 184 Milliouen net an zwee, mä an dräi Joer, well Dir hutt 2017 derbäigezielt, ewechgesat hutt. Wou hutt Der déi dann hiergehollt? Mä Dir kënnt dach net soen, Dir hutt Suen op d'Säit gesat, wann Der déi Suen, déi Der op d'Säit gesat hutt, léine gaange sidd iwwer Emprunten, fir se dann op d'Säit ze setzen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat kann ee maachen, esou e Fong, wann een lwwerschëss huet, fir seng Suen op d'Säit ze setzen. Mä wat fir ee Sënn mécht dat dann an deem Fall? Wat fir ee Sënn mécht dat dann an deem Fall?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Augenwische rei.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Gadget, Gimmick.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Virun e puer Deeg huet och de Finanzminister e stolze Communiqué erausginn - haut nach eng Kéier -: „Mir hunn elo véiermol en Triple-A kritt.“ Ech soen lech nach eng Kéier, ech hunn dat schonn eng Kéier hei gesot, mä vu datt Dir och ëmmer Är Ausso vum Triple-A widderhuet, soen ech lech och nach eng Kéier: Mä lauschert emol, Dir hutt 4% bis 5% Wuesstum. 4% bis 5% Wuesstum! A vill Länner hunn en Triple-A verluer téschent 2007 an 2012, wou mer an enger schlëmmster Kris waren. An do ass et drëm gaangen, mat negativem Wuesstum den Triple-A ze halen. Standard & Poor's huet 45-mol an deene Joren d'Cotatiounen no ënnen agesat. An den Triple-A ass vun aacht Länner op véier erofgesat ginn an deene Joren. An trotzdeem hu mer en an deene schwierege Krisen joren ëmmer kënne behalen. An haut mat

engem Wuesstum vu 4% bis 5%, et deet mer leed, mä ech ..., wann Der en haut géift verléieren, dann hätte mer awer e richtige Problem. Dann hätte mer awer e richtige Problem!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dee Wuesstum ass och net vum Himmel gefall.

(**Brouhaha**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - A wann Der da sot, datt Fitch a Standard & Poor's, a wéi se och alleguer heeschen, eis den Triple-A ginn a soen, et wier alles gutt, mä wann Der och liest, wat se dann am Detail och soen, dann ass dat net vun hanne bis vir alles gutt. Da sinn et och eng ganz Rei Iwwerleeungen iwwer laangfristeg Problemer, déi eist Land huet. „The projected long-term increase in fiscal costs due to population ageing remains one of the highest across EU countries, despite reforms to the pension system in 2013“ an esou weider an esou virun. An dat fannt Der bei all Cotatiounsinstitutionen hei erëm. Dat heescht, Dir kënnt net einfach soen: „Et ass alles am Botter a jiddweree behaupt dat.“

An den Här Bettel huet och nach virdu gesot: „Jiddwer international Organisatioun gesäit ëmmer méi an, wéi gutt mer sinn a wéi recht mer hunn, an et ass kee méi, deen iergendepes anescht seet.“

(**Interruption**)

Déi Leit ware jo awer hei virun zwee, dräi Méint, an deene leschte Wochen. Souwuel den FMI wéi d'Europäesch Kommissioun. Déi hu jo Avise geschriwwen, déi kann ee jo noliesen. Déi hunn eis och erzielt, wat dann hir Meinung ass. An esou einfach, wéi Dir dat virstellt: „Et ass iwwerhaupt kee Problem“ an „Mir sinn déi Bescht“, esou ass et awer net.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dach!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Esou ass et ...

(**Hilarité**)

Här Schneider...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Ech sinn anerer Meinung wéi Dir, Här Wiseler.

(**Hilarité**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Gott sei Dank sidd Der anerer Meinung, Här Schneider. Den FMI-Report seet, datt et der Economie gutt geet, op där enger Säit, mä e seet awer op där anerer Säit och, wat seng Risiko-Aschätzung ugeet, datt déi enorm héich ass zu Lëtzebuerg an datt et absolutt wichtig ass, fir sech op déi Risike virzubereeden, fir Reserven ze maachen a fir sech eng Marge de manoeuvre ze ginn, fir an d'Krise vun deenen nächste Joren eranzegeen. An e seet dann awer och, datt mat där Politik, déi hei gemaach gëtt, déi ganz Marge-de-manoeuvres, déi ganz „Bufferen“, wéi se se nennen, schonn total erschöpft sinn an datt dat riskant ass.

Et gëtt awer kloer gesot. Ech mengen, et muss een den Avis dann awer och bis zum Schluss liesen. An et ass iwwerhaupt näischt aneres wéi dat, wat mir och säit Méint hei widderhuelen. Genau dat do ass dat, wat mer beanstanden un der Politik vun der Regierung.

D'ailleurs seet d'Europäesch Kommissioun am europäesche Semester datselwecht. Déi waren och virun e puer Wochen hei an d'Majoritéits-deputéiert hunn en och nogelauschert. Déi soen, ech zitieren elo emol den Text: «Les pré-occupations quant à la viabilité à long terme des finances publiques persistent, en raison de la hausse attendue du coût du vieillissement.» Entres autres, hei. Sou. Et ass awer net esou einfach, wéi Dir dat alles dohistellt. Et sinn eng Rei Risiken, déi an d'Fenster gestallt ginn an déi bei all deenen Institutionen, déi e Bléck op d'Lëtzebuurger Finanze werfen, dann och ervirgestrach ginn.

De Statsminister seet dann: „Mir brauchen e staarken, nohaltege Pensiounssystem. Mir däerfen déi Schwächen, déi eise Pensiounssystem huet, net lafe loossen.“ Dat ass seng Ausdrucks-aart a -weis. „An dofir maache mer e Screening an duerno maache mer eng Aarbechtsgrupp.“ Mä kuerzfristeg si mer net bereet, Adaptatiounen ze maachen a kuerzfristeg an och laangfristeg, wann ech den Economiesminister elo zumindest an deem, wéi hie sech ausdréckt, verstanen hunn, ass dat absolut iwwerhaupt a guer net noutwendeg. Punkt.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Punkt.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - An da weist en zrëck op déi Etüden, déi e selwer, oder déi d'Regierung selwer gemaach huet, vun der IGSS virun zwee, dräi Méint. Jo, wann een déi Etüden awer kuckt a liest, wat do drasteet, da muss een awer bal zu anere Konklusiounen kom-

men, wéi dat, wat Dir hei sot. D'IGSS geet vun engem Zeenario aus, wou de Wuesstum vun 1,1, 1,2 Milliounen den ass, deen als normalen Zeenario dohigestallt gëtt. Elo si mer schonn an där Wuesstumsprognos. An trotz där Wuesstumsprognos seet d'IGSS an deem Avis, datt 2023 u sech de System an deem Sënn kippe wäert, datt dann d'Ausgabe méi héich si wéi d'Einnamen, datt mer 2035 déi Limitte vun de Reserven, déi d'Gesetz eis virgëtt, wäerten no ënnen ënnerschreiden an 2043 eis Reserven opgeschafft sinn. Ech liese just, wat dosteet. Ech hunn déi Rechnung net selwer gemaach. Ech liese se.

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Här Wiseler, eleng wann Der do liest, gesitt Der an deem Moment, datt dat sech zënter der leschter Pensionsreform elo ewell ëm dräi Joer verschoben huet. Also Dir kënnt net soen, datt elo ewell keng Evolutioun do war.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech soen lech, ëm dräi Joer verschoben, et ka sech och nach, wann Der nach méi Wuesstum hutt, méi verschieben, wann Der es manner hutt, wäert et méi no ënne goen. Ech mengen, datt mer wierklech d'Fro net esou kënnen stellen. Ech mengen, datt mer haut, datt mer haut...

(Interruption par M. Romain Schneider)

Et ass eng seriö Fro, Här Schneider. Ech mengen, datt mer haut...

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Ben, ech hu se och seriö gemengt, mä ech wollt lech net ënnerbriechen, dofir hunn ech...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dat ass léif.

(Interruption)

Ech mengen, datt mer haut an enger Situatioun sinn, wou et eis finanziell gutt geet. An ech mengen, datt ee genau vun där Situatioun sollt, misst profitéieren, fir do ze kucken, wou mer wëssen, datt an 10, 15 Joer Schwierigkeete kommen, wéi mer déi an de Grëff kréien. Dat muss awer elo eng Diskussioun ginn. De Sujet einfach ënnert den Teppech kieren a soen, et wier kee Problem, ass net d'Léisung.

Ech kéint mer et jo och einfach maachen a soen: Mä bis 2023, bis déi nächst Legislaturperiod ass kee Problem, bis déi iwwernächst brauche mer jo net driwwer ze schwätzen. Ech mengen ebe just net, datt dat d'Aart a Weis ass, wéi mer sollten druegen. Mir hätte gär eng Diskussioun doriwwer a mir hätte gär zesumme mat de Sozialpartner an zesumme mat deene Parteien, déi wëlle mat eis driwwer diskutéieren, eng Diskussioun, wéi mer deen do Problem laangfristeg an de Grëff kréien. Elo léisen, erlaabt eis, ganz aner Moosnamen ze huelen, wéi déi, déi mer missten huelen, wa mer et nach 10, 15 Joer goe loosse.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Da sot eis emol, wat Der wëllt maachen, Här Wiseler!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech wëll lech just soen, datt näischt maachen...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Da sot eis wat!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- ...wierklech net d'Solutioun ass.

Dir sidd hei amgaangen, ze probéieren, de Problem, dee mer hunn, einfach ze ignoréieren, ze maachen, wéi wann en net do wier. Ech géif soen, mir mussen dee Problem do an de Grëff kréien. Et gëtt eng Rei Schrauwen, déi ee kann dréien, fir...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Wéi eng?

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- ...et an de Grëff ze kréien. Wann een et haut mécht, deet ee vill manner wéi, wéi wann een et misst a fënnel, zéng oder a fofzéng Joer maachen. Kommt, mer ignoréieren d'Problemer net! Kommt, mer diskutéieren driwwer! A kommt, mer probéieren, gemeinsam Solutiounen ze fannen!

Ech fannen, dat ass d'Basis vun der politescher Aktioun. De Kapp an de Sand stiechen, näischt wëlle wëssen, well et méi einfach ass, ass net menges.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Här Wiseler, da sot eis, wat Der wëllt maachen!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ooh!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Mä et ass dach awer...

(Brouhaha)

Entschëllegt, mä dat ass jo awer keng Debatt, wann een ëmmer nëmme seet: „Et muss een

emol eng Kéier driwwer schwätzen.“ Mä da sot eis konkret, wat dann d'Propositione vun der CSV am Beräich vun de Pensiounen sinn!

► **Une voix**.- Da sot där eis emol konkret...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Mir hunn lech kloer gesot, wat mir mengen.

► **Une autre voix**.- Esou kann dat dach net goen, wien...

► **Une troisième voix**.- Der kënnt sécher sinn, Här Schneider, déi nächst Ried, déi Der haalt, gitt Der 43-mol ënnerbrach. Dat wonnert mech net...

► **Une autre voix**.- D'Regierung schwätzt och... da soe mär och...

(Brouhaha)

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- D'Regierung verlaangt méi Konkretes vum Oppositionsféierer, wéi se vu sech selwer verlaangt.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Sou, wann ech gelift, elo huet just den Här Wiseler d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Et ginn dräi oder...

(Brouhaha)

Här Schneider, et ginn dräi oder véier Schrauwen, wou ee kann drun dréien. An déi mussen mer diskutéieren, fir deen uerdentleche Mix ze fannen, dee méiglech ass, fir datt mer dat kënnen an de Grëff kréien.

Ech soen lech just, datt, wann Der déi Diskussioun haut net féiert, wann Der haut weiderfuert, Versprechen ze maachen, vun deenen Der elo wësst, datt Der se an 20, 30 Joer net kënnt halen - an dat wësst Der ganz genau, dat wësst Der ganz genau -, da schaaft Der méi Problemer, wéi et noutwendeg ass, an da kuckt Der, datt mer haut, wou mer kéinten eng Diskussioun féieren, d'Problemer net an de Grëff kréien, an datt mer kee Millimeter weiderkommen.

Ech wëll déi Politik net matmaachen. Ech liesen och...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Dir hutt eis awer nach ëmmer net gesot...

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Entschëllegt...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- ...nach net gesot, wéi dann...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Also ech hätt...

(Brouhaha)

Wann ech gelift, wann d'Regierung sech zu Wuert wëllt mellen, ka se dat maachen. Mä dann, wann ech gelift, mellt se sech. A wann de Riedner do dermat d'accord ass, da kritt d'Regierung d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech soe just dem Här Schneider, datt et dräi oder véier Moyene ginn. Mir hu keng definitiv Decisiounen bei eis geholl, well mer gären eng Diskussioun mat de Sozialpartner doriwwer hätten.

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Mir soen awer ganz kloer, datt et noutwendeg ass, datt déi do Problematik an der Diskussioun eng Solutioun kritt, an datt mer wëllen de Problem ugoen.

Dir sot ganz kloer, Dir wëllt en net ugoen. Dat ass den Ënnerscheid.

(Brouhaha)

Ech liesen de PNR...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Wiseler, erlaabt Der?

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Neen, ech wëll, ech géif net, ongär...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Okay.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- ...vläicht eng Kéier bis zum Schluss kommen. Ech soen nach eng Kéier...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Wollt Der eng Diskussioun, Här Wiseler?

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech hätt den Här Schneider honnertmol kënnen a senger Ried ënnerbriechen. Ech hunn et keng eng Kéier gemaach.

(Brouhaha)

Den Här Schneider huet eng Oplëschung vun Dossierien hei gemaach, ouni iergendeng Explikatioun iwwer iergendeen Dossier ze ginn. Ech géif elo gär meng Ried fäerdeg maachen an

net dauernd ënnerbrach ginn. Dir maacht et jo express a systematesch.

► **Une voix**.- Ooh!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- An ech akzeptéieren dat net.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Keng Manéieren.

(Brouhaha et hilarité)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- D'ailleurs, wann ech d'Regierung kucken, wat an hirem PNR, dat heescht, dem Här Schneider sengem Dokument seet, da gesinn ech, datt do eng ganz Rei Zitatiounen kommen, wou d'Regierung sech selbstverständlech beluewt, mä et sinn e puer komescher. Ech liesen emol eng vir: «Par ailleurs, le Gouvernement continue à accorder une priorité aux investissements, et ce à un niveau supérieur à la moyenne de la zone euro, tout en respectant pleinement ses objectifs fixés dans le programme gouvernemental, à savoir: une dette publique inférieure à 30 % du PIB», domat si mer jo och d'accord, an dann: «et un objectif budgétaire à moyen terme (OMT).» Punkt!

«Tout en respectant pleinement ses objectifs fixés dans le programme gouvernemental», de Programme gouvernemental huet awer en total anert Objektiv gesat. De Programme gouvernemental huet den Objektiv vun engem OMT, un Objectif à moyen terme financier, vu plus 0,5% gesat.

Den Här Schneider schreift a sengem PNR, dat géif elo voll respektéiert ginn, an der Zwëschenzäit huet d'Regierung awer den Objectif op minus 0,5% erfogesat. A wann ee kuckt, wat Ar eegen Zuele sinn, da gesäit een, datt Der an deenen dräi Joer, déi kommen, dat Objektiv, wat Der lech gesat hat am Ufank vun der Legislaturperiod, plus 0,5, a kengem Joer respektéiert. Dir sidd op 0,4 dëst Joer. Dir gitt d'nächst Joer op minus 0,1, an 2019 och op minus 0,1, wann dann Ar Previsiounen stëmmen. Dir haalt déi Zilsetzung, op déi Der selwer am PNR drop zréckkommt...

► **Une voix**.- 2021 op 1,6 plus.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- net an. Dir ännert se ënnerwee.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- D'Kommissioun ännert se.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- An da mengt Der, d'Leit wieren alleguer...

(Interruption)

D'Leit ...

(Interruption)

D'Fro, déi ech mer stellen, an dat ass jo dat, wat ech aus dem Här Gramegna senger Ried erausgehéiert hunn, seng Courbe geet elo erof bis 2018, 2019, do si mer dann am Defizit. 2017, 2018 si mer am Defizit, minus 0,1. An duerno, an der nächster Legislaturperiod geet dann alles besser. Do gi mer erëm richtig an d'Luucht, an dat ass dann de Meritt vun där heiter Regierung, datt mer an der nächster Legislaturperiod erëm besser ginn.

Ech wëll lech just soen: Et ass awer e wéineg einfach, dat elo ze verschieben op déi nächst Legislaturperiod, well déi Zuelen, déi Der an der Previsiounen, an de PSC schreift, déi Zuelen, wou dann alles besser geet, déi gesinn awer eng ganz Rei Depensen, déi noutwendeg sinn, net vir!

Wann dat soll no Ären Zuele goen, esou wéi Dir se hei schreift, dann d'äerf awer eng nächst Regierung strictement keng zousätzlech Depense maachen; dann d'äerf awer eng nächst Regierung déi Investissemter, déi net proportionell an d'Luucht ginn an deene Joren 2020 an 2021, esou wéi Dir se ugitt, net vergréisseren.

An Dir schreift selwer, datt 2019, 2020, 2021 nach eng Rei zousätzlech Projete missten derbäikommen, wa mer d'Entwécklung wëilten uerdentlech maachen. Dat gesitt Der awer net vir an deene Joren 2019, 2020, 2021. Dann d'äerf zum Beispill kee Gehälteraccord méi gemaach ginn, deen awer 2019 ausleeft.

Dir verschiebt d'Bessergoe vun eise Scholden, eise Statsfinanzen op déi nächst Legislaturperiod. An ech fannen dat e wéineg einfach als Aart a Weis, un d'Finanzen erunzegoen op déi nächst Legislaturperiod; d'Léise vun deene Problemer, déi Der schaaft, hei einfach ze verschieben.

Déi Wuesstumsdebatt, déi mer amgaange sinn hei ze maachen, ass natierlech eng vun deene wesentlechen, déi eist Land wäert an deenen nächste Jore begleeden. An do, mengen ech, muss een och vun der Regierung eng Kéier klore Wäin ausgeschott kréien, an net nëmme just dat, wat hinnen an deem Dossier, wou se amgaange sinn driwwer ze schwätzen, an de

Kapp kënnt. Mir haten en Debat declenchéiert, oder en ass declenchéiert gi vum „Working Group on Ageing Populations and Sustainability“, wou gesot ginn ass, datt mer dann zu Lëtzebuerg 1,1 Milliounen Awunner hätten am Joer 2060. Dat ass da benotzt ginn, fir den OMT op minus 0,5 erfzesetzen.

Ech hunn dem Här Kox säi Rapport gelies. Dee warnt virun där doter Evolutioun vun eiser Gesellschaft; virun e puer Méint. Ech hunn dem Här Bausch nogelauschert, dee vun enger Phantom-Debat schwätzt, wa mer vun deem dote Wuesstum schwätzen. Ech hunn och den Här Bausch gutt gelies. Ech liesen lech dat och gär vir, aus dem Caritas-Almanach, wou den Här Bausch dra schreift - et ass jo schonn erstaunlech, mä et ass awer gutt, wat e schreift -: „Eine quasi lineare Entwicklung von 12.000 Einwohnern oder 10.000 neuen Arbeitsplätzen pro Jahr über einen so langen Zeitraum zu prognostizieren, scheint gewagt. Im Grunde genommen sind die 1,1 Millionen Einwohner nichts Weiteres als die statistische Extrapolation einer Europop-Studie.“

Dat heescht, dat ass u sech absolut net d'Realität. An e proposéiert, eis op e Wuesstum vu 6.000 ze limitéieren, ouni awer ze soen, wat fir eng Konsequenzen dat dann huet op all déi Finanzsystemer, déi mer hei hunn, well d'Regierung sech an hire finanziellen Evolutiounen awer op ganz aner Wuesstumsprognose cibléiert (veuillez lire: baséiert).

Den Här Rifkin sengersäits geet dovunner aus, datt mer 20.000 nei Awunner d'Joer wäerten hunn, wa mer dat ëmsetzen, wat hie seet. Also, erëm eng aner Prognos wéi dat, wat gemaach gëtt.

De Minister fir d'Sécurité sociale hëlt den Zeenario 1,1 eriwwer, wann e seng Pensionsprognose mécht. De Statec reviséiert deen Zeenario viru 14 Deeg, an e seet, elo wär en awer net esou héich. De PNR, dee schreift awer haut, oder dat, wat mer d'lescht Woch kruten: «A long terme, le Gouvernement aligne ses principales hypothèses économiques sur le scénario macro-économique utilisé pour le Luxembourg dans le cadre des travaux du „Working Group on Ageing Populations and Sustainability“ du Comité de politique économique de l'UE, et de son plus récent rapport sur le vieillissement.» Dat heescht, dee seet: All eis Prognose sinn op deem doten Zeenario opgebaut; also dem Zeenario 1,1 Milliounen.

Ech muss lech soen: Hei ass jo awer eng wesentlech Thematik vun deenen nächste Joren; e wesentlechen Diskussiounspunkt vun deenen nächste Joren! Wa mer dann awer op deem Diskussiounspunkt schonn esou vill Meenungen hunn, wéi mer Ministeren hunn, déi driwwer schwätzen, déi alleguer aner Prognose maachen, an da wëllt een dobause seriö geholl ginn an eng Diskussioun starten, wou dann eist Land higeet a wéi eise Wuesstum ass an deenen nächste Joren... Ech soen: Wann een et esou upaakt, da verspilt ee sech awer all Kreditibilitéit an da brauch ee sech net ze wonneren, wann d'Leit net méi wëlle mat engem iwwert déi dote Saachen diskutéieren.

D'Politik vun der CSV ass, datt mer eis wëllen op eng Finanzpolitik baséieren, déi selbstverständlech d'Noutwendegkeet vun Wuesstum agesäit, mä déi sech awer net esou un e Wuesstum vun 1,1 Milliounen Leit bënnt, datt mer e mussen hunn, ansonsten eis Finanzsystemer net opginn, an op där anerer Säit mer eis op e Wuesstum virbereeden, datt mer, egal wat kënnt, och à même sinn en ze geréieren. Fir dat ze maachen, mussen eis Grondlage stëmmen, mussen equilibréiert gesond Statsfinanzen do sinn a mussen ofgeséichert Sozialsystemer do sinn. Dat ass fir eis d'Basis, soss baue mer keng Politik op! Ass eis Basis morsch, baue mer keen uerdentlech Haus an der Zukunft dorobber op.

Dat implizéiert natierlech och an eisen lwwerleeungen, datt mer all déi Megatrends, wéi nei Kommunikatiounen, Digitalisatioun, aner Aarbechtsaart a -weisen, aner Mobilitéitsufroen, consideréieren, datt mer Zukunftsprinzipie wéi d'„Circle Economy“ consideréieren, datt mer eis Energieproduktioun dekarboniséieren an ëmstellen, lokal Produktiounen maachen, Individualproduktioun maachen, d'Klimaschutz-Necessitéite mataberechnen, selbstverständlech!

An dofir huet d'Regierung jo och probéiert, déi Rifkin-Studie ze maachen. An ech muss och soen, mir hunn d'Resultat awer frustrant fonnt, wéi mer et bis héiere respektiv gelies hunn. An do gëtt et e puer Grënn derfir.

Mir hu fonnt, datt dat, wat an der Rifkin-Etüd beschriwwen gëtt, eng eventuell Visioun vun

enger Zukunft ass, déi a 40, 50 Joer do ass, mä keen eenzelne Schrëtt seet eis, wéi mer déi doten Zukunft da sollen erreechen, wéi mer se solle finanzéieren a wat déi nächst Punkte sinn, déi mer musse maachen, fir op deen dote Wee ze goen.

An déi Ziler, déi gesat sinn, muss ech awer soen, fanne mer awer absolutt an total irrealistes! Da muss een eis awer nach soen, wéi een dohinner kënt. Wann ech d'Mobilitéit kucken: Haut hu mer en ëffentlechen Transport vu 14,5%, a mir hunn en Zil an deenen nächst zéng, 20 Joer op 19% eropzekommen.

Den Här Rifkin seet: „A 40 Joer si mer op 40% ëffentlechen Transport bei 1,1 Milliounen Awunner hei am Land.“ Dat heescht, datt mer d'Capacitéit vum ëffentlechen Transport verveier- oder verfénnfache mussen! Wann een dat seet, jo, da muss een awer och halleftweegs soen, wéi ee wëllt dohinner kommen, wéi een dat wëllt maachen.

Den Här Rifkin seet, datt mer no 2025 - an aacht Joer - nëmmen nach sollen elektresch Autoen hei immatrikuléieren. D'Zuelen, déi den Här Bausch publizéiert, déi soen, datt mer haut bei 0,18% elektresch Autoe sinn, oder 0,63% Hybrid. An e seet ganz optimistes, datt d'Zuel vun de Verkeef sech an deenen éischten zéng Méint vun 2017 elo verduebelt huet, an zwar vun 9 op 24 Autoen, déi mer voll elektresch verkafen.

Do ass awer nach e wäite Wee an aacht Joer ze goen. Da muss den Här Rifkin oder d'Regierung eis awer soen, wann dat d'Zilsetzung sinn, wéi een dohinner kënt. Et kann een einfach Zuelen op e Pabeier setzen an dann optimistes soen: „Mir sinn déi Gutt a mir maachen dat“, wëssend, datt een et wahrscheinlech net méi muss maachen, mä emol einfach als Zil setzen, ouni iergende Wee ze nennen, wéi een dann dohinner kënt.

An all Kéiers, wann an deem Rapport ekonomesch wesentlech Froe gestallt ginn, da gëtt op „Shared Economy“ zréckgewisen. An da wëll ech just froen, wéi dat da geet, wann Der wëllt „Shared Economy“ hei maachen; well dat ass Airbnb, dat ass Uber, dat ass eBay, dat sinn äänlech Saachen, déi dann an d'Lëtzebuurger Economie mussen ëmgesat ginn.

A wann ech awer gesinn, datt all Kéiers, wann driwwer geschwat gëtt, de Reflex vun der Regierung hei zu Lëtzebuerg ass, datt mer da mussen méi reguléieren, fir et ze maachen, da maache mer genau de Contraire vun deem, wat am Fong am Rifkin gefrot gëtt.

Dofir soen ech: Wann een esou eng Studie an Auftrag gëtt, da muss dat awer och e wéineg realistesch sinn. A souguer d'EU-Kommissioun, déi dat Ganzt analyséiert huet, dréckt hir Skepsis zu de Resultater vun där doter Etüd aus, well se och seet, datt keng spezifesch Moosname geholl oder virgeschloe ginn, fir déi doten Zilsetzungen ze erreechen. An datselwecht mécht d'Chambre de Commerce, déi ufänkt, se just als eng Toolbox ze designéieren an näischt aneres méi domadder wëllt ufänken.

Ech soen, datt an deem Fall... Ech fannen, datt ee sech misst eng ganz Rei Froe stellen, awéiwäit den Här Rifkin alles dat, wat déi positiv Folge vun der Digitalisation an der sougenannter „Shared Economy“ sinn, net e gutt Stéck ze vill optimistes gesäit an haapt-sächlech, an dat ass eise gréisste Reproche, net ignoréiert oder komplett ignoréiert, wat déi problematesch Punkten an notament déi sozial Punkte vun där Evolutioun sinn.

Setze mer dat do an d'Lëtzebuurger Economie em, da géif ech gär wëssen, wéi de soziale Suivi gemaach gëtt, wat mat deene Leit geschitt, déi net onbedéngt matkommen an déi net kënnen an där Economie do standhalen. Wéi maache mer et, datt mer déi net op der Strooss loosse? All déi Froe gi mat kengem Wuert an där Etüd, an där Zukunftsvisioun, déi d'Regierung fir sech zu engem groussen Deel iwwerholl huet, traitéiert. An dat ass an eisen Aen e grouse Problem.

Eist Land wüsst demografesch iwwer all déi Joren. An ob dat elo 750.000, 900.000 oder 1,1 Millioun gëtt, de Wuesstum muss mer kucken an de Grëff ze kréien. An d'Konzepter vun der Landesplanung sinn dofir wichteg, datt mer se esou kréien, datt mer dee Wuesstum och kënnen gestalten.

Ech stellen awer haut fest, dräi an en halleft Joer nodeem datt déi Regierung am Amt ass, datt déi Gesetzesännerungen, déi d'Regierung gär hätt un dem Text vum Aménagement du territoire, net gemaach sinn, datt den Text da

vläicht virun der Vakanz oder no der Vakanz kënt, datt déi Plan-sectorielle nach ëmmer net do sinn, notament dee vum Logement, datt se nach ëmmer an der Prozedur sinn. A wann ech den Timing kucken, d'Gesetz muss fir d'Éischt kommen, et kënt Enn des Joers, da soen ech mer: An deser Legislaturperiod kommen déi Plan-sectorielle, déi mer awer bräichten, awer och net; well déi brauchen awer eng Zäit, éier se duerch d'Prozedur ginn.

Mir haten eng Rei Debaten - zwee Stéck - iwwer d'Landesplanung an iwwer Wuesstum an där leschter Zäit. An ech hunn un engem deelgeholl. E war grouss opgezunn, mä et war am Fong kee richtegen Debat, well eis do dräi Zeenarie virgestallt ginn. Dräi Zeenarien, wéi eist Land sech soll entwéckelen. Deen een ass genannt ginn, de Scénario „Diffus et Désordonné“. Deen aneren ass genannt ginn: de Scénario „Dirigé et Théorique“. An deen drëtten ass genannt ginn: de Scénario „Organisé et Harmonieux“. Wat fir ee Politiker seet dann do bei esou enger Diskussioun: „Ech si fir de Scénario Diffus et Désordonné.“?

(Interruption)

Wat ass dat da fir eng Diskussioun, wann Der se esou ufänkt? An d'Resultater an d'Konklusiounen vun där doter Diskussioun, déi, muss ech soen, bréngen eis och net weider, d'autant plus, datt dat, wat proposéiert ginn ass, näischt aneres ass wéi dat, wat souwisou scho 15 Joer virdu vum IVL proposéiert gi war. Dat heescht, och do si mer kee Stéck weiderkomm.

Dat Eenzegt, wat momentan amgang ass ëmgesat ze ginn, dat ass de Programm vun der Mobilité durable, dat eenzegt Dokument, wou an der Realitéit Entwécklung geschéien, obwuel et nach net an dem Plan sectoriel «Transports» ëmgesat gëtt. An elo si mer amgang, eng nei Prozedur ze maachen, fir dann de Programm directeur vun der Landesplanung nei ze lancéieren. An dat u sech no deem da wahrscheinlech d'Plan-sectorielle an d'Prozedur gesat ginn. An de Plan directeur gëtt fäerdeg, wann d'Plan-sectorielle wahrscheinlech ofgeschloss ginn.

Dann ass meng Fro: Jo, fänke mer dann erëm vir u mat de Plan-sectorielle, oder wéi soll dat Ganzt goen? Mir stelle just fest, datt den Timing vum Programme directeur an all deenen Diskussiounen mat Laboratoire a Bierger-Ambassadeuren esou geplangt ass, datt mer en och virum Enn vun deser der Legislaturperiod selbstverständlech net fäerdegbréngen.

Ech versti jo, datt d'Landesplanung eppes Komplexes ass...

► Plusieurs voix.- Aah!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...mä wann een dann higeet virun dräi Joer a seet: „Elo ass eng Regierung do. Déi huet endlech de Courage, Plan-sectorielle ze deposéieren“, an dräi Méint duerno seet een: „Hei ass eng Regierung, déi huet elo wierklech de Courage, fir déi Plan-sectorielle erëm zréckzezéien, an hei ass eng Regierung...“, drëtter Punkt, e puer Méint duerno, „...déi huet de Courage, fir alles frëschzemaache mat Gemengedebedelegung, a grondleeënd alles ze erneieren“, mam Resultat, datt virum Enn vun der Legislaturperiod...

(Brouhaha et interruption par la présidence)

...strictement näischt do ass a mer net weiderkomm sinn an deem ganzen Dossier.

A gëschter huet de Statsminister sech dann och a sengem Discours zur Landesplanung gemellt, a sot...

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dat war haut.

Haut, pardon. Et deet mer leed, Här Statsminister. Ech hunn d'Ried gëschter gelies, dofir war et gëschter fir mech.

(Hilarité)

Haut huet den Här Statsminister sech och zur Landesplanung gemellt a sot, fir dese Problem an de Grëff ze kréien, muss ee méi wäitsichteg an och méi couragéiert Decisiounen huelen. Do war ech gespaant, wat da géif kommen. Du sot de Statsminister: „Elo mussen mer eng Mesure iwwer den Télétravail huelen.“ An du war et fäerdeg.

Et kum nach eppes hannendrun, do schwätzen ech ganz gär driwwer. Dat ass, fir ze soen: „Mir müssen elo flexibel Coworking-Strukturen an deene véier Ecke vun eise Land op der Grenz opstellen, fir datt d'Grenzgänger net méi brauchen an d'Stad ze kommen.“

Ech wëll lech dann awer just froen: Wéi passt dat dote Konzept an dat Konzept eran, wat de Landesplanungsminister virum e puer Woche virgestallt huet, mat dräi zentralen Developpementsachsen: Belval, d'Stad Lëtzebuerg an

d'Nordstad, mat deene verschiddene CDAE ronderëm?

A wann Dir da sot, datt all déi Gemengen, déi net un den ëffentlechen Transport ugeschloss sinn, sollen zolidd ënnerstëtzt ginn, fir och hiren Developpement esou kënnen ze maachen, da muss ech soen: Dat ass richtig oder falsch, awer zumindest contraire zu deem, wat de Landesplanungsminister seet!

Ech wëll just wëssen, wéi déi doten zwee Konzepter matenee ginn, wéi dat soll fonctionnéieren? Ech hunn hei d'Impressioun, datt d'Regierung mat zwou Sproocher schwätzt. Deen ee seet dat eent, deen anere seet dat anert. An zum Schluss komme mer domat op kee Resultat.

(Interruption)

Bis auf Weiteres gëtt just de Programm vun der Mobilité durable ëmgesat, a Projeten ëmgesat, déi alleguer, ouni Ausnam, net nei sinn! Et gëtt zwar probéiert, déi elo ze verkafen, wéi wann et der vun der neier Regierung wieren. Dat ass awer net de Fall. Souwuel den Tram...

(Interruptions)

...wéi den Arrêt Pont Rouge, wéi d'Gare Houwald, wéi déi dräispureg Autobunnen, wéi de Contournement Käerjeng, wéi d'Sécherheitsmoosnamen op der N7, wéi d'Beetebuerger Streck, wéi d'Streck an Däitschland, souguer wéi d'Problemer mam Parking Stackem, wou ech gelies hunn, datt den Här Bausch der hätt, souguer och déi Problemer sinn net nei, well d'Éiselwecht Problemer mat der belscher Administration hu virun dräi, véier Joer schon existéiert.

Alles dat...

(Interruptions)

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Loosst e schwätzen!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech verstinn lech net.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Loosst en! Schwätzt Dir weider, Här Wiseler! Zielt weider alles op! Mir lauschten no.

► **Une voix.** - Soll ech der Madamm Loschetter...?

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat Eenzegt, wat feelt, ass d'Tangente Ouest, de Contournement de Merl an äänlech Saachen, wou ech net weess, wou d'Evolutioun respektiv wou den Dossier haut drun ass.

Ech géif lech just soen: Zumindest wa mer eng Wuesstumsprognos vun 1,1 Millioun Leit erausginn, datt d'Mobilitéitskonzept, wat entwéckelt war, ass e Mobilitéitskonzept fir 750.000 Leit. Net fir méi! Net fir méi! A wann den Här Bausch seet: „Ech weess net, wéi et no 15, 20 Joer erausgesäit, planen op 15, 20 Joer, oder méi wäit wéi 15, 20 Joer schéngt mer e wéineg illusoresch ze sinn“, da soen ech: Mä an dem Stroossebau, an der Mobilitéitsplanung, an der Landesplanung sinn awer Entwécklungen vun 30, 40 Joer dat, wat ee muss virusgesinn!

Do muss een awer haut Konzepter ausschaffen, déi der dann hëllefen, an 20 Joer oder a 25 Joer d'Mobilitéit an de Grëff ze kréien. Dofir, just d'Suggestioun, obwuel dat Mobilitéitskonzept vu viru siwen, aacht Joer ass, mä et misst een haut schon dohinner goen an dat Mobilitéitskonzept un déi Zuelen adaptéieren, déi awer elo am Raum stinn a vläicht och ugoen, oder wann Der et wëllt ëmgedréit maachen, d'Konzept vum ëffentlechen Transport elo schon esou adaptéieren, datt et am Fong deenen Zuele kann entsprechen. Well ech soen lech: D'Mobilitéitskonzept, wat ech jo nach selwer mat entwéckelt hunn, geet net duer fir déi Zuelen, déi Der elo an de Raum setzt. Also wär et gutt, wa mer eis déi Iwwerleeunge géife maachen, fir doranner widerzekommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Wiseler, erlaabt Der eng Zwëschebemierkung vun der Madamm Lorsché?

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech kréie jo all déi Zäit bäi, well esou vill hunn ech der net.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah jo, selbstverständlech.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Et ass keng grouss Fro. Ech wollt lech just froen, Här Wiseler, aus wéi engem Grund Dir géint déi zweet Phas vum Tram gestëmmt hutt, wann Der elo sot: „Et hätt misse virbereet ginn an et muss séier goen, et muss ganz séier goen.“ An da verstinn ech awer net Är Haltung, déi zweet Phas ze blockéieren.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ma Dir sot dat elo scho sechs Méint...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Hat Der dat vergiess, Här Wiseler?

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...an Dir gitt mer elo eng perfekt Geleeënheet, dat ze explizéieren, well et jo genau dat ass, wat Der probéiert ze maachen. Dir probéiert elo, mat där doter Explikatioun hinzugeen an ze soen, dee fréieren Transportminister respektiv d'CSV wär géint den Tram gewiesch. Ech soen lech: Ech si fénnef Joer, an ech muss op 50, 60 Versammlungen higaange sinn, inklusiv bei lech an d'Fraktioun d'ailleurs, fir dee Projet vum Tram ze erklären a widerzedrécken. Fir dann ze soen: „Dat ass e grénge Projet an d'CSV wollt en net“, wat jo dann ënnerschwellig an all deene Remarquen do steet, muss ech lech soen: Dat stëmmt nun awer sécherlech net! An et hëlt keen lech et of!

(Interruption)

Firwat hu mer dergéint gestëmmt?

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dat war net d'Fro.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Jo, jo, mä d'Fro, wann Der se esou stellt, dann ass eng Suggestioun hannendrun. Dofir hunn ech fir d'Éischt zur Suggestioun Stellung geholl, an elo stellen ech...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Hei gëtt op eng Fro geäntwert, da wär ech frou, wa jiddweree géif no-lauschten.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - An d'Antwort op d'Fro, dat ass: Dir kënt lech erënnere, an där Diskussioun hate mer eng Diskussioun iwwer de Kofinanzement vun de Gemengen, wann een iwwer d'Extenssioun vum Tram schwätzt. Déi Fro war an eisen Aen net beäntwert ginn!

An ech hunn dat och gesot an eiser Antwort: Well déi Saachen net kloer sinn, well mer net wëssen, wéi dat soll goen, si mer net der Meinung, datt mer dat elo an deem dote Moment kënnen stëmmen. Dat heescht awer net, datt mer géint d'Extenssioun vum Tram sinn. Wann Der d'ailleurs d'Dokumente vun där Zäit kuckt, wou ech responsabel vun deem Departement war, da fannt Der all déi Extenssiounen och schon dran. Dir fannt se souguer an dem Exposé des motifs vun dem Gesetzestext, wat ech nach deposéiert hunn, fir den Tram ze stëmmen. Do fannt Der dat alles dran!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Also, dofir fannen ech déi...

(Interruption)

Jo.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Mer fannen och dat Landesplanungsgesetz erëm, Här Wiseler, wat eis bis elo verhënnert huet, déi Plan-sectorielle ëmzesetzen, déi Dir ni fäerdegbruecht hutt. Mir fannen och dat Gesetz nach haut erëm, dat Gesetz, wat Dir ofstëmme gelooss hutt a wat et onméiglech gemaach huet, fir d'Plan-sectorielle ëmzesetzen.

► **Une voix.** - Gutt Antwort!

► **Une autre voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech hunn d'Plan-sectorielle net deposéiert an Dir hat en Uerteel vom Oktober 2013, wat eng Modifikatioun an der juristescher Interpretatioun dovu gemaach huet. An doropshin hutt Dir se deposéiert, net ech, dat wëll ech lech just soen.

Der musst och ëmmer d'Geschicht...

(Brouhaha)

Der musst och ëmmer d'Geschicht ganz schreien.

(Brouhaha)

D'lescht Joer huet de Premier eis iwwer d'Logementspolitik gesot: „Ech deklaréieren dat hei net zur Chefsaach, mir schafen Tatsaachen.“

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Tatsaach ass, datt an deene leschten zwielef Méint d'Präisser vun den Haiser em 7% gestige sinn, d'Loyere vun den Appartementer em 4,9%.

► **Une voix.** - Se wieren nach vill méi...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Tatsaach ass: Präisser plus 7% d'Joer. Ech hätt léiwier, de Statsminister hätt deen Dossier zur Chefsaach gemaach a sech drëm bekëmmert, wéi elo déi Diskussiounen hei esou féieren ze kommen.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Dir hutt...

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ... d'Logementspolitik deser Regierung wierklech iergende Reproche ze maachen...

(Brouhaha)

...a virun allem als fréiere Bauteminister. Wierklech! Wierklech! Well en hat jo vill gehollef,

deen, deen et vir drun als Chefsache deklariert hat.

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Dat hate mer schonn eng Kéier, datt et Chefsaach war.

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- An Dir waart dofir responsabel!

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Deen ass elo zu Bréssel. Dee mécht do Immobiliopolitik.

(Brouhaha)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- De Wunnungsbauminister ass do scho méi sachlech drugaangen. Hien huet alt gesot: „Ech hu keen Zauberstab.“ An ech weess, wéi schwéier et ass.

► **Une voix**.- Voila!

► **Une autre voix**.- Tipptopp!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech weess, wéi schwéier et ass, Logementspolitik ze maachen. Just, datt ech dann och gär gehat hätt, datt net déi grouss tonitruant Aussoen hei géife kommen, fir ze soen: „Mir hunn elo alles richtig gemaach. Mir hunn elo alles am Grëff. Elo geet et besser.“

► **Une voix**.- Neen, dat ass net gesot ginn. Neen!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Esou ass et net.

(Brouhaha)

► **Une voix**.- Dat huet kee gesot.

(Brouhaha)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Liest Är Rieden eng Kéier no!

(Interruptions)

Ech hunn Ären État de la nation vum leschte Joer net do, mä grouss Deklaratiounen, déi hutt Der en masse gemaach. En masse hutt Der déi gemaach!

An ech muss da soen:...

(Interruption)

► **Une voix**.- Dat ass jo onméiglech.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Mir hunn hei eng Rei Saachen op den Dësch geluecht kritt, mat deene mer och d'accord kënnen sinn. Dir hutt eng Rei Projeten hei och genannt, gëschter an Ärer Ried,...

► **Une voix**.- Haut!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- ...haut de Moien an Ärer Ried. Dat si Projete vum Ollem, vun - wat hutt Der nach genannt? -, vu Woltz.

► **Une voix**.- Diddeleng!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Diddeleng hutt Der nach genannt. Projeten, déi d'ailleurs och de Marco Schank schonn ugeleiert hat zu engem groussen Deel. Dir hutt och eng Klimabank an eng Subvention de loyer gemaach.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Mir haten d'Terrainen awer och kritt.

(Brouhaha)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Och dat si Projeten, déi scho vun der viregter Regierung ugeleiert goufen. Mir droen dat jo och mat. Mir droen dat jo och alles mat! Just soen ech lech: Mat all deenen Zuelen, dat léist de Problem net. Ech mengen, mir kënnen elo nach vill soen a bauen a maachen, och am Subventionéieren, a mir ënnerstëtzen dat och alles, just, de Problem ass awer deen, datt mer mat enger Aktioun haaptsächlech op der Demande zwar de Leit hëllef, an ech sinn och domat d'accord, datt een dat wierklech muss maachen, mä ob mer domat méi Logement bauen an d'Präisser erofkréien, wou ech awer ze bezweifelen.

Dofir mengen ech, datt een effektiv op d'Offer mussen agéieren. Dat gëtt och probéiert vu staatlecher Säit. An ech hunn dem Här Bodry gutt nogelasschert, deen am Fong vun dëser Diskussioun gehofft hat, datt een eng grouss Diskussioun iwwert d'Logementspolitik kéint maachen, an datt ee mat der Keul kéint dorunner goen, deen dréckt jo awer och zu engem Deel seng Kritik dozou aus, datt mer haut net weiderkommen.

(Interruption par M. Alex Bodry)

An, wéi gesot, ech mengen, datt mer eis dofir müssen ëm déi zwee Problemer bekëmmere, déi richtig sinn. Dat Éischt, dat ass: De Stat muss kucken, datt Terrainen disponibel ginn an de Stat muss d'administrativ Prozedure vereinfachen. Dorobber hânt et. Elo kënnen mir eis vills virmaachen a mir kënnen och vill sozial Hëllef maachen. Mir ënnerstëtzen dat och alles, mä dorop dréit de Problem sech. Ech sinn nach wie vor der Meenung, datt een do effektiv muss Moosnamen huelen, déi ee weiderbréngen. An de Plan sectoriel ass a mengen Aen déi Noutwendegkeet,...

(Interruption)

...déi mer brauchen, fir Terrainen ze determinéieren, wou an deenen nächste Jore ka gebaut ginn. An de Stat muss dann och iwwert déi Moyenen, déi deen neie Gesetzestext eis gëtt, kucken, un déi Terrainen ze kommen. Dat geet mat villen Negotiatiounen an et geet och mat deem Drock, deen de Gesetzestext eis erméiglecht, op d'Leit ze maachen, fir deen Terrain ze kréien, deen mer brauchen, do, wou eben Entwécklung an deenen eenzelne Gemengen noutwendeg ass. Wa mer dat Instrument net hunn a wa mer et net systematesch benotzen, komme mer net weider. Well do hânt de Punkt.

An da soen ech: Déi Simplification administrative, och dat ass e schwéieren Dossier. Och do hu mer keng Zaubersformel, weder Dir nach mir, fir dat esou hinzekréien. Et ass eng Etapp gemaach gi mat dem Omnibusgesetz. Mir hunn déi och matgestëmmt, well mer déi Punkten och richtig fonnt hunn, déi do gemaach gi sinn. Ech waarden elo op déi nächst Etapp, déi awer komme muss, do, wou mer d'Naturschutzgesetz ëmänneren an do, wou eng ganz Rei substanzuell Simplification-administrativen nach muss gemaach ginn. Do gëtt awer vun der Regierung erwaart, datt mer dat do kommen (veuillez lire: hinkréien). An elo kucke mer, wéi deen Text, wa mer da färdig sinn, ausgesäit, wann e bis gestëmmt ass, well et ass haaptsächlech do, mengen ech, wou d'Musek spillt.

Ech sinn der Meenung, datt et e Feeler war, déi TVA um zweete Logement vun 3% op 17% an d'Luucht ze hiewen. Ech mengen, datt et e Feeler war, quitte datt een ëmmer ka soen: „Déi, déi eng zweet Wunneng oder eng drëtt Wunneng hunn, kënnen dat bezuelen.“ Mä ech soen awer hannendrun: Ech sinn dach frou, wa privat Suen investéiert ginn an de Wunnengsbau, och wann et eng zweet, drëtt Wunneng ass, a wa mer do locative Wunnengsbau mat deene Sue kréieren, datt de Stat net brauch alles ze maachen. Ech fannen, et ass e politesche Feeler, dat gemaach ze hunn.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Dat war an der viregter Regierung och scho proposéiert ginn vum deemolege CSV-Finanzminister. Ech wëll lech just drun erënneren, falls Der dat vergiess sollt hunn.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech wëll lech just soen, datt vum deemolege Finanzminister eng Rei Propositiounen gemaach gi sinn, wéi ee kéint eng Rei Suen aspueren, ouni datt eng Diskussioun driwwer gefouert ginn ass, an datt d'Regierung sengerzäit eng Rei Saachen net festgehalten hat. Dës Regierung huet déi Decisioun do geholl. Déi viregt Regierung huet déi Decisioun do net geholl.

(Brouhaha)

Ech mengen...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- D'CSV huet also hir Meenung geännert.

(Interruption)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech mengen, datt ee fir dee bebaubaren Terrain, do, wou an enger Gemeng Terrain ass, deen immediat scho ka bebaut ginn, d'Besteuerung och muss änneren. Et ass momentan méiglech, datt d'Gemenge se änneren.

► **Une voix**.- Jo.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Mir mengen an der CSV, datt mer maache müssen, datt et eng staatlech Responsabilitéit ass, an datt mer dat mussen staatlechersäits maachen.

Mir begreissen d'ailleurs och de Prinzip vun de Baulandverträge, déi d'Regierung virun e puer Deeg explizéiert huet. Mir waarden elo op de Gesetzestext, fir ze kucken, ob dee Gesetzestext och effikass ass an ob et net just e Pabeier-tiger ass. Mä vum Prinzip hier begreisse mer déi do Initiativen, fir weiderzkommen.

An där heier Problematik an an där heier Fro kënnen mer eis elo nach fënneg, zéng oder fofzéng Joer driwwer bebloen an deem engen oder deem aneren d'Schold zouweisen, firwat eppes geet oder net geet. Ech mengen just, datt dat alles kee Sënn huet. Mir wëssen, wéi schwéier de Problem ass a wéi schwéier en ze léisen ass. Ech mengen, datt een eng Rei Moosnamen hei muss huelen, och wa se op Widerstand stoussen.

Ech mengen, datt een eng Rei zolidd Moosname muss huelen, déi eis et erlaben, Terrainen ze degagéieren, fir ze bauen, datt mer déi Simplification-administrativen - och wa mer verschidde Saache gutt a richtig fannen, mä mir kommen domadder net weider - müssen an de Grëff kréien. Ansonst komme mer mat Aktioun op der Demande net zum Zil. Et ass d'Aktioun op der Offer, déi systematesch muss wei-

dergedréckt ginn. Och wa vill Oppositoun kënn, mussen mer déi duerchstoen. Op jidde Fall sinn dat déi Propositiounen, déi mir maachen.

Dann hunn den IMF an d'Europäesch Unioen gesot, mir hätten eng grouss Dependenz vun der Finanzplaz. Dat wësse mer. Mir müssen eng Diversifikatioun vun der Ekonomie maachen, dat wësse mer och. Mir gesinn de Wirtschaftsminister quasiment op Dauermissioun beim „space mining“, hie reest ronderëm d'Äerd vu Kalifornien op Japan an en ass u sech esou wéi e Satellit am Orbit ronderëm d'Äerd, fir dat ze maachen. Et ass de Lëtzebuurger Sputnik, deen do ronderëmdréit.

(Hilarité et brouhaha)

Fir dat alles ze maachen an...

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Dir géift e gär op de Mound schéissen, mä mir hunn e léiwer hei bei eis.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- En ass awer oft fort, mä gutt. Et ass seng Missioun. Hie probéiert, deen Dossier vum „space mining“ weiderzedreien. En huet och gesot, dat wier e laangfristegen Dossier an e wier frou, datt d'CSV en och géif matdroen, hunn ech iergendwou an engem Artikel gelies, well e misst op Laangfristegkeet bauen.

Ech wëll awer do trotzdem, mat allem Respekt, eng Rei Kloerstellung maachen. Éischens, d'CSV huet kee Problem domat, wa mer en Dossier upaken, wou Risiko hannendrun ass, well hei ass Risiko hannendrun. Mir hu kee Problem domat, wa mer en Dossier upaken, deen innovativ ass. Dat hu mer an der ganzer Geschicht, notamment och an der Lëtzebuurger Weltraumgeschichte, déi mer matgestalt hunn, och bewisen. Just, datt ech wëll soen: Wann een dat mécht, da wier et awer och gutt, wann een all Detailler vun deem Dossier géif kennen a wann een net misst an deenen eenzelne Pressekonferenzen, déi de Minister dann zu Lëtzebuerg oder am Rescht vun der Welt gëtt, probéieren, sech e Reim op alles ze maachen, wat dat do dann elo heescht.

Wa meng Informatiounen richtig sinn, dann ass d'Attraktivitéit vun der Lëtzebuurger Propositioun déi, datt mer eng Base légale schafen, wou mer eis eng Rei Rechtssécherheete ginn, notamment iwwert d'Propriétéit vun deem, wat da vun esou Asteroiden kann op d'Äerd zrëckbruecht ginn. Ech hunn awer och den Avis vum Conseil d'État gelies, dee ganz rezent ass an dee seet, datt dat internationaalt Recht eis déi Méiglechkeet do net géif ginn, an deen am Fong déi Sécurité juridique do a Fro stellt.

Dofir eng ganz Rei Froen, déi sech do ronderëm stellen: Wéi ka Lëtzebuerg garantéieren, datt dat Gesetz, hin oder hier, ob mir et elo zu Lëtzebuerg maachen, och dem internationale Recht standhält? De Minister seet - ech liese jo seng Pressekonferenzen a seng Communiquéé ganz gutt - op där enger Säit: „Lëtzebuerg ka jo déi Gesetze maachen, déi et wëllt, et geet keen eppes un, wat mir fir Gesetze maachen.“ Dat ass emol gutt gesot.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Ech soen ëmmer: Mir sinn e souveräant Land.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Richtig! Dat ass och gutt gesot, tough gesot! Hie seet awer dann hannendrun: „Mir müssen awer drop awierken, datt d'international Traitéen, notamment dee vun 1967, iwwert de Weltraum geännert ginn.“ Wat mer awer seet, datt do vläicht net alles esou richtig ass.

Ech wëll am Fong just, well mer et net wëssen, déi Explikatiounen kréien - d'Regierung huet jo do nach Zäit -: Wéi ass et domadder? Wat heescht dat do? Well et jo awer a mengen Aen, wann ech lech richtig verstanen hunn, en zentrale Punkt ass.

Et sinn eng Rei Start-uppen, déi op Lëtzebuerg kommen, dofir ze interesséieren. Et si 25 Millioune a Planetary Resources bezuelt ginn. Wat ass d'Finalitéit? Wat sinn d'Zukunftsperspektiven? Och do wier ech frou, wa mer kéinten eng Analys driwwer kréien.

Et ass eng Kollaboratioun mat den Émirats arabes unis ugeschwat ginn. Ausser datt eng Diskussioun war, weess ech awer net, wat den Inhalt ass. Dann ass d'Annonce gemaach gi vun der Kreatioun vun enger Agence fir de Weltraum an duerno vum Schafe vun engem Fong fir de Weltraum. 100, 200 Millioune si virgesi ginn dofir.

Ass dat esou? Wat soll déi Agence maachen? Wat soll dee Fong maachen? Wat fir eng Investissementer sinn en fin de compte do geplangt? Dir proposéiert den auslänneschen Investisseuren dat schonn, ech ginn awer dovunner aus, datt déi zwou Kreatiounen hei nach

eng Kéier duerch d'Chamber mussen goen, well se eng legal Basis brauchen. Dir wëllt mat de Japaner kuerzfristeg e Roboter op de Mound schécken. Fir wat ze maachen? Zu welche Konditiounen?

Wéi gesot, ech liesen alles an der Zeitung a mir müssen eis dann e Reim drop maachen. Ech wëll wëssen: Wat sinn d'Retombéien? Wat ass d'Kollaboratioun mat der Uni, mat der Recherche? Ass dat do rentabel? Wéini estiméiert Der, datt et eng Rentabilitéit ka ginn? Wat sinn d'Investissementer, déi op Lëtzebuerg duerkommen? A wat sinn d'Risiko ronderëm esou e Projet?

An ech soen dat elo an aller Seriositéit, just eng Recommandatioun: Et ass e laangfristeg Projekt. Wann Der wëllt, datt dee laangfristeg Projekt dann och kann iwwert déi nächst Legislaturperiode matgedroe gëtt, ech weess jo net, wien d'nächste Kéier oder d'iwwernächste Kéier an der Regierung sëtzt, mä ech géif lech just roden: Bannt déi aner Partei mat an! Kuckt, datt Der Är Laangfristegkeet op de Konsens baséiert! Sot eis, wat lass ass a gitt eis d'Méiglechkeet, och ze estiméieren, ob dat do elo seriö ass, ob et en „business case“ huet, dee sech dréit, an eis eis Meenung ze maachen, datt mer et ënnerstëtzen kënnen oder datt mer d'Realitéit hannert deem Projet gesinn! Déi Laangfristegkeet, déi Der braucht, kritt Der soss net hin. Dat ass e gutt gemengte, wuel gemengte Rotschlo.

Dir maacht domat souwisou wéi ëmmer genau dat, wat Der wëllt.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Dir kritt all Explikatiounen, déi Der wëllt.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Bannt eis mat an déi Saachen an, wa se laangfristeg sinn, dat ass besser!

An der Tëschenzäit, dat muss ech awer och soen, mussen mer eng Wirtschaftspolitik maachen, déi op der Äerd heinidden ass. An ech soen: Mir hunn zu Lëtzebuerg eng ganz Rei Chancen do dran. Ech ginn elo net op all déi Digitalisatiounsfroen an, op déi ganz Modernisatioun vun eiser Industrie, Dir hutt déi scho vir drun ugeschwat an do fannt Der eis selbstverständlech, fir déi matzedroen.

Ech wëll just ee Wuert iwwert d'PME soen, iwwert déi 7.000 Entrepreneuren, iwwert déi 80.000 Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, well mer awer d'Impressioun hunn, datt dat do e wéineg vernoléisseg gëtt. Mir hätte gär e Kompetenzzentrum fir Digitalisatioun zesumme mat der Chambre des Métiers. Mir hätte gär, datt endlech déi Texter iwwert d'Formation professionnelle dann och esou ginn, datt ee sech definitiv kann drop verlossen. Mir hätte gär, datt am Dualsystem d'Betriber nach anescht verantwortlech ginn, wéi dat haut de Fall ass. D'Handwierksbetriber hunn eng ganz Rei interessant Iddien doriwier.

Mir hätte gär déi Reform vun der Meeschterprüfung. Mir hätte gär, datt d'SNCI iwwerkuckt gëtt, hir Missiounen iwwerkuckt ginn. Mir hätte gär, datt an der Steierlandschaft d'Betriber-iwwernamen iwwert de betriebléche Patrimoine eraus bei de PMEen erlichtert ginn. Mir hätte gär eng Immunisation de fonds propres, dann, wann Investitiounen vun deene Betriber gemaach ginn. Dofir hu mer eng Interpellatioun iwwert de Mëtzelstand an e puer Wochen ugefrot.

Ech wëll soen, datt fir mech och am Mëtzelstand déi ganz Froen iwwer Landwirtschaft a Waibau wäerten dran erëmzefanne sinn. Mir fannen och, datt hei eng Politik gemaach gëtt, wou ..., a mir hunn dat nach haut gesinn un engem beschte Beispill, dofir loossen ech all déi aner Saachen, déi ech soe wollt, elo aus Zäitgrënn op der Säit, mä dat Beispill wëll ech awer trotzdem soen: Mir si frou, datt de Statsminister gëschter ugekënnegt huet, datt och d'Émstellung op hallef biologesch Betriber dann an Zukunft méiglech wier. Mir fannen dat richtig,...

(Interruption)

...well déi biologesch -, loosst mech emol färdig schwätzen! -, well déi biologesch an déi konventionell Landwirtschaft net d'äerfe géinteneen ausgespillt ginn an och déi konventionell net als déi schlecht an déi biologesch als déi gutt d'äerf dohigestallt ginn. Dat ass eng Approche, déi mer net deelen. An dofir fannen ech déi Émstellung, déi een hallef an engem Betrieb ka maachen, och de richtige Wee.

Just a sengem Text steet dat esou, an deem geschriebenen Wort, mä das gesprochene Wort

zielt jo an dësem Fall. An der Ried, déi Der de Moie gehalen hutt, hutt Der nach eppes der-bäigefüügt. Dir hutt derbäigefüügt, datt et just an der Zäit sollt limitéiert sinn. An dat, muss ech soen, ass e Bäifügen, wat eis net gefält. Mir hätte gär, datt Der dat vill méi präzis (veuillez lire: définiert) an datt Der dat Niewentene-liewe ganz anescht organiséiert hätt, mä do komme mer och an eisen Aussagen an der Diskussioun nach eng Kéier drop zrëck.

Mir hunn d'Impressioun, datt hei eng Wäibau-politik an eng Landwirtschaftspolitik gemaach gëtt, wou net de Landwirtschaftsminister, mä wou den Ëmweltminister seet, wéi et ze goen huet, an dat net an dem Respekt vun deem, wat déi normal Entwécklung vun der Landwirt-schaft misst beinhalten.

D'Cohésion sociale ass fir eis och e ganz wesentleche Problem. Mir hunn e Wuesstum am Land, mä dee Wuesstum wäerte mer an der nächster Zäit net iwwert d'Gebuerte maachen, mä dee wäerte mer zu engem groussen Deel iwwert d'Immigratioun maachen. 46%, 47% Ausländer, déi momentan bei eis liewen, dat wäerten der an der Zukunft méi sinn. An ech hätte och gär, datt dofir kloer Wieder géife geschwat ginn.

Well kuckt, wat am Ausland iwwerall geschitt! A kuckt, wéi déi Situatiounen esou ongesché-ckt ausgenotzt gi vu Parteien, déi eis alleguer net nostinn! Ech hätte gär, datt mer kloer géife soen, datt ouni Immigratioun zu Lëtzebuerg näischt géif goen. Ech hätte gär, datt mer géife soen, datt d'Immigranten eis gehollef hunn an deene leschte Joren, dëst Land opzebauen, an datt mer se och nach an Zukunft géife brauchen. Ech wëll awer och, datt mer hannendru soen, datt mer eis Identitéit wëllen halen, mä just, well eis Identitéit keng aus-grenzend Identitéit ass, well eis Identitéit eng Identitéit ass vun Oppenheet a vu Solidaritéit, hu mer eng Gewunnecht, mat deem Accueil ëmzegoen an ass jiddwereen an där Identitéit do wellkomm, mat sengen Differenzen, mat sengen Nuancen a mat deem Zesummeliewen, wat mer kënne gemeinsam do organi-sieren.

Mir wëllen och, datt déi Ausländer, déi hei wunnen, sech bei eis wuelfillen. Dofir hätte mer gär Integratioun. An Integratioun muss Realitéit ginn iwwert d'Schoul eraus, mä awer och am Ugebot vum Integrationsprozess vu Coursen, déi ugebuede ginn, vu Lëtzebuerg-gesch respektiv vu Geschicht oder eis Institu-tiounen, esou wéi dat an der leschter Zäit jo gemaach ginn ass. Mir wonnen eis a mir sinn u sech just doriwwer enttäuscht, datt d'Subsidiatioun vun deene Coursen an de Betriber an deene leschte Joren ëm 50% gekierzt ginn ass. Do hu mer dee schlechte Wee fonnt.

Mir si frou, datt mer dat Nationalitéitgesetz konnte gemeinsam stëmmen, nodeem datt mer déi penibel Debatt hate ronderëm de Referendum. An op där anerer Säit menge mer, datt mer eis nach eng ganz Rei Gedanken iwwert d'Participatioun an Zukunft misste maachen. Notamment d'Ëmstellung an d'Iwwerleeungen, wat mam Conseil national des étrangers geschitt, ass eng Iwwerleeung, déi an där nächster Zäit geschéie muss.

Et sinn nach e puer Saachen, déi ech onbedéngt wëll uschwätzen, notamment e puer Wuert iwwert d'Familljepolitik. De Premier-minister huet haut en Discours gehalen, wou e seet: „Et steet eis net zou, bestëmmte Famillje-modeller ze imposieren, mä mer mussen Äntwerte ginn op déi konkret Besoine vun den Elteren am Interêt vum Kand.“ Schéi gesot, an dat kéint eng Ausso vun der CSV sinn, wann ee se esou héiert. Mä op där anerer Säit muss déi Ausso do awer och dem Realitéitscheck gerecht ginn. Just, wann ee kuckt, wat an deene leschten zwee, dräi Joer gemaach ginn ass, dann ass dat awer net de Fall. Dir hutt d'Allocation d'éducation ofgeschaaft. Dir hutt d'Kannergeld fir kannerräich Famillje substanzuell gekierzt. Dir hutt deen alen Congé parental duerch en neien ersat, wou déi Flexibilitéit, déi mer gär gehat hätten, net esou dran ass, wéi mer dat gär gehat hätten. An Dir sot, dat géif an engem nächste Schrëtt eréischt kommen.

Eng Famill, déi sech selwer wëllt iwwert de Congé parental ewech ëm d'Éducatioun vun de Kanner während enger Zäit, sief dat och nëmmen zwee Joer, bekëmmern, déi krut alles dat geholl, wat se virun enger Rei vu Jore kréie konnt, an Dir hutt domat d'Konditiounen, fir e fräie Choix ze huelen, vill méi schwéier gestalt. Et sinn also schéi Wieder, déi Der hei iwwer Elteren a Kanner sot, mä si halen dem Realitéitscheck einfach net stand. Dir hutt hei an där

Politik eng ideologesch Approche gehat, déi de Choix absolut net respektéiert.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- A puncto Sécherheet, och nach ee Punkt, deen ech wëllt soen, dat ass deen, datt mer viru bal zwee Joer - eppes manner, ee Joer an en halleft - e Gesetz iwwert d'Menace terroriste deposéiert hunn, 2015, déi Zäit no den Attentater, hu mer dat mat vill Energie hei deposéiert. An der Zwëschenzäit hu mer dat schonns dräimol op Basis vun Avisen, déi erakomm sinn, amen-déiert, awer nach net an der Kommissioun diskutéiert.

Et ass och schwierig, dee richtegen Equiliber tëschent Effektivitéit op där enger Säit a Protektioun vun der Privatsphär an de Grondfräiheeten op där anerer Säit ze fannen. Mä ech hunn awer hei d'Impressioun, datt tëschent de Koalitiounspartner net ëmmer déiselwecht Mee-nung herrscht, an datt mer dofir an deem Sujet net weiderkommen. An ech soen hei kloer: „Mir brauchen deen Text“, well Dir gesitt jo alleguer an den Noriichten, wat ronderëm eis an anere Länner amgaangen ass ze geschéien. Dofir froe mer als Partei, datt deen esou schnell wéi méiglech an d'Chamberskommissioun muss kommen. Mir mussen doriwwer diskutieren a mir musse kucken, datt en an d'Real-itéit ëmgesat gëtt.

An ech hunn och d'Impressioun, datt dës Koalitioun sech a villen anere Punkten net ëmmer eens ass a probéiert, just an den Diskussiounen iwwert d'Ronnen ze kommen. D'Sécherheet ass nëmmen ee vun dese Sujeten. D'Aar-bechtszäitverkierzung ass en aneren. Ech hunn héieren, datt den Här Schneider doriwwer op hirem Kongress eng gréisser Diskussioun wollt lancieren. Ech hunn den Här Bettel héieren, deen direkt reagiert huet a gesot huet, datt d'Regierung net géif doriwwer nodenken. An d'Madamm Cahen, als Parteipresidentin, huet genau datselwecht gesot. Haut sot den Här Bettel, mir géifen awer iwwer nei Aar-bechtszäitmodeller nodenken.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Écono-mie.**- Gesitt Der emoll!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Mir hunn en Zukunftspak, wou Dir sot, Här Schneider - et sidd bal ëmmer Dir an dësem Fall -, datt den Zukunftspak e Feeler war. Op där anerer Säit hu mer den Här Gramagna, dee seet: „Mä et ass genau deen Zukunftspak, deen eis déi Marge de manoeuvre budgétaire ginn huet, fir dat, wat mer elo haut amgaange sinn ze maachen.“ Jo, wat ass dann elo d'Realitéit? Ass et deen een oder ass et deen aneren?

Mir hunn an der Ungarn-Politik en Här Assel-born, deen Aussoe mécht, déi den Här Bettel muss zrëckpäifen. Wat net schéin ass, wa se international gemaach ginn. Mir hunn an dem Burkasgesetz fir d'Éischt eng Ausso vun der Re-gierung, datt dat misst iwwert d'Gemenge läfen, dann de Conseil-d'États-Avis, wou gesot gëtt, e géif soen, datt dat net méiglech wier, dofir géife mer elo eng national Solutioun maachen. Wa mer dann de Conseil-d'États-Avis liesen, ass dat awer guer net de Fall, datt dat esou gesot gëtt. An ech hunn elo d'Impressioun, wann ech de Justizminister héieren, datt mer och an deem Dossier net virukommen, well seng Begeescherung extrem kleng ass, fir esou en Text ze maachen, oder e kann eis jo duerno nach aner Explikatiounen ginn.

Mir hunn eng Diskussioun iwwert de Platzver-weis, wou eng Diskussioun doranner besteet, datt d'DP déi Moosnam säit Joren, inklusiv de fräiere Buergermeeschter vun der Stad Lëtze-buerg, gefrot huet an dës Regierung se elo re-fuséiert.

Mir hunn eng Diskussioun iwwert d'Flüchtlings-politik tëschent dem Här Schmit an dem Här Asselborn an den Zeitunge gehat. A mir hunn den Här Bodry, deen am Kader vun der Loge-mentspolitik dann awer eng Rei Iwwerleeunge mécht, déi net onbedéngt deem entsprechen, wat d'Regierung haut als Politik amgaang ass ze maachen. Mir hunn e CETAS-Text gehat, wou déi gréng am Europaparlament eppes aneres soen, wéi d'Regierung hei zu Lëtzebuerg an der Realitéit ëmsetzt. A mir mierken, datt se dat mat Retizienz matstëmmen.

Ech soen, Här President: Dëst Land huet Zu-kunftsperspektiven an huet grouss Capacitéiten, fir d'Zukunft an deenen nächste Joren ze gestalten. Dëst Land huet d'Chance, datt haut déi ekonomesch Zuele stëmmen. Mä ech muss soen, dës Chance muss d'Regierung och ergrä-fen, fir eng laangfristeg, eng zukunftsorientéiert Politik ze gestalten. «Rendre l'avenir possible», sot de Saint-Exupéry.

Mir hunn d'Impressioun, datt d'Regierung dat net mécht an datt se domat eng grouss Chance verpasst, fir d'Zukunft ze gestalten. Ech

sinn optimistesesch fir dëst Land. Mä domat, just optimistesesch ze sinn, geet et net duer. Et brauch een eng konsequent, et brauch een eng wäitsichteg Politik, fir déi Zukunft och an der Realitéit an deenen nächste Joren ëmzesetzen. An déi hu mer haut net.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Wiseler. Nächste Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei der Preparatioun vun dëser Interpretatioun hunn ech mer d'Fro gestallt, ob ech éischer sollt e Bilan zéie vun der Aarbecht, déi dës Koalitioun iwwer praktesch dräi Véierel vun hirer Mandatsperiod opzeweisen huet, oder ob ech soll en Ausbléck an d'Zukunft probéieren. Ech mengen, dass béides ganz gutt beienee passt, dass een duerchaus kann de Bilan zéie vun deem, wat zënter Enn 2013 vun dëser Regierung, vun dëser Majoritéit gelescht ginn ass, an d'Wéier geleet ginn ass, vun Diskussiounen ugetrëppelt ginn ass a gläichzäitig awer och weisen, wéi déi Diskussiounen, déi Decisiounen, déi geholl gi sinn, déi Projeten, déi mer hei gestëmmt hunn, och d'Zukunft vum Land preparéieren.

Dës Koalitioun huet, vläicht méi wéi aner Koaliti-oune virdrun, elo scho praktesch déi wichteg Reformen entweder ëmgesat oder awer a legislativ Prozeduren erabruucht. Ob dat gesell-schaftlech Reforme sinn, ob dat d'Ofsicherung vun engem Sozialstat ass, ob dat den Equiliber ass vun den éffentleche Finanzen, ob dat d'Schafe vun Aarbechtsplazen ass an de wirt-schaftlechen Opschwung oder ob dat och d'Planung vun der Zukunft ass. An all deenen Domänen huet d'Regierung net nëmmen dat ëmgesat oder op de Wee bruecht, wat an hirem Programm steet, mä huet och nach hire Programm am Laf vun der politescher Diskus-sioun a vun der Erfahrung ugeräichert duerch déi eng oder déi aner zousätzlech Initiativ, déi se geholl huet. A si brauch domadder kee Ver-glach mat iergendenger anerer Regierung aus deene leschte Jorzéngten ze scheien.

Den Här Wiseler huet seng Interventioun opge-halen a gesot, dass e Vertrauen an dëst Land hätt, an e bëssen duerchblécke gelooss, wéi wann déi gutt Situatioun, déi en dëst Joer, anescht wéi an den anere Joren, emol net méi konnt ofstreiden, an där sech eigentlech eis ge-samt Wirtschaft befënet, mat alle Repercussiounen an aneren Domänen, déi dat mat sech bréngt, wéi wann dat eigentlech eppes ass, wat dëser Koalitioun - déi en an hirer Legitimi-téit nach ëmmer liicht a Fro ze stelle schéngt - iergendwéi an de Schouss gefall wier.

Sécherlech spillt, wéi an aneren Zäiten, wou aner Leit d'Regierungsverantwortung haten, dat internationaalt an europäesch Einfeld eng ganz staark Roll, wat déi wirtschaftlech an déi sozial Entwécklung vu Lëtzebuerg ugeet, mä ech géif och bieden, hei unzërkennen - an dat ass eng Fro vu politescher Eierlechkeet -, dass och déi Decisiounen, déi dës Regierung geholl huet an deenen éischenen dräi an halleft Joer, wéi déi Diskussiounen, déi lassgetrëppelt gi sinn, och derzou bäigedroen hunn, déi positiv Resultater iwwerhaupt méiglech ze maachen an där Envergure, wéi mer se haut kennen.

Lëtzebuerg huet haut genau dee Rhythmus vu wirtschaftlechem Wuesstum, vun Erhéijung vun der Kafkraaft, vu Schafe vun Aarbechtsplazen erëmfonnt, wéi dat virun der Kris 2008 de Fall war. Mir si genau op där doter Linn a mir si ge-nau konfrontéiert mat all deene Problemer, déi och déi doten Entwécklung laangfristeg ka mat sech bréngen.

Net ee vun deene Problemfelder, déi den Här Wiseler hei genannt huet, ass en neit Pro-blemfeld, dat op eemol par miracle nom Dezember 2013 iwwert d'Lëtzebuurger Land hiergefall wier. All déi dote Problemer, de Wunnensbau, d'Entwécklung an der Wirt-schaft - wéi mer se wëllen ausrichten, wéi mer d'Diversifizierung vun eiser Wirtschaft kënnen ausbauen -, d'Fro vun der Zouwanderung, d'Fro vun der Integratioun, alles dat si Froen, déi net eréischt zënter dräi Joer entstane sinn, mä déi mer iwwer Jorzéngte matschleefen! A wa mer haut alleguerten der Meinung sinn, dass mer eis musse méi intensiv mat deene Problemfelder beschäftegen, ass dat vläicht och drop zrëckzuführen, dass mer dat net in-tensiv genuch an deene Jore virdu gemaach hunn. Dat ass vläicht och eng kollektiv Respon-sabilitéit!

Ech mengen och, dass et net duergeet, hei nëmme Froen ze stellen. Wéi huet den Här Wi-seler et ausgedréckt? „Problemer unzestous-sen.“ Et muss een Äntwerte ginn. Eng Re-gierung, eng Majoritéit ka sech et op jidde Fall net leeschten, sech nëmme Froen stellen ze loos-

sen, mä si muss sech Äntwerte ginn. An ech hat eigentlech gemengt, dass dat och den Haaptspriecher vun der gréisster Oppositions-partei...

(**Interruption**)

...hei misst maachen,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...net nëmmen hei als Champion vum Frostellen opzotrieden, mir si jo net an enger Quiz-Emissioun hei,...

(**Hilarité**)

► **Une voix.**- Très bien!

► **Une autre voix.**- Mir sinn an der Cham-ber!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...mä och usazweis konkret Äntwerten ze ginn, déi iwwert dat erausginn, wat scho souwiesou längstens be-kannt ass. A mir brauchen hei och kee Remake vum CSV-Wahlprogramm 2013.

Wat mer brauchen, dat ass selbstverständlech de Wëllen, gemeinsam eng Rei vu ganz kridde-lechen Dossieren unzegoen. Mä ass dee Wëllen do? Oder ass dee Wëllen ëmmer nëmme bei deenen do oder muss en do si bei deenen, déi direkt an der Responsabilitéit sinn, an déi aner, déi kucken no?

Si soen: „Jo, prinzipiell si mir och där Mee-nung.“ A wann de Projet kënnt, da reide se op deem klengsten Detail, fir de Projet futtizemaachen an en dobaussen onméiglech ze maachen, muedeg ze maachen. Esou kann een net un déi grouss Problemfelder erugeen. Et ass awer déi Aart a Weis, wéi mer allze laang - an dës Period mécht do leider keng Ausnam - och hei zu Lëtzebuerg un déi dote Problemfelder, déi mer alleguerte kennen, scho méi laang, erugaange sinn. Jiddweree wëllt hei, wann en an der Opposition ass, de Luusspätter spillen. An d'CSV mécht et hei net anescht.

Duerfir en Appell effektiv, fir dass an deenen dote Froen, wa jiddwereen hei éierlech ass, misst ufänken a soen: „Mir hunn eigentlech keng Patentléisung!“ Mä et gëtt keng Patentléisung, fir de Problem vum bezuelbare Wunne vun haut op muer hei zu Lëtzebuerg ze rege-len! Dat huet och ni ee behaupt, mä wann ech hei Leit héieren, mengen ech, déi aner missten d'Patentléisunge bréngen.

Duerfir soen ech hei nach eng Kéier, wat ech och schonn d'lescht Joer gesot hunn zu deem dote Problem: Loosse mer all déi gutt Iddien, déi do sinn, an et gëtt der eng Partie, loosse mer se zesummefieren! Loosse mer och an der Déift vun deem, wat mer wëlle maachen, de Courage hunn, och wa mer do Partikularinter-essen tangieren, e Schrëtt méi wäit ze goen, wéi bis elo eng Majoritéit am Parlament bereet war, fir dat doten ze maachen!

Eegentum verflucht! Dat heescht also, dass och den Droit de propriété an den Droit de spéculer, dee leider allze oft domadder zesammen-hängt, net e Recht ass, wat virun dem all-gemengen Interêt ass. An am allgemengen In-terêt ass et e Gebuet vun der Politik, derfir ze suergen, dass hei all d'Leit zu Lëtzebuerg e Recht op eng dezent Wunneng hunn, ob dat eng Eegewunneng ass oder ob dat eng Mietwunneng ass.

Wa mer dat alleguerte wëllen, an dat erkennen ech an der Regel aus den Discourse vun deenen engen an deenen aneren, da musse mer och, mengen ech, hei d'Käpp zesummestrecken an net erëm waarden, bis deen anere op d'Nues fällt mat deem Ganzen, a soen: Jo, kuerzfristeg sécherlech net ze léisen, mä mët-tel- a laangfristeg, wa mer méi wäit ginn, wéi mer et bis elo bereet waren ze maachen, da komme mer och an där doter Fro e Stéck wei-der, a mir hu vläicht eng Chance, do de Pro-blem an de Grëff ze kréien.

Wat net evident bleift, mat enger Attraktivitéit, déi Lëtzebuerg huet, an do solle mer eis nach wie vor awer driwwer freeën, déi derzou féiert, dass mer an deene leschte fënnf, sechs Joer am Schnëtt en Zouwuess vun der Gesamtbe-vëlkerung vun 12.000/13.000 Leit hei am Land haten.

Dat heescht also, dass mer och effektiv eis Or-ganisation vum Wunnen, vum Schaffe ganz anescht musse organisieren, wéi dat nach haut de Fall ass. An effektiv do, wou och d'Aar-bechtsplaze sinn, musse den daitlech méi Wunnenge geschafe ginn. Well wa mer Aar-bechtsplazen a wunnen net méi no beienee-fieren, wéi dat fréier emol eng Kéier de Fall war, da kréie mer deen dote Problem ni an de Grëff!

Dat ass also deen Appell, deen ech hei maa-chen; äänlech wéi mer et fäerdegbruecht hu bei dem Nationalitéitgesetz. Firwat soll dat net méiglech si bei esou wichtige Froen, déi den Alldag vun de Leit wierklech betreffen, wéi déi Wunnensbauproblematik, dass mer eis do



zesummesetzen, probéieren, do gemeinsam Weeër ze goen, an net engem deem anere probéieren, hei de Fouss ze setzen an esou enger essenzieller Fro, déi vill Bierger hei vum Land ugeet?

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Entschëllegt, Här Bodry. Den Här Kartheiser wollt eng Zwëschefro stellen, wann Der erlaabt.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, wann dat mech net ze vill aus der Bunn werft. Ech gleewen net, mä...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Neen, ganz sécher net. Merci, Här President. Merci och Här Bodry, datt Der meng Fro unhuelt.

Dir hat Ärem Virriedner elo reprochéiert, wann ech lech richteg verstanen hunn, a verschiddene Punkten net konkret genuch gewiescht ze sinn. Ech sinn also sécher, datt Dir op dës Fro...

► **Une voix.** - Jo, jo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ...och wäert eng konkret Äntwert bréngen.

Dir hutt, mat Recht, gesot, datt d'Propriétéit eng Flicht mat sech bréngt, an datt ee verantwortlech mat sengem Gutt muss ëmgoen, mä eng Propriétéit an en Droit à la propriété ass och e Mënscherecht, wat multipel Juridiktione, och internationaler, ëmmer erëm confirméiert hunn, och den Europäesche Gerichtshaff fir Mënscherechter.

Ech wollt lech also froen, wann Dir hei an Ärem Discours elo d'Impressioun gitt, datt Der weinstens verschidden Attributer vum dem Propriétéitsrecht a Fro wëllt stellen: Kënnt Der dem Land wann ech gelift soen, wat dat fir Aspekter vum der Propriétéit sinn, déi Der wëllt a Fro stellen? A wéi engem Delai, mat wéi enge Konsequenzen an op wéi enger rechtlecher Basis?

Ech soen lech Merci.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Also, selbstverständlich plädéieren ech hei net derfir, dass Leit solle kënnen enteegent ginn, ouni eng Entschiedegung ze kréien. Ech mengen awer, dass een awer muss Enteeung ganz daitlech an d'A faassen. Et ass jo och erstaunlech, an dat beweist eben de Manktem vu Courage, dee mer alleguerten hunn, dass dat Gesetz iwwert de Pacte Logement, wat eigentlech déi Expropriationsmëiglechkeete jo méiglech mécht, wann ee bestëmmt Zonen definéiert, dass weder esou eng Zone de réserve foncière praktesch hei zu Lëtzebuerg iergendwou am Laf vun esou vill Joer deklaréiert ginn ass, nodeem mer alleguerte kräischchen, et misst eppes am Wunnengsbau geschéien, an natierlech keen dann och de Courage hat, vläicht huet en dat duerfir och net gemaach, fir op eng Expropriation am Noutfall mussen zrëckzegräifen.

Mir mussen eis alleguerten hei mat der Nues huelen, well hei ass jiddwereen an der Verantwortung. Et ass eng Verantwortung selbstverständlich vum Stat, mä et ass awer och eng Verantwortung vum de Gemengen. A mir sinn alleguerten hei zu engem ganz groussen Deel, an ech war och nach bis viru Kuerzem Gemeengverantwortlechen... An ech mengen, dass eng grouss Chance besteet, dass, wa mer a Richtung Pacte Logement ginn, vun deem neie Pacte Logement, dass dee qualitativ eppes aneres gëtt wéi deen ale Pacte Logement.

Deemoosls an der Majoritéit sinn ech net midd ginn hei ze soen, dass de Pacte Logement, wéi mer en agefouert hunn, e Pabeiertiger bliwwen ass, wou eng Kéier - eng Kéier! - am Ufank vun där Period eng Reunion war tëschent de jeeweilige Gemengeverantwortlechen an de Verantwortleche vum Ministère. Duerno sinn eischt Zuelen ausgetosch ginn. Et ass feierlech e Pakt ënnerschriwwen ginn. An da sinn just nach iwwer Courier dann Zuelen ausgetosch gi vu Joer zu Joer.

Dat heescht, reng eng statistesch Approche, eng technokratesch Approche am schlëmmste Sënn vun deem Instrument vum Pacte Logement, wat jo eigentlech misst eng permanent Kooperatioun a Concertatioun si vun den zoustännege staatleche Stellen an den zoustännege Gemengestellen, wou ech och mengen, dass et ouni eng Zesummenaarbecht mam Privatsektor och net geet. Dee brauche mer och an deem doten Domän!

Ech mengen awer gradesou, fir konkret ze ginn, dass een och hei zu Lëtzebuerg dierf méi konkret nodenken iwwer eng Loyerbrems, eng aner wéi déi, déi mer haut an eisem Loyergesetz hunn, déi guer net méi spillt; dass mer mussen kënnen schwätzen iwwer eng Präisbrems, och wat d'Terrainen ugeet; dass mer mussen redefinéieren, dat war sengerzäit leider mat der CSV net méiglech, méi wäit ze goen an deem Text, dass den Droit de préemption, deen d'effentlech Hand op Terrainen huet, och op Immeublen ausgedeeent gëtt, an dass do net e

spekulative Präis herno muss bezuelt gi vun der effentlecher Hand, mä dass eng neutral Stell de reelle Präis vun deem Terrain feststellt.

Dat war an der Vergaangenheet net méiglech. Et ass och haut nach schwéier, kann ech mer virstellen, wa mer déi dote Fro diskutéieren. Mä dat sinn ënner anerem, nieft all deenen Instrumenter, déi eis d'Landesplanung gëtt, déi eis d'Steierrecht gëtt, Méiglechkeeten, fir virunzokommen.

Et muss een also Incitatiounen schafen, et muss een och Sanktiounen schafen. Mä déi Sanktiounen mussen intelligent sinn! Déi mussen esou sinn, dass se net herno erëm eng Kéier zu enger Verdeierung vun den Terrainen féieren. Wat do méi drop geschloeg gëtt, wat de Risiko méi grouss ass, dass dat herno erëm eng Kéier repercutéiert gëtt op de Baupräis, an am Endeffekt dann déi nei Proprietären dat dote wäerte matbezuelen.

Also den Appell vun eiser Säit aus hei, sech zesummesetzen. Den Här Wiseler huet jo och an aneren Domänen en Appell gemaach, hie war nach am „outer space“ do. Mä ech mengen, wa mer wierklech wëllen hei reell virukommen, ass dat doten en Domän, wa mer éierlech sinn, wou eng Kooperatioun och vun alle politesche Kräften néideg wär, dass mer de Problem léisen, an net jiddwereen, wéi gesot, probéiert, déi dote waarm Gromper erëm widerzeginn un deenen aneren, well eng sinn esou Moosnamen, déi och net all wäerte populär sinn, net ëmzesetzen. Déi kann een nëmme gemeinsam ëmsetzen. Duerfir vun eiser Säit hei wierklech d'Offer, fir dat doten ze maachen.

Mir hunn et fäerdegbruecht mam Nationalitéitgesetz. Dës Koalitioun hätt et sech do och kënnen einfach maachen; iwwregens wéi et sech aner Koalitiounen an der Vergaangenheet mam Nationalitéitgesetz gemaach hunn, déi am Fong ni dohi gaange sinn a si hu probéiert, d'Oppositioun mat an d'Boot ze kréien, bei deem heite Fall. Dës Regierung huet et gemaach. Si huet et gemaach, och well vun enger vun der Oppositionsparteien, där gréisster, och selwer Iddien an déi Debatt virun een, zwee Joer erabuecht gi waren, wat et eigentlech méi einfach gemaach huet, sech dann och un en Dësch ze setzen.

An ech soen lech och: Ouni deen Accord tëschent de Parteien hätte mer kee modernt grosszügig Nationalitéitgesetz, wat mer elo hunn, a wou ech houfreg drop sinn, dass mer dat parteiwwergräifend fäerdegbruecht hunn.

Dat kënne mer och an aneren Domänen maachen. D'Regierung hat ugefaangen, dat doten eigentlech och ze offréiere bei der Steuerreform. D'CSV wollt net. An den Här Roth, deen Eenzeegen, deen nach... dee leschte Mohikaner, deen nach probéiert huet, matzediskutéiere mat der Regierung, deen ass zrëckgepaff ginn an huet sech net méi dierfe mat de Regierungsvertreeder un en Dësch setzen. Och d'Steierreform...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Net bei der Steuerreform; bei der Grundsteuer just. Just bei der Grundsteuer!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Och d'Steierreform... D'Grundsteuerreform ass en Domän gewiescht, wou een dat doten hätt kënnen maachen. Et ass natierlech schwéier, wann natierlech e puer Parteie soen: „Mir sinn iwwerhaupt der Meinung, et soll keng Steuerreform gemaach ginn!“, dann ass et natierlech schwéier, mateneen ze diskutéieren. Mä och dat wär wichteg gewiescht.

Elo ass et esou, dass déi Steuerreform, déi dem Land wäert guttdoen an déi de Leit wäert hei zu Lëtzebuerg gutt doen, d'Steierreform vun LSAP, DP an déi gréng ass. An déi aner Parteien hunn null Meritt un där doter Steuerreform. Eng Steuerreform, déi néideg war, eng Steuerreform, déi och finanzierbar war.

An ech komme gären op ee Kritikpunkt hei zrëck, deen och den Här Wiseler am Numm vun der CSV-Fraktioun hei geäussert huet. En ass net nei, mä leider muss een dann heiansdo hei och Äntwerte widderhuelen.

Et gëtt sech opgereegt, dass mer elo an dësen Zäiten am Statsbudget - den effentleche Budget ass nach wie vor grosso modo am Equiliber - en Defizit hu vun 900 Milliounen / 1 Milliard. Ech soen hei nach eng Kéier, wat ech och scho virdu gesot hunn: Mir hätten eis et kënnen einfach maachen, wéi et déi deemoleg Regierung, Faute de mieux, 2013 gemaach huet. Well se et net ronnbuecht huet, sech op Spuermoosnamen ze eenegen, wat huet se gemaach? Si huet d'Investitiounen erofgesat. Mir haten deemoosls ronn 1,5 Milliarden Investissement. Mir leien elo bei 2,5 Milliarden Investissement. Hätte mer et op deem Niveau gehalen, wéi et deemoosls déi deemoleg Regierung gemengt huet, et mussen ze halen, näämlech 1,5 Milliarden, dann hätte mir am Statsbudget, trotz Steuerreform, keen Defizit méi!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Esou einfach wär et gewiescht. Esou einfach mécht dës Regierung et sech allerdéngs net, well se der Meinung ass, dass mer grad bei den Investissementer éischer méi nach mussen maachen, wéi dass mer manner misste maachen, well mer do eigentlech déi reell Zukunftsplanung maachen. Net um Pabeier, net an theoretischen Diskussiounen, mä mat den Infrastrukturen!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Am effentlechen Transport, an de Sozialberäicher, an de Schoulen, do gëtt Lëtzebuerg vu muer eigentlech preparéiert. An duerfir dierf een op kee Fall op deem dote Punkt spueren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - De Premierminister huet a senger Ried net nëmme alles positiv duergestallt. Et ass eeng falsch, eng karikatural Duerstellung, déi den Här Wiseler elo grad hei gemaach huet. En huet gesot, dass vill Eckdate gutt sinn, dass se all besser si wéi virun dräi, véier Joer, dass se all besser sinn, wéi virun dräi, véier Joer gemengt gi war, dass se an dësem Moment wären, mä en huet awer daitlech och gesot: Et si Problemer do!

En huet net gesot, wéi den Här Wiseler grad behaupt huet: „Et sinn néierens Problemer.“ En huet just de Contraire gesot, an en huet se genannt! En huet jo déi Themeberäicher konkret ugeschwat, an deenen d'Regierung seet: „Do si Problemer! Do si Problemer, déi och mam Alldag vun de Lëtzeburger ze dinn hunn. An hei sinn déi Projeten, déi Iddien, déi dës Regierung, dës Majoritéit zu deene Punkte bis elo ausgeschafft huet.“

Et ass also eng falsch Duerstellung, hei wëllen ze behaupten, d'Regierung hätt nëmme dat Positiv gesot an déi Problemer, déi mer an eenzelne Beräicher konkret hunn, wéi och an deem vun der Mobilitéit, déi wären net ugeschwat ginn. De Contraire ass de Fall.

Wou ech, wéi gesot, nach ëmmer eigentlech net zefridde sinn, dat ass, wat jo hei och sollt awer iwwer Alternativen zur Regierungspolitik diskutéiert ginn. Et si bis elo vun der Säit vun der CSV zumindest - ech weess net, ob déi aner Spriecher dat maachen, wat hiren Haaptspriecher net gemaach huet - net konkret Usätz gemaach ginn, wéi et da soll anescht goen.

Mir wëssen, dass vun der CSV zënter e puer Méint ëmmer erëm betount gëtt, et misst méi gespuert ginn. Wann ech hir Zilsetzung kucken an den effentleche Finanzen, misst dat jo praktesch esou ëm eng Milliard sinn, déi se wëlle pro Joer zousätzlech spueren. Ech hunn net héieren, dass se wëilten d'Steieren eropsetzen. Wou wëlle se da spueren? Wou gi se déi Milliard do sichen? Et wär net schlecht, wann awer bis den Oktober 2018 gewuer wär, wou eng CSV-gefuert Regierung géif da während där nächster Period all Joers eng Milliard am Statsbudget siche goen. Et ass jo do, wou se mengen, dass onbedéngt nach misst gespuert ginn.

Si soen och an deenen Themeberäicher, déi se opgeworf hunn, net da schlussendlech, wat dat géif anescht goen an der Landesplanung. A mäi Virriedner ass jo wierklech gutt gestiwelt als fréiere Responsabele vun der Landesplanung. Hien huet jorelaang also d'Verantwortung gedroen op deem dote Punkt. An dann ze soen, wou hien da wëllt higoen, wat en da wëilt anescht maachen, kloer Konzepter entgéintstellen.

Entre-temps, an och mat deem Fachwëssen, wat sech do iwwer Joren ugehäuft huet, hätt dat doten awer misse méiglech sinn. Dat hu mer och haut net héieren. Och do wär et net schlecht, wann een do bis Oktober 2018, vläicht schon e bëssen éischer, da kéint ee vläicht nach zesummen dat eent oder dat anert maachen, dat géif gewuer ginn. An esou kéint een déi dote Lëscht weiderschreien.

Fir eis als Sozialisten ass essenziell, dass mer a ville Beräicher Reforme konnte maachen, déi ënner anere Konstellatiounen net méiglech gewiescht wären. Ech soen dat net aus Béiswëllegkeet, mä einfach well ech d'Positionen vun deenen eenzelne Parteie kennen. Dat rechtfertigt fir mech an alle Fäll, dass déi dräi Parteie sech hei an enger Majoritéit zesummefontt hunn.

Dat géllt besonnesch fir dee gesellschaftspolitesche Beräich. Et géllt fir d'Reform vum Bestietnis mat der Adoptioun, déi d'CSV bal eestëmme, mengen ech, matgestëmmt huet. Et géllt fir déi Reform vun der Ofréiwungsgesetzgebung, déi d'CSV net matgestëmmt huet. Et géllt fir déi Reform, déi mer amgang sinn ze preparéieren iwwert d'Filiatioun, d'Scheidungsrecht, wou ech hoffen, dass do net nëmme d'Majoritéitsparteien déi dote Reforme wäerten droen. Et géllt awer virun allem

natierlech och fir déi nei Relatiounen tëschent de Kierchen an dem Stat mat der Ëmgestaltung vum Nationalfeierdag, mat de Reforme ronderëm de Finanzement, ronderëm de Wäerteunterrecht a ronderëm d'Kierchefabriken.

Dat si wesentlech Punkten, déi dës Period wäerten nohaltege markéieren. An ech si frou, dass et méiglech war, sou wäit ze kommen. Dës Koalitioun wollt an anere Punkte méi wäit goen. Duerfir hu mer de Referendum organisiert a mir hu festgestallt: Neen, do mécht d'Majoritéit vun de Lëtzeburger net mat.

Also gehéiert et och, mengen ech, zum politeschen Anstand, dat unzëerkennen, ouni fir sech selwer déi doten Iddien opzeginn. Et muss een esou realistesch sinn a soen: „Neen, do geet een net mam Kapp duerch d'Mauer. Mir respekitéieren dat, wat am Referendum erauskomm ass, a mir reorientéieren op deem dote Punkt eis Politik.“

D'Regierung huet och sécherlech an der Ufanksperiod deen een oder deen anere Kommunikationsfeeler gemaach, och vläicht emol deen een oder deen aneren inhaltleche Feeler gemaach, mä ech muss soen: Dës Regierung huet zënter zwee Joer hire Rhythmus fonnt. A si hält Kurs. An d'Succèsse sinn do. D'Succèsse sinn déi, déi och mat der Regierungspolitik ze dinn hunn, net nëmme mat der Regierungspolitik ze dinn hunn. Si baut natierlech och op dat op, wat iwwert déi lescht Jorzéngten an deenen eenzelne Beräicher gemaach ginn ass ënner verschiddene politesche Responsabelen!

Mä dat géllt och fir d'Finanzpolitik! An do muss ech jo awer soen, hunn ech den Androck, dass d'CSV e bësse la mémoire très courte huet, wat eenzel Saachen ugeet. Et bleift nach ëmmer, dass dat Joer, wou mer hei zu Lëtzebuerg dee gréissten Defizit beim Stat haten, d'Joer 2004 war. Dat Joer also, dat lescht Joer, et war zoufällig e Wahljoer, wou d'CSV an d'DP zesumme ware mat de groussen Finanzspezialisten vun der CSV un der Spëtzt vun deem Ganzen.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Nu kuck!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ass do dat gemaach ginn, wat d'CSV haut aklot vun dëser Majoritéit? Sinn do Reserven ugeuecht ginn? D'Reserve si massiv ugezaapt ginn. Wéi d'Bulle informatique internationale geplazt ass mat de Repercussiounen, déi mir an deenen dote Joren haten, du si massiv déi okkult Reserven, dat heescht d'Steieren, déi zrëckstoungen, age-driwwen ginn an d'Reserven an d'Fong sinn daitlech ugezaapt ginn. An et ass net eng Strukturreform an där Period do gemaach ginn!

Dir wësst nach, wat fir Accorden an deier Accorde während där Period do ausgehandelt gi sinn.

(**Interruption et hilarité**)

Rentemauer hin an hier. An duerfir, mengen ech, soll een hei och bescheide bliwen. Et kann een Deeler vu Politicken ëmmer kritiséieren, mä et muss ee sech dann och gefale loosse, dass een de Spigel virgehale kritt vun der eegener Politik, déi ee selwer gemaach huet an déi net ëmmer esou couragéiert war, wéi se hei duergestallt gëtt.

Ech wollt och e Wuert soen zu eise Sozialsystemer, wou eng Reform nach aussteet, déi gutt engagéiert, dat ass déi vun der Fleegeversécherung. Et war jo jiddwereen hei d'accord, mir hate jo hei en Débat de consultation gemaach. Jiddweree war begeeschtert: Et muss eng Reform kommen. Ech sinn u sech ganz virwëtzeg, wat derbäi erauskéint, wann déi Reform dann heihinner kéint, an ob da jiddwereen och bereet ass, nodeem en A gesot huet, och B ze soen bei esou enger Reform.

Mir sinn der Meinung, dass hei keen Ofbau vu Leeschtung gemaach gëtt, dass hei méi Uerdnung erakéint, dass hei ka méi op individuell Besoine reagéiert ginn, an dass mer domadder och finanziell eis Fleegeversécherung och nohaltege ofsécheren.

E Wuert zu eisem Pensionssystem, notament da private Pensionssystem. Et ass jo deen, deen d'CSV eigentlech elo erëm entdeckt huet, a wou ech awer Problemer hunn, hir Logik ze verstoen.

Mir hunn zesummen an enger Koalitioun 2012 eng Rentereform gemaach, ënner gewëssene Viraussetzungen. Eng Reform, déi erstmaleg - et ass déi éischte Kéier, wou dat geschitt; meeschtens si jo d'Rentereformen hei ëmmer a Richtung gaangen, nach méi drop - ech wëll hei net un de Rentendësch erënneren -, wou derbäi geklappt ginn ass, mä wou awer, well dee System laangfristeg riskéiert, eng Kéier ze

kippen, Elementer vu Modulatioun matagebaut si ginn, fir u sech nohalteg ze hëllefen, dee ganze System ofzesécheren, ouni d'Leeschungen erofzeféieren an ouni och den eigentleche gesetzleche Pensionsalter eropzesetzen.

Dat hu mer all zesumme gestëmmt, zumindest déi deemoleg Majoritéit, op der Basis vu Berechnungen, déi ausgaange si vun engem Schnëttwuesstum jierlech vun 3% a vun engem Uwuesse vun der aktiver Bevëlkerung am Schnëtt vun 1,5% pro Joer.

Elo no deene leschten Zuele leie mer bei engem Wirtschaftswuesstum vun 4%, a mir leie bei engem Wuesstum vun der aktiver Bevëlkerung pro Joer vun 2% bis hin elo op 3%, no deene leschten Zuelen. Eng Verdueblung praktesch vun deem, wat d'Aarbechtshypothesen ass fir déi Reform, déi gemaach ginn ass!

Dat huet derzou gefouert, de Sozialminister huet dat virdrun an enger kuerzer Interjektioun hei ervirgehuewen, dass sech déi Echeancen déi an deem ganze System dra sinn - wéi laang bleift nach de System am Equiliber; wéi laang halen d'Reserven duer? -, dass déi sech eigentlech elo em ronndräi Joer - an, ech mengen, no deene leschten Zuele misst sech dat souguer nach weider no hanner verreckelen, em dräi bis fënnf Joer wahrscheinlech - no hanner verreckelen.

Elo, nodeem sech also d'Aarbechtshypothesen an engem positive Sënn verännert hunn, well zumindest déi mëttelfristeg Ofsécherung vum System do ass, elo erkennt d'CSV op eemol en akuten Handlungsbedarf! Ech kann dat net novollzéien.

Mä och hei ass jo ee vun deene Punkten, déi se nëmmen opwerfen. Si stousse jo d'Problemer nëmmen un. Si gi jo keng Antworten op d'Problemer. Den Här Spautz huet vun engem ganz neie Rentensystem geschwat. Da gi mer sécherlech haut gewuer, ob se wëlle vum Repartitiounssystem ewechkommen an an e Kapitalisatiounssystem erakommen, wat viregt CSV-Regierung mat der LSAP ëmmer kategoresch refuséiert hunn. Wëlle se dat elo maachen? Bis elo hu se op eemol eng aner Meinung an där doter Fro a si wëllen de Solidaritéitsgedanke brieche an eisem Pensionsystem.

(Interruption)

Wëlle se den...

(Interruption)

Et ass esou schwéier mat deem vagen Hin an Hier vun der CSV an där doter Fro, an enger kruzialer Fro, sech wierklech Gedanken ze maachen, wéi dann esou e komplett neie Rentensystem ausgesäit. Wann deen op deeneselwechte Prämissen opbaut, dann ass et kee komplett neie Rentensystem. Dann ass et en Etikettenschwindel - wat mech och vläicht net géif wonneren -, deen hei probéiert gëtt ze maachen. Oder awer et muss een haut soen, wat ass.

An ech denken, dass den Här Spautz wäert haut, oder muer spéitstens, d'Kaz aus dem Sak loossen, dass mer endlech wëssen,...

(Interruptions diverses)

...wat d'CSV wëllt, wat hir Gedankengang - well si denke jo nach no iwwert déi dote Fro - bewierkt hunn. An da kënne mer oppen driwwer diskutieren. An ech soen lech: Mir si prett, iwwer all déi Saachen ze diskutieren! Mir wëlle just wëssen, iwwer wat mer sollen diskutieren, well d'Hypothesen, déi si bekannt. Déi ginn all puer Joer erëm eng kéier frësch opgestallt. An doriwuer brauche mer also net eng gréisser Diskussioun ze féieren, héchstens iwwert d'Konklusiounen, déi mer dorauer zéien.

Wat fir eis och schrecklech wichteg ass, dat ass, dass et fäerdegbruecht ginn ass, 2016 a besonnesch elo ab dem 1. Januar 2017 duerch eng total Ofkéierung vun enger restriktiver Budgetpolitik ze errechen, dass d'Kafkraaft erëm eropgeet. 2016 ass dat Joer, wou d'Lëtzeburger erëm - et huet laang gedauert - déi Kafkraaft kritt hunn, déi se eigentlech virun der Kris 2008 haten. 2017 duerch de Cumul vum Ausbezuale vun der Indexbranche, besonnesch och vun der Steierreform, vum Accord salarial an der Fonctioun publique, déi och Repercussiounen huet op all déi aner Secteuren, wou mer eng Signalwirkung gären hätten op de Privatsektor.

Doderjer, dass mer deen Accord am effentleche Secteur fonnt hunn, wëlle mer och ganz kloer soen: Mir sinn och der Meinung, dass, wann eng Wirtschaft reell wüsst em vläicht 5%, dass sech dee Wuesstum dann och do muss och repercutieren, net nëmmen an de Paie vun de Cheffen oder an den Dividenden, mä sech och muss repercutieren am Loun vun de Leit, déi an deene Betriber schaffen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat erkläert, firwat mir och d'accord waren, fir esou e relativ grosszuegen Accord an der Fonctioun publique ze schafen.

Als LSAP versti mir net, firwat nach elo, bis haut, d'Reform vun der Fonctioun publique mat deenen neie Carriären nach ëmmer net ëmgesat ass an de Sozialberäicher, an den Diskussiounen mat der COPAS, an Diskussiounen mat de Spideeler. D'Regierung huet hir Aufgab gemaach! D'Regierung huet de finanzielle Rumm ginn, hiert Engagement ginn, fir dass och dat, wat fir d'Fonctioun publique gëllt an de Carriären, kann eent zu eent ëmgesat ginn an deenen dote soziale Secteuren. A mir hätten elo gären, dass d'Patronen hir Responsabilitéit an deem dote Beräich iwwerhuele sollen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - E Wuert wëll ech och nach féieren zu engem Thema, wat net ugeschwat ginn ass, mä wat eigentlech eng Urkompetenz vun der Chamber ass: Dat ass d'Verfassungsreform, wou mer, mengen ech, de Verhältnissen entspreche gëtt vuru kommen, wou ech mengen, dass mer, wa mer nach eng hallef Dose Sëtzungen hunn, dann u sech och als Kommissioun esou wäit eis op een Text geeenegt hunn, eng kleng Navette nach sécherlech musse maache mam Stat (veuillez lire: mam Statsrot), da sinn déi véier Rapporten, véier Rapporten vun deene véier Parteien mat Fraktionsstärker hei an deem Parlament, da si mer prett.

Dat ass e kollektivt Wierk, déi nei Verfassung, ugefaange ginn elo praktesch virun 13 Joer ënner verschidde Presidenten an där Kommissioun, mä ëmmer gemeinsam gedroe vun zumindest deene véier Fraktiounen an deem Parlament, deelweis och gedroe vun de Sensibilitäten.

An et wär immens schued, wann déi Aarbecht géif futtügen doduerjer, dass mer, wa mer prett si mat engem Text, da soen - wou ech ka Versteedemech derfir hunn, wann ech wëll -: Et ass elo net de Moment, fir e Referendum ze maachen iwwert deen dote Text, et ass schon alles achséiert a fixéiert op déi nächst politesch Schluechten, national Schluechten, déi solle manner konsensuell verlafen, wéi d'Debatt ronderëm deen dach zimlech breet gedroene Verfassungstext.

Mir mussen do e Wee fannen, wéi mer déi dote Fro kënnen esou ugoen, dass mer schon an dëser Period gemeinsam - et ass keen Akt vun dëser Majoritéit, et ass en Akt vun enger Verfassungsmajoritéit - dee politesch Akt setzen, dee mer brauchen, fir gewësse Garantien ze hunn, dass no deenen nächste Wahlen dee Konsensus net erëm no an no, vu wem och ëmmer, a Fro gestallt gëtt, an dann d'Diskussioun erëm eng kéier lassgeet. Dat ass dat, wat ech offrëieren hei, dass mer eis also do zesummesetzen a kucken: Wéi kënne mer iwwer e politesch Akt hei an der Chamber deen dote Punkt setzen, fir dass mer net erëm eng kéier bei null ufänken no deenen nächste Wahlen?

Et ass, mengen ech, awer e wichtige politesch Punkt och, well et hei em d'Organisatioun vum Stat geet. Et geet em eis Grondfräiheeten, eis Grondrecht.

Ech sinn domadder op engem anere Punkt ukomm, deen ech kuerz wëllt sträifen - ech hu mech elo total eigentlech lassgeléist vu menger Ried, ech wäert mech och net méi an de Pabeieren erëmfinden -, dat ass dee vun der Sécherheet. Den CSV-Spreecher huet dat, mat Recht, mengen ech, hei och ugeschnitten. Mä maacht lech keng Gedanken: Eis Koalitioun zerstreit sech net a Sécherheetsfroen! Ech hu bis elo op jidde Fall, dat kann ech lech éierlech soen, vun deem dote Sträit nach näscht matkritt. Dir wësst vläicht do Saachen, déi ech net weess, Dir sätzt jo och an der Kontrollkommissioun vum SREL, mä...

(Hilarité)

...ech allerding och. Dir hutt nach vläicht méi intim Sëtzungen, wou ech net derbäi sinn.

(Hilarité)

Op jidde Fall kann ech lech hei soen, dass an deenen dote Froe kee Problem an der Koalitioun ass.

Ech stelle mer awer heiansdo d'Fro - wann den Här Wiseler déi Fro schon opgeworf huet, därerf ech dee Ball hei direkt opgräifen -, wann ech hei eenzel CSV-Deputéierten héieren, déi eng, déi besonnesch de Poids op d'Sécherheet leeën, an anerer, déi total den Datschutz als dat iwwergeuerdnet Zil gesinn, weess ech net, ob net vläicht méi Differenzen innerhalb vun der CSV sinn ewéi innerhalb vun der Koalitioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dobäi si mir nach dräi verschidde Parteien, dann därefer mer och dräi verschidde Meinungen hunn. Bei der CSV ass et e bësse méi kriddelech, wann een ze vill verschidde Meinungen huet, wann ee bal géif mengen, dass do verschidde Parteien wären. Iwwerens bei der Steierreform, dat war jo en Exempel, wou mer och gesinn hunn, wou een net esou richtig wouss, wat dann elo d'Positioun vun der CSV war.

Nodeem ech dem Här Spautz nogelauschert, dem Här Roth nogelauschert, dem Här Mosar nogelauschert an dem Här Wiseler nogelauschert hunn, hoffen ech alt emol fir den Här Wiseler, dass seng Positioun déi ass vun der CSV. Mä et huet gewisen, dass also Sträit an Oneenegkeet och an enger Partei näscht Aussergeweinlech ass, souguer wa se an der Opposition ass, wou dat normalerweis misst méi einfach sinn.

► **Une voix.** - Hutt Dir jo och scho matgemaach.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Hunn ech schon alles matgemaach!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Elo kommt Der emol zum Sujet!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech hunn alles matgemaach.

(Interruption)

Zur Fro: Sécherheet a Fräiheet, dat ass e stänneg Ofweien, wat mer allegueren eigentlech musse maachen an deene sämtlechen Texter, déi eis verleen. Ob dat elo den 32.(4) ass an der Verfassung, dee mer wëllen änneren, Krisensituatiounen, ob dat elo déi spezifesch Texter sinn, Code pénal oder och de Code de procédure pénale, déi solle punktuell ëmgeännert ginn, bei allem do ass e stänneg Ofweien ze maachen.

Ech hu kee Problem, dass ee seet - ech hunn et selwer schon a Riede gesot -: „Uni Sécherheet gëtt et keng Fräiheet.“ Allerding géif ech awer och ze bedenke ginn, dass, wat eise Gesellschaftsmodell vun anere Gesellschaftsmodeller, autoritäre Gesellschaftsmodeller ënnerscheet, dat ass net den Niveau vu Sécherheet, mä dat ass den Niveau vu Fräiheet a vu Grondrecht. Mir sollten also am Zweifelsfall - dat ass d'Positioun vun der LSAP -, am Zweifelsfall beim Ofweien ëmmer schlussendlech Prioritéit ginn de Grondrecht, de Fräiheete par rapport zum Siche vun enger absolutter Sécherheet, déi et net ka ginn an enger halbweegs fräier Gesellschaft.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat muss de Miesstaf sinn, mat deem mer un déi dote Punkten eruginn. An ech spieren, dass dat doten och déi Approche ass, déi d'Regierung huet, mat hiren Amendementen zu deenen einzelen Texter, wou se probéiert, déi Gratwanderung do ze maachen: op där enger Säit dem Stat seng Haaptaufgab, déi et bleift, fir d'Sécherheet vu senger Bierger ze suergen, dat ass eng vun de Käraufgabe vun engem Stat, awer gläichzäitig och d'Grondfräiheeten an d'Grondrecht héichzehale bei deem Ganzen.

Et därerf net dozou kommen, dass Ausnametexter op eemol Droit commun ginn, wéi et amgaangen ass a Frankräich zum Deel ze gescheien! Et ass eng extrem geféierlech Entwécklung, déi sech do mécht, a wou mer gutt berode sinn, déi net matzemaachen.

Wann ech kucken, wat do vu farfelu, verréckten Iddien elo an enger leschter Phas nach vun der Campagne a Frankräich - ech fäerten, dat wäert och elo am zweeten Tour net anescht sinn - lancéiert gi sinn, wou e Vertrieeder vun enger eigentlech ganz traditioneller Partei, den Här Fillon, fir et net ze soen, zum Schluss gemengt huet, dass jiddwereen, dee vum Geheimdängscht op enger Fiche S steet, misst emprisonnéiert ginn! Et muss ee sech dat emol virstellen! Dat heescht also, et geet duer, dass de vum Norrichtendängscht op enger Fiche stees, dass de suspekt bass an da kanns de emprisonnéiert ginn, da solls de emprisonnéiert ginn. Da froen ech, wéi wäit dass mer amgaange sinn, déi Diskussioun do ze féieren.

Ech si frou, dass mer hei zu Lëtzebuerg, bis elo, dat gëllt praktesch fir all Partei, Fouss bei Mol gehalen hunn an där doter Fro. Mir mussen eis sécher en Arsenal ginn, fir ze reagieren, et musclieren, eis zousätzlech Mëttele ginn, mussen et awer a ganz vertriebene Moosse maachen. Dat geschitt och duerch dës Regierung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun.

Wat mer besonnesch gefall huet dëst Joer bei der Deklaratioun vun der Regierung, dat war, dass déi Deklaratioun, entgéint deem, wéi dat versicht ginn ass elo duerstellen, gepräägt war vum Wëllen, de Mënsch an d'Leit, déi hei

liewen a wunnen, an de Mëttelpunkt vun där Deklaratioun an domadder och an de Mëttelpunkt vun der Regierungspolitik ze stellen. Dofir si mer eigentlech do. Mir sinn do, fir ze suergen, dass et de Leit hei zu Lëtzebuerg gutt geet. Do kënnen d'Aschätzungen, jee nodeem wéi een dat politesch kuckt, verschidde sinn, mä dat muss awer eist gemeinsam Zil bleiwen.

An deem Sënn géif ech mer wënschen, dass d'Regierung och dee leschte Véierel vun hirer Mandatsperiod dat doten ni aus den Ae verléiert, an dass mer et vläicht souguer fäerdegbréngen, op deem engen oder anere Punkt iwwert d'Grenze vun dëser Koalitioun eraus Accorden ze fannen, fir déi Problemer gemeinsam unzegoen, déi mer nëmme kënne léisen, wa mer gemeinsam stinn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Bodry. An eisen nächste Riedner ass schon ennerwee an déi zwee komme laanschteneen.

► **Une voix.** - Wéi ëmmer.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Eugène Berger fir d'DP huet elo d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Här President, d'Zukunft kann een net virussoen, mä et kann ee se preparieren, andeems een déi richtig politesch Decisiounen hält, andeems ee konsequent an d'Zukunft investiert. An et ass genau dat, wat dës Regierung säit gutt dräi Joer konsequent Schrëtt fir Schrëtt mécht.

D'Koalitioun, déi huet sech e Programm gi virun dräi Joer, an dës Regierung, déi setzt dee Koalitiounsprogramm ëm. An duerfir muss een och net all Joers nei, grous Deklaratiounen bei enger Ried zum État de la nation erwaarden. Mir kennen dat zwar aus der Vergaangenheet. Do si méi wéi eng kéier bei esou Exercicer dann, ech géif scho bal soen, schubkareweis Annoncé gemaach ginn, mä e gudden Deel vun all deenen Annoncé sinn ni realiséiert ginn.

Ee Beispill: 2008 huet den deemolege Premier, CSV-Premier annoncéiert, dass d'Kannerbetreuung géif gratis ginn. Sechs Joer duerno, 2013, war nach ëmmer näscht geschitt. An haut ass souguer déi Partei vun deem deemolege Premier géint eng gratis Kannerbetreuung! - Einfach nëmme fir ze soen, dass et näscht bréngt, wann ee grous Annoncé mécht. Et geet drëms, dass een Annoncé mécht, déi een och wierklech konkret ëmsetzt. An esou ass et, wéi dës Regierung schafft.

Op där anerer Säit ass och den État de la nation eng gutt Geleeenheet, ech géif soen en Thermometer, fir ze kucken, wou een drun ass an der Virbereedung vun der Zukunft, well dat ass eigentlech d'Aufgab vun alle Regierungen, fir d'Zukunft virzubereeden. An do gëtt et dann eng ganz Rei Aspekter, déi ee muss kucken, déi ee moosse muss.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Zum Beispill: Wéi ass d'Finanzgestioun vun den effentleche Keesen? Wéi huet sech d'Wirtschaft entwéckelt? Wéi huet sech de Chômage entwéckelt? Wat fir eng sozial- a familjepolitesch Fortschritter ginn et ze verzechnen? Wéi gesäit d'Liewensqualitéit vun eise Bierger aus? Wéi ass d'Situatioun vun Wunnengsmaart? Wéi organisieren mer d'Mobilitéit? Wat sinn d'Perspektive fir déi Jonk, d'Zukunftschancen? Wéi ass d'sozial Kohäsioun? An esou weider.

Ech mengen, mat all deenen Themefelder muss ee sech beschäftegen, muss ee kucken, wou een drun ass. An ech muss soen, dass mer an all deene Felder, an all deenen Theme gutt virukomm sinn an dass mer keng Angscht virun der Zukunft brauchen ze hunn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Mir haten a mir hu keng Angscht virun der Zukunft. Am Géigesaz zu där gréisster Oppositionspartei, wou mer eis jo kënnen erënneren, wou d'lescht Joer hire Spreecher bal eng Dose Mol, wann ech dat richtig an Erënnerung hunn, vun Angscht geschwat huet.

Ech sinn awer och elo frou, en ass zwar elo de Moment net hei, dass ech dëst Joer net eng kéier vum Spreecher vun der CSV héieren hunn, dass se Angscht hunn. Mä dës kéier huet en awer dann d'Situatioun vum Land, déi jo awer eigentlech... wou eigentlech jiddwereen eis drëms beneit, déi huet en dës kéier permanent a Fro gestallt. An duerfir wëllt ech eigentlech awer en Opruff maachen: Här Wiseler, maacht d'Land net méi schlecht, wéi et ass! Kommt, mir freeën eis zesummen, wann et gutt leeft! Dat ass eigentlech eng exzellente Basis, fir d'Zukunft ze preparieren.

De Spreecher vun der CSV, dee stellt alles a Fro. E stellt vill Froen, sécherlech och déi eng oder aner berechtigt, an ech wäert och nach eng



Kéier dorobber zréckkommen, wou mir do eis Antworten hunn. Mä wann ee Froe stellt, da kann een awer och erwaarden, zu Recht erwaarde vun der gréisster Oppositionspartei, datt si och Antworten op déi Froe ginn, déi se stellen.

Mä ech muss soen, mir hunn haut keng eenzeg Antwort presentéiert kritt vun der gréisster Oppositionspartei, keng eenzeg! An et ass jo scho bal bosseg, wann een - mir maachen dat jo alleguerten - esou déi Tweete suivéiert. Dat war zum Schluss vum Här Wiseler senger Ried, wou dann de President vun der CSV en Tweet mécht:...

(Interruptions)

...„Konkret soen...“

► **M. Marc Spautz (CSV)**. - ...wéi ech op der Toilette war?

► **M. Eugène Berger (DP)**. - Jo.

(Hilarité générale et coups de cloche de la présidence)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**. - Wann ech gelift! Wann ech gelift!

(Brouhaha général)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie**. - Gitt Dir zesummen op d'Toilette, Här Spautz?

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**. - Wann ech gelift! Waart ee Moment, Här Berger!

(Coups de cloche de la présidence)

► **Mme Nancy Arendt (CSV)**. - Dat do ass nei!

► **M. Eugène Berger (DP)**. - Effektiv hat ech dem Här Spautz schonn do d'Fro gestallt. Dat war also praktesch zum Schluss,...

(Brouhaha)

...zum Schluss vun der Ried vum Här Wiseler hunn ech den Här Spautz gefrot, wat en dann eigentlech,...

► **Une voix**. - Ah!

► **M. Eugène Berger (DP)**. - ...u wien dat adresséiert wier. Wat hat den Här Spautz getweet? „Konkret soen, wou de Wee higoe soll“, hat e getweet. Jo, dat ass déi Fro effektiv, déi d'CSV sech muss selwer stellen, dat ass eigentlech eng Opfuerderung u säi Fraktiounskolleg, säi Fraktiounschef, fir dat konkret ze soen, well mir hunn haut wierklech keng eenzeg Antwort op wichteg Froe vun der CSV kritt.

An de Premier haut de Moien, au contraire, huet net nëmmen Antwerte geliwwert, mä en huet och gesot, wou mer an eisen Antworten dru sinn. Mir hunn an deene leschte Joren eis Antwerte geliwwert a mir sinn einfach amgaangen, déi ëmzesetzen. Dat ass eis Aart a Weis, fir Politik ze maachen. Dat ënnerscheet eis vun lech.

Madamm Presidentin, den Zoustand vum Land besteet aus ville Felder, mä déi eenzel Politikfelder dierfen awer kee Selbstzweck sinn. Et geet net duer, positiv Zuelen ze schreiwen, wann d'Leit, déi fir de wirtschaftlechen Erfolleg schafen, net och vum Opschwung profitéieren kënnen. Et geet net duer, nei Aarbechtsplazen ze schafen, wann net eis Jonk och eng Qualifikatioun kréien, déi et hinnen erlaabt, op déi Plazen ze kommen. Et geet net duer, iwwer Logement oder Mobilitéit ze schwätzen, mä et muss ee kucken, wéi ee Schema vu Landesplanung sech deem afüügt, fir dat am Endeffekt dann och de Bierger méi Liewensqualität huet.

Bref, déi eenzel Politicke mussen duerfir ofgestëmmt ginn an zu engem Ganzen zesummegeat ginn, fir letztendlech am Interessu vun Eenzelnen, vu jiddwerengem ze stoen. An et ass jo och genau dat, wat de Premier mat sengem Leitmotiv op de Punkt bréngt: „Geet et dem Land gutt, geet et eis an all deenen eenzelnen Themefelder gutt, da geet et och de Mënschen, den eenzelne Mënsche gutt.“ An dat ass dat, wat wichteg ass.

An et ass och genau dat, wat d'Regierung an deene leschten dräi Joer mat Succès an d'Wee geleet huet, well haut geet et dem Land besser wéi virun dräi Joer. An duerfir kënnen mer och haut optimistesches no vir kucken. An duerfir kënnen mer och haut soen, datt d'Zukunftschancé vu jiddwerengem haut besser si wéi virun dräi Joer. Dat soe mir, mä dat sinn awer och all d'Zuelen, all Thermometere, fir et emol esou ze soen, déi dat ënnersträchen oder bestätegen. Och déi europäesch Zensuren, Zensuren vun internationale Gremie wéi dem FMI an aneren ënnersträchen dëst.

Mir kucke jo och - an dat ass och interessant an dat bréngt och eng Plus-value, mengen ech, fir des Debatt -, mir kucke scho säit leschtem Joer zesummen, wa mer den État de la nation maachen, d'Chifferen an d'Recommandatiounen vun der Europäescher Kommissioun, hunn also och

e Bléck vu bausse, e bëssen ofgehuewe vum innenpolitische Kader. An och do kréie mer bonne Note vu Bréssel ausgedeele.

Bonne Notten, besonnesch wat d'Gestioun vun den öffentliche Finanzen ubelaangt. Do sti mer exzellent do. Do respektéiere mer eisen..., mir respektéieren net nëmmen eise Solde structurel, mä mir leien eigentlech iwwert deem, wat mer missten anhalen. Ech kommen herno och nach eng Kéier dorobber zréck. Mä dat selwecht géllt och fir d'Dette publique, wou mer quasi an Europa haut - haut de Mëtten hu mer jo och nach déi Grafike gesinn -, wou mer quasi Klassebescht an Europa sinn.

Madamm Presidentin, ech hat am Ufank vun engem positive Gesamtbild vum État de la nation geschwat, dat aus villen Elementer zesummegeat ass. Ech wäert elo op eng Rei vun deenen Elementer agoen, net op alleguerten, mä op eng Rei vun Elementer, déi mer besonnesch wichteg schéngen. Wéi déi, déi och an deene leschte Stonnen, géif ech soen, méi an der Diskussioun waren, déi och vläicht méi polariséieren oder wou méi ënnerschiddlech Meinunge sinn.

En éischt Themefeld ass dat vun der Wirtschaft. Firwat d'Wirtschaft? Majo, well dat nun eemol d'Basis ass, fir datt e Land sech kann entwéckelen, fir datt e Land sech kann op gutt Féiss setzen. Et ass emol eng Kéier een, dee gesot huet, och hei an der Chamber: „Et muss ee fir d'Éischt de Kuch baken, ier een e ka verdeelen.“ An ech mengen, och haut ass dat nach ëmmer richtig. „Kuch baken“ heescht, datt mer eng Wirtschaft hunn, déi gutt dréit.

Wann een elo dann d'Wirtschaftszuele kuckt - si si scho presentéiert ginn, mä ech widderhuelen awer gären nach eng Kéier e puer wichteg Punkten -, da gesäit een éischtens, datt de Wirtschaftsmotor erëm dréit. Den Tiger ass am Tank. De Statec huet och kierzlech de Wirtschaftswuesstum vum leschte Joer - mir kruten dat och presentéiert - nach eng Kéier revidéiert vun 3,7% op 4,2%, an déi neiste Previsiounen fir dëst Joer leie jo bei 4,4%, Tendenz fir d'nächst Joer op 5%.

Wat mech an all deenen Zuelen och besonnesch erfreuelech stëmmt, dat ass, datt den ICT-Beräich, d'Informatiouns- an d'Kommunikationstechnologien, en Zouwues am leschte Quartal 2016 vun 18,6% Opweises hunn. Dat weist, datt also d'Investitiounen an deem Beräich hir Friichten droen. An et ass och e Bewäis, datt eist Land sech wirtschaftlech diversifiéiert an datt dat e wichtige Beräich ass.

D'Konjunktur zu Lëtzebuerg ass also exzellent. Säit 2014 hu mer all Joers e Wuesstum vun iwwer 4%. An d'Prognose fir d'nächst Joer si gutt. A mir mieren och där anerer Säit awer och, datt d'Vetraue vun de Consommateuren erëm zréckkënn. Mir hunn do elo an deem Mäerz den héchste Stand säit 2002 gehat. Dat ass awer och e wichtige Indicateur. Et gesäit een, datt d'Leit sech erëm traue, Suen auszeginn, wat jo och am Endeffekt herno erëm der Konjunktur zeguttkënn.

An duerfir menge mer och, wann d'Konjunktur gutt ass, wann et gutt dréit, datt dann och duerfir d'Steiererlichterunge fir d'Bierger, fir d'Beriber d'lescht Joer zum richtige Moment komm sinn. An ech mengen, och wann dat net gäre gehéiert gëtt vun der Opposition, vun der CSV, mä mir kréien op ville Plaze bestätegt, datt mer déi richtig Decisiounen geholl hunn, datt mer eng Steierreform gemaach hunn, datt mer massiv investéieren an d'Zukunft. Dat seet d'Europäesch Kommissioun, den FMI, d'OECD, d'Ratingagencen an esou weider. Déi soen eis, datt dat eigentlech déi richtig Demarche ass.

Vläicht ee Wuert zur Steierreform. Mir hu mat enger, et muss ee soen enger sozial selektiv gerechter Steierreform de Leit, besonnesch der Mëttelschicht, däitlech méi Kafkraaft ginn. An déi Sue komme jo och letztendlech der nationaler Economie erëm zegutt: Wann d'Leit méi Suen an der Täschen hunn, gi se och méi aus. Dat kënn herno bei d'Beriber, dat kënn bei d'Geschäfte, dat bréngt jiddwerengem eppes.

An, ech muss dat awer och nach eng Kéier soen, mä Virspriecher hat dat och schonn ugeschnidden: Ech, bon, mir kënnen haut nach ëmmer net verstoen, firwat datt d'CSV déi Steierreform net matgestëmmt huet! Net nëmmen, well jo awer international Gremien eis bestätegen an där Demarche, mä ech mengen awer och, well mer jo awer hei wierklech de Leit am Land wierklech Kafkraaft ginn hunn, firwat datt do d'CSV net konnt mat op dee Wee goen.

Ech hat do d'Impressioun, datt awer do d'CSV gespléckt war. Ech kucken elo méi präzis och op de Spriecher, den Expert vun der CSV an deem Beräich. Also wann ech nach eng Kéier d'Ried vun him an Erënnerung hunn, huet en awer eng ganz Rei Elementer gesot, wou ech mer gesot hunn: „Ah, haut wäert den Här Roth

awer dann des Reform stëmmen, zu Recht stëmmen.“

Ech war awer, net ech, mir waren enttäuscht, datt Der se net gestëmmt hutt an datt eigentlech och d'CSV se net gestëmmt huet. Do sinn et, mengen ech, méi Meenunge ginn, wéi et heiansdo Meenunge gëtt an enger Koalitioun mat dräi Parteien. Et ass einfach schued, datt d'CSV net konnt mat op dee Wee goen, fir do wichtig Weichen ze stellen.

Madamm Presidentin, d'Ramebedéngunge sinn also gutt zu Lëtzebuerg. An duerfir ass et och de Moment, fir déi richtig Weichen ze stellen. Dat mécht des Regierung mat enger proaktiver Wirtschaftspolitik, mat héijen Investitiounen.

Op där anerer Säit huet awer och d'Regierung an deene leschten dräi Joer eng Rei Mesurë geholl, fir de Budget ze equilibréieren. Dës Mesurë si vill diskutéiert ginn, waren heiansdo vläicht och net ëmmer einfach, politesch net ëmmer einfach, mä si waren néideg a si sinn et och haut nach ëmmer. A mir gesi jo d'Resultater awer trotzdem vun där gudder Gestioun vun eisen öffentliche Finanzen. An dat kréie mer och bestätegt vum CNFP, vun der Europäescher Kommissioun, datt mer elo eis Depensen am Grëff hunn. D'Entwécklung vum de Fonctionnementskäschte beim Stat sinn däitlech no ënne revidéiert ginn.

All déi Efforten, déi mer do gemaach hunn, déi waren also néideg, well ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, wou mer 2013 gestart si respektiv wat mer 2013 virfonnt hunn! An de Joren tëschent 2009 an 2013, also virun deser Legislaturperiode, hate mer eng Verdräifung vun der öffentliche Schold. Eise Scholdebierg, dee war a manner wéi zéng Joer vun enger op zéng Milliarden oder eppes iwwer zéng Milliarden ugewuess. An op där anerer Säit hate mer awer och 2013 déi Situatioun, datt mer hu misse mat engem enormen Ausfall vu Recetten iwwert de Bierg kommen. Iwwer eng halfe Milliard, mëttlerweil huet sech dat praktesch op eng Milliard oder ass an d'Richtung eng Milliard gaangen, hu mer elo ze assumeieren duerch eben d'Ewechfale vun dem Commerce électronique.

Mä bon, mat all deene Schwieregkeeten - Uwuesse vum Scholdebierg, Recetten, déi ausfallen - hu mer et awer fäerdegbruecht, datt mer haut eng ganz aner Situatioun hunn. Mir hunn déi lescht dräi Joer eis Budgetsziler all Joers iwwertraff. 2014 hate mer eigentlech en uviséierten Defizit vun 179 Milliounen; herno hate mer en Iwwerschoss vu 690 Milliounen. 2015 hate mer gerechent, datt mer en Defizit vun 1,04 Milliarden hätten; mir haten herno en Iwwerschoss vu 714 Milliounen. 2016 och erëm eng Kéier, eng Milliard Defizit war ugeduecht an herno hate mer en Iwwerschoss vun 845 Milliounen. Soudatt mer all Kéiers vill besser ofgeschloss hunn, well mer eng gutt Gestioun vun den öffentliche Finanzen gemaach hunn.

Datselwech bei der öffentliche Schold. Ech ginn elo net méi op all déi Diskussiounen an, wéi et an de Chiffren absolut ass, ech wëll einfach awer och nëmme rappeléieren, datt iwwerall, iwwerall an Europa, an och no den europäeschen Normen ëmmer a Prozenter vum PIB gekuckt gëtt, an do gesäit een awer ganz kloer an däitlech, datt eis Schold, déi 2013 bei iwwer 23% vun eise Rächtm louch, 2016 bei knapp 20% läit, datt also d'Schold doduerjer procentméisseg zréckgaangen ass an datt dat awer och ëmmer déi Norme sinn, no deene gekuckt gëtt.

Sécherlech wäert elo an deenen nächste Méint a Jore vläicht dat eng Kéier liicht an d'Luucht goen. Dat gesäit ee jo och am Pluriannuel. Mä awer muss ee festhalen, datt mer ëmmer wäit ewech bleiwe vun där Limit vum 30%, déi am Regierungsprogramm festgehale gi sinn.

Komme mer och eng Kéier kuerz zréck op de Solde structurel. Jo, d'Regierung huet d'lescht Joer net decidéiert, mä se huet eigentlech d'Europäesch Kommissioun suivéiert, wéi déi en neie Solde structurel festgeschriwwen huet. Ech muss nach eng Kéier soen, nach eng Kéier ënnersträchen, datt net des Regierung de Solde structurel no ënne revidéiert huet, et ass d'Europäesch Kommissioun mam President Juncker, déi dat gemaach huet!

Aus verschiddenen Ursachen. Éischtens, well se aner demografesch an och aner Pronosticke maachen am Beräich vun der Altersviisuer, awer och, well d'Europäesch Kommissioun wëllt, datt ee méi investéiert, datt d'Memberstate méi investéieren, an hinnen duerfir och méi Spillraum derfir gëtt. An duerfir hu mer also d'Europäesch Kommissioun doranner suivéiert.

Mä nach muss ee soen, och wa mer dat suivéiert hunn, wann dat eisen neien OMT, eisen neie Solde structurel ass, reize mer en awer net voll aus. D'lescht Joer hate mer e Solde structu-

rel vu plus 2,1%. Dëst Joer kéinte mer also op minus 0,5% goen, mir bliewen awer dëst Joer bei 0,4%. A mir wäerten och mëttelfristeg iwwer 0 bliewen. E wäert eng Kéier liicht erofgoen, mä egal. Mir gesinn, datt mer also och Spillraum hunn. Dat wëll ech awer och domadder soen, datt mer hei gesinn, datt mer Spillraum haten an och hu fir Steiererlichterungen a fir Investissemter an d'Zukunft, ouni eis ze iwwerforderen.

A jiddweree sollt sech jo eigentlech freeën iwwert dee gudden Wirtschaftswuesstum, déi Wirtschaftslat. Dat si gutt Noriichte fir e Land. An dat gëtt jo awer och elo esou gären als bal selbstverständlech duergestallt. Haut de Moien, oder virund, huet de Claude Wiseler gesot „bloen Himmel“. Jo, et ass eng Faarf, déi jiddwerengem, oder mir op alle Fall och gefält. Dat ass gutt. Mä dat ass awer net einfach esou vum Himmel erfogefall, dee gudden Wuesstum. Och do hu mer eis awer missen ustrengen.

► **Une voix**. - Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP)**. - An ech mengen, wann dat esou einfach wier, wann d'Konjunktur dréit, datt dann och alles am Land gutt geet, da misste jo eigentlech all déi aner Länner eise Modell kopéieren. Wann dat esou einfach wier!

Neen, de Lëtzebuerg Modell, fir dat emol eng Kéier esou ze nennen, deen ass awer net esou einfach ze kopéieren, well een awer muss derniewent eng Rei Efforte maachen, fir dann herno aus där gudder Konjunktur och konkret dat um Terrain kënnen ëmzesetzen, konkret kënnen Mesuren ze huelen, déi da jiddwerengem och zeguttkommen. An ech wëll eigentlech hei nach eng Kéier vläicht dat Bild, dat ech d'lescht Joer bei menger Ried zum Budget hat, erwänen: „Et ass eben dann, wann d'Konjunktur gutt ass, datt ee muss Wandmillen opstellen, datt déi dréien an datt déi dann och kënnen produzéieren.“ An dat hu mer gemaach.

Wat sinn dat fir konkret Mesuren?

Mir hunn d'Entrepreneuren ënnerstëtzt, mir hunn eis Infrastrukture verbessert, mir hunn nei Entwécklungen opgegraff, zum Beispill an der FinTech, well mer do wëllen, wéi een dat esou schéin nennt, „first mover“ sinn an esou e Schrëtt méi schnell wëlle si wéi eis Noperen, well mer och an deem Beräich eng ganz Rei Atouten hunn. Mir hunn d'Bankeplaz hei mat dem Know-how, mir hunn eis Datazentren, mir hu gutt Reseauen, besserer wéi hei an der Chamber normalerweis. An all dat, wann een dat dann alles zesummekritt, da kann ee wierklech aus där FinTech en Zukunftsceneau maachen.

Mir hunn, fir datt d'Wirtschaft besser dréit, eis Prozedure vereinfacht, méi effizient gemaach. Mir hunn en Omnibusgesetz gestëmmt. Ech mengen, dat ass gradeso wichteg, wéi datt een einfach seet: „Et ass elo eng schéi Konjunktur an den Himmel ass schéi blo.“

Wann d'Konjunktur gutt dréit,...

(Interruption)

Wann d'Konjunktur gutt dréit, Madamm Presidentin, da muss dat och jiddwerengem zeguttkommen. An dat gesi mer jo awer och, datt dat de Fall ass, zum Beispill beim Chômage.

De Chômagetaux geet kontinuéierlech zréck. Mat 6%, wou mer elo sinn, si mer esou déif, wéi mer scho ganz laang net méi louchen. An et ass jo nach net fäerdeg. Wa mer den Zuele vum Statec kënnen gleewen, da wäert déi Baisse jo nach weidergoe bis op 5,3%. An dat weist, datt et eis jo dann och geléngt, Aarbechtsplazen ze schafen, déi och net nëmme vu bause besat ginn, mä datt mer och Aarbechtsplaze schafen, wou Leit, déi hei am Chômage waren, déi kënnen besetzen.

An dat ass jo genau dat, wat een och soll errechen, datt een déi Leit, déi hei keng Aarbecht hunn, datt mer duerch déi gutt Konjunktur déi Leit emol fir d'Éischt och op d'Aarbechtsplaze kréien, ier mer dann erëm anerer heihinnerkomme loosse, fir déi ze besetzen.

Firwat ass dat esou? Dat ass eis och net einfach esou an de Schouss gefall. Dat ass, well mer eng nei opgestallten ADEM hunn, déi méi effikass schaff, déi sech och un d'Entwécklung vun der Zäit ugepasst huet, déi kuckt op d'Formation continue vun de Leit, déi d'Leit konkret begleet.

An an deem ganze Prozess vum Ofbau vun der Aarbechtslosegkeet spillen och d'Patronen an d'Entrepreneuren eng wichteg Roll. Dat solle mer och net vergiessen. A si si sech, mengen ech, awer och hirer sozialer Verantwortung bewosst. Ech erënnere gär eng Kéier un de sougenannten Jobpak, deen d'UEL jo mat der Regierung

ënnerschriwwen huet, fir grad Leit, déi scho méi laang am Chômage sinn, an och déi Jonk, datt mer déi an d'Aarbecht kréien. A wann een d'Chômagezuelen elo kuckt, da kann een also och kloer vun engem Succès vun dësem Pak schwätzen.

Et kann een also och soen, datt d'Patronat oder déi Säit och Hiert derzou bäigedroen huet. Et sinn also vill Efforte gemaach ginn, zesumme vun der Regierung mam Patronat, fir datt ebe Leit eng Chance kréien, fir um Aarbechtsmarché Fousz ze faassen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An deem Kontext vläicht och e Wuert zu dem neie REVIS, deen deen alen RMG ersetzt. Mir sinn der Meinung, datt e Méi un Eegeverantwortung déi sozial Ofsécherung vun de Bierger wäert verbesseren. Amplaz datt d'Leit am RMG nëmme geréiert ginn, solle se geféiert ginn. Si sollen Ureizer kréien, fir sech erëm schréttweis an den Aarbechtsmarché anzeglidderen oder, falls dat net méiglech ass, awer un der Gesellschaft kënnen deelzehuelen.

An ee Punkt schéngt mer awer och hei an der Demarche vun der Regierung ganz wichteg an dat ass, datt d'Regierung hei gradesou mécht beim REVIS wéi bei der Steuerreform, datt och besonnesch op d'Elengerzéier gekuckt ginn ass. D'Familles monoparentales - dat muss een ëmmer erëm leider widderhuelen - sinn an eiser Gesellschaft déi, déi dem gréissten Aarmutrisiko ausgesetzt sinn. An dat muss mer also änneren op alle Plazen, wou mer et kënnen. An och de REVIS ass no de Steuererlichterungen e weidere Schrëtt, fir eben och de Monoparentalen hei entgéintzekommen.

Bon, wann ech esou kucken d'Pressekonferenzen oder och déi eng oder aner Tweeten oder Communiquée vun der CSV, da géif ech awer soen, datt d'CSV de Moment déi Eenzeg ass, déi dee REVIS kritiséiert. Dat ass e bësse bedauerlech. Ech huelen elo nëmme, fir net nach anerer ze zitieren, déi et da gutt fannen, mä zum Beispill den Här Urbé, deen ass jo an der Caritas tätég. Ech mengen, an der Caritas ass och eng Presidentin, déi emol eng Kéier fréier och hei an der Chamber bei der CSV war. Ech kann nëmme op alle Fall den Här Urbé aus der Caritas zitieren, dee seet: „Allgemeng kann ee sécher soen, datt d'eng positiv Reform ass.“ Dat ass op alle Fall d'Meinung dovunner.

► **Une voix.** - A wann ee weiderliest, dann...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo.

Här President,...

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Loosst lech net beieren, Här Berger!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, ech mengen, d'CSV bleift weiderhin eleng an där Positioun, datt se net esou zefridden domadder ass. Mä mir wäerte sécherlech nach Geleeënheet kréien, fir dann hei doriwwe ze diskutieren.

Här President, nach e kuerzt lescht Wuert zur Wirtschaft. Ech schwätze relativ laang dervunner, mä wéi gesot, et ass awer e wichtige Pilier, deen d'Basis ass, fir datt et am Land hei de Leit gutt geet. Wat wichteg ass, dat ass, datt eng Wirtschaft eigentlech sech muss all Dag nei erfannen.

Et ass nach net laang hier, dunn ass zum Beispill hei am Land gefaart ginn, opgrond vun all de Verännerungen an der internationaler Finanzwelt, datt eis Finanzplaz deem net kéint standhalen, datt eigentlech eis Finanzplaz géif ennergoen. Wa mer haut awer kucken, mir hunn de Géigendeel bewisen. Eis Finanzplaz ass haut esou gutt opgestallt wéi scho ganz laang net méi. Mir haten d'Bankgeheimnis, dat ass gefall. Mir hunn eis misse mat den Altlasten vu LuxLeaks a Panama Papers erëmpleen. An nawell ass d'Stärkt vun eiser Plaz, vun eiser Finanzplaz, eiser Bankeplaz haut net méi a Fro gestallt.

Ech mengen, dat ass och net einfach esou vum Himmel gefall. Dat ass och net wéinst engem bloen Himmel, mä dat ass virun allem, well d'Regierung an och besonnesch de Finanzminister, deen onermiddlech am Asaz ass, well déi e regelrechte Paradigmewissel vollbruecht hunn. Aus wat besteet dee Paradigmewissel?

Ma well mer resolutt, wierklech resolutt op Transparenz a Kooperatioun gesat hunn. Mir hunn hei och an der Chamber an deene leschten zwee an en halleft, dräi Joer eng ganz Rei vu Gesetzer an Direktiven an dem Beräich vun Transparenz a Kooperatioun emgesat. Mir sinn,

jo, mir sinn zum Musterschüler avancéiert! An et ass jo och esou, datt déi Efforten international unerkannt gi sinn. Mir sinn op kenger groer, mir sinn op kenger schwaarzer Lëscht méi ze fannen.

An, jo, mir hunn eng Finanzplaz, déi elo wierklech erëm ka weltwäit konkurréiere mat all deenen anere gudden, staarke Plazen op der Welt, well mir hunn eng Rei Stärkten, déi mer och weiderhi kënnen ausspülen, déi mer ëmmer vläicht elo souguer méi kënnen ausspülen. Transparenz ass eigentlech e Pluspunkt, dee mer kënnen an d'Vitruin stellen. Mir hunn den Know-how, dee jorelaangen Know-how, déi Expertise, déi ëmmer hei sur place war. Mir hu kuerz Weeër hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn d'Méisproochegheet an esou weider an esou fort. Also, d'Lëtzebuurger Finanzplaz huet eng ganz Rei Atouten, déi se elo erëm ka voll ausspülen, well se och voll op Transparenz setzt.

An duerfir si mer och gutt opgestallt, wa sech déi eng oder aner Opportunitéit aus dem Brexit wäert erginn. Mir hunn duerfir och net missen, wéi dat alt emol déi eng oder aner Kéier vun dem finanzpolitesche Spriecher vun der CSV gefrot war, eis an déi éischt Rei stellen an haart jäizen: „Kommt op Lëtzebuerg!“ Mir hunn net misse waarden op en Telefon den 23. Juni d'lescht Joer, fir datt do direkt géife verzweifelt Entreprisé vu London uuffen. Mir waren, mir si méi diskret. Ech hu scho gesot, de Finanzminister ass iwwerall op der Welt ënnerwee, fir d'Atouten hei ze presentéieren. An ech maache mer keng Surgen, datt déi eng oder aner Entreprise elo, wann de Brexit bis vollzunn ass, wäert hei op Lëtzebuerg kommen, well mer ebe gutt opgestallt sinn.

An ech mengen, och mat deem Atout si mer eigentlech gutt opgestallt, fir déi europäesch Bankenopsicht op Lëtzebuerg ze kréien. Dir wéist jo, datt déi och elo net méi kann zu London bleiwen. An ouni all déi Efforte vun Transparenz hätte mer och, trotz all deene Verträge, déi eigentlech dat eis scho säit Jorzéngten zousoen, wa mer net déi Transparenz elo opgebaut hätten, dann hätte mer guer net brauchen de Griffel an d'Hand ze huelen, dann hätt de Premier guer net brauchen de Griffel an d'Hand ze huelen, fir eng Demande ze stellen. Mä elo, wou mer esou opgestallt sinn, ech mengen, do gétt et schwéier fir déi aner europäesch Partner, fir eis Demande einfach esou ofzeweisen. An ech mengen, mir hunn awer duerfir gutt Chancen, fir do herno se eventuell op Lëtzebuerg ze kréien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Mir sinn eis awer och bewosst, Här President, datt ee muss diversifiéieren am Beräich vun der Wirtschaft, datt een net nëmme dierf op ee Pilier, net nëmme dierf op d'Fundament vun der Bankeplaz setzen. Mir mussen also eis Wirtschaft diversifiéieren.

Ech mengen, duerfir setze mer jo och verstäerkt op Zukunftsbranchen. Ech hat virdu scho vun de FinTech geschwat. Ech mengen, do muss et einfach d'Zil sinn, datt mer do déi Éischt sinn. Mir mussen och weider Innovationen ënnerstëtzen, mussen kucken, datt mer en uerdentlecht Ëmfeld - an dat ass amgaenge gemaach ze ginn -, en uerdentlecht Ëmfeld schafe fir d'Start-uppen. Mir hu jo och schon an der Steuerreform, déi leider d'CSV net matgestëmmt huet, eng Rei Incentivé gesat fir d'Entreprisen, d'Start-uppen, fir deenen de Wee méi einfach ze maachen.

Mä bei all deem wéll ech awer och soen, datt mer eis klassesch Betriber hei zu Lëtzebuerg - klassesch Betriber: Kleederbuttek, Schräinerer, Bäcker, Restaurantsbetriber -, datt mer déi och net vergiessen. Dat sinn och Betriber, déi vill Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg schafen. Och do muss mer weider kucken, datt mer deenen esou gutt wéi méiglech hëlfe. Ech denken do un d'Simplification administrative virun allem, well ech mengen, kleng Betriber, deenen hire Metier et ass, fir Bréidercher ze baken oder gutt ze kachen, mä déi wéll sech net erëmplee mat ville Paperassen. An ech mengen, och bei der Steuerreform, och do hu mer jo gekuckt, fir datt mer deene kleng Betriber d'Liewe méi einfach maachen.

An dann nach e leschte Punkt bei der Wirtschaft, dat ass deen, datt mer och net derlaanscht kommen, d'Digitalisatioun an dee ganzen Impakt vun ICT an der Wirtschaft, fir dovunner ze schwätze respektiv dat opzegräifen an dat och mat erandenken an d'Zukunftsmodeller. Et gétt jo elo eigentlech - dat ass e bëssen d'Analogie zu der véierter industrieller Revolutioun - vun Aarbecht 4.0 geschwat, dat heescht, wou et eigentlech ëm Diskussiounen geet, wéi d'Aarbechtsformen an Zukunft wäerte sinn. An et ass kloer, datt den digitalen Zäitalter, datt dat en Impakt huet op déi Aart a Weis, wéi mer wäerte schaffen, ouni Zweifel.

Gëschter hate mer jo och schon den Impakt gesi vun deenen Techniken hei an der Cham-

ber. Mä ech mengen, et ass jo och, wann een da vun neien Aarbechtsweise schwätzt, dann denkt een och natierlech, an de Premier huet och haut de Moien an deem Kontext vum Rifkin-Prozess geschwat. De Rifkin ass jo och, dee Rapport ass e weidert Beispill, datt d'Regierung et sech zur Prioritéit gemaach huet, fir ze kucken d'Zukunft ze preparéieren, net einfach waart, bis datt et kéint. Duerfir ass dat eng konkret Aktioun gewiescht.

Mir hunn déi Pläng oder dee Rapport diskutéiert. Mir hunn eis mateneen ausenanergesat. An et geet awer elo drëms, fir och do konkret Handlungspisten erauszueschlielen. Et sinn eng ganz Rei interessant Iddien do. Et sinn der och, déi net onbedéngt ëmmer nei sinn. Mä et geet elo eigentlech drëms, fir ze kucken: Wat fir eng Elementer sinn déi, déi mer hei zu Lëtzebuerg kënnen effizient a schnell emsetzen, déi och op Lëtzebuerg passen? Sécherlech muss een do déi eng oder aner fale loossen, mä ech ka mer awer virstellen, Circular Economy ënner anere, datt do e gewëssent Potenzial besteet.

Här President, da kommen ech awer elo vun der Ekonomie op en anere wichtige Punkt vun engem État de la nation ze schwätzen an dat ass dee vun der Mobilitéit. D'Mobilitéit ass net nëmme e Kompetitivitéitsfacteur fir eis Wirtschaft; schnell Verbindungen si wichteg, datt d'Betriber kënnen gutt schaffen, datt jiddwereen dohinnerkennt. Mä wann de Verkéier steet, heescht dat net nëmme, datt d'Entreprise Schwierigkeiten hunn, mä dat ass virun allem fir jiddwereen einfach e Verloscht vun Zäit, e Verloscht vu Liewensqualität!

Mir erlieden dat all Dag. Déi Zäit, déi een am Stau verbréngt, dat ass déi Zäit, déi een net - ech soen elo emol - op der Aarbecht ka verbréngen, mä déi muss een dann herno op der Aarbecht nohuelen. Et ass eng Zäit, déi een net ka mat der Famill verbréngen, mat de Frënn, eventuell fir d'Fräizäit. Et ass einfach verlueren Zäit an et ass oft nëmme Stress a Genervs.

Dat ass also eng Ursach, firwat datt mer muss kucken, eis Mobilitéitspolitik nach ze affinéieren. D'Mobilitéitspolitik ass awer och e wichtige Punkt, eng wichteg Prioritéit, wa mer wëllen nei Akzenter setzen am Beräich vun Klimaschutz respektiv vun der Nohaltegkeet. An et muss een och soen, datt och hei d'Regierung an deene leschten dräi Joer net nëmme geschwat huet, mä wierklech d'Saache konkret emgesat huet, datt mer konkret investéiert hunn.

Mir sinn op engem Rekordniveau an den Investissementer am öffentlechen Transport, an der Schinneninfrastruktur an esou weider. Eleng d'eng iwwer 400 Milliounen, déi natierlech eise Budget belaauchten, mä wa mer awer déi Investissementer net géife maachen, da géife mer wierklech net déi richteg Prioritéite fir eist Land setzen, fir eist Land fit fir d'Zukunft ze maachen.

All déi Suen, déi mer an d'Verkéiersinfrastrukturen, an den öffentlechen Transport stiechen, dat si gutt investéiert Suen. An um Terrain geet et och konkret schnell virun. Dat ass jo den Ennerscheed zu deem, wat eis ënnerscheet vu viregter Regierung, datt mir net nëmme dervu schwätzen, mä datt mir och konkret d'Saachen emsetzen.

De Chantier Tram um Kierchbierg, dee geet konsequent virun. Mir sinn amgaangen, kënnen dat jo praktesch all Dag verfolgegen, datt de Chantier bei der neier Pafendaller Gare, dee geet viru mam Funiculaire erop op de Kierchbierg. Ech mengen, dat ass eigentlech e Projet, wou ee ka soen, dat ass eigentlech exemplaresch. Wann ee weess, wéi heiansdo an der Vergaangeneit hei bei - ech soen elo emol - Infrastrukturbauten am Beräich vun Verkéier geschaff ginn ass, ass dat do eigentlech exemplaresch, wat den Zäitplanung ugeet. An och wat de Budget ugeet, si mer do wierklech an de Limiten.

D'Regierung steet och fir eng konsequent Investitioun an d'Mobilitéit douce. Et soll net a Stroossen oder nëmme a Stroossen investéiert ginn am öffentlechen Transport, och an d'Mobilitéit douce. An och do nëmme ee Beispill, wat dat ka konkret sinn, datt ass d'Velosbréck ënnert der Neier Bréck, ënnert dem Pont Adolphe. Déi war eigentlech guer net virgesinn ënnert der viregter Regierung. Mä ech mengen, et ass awer e flott Beispill, wéi een da kuerzfristeg kann d'Mobilitéit douce an e flotte Projet mat erandenken an emsetzen.

Et ass also wichteg, an Infrastrukturen ze investéieren, mä awer muss mer och wëssen, wann een iwwer Mobilitéit schwätzt, muss een och an nei Mobilitéitskonzepter investéieren an déi erandenken. Wat mengen ech domadder? Elektroauto, Carsharing an esou weider. Ech mengen, datt brauch een och, wann ee vu Mobilitéit schwätzt.

An, wann ee vu Mobilitéit schwätzt, brauche mer och eng kohärent Landesplanung, wou déi

ganz Mobilitéit da kann emgesat ginn. An ech mengen do och nach eng Kéier, d'Regierung féiert hei en Debat ronderëm d'Landesplanung. Dat neit Gesetz iwwert den Aménagement du territoire ass um Instanzewe. An ech mengen, de Programme directeur gétt jo och an engem participative Biergerprozess iwwerschaft.

An ech muss soen, datt ech awer virun dach zimlech erstaunt war, wéi ech vun engem fréiere Responsabelen an de Beräicher vu Landesplanung oder vun Transport héieren hunn oder d'Kritik hu misse lauschten, onberechtigt Kritik, datt mir hei géife lues maachen an datt mir hei d'Saachen net géifen op d'Rei kréien.

Ech wëll nëmme drun erënneren, datt eigentlech d'Plans sectoriels praktesch vun 2004 un zéng Joer an der Dunkelkammer diskutéiert gi sinn an datt do näischt geschitt ass, datt eigentlech während iwwer fënnf Joer praktesch gekaut ginn ass un engem neien Aménagement-du-territoires-Gesetz, wat mir du virfonnt hunn a wat awer elo net méi passt zu deem, wat hätt missen un d'Plans sectoriels ugepasst ginn. Also eigentlech och hei kann een eis net Saache virwerfen. Mir sinn am Fong geholl amgaangen, hei och Altlasten oder al Feeler ze redresséieren. A virun allem wëlle mir och hei komplett Transparenz doranner erabrénge.

An da muss een och kucken, an dat ass och dee richteg Wee, datt een op d'Dezentraliséierung geet. Ech begrëssen duerfir, datt och eng Rei Initiative si vun der Regierung, fir zum Beispill d'Schoulinfrastrukture méi duerch d'Land ze verdeelen: eng op Wolz, eng op Déiferdeng, Munneref an esou weider. Dat ass och wichteg,...

► **Une voix.** - Dat steet scho méi laang.

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...datt een...

(Interruption)

Dat ass och wichteg, datt een also...

► **Une voix.** - Munneref steet scho méi laang.

(Interruptions diverses)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo.

Neen, mä einfach fir ze soen, datt awer déi Saachen iwwer Land verdeelt ginn.

(Brouhaha)

Et sinn der effektiv, déi scho stinn, mä datt awer datt weidergedriwwe gétt. Datt och zum Beispill d'Unisaktivitéiten, datt déi um Belval weidergedriwwe ginn, an datt och de Premier jo ugekënnegt huet, datt nei - ech nennen et emol - Bürosinfrastrukturen, Aarbechtsinfrastrukture méi no un de Grenze verdeelt ginn. Ech mengen, dat ass och eng interessant Iwwerleung eben, fir datt dann een net muss vun A op B queesch duerch d'Land fueren, fir op seng Aarbechtsplaz ze kommen.

A wat ech och begrëssen an där ganzer Diskussioun, ass, datt och de Premier vum Télétravail geschwat huet, deen d'Regierung stärke wëllt. Mir wëssen och, datt eng gross Barrière vum Télétravail hautdesdaags d'Fro vun der Besteuerung vun de Frontalieren am Fall vum Homeoffice ass. Also déi Froen do muss mer natierlech kucken a kucken, wéi mer déi och kënnen schnell an effizient léisen.

Här President, zu engem anere Volet kommen ech dann, dat ass deen, dee fir mech, fir d'DP op alle Fall, mä ech mengen, och fir d'Leit hei am Land ganz wichteg ass, dat ass dee vun der Educatioun a vun den Zukunftschanccé vun eise Kanner.

Ech hat schon ufanks gesot: „Et bréngt näischt, Aarbechtsplazen ze schafen, wann et eis net géllt, eis Kanner an eise Schoulen esou ze preparéieren, datt si och op déi Aarbechtsplaz kënnen kommen, datt si en prioritäre emol déi Aarbechtsplaz kënnen besetzen.“ Mir wëssen, och den Aarbechtsmarché, deen entweckelt sech permanent weider. An duerfir mussen eis Jonk drop virbereet ginn, fir an där verännerter Aarbechtswelt kënnen ze bestoen. An ech mengen, et gétt wierklech kaum e Land - wierklech kaum e Land! -, wou d'Erausfuereungen un d'Enseignanten, un de Schoulsystem esou grouss si wéi bei eis!

De Premier huet haut de Moien d'Zuel genannt: Bal d'Halschent vun eise Schüler hunn net eis Mammesprooch, hunn eng aner Sprooch. Bal d'Halschent vun de Schüler kommen aus anere Kulturen, hunn aner Sproochenëmfelder. An ech mengen, deenen ënnerschiddleche Biografieën vun all deene Kanner, déi bei eis dann an d'Schoul kommen, deene muss mer awer gerecht ginn, muss kucken, déi op en Nenner ze bréngen a jiddweree mat senger Stärkte féieren. Jiddweree muss déiselwecht Startchancen an d'Liewe kréien.

A fir dat kënnen ze maachen, fir jiddwereengem déiselwecht Startchancen an d'Liewen ze ginn, duerfir setze mer och de Fokus op déi éischt



dräi Joer, déi Zäit virun der Aschoulung, well déi éischt dräi Joer, Liewensjoer, do deet sech immens vill bei de Kanner! Mir wëssen, jiddwereen, dee Kanner hat, huet, weess dat ganz genau.

Ech brauch elo net grouss Theorien aus der Entwécklungspsychologie ze zitieren. Och muss ech net onbedéngt all meng Kenntniser aus mengem fréiere Beruff huelen, mä mir wëssen alleguerten, dat ass einfach eng Erkenntnis, datt an deenen éischten dräi Joer bei der Entwécklung vum Mënsch, bei deene kleng Kanner immens vill wichteg Schaltere kënnen geluecht ginn, an datt d'Kanner do och immens op sinn, fir kënnen ze léieren. Duerfir setze mer och den Akzent op d'Förderung bei deene Jéngsten.

Ech si jo och ëmmer erëm iwwerrascht, muss ech wierklech soen, wa Kriticken un der sougenanntener méisproocheger Kannerbetreieung kommen, aus e puer Ursachen.

Déi Leit, déi dat elo kritisieren, hu sech eigentlech viru guet net dru gestéiert, wann een an d'Realitéit kucke gaangen ass, datt eigentlech do ganz oft méi Franséisch geschwat ginn ass wéi Lëtzebuergesch. A wat maache mir elo eigentlech? Mir soen: Elo muss och an de Crèche Lëtzebuergesch geschwat ginn. Dat ass eigentlech dat, wat mer och wëllen.

Mä awer op där anerer Säit, doduerjer, datt mer do eng bilingual Kannerbetreieung maachen, gi mer de Kanner Chancen. Mir gi Chancen, mir notzen déi Facilitéiten, déi d'Kanner hunn, wa se ganz jonk sinn, fir d'Sproochen intuitiv, spilleresch opzuehelen. Mir notzen dat, fir datt d'Kanner eigentlech mat zwou Sproochen da kënnen praktesch opwuessen, datt se an deenen zwou Sprooche sech doheem fillen. Dat ass eng Chance fir d'Kanner! Do verbaut een de Kanner eng Chance, wann een dat net wëllt akzeptieren.

An ech kann och net akzeptieren, wann dann hei - dat ass och schonn hei am Eescht ausge-maach ginn -, entgéint alle wëssenschaftlechen Erkenntniser an awer och entgéint allen empirischen Erkenntniser gesot gëtt, d'Kanner wieren net fäeg, am klengen Alter méi Sproochen opzuehelen. Dat ass einfach grondfalsch!

Eppes aneres, wat ech wëllt kloerstellen - well dat och elo déi eng oder aner Kéier dobausse scho gefaart gëtt -, dat ass, datt een elo dann, well mer soen, mir maache Fréiförderung vun de Kanner, do géif regelrechte Schoulunterricht maachen, datt een d'Kanner géif iwwer-fuerderen. Neen, datt ass et net, wat mer do wëlle maachen! Mir wëllen einfach d'Kanner lues un d'Schoul erufieren, op eng spilleresch Aart a Weis, fir et emol esou ze soen, do déi Chancen notzen, wann d'Kanner ganz op si fir alles, fir datt dann, wa se an de Fundamental kommen, jiddwereen optimal Chancen huet, fir seng Schoulcarrière mat Erfolleg ze gestalten.

Et ass och richtig, datt mir dat net nei erfonden hunn. Dat muss een unerkennen. Och ënnert der viregter Regierung, wou d'CSV responsabel war fir - ech soen emol - d'Kannerbetreieung, sinn eng ganz Rei Kannerbetreieungsplazen entstanen, ass dat geféiert ginn. Den Ennerscheid ass awer, datt do net ëmmer, oder datt eigentlech do net besonnesch op den Aspekt vun der Qualitéit gekuckt ginn ass. Et ass éischer d'Quantitéit gekuckt ginn. An dat ass jo eigentlech och do, wou mir elo aner Akzenter setzen, wou mer soen: Et ass wichtig, datt bei esou enger Fréiförderung och déi qualitativ Aspekter, déi pädagogesch Aspekter berücksichtegt ginn, datt déi am Vierdergrond musse stoen an datt d'Kanner also net nëmme versuergt ginn, mä datt se wierklech och geféiert ginn.

Duerfir hu mer jo eng ganz Rei Initiative geholl. Den SNJ, dee wäert jo elo zweemol am Joer d'Crèche kontrolléieren goen, fir ze kucken, wéi et mat der Qualitéit steet. Aus deem Grond wäert och d'Regierung nach eng Kéier 81 Milliounen an d'Kannerbetreieung investieren. Si wäert och d'Ressourc fir d'Personal, d'Zuel hunn ech elo net méi genau am Kapp, mä et ginn eng ganz, 10% geet d'Personal an deem Beräich erop, well mer wëllen, datt mer gutt Leit hunn, datt mer Educateuren, Educatrices hunn, déi genuch Zäit hunn, fir op déi individuell Besoine vun de Kanner anzugehen, fir eng optimal Betreieung kënnen ze garantieren.

An ab Hierscht wäert jo dann och d'Kannerbetreieung, während de Schoulstonnen - datt do keng Konfusioun ass! - gratis sinn. Dat ass net nëmme eng finanziell Entlastung fir d'Kanner (veuillez lire: bei der Kannererzueung), mä dat vereinfacht och sécherlech den Elteren hir Organisatioun vun hirem Alldag. An et muss ee jo soen, et ass jo eigentlech schéin ze gesinn, datt e Modell, deen et wéineg an Europa gëtt, datt déi Iddi vun der gratis Kannerbetreieung entre-temps och am Ausland, souguer a konservative Kreeser wéi der CSU, op guddem Buedem fällt.

An ech mengen, Här Spautz, ech kucken elo op lech, vläicht inspiréiert dat d'CSV, déi sech jo nach ënnert dem Jean-Claude Juncker eigentlech wesentlech méi fortschrëttlech an dëser Fro gewisen hat. An ech hat viru drun och zitiert, datt eigentlech 2008 dat schonn den deemolege Premier annoncéiert hat. Also d'CSU a Bayern, déi fënnt dat eigentlech och eng gutt Demarche, an ech wier frou, wann Dir eigentlech och géift do erëm op de richtige Wee kommen an dat och ënnertsteden.

Här President, ech ginn elo net weider op dee ganze Volet vun der Schoul an, well mäi Kollege, de Lex Delles, dee wäert muer do nach méi en détail op eng ganz Rei Saachen agoen.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Eugène Berger (DP).** - En anere Volet, Här President, dat ass dee vun der Familljepolitik, dee schléisst sech natierlech un d'Educatiounspolitik un. Ech mengen, och do hu mer eng ganz Rei Decisiounen geholl, déi am Sënn vun de Famillje sinn, am Sënn, datt ee Famill a Beruff besser kann enner en Hutt bréngen. De Congé parental ass méi flexibel ginn, ass finanziell besser opgestallt, wat jo och grad soll d'Pappen encouragéieren, fir och méi Zäit de Kanner ze widmen. An haut de Moien hunn ech jo och héieren, datt sech praktesch d'Zuel vun de Congé-parentalle bei de Pappe verduebelt huet. Dat ass gutt. An ech mengen, d'Kannererzueung ass jo eben och net just den Job vun der Mamm.

Mir hunn also och grouss Investitiounen an d'Kannerbetreieung gemaach. Firwat? Mä well mer einfach och eis Familljepolitik un déi gesellschaftlech Realitéit wëllen upassen. Mir wëssen haut, datt dräi vu véier Fraen aus hirem eegene Choix berufstäteg sinn. Also soll een och déi Méiglechkeet schafen, fir dat awer kënnen zesumme mat der Famill ze kombinieren.

An, wéi gesot, och elo wéi mat der Fréierzueung: Ech bleiwen och hei an der Familljepolitik ëmmer erëm verwonnert iwwert d'Positiounen vun der gréisster Oppositiounspartei an der Familljepolitik. D'CSV, déi fënnt, de Montant vum Congé parental wier ze héich; si wëllt dat erëm réckgängig maachen, wann ech dat richtig verstinn. Si seet, d'gratis Kannerbetreieung wier schlecht, a wëllt dat och réckgängig maachen. Si huet hei an der Chamber d'Qualitéitskritären an der Kannerbetreieung net matgestëmmt. Si huet d'Steierreliecherunge fir d'Privatstéit an och, wou mer bei der Steierreliecherung besonnesch fir d'Monoparentalen eppes gemaach hunn a fir déi jonk Familljen, net matgestëmmt. Dat si jo eigentlech alles Positiounen géint d'Famill!

An ech wier frou, dann ze héieren, vläicht méi spéit héiere mer dat da muer, wat d'CSV dann eigentlech fir d'Famill wëllt maachen. Bis elo huet se an hire Votten an an hire Positioun eigentlech ëmmer nëmme géint d'Famill geschwat.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Da musst Der d'Madamm Hetto liesen!

(*Interruptions diverses*)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Wann ech Familljen...

Genau, genau, Här Spautz, ech kann nach eng Kéier einfach nëmme dat opzielen, wat Der bis elo net matgestëmmt hutt an der Familljepolitik oder wou Der gesot hutt, wat Der alles nees géift réckgängig maachen, wou Der géift e Gank no hanne goen. Mä Dir hutt awer net gesot, wat Der géift Positives fir d'Famillje maachen.

Wann Der och vun der Madamm Hetto schwätzt, ech kann drun erënneren, wat se gesot huet, ech mengen, et war d'lescht Joer am Kader vun der Fréibetreieung, datt do d'Kanner eigentlech éischer géife riskieren traumatiséiert ze ginn, wéi datt se do geféiert géife ginn. Dat kann ee jo och alles noliesen.

(*Interruptions diverses*)

Här President, wann ech vu familljefrëndlecher Politik schwätzen, da muss ee sech och Gedanke maachen zur Aarbechtspolitik, well ee jo haut ëmmer méi kuckt, Familljepolitik an Aarbecht oder Famill an Aarbecht kënnen enner een Hutt ze bréngen. An duerfir musse mer nodenken iwwer flexibel Aarbechtzäiten, den Homeoffice - hat ech scho gesot - an all aner Méiglechkeeten. An do bleift sécherlech nach Spuut no uewen. Ech mengen, do solle mer zesumme mat de Sozialpartner kucken iwwer nei Modeller nozedenken.

Bon, Här President, ech kommen natierlech och net derlaanscht, iwwert de Logement ze schwätzen, ee vun deene Sujeten, déi jo och e wichtige Deel vun der Ried vum Premier waren, mä deen awer net nëmme haut, mä och an deene leschten Deeg, wann een esou gelies huet, dann nach eng Kéier vill diskutéiert ginn ass.

Et ass kloer: Bezuelbare Wunraum ass a bleibt eng vun deene gréissten Erausforderungen hei

am Land! Si ass och net nei. A mir hunn och net gesot, datt mer dat an engem Dag géife mat engem Zauberstaf kënnen alles guttmaachen, wat an deene leschten 20, 30 Joer net richtig gelaf ass. Dat hu mer guer net gesot!

Mä wat hu mer gemaach? Mir hunn d'Äerm héichgestrépft - de Logementsminister, d'Regierung - a gekuckt, fir awer emol konkret mat enger Rei Mesuren unzefänken! Et ass jo awer scho speziell, datt d'CSV, déi jo awer, ech mengen, während Jorzéngten do och deen Dossier an hire Kompetenzen hat, datt déi bis dohinne oder bis 2013 eigentlech - ech géif scho bal soen - d'Rou ewech hat. A knapps si se elo an der Oppositioun, kritiséiere se da ganz vill.

Dat ass jo schéin a gutt. Ech mengen, dat ass d'normaalt Spill vun der Oppositioun. Mä da wann ech gelift net nëmme kritiséieren, mä och soe konkret, wat een da géif aneschtens maachen! Ech mengen och...

► **M. Marc Lies (CSV).** - Wou bleift déi Wunnengsbauoffensiv dann?

(*Interruptions diverses*)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Do hunn ech haut, wéi bei villen aneren Dossieren, guer keng konkret Äntwerten héieren.

Nach eng Kéier, ech hu gesot, et kann een net vun haut op muer do alles nei maachen a wierklech d'Solution miracle hunn. Mä mir beméien eis! Mir beméien eis. Mir maache konkret,...

► **Une voix.** - Wéi déi aner viru drun!

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...mir maache konkret, eng ganz Rei konkret Mesuren. Ech wëll se net nach eng Kéier all widerhuelen.

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Dat huet dach näischt mat Regierungspolitik ze dinn!

(*Interruption*)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Dach, dat huet eppes mat enger Politik a mat enger Regierung ze dinn, wann ee konkret Mesuren hëlt! Wat fir eng Mesuren hu mer geholl, déi mer elo versichen ëmzesetzen? Subvention de loyer ass eng. D'accord, déi war scho viru drun ugeduecht, mä dat ass awer net déi eenzeg, déi mer...

► **Une voix.** - Aah!

(*Interruptions*)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Neen, dat ass net déi eenzeg, déi mer gemaach hunn! Wann ech gelift, mir hunn...

(*Interruption*)

Mir hunn eng Rei Mesuren am Beräich vun der Steierreform geholl, obschonn Dir déi net matgestëmmt hutt, de quart Taux, fir d'Offer...

(*Interruptions diverses*)

► **M. Félix Eischen (CSV).** - D'TVA an d'Luucht gesat fir d'Wunnengen!

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...ze erhéijen, d'Abatementer, wann ee wëllt en Eegehem hunn. Mir hunn elo de Baulückeprogramm an de Baulandvertrag gekuckt, fir deen ze finaliséieren, fir sécherstellen, datt, wann een nei Terrainen huet, déi och esou schnell wéi méiglech enner ganz präzise Konditiounen kënnen valoriséiert ginn.

Mir hunn eng ganz Rei Projeten - et ass rieds gaange vum Kierchbiere plus all deenen op de Friches industrielles -, déi mer ugeleiert hunn. Mir sinn eis bewosst, datt dat net vun engem Dag op deen anere kann ëmgesat ginn. Et sinn eng ganz Rei Akteuren, déi do musse matspillen, mä mir hunn awer d'Rad un d'Rulle bruecht.

Mir hunn de Fonds du logement reorganiséiert, dee jo grad am Beräich vun de locativé Wunnengen soll méi bauen. Mir hunn och d'Effikasitéit vun der SNHBM kënnen an d'Luucht setzen. Ronn 230 Wunnengen hunn déi d'lescht Joer gebaut, a fir dëst Joer si se amgaangen, der 250 ze bauen. Dat ass awer trotzdem eng Verdräifachung bannent zwee Joer. Dat sinn awer konkret Aktiounen, konkret Ëmsetzungen, déi gemaach ginn. Ech hu vu grousser Wunnprojete geschwat am Süden, Laminor Diddeleeng, wou 700 bis 800 Wunnunitéite solle kommen.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - ...zëng Joer laang, zëng Joer!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Am Norden...

(*Interruption par M. Marc Spautz*)

Jo, an duerfir si mir amgaangen elo ëmzesetzen! Dir hutt zëng Joer laang dovunner vläicht geschwat, mir setzen et elo ëm.

(*Brouhaha*)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Wou ass de PAP?

(*Interruptions diverses*)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Et ass richtig, Här President, dat soen ech och nach eng Kéier, datt do eng ganz Rei Akteure sinn, déi ee muss zesummekréien, an dat ass dat, wat mir elo maachen. A wann een d'Zuel ebe vun deene Wunnenge kuckt, déi awer elo schonn ënnert der Regie vun der Regierung mat hiren Akteure gemaach ginn ass, dann ass do awer wierklech schonn e groussen...

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Här Berger, dat sinn d'Gemengen, pardon!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech mengen, den Här Eischen wëllt sech androen, fir och zur Logementpolitik ze schwätzen.

► **Une voix.** - Besonnesch iwwert d'TVA, déi Der am Wahlprogramm hat, besonnesch iwwert d'TVA!

(*Brouhaha*)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Da kann en eis Solutiounen presentéieren, déi d'CSV déi lescht 20 Joer net...

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Entschëllegt, Här Berger, dat sinn d'Gemengen!

(*Brouhaha général*)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kollegen, elo geet et erëm ziviliséiert hei zou!

(*Brouhaha*)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - A just den Här Berger huet d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, e brauch keng Echoen.

(*Interruptions diverses*)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President, ech hunn einfach...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Loosst lech elo net méi beieren, Här Berger, fuert derduerch!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech loosse mech net beieren. Ech hu just gemierkt, datt déi gréisst Oppositiounspartei ganz nervös ginn ass, wéi ech gesot hunn, datt mir endlech géifen eppes am Logement maachen!

Här President, nach vläicht kuerz een, zwee aner Voleten. Ech mengen, een Aspekt, dat ass elo en anere Beräich, dat ass dee vun der sozialer Kohäsion, vun der Integratioun. Ech wëllt vläicht kuerz drun erënneren, et ass nach net esou laang hier, datt mer hei an der Chamber en Aktiounsplang fir d'Lëtzebuerg Sprooch presentéiert hunn, dee jo awer och vun enger Rei vun Experte wéi dem Lex Roth vill Luef krut.

Ech mengen eben, datt mer och do, wou d'Regierung kuckt, datt mer de Stellwäert vun eiser Sprooch verstärken, d'Norméierung, de Gebrauch iwwer eis Sprooch virundriewen, d'Leiere vun der Lëtzebuerg Sprooch a Kultur féieren. Bref, datt also och d'Lëtzebuerg Sprooch eis wichtig ass an datt mer doduerjer en Aktiounsplang gemaach hunn an datt deen och wäert zur Integratioun an zur sozialer Kohäsion bäidroen.

Zum Schluss vläicht och nach kuerz e Wuert, wann ech bei Kohäsion sinn, net nëmme där nationaler Kohäsion, mä där europäescher, där internationaler Kohäsion. Ech mengen, grad als e Land, ech soen, jo, e klengt Land, wat international, esou wéi Lëtzebuerg sech heterogen zesummesetzt an dat awer och ganz vill vu sengen Nopeschlänner, net ofhänkt, awer ganz vill a Relatioun ass mat sengen Nopeschlänner, ass et wichtig, datt ee kuckt, wéi een an der Regioun, an der Groussregioun, an Europa weider fonctionnéiert, besonnesch an dese politesch mouvementéierten Zäiten.

Mir wëllen nëmme nach eng Kéier drun erënneren, leschte Sonnden hate mer jo an engem vun eise wichtegen Nopeschlänner eng éischt Ronn bei de Presidentschaftswahlen. An deen Ausgang do ass jo eigentlech awer historesch.

Firwat? Well do zwou grouss etabléiert Parteien oder Mouvements, déi eng konservativ, déi aner sozialistesche, nom éischten Tour net méi an der Course sinn. Ech mengen, dat ass schonn eppes, wou sech déi grouss etabléiert Parteie musse Froe stellen, firwat datt se de Bierger net méi erreeche kënnen, firwat datt se keng Rezepten hunn oder ubidde kënnen fir déi grouss Erausforderungen. Ech mengen, wann ech zesummerechnen, 40% vun de Wieler hunn a Frankräich extrem, lénks- oder rietsextem populistesch Kandidaten gewielt. Ech mengen, dat muss awer schonn, 40%, eng Zuel sinn, déi Suerge muss maachen.

An et muss ee soen, d'Wahlen hunn elo mat engem sozialliberale Kandidat, dem Emmanuel Macron, awer och e Liichtbléck ervirbruecht. An ech hoffen, mir hoffen alleguerten, dass en dann de 7. Mee net nëmme gewielt gëtt, mä datt en et dann awer och fäerdegbréngt, fir e gespléck Land erëm zesummenzeféieren, an datt och da kënnen déi néideg Reforme gemaach ginn. Ech wënschen op alle Fall dem Emmanuel Macron vill Succès an datt dat dann och de 7. Mee wäert klappen.

Wat ech einfach wëll awer soen, Här President, zum Ofschluss vun deem Volet: D'Regierung ass sech bewusst, datt mer op villen Niveaueen op déi international Partner ugewise sinn, sief dat an der Groussregion, sief dat an der EU oder awer op dem internationale Parkett. Dat sinn net nëmme Handelspartner, mä dat sinn och Partner a ganz vill aneren Aspekter. An ech mengen, et muss eis dru geleet sinn als ee vun de sechs Grënnungsmembere vun der Europäescher Unioun, datt mer net alles elo an den nächste Jore verléieren, wat mer a 60 Joer zesummen opgebaut hunn, all déi Wäerter virun allem, déi mer och do opgebaut hunn.

Duerfir ass et och wichtig, datt mer eis seriö a konstruktiv mat deene Froen ausenansetze respektiv Äntwerte ginn op déi Froen, déi d'Europäesch Kommissioun gestallt huet an hirem Wäissbuch.

An ech mengen och, et ass esou, datt mer als Akteur op der internationaler Zeen och net nëmme solle kucken no Benefisser ze sichen, ëmmer nëmme kucken, wat mer dovunner hunn, mä als Akteur op enger internationaler Zeen hu mer och Flichten. An ech mengen, och dese Rôle hëlt d'Regierung ganz eescht, sief et duerch Ophuele vun Demandeurs de protection internationale, sief et duerch eis Kooperationspolitik, sief et nach, datt mer versichen, Afloss a wictegeng Organisatiounen wéi dem Conseil de l'Europa oder der UNO ze huelen.

Einfach nëmme fir ze soen, wann ee vun engem État de la nation schwätzt, kucke mer natierlech ëmmer, hu mer de Bléckwénkel op déi Aspekter hei zu Lëtzebuerg. Ech wollt awer och drun erënneren, datt een och muss bei esou engem État de la nation de Bléck doriwwe eraus hunn, well awer déi Relatiounen an déi Aufgaben a Flichten och ganz wicteg sinn, fir datt dat e Ganzt ausmécht.

Här President, ech kommen dann zum Schluss. Ech hunn elo sécher net all Aspekter abordéiert. Meng Fraktiounskollege wäerten nach op déi eng oder aner Aspekter agoen. Ech hunn der e puer ervirgestrach, déi eis besonnesch wicteg schéng beim Zoustand vum État de la nation, besonnesch och an diesen Zäiten. Dat waren d'Education, d'Mobilitéit, d'Förderung vun de Kanner, d'Diversifikatioun vun der Economie.

Ech mengen hei awer, wéi a villen anere wictege Fäll, kann een eent feststellen, dat ass, datt d'Regierung net nëmme kuckt, fir datt et haut fonctionnéiert, fir datt et haut dem Land a jiddwerengem am Land gutt oder besser geet, mä déi Politik ass drop ausgeriicht - an dat gesäit ee jo och bei der Finanzpolitik, bei der Wirtschaftspolitik -, fir datt jiddwieren och Zukunftschanc gebuede kritt.

Eis Politik ass also drop ausgeriicht, datt et eis och nach muer an iwwermuer gutt wäert a soll goen. An dat ass duerfir fir eis eng wäitsichteg, eng nohaltig Politik fir haut a fir déi zukünftige Generatiounen. An duerfir kann ech soen, datt mir, datt d'Demokratesch Partei op alle Fall voll a ganz hannert deser Politik steet.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Berger. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Viviane Loschetter fir déi gréng.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Voilà, ech traue mech bal net drunzegoen, Här President.

Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat, firwat mir am Dezember 2013 ugetruede sinn, dat fanne mer haut zu engem gudden Deel an onsem Alldag an diesem Land schonns erëm. D'Bild vum Land verännert sech, enger-säits duerch déi strukturell Reformen an anerer-säits awer och duerch déi gesellschaftspolitesch Reformen; strukturell Reformen duerch déi héich wirtschaftlech Investitiounen, duerch eng konsequent an ofgestëmmte Landesplanung, duerch d'Entwécklung an der Mobilitéitoffer, duerch déi héich Investissementer a klima- an ëmweltpolitesch Projeten - d'Zuelen, déi de Moien an de Mëtteg presentéiert gi si vun de

Membere vun der Regierung, beweisen datt onmëssverständlech: eng Verduebelung, voire souguer eng Verdräifachung par rapport zu 2013.

Gesellschaftspolitesch Reformen, fir der just nëmme e puer ze nennen, wéi dat neit Nationalitéitgesetz; d'Depenaliséierung vum Avortement; de Mariage an d'Adoptioun pour tous; de Congé parental; den Dialogue social; de RE-VIS; eng Reform vum Kannergeld gekoppelt un eng ambitiéis a qualitativ héichwäerteg Offer en nature fir all Kand, déi fir eng effektiv Fërderung vun der Chancéglichheit wäert suergen; de Juge aux affaires familiales; eng méi sozial gerecht Verdeelung vun den Transfert-socialen; eng Steierreform, déi de gesellschaftspoliteschen a wirtschaftlechen Erausforderunge Rechnung dréit an en Ufank vun enger neier Approche duerstellt mat hiren ekologesche Lenkungsmaassnamen: Green Finance; wirtschaftlech Aspekter wéi Ennerstëtzung vu Start-uppen an eng reell Fërderung vun der Repräsentativitéit vun de Fraen an der Politik duerch eng verbindlech Quoteregulung; eng Trennung respektiv eng méi gerecht a méi representativ nei Relatioun tëschent Kierch a Stat.

Dir gesitt, Här President, ech hu scho bal iwwer eng Minutt gebraucht, fir just nëmme e puer Beispiller ze nenne vun de geleeschte Reformen, vun der geleschter Regierungsaarbecht.

Dat, firwat mir, déi dräi Koalitionsparteien, am Dezember 2013 stoungen, gëtt ëmgesat, konsequent a mat Engagement an och mat politeschem Courage, well politesche Reforme brauche politesche Courage. A politesche Reformen, et kann ee se approuvéieren oder et kann ee se och manner approuvéieren, mä politesche Reformen huet des Majoritéit säit ufanks 2014 eng ganz Rei konsequent ëmgesat; ëmgesat, wéi gesot, wéi mir et zesummen am Koalitionsprogramm festgehalen hunn.

Ech kommen e bësse méi spéit a méi am Detail nach op eise Koalitionsprogramm zrëck an op dat, wat bis elo geschitt ass a wat nach wäert geschéien. Dat ass e bëssen dat, wat mer haut a muer sollte maachen. Mä ech denken, fir komplett ze sinn, muss ech kuerz op virun 2013 zrëckgoen. Eendeiteg a kloer formuléiert vun der Zivillgesellschaft, vu Patronat bis Salarat ass d'Erkenntnis, datt mer ufanks 2014, wéi déi blo-rout-gréng Majoritéit ugetrueden ass, an engem enorme Reformstau stoungen. An dat soen net ech, dat soen net mir, dat soen d'Force-viven!

(**Interruption**)

An diesen onrouegen Zäiten, déi definitiv bei der Finanzkris 2008 ugefaangen hunn, war et kloer, datt net méi alles esou kéint bleiwen, wéi et ëmmer war, an datt och net méi alles erëm géif ginn, wéi et ëmmer war. An et wier genau do de Moment gewiescht, 2009 spéitstens, fir sech och finanziell nohalte ze organiséieren an iwwert den Tellerrand vun enger Legislaturperiode eraus ze denken.

Ënner anerem wier spéitstens schonn de Moment gewiescht am Joer 2009 - jo, an engem Wahljoer -, fir aner Weeër anzuschloen, fir sech der neier an irremediabler Situatioun unzepassen an d'Zukunft virzereeden. Verschiddener hunn dat „de séchere Wee“ genannt am Joer 2009. E Slogan, deen iwwregens Gehéier fonnt huet, well d'Leit zu deem Zäitpunkt Sécherheet gebraucht hunn, zu Lëtzebuerg an iwwregens och an der ganzer EU an doriwwe eraus.

Wann d'Welt ännert, wann d'Ëmfeld ännert, an domadder och den Alldag an och déi gewinnte Gebuergeheet gerëselt gëtt, wann ee konfrontéiert gëtt mat enger Finanzkris, déi duerno zu enger Wirtschaftskris a schlisslech zu enger Sozialkris an Europa féiert, jo, da gëtt et Ursaach, fir sech net nëmme Gedanken ze maachen, mä och Suergen ze maachen!

Grad an esou engem Moment ass et wichtig, fir eng éierlech Duerstellung vun der Situatioun ze skizzéieren, fir sech den Erausforderungen ze stellen, fir ze erklären a fir Alternativen ze proposéieren, fir déi ze diskutéieren mat de Leit, mat de Forces vives, fir souguer d'Pretentioun ze anticipéieren, jo, fir souguer d'Pretentioun ze hunn, kënnen als klengt Land Virreider ze sinn oder ze ginn.

Wat ännert sech? A wéi kënnen mer drop reagéieren? Wéi kënnen mer ons opstellen, fir op déi wirtschaftlech, déi sozial, awer och déi ëmweltpolitesch riseg Erausforderungen eng Äntwert ze entwéckelen? „De séchere Wee“ wier an onsen Aen en neie Wee gewiescht, e Wee an d'Zukunft, e Wee fir déi nächst Generatiounen vun onsem Land.

Et ass awer anescht gaangen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

(**Brouhaha**)

Ech maache just eng kleng Paus, well et stéiert mech e bëssen.

Et ass awer anescht gaangen...

(**Interruption par la présidence**)

Jo!

(**Hilarité générale**)

► **Une voix.** - Mir hunn eis zrëckgehalen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Mir hunn eis zrëckgehalen. Et ass awer anescht gaangen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well vun 2009 bis 2013 war hei am Land an der politescher Majoritéit „business as usual“, wann iwwerhaupt „business“ war. D'Situatioun ass verkannt ginn. De Réckstand vun den noutwendege Reformen ass gewuess. Déi soi-disant Tiräng, déi voll waren ufanks 2014, esou behaupten et jo déi fréier Verantwortlech notamment vun der CSV, sinn de beschte Bewäis derfir.

De Leit am Land ass e séchere Wee versprach ginn. Mä wat d'Land kritt huet, während véier an engem hallwe Joer, war e Status quo a ville wictege Beräicher, ebe wéi Landesplanung, Budgetpolitik, Familljepolitik, Logementpolitik, Innenpolitik, fir nëmme déi wictege Schlüsselsortene ze nennen, a mat deem Status quo eng onverzeilech verpasste Chance an eng Zäitverschwendung, déi, an dat muss mer wuel haut och zouginn - vläicht alleguerten -, déi schwierig ass - haut nach! - eranzehuelen.

Elo kann ee mat dem Regierungsprogramm oder engem Deel dovunner averstane sinn oder och net. Mir Gréng kennen des kritesch Approche aus der Opposition zu engem Regierungsprogramm.

Ech muss awer éierlech zouginn, datt et eis als Gréng an der Opposition nach ni virkomm ass, en bloc alles schlecht ze fannen! Duerfir hate mir och ëmmer eng differenziert Approche an hunn eis mat der Thematik beschäftegt a gegebenfalls Politicke matgedroen, déi mir sënnavoll, déi mir richtig oder akzeptabel fonnt hunn. A wann net, hu mir eis ëmmer verflücht gefillt, ons eegen Alternativen ze ënnerbreeden. An duerfir versti mir och, elo wou d'Rollen inverséiert sinn, datt déi nei Oppositionspartei, déi jorzéngtelaang d'Regierung ugefouert huet, ka kritesch zu eise Politicke sinn, voire net d'accord ka si mat onse Virschléi.

Et ass jo och esou, datt d'Majoritéit automatesch d'Richtegkeet jo och net gepacht huet, deemools net, an haut och net. Mir verstinn allerdéngs vill manner, datt se systematesch alles schlecht fënnen. A mir versti guer net, datt si allen Eeschts verkënnegt, si géif, wa se dann erëm zrëck an d'Regierung kënn, - entre guillemets - „alles réckgäenge“ maachen.

Datt et aus onser Siicht esou weineg...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wou hu mer dat da gesot?

► **Une voix.** - An der Familljepolitik.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir musst awer...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - A méi wéi der Familljepolitik, méi wéi der Familljepolitik!

(**Interruption**)

Datt et esou weineg Asiicht gëtt op deem Punkt, datt dës Land Reforme brauch, fir kënnen fir d'Zukunft sech nohalte ze entwéckelen, ass eigentlech onverständlech!

A wat eis am meeschte feelt, an ech ralliéiere mech e bëssen der Demande vu mengem Kollege Bodry, wat eis am meeschte feelt, och hebbannen an der Chamber bei onse politeschen Debatten, dat sinn d'Alternativen, konkret an ëmsetzbar Alternative vun der Opposition.

Setzt ons déi, wann ech gelift, géigeniwwer, fir datt mer endlech hei kënnen eng interessant an eng kontrovers Debatt féieren, eng inhaltlech Debatt! Well d'Bierger an d'Biergerinnen, déi brauchen déi Debatt, fir sech weiderhin nach un der Politik ze interesséieren. Et ginn eng Rei Politicken, an de Premier huet et de Moien och kloer skizzéiert, déi schwierig sinn oder déi nach ëmmer schwierig sinn, wéi zum Beispill de Logement oder d'Bekämpfung vun der Aarmut respektiv vum Aarmutsrisiko.

Fir awer dann, ouni mat der Wimper ze zucken, deser Majoritéit alles a säi Contraire ze reprochéieren, do, wou ee selwer jorzéngtelaang Schwierigkeeten hat, wou et schweier war, ass d'Wourecht engersäits an d'Erausforderungen anerersäits vun diesem Land bewusst verkennen ze wëllen. D'Alternativ ka sech net resüméieren, fir alles oder villes réckgäenge ze maachen.

Kommt, mir schwätzen emol iwwert d'Reforme vun diesen dräi leschte Joren! An ech géif ganz gären ufänke bei der Aart a Weis vum Zesummeschaffe vun deser Majoritéit, déi iwwregens ganz gutt nach ëmmer zesummeschafft.

(**Interruption**)

Ech nennen nëmme dräi Beispiller, dräi vu ville Beispiller, an dann eben och stellvertriedend fir des Majoritéit, iwwert d'Aart a Weis vum Zesummeschaffen, an déi virun 2013 ondenkbar waren.

Éischtens, des Regierung huet et dunn endlech fäerdegbruecht, en RMGs-Gesetz ze reforméieren, andeem interministeriell tëschent Aarbechts- a Familljeministère respektiv Aarbechts- a Familljeministère zesummeschafft ginn ass, op Initiativ vun diesen zwee Ministeren, a mir hunn duerfir elo haut e Projet de loi, genannt REVIS, virleien, wou déi riets Hand weess, wat déi léns mécht!

Zweet Beispill, datt eng eminent, an dat ass schonn hei e puermol gelueft ginn, eminent wictege gesellschaftspolitesch Reform, wéi d'Nationalitéitgesetz eng ass, am Virfeld mat alle Fraktiounen a Sensibilitäten zesummen diskutéiert an am Konsens ausgeschafft konnt ginn. An duerfir sollte mer eis alleguerte Merci soen!

Drëttes Punkt, d'Planung vun eise Land mam Programme directeur Landesplanung. Nieft den Aarbechtsgruppen, wou déi übblech Forces vives dra wäerte vertraude sinn, ginn am Hierscht nach zousätzlech Aarbechtsgruppen an d'Liewe geruff, wou d'Bierger an d'Biergerinnen - 200 Stéck - wäerte kënnen aktiv mat participéieren op véier verschiddene Plazen hei am Land. Hei gëtt sech déi Zäit geholl, déi et erméiglecht, am Dialog mat de Leit un der Zukunft vun hirem Land ze schaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, där Beispiller iwwert déi nei Form vun Zesummenaarbecht ginn et der vill. Et gëtt just net driwwer geschwat. Dat ass eng Form vun - ech zitieren - „d'Fenster grouss oprappen“, eng Ausso, déi des Majoritéit jo oft an de Mond geluecht kritt huet.

Abee, dat do gehéiert dozou.

(**Interruption**)

Genau, dat do gehéiert dozou.

Mä zum Inhalt vun de Reformen. Et ass kloer, datt mer Zäit verluer hunn, an déi hu mer verluer, well ebe contrairement zu deem, wat ëmmer an der Oppositionsbänk behaupt gëtt, bā Wäitem net alles prett war. Heizou och e puer Beispiller. An ech komme gären nach eemol op d'Landesplanung an d'Mobilitéit ze schwätzen, well dat ass vläicht deen offensichtlechste Reformstau.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - En total iwwerschaafte Landesplanungsprojet an total iwwerschaafte Plan-sectoriellen, kohärent openeen an ennereneen ofgestëmt an Zesummenaarbecht mat deene verschiddene Ressortministère, mat de Gemengen, spréich Syvicol, sinn um Instanzewege a wäerten och nach dës Joer verschafft ginn. Dës ass eng Schlüsselsreform, fir d'Organisatioun vun diesem Land iwwerhaupt ze gestalten a mat Inhalt ze fëllen. De Raster steet elo.

Jo, et huet eben dann dräi Joer gebraucht. Souwuel d'Landesplanung wéi och d'Plan-sectoriellen, déi sech drop praffen, hu missen nei iwwerschaafte ginn, well esou wéi se virloungen, esou wéi se eigentlech do waren, ware se net ëmsetzbar.

An, jo, sech mat de Leit a mat de Gemengeresponsabel zesummenzesetzen an hir Doleancen a Suggestiounen eescht ze huelen, kascht och Zäit, gutt investéiert Zäit am Virfeld, wat schlecht investéiert Zäit duerno vermeit.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - D'Diskussioun ronderëm, wou a wéi eng Regioun oder Gemeng soll wuessen oder net wuessen, ass keng einfach. Eng effikass Dezentraliséierung vun den ekonomeschen Zentren ze gestalten, huet als Zweck an Zil, fir d'Wunnen an d'Schaffe méi no oder erëm méi no beieneen ze bréngen an d'Liewensqualität ze féieren.

D'Diskussioun an duerno d'Konklusiounen zéien an Decisiounen huele geet net ouni Iwwerzeegung a politesche Courage. A virun allem: Esou wictege Decisiounen kënnen mer nëmme, kënnen och nëmme geholl ginn, wann een iwwert den Tellerrand vun der nächster Legislaturperiode kuckt. Anescht ass dës iwwerhaupt net méiglech. D'Landesplanung an d'Plan-sectoriellen «Transports», «Logement», «Paysages» an «Activités économiques» sinn awer och d'Viraussetzung, fir d'Organisatioun vun deser Gesellschaft fir déi nächst Generatiounen ze gestalten.

Mir sinn näamlech an enger Ära ukomm, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wou mer ons vun enger Gesellschaftsorganisatioun, ewéi se bis elo bestanen huet, lues awer sécher verabschieden. Ob mer dat gutt fannen oder manner gutt fannen, muss mir och hei zu Lëtze-



buerg ons mat deenen neie Phenomeene vu Globaliséierung, vun Digitaliséierung, neie Forme vun Aarbecht an Aarbechtsgestaltung, neie sozial- mä och klimapolitischen Eerausfuere-derungen net nëmme beschäftegen, mä och aktiv a kreativ dës Gesellschaftswandlung poli-tesch begleeden a souguer anticipéieren.

De Raster, deen d'Etüd genannt Rifkin duerstellt an deen notament mat de Forces vives, mat de Leit och erstallt ginn ass, ass an eisen Aen zumindest e wonnerbaren Ausgangspunkt. Mä et ass effektiv just en Ausgangspunkt. D'Eerausfuereunge sti kloer do. Eigentlech ware se scho bekannt, mä net benannt oder net genuch benannt. De Premier huet et de Moien a senger Ried gutt skizzéiert.

Dësen Ausgangspunkt gëtt elo, zesumme mat de Bierger a Biergerinnen, mat Inhalt gefëllt, mat Iddie gefëllt, mat Revendicatiounen gefëllt - vläicht och! -, aus deenen dann d'Politicken erstallt ginn. An do ass mat Sécherheet, vu datt d'Leit mat dru bedeelegt ginn, d'Forces de la nation dru bedeelegt sinn, do ass keng Plaz méi fir Tabuen an och keng Méiglechkeet, méi schwierig Themen ze ignoréieren, an dat ass och gutt esou.

Mir op alle Fall, mir erwaarden eis e konstruktiven a breet gefächerten Input aus dësem Exercice. Dat ass fir ons de séchere Wee, dee Wee, dee mer net passiv erdroen, mä dee mer aktiv gestalten. An dat mécht dës Majoritéit, dës Regierung roueg, effikass a konsequent.

Här President, am Kontext vun der Analys vum Semestre européen hate mer och dëst Joer erëm d'Geleeënheet, mat de Vertrieeder vun der Kommissioun zesummen kommen. Den Hâr Paquet, Directeur adjoint (veuillez lire: Secrétaire général adjoint) vun der Kommissioun en charge vun der Analys a vun der Evaluatioun vum Semestre européen, huet eis e ganz interessante Feedback gi vun der Lëtzebuurger Initiative ronderëm dës Rifkin-Rapport an dat, wat d'Regierung elo domadder wëllt maachen.

Et stëmmt och, dat gi mir jo och éierlech zou, et stëmmt och, datt ons Finanzen gesond sinn. Déi éischt Mesuren, déi dës Regierung a Saache Budget geholl huet, ware vläicht net esou populär, mä noutwendeg a richtig, wéi et sech elo erausgestallt huet, net nëmme fir den Zukunftspak, mä och fir den Impôt d'équilibre budgétaire temporaire.

Dësen Exercice huet dozou notament genotzt, fir e Screening duerch d'Ausgaben ze maachen, fir sech nei ze orientéieren, fir differenziéiert mam Budget ëmzegoen. Et huet eiser Regierung erlaabt, de Budget ze konsolidéieren,...

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- ... andeems virprogramméiert déck Lächer am Budget konnten assuméiert ginn. Datt ons Finanzen gutt sinn, seet eigentlech dës Majoritéit am mannsten oft. Et si spezialiséiert Institutioune wéi d'OECD, wéi den FMI oder d'Europäesch Kommissioun, déi dat soen, iwwert de Biaisen vum Semestre européen notament, déi ons dat bestätegen. An doriwwer schwätze mer jo och haut, mat de Chiffres à l'appui. An net zulescht och d'Investisseuren, déi soss net hei wieren.

Datt mer eng Schold hunn, déi wuel an absoluten Zuele licht uwiisst, mä am Kontext kaum variéiert, doduerch, datt mer e PIB hunn, deen iwwert déi nächst Jore stabill bleift, doduerch, datt mer onsen OMT, onsen Objectif à moyen terme anhalen, doduerch, datt mer onse Prozentsatz bei der Schold tëschent 22% a 24% halen, also wäit ënnert där ons vun ons selwer virgeschriwwener Limitt vun 30%, a vun där vun der EU-irgeschriwwener Limitt vun 60% guer net ze schwätzen.

An duerfir, Hâr President, mir hunn eng gutt Finanzlag a mir hunn eng gutt Wirtschaftssituatioun, déi onse PIB ganz gutt placéiert notament am europäeschen Einfeld. A mir schafen Aarbechtsplazen, well den Emploi geet kontinuierlech erop.

Mir hunn also all Instrument an der Hand, fir onst Land gutt a gesond ze strukturéieren, fir an dat ze investéieren, wat onst Land brauch, fir sech sozial, fir sech ekonomesch an ekologesch fir déi nächst Generatiounen opzestellen.

An d'Investissementer sinn enorm! E Plus vun 13% fir 2017 ass virgesinn. A bis 2021 geet de Montant vun den Investissements publics kontinuierlech an d'Luucht. Et ass also net esou, datt keen Investissement fir déi Joren 2020 an 2021 programméiert wär. Deen ass do matprogramméiert.

Mir investéieren an onst Land. Mir huelen de Retard op alle Beräicher. A mir investéieren elo emol virun allem an déi Beräicher, wou den Nachholbedarf am gréissten ass. Vun 241

Milliounen am Joer 2013 op 617 Milliounen haut geet an den nächste Joren de Budget fir d'Émwelt- a Klimaprojeten erop.

(Interruption)

Mir hunn an deene leschte Joren esou vill Wandmillen opgeriicht, wéi déi zéng lescht Joer zesummen net geschitt ass. Mir kënnen haut fir d'Éischt emol soen, datt mer eis Klimaverpflichtunge wäerte kënnen anhalen. D'CO₂-Reduktiounen ginn erof (veuillez lire: Den CO₂-Ausstouss geet erof) a mir wäerten 2020 e Minus vun 20% hunn. Bei den erneierbaren Energie si mer erwell iwwer 5% a mir wäerte bis 2020 11% erreechen.

A bei der Energieeffizienz si mer ganz gutt opgestallt. Mir hunn en drëtten Aktiounsplang net nëmme ausgeschafft, mä ëmgesat, deen notament ons Klimaobligatiounen vum Paräiser Accord ëmsetzt. Nach ni konnt een esou eppes hei op der Chambertribün soen. Dëst Joer kënnen mer et soen!

An dësem Kontext soll d'Diskussioun, menge mir, ronderëm onse Wuesstum weidergefouert ginn an och konkretiséiert ginn, wéi: Wéi vill wëlle mer wuessen? Wéi e Wuesstum packe mir an onsem klengen Land? Wat konkret heescht dat, d'Qualitéit vum Wuesstum ze férdere? Wéi kënnen mer den Equilibre erhalen tëschent sozialen, ekologeschen an ekonomeschen Eerausfuereungen an dem Kontext vum Wuesstum?

An déi Diskussioun, déi solle mer féieren, Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, well mir wëllen haut suerge fir ons Kanner an Enkelkanner muer, well mer eist Land wëllen opstellen haut, fir den Eerausfuereunge vu muer gerecht ze ginn, a well mer an der Situatioun sinn haut, datt mer d'Suen derfir hunn. An alles aneres wär onverantwortlech.

Mir investéieren an d'Mobilitéit. De Budget pluriannuel weist e Montant vun 146 Milliounen am Joer 2013 an e Montant vu bal 400 Milliounen dëst Joer. Dat ass méi wéi eng Verduebelung am öffentliche Transport, am Schinnetransport.

D'Mobilitéit, mä virun allem d'Multimodalitéit vun der Mobilitéit ass d'Léisung zum Stau, zum Stau op de Stroossen an zum Stau an der Mobilitéitsreform. Den Tram a seng geplangten Extensiounen, déi elo net méi 2030 kommen, mä 2022, den Arrêt Pont-Rouge, d'Gares périphériques als Wirbelsail vun enger ganzer Rei vun zousätzleche Mobilitéitsprojete bréngen endlech erëm Bewegung an dëst Land.

Innovativ nei Projeten - nei Projeten! -, déi mer iwwerregens och schonn am Ausland fannen, stinn endlech och hei zu Lëtzebuerg op der Dagesuerdnung. Infrastrukture fir d'Elektromobilitéit, de Carsharing, d'Mobilitéit douce an hir Vëlospisten iwwer 400 Kilometer kréien och hei am Land Gestalt an ziele mëttlerweil zu evidente positive Standuertfaktoren vum eisem Land.

Hâr President, wann ech vu Mobilitéit schwätzen, da wëll ech hei och emol ganz kuerz awer trotzdem déi Konsequenz ervirsträchen, mat där säit dräi Joer systematesch an d'Verkéierssécherheet investéiert gëtt, vu couragéisene Entscheedungen, fir Radaren a Zones 30 an „shared space“ anzeféieren, bis zu pädagogesche Moosnamen, fir op d'Gefore vun der Vitesse a vum Alkohol hannert dem Steierrad ze verweisen. Et ass héich Zäit ginn, datt d'Politik sech dëser Saach ugeholl huet!

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sollten och der Suggestioun vun der Kommissioun, fir ons an der Finanzindustrie weider ze diversifiéieren, nokommen. Mir hunn am Kader vun de leschte Budgetdebatten ervirgestrach, datt mir zu Lëtzebuerg a Saache Green Finance mëttlerweil Virreider sinn. Et ass dëst ganz sécher eng Marktlücke, déi mer roueg sollte weider féllen. Gréng Finanzen sinn nohalteg a si sinn zukunftsorientéiert. Et weist och, datt mer beméit sinn, der Finanzplaz Lëtzebuerg eng nei, eng aner Form ze ginn.

Mir sinn duerfir och besuergt, datt all ons Fongen no klimapolitischen an ethesche Kritäre gescannt ginn, esou wéi mer et mat onsem Rentefong gemaach hunn. Et geet hei ëm eng Prinzipiaalsaach, déi eigentlech keng Ausnamen zouléisst.

Mir sinn och besuergt, awer och interesséiert ze wëssen, wéi d'Regierung gedenkt, mat den „stock-options“ ëmzegoen. Mir kréie matgedeelt, datt den Déchet fiscal sech ëm déi 200 Milliounen dréit. D'„stock-options“, déi vläicht als Coup de pouce geduecht woren deemools fir Start-uppen oder Kleng- a Mëttelentreprisen, hu sech awer zu eppes ganz anerem entwéckelt, zu eppes, wat net méi vertrietbar ass a wou mir mengen, datt d'Regierung muss intervenéieren.

Hâr President, mir denken, datt dës Regierung sech och virun allem auszeechent duerch gesellschaftspoliteschen Reformen a Reformen, déi e gesellschaftspoliteschen Impakt hunn.

Eng Rei vu Grafiken, déi mir de Moie vum Premier gewise kritt hunn, weisen op eng onverkenbar Manéier, viru wat fir enge spezifeschen Eerausfuereunge mir stinn. 2010 hate mer zu Lëtzebuerg ronn 360.000 Leit beschäftegt. Haut si mer zu 446.500, déi hei am Land schafften. D'Frontaliere waren am Joer 2000 zu 88.000, haut sinn et der 100.000 méi. Mir hunn eng Populatioun vu 590.000 Awunner, a wann een esou e Pourcentage kuckt, da géifen eigentlech vun deene 590.000 Awunner 76% vun der Bevëlkerung aus dësem Land schaffen. A virun allem sinn an eisem Land 70% vun de schaffende Leit Netlëtzebuerg. Dat heescht, datt et haaptsächlech d'Netlëtzebuerg sinn, déi zum Räichtum an zum Wuelsënn vun dësem Land bäidroen.

Duerfir ass et an eisen Ae wichteg, datt déi Leit, déi zum Räichtum an zum Wuelsënn vum Land bäidroen, och kënnen matentscheeden, wat mat deem Räichtum geschitt. Et ass fir ons ganz einfach eng Saach vun der Gerechtheek. An et ass awer och eng Saach vu versuerge vun der Cohésion sociale.

Mir erwaarden eis vun der Reform vum Nationalitéitgesetz, datt mer vill Leit beweegt kréien, och déi lëtzebuergesch Nationalitéit unzuelen. A mir wënschen ons, datt si et allegueren ronkréien, sech mat eiser Lëtzebuerg Sprooch ausenanerzesetzen. Mir hunn nämlech eng immens Chance an eisem Land, datt mer kënnen esou friddlech an esou gutt zesummeliewen. Dat ass onsen allerbesten Atout an dee solle mer richtig gutt versuergen.

Zur Cohésion sociale gehéiert fir ons och, datt d'effentlech Hand derfir suergt, datt wirtschaftlech a sozial Politicke kënnen mateneen oder méi mateneen verknüpft ginn. D'Société d'impact sociétal oder souguer d'Sarl simplifiée, déi Eng-Euro-Gesellschaft, oder d'Marché-publics-Gesetz oder d'Reform vum Faillitgesetz, un deem mer an der Chamber fläisseg schaffen, loosse den Verknüpfung oder zum Deel dës Verknüpfung elo endlech zou.

Mir schwätze vill manner iwwer eng aner Form vu sozialer Gesellschaftspolitik, déi nämlech, ëm déi d'Justiz sech muss këmmere. D'Reform vun SCAS, wat eigentlech e politesche Skandal hätt kënnen ginn, d'Reform vum SCAS, wat och elo d'Reform vum Jugendschutz wäert erlaben, d'Aféiere vun engem Juge des affaires familiales, wat och elo d'Reform vum Divorce wäert erlaben, oder d'Reform vum Strofvollzuch, wou sech net méi eleng mam Ofsetze vun der Prisonsstraf beschäftegt gëtt, mä virun allem mat dem Projet de vie no dem Ofsetzen, d'Operambulanz an den Exitprogramm fir prostituéiert Fraen a Männer sinn e puer Beispiller derfir. Et si Beräicher mat weéng Lobby, mä si gehéieren zu onser Gesellschaft an déi Leit gehéieren och zu de vulnerabelsten. Duerfir ass et fir ons vu besonnescher Bedeitung, an dës Reforme wäerten e wichtegen a positiven Impakt op d'Fonctionnéiere vun eiser Gesellschaft hannerloossen.

An Zukunft, Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, an Zukunft wäerte mir méi, méi oft an och méi konsequent mat der Immigrationspolitik ons mussen ausenanerzesetzen, zu Lëtzebuerg an och, als Memberstat, an der Europäischer Unioun. Mir sinn der Meenung, datt mir zu Lëtzebuerg bis elo eng gutt Gestiou vun der Flüchtlingswell konnte maachen, an dëst net zulescht duerch en optimaalt Zesummeschaffe vu verschiddene Ministèren a virun allem, erëm eng Kéier, vu verschiddene Ministèren. Den Innenminister an den Infrastrukturminister hunn zesumme mat der Familljeminitesch vun éischte Moment un intensiv zesummegeschaft. D'Zesummenaarbecht mat den ONGE gëtt op eng onkomplizéiert a virun allem eng unbürokratesch Manéier gemaach. Esou och mat de Gemengen, déi eng Hand mat ugepaakt hunn, an ech kann do aus eege-ner Erfahrung dat bestätegen.

An da ginn et och nach déi ganz vill Honnerte Leit, Bierger a Biergerinnen, déi eng Hand mat upaken an déi weisen, datt mir en oppent Land sinn an datt mir keng Angscht virun Neiem brauchen ze hunn.

Mä déi nohalteg Eerausfuereunge fänkt eréischt un, well dës Leit, déi elo heibleiwen, dat ginn eis Bierger a Biergerinnen, an deenen hir Kanner ons gemeinsam nächst Generatioun. Mir denken, datt mer vläicht misste méi spezifesch Uecht ginn, a mir froen eis, ob dës nei Bierger a Biergerinnen an enger Iwwergangphas méi spezifesch Programmer a Politicke brauchen, fir eng effektiv a gelongen Integratioun ze garantéieren. Dat hëlt kengem aneren eppes ewech, mä et hëlleft dës Leit mat enger dramatescher Biografie, richtig hei unzekommen an hiert Doheim ze gestalten. An dovun-ner profitéiere mir allegueren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Brauche mir net vläicht eng Task force, fir déi generell Gestiou vun dëser zweeter Phas vun

Ukomme vun dëse Leit nach besser ze enca-dréieren?

A schlussendlech si mer houfreg, an engem Land ze liewen - ech schwätze fir meng Kollee-gen aus der grénger Fraktioun -, an engem Land ze liewen, wou mer iwwer ons Grenzen eraus ons Wäerter verteidegen an eng human Politik vun der Immigration verrieden, notament och duerch onsen Ausseminister, dee sech an Europa weiderhi staarkmécht fir déi konkret Ëmsetzung vun der Relokatioun, „relocation“, ewéi se am Conseil zréckbehale gouf.

Mä d'Ursach vun dëser Flüchtlingswell muss mer weider a méi haart thematiséieren. Terror, Terrorismus, Flüchtlingen an de populisteschen, voire nationalistesche Mëssbrauch vun dëse Situatiounen hanken zesumme a ginn ons allegueren eppes un.

Mir brauchen haut Leit, déi eng Meenung hunn an déi de Courage hunn, se auszedrücken. Et bewierkt an et beweegt een nëm-men eppes, wann ee fir eng Meenung sech asetzt an net gewäerde léisst.

Mir denken, datt et haut méi wéi jee wichteg ass, sech ze äusseren a sech auszetauschen, no-zelauschten an ze erklären. Den Zoulaaf vun deene Leit, déi keng Antwort méi fannen, bei Bewegung vum Antisystem engersäits a vun nationalisteschen, voire ultranationalistesche Parteien anerersäits sinn de beschte Bewäis derfir.

Dës Suerg, Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, gehéiert och an onse politeschen Alldag. Och wann Europa haut kränkelt a vläicht net oder nach net dat Europa ass, wat mir ons virstellen oder wat mir ons wënschen, esou sollte mer oppassen op déi, déi mat einfachen, antieuropäesche Rezepten dës Leit wëllen d'Léisung vun allem Iwwel virschreiwien.

Europa ass en Deel vun onser Nationalpolitik. Ouni Europäesch Unioun géife mir haut ganz aner Saachen hei beschwätzen an dann eréischt wieren eis Zukunftsperspektive richtig beängstegend. Wat mir brauchen, allegueren an Europa, ass méi Europa an net manner Europa. Mä mir brauchen zum Deel och en anert Europa.

Europa, dat si mir allegueren. Et ass un ons, den Ennerscheid ze bewierken.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Loschetter. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Hâr Gast Gibéryen fir d'ADR.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Hâr President. Léif Kolleegegen a Kolleegeen, déi Deklaratioun, déi den Hâr Statsminister eis haut de Moie gemaach huet zur Lag vun der Natioun, war eng Erklärung, wou ee ka soen, déi vu vir bis hannen op e stramme Wuesstum opgebaut ass.

De Statsminister huet a senger Deklaratioun versicht, esou ze maachen, wéi wann dës Rekordwuesstum d'Léisung vun alle Problemer wier, wéi wann dës stramme Wuesstum d'Viraussetzung wier, fir datt et de Leit hei am Land gutt geet.

Als ADR si mir der Iwwerzeugung, datt de stramme Wuesstum net d'Léisung vum Problem ass, mä ëmmer méi de Problem gëtt. Duerfir wäerte meng Kolleege Fernand Kartheiser, Roy Reding an ech am Kader vun dëser Debatt iwwert d'Konsequenze vum stramme Wuesstum op déi eenzel Politicke kucken, wéi dee sech dorobber auswierkt.

De Statsminister huet mat kengem Wuert iwwert d'Konsequenze vun deem stramme Wuesstum geschwat. En huet net vun deenen 1,1 Milliounen Awunner geschwat, déi mer 2060 sollen hunn. En huet net iwwert d'Konsequenze vun deem Wuesstum geschwat, wat den Nohaltegekeetsprinzip ubelaangt an déi sozial Kohäsion vum Land.

D'Fro, déi mer eis mussen stellen: Wëlle mer als Land, wëlle mer als Gesellschaft déi Entwécklung weider esou lafe loosse an iergendwann op enger Millioun ukommen? A konsequenterweis hält et jo dann net bei der Millioun op, mä da muss een 1,5 Milliounen upeilen an esou weider. Wa mir an enger Croissance bleiwe vu 4% bis 5% d'Joer, da wuesse mer automatesch dohinner.

D'Antwort op déi Fro ass net einfach, ob mer sollen esou wuessen oder net. Mä mir mussen déi Diskussioun awer am Land féieren! An dat setzt viraus, wa mer déi Diskussioun wëllen am Land féieren, datt virun allem d'Politik wëllt déi Diskussioun féieren. An opgrond vun den Dis-

kussione vun haut kann ee feststellen, datt d'Regierung an hir Majoritéit déi Diskussioun net wëlle féieren. Mä mir mussen se féieren, fir eben an der Gesellschaft en Émdeken ze kréien, datt d'Leit sech bewusst ginn: Wëlle mer dat oder wëlle mer et net? A wa mer et wëllen, wat sinn d'Konsequenzen? A wa mer et net wëllen, wat sinn dann och d'Konsequenzen? Duerfir mussen mer mat der Zivilgesellschaft schwätzen. Mir mussen mat den Entrepreneuren, mat de Gewerkschaften schwätzen, jiddweree mussen an déi Diskussioun materagezu ginn.

D'Regierung wëllt awer déi Diskussioun net. Si setzt weider op Rekordwuesstum, mat alle Konsequenzen, déi dorauer entstinn, ouni driwwer ze schwätzen. D'lescht Joer am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun huet den Här Statsminister hei deklariert: „Mir brauchen keen Zukunftsdësch, keng Orientierungsdebatt, keng Workshoppen“, dat, nodeem mir - an an der leschter Legislaturperiod och eis gréng Kolleegen - ëmmer en Zukunftsdësch verlaangt hunn, do huet d'Regierung d'lescht Joer hei deklariert, mir brächten dat net.

Awer gläichzäitig huet d'Regierung den Här Rifkin mat enger Zukunftsetüd beoptragt. An de Minister vun der nohalteger Entwécklung huet elo am Hierscht regional Workshoppe fir dëst Joer ugereegt. Also ee Joer virun de Wahlen gi mer dann d'Leit froen, wat mer solle maachen, nodeem datt mer véier Joer d'Land zoubetonéiert an op e stramme Wuesstum getrimmt hunn!

Wéi ass déi aktuell Situatioun, wéi sinn d'Previsiounen fir Lëtzebuerg? Laut dem Programme de stabilité et de croissance, dee mer vum Minister gëschter virgestallt kritt hunn, géif Lëtzebuerg wuessen 2016 mat 4,2%, 2017 4,4% an 2018 2,2%.

► **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*. - 5,2%.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Gelfift? Wat hat ech da gesot?

► **Plusieurs voix**. - 25,2%.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Jo, do hat ech e bëssen iwwerdriwwen. Also 5,2%. Merci, Här Braz, datt Der dat korrigéiert hutt.

(Interruptions)

5,2%! Mä trotz dësem staarke Wuesstum vu 4%, 5% an den nächste Jore geet den Defizit am Zentralstat - also den Zentralstat, datt ass de Budget vum Stat - am Joer 2017 op iwwer 1 Milliard an 42 Milliounen an 2018 op 1 Milliard an 62 Milliounen an d'Luucht. An d'Schold, déi klëmmt och weider.

An, Här President, dës Regierung, wa se hei schwätzt, wëll ech kloer soen, déi seet net d'Onwourecht, si litt net! Neen, si seet d'Wourecht, awer se seet d'Wourecht net ganz. Sou huet den Här Gramegna - deen elo grad erakënn - de Mëtten hei gesot, datt d'Schold net an d'Luucht gaange wier an datt den 31. Dezember d'Schold nach ëmmer bei 10,8 Milliarde wier. Dat ass net falsch, dat ass richtig. Mä vum 31. Dezember op den 1. Januar oder an de Januar ass et net ganz wäit! An am Januar huet deeseweche Finanzminister awer en Emprunt vun 2 Milliarden opgeholl. An dat huet en awer vergiess ze soen! En hätt also kënnen...

(Interruption)

Vill méi spéit, vill méi spéit!

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*. - Ech hunn awer gesot...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Dir hutt..., nee, nee! Ech kennen..., Här Gramegna, ech wäert lech haut schonn erklären, wéi Dir dat hei de Leit erkläert!

(Brouhaha)

An deem Zesammenhang, wou Der gesot hutt, datt d'Schold den 31. Dezember op 10,8 Milliarde war, hutt Der net vun deenen 2 Milliarde geschwat! Do hutt Der opgehale. An Dir hutt vill méi spéit eng Kéier gesot: „A mir hunn dëst Joer 2 Milliarden opgeholl.“

(Interruption)

Jo! Jo, mä dat ass awer d'Leit irgefouert! Fairerweise, wann ee seet vun der Finanzsituatioun vum Stat an et nennt een e Chiffer vun 10,8 Milliarden, da misst ee soen: „An haut ass dee Chiffer 12,8 Milliarden.“ An dat hutt Der net gemaach! An och déi nächst Jore kënn all Joers 1 Milliard derbäi!

En zweete Punkt, wéi d'Leit irgefouert gi sinn, wat och net falsch ass, mä wat d'Leit awer irféiert, dat ass, wann d'Regierung, wa se vun der Schold schwätzt, ëmmer vum Prozentsaz zum PIB schwätzt, wou da gesot gëtt: „Ma eis

Schold geet net prozentual zum PIB an d'Luucht, mir sinn nach ëmmer bei 20%“, an awer erëm gläichzäitig vergiess gëtt ze soen, datt se reell an Euroen awer an d'Luucht geet! Et ass also net falsch, wat se seet, mä si seet ëmmer nëmme d'Halschent. Si seet net d'ganz Wourecht an domadder ass et eng Irleedung, eng Irleedung vun de Leit!

E vergësst och ëmmer ze soen, de Finanzminister, datt déi Schold net zrëckgeet.

(Interruption par M. Pierre Gramegna)

Här President, ech wëll net ënnerbrach ginn, well meng Zäit ass ganz kuerz an duerfir, wéi gesot, muss ech virufueren.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Dir kënn herno jidderzäit Stellung huelen, wann den Här Gibéryen da fäerdeg ass, Här Gramegna, well den Här Gibéryen net wëllt ënnerbrach ginn.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Här President, ech ka wierklech net, zäitlech, well ech hunn nach eppes. Mir sinn e bëssen a Retard komm...

(Interruption)

Mir sinn e bëssen a Retard komm an duerfir hunn ech net déi Zäit, déi ech mer wollt huelen, duerfir muss ech méi kuerz sinn haut.

Wat och net gesot gëtt, dat ass, datt de Stat seng Scholden net zrëckbezitt. Dat misst de Statsminister jo och fairerweis soen, datt mer Emprunten ophuelen, wou mer d'Kapital net zrëckbezuelen an dee ganze Remboursement op déi kommend Generatiounen vertagen. An och, da gëtt hei gesot: „Mir maachen eng Politik fir déi zukünftige Generatiounen.“ Ma mir hypothekéiere mat där doter Finanzpolitik déi zukünftige Generatiounen, well déi müssen déi Schold iergendwann eng Kéier zrëckbezuelen!

Den 10. Dezember 2013 huet den Här Statsminister hei op dëser Plaz, wéi en d'Regierungserklärung virgedroen huet, gesot: „Déi heite Koalitioun ass decidéiert, déi schlecht finanziell Situatioun vum Stat net als Fatalitéit unzeséien. Mir wëllen a si bereet, déi Verantwortung ze huelen, haut a fir déi zukünftige Generatiounen.“

Deemools, wéi de Statsminister dat gesot huet, war den Defizit, laut dem Konto, vun dem Stat 2013 742 Milliounen. Dat war also déi schlecht finanziell Situatioun, déi dës Regierung fonnt huet. D'lescht Joer huet den Här Statsminister hei am Kader vun der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun gesot, bei de Statsfinanze wier der Regierung eng Sanéierung gelongen. De Budget 2017 huet iwwer eng Milliard Defizit, mir hunn en Emprunt gemaach vun zwou Milliarden an d'Resultat ass also e Rekorddefizit dëst Joer vun enger Milliard.

Dat ass eng gelunge Sanéierung, wann ech en Defizit hat vu 742 Milliounen an et ass mer gelongen, d'Finanzen ze sanéieren, an ech hunn dann en Defizit vun enger Milliard! Mä d'Regierung seet, et wier hir gelongen, d'Finanzen ze sanéieren!

An och den Här Gramegna sot de Mëtten: „An eise Statsfinanze geet et esou gutt wéi nach ni.“ Dat heescht, den Defizit ass méi grouss wéi virdrun, wat eng schlecht finanziell Situatioun war, mä d'Finanzsituatioun vum Stat, déi ass haut besser! A wa mer da kucken, datt mer eng Milliard, iwwer eng Milliard Defizit hunn! Trotz TVA-Erhéijung vun 2%, trotz dem Spuerpak, trotz der Krisesteier, trotz Rekordwuesstum hu mer awer en Defizit vun iwwer enger Milliard! Eng Regierung misst sech dach d'Fro stellen: Wéi ass et méiglech, datt mer bei engem Rekordwuesstum vu 4%, 5% - praktesch dat Duebelt wéi den Duerchschnitt an der Europäescher Union - gläichzäitig e Rekorddefizit hunn?

Aner Länner, déi manner Wuesstum hu wéi Lëtzebuerg, vill manner Wuesstum hu wéi Lëtzebuerg, schreiwwe schwaarz Zuelen. Mir hei zu Lëtzebuerg, mir maache mat deem Wuesstum hei Defizit!

► **Une voix**. - Wéi eng sinn dat?

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Däitschland zum Beispill!

En anere Punkt, wéi d'Effentlechkeet irgeleet gëtt, dat ass den Zukunftsfong. Och dat ass net falsch, wat gesot ginn ass, mä et ass net alles gesot ginn: Wann do gesot gëtt, mir hunn en Zukunftsfong, wou elo 185 Milliounen drop sinn a wou mer duerch d'Gesetz all Joers gesot hunn, mir setze 50 Milliounen do drop „fir déi kommend Generatiounen!“, a mir ginn déi Suen awer léinen!

Mir ginn also all Joers 50 Milliounen léinen a mir setzen déi op e Fong fir déi kommend Generatiounen. A wa mer dat 20 Joer maachen, dann hu mer eng Milliard gespuert. Da kënnen mer zu de kommend Generatiounen soen: „Ma an 20 Joer, gesitt der, elo hu mir fir iech eng Milliard gespuert!“ Awer da mussen mer gläichzäitig

och soen: „Mä mir hunn awer och eng Milliard d'Schold gemaach, fir kënnen déi Milliard do ze spueren.“ Wat hu mer da geleescht? Mir hunn eng Milliard geléint, mir hu se op d'Säit gesat a si hu muer eng Milliard, fir déi Milliard erëm zrëckbezuelen!

Et ass also eng Augenwischerei, déi hei gemaach gëtt. An et ass de Mëtteg scho gesot ginn: D'Regierung, den Här Gramegna hat dat souguer extra an enger Pressekonferenz... - deen Trick, deen do gemaach gëtt, fir de Leit Sand an d'Aen ze streeën -, eng Pressekonferenz doriwuer gemaach, iwwert deen Zukunftsfong, wat am Fong eng Verlagerung vun der Schold ass op déi kommend Generatiounen.

Mir gesinn also, wa mer déi ganz Situatioun kucken, d'Finanze kréie mer duerch dee stramme Wuesstum net an de Grëff, mä mir hunn e Rekorddefizit.

Mä wéi ass et da beim Aarbechtsmaart? Do gëtt permanent gesot: „De Chômage, dee geet erof.“ Wa mer 13.000, 14.000 Aarbechtsplaze pro Joer schafen an dëser Legislaturperiod, ginn ongeféier 65.000 nei Aarbechtsplazen op. An da seet den Här Bettel: „Ma da loosse mer eis dach doriwuer freeën!“ E seet awer net, wat d'Konsequenze si vu 65.000 neien Aarbechtsplazen a fënnf Joer, wa mer déi schafen.

Ech weess net, wann een iwwert d'Konsequenzen nodenkt, ob ee sech dann nach ka freeën. 80% vun deene Plaze besetze mer mat Frontalieren. Mir steieren also lues a lues op iwwer 500.000 Emploien hei am Land hin. Mä ass dann de Chômage zrëckgaangen, well mer dee Wuesstum do hunn? Neen, en ass net zrëckgaangen! Och do geet d'Regierung erëm hin a se schwätzt vu Prozenter. A wann ech also massiv nei Aarbechtsplaze schafen an de Chômage bleift un Zuelen d'selwecht, da geet e wuel prozentual zrëck, mä awer un Zuelen, un effektiven Zuele geet en net zrëck.

(Interruption)

Vun 2004 bis haut hu mer 130.000 Aarbechtsplaze geschaaft - vun 2004 bis haut 130.000 Aarbechtsplazen! - an de Chômage ass vun 2004 bis haut vun 13.000 op 22.000 eropgaangen. 130.000 Plaze geschaaft an de Chômage ass der 10.000 an d'Luucht gaangen!

(Interruption par M. Alex Bodry)

An dëser...

► **M. Alex Bodry** (LSAP). - Am März vun dësem Joer waren der 800 männer am Chômage wéi am März d'lescht Joer. Et ass 800...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Här Bodry, ech kommen elo op deen dote Chiffer. An dëser Legislaturperiod hu mer bis elo 40.000 Aarbechtsplaze geschaaft; an dëser Legislaturperiod. Den Oktober 2013, wéi dës Regierung ugetratt ass, am Chômage vum Oktober 2013, wéi dës Regierung ugetratt ass, hate mer 22.061 Leit bei der ADEM gemellt. Dat ware Leit, déi am Chômage waren, an d'Beschäftigungsinitiativen: 22.061. Haut - dat sinn elo déi lescht Chifferen, wou den Här Bodry gesot huet - hu mer der am Chômage an an de Beschäftigungsinitiativen 22.424. Mir hunn also nach 350 Leit méi am Chômage wéi viru véier Joer, obscho mer 40.000 Aarbechtsplaze geschaaft hunn.

Do kann een also net higoen an da soen: „Duerch dee stramme Wuesstum, duerch déi Aarbechtsplaze schafe mer, duerch dee Wuesstum vun Aarbechtsplaze schafe mer Aarbechtsplazen!“ Neen! Prozentual gesinn! Duerfir schwätzen d'Regierung an den Här Bettel jo och vu Prozenter!

(Interruption par M. Alex Bodry et protestations)

Mä et sinn nach eemol esou vill Leit am Chômage wéi virdrun!

(Brouhaha)

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Dir vergläicht Appel mat Biren, Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Dir kënn elo mat Äre Prozenter spille wéi Der wëllt, et sinn nach eemol esou vill Leit am Chômage wéi virdrun!

► **M. Alex Bodry** (LSAP). - De Chômage geet scho säit iwwer dräi Joer erof!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - De Logement...

Jo, e geet erof, mä et sinn der nach ëmmer méi wéi dës...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Här Bodry, ech hunn lech jo d'Zuele genannt. Déi sinn net gefuddelt. Am Oktober 2013...

► **M. Alex Bodry** (LSAP). - ...am Vergläich zum leschte Joer.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Ech schwätze vun un datt dës Regierung am Amt ass, do hutt

Der 40.000 Aarbechtsplaze geschaaft an de Chômage ass 350 Leit an d'Luucht gaangen an deemselwechten Zäitraum. Dat si Chifferen vun der ADEM, déi sinn net erfondt!

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*. - Dat ass net éierlech, Dir wësst et selwer!

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Här President, si hu ganz vill Problemer.

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*. - Et ass net éierlech.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Wann ech gelfift!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Dës Regierung huet ganz vill Problemer, an den Här Bodry, wann een deenen de Spiegel virun d'Gesicht hält!

(Interruption par M. Alex Bodry)

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Äre Spiegel ass dréif, Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Zum Logement: Hei bleift den Drock op de Wunnengsmaart grouss, et ass kloer. A wa mir esou weider wuessen, datt mer 14.000 Aarbechtsplaze schafen, dann ass dat jo och kloer, datt mer och weider Drock op de Wunnengsmaart ginn. Wa mer soen, datt 80% vun deene Leit aus der Grenzregioun kommen, datt déi, déi all Dag eng Stonn a méi am Stau sti moies an owes, datt déi dann och versichen, méi no bei d'Aarbecht wunnen ze kommen, well se sech et kënnen leeschten - a bei de Frontaliere sinn och Leit, déi sech dat kënnen leeschten -, da kucke se, hei zu Lëtzebuerg eng Wunneng ze kréien. Also bleift den Drock ganz héich op dem Wunnengsmaart.

An duerfir brauche mer eis net ze wonneren, wann den Drock esou héich bleift. Do huet dës Regierung, mussen mer wëssen, datt mer hei gesot kritt hu vun där neier Regierung, wéi se ugetratt ass, an der Regierungserklärung huet se dat och geschriwwen: «Le premier objectif du Gouvernement sera de maîtriser l'évolution des prix sur le marché immobilier (...).»

A wat ass geschitt? Wat ass geschitt? Mir haten nach ni esou eng héich Hausse op de Wunnengspräisser, wéi mer se elo am Abléck hunn! Dat heescht, dat, wat d'Regierung sech als Zil gesat huet, ass net erreecht ginn, mä au contraire, se sinn nach méi deier ginn. An dozou huet d'Regierung gehollef! Si huet näamlech eng TVA-Erhéijung op dem zweete Logement gemaach. Do ass hei gesot ginn, wéi mer driwwer ofgestëmmt hunn: „Dat huet keng Repercussioune op d'Präisser.“ Wann eppes 2% méi deier gëtt - et huet keng Repercussioune op d'Präisser! Et ass verwonnerlech dat, an datt et keng Repercussioune op d'Loyeren huet! Well jiddwereen, dee baut, dee mécht säi Präis, passt och herno de Loyer un. An duerfir sinn d'Loyere jo och deementsprechend an d'Luucht gaangen. Also d'Regierung huet nach gehollef dreiwen, fir datt d'Präisser sollen um Logement an d'Luucht goen.

A wa mer dem Statec nolauschteren, wat dee seet, da seet deen am Fong, datt mer bis 2030 nach 130.000 zousätzlech Wunnengen hei am Land misste maachen. Dat heescht an anere Wieder, mir missten 10.000 Wunnengen d'Joer bauen, fir iwwerhaupt déi Evoluitioun kënnen opzefänken, seet de Statec a senge Chifferen. A wa mer gesinn, wat all Joers realiséiert gëtt, da gesi mer, datt de Problem Wunnengsnout nach ëmmer méi grouss gëtt an d'Präisser och an deenen nächste Jore wäerte méi héich ginn.

Konkret huet dës Regierung am Wunnengsbau Gepiddels Opweises an awer näischt Konkretes, näischt Konkretes um Terrain. Konkret ass, datt se d'TVA gehéicht hunn, a konkret ass och, datt se déi freier Wunnengsbauministesch am Sënn vum Wuert „an d'Wüst“ geschéckt hunn!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Wat proposéiert Dir da konkret?

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Wat d'Stauen ubelaangt, Här President, duerch dee stramme Wuesstum ginn déi Staue vun Dag zu Dag méi grouss.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Wat proposéiert Dir dann?

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Soss hate mer d'Staue moies an owes. Mä méttlerweil hu mer d'Stauen iwwert de ganzen Dag.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Här Gibéryen, wat sinn dann Äre Rezepten?

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - A wa mer nach all Joer 14.000 Leit astellen, 80% dovun Frontalieren, dat sinn 10.000 Frontaliere pro Joer, déi mer astellen, dat sinn och e puer Dausend Autoen den Dag weider op eise Stroossen. Also ginn d'Staue mat där doter Politik vun Dag zu Dag méi grouss. A mir wäerten och do net no kommen, egal wéi mer den effentlechen Trans-

port ausbauen - dat fänkt op -, egal wéi mer d'Stroossen ausbauen - dat fänkt op -, mä déi Progressioun, déi dat an enie Salarieé mat sech bréngt, déi all Dag nach erëm an d'Land era-kommen, kréie mer net opgefaange mat där Politik, wéi se elo gemaach gëtt, mä déi gëtt vu Joer zu Joer méi grouss.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Da sot...

(*Brouhaha*)

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - D'Infrastrukturen: Mir investéiere Rekordzommen an Infrastrukturen. Jo! Mä mir si condemnéiert - mir si condemnéiert! -, Rekordinvestitiounen an d'Infrastrukturen ze maachen, well eben dee stramme Wuesstum verlaangt, dass eis Infrastrukturen esou mussen ugepasst ginn, soss kréie mer den totale Kollaps.

Mir hunn also e Retard. Net dass mer dat aus Guttgleewegkeet maachen oder wéi dat hei vill gesot gëtt; et ass zum Deel richtig, dass dat fir d'Zukunft ass, mä de Gros ass e Retard! Fir dass mer eben déi Problemer an de Grëff kréien, déi mer hunn, fir dass mer iwverhaapt nach kënne fonctionnéieren, fir dass d'Leit iwverhaapt nach op d'Aarbecht kommen an erëm heemkommen, si mer condemnéiert!

A wa souguer e grénge Bauteminister elo der Chamber e Projet de loi hei deponéiert, fir eng Autobunn op dräi Spure auszubauen, da gesäit een, wéi grouss dass d'Noutsituatioun muss am Land sinn, fir dass e grénge Bauteminister, déi géint all Autobunn bis haut waren, elo souguer e Projet de loi mécht, wou e seet: „Mir mussen elo eng dräispureg Autobunn vun Diddeleng maachen.“ Wat mir begréissen.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Ass d'ADR dann dergéint?

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - A wat mir an eise Wahlprogramm och stoen haten, déi dräispureg Strooss do. Dach, mir begréissen dat, mä mir wëlle just soen, wéi dramatesch d'Situatioun ass, dass e grénge Minister elo schonn Autobunnen op dräi Spure ausbaut.

D'Land gëtt momentan... an et ass och jiddwereen am Land, deen dat Gefill huet, dass mat enger ongewëssener Vitesse versicht gëtt, awer wierklech alles zouzebauen. Wann ee kuckt, wat vun Industriezonen entstinn a wéi doranner gebaut gëtt. Déi sinn an zwee, dräi Joer voll! Da sinn déi voll! A wat maache mer dann? Dann ass déi nächst Regierung do, déi erfénnt en aneren Eck, wou dann eben erëm muss zoubetonéiert ginn, wa se wëllt esou viru wuessen, wéi dat de Fall ass. An esou bétonéiere mer d'Land lues a lues awer sécher zou. An dat alles mat eise grénge Kolleegen an der Regierung!

D'Pensionen. Och do gëtt gesot... An der Finanzkommissioun huet den Här Finanzminister gesot, dee stramme Wuesstum vu 14.000-15.000 Aarbechtsplaze géif eise President als fréiere Sozialminister freeën, well dat jo och Recetten an d'Pensionskeess ginn. Jo, d'Pensionskeese maachen elo an deenen nächste Joren eng Milliard Iwwerschoss aus; oder d'Sécurité sociale am Ganzen am Privatsecteur, mä de Gros ass aus de Pensionskeessen.

Mä mir wëssen awer, dass doduerch awer och d'Obligatiounen vun der Pensionskeess op déi kommend Generatiounen deementspreechend méi grouss ginn. Et ass eng Etüd gemaach ginn, déi seet: Wa mer an eise System genau sou bleiwen, da mussen mer 2030 ongeféier 600.000 Cotiseuren, also Aarbechtsplazen, hunn. A mir mussen am Joer 2060, wa mer am System bleiwen, 1.300.000 Aktiver hunn, fir dass de System ze finanzéieren.

An da si mer jo nach net fäerdeg, well duerno geet et jo weider! Dat heescht, mir sinn am Schnéiballeffekt. A wa mer net aus deem System erauskommen, da wiere mer jo condemnéiert, fir esou ze wuessen. A mir wëssen alleguer, dass et och eng Grenz hei am Land gëtt.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Dir sidd dach d'Rentnerpartei!

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - Eist Land gëtt net méi grouss, eis Populatioun gëtt net méi grouss, eis Aarbechtskräfte ginn net méi grouss. A mir kënnen net herno d'Leit 200, 300 Kilometer ronderëm d'Grenz siche goen a mengen, se géifen heihinner schaffe kommen.

Dat heescht, alles, dee stramme Wuesstum huet an enger éischer Hisicht... Kuerzfristeg gesinn, ginn d'Reserve méi grouss, mä mëttel- a laangfristeg gëtt et fir déi kommend Generatiounen vill, vill méi schlëmm, fir dass deem Rekordwuesstum a mat deem System do vun de Renten auszekommen.

Den Här Bettel huet och gesot, d'Liewensqualitéit wier wichtig. An da seet den Här Bettel a senger Ried haut de Moien, „d'Paien an d'Rente sinn héich“. Dat heescht, et gesäit een direkt, wou d'Regierung hispilt: Dat heescht, déi Zefriddenheet gëtt un engem materiellen,

un engem finanzielle Wäert gemooss, awer net un anere Wäerter. An dat ass am Fong och dat, wat d'Regierung elo mécht. Nodeem dass hir Émfrowäerter esou schlecht waren, ass des Regierung eben elo higaangen a seet: Ma elo verdeele mer, egal wat et kascht!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Ech mengen, Är waren net besser, Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - Egal wat et kascht, ob dat elo d'Steierreform ass, ob dass den Accord salarial ass: Et gëtt Geld verdeelt an der Hoffnung, fir dass ebe Stëmme erëm-zekréien, quitte dass mer all déi Sue mussen léine goen, quitte dass de Stat an den Defizit kënnt a quitte dass déi aner Generatiounen mussen méi wäit goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee stramme Wuesstum - a meng Kolleegen wäerten nach op aner Politiken agoen -, dee beweist, dass deen net eis Problemer léist. De Statsbudget ass trotz strammem Wuesstum defizitär an e bleift defizitär!

De Chômage geet duerch dee stramme Wuesstum prozentual erof, mä u reelle Chifferen, verglach mat virun dräi Joer oder verglach mat viru 14 Joer, ass en net erofgaangen.

D'Pensionen ginn duerch dee stramme Wuesstum net méi sécher, mä laangfristeg gëtt de Risiko, dass de System platzt an dass et eng Katastroph gëtt, ëmmer méi grouss.

D'Mobilitéit kréie mer net mat deem stramme Wuesstum geléist. Au contraire, d'Staue gi vun Dag zu Dag méi grouss.

De Logement kréie mer net geléist, mä d'Präiser gi vu Joer zu Joer weider an d'Luucht an et mussen ëmmer méi jonk Leit, Leit aus der Mët-telschicht, an d'Grenzregioun wunne goen, well se sech hei am Land keng Wunneng méi baue kënnen.

Bei den Infrastrukturen investéiere mer Rekordzommen, Investitiounen an Infrastrukturen, an awer komme mer net no mat den Infrastrukturen, déi esou séier ze realiséieren, wéi de Wuesstum se op där anerer Säit brauch.

Den Enseignement: Doduerch, dass mer eng staark Immigration kréien duerch dee stramme Wuesstum, setze mer permanent den Niveau an eise Enseignement erof. A mer kréien duerfir herno Diplomer, mat deenen et ëmmer méi schwéier gëtt, fir dass d'Leit mat deenen Diplomer am Ausland op Universitéite kommen, oder wa se mat deenen Diplomer a Konkurrenz mat der Groussregioun sinn, kréie se Problemer, fir Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg ze kréien.

An d'Liewensqualitéit, Här President, déi gëtt och net méi grouss doduerch, dass mer dee Wuesstum hei am Land hunn. Well Liewensqualitéit ass net an engem Stau stoen. Liewensqualitéit ass net, wann eng Mamm muss moies um sechs Auer opstoen an d'Kand mam Auto fir d'Éischt duerch de Stau an d'Crèche féieren an dann erëm duerch de Stau op d'Aarbechtsplaz fueren an owes datselwecht ëmgeréit. Liewensqualitéit maache mer net, wann d'Leit fir ëmmer méi Geld a manner Meter car-rée mussen wunnen. Liewensqualitéit maache mer net, wa mer eiser Jugend soen, se soll an d'Grenzregioun wunne goen, selwer Grenz-gänger ginn an all Dag annerhalfe Stonn am Stau stoen.

Mir stellen eis ënner Liewensqualitéit eppes aneschtens vir. An de Statsminister huet och nach gesot, dass d'Économie misst am Déngscht vum Bierger stoen. Mat deser Politik steet d'Économie net am Déngscht vum Bierger, mä wa mer d'Familljepolitik kucken, déi des Regierung mécht, dann huet d'Famill an de Mënsch am Interessi vun der Économie ze stoen. Dat ass eng falsch Politik! Dat ass d'Politik vun deser Regierung, déi als eenzeg Zil huet: stramme Wuesstum. Dat ass eng kuerzfristeg Politik, déi eis awer vläicht an eise Bléck arrangéiert, mä mëttel- a laangfristeg féiert déi d'Land an eng Katastroph.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*). - Très bien!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Wat sinn dann elo Är Virschléi, Här Gibéryen?

► **Une voix**. - Ma null.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - Ech hu Stellung zu der Regierung hirer Erklärung geholl. Duerfir si mer haut do.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Kee Virschlag?

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - Neen, duerfir sidd Der net do, net nëmme duerfir!

► **Une voix**. - Keen ee Virschlag! Bravo!

► **Une autre voix**. - Exzellent!

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - Här President, ech hu jo nach Zäit. Ech wëll just soen: Hei ass eng Deklaratioun vum Statsminister gemaach ginn. D'Regierung huet hei eng Deklaratioun gemaach a mir bezéien haut Stellung zu där Deklaratioun. A wann d'Regierung an d'Majoritéit net verdroen, dass een hinnen de Spigel virhält, ma da maacht keng Deklaratioun!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Mä da sot eis, wat Der anescht maacht, Här Gibéryen!

(*Brouhaha*)

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - Mir hunn... Et ass net eng Debatt...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Kritiséieren ass einfach.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - ...wou d'Opposition oder eng aner Partei eng Erklärung soll maachen. Et ass eng Regierungserklärung gewiescht, zu där mir Stellung bezunn hunn, ob dass lech gefält oder net.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Dir maacht lech d'Liewen einfach! Dir maacht lech et einfach!

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*). - Et kann een och e puer Iddie bréngen.

► **Une voix**. - Wann ee keng huet?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Sou! Ech mengen, den Här Gibéryen huet sech elo bal gesat. Da kënne mer elo den Här Marc Baum druloossen. Den Här Marc Baum vun déi Léng un de Mikro!

► **M. Marc Baum** (*déi Léng*). - Här President, de Premier huet eis de Moien a senger Deklaratioun gesot, dass mer eis freeë sollen. An ech hunn e bëssen driwwer nogeduecht, iwver wat ech mech dann esou spontan freeë kéint. An do ass mer eppes agefall: Ech freeë mech tatsächlech a wierklech doriwver, dass den Zoustand vun engem Land, vun eise Land net gemooss gëtt un der Qualitéit vun de Riede vu sengem Premier!

Ech mengen näamlech, dass mer haut de Moien eng iwverfläichlech Ried héieren hunn. Eng Ried mat wéineg Inhalter, ganz wéineg Neiem, duerfir awer méi Allgemengheeten a Sätz, déi mech méi un de Werbekatalog vum Ikea erënnen hu wéi un d'Virstellung vum Premier vun eise Land.

Déi brennendst Problemer hei am Land, wéi d'Wunnengsnout oder wéi déi sozial Entwécklung, hu bal anekdotesch gewierkt. An duerfir hu mer och ganz wéineg doriwver héieren, wéi des Regierung da gedenkt, des Problemer unzuegoen, souwuel kuerz-, mëttelwéi och laangfristeg. Mä natierlech, wann ee wéineg Inhalter ze presentéieren huet, dann ass d'Form émsou méi wichteg. An duerfir huet de Premier wéi e Mantra de Kalennersproch virgedroen, dass et dem Land gutt geet, wann et de Mënschen am Land gutt geet.

A wéi bei engem Mantra, Här Premier, hutt Dir op d'suggestiv Kraaft vun där Formel gehofft an och wuel geduecht, dass et duergeet, eppes dacks genuch ze soen, fir dass et och Wierklechkeet gëtt. Et war e ganz geblimmelt, an Deeler souguer scho bal kitschecht Bild vun eise Land a senge Mënschen, deenen et scheinbar gutt geet an an Zukunft souguer nach besser goe soll. A genau do hält eiser Meinung no dem Premier seng Ried d'Riicht net méi. Genau do treëft se op eng aner Realitéit hei am Land, déi där Duerstellung widder-sprécht!

Well d'Fro muss awer erlaabt sinn: Ass dass dann och esou? Geet et de Mënschen hei am Land dann esou dichteg gutt? An ech mengen, dass et nieft den objektiven Zuelen, déi ech nach uschwätze wäert, och nach aner Indicateure gëtt, déi een opziele kann, zum Beispill dee vun der Mobiliséierung vun de Leit, fir hir gesellschaftlech a sozial Acquisen ze verteidegen, fir hir sozial Fuerderungen an Erwaardungen duerchzusetzen. Well effektiv sinn d'Leit zënter der leschter Ried vun Premier virun engem Joer méi wéi eng kéier op d'Strooss gaangen, fir ze protestéieren; protestéieren zum Beispill géint déi sëllech Schléissunge vu Betriber oder dem ongenéierten Aarbechtsplazofbau a Betriber, déi Benefisser maachen; nach gësch zu Diddeleng.

An där Beispiller sinn et an deene leschten zwielef Méint leider ganz vill ginn!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Dann nennt eis déi emoll!

► **M. Marc Baum** (*déi Léng*). - Oder och déi bal 10.000 Leit aus dem Gesondheits- oder Educatiounssecteur, déi déi längst iwverfäleg Unerkennung vun hire Carrière revendiquéieren. Oder och déi beandrockend Manifestatioun vun 5.000 Leit, déi viru fënnf Méint virum Statsministère war, déi géint d'Fräihandels-accorde CETA an TTIP demonstréiert hunn.

Et ass net esou, dass de Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg elo a beschten Dicher wier, an et ass schonn erstaunlech, dass de Premier genee doriwver kee Wuert verluer huet, näischt gesot huet iwver déi Uleisse vun de Mënschen hei am Land, fir déi si am leschte Joer zu Dausenden an Dausenden op d'Strooss gaange sinn. An d'Leit ginn zu Lëtzebuerg op d'Strooss, fir sech fir d'Verbesserung vun hirer sozialer Situatioun a vun hirer Liewensqualitéit anzesetzen. Se setze sech fir hir sozial Rechter an, fir hir Aarbechtsplazen, fir hir Léin an, an dass ass nei, fir d'Aart a Weis, wéi hei am Land d'Wirtschaft an den Handel sollen organiséiert ginn.

A läit net genau doranner ee vun deene grouse Paradoxen hei am Land? Well formal hu mer jo gutt Zuelen, déi eis de Moien och presentéiert goufen: D'Statsschuld ass effektiv niddreg an de Wirtschaftswuesstum ass enorm grouss. Mä wat bedeuten déi Zuelen da wierklech fir d'Liewensqualitéit vun de Mënschen hei am Land?

Här President, während Joren ass eis ëmmer erëm erzielt ginn, dass eist Land onbedéngt eng ganz héich Croissance bräicht, well just déi derfir suerge kéint, dass mer d'Problemer an d'Erausfuerderunge meeschtere kéinten. Just wa mer e Wuesstum vun iwver 3% hunn, esou heescht et entsprechend der liberaler Doxa, kann een derfir suergen, dass mer zum Beispill de Wee zur Vollbeschäftegung zréckfannen. Just mat engem Wuesstum vun iwver 3% kéint et de Leit nees besser goen a wier soziale Fortschreëtt iwverhaapt eréischt denkbar. An effektiv, an deene leschte Joren ass de PIB hei am Land enorm gewuess, par contre sinn d'Léin - inflatiounsberengegt - just ganz moderat geklommen.

De Chômage ass zwar zréckgaangen, mä effektiv just ganz lues. An insgesamt ass déi sozial Schéier hei am Land och trotz deem impressionante Wirtschaftswuesstum an deene leschte Jore weider auserneegaangen. Och huet sech mam dichteg Wuesstum d'Situatioun um Wunnengsmaat net berouegt, ganz am Géigendeel: Wunne gëtt ëmmer méi zum Luxus a verschäerft déi sozial Inegalitéit weider. Dee Wuesstum huet och net gehollef, fir eis natierlech Ressourcen ze schützen, an trotz grousser ekonomescher Croissance si mer am europäesche Verglach ganz hannen, wann et drëms geet, den Energiewandel virunzuedriwen, also ewech vun atomaren a fossile Ressourcen.

An anere Wieder: Mir hunn zwar eng enorm wirtschaftlech Croissance, un där sech d'ailleurs eng ganz Rëtsch Firmen a Kapitalbesëtzer och eng gellen Nues verdéngen, mä d'Leit an eise Land ginn ëmmer méi erschloe vun deem desorganiséierte Wuessen, jo, leide souguer drënner, well esou e Wuesstum eng enorm Erausfuerderung an d'Planungscapacitéit vun der öffentlecher Hand stellt, fir Infrastrukturen ze schafen, ze erhalen an ze erneieren. Eng Erausfuerderung, där eiser Meinung no weder des an nach vill manner déi viregt Regierunge wierklech nokomm sinn, vläicht och nokomme konnten. Dobäi läit de Problem net doranner, dass eis Populatioun wäiss, mä doranner, wéi se wäiss. An do läit eiser Meinung no d'Kromm an der Heck.

Här President, de Lien, dass Band tëschent Wuesstum a Wuelstand ass gerass an eise Land. De Wuesstum produziéiert als Offallprodukt oder Kollateralschued net nëmme verstoppte Stroossen, Zich a Busser, mä scho méi laang wuessend Ongläichheeten an der Populatioun. Derbäi kënnt, dass eist Land ëmmer méi ofhängeg gëtt vun deem Secteur, deen zum gréissten Deel fir d'Croissance responsabel ass, näamlech der Finanzplaz, déi och ëmmer weider expandéiert. An och d'Perspektiv vum Brexit, wat eng Katastroph fir Europa ass, riskéiert, dass d'Finanzplaz Lëtzebuerg nach weider opgeblät gëtt an domadder déi Ofhängegkeet vun där Finanzplaz nach weider an d'Luucht ginn.

Als Léng si mir der Iwwerzeugung, dass et véier kruzial Erausfuerderunge ginn, déi eigentlech hätte missen am Zentrum vum Premier senger Ried stoen: éischtens, d'Stäerkerung vun der sozialer Gerechtegkeet; zweetens, d'Bekämpfung vun der Wunnengsnout; drëttens, déi ekologesch Zukunftsplanung, a véiertens, den nohaltigen Émbau vun der Économie vun eise Land. An alle véier hu se mateneen ze dinn an alle véier hu se eppes gemeinsam: dee momentan onkoordinéierte Wuesstum vun eiser Économie. Egal wéi eng Regierung dëst ugoe wëllt, si kënnt an Zukunft net derlaanscht, dee Wuesstum ze reguléieren an net méi alles blann de Kräfte vum Maart ze iwverloossen, ugefaange bei deem Maart an deene Maarkräften,

déi offensichtlech versot hunn, nämlech dem Wunnengsmaat.

Dee gréisste Kollateralschued vun där eesäiteger, op Wuesstum fixierter Wirtschaftflecher Entwécklung vum Land ass d'Wunnengsnout. Heibäi handelt et sech an éischer Linn emol ëm e sozialen a mënschleche Schued, wat een un den Ziele vum Observatoire de l'habitat ervirsträiche (veuillez lire: erkenne) kann.

D'Wunnengspräisser zu Lëtzebuerg sinn an deene leschten zéng Joer ëm bal 42% geklommen. An deene leschten zwielef Méint, am leschte Joer war dës Hausse mat 5,6% nach méi akzeleréiert wéi virdrun. Ganz dramatesch ass dat bei den Appartementer, déi sech nach a Planung oder Bau befannen, mat plus 11,9%.

Bei de Loyerer ass d'Hausse äänlech staark: Hei gouf et an de leschten zéng Joer e Plus vu bal 30% an och hei klammen déi Montanten, déi e Locataire am Schnëtt fir en Daach iwwer dem Kapp berappe muss, an deene leschten zwielef Méint méi schnell wéi déi Jore virdrun: nämlech ëm bal 5%. D'Situatioun ass also wäit dovunner ewech, sech ze entspannen, mä se gëtt am Contraire ëmmer méi schlëmm.

Déi Entwécklung wier eventuell nëmmen hallef esou schlëmm, wann d'Léin och mat deene Präisser géife matklammen. Mä dat ass natierlech absolut net de Fall, wat däitlech mécht, datt de Logement zu Lëtzebuerg op engem ausser Kontroll gerodene Maart zu engem Luxusproduit ginn ass. Déi Situatioun ass net vum Himmel gefall an ass och net eleng der aktueller Regierung unzelaaschten.

An der Virgängerregierung war et jo bekanntlech d'CSV, déi dës Ministère gefouert huet, mä och deemools haten déi zoustänneg Ministeren un der Spëtzt vun deem Miniministère eigentlech net vill ze soen. De Stellwäert vun der Logementspolitik an och hir Budgeten, déi domadder verbonne sinn, waren, sinn a bleiwen immens kleng an net op der Héicht vun dësen Erausforderungen. Esou verwonnert et dann och net, datt d'Grënn fir d'Wunnengsnout an d'politescht Versoe vun de verschidene Regierungen och ëmmer déiselwech waren. An éischer Linn läit et natierlech dorunner, datt ze wéineg gebaut gëtt.

Wann ee bis an d'Joer 2000 zrëckkuckt, do fält op, datt d'Zuel vun den ofgeschlossene Wunnengen pro Joer zu Lëtzebuerg ëmmer tëschent 2.000 an 3.000 gependelt huet, et also keng wierklech substanzuell Steigerung bis elo ginn huet. De LISER seet awer säit längerer Zäit, datt all Joer mindestens 6.500 Wunnenge gebraucht géife ginn, also méi wéi dat Duebelt, an datt bis 2030 110.000 Wunnenge gebaut misste ginn. All Joer feelen also iwwer 3.000 Wunnengen, an déi komme jo nach bei dee schön accumuléierte Retard aus deene leschte Jorzéngten derbäi.

An duerfir versti mer net, datt de Premier esou ausser Rand a Band vu Freed war, datt d'SN-HBM elo 250 Unitéite baut, well de Besoin wesentlech méi grouss ass, e Multipel vun där Zuel. Och d'Efforte vun dëser Regierung ginn also bäi Wäitem net duer. An ëmmer méi Leit zu Lëtzebuerg verscholde sech, geroden an d'Aarmut oder plënneren einfach iwwer d'Grenz. Dat ass ëmsou méi bedenklech, well all déi Regierungen d'Politik, déi zu dëser Schifflag gefouert huet, voluntaristesches weidergedriwwen hunn.

Wouduerjer zeechent sech dës Politik aus? Justement duerch eng eesäiteg Wirtschaftspolitik, déi, basierend op Souveränitéitsnischen a Fiskaldumping, virun allem Finanzdénsgschtleeschungsbetribler op Lëtzebuerg zitt, inklusiv der Nofro u Logementer „haut standing“ an zentraler Lag fir héich bezuelte Finanzspezialisten an dem risege Bedarf un zentralgeleeeene Büroflächen oder déi risege Luxusimmobilien, déi sech elo schon all déi High Net Worth Individuals reservéieren an ënnert den Nol räisen, déi de Wirtschaftsminister esou gär unzéie wëllt.

Iwwerléisst een dës Entwécklung engem fräie Maart a refuséiert een och nach, an dës Maart anzegräifen, andeem een d'Notioun vu Privatbesëtzer der Utilité publique iwweruednet, da kritt een e geféierleche Cocktail; geféierlech an éischer Linn fir d'Leit, déi an deem Kontext eng Wunneng sichen. An eng Konsequenz vun där Politik ass och de Verdrängungseffekt vum Wunnengsbau zugonschte vun ëmmer méi Büroflächen.

D'Privatkapital, dat an Immobilien investéiert, wëll natierlech eng Renditt, an déi ass éischer mat der Verloungung vu Büroflächen ze realisieren. Renditt ass och éischer mat luxuriösen Appartementer fir den décke Portmonni ze ver-

déng wéi mat anstännege, abordabele Wunnenge fir Normalverdienger. A well et eben de Privatmarché ass, deen hei déi zentral Roll spillt an deem seng Logik sech dann och duerchsetzt, ginn d'Stadkären entweder zu Geeschterquartieren oder se bidde just nach räiche Leit Wunnraum.

Leider ass et awer net esou, datt d'effentlech Hand net och scho géif kräfteg an deem Business matmësch. Um Boulevard Royal zum Beispill ginn de Moment zwee grouss Bürosgebauer gebaut, finanziert vum Fonds de compensation, also vun der Rentereserv. An et ass schon interessant, wann ee sech den Internetseite vun deem Projet ukucke geet. Do gëtt dee Projet als „new royal business spot“ ugekënnegt, déi „panoramic view“ gëtt ugeprisen an d'High Net Worth Individuals gi mat „spacious parking spaces“ fir hir déck SUVen ugelackelt. Dat ass scho bal makaber.

Wat denkt sech do eng Persoun, déi do virdru steet an déi sech keng anstännege Wunneng leeschte kann an déi da gesäit, datt hir Rentecotisioun an esou e Büroprojet investéiert gëtt? An dat ass en trauregt Beispill fir d'Feelentwécklung vun der Immobilienpolitik zu Lëtzebuerg an dem Versoe vun der effentlecher Hand!

Déi eenzeg wierklech nei ugekënnegt Mesure vun der Regierung, fir Bauterrainen ze mobilisieren, ass de Baulandvertrag. Mä och dës Mesure verléisst net dee politesche Kader, deen ech virdrun opgezeecht hunn. Well de Problem ass a bleift, datt de Proprietär ëmmer un laangen Hiewel sëtzt. De Stellwäert vun Privatbesëtzer gëtt eben net a Fro gestallt. Den Terrain bleift also eng Wuer wéi eng aner, déi zu Maartpräisser kaaft, verkaaft oder verlouert ka ginn. Duerfir hat ech mer eigentlech erwaart, datt, och no rezenten Aussoe vum Fraktiounspräicher vun der LSAP, d'Regierung vläicht endlech emol wierklech géif d'Keul eraushuelen an den abusive Privatbesëtzer an d'Utilisatioun dovunner a Fro stellen. Mä dovunner hu mer de Moie vum Premier leider näischt héieren, emol net undeitungsweis!

An ech si frou, ze héieren, datt den Här Body quasi e Mea culpa gemaach huet fir eng Politik aus der Vergaangenheet, un där hien an d'LSAP och mat bedeelegt waren, déi genau déi dote Fro vill ze spéit gestallt huet, well déi Reflexiounen missten onbedéngt an dréngend gefouert ginn. Am Moment gi se emol net an enger méi fundamentaler Iwwerleeung an där zënter empfonnten Eiwegkeeten diskutierter Verfassungsreform diskutéiert. Och hei ännert sech bis elo näischt un sakrosankte Privateigentum, woubäi aner Forme wéi effentlechen oder gesellschaftlechen Eegentum oder d'Utilité publique nach ëmmer ënnerbewäert bleiwen. Vun deem ugekënnegten neie Wand an der Wunnengspolitik ass just „ein laues Lüftchen“ iwwreg bliwwen.

An ech wëll och drun erënneren, datt mir als déi Léng och eng Proposition de loi gemaach haten, datt zumindest d'Agencekäschten net méi misste vum Locataire gedroe ginn, mä vun deem, deen dee Service och eigentlech an Usproch hält, vum Proprietär.

Här President, trotz engem Wuesstum vun iwwer 4% sinn zu Lëtzebuerg déi sozial Inegalitéiten net erofgaangen, well Wuesstum eleng seet näischt iwwer déi ongläich Verdeelung vum geschafene Räichtum aus. Trotz grousssem Wirtschaftswuesstum ass zu Lëtzebuerg déi sozial Schéier net méi kleng, mä méi grouss ginn an de vergaangene Joren a Jorzéngten. Déi zentral Fro misst also net sinn: Wéi schafe mer op Däiwel komm eraus méi Wuesstum?, mä: Wéi verdeele mer de Wuesstum esou, datt en och jiddwerengem an der Gesellschaft zegutt-kënnst?

An do si mer alt erëm hei zu Lëtzebuerg an enger eigentlech komplett schizophrener Situatioun. Engersäits gi Joer fir Joer mam Wuesstum bis zu 15.000 nei Aarbechtsplaze geschafene an awer bleift de Chômage op engem héijen Niveau. An duerfir, Här President, hunn ech et wierklech deplacéiert fonnt vum Premier, deen opgeruff huet, sech ze freeën, datt mer zu Lëtzebuerg trotz deem Wuesstum nach ëmmer e Chômage vu 6% hunn. An dann och nach ze soen, datt, an ech zitieren, „ee wäit misst zrëckgoen, fir esou en déiwe Chômage zu Lëtzebuerg ze fannen“! Ech hu gekuckt, wéi wäit ee muss zrëckgoen, nämlech zimlech genau fennef Joer. Viru fennef Joer hate mer manner Chômage. An do virdru Joren a Joren a Jorzéngten a Jorzéngte manner Chômage. Duerfir ka mech deen dote Chômagetaux vu 6% net freeën an och net déi Leit, déi dovunner betraff sinn, am Besonneschen och ganz vill Jonker.

Mä et gëtt nach besser! An de Projektione vum Stabilitätsprogramm fir d'Joren 2018, 2019, 2020 an 2021, déi op Bréissel geschéckt ginn, gesäit et esou aus, datt effektiv viraussichtlech 2018 mat 5,7% deen niddregste Chômagetaux erreecht gëtt, wat de Premier jo

och nach eng Kéier zur allgemenger Freed Ulass gelooss huet (veuillez lire: zur allgemenger Freed betount huet).

Mä wéi geet et da viru? Da geet et erëm monter an d'Luucht mat de Previsiounen vum Chômage. 2019 soll en op 5,8% klammen, 2020 op 6,3%, an da fir 2021 solle mer bei 6,9% Chômage leien. Dat sinn d'Projektione vun der Regierung. An do derhannert stécht souguer eppes a mengen Ae politesch nach méi Wesentleches: Wann also bei esou Wirtschaftswuesstumszuele vu 4%, 5% de Chômage net erofgeet, dann huet d'Regierung sech indirekt och vun engem anere wichtige Aarbechtsmaarkonzept verabschit, nämlech deem vun der Vollbeschäftegung! An dat ass déi eigentlech Ausso vun deenen Zuelen! An et ass eng schrecklech Ausso, well mat deene Projektione geet et de Leit am Land also net besser!

An et muss een och nach eng aner Konklusioen zéien: Wann all Joer esou vill Aarbechtsplaze geschafe ginn an de Chômage geet net massiv zrëck, mä klëmmt mëttelfristeg souguer, da leeft eppes méi Fundamentalschiff an der Wirtschaftspolitik vun der Regierung. Da schafe mer zwar lauter Aarbechtsplazen, mä déi hunn eigentlech näischt mat de Besoinen vun eiser Bevëlkerung ze dinn. Dann déngt d'Ekonomie eben net de Leit, wéi de Premier et de Moien als Wonsch duergestallt huet. An et ass e weidert Zeechen derfir, datt dee Lien, dat Band tëschent Wuesstum a Wuelstand esou net méi zu Lëtzebuerg existéiert.

Här President, an der Realitéit vun der Aarbechtswelt sinn haut d'Salariéen an d'Gewerkschaften ëmmer méi mam Phänomeen vun de Licencierement-économique konfrontéiert, also der Tatsaach, datt d'Betribler Leit entloossen, obwuel hir ekonomesch Situatioun ganz gesond ass, just fir nach méi Benefiss aus dem Betrib erauszuequetschen an hiren Aktionären nach méi déck Dividenden auszuschëdden. An déi Betraffe vun deene Licencierement-économique sinn dacks Leit, déi deels jorelaang enzwousch geschafft hunn an op eemol op der Strooss sëtzen.

Wat mécht d'Regierung, esou wéi d'Gewerkschaften dat fuerderen, fir deem abusive Verhale vun ëmmer méi engem groussen Deel vum Patronat entgéintzetrieden? Dovun hu mer näischt héieren! 2009 hu mir schon eng Proposition de loi gemaach, déi nach ëmmer um Instanzewee iergendwou erëmknecht, well d'Regierung dozou keng Stellung hält. An da stellt sech awer och d'Fro, ob d'Aarbecht dann hei am Land iwwerhaupt nach viru Aarmut schützt.

Wéi geet et viru mat der Entwécklung vun den „working poor“, also deene Leit, déi, obwuel se eng Aarbecht hunn, dem Aarmutrisiko ausgesat sinn? Zu Lëtzebuerg ass deen Taux mat iwwer 10% wesentlech méi héich wéi an eisen Nopeschlänner. Doriwwer ass och net geschwat ginn. Mir hunn d'Regierung dozou scho viru Méint interpelléiert an nach ëmmer keng Äntwert. Och de Moien net. A generell muss ee sech awer d'Fro stellen, datt wann an engem Land iwwer 15% vun der Populatioun dem Aarmutrisiko ausgesat sinn, da kann et deene Leit an deem Land guer net esou gutt goen. An et kann dann och deem Land guer net esou gutt goen.

Dat Eenzegt zur Aarmutbekämpfung, wat de Premier erwänt huet, war d'Reform vum RMG, deen elo zum REVIS ëmgedeft gëtt. An och wann do verschidde positiv Elementer dra sinn, esou stellen ech awer fest, datt souwuel d'Gewerkschaft wéi och d'Sozialverbänn wéi och Oppositions- a Majoritéitsparteien nawell zolidd Kritik dorunner üben an zu Recht Onzoulänglecheete beanstanden.

Här President, Wuesstum eleng schaaft keng sozial Gerechtegkeet, Wuesstum eleng mécht déi sozial Schéier tëschent Aarm a Räich net méi kleng. An dee Wuesstum bitt och keng Äntwert op déi ekologesch Kris, an där net nëmme mir, mä déi ganz Welt dran ass, well deen dote Wuesstum hëlleft eigentlech éischer dem Klimawandel wéi dem Energiewandel, deen mer esou dréngend noutwendeg hätten. Iwwer déi Dimensionen vun der nohalteger Entwécklung wäert den David Wagner muer de Moien och nach eng Kéier intervenieren.

Deen demesuréierte Wuesstum bréngt, wéi ech dat scho beschriwwen hunn, eng ganz Rei vu Problemer a Käschte mat sech. An duerfir gëtt dës Entwécklung och vun ëmmer méi Leit hei am Land a Fro gestallt. Leit, déi sech keng Wunneng méi kënne leeschten a gezwonge sinn, an d'Ausland ze goen; Leit, déi besuergt sinn ëm d'Zerstéierung vun eiser Émwelt; Leit, déi och gesinn, datt dee ville Wuesstum eigentlech net bei hinnen ukënnst, datt se zwar mat den negativen Konsequenzen musse liewen, hir eege finanziell Situatioun sech awer just kaum mierkbar, wann iwwerhaupt verbessert huet.

All dës Leit froe sech, ob dat da wierklech dee richtige Wee ass, op deem d'Regierung am

Moment ënnerwee ass. All dës Leit froe sech, ob et net besser wier, fort ze komme vun deem „esou vill mer kréien“, hin zu engem „esou vill mer brauchen“. All dës Leit froe sech och, op d'Liewensqualitéit vun den Awunner net méi wichtig ass wéi déi dichteg makroekonomesch Zuelen, déi mer all Joer op Bréissel schécken.

Nëmmen, och si hunn de Moie wéineg Äntwerte kritt op hir berechtigt Froen! Si kruten net en Auswee proposéiert, au contraire: Se kréien nawell ëmmer erëm erzielt, datt et ebe keng Alternativ gëtt, datt mer souzeseo verdaamt sinn, weider ze wuessen, bis, jo, bis iergendwann eng Kéier näischt méi geet. Datt nëmme d'Croissance vum PIB eist Iwwerliewe séchere kann, well soss eise ganze Statsapparat eis ëm d'Ouere fléie géif.

Mä mir mengen, datt et keng Fatalitéit ass! Et ass nämlech méiglech a virun allem néideg, alternativ Weeër anzueschloen. An et ass méiglech, eng méi nohaltege an harmonesch Entwécklung unzustriewen, déi och Wuesstum schaaft, mä Wuesstum, deen mer meeschtere kënnen an dee méi gerecht verdeelt ass. An dat ass eng Fro vu politeschem Wëllen!

Wa mer iwwer Weeër schwätzen, wéi mer déi iwwerhëtzen Entwécklung kéinten ofbremsen, da komme mer net derlaanscht, iwwer deen Elefant ze schwätzen, deen och elo nach ëmmer am Raum steet. An deen Elefant heescht Finanzplaz. Zënter 30 Joer kréie mer gesot, d'Schicksal vum Land géif un der Finanzplaz hänken. Mä wie profitéiert eigentlech wierklech vun deene Geschäfte? A wéi eng Käschte sinn domadder verbonne? An zemoos, wéi eng Secteure vun der Finanzplaz bréngen a wéi eng kaschten d'Land wéi vill?

Fir eis ass kloer, datt, wa mer ee wirtschaftleche Secteur bewosst an iwwerluecht ofbremse mussen, fir dem Wuesstum erëm Meeschter ze ginn, dann ass et de Finanzsecteur! Dobäi geet et natierlech net drëms, vun haut op muer alles ze zerschloen.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kolleegen, wann ech gelift, e bësse méi roueg am Sall!

► **M. Marc Baum (déi Léng).** - Et geet drëms, sech eng mëttel- a laangfristeg Strategie ze ginn, fir aus deene Finanzsecteuren erauszeklappen, fir déi mer och am Ausland zu Recht kritiséiert ginn, nämlech aus deem ganze Beräich vun de Steiertricksereien. Eng Exitstrategie aus de kromme Geschäfte, net well eis Noperen eis mat der Kavallerie droen, mä aus fräie Stécker, well mer eis Suen net op d'Käschte vun anere Länner wëlle verdéngen. An et heescht och,...

► **M. Etienne Schneider, Ministère de l'Économie.** - Ass dat Är Meenung, dass mer dat maaachen?

► **M. Marc Baum (déi Léng).** - ...an et heescht och, ophale mat Fiskaldumping an net an der geckege Konkurrenz vun deenen niddregsten Tauxe probéieren, ëmmer méiglechst méi heihinnerzezéien.

► **M. Etienne Schneider, Ministère de l'Économie.** - Här Baum, dierf ech lech eng Fro stellen?

► **M. Marc Baum (déi Léng).** - An Der kënnst d'Fro stellen, ob dat net...

► **M. Etienne Schneider, Ministère de l'Économie.** - Dierf ech lech eng Fro stellen, Här Baum?

► **M. Marc Baum (déi Léng).** - Wann ech gelift!

► **M. Etienne Schneider, Ministère de l'Économie.** - Dir hat gëscher, wann ech dat richtig gesinn hunn op RTL, op der Télee, de Gregor Gysi op Besuch bei lech an der Fraktioun, huelen ech un, well ech hunn emol Är Pancarte hannendru gesinn. An den Här Gysi huet an engem Interview do bei RTL behaupt, Lëtzebuerg war nach ëmmer e Steierparadies. Hutt Dir dorop reagiert? Sidd Dir och där Meinung? Oder hutt Der em do wéinstens zu Recht gewisen, dass dat net de Fall ass?

► **M. Marc Baum (déi Léng).** - Här Schneider, Lëtzebuerg huet fir Multinationallen an Entreprisë paradisesch Verhältnissen, wat d'Steierpolitik, wat d'Fiskalpolitik ugeet. An ech si ganz frou - ganz frou! - doriwwer, datt Der lech esou intensiv mat Pressekonferenzen vu Membere vun Nopesch- a Schwësterparteien ofgitt.

D'Fro ass awer berechtigt, ob een, wann een esou eng Politik géif aschloen, oder zumindest emol esou Strategie géif entwéckelen, dann net eventuell riskéiert, deen een oder anere Prozentpunkt Wuesstum ze verléieren. An dat kann duerhaus sinn! Mä d'Fro ass awer, ob dee Wuesstum net vläicht dee knaschtege Wuesstum ass, deen mer souwisou eigentlech sollte wëlle lassginn a mer duerfir awer op där anerer Säit eng Chance kriteren, eng Opportunitéit, fir eng méi harmonesch Entwécklung anzeleeden a fir de Retard bei den Infrastrukturu-

ren opzuehlen. An dat géif dernieft och déi néideg politesch Energie fräi maachen, fir endlech déi wirtschaftlech Diversifikatioun seriö unzegoen, vun där jiddweree schwätzt.

Well d'Regierung schwätzt jo ganz vill vu Kompetenznischen, déi mer musse besetzen. Tatsaach ass awer, dass se weiderhin op Souveränitätsnische setzt. An dat neiste Beispill dovunner ass den „space mining“. Do geet et eben net oder kaum em spezifesch lëtzebuergesch Kompetenzen, mä et geet em riskant Souveränitätsnischen, fir dass international Investisseuren d'Leit als Plattform benotzen, fir hir Geschäft kënne ze maachen. Well den „space mining“ ass a Wierklechkeet keng Ingénierie spatiale, mä am Fong eng Ingénierie juridique, mat där versicht gëtt, international Recht ze emgoen, an dëst souguer op d'Gefor hin, dass mer zu engem Akteur vu groussen internationale Konflikter ginn, déi eis definitiv iwwert de Kapp wuessen.

An och nieft der Tatsaach, dass mer mat deem Space-Mining-Projet d'Privatisierung vum Weltall amorcéieren, steet dat och am flagrante Widersproch zu enger anerer Initiativ vum Wirtschaftsminister, nämlech där vun der Économie circulaire, dat heescht dem Recycling. Well beim „space mining“ geet et jo ebe justement net dréms, e verantworten Émgang mat de Ressourcen ze promovéieren, mä au contraire d'fir ze suergen, dass mer Ressourcen weiderhi kënne verbëtzen.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Dir liest ze vill Science-Fiction, Här Baum.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*). - Jo, ech hu virun allem Äre Projet de loi gelies, Här Schneider. An do sti Saachen dran, dass engem, an net nëmme mir, mä och dem Statsrot deelweis d'Dronkenelle kënne ausgoen.

An d'Fro stellt sech, firwat mer net a méi nohaltegen, zukunftsweisende Beräicher probéieren, d'Weltspëtzt ze ginn. Ech recommandéieren d'fir dem Här Wirtschaftsminister, amplaz vun de Stärren ze dreemen, eng Kéier e Bléck a seng Poubelle ze geheien, well do géif en nämlech och ganz vill Ressourcen fannen, déi nimm drop waarden, fir exploitéiert ze ginn. An dat wier och vläicht wesentlech méi am Sënn vum Här Rifkin, deem Futurolog, deem d'Regierung jo agestallt huet, fir d'Zukunft ze plangen, ze gestalten, unzedanken an deem d'Regierung jo quasi als neie spirituelle Leader auserwählt huet.

Här President, mir mengen, dass déi grouss Erausforderung vun eisem Land, déi ech opgezielt hunn, an där d'otter Ried net an deem Mooss traitéiert gi sinn, wéi et néideg gewiescht wier, fir eist Land wierklech ze preparéieren op d'Zukunft a virun allem de Mënschen an deem Land reell Perspektive fir d'Zukunft ze bidden.

Merci.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*). - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci och dem Här Baum.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Et mengt een, mir géifen an Albanien liewen!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Mir wieren domat um Enn vun eisem allgemengen Debat ukomm.

Wéi d'lescht Joer, hu mer jo no deem allgemengen Debat eng Rei vu sektoriellen Debate virgesinn, a mir géifen den Owend nach dee Volet Économie a Kompetitivitéit maachen. An do ass als Éischt den Här Laurent Mosar fir d'CSV ageschriwwen. Fir dass d'Kollegen ongeféier wëssen, wou mer den Owend landen: Den éischte Volet ass plus/minus 50 Minuten, eng Stonn.

Débats sectoriels - Volet «Économie et Compétitivité»

► **M. Laurent Mosar** (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, „Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënsche gutt geet“, mat deene Wieder huet den Här Statsminister de Moie seng Ried zur Lag vun der Natioun ofgeschloss. An ech géif mer vläicht erlaben, dee Saz nach virunzeféieren, andeem ech soen: De Mënsche geet et gutt, wann et der Wirtschaft gutt geet, well et d'Wirtschaft ass, déi dee Rächtum schafft, deen et eis an deem Land erlaabt, deen héije Liewensniveau mëttel- a laangfristeg ofzesécheren.

Ech wäert den Owend a menger Interventioun mech haaptsächlech mat einzelnen Aspekter vun der Diversifikatioun vun eiser Wirtschaftspolitik befaassen.

Doduerch, dass mer gëschter e puer kleng technesch Problemer hei haten, hat ech d'Geleeënheet, wéi déi aner Kollegen och, fir mech fir d'Éischt um Internetsite vun der Regierung mat der virtueller Versioun vun der Deklaratioun vum Här Statsminister auserneezen-

zen. An de Moie konnt ech dann darselwechter Deklaratioun och nach eng Kéier haut live an in Farbe am Plenum nolauschteren.

An ech muss lech soen, Här President, dass weder déi schréfflech nach déi mëndlech Versioun vun deser Ried mech a menger dach scho ganz ageschränkter Erwaardungshaltung iwwertraff huet.

An dach, Här President, an dat ass, wat vläicht e bëssen iwwerraschend war, si mer zwee Punkten de Moie besonnesch opgefall. An ech weess net, ob et lech d'selwecht gaangen ass, mä mir haten eigentlech haut fir d'Éischt zwou Deklaratiounen zur Lag vun der Natioun, an domadder mengen ech net, dass den Här Statsminister leider Gottes huet missen zweemol ufänken, mä och den Här Vizepremier huet quasiment a senger Interventioun eng zweet Deklaratioun zur Lag vun der Natioun virgelleucht.

A wa fir d'Éischt vum Här Bettel haaptsächlech duerch de bloe Brëll an déi blo Ministère gekuckt ginn ass, sou huet den Här Schneider natierlech virun allem duerch de roude Brëll, an awer haaptsächlech och duerch säin eegene Brëll gekuckt.

(Hilarité)

Deen eenzege Brëll, deen ech vermësst hunn, ass dee gréngen! Mä wie weess, dee kënnt da vläicht nach muer no.

(Interruption)

An dat Zweet, Här President, ass: Ech hu selten eng Regierung erlieft, déi sech esou vill op d'Schëllere geklappt huet! An ech mengen, dass den Owend verschidde vun de Kollege vum ville Schëllerklappen e kräftegen Torticollis wäerten hunn.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Macht lech keng Gedanken!

► **M. Laurent Mosar** (CSV). - Wat d'Aussoe vum Premier zu der Diversifikatiounspolitik vun der Regierung betrëfft, sou erschöpfe se sech an zwar gutt kléngende Generalitéiten a Plattituden, ouni awer op eng eenzeg nei Propositioun anzegoen,...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - A wat ass da vun lech bis ewell komm, Här Mosar?

► **M. Laurent Mosar** (CSV). - ...well déi eenzeg konkret Propositioun, nämlech d'Schafe vun der sougenannter IP-Box, u sech schon en alen Hutt ass, deen de gesamte Secteur an d'ailleurs och mir an der Chamber schon iwwregens säit méi wéi zwee Joer an Aussicht gestallt kritt hunn.

D'Aussoe vum Premier sinn dann och e bëssleche symptomatesch fir d'Politik vun deser Regierung: Et gëtt vill waarm Loft geblosen a konkret um Terrain geschitt räichlech weineg.

De Moien, léif Kolleginnen a Kollegen, hat ech awer ee Moment d'Illusioun, ech géif haut eppes Neits gewuer ginn, wéi de Premier a ganz schéinen, héichtrabende Wieder, an ech zitieren en, gesot huet: „Dat bedeit, dass mer eis verstärkt op Aktivitéit konzentrieren, déi bei d'Land passen, an et bedeit och, dass vill méi op Qualitéit ewéi op Quantitéit gesat gëtt.“

Ech hunn du mat Spannung geduecht: Elo lies de emol virun an du lauschters haaptsächlech muer ganz genau, fir dass ze héieren, wat déi grouss nei Aktivitéitsberäicher mat deem héije Qualitéitslevel do sinn!

A grouss war du mäin Erstaunen, Här President, wéi ech d'Opléschung vun deenen Aktivitéitsberäicher gelies hunn, wou dann ugefaange gëtt mam Finanz- a Bankesektor, mat de Secteuren vun der Logistik, der „automotive“ Industrie, der Industrie am Generellen, alles Beräicher, an deenen dëst Land natierlech ganz gutt opgestallt ass, an dat dank awer och der virauskuckender Politik vun deene ville viregte Regierungen, praktesch all mat CSV-Bedelegung.

Duerno - an dunn hunn ech geduecht, elo gëtt et richtig spannend! - fiert de Premier virun a kënnt dann op déi zwee grouss nei Aktivitéitsberäicher, an deenen des Regierung da wëllt Prioritéit setzen: d'Weltraumtechnologien, déi sougenannten „space resources“ an „space mining“, an d'Entwécklung vun de Start-uppen, ganz besonnesch am Beräich vun de FinTechen.

Dës, Här President, zwee Aktivitéitsberäicher hunn awer eppes gemeinsam, nämlech dass mer hei vun absoluten Zukunftstechnologie schwätzen, déi, wann - an dat hoffe mer alleguerten - sech déi héich Erwaardungen da wäerten erfëllen, fréistens an 20, 25 Joer richtig konsistent Steierrecetté wäerten ofwerfen.

Déi Fro, déi also fir eis wesentlech bleift, Här President, an op déi hu mer emol am Usaz de Moie keng Antwort kritt, ass, wat ausserhalb vun deenen doten Zukunftstechnologien dann

nach geplangt ass, fir ganz besonnesch de Verloscht vun awer deene ganz villen Aarbechtsplazen, déi duerch d'Digitalisatioun vun eiser Wirtschaft, an notamment och am Finanzsektor, riskéieren ewechzefalen, opzefänken.

Här President, „space resources“ oder den Ofbau vu Ressourcen am Weltall si wéi all Weltraumtechnologie virun allem Technologie vun der Zukunft. Och wa fir vill vun eis des Aktivitéiten nach an de Beräich vun der Science-Fiction gehéieren, sou muss een dach dat Potenzial erkennen, wat an deenen nächste Joren an dese Weltraumtechnologie läit.

A mir fannen et, a mä Fraktiounschef Claude Wiseler huet et de Moien och schon ennerstrach, mir fannen et d'fir richtig, dass d'Regierung versicht, sech an deser Zukunftsindustrie ze positionéieren, a mir ennerstetzen d'fir och prinzipiell d'Demarche vun der Regierung.

► **Une voix**. - Aah!

► **M. Laurent Mosar** (CSV). - Fir eis stelle sech allerdéngs, Här Statsminister, Här Wirtschaftsminister, virun allem dräi prinzipiell Froen, déi och schon zum Deel de Moie vum Claude Wiseler oder de Mëtteg vum Claude Wiseler thematiséiert gi sinn. Déi éischt, dat ass natierlech déi vun der legaler Basis, op där de lëtzebuergesch Projet sech wäert bewegen. De Statsrot huet hei a sengem Avis eng ganz Rei vun awer net onsubstantielle Froen opgeworf, op déi eiser Meenung no d'Regierung muss op eng detailléiert Manéier Äntwerte liwweren.

Eng zweet Fro ass déi vum mëttel- a laangfristegen Engagement vum lëtzebuergesch Stat, wou mir och d'Regierung opferuere, eis e kloren a detailléierte Businessplang op déi nächst zéng bis fofzéng Joer virzelehen.

Eng drëtt Fro, an déi ass bis elo nach ganz wéineg behandelt ginn,...

Et ass elo schued, dass den Här Wirtschaftsminister dat net matkritt, mä den Här Statsminister wäert em dat viruginn.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Ech sinn erëm do!

(Interruption par M. Xavier Bettel)

► **M. Laurent Mosar** (CSV). - Dir sidd erëm do, Här Wirtschaftsminister, an ech si frou, dass Der och hei ganz besonnesch nolauschtert.

Eng Fro, déi fir eis oder och fir mech selwer eng extrem grouss Bedeitung an där ganzer Diskussioun huet, dat ass déi vun der eventuel-ler Haftung vun eisem Land an engem Secteur, wou mir dann, wann dat gutt fonctionéiert, an Zukunft wäerten Industriebetriber hei zu Lëtzebuerg domiciliéieren, déi Aktivitéiten am Weltraum wäerten exercéieren, mat alle Risiken, déi dat comportéiert.

Dëst ass fir eis eng ganz, ganz wichteg a wesentlech Fro. An ech ginn dovun aus, dass Der eis muer och dozou wäert eng Rei Äntwerte ginn.

Här President, och wa mir also prinzipiell d'Regierung an deemem Projet kënne ennerstetzen, sou bleiwen dach extrem vill Froen op, an ouni dass mir déi am Detail beäntwert wäerte kréien, wäerte mir och eisen „go“ net dozou kënne ginn.

Erlaabt mer awer heizou e lescht Wuert! De Wirtschaftsminister huet et fäerdegbruecht, an dat éiert en, dass e Lëtzebuerg mat deem innovativen Projet op d'Weltkaart gesat kritt huet.

Allerdéngs ass des Präsenz op der Weltkaart awer net ouni Geforen, well - an ech mengen, et ass schued, dass den Här Wirtschaftsminister elo muss erausgoen - d'Erwaardungshaltung u Lëtzebuerg an deem héich technologesche Beräich dach extrem grouss ass a vill Leit déi doten Initiativ mat Argusae wäerte betruachten a wäerte leider Gottes nimm drop waarden, dass mir do e Feeler maachen.

Mir mussen eis also bewusst sinn, Här Statsminister, dass mer an deem Dossier keen Droit à l'erreur hunn, mä dass mer hei riskéieren, och eis Reputatioun op d'Spill ze setzen, wat da kéint och emol negativ Konsequenze fir de Finanzsektor hunn.

Här President, d'Start-uppen an d'FinTechen sinn do schon e wesentlech manner glétschege Terrain. Och hei ennerstetze mir prinzipiell d'Demarche vun der Regierung, fir Lëtzebuerg och op de Radar vun de Start-uppen ze setzen.

Allerdéngs, och hei deelen ech net gradesou den Optimismus, deen hei vun de Ministere verbreet gëtt, well net méi spéit wéi d'lescht Woch hat ech d'Chance, mat enger Rei Leit aus deem Secteur do oder aus deene Secteuren ze schwätzen, déi mer gesot hunn, dass am Moment leider Gottes Lëtzebuerg nach net attraktiv genuch wär, fir esou Start-uppen unzeziehen, an dass déi allermeescht am Moment éischter d'Tendenz hätten, an Irland ze goen, an dat

haaptsächlech, Här Wirtschaftsminister, aus zwee Grënn, déi Dir och kennt, nämlech éischters deem, dass mer leider Gottes nach ebe bis elo keng Regelung hunn, wat déi sougenannten IP-Box, also den Artikel 50bis vum Steiergesetz betrëfft. Mir hunn déi dann elo endlech an Aussicht gestallt kritt. Allerdéngs muss Der wëssen, dass do souwuel d'Hollänner wéi d'Belsch wéi d'Irlänner eis wäit virusinn, well déi scho säit enger Zäit en IP-Regime adoptéiert hunn.

An derniewent, an dat hunn ech och schon, Här Wirtschaftsminister, e puermol op deser Tribün ennerstrach, misste mir onbedéngt och steierlech Incentiv schafe fir privat Investisseuren, déi an esou Start-uppen géifen investéieren. An do gëtt et an den angelsächseschen Länner eng ganz flotte Modell, deen lech sécherlech net unbekannt ass, dee vun dem „Seed Enterprise Investment Scheme“, wat e System ass vu Privatheit, déi iwwer Risikokapital an esou Entrepreisen investéieren an dat kënne steierlech wärend enger begrenzter Zäit ofsetzen. Ech fannen, dass ass eng ganz flott Initiativ.

(Interruption)

An Dir sot jo ëmmer, d'Oppositioun hätt näischt ze proposéieren. Hei ass zum Beispill eng Propositioun, déi ech schon eng Kéier gemaach hunn, déi ech nach eng Kéier widderhuelen, well ech mengen, si ass am Interêt vun de Start-uppen. Mir hunn...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Mä, Här Mosar, Dir waart dach géint d'Steierreform. Dir hutt alle ofgeleent. Dir sot souguer, se wär ze deier,...

► **M. Laurent Mosar** (CSV). - Neen!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - ...se wär ze deier a mir kéinten eis se net leeschten. Elo frot Der se!

► **M. Laurent Mosar** (CSV). - Also, Här Schneider, ech wëll lech elo äntwerten. Mat allem Respekt, ech héieren dat elo de ganze Mëtten, d'Oppositioun,...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Et ass leider esou.

► **M. Laurent Mosar** (CSV). - Neen!

...d'Oppositioun hätt keng Propositioun. Ech erënnere lech drun, dass mir am Dezember hei eng Debatt haten, en Débat de consultation mat enger Interpellatioun, wou meng Fraktioun zwielef Motiouen - zwielef Motiouen! - proposéiert huet mat einzelne Propositiounen. Leider huet des Majoritéit vun deenen zwielef Motiouen der zéng ofgeleent!

Dir hutt der zwou...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Dir hutt wärend all deene Méint keen een Amendement gemaach.

► **M. Laurent Mosar** (CSV). - Här Minister, Dir hutt der zwou zréckbehalen. A leider Gottes ass och nach mat deenen zwou net vill an der Zwëschenzäit geschitt. D'fir haalt op! Ech kann dat net méi héieren, permanent der Oppositioun Reprochen ze maachen, si hätt keng Propositioun ze maachen! Mir hunn der gemaach! An déi Propositiounen leien och nach ëmmer...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Dir hutt dergéint gestëmmt, Här Mosar.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Sou, elo huet just den Här Mosar d'Wuert. D'Regierung huet muer ganz vill Zäit, fir ze äntwerten op all einzelne Punkt. A si kritt och zu all einzelne Punkt d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar** (CSV). - A si kann nach muer eis Motiouen unhuelen, Här President.

(Interruption)

Si kann nach déi Motiouen unhuelen, déi se d'leschte Kéier net gestëmmt huet. Ech bränge se gären nach eng Kéier eran, Här Minister.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Här President, Här Statsminister,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Jo, Sou, elo huet just den Här Mosar d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar** (CSV). - Ech hoffe just, dass ech déi verlueren Zäit wierklech guttgeschriwwen kréien, well ech sinn elo...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Dir hutt nach ganz vill Zäit, Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV). - Ech weess dat. Mä ech hätt och gär, dass mer déi Zäit do guttgeschriwwen gëtt.

(Brouhaha général)

Här President, souwuel de Premier wéi och de Wirtschaftsminister - lauschtert wann ech gelift no! - hu wéineg, fir net ze soe guer näischt iwwert de Mëttelstand an déi ganz vill Kleng- a Mëttelbetriber an eisem Land gesot, déi u sech d'Gerüst vun eiser Wirtschaft duerstellen an déi zu engem ganz gudden Deel och un deene gudden Zuele mat schëlleg sinn, vun deenen d'Regierung ëmmer esou gär schwätzt, an déi haaptsächlech och zu engem groussen Deel responsabel sinn, datt nach ëmmer Dausende vun Aarbechtsplazen an deem Land hei geschafft ginn.

Och hei, Här Wirtschaftsminister, schléift zum Deel en enorme Potenzial, wat een nëmme bräicht e bësselchen ze erwächen, an ech widerhuelen och do erëm eng Kéier dat, wat ech schonn e puermol op dëser Tribün gesot hunn: datt mir onbedéngt mussen d'Successiounen an d'Reprisé vu Betriber besser legal a steierlech encadréieren. Do ass, an dat ginn ech lech gär zou, en éischte Schrëtt bei Geleeënheet vun der Steuerreform gemaach ginn, deen awer eiser Meenung no leider Gottes bäi Wäitem net duergeet.

Am selwechte Kontext wëll ech dann och nach op e Problem agoen, dee sech a ganz ville Gemengen och am Norden an och am Oste vum Land stellt, wat d'Industrie an d'Aktivitätszonen ueget, well fir eis a fir eis Fraktioun ass et och wichteg, datt am Norden an am Osten eng Rei vun Aktivitätszonen hikommen, well d'Aktivitéite kennen och net nëmmen am Süden oder am Zentrum vun deemem Land implantéiert sinn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Den Här Wirtschaftsminister, Dir Dammen an Dir Hären, ass am Moment vill am Weltall zwësche Mount a Mars ënnerwee. A wann een all Dag de Weltall virun Aen huet, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass heiansdo d'Landung um Buedem vun eiser gudder Aerd e bësselchen haart!

(Brouhaha)

A wann och, Här Wirtschaftsminister, an dat gesäit een lech un, Dir lech an Ärer Roll vum lëtzebuergeschen „Captain Kirk“ richteg...

(Hilarité générale)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et ass éischer den „Mister Spock“.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ...richteg, richteg wueffillt, wat ech mer, Här President, domadder erklären, datt den Här Schneider awer e bësselche frustréiert ass, datt hien net d'Captainsroll an der Regierung huet.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dir wäert da ganz gär den „Major Tom“!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Bei all Ärer Begeescherung awer, Här Schneider, vergiesst net, datt och de Captain Kirk heiansdo mam Raumschëff erëm op d'Aerd zrëckkomm ass, fir sech och mat den terrestresche Suerge vun de Betriber ze beschäftegen, well, Här Wirtschaftsminister, d'Zukunft vun eisem Land wäert sech trotzdeem och net am Weltall decidéieren, mä och an den nächste Jore wäert den iwwergroussen Deel vun eisem Räichtum an Zukunft an eisem Land haaptsächlech vu sengem Mëttelstand a vu sengem Finanz- a Bankesecteur erwirtschaft ginn!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, ech kommen da kuerz zu der Situatioun am Bankesecteur. Och do kann ech déi Heile-Welt-Stëmmung, déi ganz besonnesch vum Här Finanzminister verbreet gëtt, absolut net novollzéien. Wann ech mer näämlech de Finanzsecteur ukucken, Här Finanzminister, ass et richteg, datt mer op där enger Säit d'Fongenindustrie hunn, déi gutt fonctionnéiert, déi och gutt opgestallt ass. Mir hunn op där anerer Säit den Assurancesecteur, dee sech och an engem internationalen Émfeld net schlecht schléit.

Dëst ass awer nëmme bedéngt richteg, wat de Bankesecteur betrëfft. An ech wëll elo hei kee groussen Exkurs an de Bankesecteur maachen. Ech wëll trotzdeem lech soen, an dat soll een net ënnerschätzen, datt an de leschte Wochen zwou gréisser Banken hei zu Lëtzebuerg decidéiert hunn, hir Dieren zouzemaachen a fortzegoen, aus verschiddenen Ursachen, op déi mer elo net d'Zäit hunn anzegoen, dorëner déi eenzeg türkesch Bank, déi op dëser Finanzplaz war.

Wann ech da virun e bësselche kucken, da beonrouegt mech eigentlech nach méi wéi dee Fait, datt elo Banke fortginn an anerer kommen, datt an enger Rei vu Banken eenzel Déngschtleeschungen an d'Ausland outge-

sourct ginn, wat natierlech dann och eng Konsequenz op d'Zuel vun den Aarbechtsplazen an deem Secteur huet.

Derbäi kënnt, an Dir kënnt mir dat och elo confirméieren, Här Finanzminister, datt mengen Informatiounen no och net méi ganz vill Demandé fir nei Banken an der Pipeline bei der CSSF sinn.

Ech bedauern duerfir och nach eng Kéier, an och do, wann ëmmer gesot gëtt, d'CSV hätt keng Propositionen, datt ech scho virun zwee Jore bei Geleeënheet vun der Debatt iwwert d'Zukunft vun der Finanzplaz gesot hunn, d'Regierung sollt eng Etüd maachen, iwwerengs an enger Motioun, déi vun der Regierung deemools uegholl ginn ass, fir ze kucken, wat ee misst maachen, fir méi interessant fir d'Installatioun vun Headquartere vu grousser Banken hei zu Lëtzebuerg ze ginn.

Well, ech mengen, do si mer eis alleguer eens, Dir gesitt, wat fir ee Succès de Standuert Lëtzebuerg bei grousser chinesescher Banken huet. An déi hu jo och domadder gewisen, datt eigentlech hei zu Lëtzebuerg en enorme Potenzial och fir esou Headquartere besteet.

Wat mir haut, Här President, einfach vermessen an der aktueller Politik vun dëser Regierung, ass, datt souzesoen an deene leschte Méint a Jore quasiment keng nei Produkter méi fir d'Banke geschafft gi sinn.

An ech hu mat Interêt, Här Finanzminister, dem Här Mackel nogelauschert, deen elo virun e puer Deeg eng Kéier moies um Radio geschwat huet. Den Här Mackel hat eppes gesot, wat ech mat zwou Hänn géif wëllen ënnerschreien, wou e gesot huet, datt d'Bankeplaz an de leschte Joren an och elo nach zu engem ganz groussen Deel trotzdeem op den Acquisse vun deene leschte Joren hei géif fonctionnéieren a liewen, wat sécher u sech ass.

Ech weess, Här Statsminister, datt dat do lech net gefält, wat ech hei soen. Duerfir ass et awer...

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Neen, dat ass... Ech hunn den Här Mackel héieren, deen dat esou gesot huet.

Mir hunn, an aus verständleche Grënn, Här President, an de leschte Méint a Jore mussen eng Rei vun Nischen zoumaachen. An do si mir och mat der Regierung d'accord gewiescht. Mir vermessen awer gradesou, datt net gekuckt ginn ass, wou een awer eng Rei vun neien Opportunitéite kéint schafen. An ech hu virun déi vun den Headquartere genannt. Mir bedauern dat a mir fannen dat schued, ganz besonnesch och virum Hannergrond vun der Ëmsetzung vun de BEPS-Mesuren, déi sécherlech och, an do si mer eis warscheinlech och eens, Här Finanzminister, net ganz ouni Konsequenz fir eis Finanzplaz hei wäerte bleiwen.

Här President, e lescht Wuert zu enger Thematik, déi dem Här Roth a mir ganz besonnesch um Häerz läit an déi Der kennt, näämlech déi vun de SOPARFlen.

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Stock options.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - An ech bieden lech, Här Finanzminister, do nozelauschteren, well dat ass och eng Suerg, déi mer hunn. Eisen Informatiounen...

(Interruption)

Et schéngt...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Eisen Informatiounen no schéngen an de leschte Wochen a Méint e puer honnert wann net méi SOPARFlen einfach liquidéiert ginn ze sinn. Dat ass eng Tendenz, wou een elo net muss a Panik verfallen, wou een awer soll seriö kucken, wat d'Ursachen dovunner sinn, Här Finanzminister.

Den Här Roth an ech selwer hu schonn déi eng oder aner parlamentaresch Ufro dozou gestallt. A vu datt haut souwisou dat neit Gesetz iwwert den Droit des sociétés, wou den Här Gloden ganz vill Meritter dran hat, jo virgesäit, datt all Gesellschaft, déi liquidéiert gëtt, e Certificat de liquidation muss vun der Administratioun kréien. Et ass also haut onproblematesch, datt och eng Chamber d'Zuele vun deene Liquidatiounen géif kréien. Wéi gesot, et ass eppes, wat eis ganz vill Suerge mécht. A mir wäre wierklech frou, Här Finanzminister, wa mer där doter Saach géife ganz genau nokucken.

Als Konkusioun, Här Finanzminister, ass den Himmel iwwert dem Bankesecteur net méi gradesou blo. Eng ganz Rei vun donkle Wollke sinn amgaangen opgezéien. Déi riskéieren an den nächste Méint a Joren e puer kräfteg Donnerwiederer och hei am Land mat sech ze bréngen. Mir vermessen duerfir als CSV-Fraktioun ganz besonnesch am Finanzsecteur eng kloer definéiert Strategie a Visioun iwwert déi

nächst puer Jore, dat souwuel um Niveau vun der Steuerpolitik wéi och op deem vun der Regulatioun. Esou Strategien, Här Finanzminister, gëtt et zum Beispill an England an der City of London, gëtt et zu Dublin. An ech mengen, mir sollen eis do wierklech drun orientéieren, fir an Zukunft och op deen dote Wee ze goen.

(Interruption)

De Premier huet de Moien och a senger Ried ënnerstrach, datt mer net dierfte stoe bleiwen. Ech deelen dës Ausso an ech géif souguer nach derbäifügen, datt déi, déi stoe bleiwen, eigentlech zrëckginn. Mir stelle fest, datt et net nëmmen, mä och am Finanzsecteur, wéi d'ailleurs a ganz villen anere Beräicher, am Moment en „Stand still“ gëtt a sech just eigentlech nach domadder beschäftegt gëtt, fir deenen normalen Dagesgeschäfte nozegoen, an der Hoffnung, fir méiglechst onbeschiedegt bis zum Wahltermin 2018 ze kommen.

Dëse Stëllstand, Dir Dammen an Dir Hären, bedauere mir, well en ass net am Interessi vun der lëtzebuergescher Wirtschaft an domat och net an deem vun de Bierger vun deemem Land.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo. Deen nächste Riedner ass scho prett. Et ass den Här Franz Fayot fir d'LSAP.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, léif Membere vum der Regierung, et ass vu verschiddene Säiten hei während deemem Debat e bësse gespëttelt ginn an ironiséiert ginn iwwert de Rifkin-Rapport an iwwert dee ganze Prozess, deen do lassgetrëppelt ginn ass vun der Regierung.

Bon, mir hu relativ regelméisseg a leschter Zäit Kompetitivitätsdebatten. Et huet ee bal d'Impressioun, dass mer an engem permanenten Zukunftsdiskussion. Mir haten nach deslescht am Dezember eng Debatt iwwert d'Kompetitivitéit, an ech sinn och do intervenéiert. An ech hunn och elo net wëlles, haut nach eng Kéier dat ze widerhuelen, wat ech deemools gesot hunn.

Ech géif just gäre soen: Ech gehéiere sécher net zum Fanclub vum Jeremy Rifkin, mä ech muss soen, dass ech dee Rapport an déi Demarche, déi do gemaach ginn ass, och als President vun der Ekonomieskommissioun vun dëser Chamber, eng immens wäertvoll Demarche fannen. Et ass do e liewegen a spannenden Debat lassgetrëppelt ginn, wou mëttlerweil ganz vill Leit aus der Zivillgesellschaft, ONGe mat intervenéieren.

D'Caritas huet dat thematiséiert an hirem Sozialalmanach. De Mouvement écologique ass amgaangen, eng Partie Konferenzen driwwer ze organiséieren. D'Gewerkschafte beschäftegt sech domadder, d'Chambre des Salariés, d'Beruffskummeren. An dat ass, fannen ech, eng extrem flott a wichteg Diskussioun.

An och an der Chamber schwätze mer regelméisseg driwwer. An ech mengen och, dass mer wierklech déi Chance och sollen notzen, partiwwergräifend eis Gedanken ze maachen iwwert d'Zukunft an iwwert d'Ausrichtung vun der Wirtschaft vun eisem Land, awer doriwver eraus och iwwer en nohaltege Wuesstum.

Et ass kritiséiert ginn, dass mer ze vill ofhängeg wiere vu verschiddene Secteuren, en particulier vum Finanzsecteur. An ech mengen, dass justement déi Rifkin-Debatt a Rifkin-Diskussioun deen Ustouss, eng grouss Chance ass, fir sech ze diversifiéieren a fir sech op eng Aart a Weis ze diversifiéieren, wou mer net just erëm nei Secteuren opbauen, ouni eis Gedanken ze maachen iwwert den Impakt op den Environment, ouni eis Gedanken ze maachen iwwert den Impakt op den Trafic, op d'Mobilitéit, op den Urbanismus, mä dass mer dat als eng holistesche Approche ugesinn. An dat ass, mengen ech, eng éischte Kéier, wou mer dat maachen an deemem Land.

An ech mengen, do kann een driwwer spotten an et kann een den Här Rifkin nennen, wat ee wëllt, mä dat ass eng Demarche, déi wierklech zimlech novatrice ass an déi, mengen ech, och international esou uegi gëtt, gradesou wéi de Space Mining, iwwert deen een och nach ëmmer ka spëttelen, mä deen awer mëttlerweil och eng international Reconnaissance huet, déi net ze leugnen ass.

Iwwer wat ech am Fong haut wollt schwätzen, net allze laang, dat ass den technologeschen Aspekt vun där drëtter industrieller Revolutioun. Am Zentrum vun deene Iwwerleeungen zu dem Mouvement zu enger Smart Nation steet d'Technologie: den Internet, d'Robotik, artifizuell Intelligenz. Dat sinn alles Saachen, déi weisen, dass eist Land, wéi munch aner, an digitale Wandel ass. A mir hunn decidéiert als Land, fir dee Wandel do ze

accompagnéieren a fir dat als Chance unzugesinn an net als Risiko.

De Premier huet de Moie ganz zu Recht gesot, dass, wann et de Mënsche gutt geet, et dann och dem Land gutt geet. An ech mengen, dat ass ganz richteg. Et kéint een derbäifügen, dass mer eis och mussen drëm këmmere, dass et de Mënsche gutt an engem digitaliséierte Lëtzebuerg geet.

Wat mengen ech domat? Ech mengen domat, dass mer eis, mat Ausnam vun der Diskussioun iwwert d'Aarbechtszäit, op déi mäi Kolleg Georges Engel muer nach méi wäert agoen, bis elo nach net immens vill beschäftegt hu mat den Effekter vun där technologescher Revolutioun op eis Gesellschaft. Well och dat gehéiert natierlech zu der Diskussioun.

Oft gëtt deesen digitale Wandel als e quasi Naturgesetz duergestallt, als eng Well, eng digital Well, déi iwwer eis rullt a wou mer net vill Moyenen hunn, eis dergéint ze wieren. An dat ass och e bëssen d'Impressioun, déi ee beim Rifkin-Rapport kritt, dass hei esou eng Aart „Brave new smart world“ entsteet an dass alles, wat Hightech ass, och a priori emol positiv ass.

Mä et ass eben net nëmme just eng wirtschaftlech Fro. Wann een et dorobber reduzéiert, da riskéiert een de Bléck op d'Gesellschaft an op d'Mënschen ze verléieren.

An eng Fro, déi ech mer stellen als Jurist an als Legislatuer, dat ass déi vun der Reguléierung vun deenen neien Technologien. Mir mussen eis froen, ob mer den technologeschen Disruptiounen muechtlos géigeniwwer stoe wëllen, oder awer ob mer se wëllen encadréieren oder souguer verbidden, wa se net kompatibel mat eise Wäerter sinn, sief dat d'Mënscherechter, wéi d'Recht op Privatsphäre, op den Datenschutz, d'sozial Ofsécherung an Aarbecht fir jiddwieren an eng gutt funktionnéierend Demokratie.

Dëst sinn natierlech alleguerten eminent politesche Froen. A mir dierfen hei net naiv sinn! Hightech ass och d'Spionniss vu munche Start-up-Billionären an Tycoonen, déi enger ultraliberaler, jo souguer libertärer Ideologie nostinn. Oft geet et deene Leit dorëm, hir Reussite, déi individuell ass, déi phenomenal ass an déi mer enger Destruktioun vu besteeende Modeller verbonnen ass, op d'Gesellschaft ze projezéieren.

An engem rezenten Artikel am „Guardian“ gëtt d'Ayn Rand als Vorbild vu munchem Tech-Entrepreneur genannt. Ech weess net, ob Der alleguerte wësst, wien dat ass, mä d'Ayn Rand ass eng russesch-amerikanesch Schrëftstellerin, déi 1982 verstuerwen ass an déi den Egoismus an den Individualismus als iewesch Tugend preist an all Form vun Altruismus als Schwächt verdäiwelt. Déi Fra ass Auteur vu warscheinlech deem eenzege Buch, datt den aktuelle President vun den USA gelies huet, oder wat en op d'mannst erzielt krut. An dat ass apparemment säin „livre de chevet“.

Déi Madamm ass och säit Generatiounen d'Heldin vun ultrakonservative Milieuen an den USA an a Groussbritannien, vun Thatcher a Reagan bis zum Republikaner Paul Ryan, an der Majoritéit vum Trump senger Regierung an och sengem Haaptfinanzier, engem gewëssene Robert Mercer, dee Milliounen an a Super-PAC ginn huet, deen d'Trump-Présidence ganz staark ënnerstëtzt huet. Dat sinn alles Leit, déi de Stat am léifste géifen an enger Buedbitten ersaufen.

Firwat soen ech dat? Ech soen dat, fir ze weisen, dass munch Geschäftsmodeller an déi Leit, déi dohannert stinn, net dorop hinzilen, fir Verbesserung fir d'Mënsche mat sech ze bréngen, och wann dat vläicht heiansdo accessoirement de Fall ass, mä an der Haaptsaach dass et deene Leit dorëm geet, eben al Modeller ze zerstéieren, ze disruptéieren. An et geet och ganz vill ëm Big Business, ouni Rücksicht op d'Konsequenze fir eis Gesellschaften. Et ass also net alles gutt, wat aus deem Eck kënnt, wat technologesch ass a wat disruptiv ass.

Mir mussen eis duerfir froen, wéi mer eis als Gesellschaft géint Exzesser an Nieweneffekter vun neien Technologie schützen wëllen. Mir mussen eis froen, wat mer wëllen a wat mer net wëllen. Mir mussen eis froen, wat kompatibel ass mat eise Wäerter, mat eiser Virstellung vun enger intakter Gesellschaft a wéi mer des Phenomeener reguléieren.

Beispiller vun esou Froen gëtt et elo schonn esou muncher. E ganz bekannt Beispill si Plattformen wéi Uber an Airbnb, déi schonn haut eng Kéier genannt gi sinn. Et muss ee sech froen: Ass et richteg, dass ee ka mat enger App d'Taxissecteuren zerstéieren an de Länner? Wat ass de Schutz fir déi Leit, déi fir Uber Taxi fueren? Bei Airbnb kann ee sech froen, ob dat eng Concurrency déloyale ass fir den Hotelsecteur, ob dat gutt ass fir d'Immobiliepräisser an enger Stad, an engem Land.



Eng aner Fro, dat ass déi, wéi een un d'Économie du partage erugeet, well all déi Plattformen sinn net onbedéngt richtig. Économie du partage. Dat si kommerziell Plattformen, déi Elementer hu vun Économie du partage, mä déi richteg Économie du partage ass eppes anescht. Hei geet et wierklech ëm deelen. An dee Präis, dee bezuelt gëtt, ass am Fong méi eng Indemnisation wéi e kommerzielle Präis, deen een un eng Plattform bezilt.

An hei stellt och sech d'Fro, wéi mer als Land a wéi mer als Stied un dës Phenomeener eruginn. Wëlle mer dat facilitéieren, well mer dat gutt fannen, well een do ka géint de Gaspillage alimentaire virgoen, well ee kann de Carsharing weiderbréngen, also den Trafic erfrokréien an de Stied, well ee ka Saache maachen am Beräich vum Wunnen, am Toolsharing, all méiglech Saachen, déi am Fong positiv sinn, och an enger Gesellschaft, a wou mer hikommen op manner Verbrauch, manner Konsum an eben eng Transition op eng aner Gesellschaft?

E weidert Beispill, wou sech e politesche Choix stellt, ass dee vun den „self-driving cars“, Autoen, déi selwer fueren. Och hei gëtt dat oft esou duergestallt als eppes, wat kënnt, wat ineluctabel ass. Mä trotzdem gëtt et och hei Choixen, déi ee ka maachen. An engem „Zeit“-Artikel am Abrëll huet de Maschinethiker Oliver Bendel gesot, dass ee soll d'Fangeren ewechloosse vum autonome Fueren am Stadverkéier. Firwat? Majo well sech do oft Situatione presentéieren, wou den Auto - d'Maschinn - viru kriddeleche moralesche Froe steet.

Heiansdo presentéiere sech Situationen, wou dann esou e Roboter muss decidéieren, ob en eng al Fra iwwerrennt oder e Kand oder ob en an e Bam fiert.

(Hilarité)

An dat si Situationen... Jo, do kann ee laachen, mä dat si reell Situationen, wou ee sech freet... wou e Mënsch intuitiv reagiert a wou deen Expert op alle Fall der Meenung ass, dass Maschinnen net outilléiert sinn, fir esou moralesch an ethesch Froen op eng satisfaisant Aart a Weis ze beäntweren a wou e seet: Schéckt déi „self-driving cars“ op Autobunnen, mä schéckt se net an d'Stied!

En anert Beispill, wat sech stellt, ass dat vum virtuelle Geld: Bitcoins, virtuell Wäringen. D'CSSF huet schon 2014 e Communiqué dorivwer erausginn, wou se hir Interpretation vun deem Geld an hir Approche zu deem Geld duerstellt. Do stellt sech d'Fro vum Risiko vun esou enger Währung, wou keng Zentralbank derhannert steet. Et stellt sech och d'Fro vum Geldwäscherisiko, deen héich ass. An dat ass och esou e Phenomeen, deen aus der digitaler Welt kënnt a wou ee sech freet, wéi mer eis als Gesellschaft dozou stelle wëllen zu esou engem Phenomeen.

E lescht Beispill ass dat vum Ëmgang mat illegale Contenuen um Internet. D'Beispill vu YouTube. Wat maache mer als Land, wat mécht och d'Justiz, wann illegal Contenuen op deene Medie sinn, op YouTube, op Snapchat, déi jiddweree ka consultéieren? A wa mer wëssen, dass eis Jugend, eis Jonk méi YouTube a Snapchat kucke wéi d'Télee, dann ass dat eng berechtigt Fro.

Dat sinn international Phenomeener, wou de Contenu net zu Lëtzebuerg en ligne gesat gëtt, wou de Contenu och net hei produziéiert gëtt, mä wou mer eis awer trotzdem musse froen, wéi mer dat reglementéieren. Do gëtt et Modeller vun „Sandbox“-Reglementation, wou een deenen Operateure Befugnisse gëtt, fir sech selwer ze reguléieren mat enger periodescher Kontroll vum Stat. Mä, ech mengen, och do: Dat ass e Beispill vun engem Defi fir d'Politik, deen duerch déi digital Revolution duergestallt gëtt.

Här President, dat si just e puer Beispiller, wou sech d'Fro vun der Vereinbarkeet vun Technologie a Rechtsnorme stellt. An all deene Froen ass natierlech eng ganz wichteg europäesch Dimension derbäi. Et ass illusoresch ze mengen, dass mer als klengt oppent Land an enger globaliséierter Wirtschaft hei kënnen international Moosstäb setzen.

D'EU ass amgaangen, de Marché unique numérique virzebereeden. Mir hate viru Kuerzem hei eng ganz interessant Entrevue mam Andrus Ansip, mam Kommissär fir Digitales, an der Chamber. D'Thema Big Data. Den Datschutz an d'Privatsphär vun de Leit ass eng vun de Prioritéiten vun der EU-Kommission an dat ass och gutt esou.

Här President, zu all deese Froen ass d'Politik gefuerdert. Mir dierfen net de Feeler maachen, dës Choixen der Wirtschaft oder den Experten ze iwwerloossen. Den Challenge fir d'Politik haut a muer ass, sech op ganz technesch a spezialiséiert Terrainen ze traumen, ouni an de Populismus oder an d'Vereinfachung ze verfallen. Mir musse eis allegueren heibannen an déi Froen

eraschaffen, fir glaubhaft ze sinn a fir Guruen a Profiteuren op den Zant ze fillen.

Wa mer dës Froe stellen, wëlle mer eis als Gewielten net eleng op Europa, op d'Regierung an op Spezialiste beschränken, fir Antworten ze fannen. Neen, ech mengen, d'Chamber selwer, d'Vertreder vum Vollek musse aktiv ginn, musse sech dofir selwer Mëttele ginn, fir op deem Terrain ze schaffen.

An ech gesinn hei zwou konkret Méiglechkeeten.

Déi eng, déi gëtt et schon a munche Parlamenten. Dat ass en eegene Déngecht fir d'Veille scientifique et technique ze maachen. Dat heescht, e Service an der Chamber, deen déi Entwécklung vum Wëssenschaft an Technik verfollegt an d'Deputéierten dorivwer informéiert an alertéiert.

An, Här President, wa mer kënnen e bësse Mëttele fräimaache fir esou e Service, da ka mengewegen och nach e puermol d'Sono hei ausfale bei engem ministeriellen Discours, well ech mengen, dat wär wierklech en extrem wichtige Beräich vun eiser Aarbecht, deem mer eis och sollte consacréieren. Do musse mer d'Rad och net nei erfannen. Mir kënnen eis zum Beispill mat Parlamenten kuerzschtellen, déi dat scho maachen, wéi zum Beispill d'Europaparlament.

An déi zweet Méiglechkeet wär et, an der Chamber selwer eng Spezialkommission anzeberufen, an där interesséiert Deputéierte sech interdisziplinär dorëmmer bekëmmere kéinten, amplaz dass déi eenzel Fachkommissionen just an hirem oft dach zimlech enke Beräich stéckweis dorivwer schwätzen. Also eng Aart Zukunftskommission, déi sech virhuele kéint, e parlamentaresche Rapport iwwer all déi Developpement opstellen. Dat wär kee kompletten Novum. Ufank 80er Jore vum leschte Jorhonnert ass et esou eng Kommission ginn, fir nei Strukturen an der Fuerschung opzebauen. Datselwecht misste mer haut maachen, fir als Politik op dee Wandel, deen amgaangen ass, deen digitale Wandel kënnen ze reagieren an d'Primat vun de Mënschen- a Sozialrechter ze affirméieren.

Ech soen lech Merci fir d'Noluschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Fayot. An nächste Riedner ass den Här André Bauler fir d'DP.

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schon de Mëtteg vill iwwert den 1,1-Milliounen-Awunnerstat geschwat ginn. Wéi soll dës Bevölkerungszuel erreicht ginn? Wat géif dat konkret fir eis bedeuten? Wat sinn also d'Konsequenzen dovunner?

Datt et schwéier ass, d'Entwécklung vun eiser Bevölkerung genee viruzugesinn, dat beweist eis net nëmme d'Vergangenheet, wou Projektione schon emol kräfteg dernieftlouchen, mä och déi rezent Projektion vun Eurostat, déi elo virausgesäit, dass den 1,1-Milliounen-Awunnerstat eréischt 2080 an net, wéi vun der Caritas a villen anere gefaart, schon 2060 erreicht kéint ginn. Bis dohinner ass et nach e laange Wee. An op deem Wee kann nach ganz vill geschéien, wat kee Mënsch virausgesi konnt.

Wa mer demografesch Projektione woen, därerf een engersäits de Leit keng Angscht maachen, andeems een den Däiwel un d'Mauer moolt a sech dorobber fixéiert. Et soll een awer och anerersäits net dosetzen an d'Hänn an de Schouss leeën.

Den Debat, dee mer zanter e puer Joren hei am Land iwwert de Wuesstum oder de sougenannte qualitative Wuesstum féieren, beweist ganz kloer, dass mer bereet sinn, eis op d'Zukunft virzebereeden, dass mer bereet sinn, de Wuesstumsprozess méi verantwortlech a koordinéiert ze begleeden. D'Erausforderungen, déi eise Wuesstum mat sech bréngt, sinn identifizéiert. Elo géllt et, déi richteg Hiwelen ëmzeleeën, fir dass mer prett si fir en anere Wuesstum.

Et soll direkt virus präziséiert sinn, dass de Wuesstum u sech kee Selbstzweck ka sinn. De Wuesstum därerf kee géllent Kallef sinn, ronderëm dat mer danzen. Wuesstum muss Sënn maachen. E muss d'Liewensqualität an d'Aarbechtsbedéngung vum de Leit verbesseren. E muss technologesch Verbesserungen erbäuféieren, déi eise Wirtschaftssystem esou ëmbauen, dass e manner Ressourcë verbraucht an d'Ëmwelt net nach weider belaauscht.

Jo, da mécht Wuesstum Sënn! A fir dat dat méiglech ass, muss mer Mëttele a Weeër fannen, fir dese Wuesstum a geuerdnet Bunnen ze féieren. Dat Wuert „Wuesstum“ ass fir eng ganz Partie Leit positiv besat. Wat fir ee Patron wéilt net, dass säin Emsaz wuesse géif? Wat fir ee Salaré wéilt net, dass säi reelle Loun am Laf vun der Zäit wiisst? Dat stäerkt jo schliesslech

seng Kafkraaft a seng Handlungsméiglechkeeten.

Fir aner ass Wuesstum en negativt Wuert. Fir si gëtt Wuesstum mat Zerstückelung vun der Natur oder engem stärkeren Landverbrauch gläichgesat. Wuesstum muss awer mam Wuelbefanne vun de Leit zesummegeen. Wuesstum beschränkt sech net just op eng Erhéijung vun der Kafkraaft. Wuesstum bedeit eben net gläich Wuesstum. Dofir gëtt jo zu Recht vun engem qualitativen, intelligenten an inklusive Wuesstum oder gesteierte Wuesstum geschwat.

Qualitativ Verbesserungen an eise Produktionsapparat, technologesch Neierungen, déi ressourcëschonend sinn, dat ass och e Wuesstum, et ass e verantwortleche Wuesstum. Mir sollen also wuessen, jo, mir musse wuessen, wa mer eise Sozialstat an deem Empfang oprechterhale wëllen, wéi mer e bis ewell kënnen.

D'Fro ass ebe just déi heiten: Wéi kënnen mer, besonnesch an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg, esou wuessen, dass mer eis natierlech Ressourcë schounen, dass mer eist schéint Land a seng Landschaften net zoubauen, dass mer de Buedem net méi a méi versiegelen an dass mer net nach weider Mobilitéitsproblemer schafen?

Déi digital an déi technologesch Entwécklung - Dir kënnt et mengewegen och Revolution nennen - bitt an deem Kontext nei Méiglechkeeten. Wëssenschaft an Technologie, Innovation a Kreativitéit, dat si Virussetzungen fir Wuesstum, grad och fir e qualitative Wuesstum. Ouni dës Croissance géif et kee medezinesche Fortschritt, géif et keng ekologesch Erneuerung, géif et keng Entwécklung an der Mobilitéit, géif et keng Verbesserung vun den Aarbechts- a Liewensbedéngung vu ville Mënschen.

Ech kenne keen heibannen, ech denken emol, dee sech als Wuesstumsfetischist bezeichne géif. Ech denken awer, dass mir all de Sënn an d'Noutwendegkeet vun engem intelligente Wuesstum guttheeschen.

Verantwortlech handelen heescht also, dass mir de Prozess vun der Croissance kënnen begleeden. Mir kënnen e beaflossen. Wat fir ee Wuesstum brauche mer? A wat fir e Wuesstum wëlle mer? D'Antwort steet ganz kloer am PNR vun 2017, dee mer virgestallt kruten. Mir brauchen en intelligenten an inklusive Wuesstum. „Intelligent“ steet, wéi schon d'Énescht gesot, fir ressourcëschonend. E steet fir eng Steigerung vun deem, wat ee Salaré, eng Aarbechtskraaft u Wäert ka schafen. E steet och fir e vernetzt Denken.

„Inklusiv“ steet fir déi sozial Komponent, eng méi gerecht Verdeelung vun de Friichte vun deem Wuesstum. D'Steuerreform huet do Akzenter gesat, virun allem bei den Elengverdénger mat Kanner. De Wuesstumsprozess begleede bedeit och, sech de sozialen a gesellschaftleche Froen a Konsequenze vun esou enger Croissance ze stellen. Mir kënnen de wirtschaftleche Wuesstum net trenne vu sozialen a ekologesche Froen, well et ass schlussleech gewosst, dass et kee Sozialstat gëtt, deen op engem wirtschaftleche Kierfecht opgebaut wier.

Mir wëllen also e Wuesstum, vun deem jiddweree profitéieren kann. Wa Lëtzebuerg wéllt prett si fir eng intelligent Croissance, da muss e gewëssent Emdenke kommen, en Emdenken an der Aart a Weis, wéi mer eis fortbeweegen, en Emdenken an der Manéier, wéi mer schafen, Stéchwuert Télétravail an Organisation vun den Aarbechtszäiten, an en Emdenken an der Aart a Weis, wéi mer eis Ressourcë verbrauchen, och hei d'Stéchwuert vun der Landesplanung.

De Rifkin-Rapport weist Pisten a Perspektiven op, wéi mer kënnen intelligent a ressourcëschonend wuessen. Mä misst een déi ganz Wuesstumsdebat net vill méi nach an engem Kader vun enger Standuertdiskussion gesinn, déi och iwwert d'Denkstéiss vun Här Rifkin erausgeet? Well, wéi virrunner gesot, wann ee Standuert schlecht opgestallt ass, dann hu mer kaum Wuesstum. Well Lëtzebuerg e klengt Land ass an duerch eng héich Ressourcëknappheet gekennzeechent ass, brauche mer eben eng innovativ Standuertpolitik.

De Standuert Lëtzebuerg, an de Finanzminister huet et de Moie scho präziséiert, ass attraktiv. Mir sinn attraktiv. Mä mir musse och attraktiv bleiwen, attraktiv fir déi Entrepreneuren, déi momentan hei am Land de PIB mathëllefen erwirtschaften an d'Statskeese fëllen, mä och fir Entrepreneuren, déi op Lëtzebuerg wëlle kommen.

An deem Kontext ass et absolut begrëssenswäert, dass d'Strategie, wéi Lëtzebuerg op de Wirtschaftsmiessionen no neie Firme kuckt, verbessert gëtt. Et ass wichteg a wesentlech, dass et net nëmme un der Quantitéit vun neien Entrepreneuren hänkt, déi mer op Lëtzebuerg

ruffen an déi heihinner investéieren kommen, mä och un hirer qualitativer Ausriichtung.

Et stellt ee sech elo nei an essenziell Froen, Froen fir erauszufannen, ob dës Entrepreneuren zum gewünschte Wuesstum bäidroen. Et gëtt net nëmme gekuckt, wéi vill Aarbechtsplazen eng nei Entreprise schafft, mä och ob eisen Aarbechtsmaart déi Leit huet, déi gesicht ginn. Esou kënnen mer nämmlech verhéieren, dass déi nei Firme Salaré muss bis hanner Metz oder Tréier siche goen, fir iwwerhaupt kënnen ze funktionnéieren.

Ech sot et d'Énescht, dass et gutt wier, fir eis méi op eng Standuertdiskussion ze fokusséieren. De sougenannte Rifkin-Prozess beschäftigt sech mat de Konsequenze vun der digitaler Revolution oder Entwécklung. Dat ass sécherlech en noutwendigen Exercice. Dës prospektiv Analys muss ëm de Volet vum Standuert a senger Entwécklung erweidert ginn.

Ech froe mech, ob mer net eng formaliséiert Plattform bräichten, déi ënner wëssenschaftlecher Begleitung eng stänneg Analys vun eise Standuertvirdeeler géif maachen. An esou engem Gremium kéinten d'Risiken an d'Opportunitéite festgestallt ginn an eventuell Optimiséierungen an Adaptatione virgeschloen ginn. Ech fannen, dass d'Standuertfro esou eng wesentlech Fro fir eis Wirtschaft ass, dass ee konkret iwwert d'Schafe vun esou enger Plattform misst oder kéint nodenken.

Här President, ob mir eng Debat iwwer eis Kompetitivitéit oder iwwer eise Wuesstum féieren, mir befaassen eis um Enn ëmmer mat de Stärkten a Schwächten vum Site Lëtzebuerg, engem Standuert, dee sech an de leschte véier Jorzéngten op eng erstaunlech Manéier, eng impressionnant Manéier entwéckelt huet, besonnesch am Finanzberäich a ronderëm deesen.

D'Efforte vun eise Finanzminister Pierre Gramagna, fir eist Land vun alle groen a schwaarze Lëschten ze kréien an esou op Transparenz ze setzen, déi kommen eiser Finanzplaz zegutt. De Standuert Lëtzebuerg attraktiv erhalen, dass ass eigentlech den zentralen Debat, dee mer musse féieren. Ouni dës Attraktivitéit kënnen mer eis sozial Errungenschaften net halen.

An eiser globaliséierter Welt kann een net soen, dass d'Kompetitivitéit vun engem Standuert virun allem vu bëllegen Aarbechtskräften a vun niddrege Betribs- a Lounsteieren ofhänkt. Wier deem esou, jo, da kéinte sech déi gelungsten Staten zum attraktive Standuert entwéckelen. Wier deem esou, da wier Irland, déi ëmmer nees probéieren, eis am Fongebereich staark ze konkurrenzéieren, jo ze iwwerhuelen, mat enger Betribsbesteuerung vun 12,5% e féierende Wirtschaftsstanduert a Westeuropa. Et ass awer gewosst, dass et grad d'Diversitéit u Standuertvirdeeler ass, déi d'Unzéiungskraaft vun esou engem Site wéi Lëtzebuerg ausmécht. Lëtzebuerg verfüügt nun eemol iwwer eng ganz Retsch där Trëmp.

Jo, mir sinn attraktiv. Ech hu schon op deser Tribün hei betount, dass ee Standuert ouni e villsäiteg Schoulsystem, ouni eng diversifizéiert kulturell Offer, ouni e performante Fuerschungssystem, ouni sozial Sécherheet, déi deen Numm verdéngt, a Sécherheet am Allgemengen, dass dat keen attraktive Standuert wier. Et ass eben dat gléckleche Zesummespill vu ville Facteuren, wat ee Site fit mécht an attraktiv hält.

Mir kënnen d'Entwécklungsperspektive vu Lëtzebuerg net denken, wa mer et net fäerdegbréngen, eise Standuert mat senge Schwächten a Stärkten genee ze kennen. Sou kënnen mer eis ënner anerem och zum Beispill d'Fro stellen, ënner wat fir enge Bedéngungen d'Multikulturalitéit eng Komponent vun der Standuertattraktivitéit ass. Dës Fro musse mer eis besonnesch stellen, well se fir e ganz klengt Land wéi eist eben héich relevant ass.

Wëlle mer iwwer eise Standuert fuersche loosse, da lande mer onweigerlech och bei der Fro: Wéi gräift eise Stat an de wirtschaftlechen a soziale System an? Dës Fro ass fir d'Lescht am Joer 2001 vum Wirtschafts- a Sozialrot behandelt ginn. Et wier vläicht un der Zäit, se an enger komplett verännerter Welt nei ze stellen a se dann zum Beispill vun eiser Uni belichten an analyséieren ze loosse.

Wéi wäit soll déi Roll vum Stat eigentlech haut nach goen? Wou lount et sech, de Stat investéieren ze loosse? Wéi muss de Stat investéieren, fir dass bestëmmten Ziler erreicht kënnen ginn? Wéi ass d'Zesummespill tëschent Stat a Wirtschaft hei am Land organiséiert? Kann een dat verbesseren? Misst een dat iwwerdenken? Eventuell méi straffen? Wat fir en Impakt kënnen verschidden Entscheedunge staatlécherseits op

bestimmte Branchen hunn? Ass déi aktuell statistesch Analys instruktiv genuch? Liwwert se eis genügend Zuelen, fir ze verstoen, wéi eis Wirtschaft am Énnerste vun hirem Wiesen eigentlech funktionéiert? Dat heescht: Féiert si zu enger wirklecher Erkenntnis, zu deem, wat een nennt e richteg Verstoer vum eise Wirtschaftssystem, dat nun eemol dat vun engem klengen, engem ganz klengen Land ass?

Wëlle mer wirklech verstoen, wéi eise Site funktionéiert, muss mer och erausfannen, wéi verschidde Variablen matenee verbonne sinn, wéi se aneneegräifen. Wat hânt mat wem eigentlech zesammen? Wësse mer dat ganz genee, da léisst et sech séier erausfannen, wou mer eventuell kontraproduktiv Entscheedungen riskéieren ze huelen. An et léisst sech och erausfannen, wou a wéi mer eis Produktivitéit steigere kënnen, well et si grad d'Produktivitéitsgewënner an d'Steigerung vum der Plus-value pro Aarbechtskraaft, déi et erméiglechen, dat mer manner Aarbechtskräften an d'Ausland siche mussen goen an esou eis Mobilitéitsproblemer entschäerft kréien.

De Brexit kann dozou féieren, dat héich spezialiséiert Betriber sech bei eis néierloossen, besonnesch am Finanzsektor. Och hei wäerte mer eise gudder Ruff a Saachen Transparenz monnyéiere kënnen oder vum em profitéiere kënnen. Et ass essenziell, dat mer dës Situation notzen, fir esou eng Finanzplaz nach méi attraktiv a méi breet opzestellen.

Loose sech Betriber aus Groussbritannien och bei eis néier, wäerte mer ouni Weideres vun hirem Know-how léieren an och vum hirer Produktpalett profitéieren. Do besteet keen Zweifel. Et wäerten also nei Leit kommen, mä d'Plus-value, déi si pro Aarbechtskraaft realiséieren, wäert iwwert dem Duerchschnitt leien. D'Unzéie vun esou spezialiséierten Entrepreneuren ass vum elementarer Wichtigkeet, wa mer méi produktiv wëlle ginn.

Här President, mir sinn amgaangen, eis op d'Zukunft virzubereeden. E gutt Beispill sinn eis Lycéien, wou mer eis énnere anerem och der digitaler Erausforderung mussen stellen. D'Schafung, fir nëmmen ee Beispill ze nennen, vun engem ICT-Lycée zu Clief ass e pertinent Beispill. Iwwerregens gi mat dësem Lycée honnert nei Aarbechtsplazen geschafen, wat sécherlech dem ländlechen Raum zeguttkëent. E positiven Impuls fir d'Nordregioun!

Wa mer Leit fir den ICT-Sektor wëlle fannen, da muss mer se awer massiv heiheem ausbilden, well dës Leit sinn och am Ausland gesicht an et felt an allen Ennen a Ecker u Spezialisten.

D'digital Entwicklung betrëft och eist Handwierk, hei änneren d'Aarbechtsprozesser. Dat ass eng Erausforderung, mä et ass och eng Chance, eng immens Chance! Et weist, dat d'Handwierk attraktiv ass, dat een do héich interessant Berufsperspektive fanne kann. Déi nei BTSen am Handwierk maachen d'Dieren op d'Zukunft op. Dofir soll och méi e grousser Wäert op déi dual Ausbildung geluecht ginn. Educatiounsministère an Handwerkerfederatioun schaffen dorunner.

Och d'Méiglechkeet, fir no der Première oder Treizième en Handwierk ze léieren, ass eng positiv Alternativ zu universitäre Studien. Firwat huet kee vun den Honnerte Jonken, déi Geschicht studéieren, dru geduecht, fir e BTS oder e Bachelor am Handwierk ze léieren? Dat wier allzäit eng sécher Aarbechtsperspektiv. Dofir ass et och wichtig, dat mer déi néideg Energie a Suergfalt an d'Orientéierung vun deene Jonke stiechen, well ass e Schüler eng kéier um falsche Wee, dann huet en e puer Joer vu sengem Liewen an eppes investéiert, wat em énnert dem Stréch näischt bréngt.

Här President, mir kënnen net nëmmen un de wirtschaftleche Wuesstum denken, mir müssen och déi sozial Komponent fest am A behalen. Et géif hei ze wäit féieren, fir an all déi Detailler ze goen. Mech perséinlech freet et, dat Regierung a Parlament virun e puer Wochen déi iwwerschafften Direktiv iwwert den Detachement an nationaal Recht emgesat hunn. De wirksame Kampf géint de Sozialdumping ass noutwendeg, fir déi schaffend Leit an eis Betriber ze schützen a fir méi eng fair Konkurrenz ze suergen. Et gétt wéineg Punkten, wou Patronat a Gewerkschaft sech esou eens si wéi bei dëser Problematik. De sozialen Dumping schuet eis alleguer: de Salariéen, de Patronen, dem Steierzueler, dem soziale Sécherheitssystem, dem ganze Stat.

De Respekt vun de soziale Standarden an de Kollektivléien ass d'Conditio sine qua non fir fair Konkurrenzbedingungen. Besonnesch d'Handwerksbetriber, déi op qualifizéiert a motivéiert

Mataarbechter ugewise sinn, hunn e groussen Interessi un fairen a stabillen Aarbechtsbedingungen. Dat huet d'Fédération des artisans énnere anerem präziséiert.

Fir d'DP ass kloer, dat ee fir déi gläich Aarbecht och de gläiche Lohn muss bezuelt kréien. Mat alle Mëttel müssen all Forme vu sozialem Mëssbrauch a Gefuddels bei soziale Cotatiounen bekämpft an énnerebonne ginn. Mir begréissen, dat d'Gewerbeinspektioun an deem Sënn nei opgestallt gëtt an nei Mëttel kritt.

Betriber, déi e puermol géint d'Aarbechtsrecht verstouss hunn, misste fir eng bestëmmten Zäit vun éffentlechen Ausschreibungen ausgeschloss ginn an an e Sënneregëster stoe kommen.

Zur sozialer Komponent gehéiert och d'Économie solidaire. Mir wëssen, dat et eis ni gelänge wäert, fir all déi Leit, déi Aarbecht sichen, an en éischten Aarbechtsmarché integréiert ze kréien. Beschäftigungsinitiative maachen dofir Sënn, soulaang se all Ustrengungen énnerehuelen, fir Leit aus- a weiderzebilden, se ze aktivéieren. Betriber, déi sech dem Prinzip vun der Solidaritéit verschriwwen hunn an de Profitt net als dat éischt Zil gesinn, müssen och weiderhin an eiser Wirtschaft eng Plaz behalen an a Beräicher schaffen, déi komplementär zu der traditioneller Économie wierken.

Nach just e puer Wuert zur Aarbechtszäitreduktioun, déi an de leschte Méint op eemol am Raum stoung. Och d'DP ass sech sécher, dat eng Aarbechtszäitreduktioun op 35 Stonne (veuillez lire: pro Woch) mat gläicher Pai eiser Wirtschaft an eise Sozialsystem keen Dingscht leescht, am Géigendeel: Esou eng Moosnam ass eng Brems fir de Wuesstum! Déi franséisch Wirtschaft leit nach un den Nowéie vun der 35-Stonnen-Woch mat vollem Lohnausgläich. Wou géife mer och all déi Leit hierhuelen, déi da missten ersat ginn? Elo scho feelt et a ville Beräicher u spezialiséierte Fachkräften.

Mir als DP plädéiere fir eng Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten: eng méi flexibel Gestaltung vun der Aarbechtszäit, där wéchentlecher an och där ganzzäierger. Déi kann op jedde Fall, jee no Secteur, Virdeeler souwuel fir d'Entreprise wéi och fir d'Salarié mat sech bréngen.

Här President, et wier nach esou vill ze bemerken. Mir bewegen eis émmere méi a Richtung Mëtternuecht.

(Hilarité)

Ech erënnere just un déi exzellente Cotatioun vun der Agence Fitch. Si si mëttlerweil déi véiert Agence - et ass och d'éinescht gesot ginn -, déi Lëtzebuerg positiv aschätzt an eis een Triple-A verpasst. Fitch huet seng gutt Bewäertung mat de positive Konsequenze vun der Steierreform begrënt, déi souwuel de Stéit wéi och de Betriber zeguttkëent.

Zum Schluss wëll ech nach eemol e puer Zuele widerhuelen, déi eis de Finanzminister de Moie matgedeelt huet. Dës sollen eis Courage maachen a weisen eis däitlech, dat de finanziellen Handlungsspillraum do ass, fir elo an an den nächste Joren d'Jalone richteg ze setzen.

De Wuesstum louch 2016, wuelgemierkt de Wuesstum vum PIB, bei 4,2%; fir 2017 gétt eng Croissance vu 4,4% virausgesinn a fir 2018 souguer eng vun 5,2% erwaart. Eis Statsschuld louch Enn 2016 just bei 20% vum PIB a wäert sech bis 2021 stabiliséieren an tëschen 22% an 23% leien. Dernieft soll de Chômage weider zréckgoen. 2018 gétt ,wéi gesot, een Taux vu 5,7% erwaart.

Här President, dat sinn Zuelen, em déi eis bal all Länner op dëser Welt beneiden. Dat sinn Zuelen, déi eis een Triple-A garantéieren. Dat sinn Zuelen, déi eise Sozialstätt ofsécheren. Dat sinn Zuelen, déi et eise Stat erlaben, fir iwwer 4% vum PIB - oder an absoluten Zuelen iwwer 2 Milliarden Euro - an d'Land ze investéieren. Dat sinn Zuelen, déi et eis erlaabt hunn, eng sozial gerecht Steierreform an d'Weeër ze leeden. Dat sinn Zuelen, déi eis ermonteren an déi eis weisen, dat mir an d'Zukunft vun de kommende Generatiounen investéieren.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bauler. Nächst Riednerin ass d'Madamm Martine Hansen fir d'CSV. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass zwar scho spéit, et ass awer nach net grad...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et ass nach net zwiefel Auer.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - ...et ass nach net grad Mëtternuecht, neen. Mä eng nohalteg Landwirtschaft ass fir eis wichtig an dofir wëll ech och hei nach op eenzel Punkten agoen.

Wann Der lech dobaussen e bëssen ëmlauschert, dann ass trotzdem nach émmere eng Onzeffridenheit - well d'Zäite sinn och nach émmere net roseg -, awer och eng Onsécherheit ze spieren. Mir waren zum Beispill déi lescht Woch op d'Musel. Do krute mer émmere erëm gesot: „Dës Regierung wëllt jo nëmme Bio, dës Regierung seet jo, nëmme Bio wier gutt.“ Dat esou ee Gefill do ass, ass net gutt, mä dat déi betraffe Leit dëst Gefill hunn, kënn net vun ongeféier.

De Rifkin-Bericht, déi drëtt industriell Revolutioun vu Lëtzebuerg hält als Zil fir 2050 fest, dat eis Landwirtschaft zu 100% Bio produzéiere soll. Eis Meenung als CSV kennt Der an ech sinn dovunner iwwerzeegt, dat déi wesentlech méi realistesch ass. Ech widderhuele mech aus der Interpellatioun vun 2015 (veuillez lire: vum Mee 2015): Mir brauche souwuel eng biologesch wéi eng konventionell integréiert Landwirtschaft! Mir sollen den Undeel vun der biologescher Landwirtschaft nach erhéien. Ech sot och: Mir brauchen ee Matenee vun all eise Betriber, mir brauchen also déi zwee. An däre muss sech d'Politik bewosst sinn. Ech hoffen, si ass sech däre bewosst; ech si mer däre net émmere esou sécher!

An elo, zwee Joer méi spéit, sinn ech mer däre nach vill manner sécher, well d'Zil soll jo schlisslelech 100% Bio sinn.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Genau!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech soen et nach eemol: Mir brauchen ee Mantenee vu Bio a konventionell (veuillez lire: konventioneller Landwirtschaft), an d'Regierung muss déi zwee énneresetzen.

Als CSV soe mir awer och, dat mir méi Bio brauchen, d'Nofro ass do. An da muss awer och gekuckt ginn, wéi een dat kann errechen. Fir dat Zil vun 100% ze errechen - d'Madamm Loschetter huet et nach eng kéier énnerestrach elo grad -, ass rose wéineg ze fannen an der Rifkin-Étud: Et sinn an der drëtter industrieller Revolutionsbroschür fënnf strategesch Moosnamen definéiert. Dir Dammen an Dir Hären, keng vun deene fënnf Moosnamen, déi eenzel gekuckt ganz an der Rei sinn, bewierkt, dat sech méi Bauerbetriber wäerten emstellen! Et gétt also hei mat Visiounen hantéiert, onrealistesche Visiounen, ouni iergendee konkreten Usaz ze weisen, wéi een och nëmme kéint a Richtung vun dëser Visioun kommen.

Ech rappeléieren: Am Moment hu mer ronn 4.000 Hektar Biofläch, dat si gutt 3% vun eiser Produktioun, also nach wäit ewech vun 100%.

Dir Dammen an Dir Hären, souguer de Bioweltmeeschter Eisträich huet sech net 100% als Zil gesat. Déi wäerte wëssen, firwat!

Ech weess, fir kreativ Iddien ze kréien, muss een d'Leit emol einfach fräi - énnere Gänseféisschen - „spanne“ loosse. Mä wa bis gesponnen ass, da missten awer och konkret Schrëtt festgehale ginn, fir déi ugepeilten Ziler ze errechen, oder falls d'Ziler sech als irrealistesche erweisen, da muss se un d'Realitéit ugepasst ginn. Béides ass awer net geschitt!

Dofir meng Froen dann un d'Regierung: Wat wëllt Der konkret maachen, fir dëst Zil vun 100% Bio a gutt 30 Joer ze errechen? Den Här Etgen sot eis an der Agrarkommissioun, dat déi erhofften Dynamik, fir méi Biobetriber ze kréien, tatsächlech nach net agetruede wär, mä dat déi nei, méi héich a mat der Bioprimum cumalabel Agrarémweltsprimmen d'Dynamik kéinten ukuerbelen.

Als CSV soe mir ganz kloer, dat eleng mat méi héije Primmen net vill méi Betriber wäerten op Bio emstellen. Firwat gétt net eemol konkret énnerecht, firwat dat mer hei zu Lëtzebuerg vill manner Bio hu wéi an eisen Nopeschlänner, ronn d'Halschent? Den Aktiounsplang „biologesch Landwirtschaft“ ass sécher e gutt Instrument a soll och weiderhin énnereetzt ginn, mä huet bis elo och nach net den néidegen Erfolleg bruecht.

Mir begréissen awer ausdrécklech, dat d'Regierung elo dat virgesäit, wat d'CSV schonns zënter Jore freet: näamlech de Betriber et ze erméiglechen, fir mat verschiddene Produktiounssparten e Betribszweig unzufänken, fir biologesch ze produzéieren.

Den Här Minister Etgen sot 2015 nach an der Interpellatioun, dat hien dës Iddi, fir op engem Betriber biologesch a konventionell ze schaffen, ganz kritesch géif gesinn.

Als CSV si mir dovunner iwwerzeegt, dat mir domadder mëttelfristeg eng Rei vun zousätzleche Biobetriber kréien. Wéi ech mer gëschter Owend dunn d'Ried vun Här Bettel duerchgelies hunn, du war och natierlech frou, dat hien am Prinzip eise Virschlag iwwerholl hat, an ech hu mech awer gefrot: „Wéi konnt hien dann elo déi gréng, säi Koalitionspartner, dovunner iwwerzeegen?“ Well wéi den Här Bettel op der Ouverture vum Bauerenhaff an der Stad dëst

schonns annoncéiert hat, ware verschidde Gezihtsausdréck net falsch ze interpretéieren, an Einzelner, déi bei mer stoungen, sote souguer, si géifen dann hire Veto aleen.

Majo, Dir Dammen an Dir Hären, meng Freed huet sech de Moien dann erëm e bësse geluecht, well, esou schéngt et mer, déi gréng hire Veto dann elo iwwer Nuecht ageluecht hunn. D'Madamm Loschetter huet an deem Kontext getwittert „Wann s de eppes kanns.“ Der hutt et verstanen! D'Madamm Loschetter huet also getweet: „Wann s de eppes kanns.“ Den Här Bettel huet seng Ried näamlech ugepasst a gesot: „Dëst muss natierlech kloer zäitlech begrenzt sinn.“

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Sammelt Dir déi Texter?

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo keng Zäit méi, fir am Detail heirobber anzegoen.

(Brouhaha)

Mä duerch ganz restriktiv Bestëmmunge wäert den Här Landwirtschaftsminister nach laang op d'Dynamik bei den Emstellung mussen waarden.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dat ass op siwe Joer limitéiert. Et ginn elo Tester nach gemaach!

(Interruption)

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dir hutt lech nach net konkret a präzis geäussert, wat déi zäitlech Begrenzung wieren. An Dir hutt et de Moie gesot, wat net schréfflech an Är Ried war.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

An d'Madamm Loschetter huet getweet, wéi e Journalist gefrot huet: „Wie soll sech dann do engagéiert hunn, fir dat ze änneren?“ - „Wann s de eppes kanns.“

(Brouhaha général)

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Madame Hansen, als Präsioun: Bio...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech fueren awer elo virun. Wann Der elo dat Zil vun 100% gäre wëllt errechen,...

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Just d'Madamm Hansen huet d'Wuert!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - ...wat hätt dat da fir Konsequenzen?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Da ka se besser schlofen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech schlofe gutt.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dir hat gesot, Dir wiert de Moie besser opgestanden, well Der dat gelies hutt. Da wëll ech och präziséieren...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Jo, ech hätt léiwere gehat, Dir hätt et net de Moien nach missen extra präziséieren.

Sou! Ech sinn elo amgaangen ze schwätzen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Setzt lech duerch, Madamm Hansen! An Dir hutt eleng d'Wuert.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - ...iwwert d'Zil vum Här Rifkin a vum Rifkin-Bericht, dat 100% Bio soll 2050 errecht ginn. Wat hätt dat fir Konsequenzen?

Éischtens, och eis Biolandwirtschaft ass laut Rifkin trotz relativ héijer Bähilfelen net konkurrenzfähig vis-à-vis vun engem Groussdeel vun anere Länner. Wann also misst exportéiert ginn, wat sécherlech wäert de Fall sinn, dann ass d'Konkurrenzfähigkeit vis-à-vis vum Ausland ganz beschränkt. Mir doerfen och net vergiesse, dat méi bëlleg Importwuer aus dem Ausland wäert op eise Maart kommen. Wéi kënnen mer dann d'Rentabilitéit vun eise Betriber, déi jo alleguer misste Bio maachen, garantéieren? Nohalteg geet am Bio och nëmmen, wann den ekonomeschen Deel klapp! Nach zousätzlech Bähilfelen? Ech denken, dat wär weder realistesch nach d'Léisung.

An zweetens, mir géifen eise Konsumenten hei zu Lëtzebuerg als regional Produkter ganz bewosst just nach Biowuer ubidden. Dir Dammen an Hären, Bioprodukter sinn awer d'office méi deier. Dës kënnen sech also nëmmen e klengen Deel vun eiser Bevëlkerung regelméisseg leeschten. Eis Regierung géif also ganz bewosst a Kaf huelen, dat hei zu Lëtzebuerg just fir ee klengen Deel vu besserverdëgende Leit géif produzéiert ginn. Ass et der Regierung egal, wou déi aner Leit hir Liewensmëttel hierkréien?

► **Une voix.** - Très bien!



► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Ass dat dann déi dréit industriell Revolutioun?

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- An op déi kommen ech dann nach eemol zréck. Hei steet am Rapport, datt mer, fir e sécheren, qualitativ héichwärtigen, transparenten an nohaltege Liewensmüttelsektor ze kréien, 100% Bio bräichten. Wat heescht dat? Heescht dat, datt, wa mer net 100% Bio produzéieren, mer da keng qualitativ héichwärtigen, nohaltege Produkter hunn? Heescht dat, datt der Meenung vun der Regierung no eis konventionell integréiert Landwirtschaft keng qualitativ héichwärtigen Liewensmüttel produzéiert?

Als CSV kënne mer esou eng Ausso net akzeptéieren. An ech hoffen, si sinn net esou gemengt! Als CSV si mer, ech soen et nach eemol, dovunner iwwerzeegt, datt mer weiderhin eis konventionell integréiert Landwirtschaft brauchen an datt och si eis Qualitéit liwwert. A wa mer déi regional Produktioun am Allgemenge féerden, da brauche mer net oder zumindest manner op anonym Produkter aus dem Ausland zréckzegräifen. An dofir wëll ech nach kuerz op d'Regionalitéit agoen.

Den 13. Januar hate mer hei an der Chamber een öffentliche Debat zur Petitioun 668 „Lëtzebuurger Produkter an der öffentlecher Restauratioun!“. Als Konklusioun ass festgehale ginn, datt huet den Här Minister Etgen eis och an enger Questionnaire oder an der Antwort esou bestätegt, datt sollt an der Landwirtschaftskammer eng Plattform gegrënnt ginn, wou Responsabiler aus der Landwirtschaft, der Veraarbechtung, der Vermarktung, der kollektiver Restauratioun an esou weider sollten zesumme kucken, wou Problemer wäeren, a sollte gemeinsam no Léisunge sichen, fir kënne méi regional Produkter anzesetzen.

Mä den Här Minister schreift awer och nach a senger Äntwert, an do war ech e bëssen erstaunt: «Or, étant donné que plusieurs intervenants du débat public avaient souligné le risque de non-représentativité des secteurs concernés par le fait de localiser cette structure auprès de la Chambre d'Agriculture, j'ai demandé à mes services de faire un benchmark de toutes les formes juridiques possibles d'une telle plateforme.»

Dir Dammen an Dir Hären, während der Konklusionsdiskussioun war zwar driwwer diskutéiert ginn, datt onbedéngt misst derfir gesuergt ginn, datt déi verschidde Secteure representéiert géife ginn, an et war och Konsens dorriwwer, mä et hat, an do sinn ech zimlech sécher, ganz genau een, an zwar de Vertrieber vun deene Gréngen, gefrot, fir d'Plattform net bei d'Landwirtschaftskammer unzegliedern, mä bei de Landwirtschaftsministère.

An obschonns dese Vertrieber dat gefrot hat, hat den Här Minister dunn nach gesot, datt hien et géif besser fannen, fir des Plattform bei d'Landwirtschaftskammer unzesidelen, fir d'Onofhängegkeet vun dieser Struktur ze ënnerstärchen. An obschonns de Minister dat deemools gesot hat an obschonns dat festgehale gi war, schéngt hien dann elo méi op dee grénge Vertrieber wéi op sech an op de Rescht vun der Kommissioun ze lauschten.

(**Interruption**)

Wien diktéiert hei, wou et an der Landwirtschaft higee?

(**Brouhaha**)

Elo gétt emol ee Benchmarking gemaach.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Mir ginn eens.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Maacht lech dach keng Suergen em eis!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Ech maache mer keng Suergen em lech, ech maache mer Suergen em d'Landwirtschaft!

Als CSV fanne mer et einfach nëmmen traureg, datt hei nach näischt Konkretes geschitt ass! Et deet mer leed: Et ass net ze verstoen, firwat hei net Neel mat Käpp gemaach ginn. Et kéint een ouni vill administrativ Hürden, ouni Benchmarking, wann een et wëllt, déi verantwortlech Leit relativ séier un een Dësch kréien.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Mir brauchen hei Léisungen. An ech wësst wierklech gären, wou de Problem an den Ae vun der Regierung war.

Dir Dammen an Hären, eis Landwirtschaft huet villfältege Aufgaben ze erfëllen. Nieft deene klaseschen - der Liewensmüttelproduktioun, der Landschaftspfleg, dem Schafen an Erhale vun Aarbechtsplazen an esou weider - kann d'Landwirtschaft och nach aner Aufgaben iwwerhuelen, wéi zum Beispill Energieproduzent, d'Beereestelle vu verschiddenen Déngschtleeschungen, d'Produktioun vun ënnerschiddleche Matière-premiéren an esou weider. Eng Diversifi-

zierung vun der landwirtschaftlecher Aktivitéit ka fir verschidde Betriber immens wichteg sinn a ginn.

Den drëtten industrielle Revolutiounsbericht fir Lëtzebuerg geet ganz konkret op de Bauer als Energiewiert an. D'Zil ass et laut Bericht, fir bis 2050 70% vun eisem Gesamtverbrauch iwwer erneierbar Energien ze produzéieren. Den Haaptdeel soll vun der Wand- a Solarenergie kommen. De Bauer soll d'Energieproduktioun als Alternativ gesinn. Dat héiert sech gutt un. Och d'Biogasproduktioun soll laut Rifkin-Bericht weiderhin hiren Undeel un erneierbarer Energie liwweren. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg schonns eng Partie esou Anlagen, déi eng méi, déi aner manner rentabel.

Wëllt d'Regierung d'Biogasanlagen an Zukunft méi gezielt féerden? Wa jo, wéi wëllt si dat konkret maachen? Wéi vill Energie soll an Zukunft iwwer Biogasanlage produzéiert ginn? Wéi eng méiglech Konsequenzen hätt dëst zum Beispill op den Undeel vu Maisbau op eiser Fläch? Sinn hei schonns konkret Simulatiounen gemaach ginn?

Den Haaptdeel, Dir Dammen an Dir Hären, soll awer, wéi gesot, vun der Wand- an der Solarenergie kommen. Ee Chercheursteam vun der Stanford University an der University of California, Berkeley huet laut Rifkin-Bericht och festgehale, datt et méiglech wär, fir 22% vum gesamten Energieverbrauch iwwer Windmille an 67% iwwer Solarenergie ze produzéieren.

Lëtzebuerg bräicht dofir 20.200 Hektar, fir déi noutwendeg Windmille opzerrichten. Ee gudden Deel dovunner kéint natierlech nach landwirtschaftlech genotzt ginn, mä wéi gesäit et mat den noutwendeg Kompensatiounen aus? Bei engem Wandpark am Norde vum Land, wou siwe Windmille op zwielef Hektar opgerichtet gi sinn, ass fir d'Kompensatioun e Baue-renhaff vun 21 Hektar kaaft ginn, fir d'Vigel, an diesem Fall de Rotmilan, op eng aner Fudderplaz ze lackelen.

Dës Fläch mat komplizéierte Méin- a Flächennotzungspläng ass sécherlech net méi voll asetzbar fir d'Landwirtschaft. An de Kaf vun esou grouse Kompensatiounen verstärkt zousätzlech den Drock op d'landwirtschaftlech Fläch an dréckt domadder de Präis zousätzlech an d'Luucht, wat d'Wettbewerbsfäegkeet vun eise Betriber natierlech staark reduzéiert.

Dir kënnt elo selwer ausrechnen, wéi vill Kompensatiounen fir 20.200 Hektar kéinten noutwendeg sinn. Duerfir meng Froen: Wéi vill Hektar Windmille gesäit d'Regierung als realistesch respektiv als Zil un? Bleiwen d'Kompensatiounsmoosnamen an Zukunft déiselwech oder ass d'Regierung eventuell bereet, fir an diesem Punkt Upassungen ze maachen? Wéi wëllt d'Regierung ee Kompromëss tëschent der Ëmwelt, der Energie an dem Bauer als Liewensmüttelproduzent fannen?

Fir dann déi erfuerderlech Energie mat Solarpanneae kënnen ze produzéieren...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Madamm Hansen, d'erneierbar Energiestrategie vun der Regierung, déi steet, déi ass der Chamber scho presentéiert ginn, mat genee der Opdeelung, wéi eng Energieform mer wivill wëllen ausbauen iwwert déi nächst Joren, mat engem Kalenner. Dat ass alles der Chamber bekannt.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Ech froe jo hei, wéi eng Konsequenzen dat fir d'Landwirtschaft huet.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Och dat ass bekannt.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- An de Rifkin-Rapport stellt dat heiten als eng Méiglechkeet vir.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Neen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Dir kënnt mer jo da muer dorop äntwerten. Sou!

(**Brouhaha**)

Ech hunn de ganze Classeur gelies.

(**Interruption**)

Fir dann déi erfuerderlech Energie iwwert d'Solarpanneae kënnen ze produzéieren: Laut Rifkin-Bericht missten op 12.900 Hektar sougenannte Solarfarms opgericht ginn. Dëst ass sécherlech eng effizient Aart a Weis, fir Energie ze produzéieren, werft hirersäits awer erëm eng Partie Froen op fir d'Landwirtschaft. Wëllt d'Regierung an des Richtung goen? Wéi vill Fläch wëllt se eventuell fir des Fräilandflächefotovoltaikanlage gebrauchen? Wëllt se hei och nach Geneemegungsprozedure virgesinn?

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Madamm Hansen, mir haten déi doten Diskussioun schon am Parlament a mir hu gesot, dass mer dat net maachen, dass mer d'Felder voll esou...

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Da sinn ech och fro.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Majo, Dir froet dat, wéi wann dat eppes ganz Neies wär! Am Parlament wësst Der dat.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Da kënnt Der mer dat jo soen. Ech soe just, datt dat am Rifkin-Rapport esou steet. An ech wëll gäre schwaarz op wäiss da vun der Regierung héieren, datt si net wellt an déi dote Richtung goen. Da si meng Froe jo beäntwert.

(**Interruption**)

Sou! Op jidde Fall misst ee sech och hei froen, wéi d'Kompensatiounsmoosnamen ausgesinn. An am Allgemenge muss ee soen: Jee nodeem wéi vill Kompensatiounen firwat noutwendeg sinn, stellt sech wierklech d'Fro, wéi vill Fläch an Zukunft nach fir déi ganz normal Landwirtschaft iwwreg bleift. An ech mengen, an deem Sënn gétt déi vum fréieren Ëmwelt- a Landwirtschaftsminister, dem Marco Schank an dem Romain Schneider, geplangt, mä vun dieser Regierung net méi erwünschten Zone agricole, fir déi landwirtschaftlech Fläch ze schützen, ëmmer méi wichteg.

Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech sinn hei.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- ...Dir Dammen an Dir Hären, zesumme faassend wëll ech soen, datt Visiounen gutt a wichteg sinn, datt Visiounen awer zilorientéiert Moosnamen erfuerderen an datt Visiounen d'Realitéit, an dozou gehéiert eis gesamt Gesellschaft, dozou gehéiert och den EU-Maart, de Weltmaart, dozou gehéiert och eis gemeinsam Agrarpolitik, net aus den Aen däreer verléieren. An ech freee mech dofir op den Debat zum Rifkin-Rapport am Hierscht.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Hansen. An als lescht Riederin fir den Owend huet d'Madamm Tess Burton d'Wuert.

► **Mme Tess Burton (LSAP).**- Merci. Sou, Dir hutt et geschwé gepackt fir haut. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass haut vill iwwer Digitalisierung geschwat ginn. Mä Virriedner, de Franz Fayot, ass och a senger Ried op dee Sujet agaangen. Ech fir mäin Deel wëll nach eng kéier op dee Sujet zréckkommen,...

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Sou, wann ech gelift, e bësse méi lues!

► **Mme Tess Burton (LSAP).**- ...mä dat virun allem aus Siicht vun de klengen a mëttelstännesche Betriber, well si och dovunner betraff sinn. A grad si hunn eng grouss Verantwortung géigeniwwer vun eisem Land, well si ganz vill Aarbechtsplazen an eisem Land schafen an e groussen Deel zum Wuelstand vun eisem Land bäidroen.

Et ass wichteg, dass déi kleng a mëttelstännesch Betriber mat der Zäit ginn, dat heescht, sech un nei digital Techniken upassen, sech weiterentwéckelen a sech neien Erausforderunge stellen. Duerfir ass et fir eis als LSAP kloer, dass et eng Prioritéit vun der Regierung muss sinn, fir des Betriber beschméiglech ze ënnerstetzen an ze begleeden, fir sech op déi nei Erausforderunge vun haut a muer virzebeereen.

Duerfir begrësse mir, dass d'Regierung schon amgaangen ass, des Entrepreneuren ze ënnerstetzen. Et si schon eng ganz Rei Moosnamen lancéiert ginn, fir zum Beispill d'PMEE fir d'Digitalisierung ze maachen. Zum Beispill d'Initiativ Fit 4 Digital vu Luxinnovation ass eng konkret Moosnam, déi vum Wirtschaftsministère ënnerstetzt gétt an déi als Zil huet, deene klengen a mëttelstännesche Betriber ze hëllefen, kompetitiv ze bleiwen an déi heiteg ICT-Méiglechkeeten ze notzen.

Zum Beispill solle mat ICT-Optimisierungen oder -Upassungen d'Entreprise méi einfach hir administrativ Aarbechten erleegege kënnen. Hir Clienten sollen online akafe souwéi och online bezuele kënnen. Och soll de Stock duerch d'Digitalisierung besser geréierbar ginn an dozou d'PMEE eng besser Vue op d'Rentabilitéit vun der Entreprise entstoen.

Eng weider Moosnam ass den Aktiounsplang fir d'PMEE. D'lescht Joer am Fréijoer huet de Wirtschaftsministère de véierten Aktiounsplang fir d'PMEE virgestallt, deen 32.000 Betriber aus Handwerk a Commerce zeguttkënn an zesumme mat Vertrieber vun deene Secteuren ausgeschafft gouf. Déi 99 Moosnamen vun deem Plang sinn zu engem gudden Deel schon emgesat oder an der Ëmsetzung.

An deem Aktiounsplang spillt och d'Digitalisierung eng wichteg Röll. Eng Moosnam aus

deem Aktiounsplang fir d'PMEE ass déi vum „Pakt PRO Commerce“, deen d'lescht Joer an d'Liewe geruff ginn ass. Grad den Einzelhandel huet haut scho mam Impakt vun der Digitalisierung ze kämpfen, well d'Kafverhale vun de Leit sech doduerch verännert huet.

Bal jiddwereen hei zu Lëtzebuerg benotzt a sengem Alldag den Internet, sief dat fir ze kommunizéieren, fir sech ze informéieren oder eben och anzekafen. Dese Phenomeen wäert sech ouni Zweifel nach verstärken. A wann eis Entrepreneuren net wëllen ënnergoen, muss se sech upassen an aktiv ginn, fir kënnen d'Zukunft matzestalten.

Vill Commerçante sinn nach net online präsent. Dëst ass eng Erausforderung, un déi deen traditionelle Commerce sech muss adaptéieren, sief dat online präsent ze sinn oder online ze verkafen. De Moment verkafen nämmlech just 7% vun eise Commerçanten hei zu Lëtzebuerg hir Wuert och online.

De Wirtschaftsministère versicht, ebe genau bei dieser Erausforderung de Commerce ze ënnerstetzen. D'Zil ass et, eng national E-Commerce-Plattform opzebauen, op där all Commerçant seng perséinlech Online-Vitrinn kritt a wou de Client dann och verschidde Produkter direkt iwwer Internet ka kafen. De Projet ass komplex a verlaangt eng Ëmsetzung an e puer Phasen.

Grad an de Stadzentren ass den Einzelhandel staark betraff vun deem Wandel, wat d'Kafgewunnechte betrëfft. Eng Rei Foussgängerzonen, an domat d'Häerzstück vun eise Stied, sinn amgaangen auszestierwen; grad déi Plaz, wou all d'Awunner vun enger Stad sech treffen, sech begeien, zesumme liewen, eng Plaz, déi déi sozial Kohäsion tëschent den Awunner férdert. Duerfir ass dese Projet vun der Regierung e Schratt an déi richteg Richtung, well d'Digitalisierung ass net méi opzehalen. Den Einzelhandel muss d'Digitalisierung als Chance gesinn an dierf net zouloossen, dass en doduerch aus der Gesellschaft verschwënt.

Änlech wéi dem Handel geet et och dem Handwerk. Hei allerdéngs e bëssen an engem anere Beräich. Esou gétt am Handwerk d'Aarbecht nach ëmmer op darselwechter Plaz verriicht, mä hei ass et wichteg, dass d'Handwerk seng Aarbechtsprozesser optimiséiert, andeems et d'Prozesser digitaliséiert. Zum Beispill kënnen verschidden Aarbechte grad hei vu Roboterer duerchgefuert ginn, woubäi mer da bei där Diskussioun sinn, ob Aarbechtsplazen duerch d'Digitalisatioun an d'Robotisatioun verschwanen. Dëst wäert sécherlech de Fall sinn, och wann nach keen haut ka soen, wou an a wéi engem Moos dëst wäert geschéien. Déi positiv Auswierkung kann d'Digitalisierung zum Beispill do hunn, wou Roboterer Aarbechte verriichten, déi zum Beispill gesondheetlech schieedend fir d'Aarbechter sinn.

Fir lech zwee konkret Beispiller ze nennen:

Et ass e groussen Handwerksbetriber hei am Land, deen e Roboter fir seng Lackierung benotzt. Dat ass e groussen Avantage fir d'Aarbechter, well grad des Aarbecht eng net allze gesond Aarbecht ass. Mä doduerch, dass elo e Roboter dosteet, gétt awer och eng nei Persoun gebraucht, déi des Maschinn betätege kann.

E weidert Beispill ass eng Bäckerei hei bei eis am Land, déi hire ganzen Informatiksystem digitaliséiert huet an esou all hir Geschäfte matenee verbonden huet. Déi Bäckerei kritt duerch hiren neie System all Dag Informatiounen iwwert de Verkaf vun hire Filiale geliwert. Doduerch kann de Betriber seng Produktioun optiméieren an den Dag drop ebe méi effizient produzéieren.

Dëst ass e Beispill, wou d'Digitalisierung zur Rentabilitéit vun engem Betriber bäidréit an dëst kloer d'Kompetitivitéit vun diesem Betriber stäerkt. Mä net nëmmen d'Digitalisatioun ass eng Erausforderung fir d'Handwerk, mä och d'Reprise vun den Entrepreneuren. D'Personal souwéi d'Image vum Handwerk si Suergen, déi dese Secteur huet, wou vill Efforten néideg sinn, fir dass des Betriber weider bestoe bleiwe kënnen a virun allem och flexibel a kompetitiv bleiwen.

Net méi spéit wéi de leschte Mount huet d'Statssekretärin aus dem Wirtschaftsministère zesumme mat der Chambre des Métiers an der Fédération des artisans den „Pakt PRO Artisanat“ presentéiert. Nom „Pakt PRO Commerce“ ass dann elo och e Pakt mam Handwerk ofgeschloss ginn. Dëst Ofkommen reit sech an de véierten Aktiounsplang en faveur vun deene klengen a mëttelstännesche Betriber an an och an d'Uwilerung vun der Rifkin-Etüd.



D'Handwierk ass hei zu Lëtzebuerg dee gréissten Arbeitgeber. Mir wëssen dat. De Moment schaffen an deem Beräich 90.000 Leit a méi wéi 7.000 Entrepreneuren. Den „Pakt PRO Artisanat“ gesäit vir, a verschidde Beräicher aktiv ze ginn, fir esou laangfristeg d'Aarbechtsplazen am Handwierk ze sécheren, fir méi eng dynamesch Entwécklung vun de Betriber souwéi d'Kreatioun an d'Reprise vun den Entrepreneuren am Handwierk ze vereinfachen.

An deem Ofkommes geet et zum engen drëms, dass d'Image vum Handwierk opgewäert gëtt, zum anere soll de System vun den Aiden a Garantii bei enger Reprise vun enger Entreprise verbessert ginn. Dës Aiden a Garantii sollen d'Leit, déi dese Schrëtt maache wëllen, favorisieren an encouragéieren. Duerfir mussen dës Aiden och esou effikass wéi méiglech sinn. An en anere Volet, deem am „Pakt PRO Artisanat“ behandelt gëtt, ass dee vun der Digitaliséierung, well och d'Handwierk ass schonn haut a wäert och an Zukunft domat konfrontéiert sinn a ginn.

Här President, ech wëll awer och haut vun der Geleeënheet profitéieren an niewent dem Handwierk an dem Commerce och op de Beräich Tourismus agoen. Rezent gouf nämlech de Bilan vun der Statssekretärin aus dem Wirtschaftsministère iwwert den Tourismus hei zu Lëtzebuerg presentéiert. De Bilan vum Tourismus vum Joer 2016 reit sech an an déi positiv Entwécklung vun de Jore virun, nämlech 2,97 Milliounen Iwwernuechtunge konnten 2016 hei zu Lëtzebuerg erziilt ginn. Dat war eng Rekordzuel fir d'véierte Kéier hannereenen.

Et ass och wichteg, dass eis Regierung weider Efforte mécht, fir Touristen op Lëtzebuerg ze zéien, besonnesch och an déi eenzel Regiounen, well mer domat och en anere Problem bei eis am Land léise kënnen. Eise Statsminister huet de Moien a senger Ried gesot, dass eng vun deene gréissten Erausforderungen an eise Alldag d'Mobilitéit ass, dass mer eis Gedanke musse maachen, wéi mer de Verkéier hei an eise Land reduzéiere kënnen. An d'Regierung, huet en och gesot, wëllt weider op dee Wee goen, fir geziilt an déi wirtschaftlech Entwécklung vu Regiounen ze investéieren, fir am Kader vun der Landesplanung och Aarbechts-

plaze méi no bei de Leit ze schafen, amplaz emgedréit. An dat ass och gutt esou.

D'Initiativ Luxembourg for Tourism ass eng weider Moossnam vun der Regierung, déi den Tourismus hei am Land soll férdere. Privat an öffentlech Akteuren hu sech hei zesummege- doen, fir no bausse kohärent als attraktiv Touristendestinatioun professionell opzetrieden an no bannen déi touristesch Offer besser ze koordinéieren.

Och déi eenzel Offices régionaux du tourisme setzen elo mat um Dësch, an zanter datt vum Summer de fënneften ORT fir de Westen an den Zentrum gegrenzt ginn ass, gëtt et kee wäisse Fleck méi op der touristescher Landkaart zu Lëtzebuerg.

Den Tourismussektor ass a bleift e wichtige Bestanddeel vun eiser Wirtschaft. En dréit grad esou vill zu eise PIB bii wéi d'Industrie an e schaaft Aarbechtsplazen, déi een net kann delokaliséieren. An de leschte Joren ass d'Zuel vun den Iwwernuechtunge konstant an d'Luucht gaangen. A fir déi weider Entwécklung vum Sektour ass et natierlech wichteg, dass mer och genuch Capacitéiten hunn.

An den nächste véier Joer kommen dausend Hotelszëmmeren derbäi; net all, mä déi meescht an a ronderëm d'Stad. Iwwer Land bleift d'Erausforderung, Modeller ze fannen, fir och do d'Offer ze erweideren. Et ass gewosst, dass iwwer Land an de leschten 30 Joer bal 40% vun den Hotelszëmmeren verschwonne sinn. Oft ass kee Successeur do, fir de Betrib ze iwwerhuelen. E Problem, fir den d'Regierung Léisungen zesumme mam Sektour ausschaffe muss, fir den Trend ze stoppen. D'Zil muss et nämlech sinn, d'Hotelscapacitéiten op strategesch wichtige Plazen ze stabiliséieren an nei Impulser ze ginn, fir esou Investisseuren unzezéien.

De fënnefte Joresplang vum Tourismus wäert an deenen nächste Woche presentéiert ginn, wou eben och grad nei Impulser gesot ginn an alle Regiounen, fir den Tourismus hei zu Lëtzebuerg nach méi attraktiv ze maachen.

Mä och d'Akteuren am Beräich vum Tourismus bleiwen net vun der Digitaliséierung verschount. Zum Beispill eleng de Wee vum Tourist, wéi hie sech hautzudags uleet, fir en Ho-

telszëmmer ze buchen, fuerdert den Hotelier oder de Restaurateur op, och digital präsent ze sinn. Duerfir ass et wichteg, dass Lëtzebuerg sech en neie Klassifikatiounssystem fir seng Hotelier gëtt, deen europawäit unerkannt ass. De Client soll sech op en eenheetleche Klassifikatiounssystem kënnen verloossen.

Deen neie Klassifikatiounssystem hei zu Lëtzebuerg berout op fräiwëlleger Basis, ass modern an zuverlässeg fir d'Clienten an ass ugepasst un déi aktuell Situatioun um Marché a virun allem un d'Erwaardunge vum Client. Dës nei Klassifikatioun gouf zesumme mat der Horesca, der Federatioun vun den Hotelieren, de Restaurateuren an de Cafetieren hei zu Lëtzebuerg ausgeschafft.

Da wëll ech nach ganz kuerz op e Sujet agoen, bei deem Lëtzebuerg oft vu villen Organer gesot kritt, dass mer nach Nachholbedarf hunn. An dat ass am Beräich vum Entrepreneuriat. Lëtzebuerg ass zwar um gudden Wee, sech zu enger Start-up-Natioun ze entwéckelen, déi och international wouergell gëtt. Wichteg Initiative si vun der Regierung emgesat ginn a weiderer kommen an den nächste Joren no, fir hei am Land d'Entrepreneuriat nach méi ze ënnerstëtzen.

Eng Initiative zum Beispill, déi d'lescht Joer hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, ass d'Société à responsabilité limitée simplifiée, eng vereinfacht Variant vun enger Sàrl-Gesellschaft, déi deenen zukünftigen Entrepreneurien sollen hëllefen, méi séier hir wirtschaftlech Aktivitéit opzehuelen.

Eng aner Initiative vun der Regierung, déi an de leschte Méint vum Educatiouns- a vum Wirtschaftsministère lancéiert ginn ass, ass de Projet, deen den Entrepreneursgescht schonn an de Lycéeë férdere soll. Entrepreneurial Schools sollen entstoen, dat heescht Lycéeën, déi sech besonnesch op d'Entrepreneuriat konzentréieren. Hei si Kollaboratiounen mat dräi Lycéeën an d'Liewe geruff ginn, e véierte Lycée steet an de Startlächer.

Den Entrepreneursgescht ass eng Kompetenz, déi iwwerall an eiser Wirtschaft gebraucht gëtt. Duerfir geet et hei net nëmme drëms, herno lauter Patronen ze forméieren, mä de Schüler déi Kompetenze vum Entrepreneuriat mat op de Wee ze ginn.

An nach eng weider Initiative, fir zukünfteg Entrepreneurien ze ënnerstëtzen, ass d'House of Entrepreneurship, dat virun e puer Méint seng Dieren opgemaach huet. Dëst Haus ass eng gemeinsam Initiative vun der Regierung, de Beruffskommunen, de staatleche Verwaltungen an dem Privatsektor. Et ass eng Ulaftell fir aktuell an zukünfteg Entrepreneurien, fir all déi néideg Services, déi si fir de Lancement vun hirer Entreprise brauchen, op enger Plaz ze fannen.

D'Entrepreneuriat spillt eng wichteg Roll an eise Land. Mir brauchen nei an innovativ Entrepreneurien. Mir mussen eis Wirtschaft weider diversifizéieren, eis breet opstellen, fir dass mer eise Wuelstand vu muer och ofsécheren kënnen.

Mir brauchen awer och haut a muer gutt qualifizéiert Personal, dat an eisem Entrepreneuriat schafft, souwuel Männer wéi och Fraen. Eude beleeden, dass d'Rentabilitéit vun enger Entreprise ëm 60% an d'Luucht geet, wa Männer zesumme mat Fraen op Direktiounsposte schaffen. Fir dass dëst awer de Fall an eise Betriber ass, brauche mer virun allem familjefrëndlech Betriber. An do sinn Initiative wéi den neie Congé parental, deen d'lescht Joer hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, d'Reform vun de Congé-spécialen, déi um Wee ass, Initiativen, déi d'Aarbecht an d'Famill besser zesummebréngen.

Eis Regierung muss weider eis kleng a mëttelstännesch Betriber ënnerstëtzen, well mir brauchen och an Zukunft kompetitiv Betriber, déi den Erausforderungen vun haut a muer gerecht ginn an eis weider eis Aarbechtsplazen an eise Wuelstand hei am Land garantéieren.

An domat wëll ech ofschréien an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

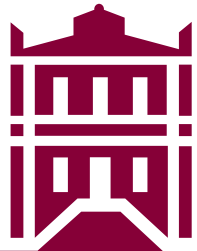
► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci lech och.

Domat si mer um Enn vun den Aarbechte vun haut ukomm. Ech ginn lech Rendez-vous muer um hallwer néng fir d'Fortsetzung vun deene sektoriellen Diskussiounen. An da muer am Nomëtten huele déi Gesetzesprojeten, déi mer nach zréckbehalen hunn.

Merci villmools a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 20.44 heures)



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)
 - Débats sectoriels - Volet «Cohésion sociale et Bien-être»: M. Marc Spautz (interventions de M. le Ministre François Bausch, Mme la Ministre Corinne Cahen, M. le Ministre Dan Kersch, M. Alex Bodry et M. le Ministre Dan Kersch), M. Georges Engel, M. Lex Delles, M. Gérard Anzia, Mme Cécile Hemmen, Mme Taina Bofferding
 - Débats sectoriels - Volet «Développement durable»: M. Marco Schank (interventions de M. le Ministre François Bausch, M. le Ministre Etienne Schneider, M. le Ministre François Bausch et Mme la Ministre Carole Dieschbourg), M. Roger Negri, M. Gusty Graas (intervention de Mme Martine Hansen), M. Roy Reding (interventions de M. Georges Engel et M. le Ministre Dan Kersch), M. David Wagner (interventions de M. le Ministre Etienne Schneider), M. Aly Kaes
- Ordre du jour
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 08.35 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gudde Moien! Ech maachen d'Setzung op.

Mir géife weiderfuere mat eisen Debatten zur Lag vun der Natioun. De Moien ass de Volet sozial Kohäsion a Wuelbefanne virgesinn an den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Spautz fir d'CSV. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur

le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite des débats sectoriels)

Débats sectoriels - Volet «Cohésion sociale et Bien-être»

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt mer erlaben, direkt am Ufank op verschidde Äusserungen anzegoen, déi am Laf vum gëschteren Dag gemaach gi sinn. De Problem, deen ech awer hunn, ass: Wéi d'Regierungsparteie jo mat der Oppositioun gedeelt hunn, wat d'Riedezäit ubelaangt, dat ass wéi d'Pissinger mat de Kueben! Sou ass et awer e bësse schwéier, op alles kënnen anzegoen, wat gëschter opgeworf ginn ass.

D'Majoritéitspartei hunn 372 Minutte Riedezäit an d'Regierung huet der 120. Wann een dat zesummerechent, kënn een op 492, an d'Oppositioun huet der 293. A wann ech de Modell...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här President, ech ginn dem Här Spautz nach gär eng Stonn derbäi!

(Hilarité)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Wa mer awer dann de Modell huelen...

(Brouhaha)

Ech hat gëschter den Här Bausch héieren - an dat hat mer gefall -, e wier fir d'Trennung vun de Pouvoiren. Haut schéngt dat net méi esou ze sinn.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Wéi dann? Ech si just fei mat lech. Ech wëll lech vill Riedezäit ginn.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Dat war anscheinend just gëschter de Fall.

(Interruptions)

Et geet haut lass.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Auer leeft, Här Spautz.

(Hilarité)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Ech weess, dass d'Auer leeft.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - D'Auer leeft an Dir hutt nach net...

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech weess, dass d'Auer leeft. Et sinn och nach aner Aueren, déi lafen, déi lafe vläicht nach e puer Méint, awer och da leeft d'Auer of.

Ech wëll fir d'Éischt op de Saz agoe vum Spracher vun der DP vu gëschter, wou e sech mat mir beschäftegt hat, betreffend dass ech jo deen Ennzeitgen hei am Land wier, deen e Problem hätt mam REVIS, wat och den Här Wirtschaftsminister gesot huet. An ech muss awer do nach eng Kéier verschidde Saachen an Erënerung ruffen.

Also, dass ech verschidde Problemer hu mam REVIS, dat ass richtig. Dat hunn ech och gesot. Ech hunn hei héieren, ech hätt e Sträitgespräch mat der Madamm Cahen gehat. Ech hat scho mat der Madamm Cahen vill Sträitgesprächer, mä iwwert de REVIS bis elo awer net. Mir haten e gemeinsamen Optritt bei enger Radioemissioun. A mir hunn eng Kéier an der Kommissioun driwwer geschwat, well méi ass nach net an der Chamber iwwert de REVIS geschwat ginn. An deen Dag hunn ech gesot: „Beim REVIS läit den Däiwel am Detail.“



Ech kann lech awer dann nach eng Kéier all déi soen, Här Berger, déi sech geüssert hu beim REVIS, dass se net domat averstane wieren. Et ass ënner anere eng Gewerkschaft, déi den Här Arndt ganz gutt kennt, déi huet nach eng Kéier drun erënnert, dass se net averstane ass mam REVIS. Ech muss och soen: Mir haten d'Chance als CSV, mir hunn eis getraff mam OGB-L, mam LCGB, mat der CGFP, mat den Assistant-socialen, mir hunn eis getraff mat der Caritas, mir hunn eis getraff mat verschidde aneren ONGen, déi mam REVIS ze dinn hunn, ier mer eis Remarquë gemaach hunn, well mer soen, dass et ganz wichteg ass, dass den Terrain informéiert ass. Do war et den OGB-L, fir nëmmen deen ze nennen, deen huet och Problemer, Här Berger. Ech liese just vir, wat hiren Nationalpresident gesot huet: „Wat de Reformprojet RMG/REVIS ubelaangt, do muss dat Konzept komplett iwwerschafft ginn.“ Dat war net ech, dat war den Här Roeltgen, menges Wëssens net Member vun der CSV.

Dann hunn ech nach eppes aneres fonnt - well Der och do nach eng Kéier gefrot hutt - an do war ech awer e bësse paff, awer ganz paff: Do hunn ech näamlech eppes fonnt, wou d'Madamm Taina Bofferding, menges Wëssens och net Member vun der CSV,...

► **Une voix.** - ...vun der LSAP!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Also ech muss lech soen: Wa se awer wëllt kommen, da muss een driwwer diskutieren.

(Brouhaha et hilarité)

...mä menges Wëssens net Member vun der CSV, an déi huet kritiséiert, dass beim REVIS Verschlechterunge géife kommen an dass Leit kéinte manner hu wéi dat bis elo de Fall war.

Doropshin huet d'Madamm Minister geäntwert, et géif bei deem bleiwen, wat et ass, Regierungsamendementen bei der RMG-Reform géif et net ginn an elo géif een emol ofwaarden, wat de Statsrot géif soen. An dat huet d'Madamm Minister geäntwert de 7. März op der Antenn vum „100,7“.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - An ech hu gesot, d'Chamber dierft och Amendementen erabréngen, Här Spautz. Da sot och alles!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Dofir wëll ech nach eng Kéier soen, wa mir anscheinend also déi Eenzeg sinn, Här Berger, entweder hat Der dat dann net matkritt, dass allegueren déi do...

(Interruption par M. Eugène Berger)

...an Dir hat soss kee matkritt, da muss ech soen: Da musst Der lech vläicht déi nächste Kéier besser informieren, ier Der sot, dass mir déi Eenzeg gewiescht wieren.

(Interruption)

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn - ech fanne et esou gutt heibannen, mir si jo all frou mateneen, da kann ee roueg „Frënn“ heibanne soen -, ech wëll dann och op aner Punkten agoen.

Et ass och hei gesot gi vum Fraktiounschef vun der Lëtzebuurger Sozialistescher Aarbechterpartei, et géif drëm goen, fir konstruktiv un den Dossier erunzegoen. Mir wëllen als CSV konstruktiv matschaffen. Et ass och nach eng Kéier hei d'Beispill vun der Fleegeversécherung genannt ginn. Och an der Fleegeversécherung wier hie gespaant - ah, elo kennt den Här Bodry -, wéi dann do d'Oppositionspartei, d'CSV, sech géif zu där Reform stellen.

Ma ech kann lech soen, Här Bodry: D'CSV huet konstruktiv an deem Dossier matgeschafft. Den Här Minister ass hei, de President vun där Kommissioun ass hei, a mir hunn nach all Kéiers, wa mer eppes ze soen haten, bei de jeeweilege Punkten dat gesot. An ech hu bis elo fonnt - bis elo! -, et sief dann, dat géif sech nach änneren, dass mer ganz konstruktiv Gespréicher haten, dass mer bei deem engen oder anere Punkt emol eng aner Vue hunn, mä dass et drëm gaangen ass, fir konstruktiv am Interesse vum Land a vun de Leit do virunzekommen.

Mir schéngt et och evident ze sinn, dass mer an där Fleegeversécherung mussen déi Reforme maachen, déi noutwendeg sinn. An dass mer do vläicht am Detail herno déi eng oder déi aner Interpretationsschwierigkeiten hunn, do ginn ech dovun aus, dass dat duerch aus kann de Fall sinn. Mä ech mengen, bis elo ass op alle Fall an deem Dossier - esou hunn ech et op alle Fall empfonnt -, weder zwëschen Opposition a Majoritéitsparteien... Et ass emol déi eng oder déi aner Divergenz de vue, wéi een en Artikel formuléiert, mä fir de Rescht ass dat awer bis elo konstruktiv erofgaangen. An ech ka mer och net virstellen, et sief dann, de Wonsch wier op enger anerer Säit, dass dat sech elo sollt an deenen nächste Wochen oder Méint änneren.

Ech wëll awer soen dozou: Mir haten och eng grouss Diskussioun mam Minister Romain Schneider iwwer ee Beispill, wat och am Fleegeversécherer ass. Dat ass näamlech iwwer d'Beispill Beetebuerg; Beetebuerg, en Haus, wat jo ville Leit heibannen aus familiären Ursachen och bekannt war, wou et jo zu engem Sozialkonflikt sollt kommen, zu Beetebuerg, wou mer och dem Här Schneider duerno gesot hunn, e sollt eis soen, wéi en déi - pardon, wann ech dat Wuert elo soen -, déi Kou vum Äis kritt huet, dass et do net zu engem Sozialkonflikt fir dese Moment komm ass an dass do d'Sozialpartner zesumme mam Minister sech getraff hunn, fir en Arrangement ze fannen.

Dat Arrangement ass nach net definitiv fonnt. Dat soll jo nach kommen. Mä do muss ech awer soen: Och dat fannen ech e konstruktiven Dialog, deen do gemaach ginn ass tëschent der Majoritéit an der Opposition, fir déi Informatiounen ze kréien. An dofir war ech dach awer e bëssen iwwerrascht, wéi et geheescht huet, mir géifen hei all nëmmen destruktiv a guer net konstruktiv matschaffen, fir nëmmen deen dote Volet ze huelen.

Et ass och fir eis wichteg, dass dat am SAS-Kollektivvertrag endlech kennt. Ech hat d'Chance, selwer derbäi ze si virum Ministère, wéi manifestéiert ginn ass virun annerhallwem Joer, wéi d'Leit do stoungen, wou se hiren Onmut fräie Laf gelooss hunn. Och mir sinn där Meinung, dass et wichteg ass, dee Kollektivvertrag, well dat ass eng Grundvoraussetzung, dass mer Rou an dee Secteur kréien, wat d'Personal ubelaangt, e Personal, wat eng exzellente Aarbecht mécht queesch duerch d'Land fir déi Leit an der Flegg, fir deenen ze hëllefen.

Dofir ass et och fir eis wichteg, dass et do zu engem Accord kennt. A mir soen: D'Regierung seet jo, si géif sech nach eng Kéier mat de Sozialpartner gesinn an nach eng Kéier soen - et si jo och scho Ministeren, déi sech dozou geüssert hunn, déi direkt näischt mam Dossier ze dinn hunn -, dass d'Regierung géif déi Enveloppe zur Verfügung stellen, fir dass deen Accord kann ëmgesat ginn, fir dass et iwwerhaupt keng Schwierigkeiten méi am SAS-Vertrag kenne ginn.

Wann dat esou ass an d'Regierung stellt dat alles zur Verfügung, da verstinn och ech net, deen emol fréier an deem Milieu awer doheem war, wou dann de Problem ass, well normalerweis ass ëmmer d'Gestrets mat der Enveloppe. Wat ass d'Ëmsetzung? D'Regierung seet: „D'Enveloppe ass do, et ass iwwerhaupt kee Problem, fir déi Ëmsetzung ze maachen.“

Da géif ech d'Regierung nach eng Kéier opfuerderen, d'Sozialpartner ze ruffen an nach eng Kéier ganz haart drun ze erënneren, dass d'Enveloppe bereet ass vun der Regierung fir dee leschten Accord salarial, an deenen allerleschten, deen ass jo nach net an deenen Diskussiounen do mat dran, fir dass do guer kee Problem ass, fir am SAS-Kollektivvertrag déi Saachen ze maachen, well et ass wichteg, dass mer an deem Secteur Rou kréien, well vill Leit sech Gedanken driwwer maachen: Wat geschitt am Fleegeversécherer? Wéi ass et mat der Flegg? An dofir wier dat eng ganz gutt Saach. An ech kann do just soen, och do si mir der Meinung, dass dat misst kommen an dass mer et och misste fäerdegbréngen, deen Dossier vum Äis ze kréien.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sidd Der d'accord, dass de Minister Kersch eng Fro stellt?

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Wann dat net op meng Zäit, mä op seng Zäit geet, dann ass et gutt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Här Spautz, hunn ech lech elo richtig verstanen, dass Der der Meinung sidd, dass d'Regierung sech sollt an d'Tariffautonomie zu deem Moment aklénken? Oder sidd Der der Meinung, dass dat doten eng Saach ass, déi tëschent de Sozialpartner muss ausgehandelt ginn?

A wann ech lech richtig verstanen hunn, sidd Der der Meinung, dass der Regierung hir Aarbecht gemaach gëtt, andeem dass se déi finanziell Méttelen zur Verfügung stellt, fir dass et kann zu engem Accord kommen.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci fir déi Fro, Här Kersch. Wann ech mech da schlecht ausdréckt hat, kann ech dat dann elo nach eng Kéier an Erënnerung ruffen: An der Tariffautonomie ass et ëmmer üblech, dass déi zwee Partner sech un den Dësch setzen, an dat ass an deem Fall d'Patronat an d'Salariat.

Mä et ass awer e Saz hannendrun: Wann en Drëtten alles soll bezuelen, da muss een deen Drëtten awer och op d'mannst informieren a vun deem Drëtten den „go“ hunn, well grad an der Fleegeversécherung a grad an der Ëmsetzung vum SAS oder dem Kollektivvertrag

vun der Entente des hôpitaux ass et jo awer en Drëtten, d'Keess, eng Kéier déi eng Keess, eng Kéier déi aner Keess, déi d'Fraisen iwwerhëlt. Dann ass et awer och un deenen, eng Kéier ganz kloer zum Ausdrock ze bréngen, dass kee Problem ass an dass d'Finanzen dozou do sinn. Et ass dat, wat ech wëll soen.

D'Enveloppe kann d'Regierung definieren als deen drëtten Partner. Wéi si d'Enveloppe opdeelen, dat muss een de Sozialpartner iwwerloosen. Awer d'Enveloppe, d'Definitiou vun der Enveloppe, dat ass awer ganz kloer, dass déi muss komme säitens der Regierung an dass d'Regierung muss soen, wa kee Problem ass, fir déi zwee Accorden ëmzesetzen, da misst... De Premierminister ka jo herno nach eng Kéier soen, do wier iwwerhaupt kee Problem, wann e seng Schlussdeklaratioun mécht, dat nach eng Kéier bekräftegen, wat da jo scho vun deenen aneren Häre gemaach ginn ass. Well wann et esou e minimale Problem ass, majo dann, mengen ech, wier jo dee Problem ganz séier geléist.

Ech wëll dann op en anert Beispill agoen. Dat ass, wa mer schwätzen nach vum Sozialen, dat ass dann dat vun de Pensionen. Den Här Bodry hat mech dat gëschter gefrot. Ech sinn och frou, dass hien dann där Emissioun nogauschtert hat, wou ech dat expriméiert hunn, dass et fir eis wichteg ass, souwuel d'Pensiounen wéi och d'Aarbechtszäitorganisatioun als ee Volet ze kucken.

Well wa mer schwätzen, mir géife gären eng nei Aarbechtszäitorganisatioun maachen, wou ech jo deelweis och héieren hunn, dass an der Familljeministescher hirer an och dem Premierminister senger Ried virgëschter - nee gëschter, déi e gëschter gehalen huet, mä déi virgëschter doloung - dat jo och drasteet, dass mer mussen aner Aarbechtszäitmodeller maachen, wa mer iwwer Aarbechtszäitmodeller schwätzen, do hânt jo ëmmer hannendrun: Wéi ass ee sozialversécherert? Wéi ass ee krankeversécherert? Wéi ass ee pensiounsversécherert?

Wann Der de Moment zwee Méint net schaffe gitt, da kommen an deenen zwee Méint an der Pensioun déi 64 Stonnen net zesummen an da kennt während deenen zwee Méint näischt an de Fong vun de Pensionen. An et ass dofir, wou mer soen, dass mer mussen nei Weeër goen, well fir näamlech an engem Mount sozialversécherert ze sinn an de Pensionen, muss ee 64 Stonnen an deem Mount geschafft hunn, soss bass de dee Mount an der Pensiounskeess net versécherert.

A wa mer schwätzen iwwer aner Aarbechtszäitorganisatioun, wa mer gären eng aner Aarbechtszäitorganisatioun maachen, wou mer soen: Mir maache méi Flexibilitéit, du kanns zwee, dräi Méint näischt schaffen - also net näischt schaffen, mä net enger remunerierter Aarbecht nogoen - an du kanns dofir an anere Méint vum Joer vill méi schaffen, da muss mer et awer och pensiounstechnesch fäerdegbréngen, dass mer déi Méint ofrechnen. Well wann déi Leit näamlech soss soen: „Mir sinn nëmmen acht Méint versécherert gewiescht“, feelt hinnen dat herno zum Schluss vun hirer Carrière.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Et ass een Deel, et ass een Deel vun de Reformen, déi ee muss maachen. An, Här Bodry, e Mann mat Ärer politescher Erfahrung: säit 1984 hei am Parlament, zéng Joer an der Regierung, zéng Joer als Buergermeeschter, wësst Der, wann Der gären...

(Interruption par M. Alex Bodry et hilarité générale)

Dat seet de Wieler. Dat kucke mer. Dat seet de Wieler! Ech wënschen lech et!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Do si mer am selwechte Boot, Här Spautz!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech wënschen lech et. Ech wënschen lech et, Här Bodry! Mä do ass et awer ganz kloer: Wann Der gären eng aner Reform maacht an de Pensionen - an Dir hutt jo eng, ech mengen, do waart Der just kuerz heibannen, Dir hutt jo schon déi éischt Pensiounsreform, déi gemaach ginn ass, wat eng ganz grouss Pensiounsreform war, matgemaach -, wann Der do keng Rou hutt an der Gesellschaft a wann do sech vill Froe gestallt ginn: „Wat bedeit dat? Kréien ech manner oder kréien ech méi?“, dann ass et vläicht besser ze soen - an dat ass dat, wat ech gesot hunn, an dozou stinn ech -: Fir déi Leit, déi bis elo an dem Versécherungssystem sinn, dee mer kennen, bleift et integral, wéi et ass. An da muss een driwwer nodenken, wat een aneschtens mécht!

Domadder hunn ech net déi 65 Joer...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Da lauschtert! Loosst mech schwätzen, wann ech gelift!

Domadder hunn ech net déi 65 Joer a Fro gestallt, déi den Här Schneider och nach eng

Kéier op enger Konferenz gesot huet, déi 65 Joer, wat nach ëmmer de legale Pensiounsalter hei am Land ass. Domadder hunn ech net a Fro gestallt...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Äre Fraktiounspresident awer!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - ...de Prinzip vun de Versécherungen: een Drëtten Patron, een Drëtten Salarié an een Drëtten de Stat.

Ech ka mech net erënneren, Här Bodry - op alle Fall, ech hunn dat nach eng Kéier gëschter nogauschtert, Dir kennt et och nach eng Kéier nolauschteren -, dass ech dee Prinzip mat deenen dräi Drëtten - een Drëtten, een Drëtten, een Drëtten - an de Pensiounsalter vu 65 Joer a Fro gestallt hätt! Et ass no 36 Minutten a 15 Sekonnen, Dir kennt d'Band nach eng Kéier nolauschteren, wou Der mech do zitëiert hutt.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Da lauschtert emol Äre Fraktiounspresident a sengem éischten „Background“!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Do muss ech lech ganz kloer soen: Den Här Bodry hat mat mir eng Diskussioun gëschter, en huet mech gëschter gefrot, wat ech domadder gemengt hätt. Ech hunn em et domadder...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Majo e ganz neie Pensiounssystem...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...ganz anere Regeln, däitlech!

(Interruptions)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Hunn ech gesot, mir géifen...? Ech hu gesot, mir sollen iwwer en anere Pensiounssystem nodenken...

► **Une voix.** - Mir lauschteren em no, mir versti just net, wat e seet.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - ...a mir sollen elo domat ufänken a mir sollen net waarde bis 2023! An et ass elo net méi 2023, de Minister huet gëschter gesot, mir wieren elo bei 2026 ukomm, bis dem Här Mars Di Bartolomeo seng Parametere vun der Reform géife gräifen.

Mä kommt, mir schwätzen elo driwwer! An net mir heibannen alleng, mä d'Sozialpartner! Dir hutt eis jo gesot, de Sozialdialog géif erëm esou gutt funktionnéieren...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Mä wat hate mer dann eréisch viru véier, fënnf Joer?

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Gitt mer eng Chance, wann ech gelift, Här Bodry!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Gitt där Reform och eng Chance!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Hei, wann ech gelift! Wann ech gelift, lauschtert no! Den Här Spautz ass amgaangen ze erklären, wat hie sech ënner der...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Da frot Der lech zumindest d'Wuert, Här Bodry!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Do ass et awer ganz kloer,...

(Interruption par M. Alex Bodry)

...de Wirtschafts-...

(Interruption par M. Alex Bodry)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An enger vun deene leschte Presidentekonferenzen hu mer driwwer diskutéiert, dass ech net dauernd soll d'Deputéiert zréckruffen, wa se sech...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Eng Kéier wär vläicht net schlecht.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Okay.

(Hilarité)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Da rufft mech zréck, da braucht Der net...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, fuert elo virun! Loosst lech net oflenken!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Da wollt ech soen, vu dass de Sozialdialog jo erëm esou gutt funktionnéiert a mer hei am Land jo bei esou grouse Projeten emol an der Zäit eng Tugend haten, och wou doiwwer Leit souzen, wéi se nach net op der Regierungsbänk souzen, sief et op der Majoritéits- oder Oppositionsbänk oder als Fraktiounssekretären, do hate mer eng Coutume, an dat war de Wirtschafts- a Sozialrot, dee Wirtschafts- a Sozialrot, dee sech jo zesummesetzt aus de Sozialpartner, wou och Regierungsvetrieder dobäi sinn, wou een am Virfeld vu gréisserer Sujeten, gréisserer Projeten dee ka chargieren an em soen, fir do emol eng



Etüd ze maachen. Well eng Pensiounsreform géint d'Patronat a géint d'Gewerkschaften ass net duerchzesetzen! Mä dass een elo déi Diskussioun féiert an net waart, bis déi Parametere och deklinéiert ginn, déi mer eis alleguerte selwer zesumme gesat hunn, dass mer elo déi Diskussiounen ufänken an dass mer elo derfir suergen, dass mer dann d'Léisungen um Dësch hunn, wann de Clignotant ugeet, fir dann direkt kënnen ze äntwerten an net eréischt dann unzefänken, am Dialog ze diskutéieren - dat ass de Punkt!

Ech wollt awer och soen, mä do ginn ech net am Detail drop an: Och am Spidolsplang kéint ee vill soen, mä mat där Riedezäit, déi mer hunn, ass dat mer net méiglech.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Neen, mir hunn awer nach Kolleegen, déi kommen hannendrun.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - De Minister huet ze laang geschwat!

(Hilarité)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här Bodry, Dir musst lech d'Wuert froe beim President.

(Hilarité et interruption par M. Eugène Berger)

Oh, Här Berger, da géif et mir jo bal goe wéi lech. Da géif et mir jo bal goe wéi lech!

Da wëll ech nach...

(Interruption par M. Eugène Berger)

Da wëll ech nach op aner Punkten agoen, déi mer gefeelt hunn a wou gëschter och näischt dozou gesot ginn ass, wou ech awer gär géif preziséieren: Dat ass och dat, wat d'Flüchtlingspolitik ubelaangt.

Ech mengen, mir missten och eng Diskussioun féieren iwwert d'Flüchtlingspolitik, wou et wichteg ass, dass mer eis jo alleguerten eens sinn, dass mer deene Leit mussen hëlfe, déi aus Krichsgebieder kommen, an dass et och wichteg ass, do Léisungen ze fannen. Mä et sinn ëmmer méi Leit, wat jo gutt ass, déi de Statut zouerkannt kréien, wou mer et awer net fäerdegbréngen, déi aus de Strukturen erauszekréien, déi vum Familljeministère normalerweis mat engem Partner zesumme geréiert ginn, wou et net méiglech ass, déi Leit do erauszekréien, wat dann och heiansdo kann - ech betounen „kann“, net muss - zu Spannungen féieren, well deen een den RMG schon huet, deen aneren huet nach näischt, an deen ee gétt nach betreit vun deenen zoustännege Stellen an deen aneren net. Do ass et och wichteg, dass mer alles géifen drusetzen, fir déi Leit erauszekréien aus deene Strukturen.

An ech géif do nach eng Kéier eppes maachen, wat ech schon eng Kéier gesot hunn: dass mer do géifen en Appell maachen, dass een et do misst fäerdegbréngen, fir déi Leit, déi da schon den definitive Statut hunn, dass se därferen hei am Land bleiwen, dass mer eis do fir e Verdeelungsschlüssel géifen eens ginn zwëschen de Gemengen, well et näamlech wichteg ass! Dat si keng 800 beieneen, mä wann do all Uertschaft een, zwee oder dräi Haiser hält an zur Verfügung stellt, fir déi Leit ënnerdaach ze bréngen, sinn dat keng grouss Strukturen, a gläichzäitig bréngen mer et fäerdeg, déi Plaze fräi ze maache fir déi, déi nach an der Prozedur sinn. An déi Leit, déi setzen do - an do setzen der plazeweis iwwer ee Joer, dass se schon de Statut hunn - a si kommen einfach net eraus. An dat féiert jo och zu deene Spannungen an deenen Haiser, soudass ech do géif en Appell maachen.

Ech hat et schon eng Kéier gesot och an der Debat iwwert d'Flüchtlingen, déi mer heibanne gefouert hunn, dass mer do géife soen, mir sollen eis e Schlëssel ginn, wéi mer opdeele fir déi Leit alleguerten, déi de Statut hunn, dass mer do géife kucken an de Gemengen, mat de Gemengen zesumme selbstverständlech, fir dann am Prorata vun de Gemengen dat opzedeele, well dat nëmme de Wee ass, dass mer et och fäerdegbréngen, déi Spannungen erauszekréien, déi heiansdo a verschidde d'Foyere sinn, well där enger an där anerer beienee sinn, déi definitiv agestallt sinn oder net.

Ech wëll dann och nach eppes Leschtes soen...

► **M. Dan Kersch, Ministère de l'Intérieur.** - Här Spautz, Dir wësst jo awer schon, dass d'Madamm Jacobs eng Fro un de Statsrot gestallt hat, ob een déi Fro do vun der Verdeelung iwwer e Schlëssel kéint hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen oder net. An Dir wësst och, wat de Statsrot der Madamm Jacobs op déi Fro geäntwert huet, näamlech, dass dat ganz schwéier méiglech ass.

Ech begréissen awer Äre conciliante Toun an deem doten Dossier, och déi Ausso, wou Der gesot hutt, dass mer dat doten nëme kënnen gemeinsam léisen. An ech sinn och frou, dass d'CSV sech dem Opruff vun der Regierung ugeschloss huet, dass all Gemengen hei mussen en Effort maachen. Dofir an deem Sënn e Merci. Mä de Verdeelungsschlëssel ass net esou einfach ze realiséieren. Et ass eng gutt Iddi, mä si ass net politesch einfach ze realiséieren.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här Kersch. Dat war mer och bewusst. Mir si jo elo schon an aneren Dossieren, wou mer soen: „Mir huelen den éischte Vott an da kréie mer den zweete Vott net, da muss mer den zweete Vott no dräi Méint maachen“, an engem Dossier, deen lech jo gutt bekannt ass. D'Méiglechkeet besteet jo awer och, wann de politesch Wëllen do ass, och emol eng Kéier dann ze soen zum Statsrot: „Et ass ganz gutt gemengt“, mä et kann ee sech awer driwwer ewechsetzen, fir et elo emol da méi pejorativ ze soen.

(Interruptions)

Da wollt ech awer nach eng lescht Remarque maachen, dat ass déi: Gëschter huet d'Europäesch Kommissioun de Sozialpakt virgestallt. An ech wollt do en Appell maachen - ech hunn haut de Moie schon d'Kommentare vun Här Aarbechtsminister gelies -, mä dass et vläicht net schlecht wier, wa mer eng Debat géifen an der Chamber doriwver féieren, oder ob do vun der Regierung geplangt ass, dat fir d'Éischt a Chamberskommissiounen ze maachen. Mä et wier wichteg, dass mer dat Thema vun sozialen Europa, wat awer beim Imageschued, deen Europa huet, vläicht kann dozou bäidroen, dass den Imageschued mander gross ass, dass mer och do eng Debat, sief et hei an der Chamber, sief et och nach, wann et erwünscht ass, fir d'Éischt virbereet an enger Kommissioun, duerno en Debat heibanne féieren, wéi et soll mat de Sozialschlëssele virgoen.

An elo ginn ech ganz rose gekuckt vu mengem Kolleeg, deem ech d'Riedezäit elo erëm ferm diminuéiert hunn. An dofir géif ech nach eng Kéier Merci soen an en Appell maachen, dass mer awer wierklech nodenken iwwert d'Riedezäit beim Débat sur l'état de la nation - ech weess, wéi dat geet mat de Modeller -, mä ob mer bei esou Saachen do net nach verschidde Annerunge misste maachen.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Spautz. Ech wollt just vläicht op déi lescht Suggestioun hin, déi den Här Spautz gemaach huet, lech informéieren, dass mer de Moie schon d'Initiativ geholl hu bei der Maison de l'Europe, fir d'Madamm Thyssen, déi zoustännege Kommissärin, an d'Chamber ze invitieren, fir dee Programm vun der Kommissioun virzestellen. Well d'Kommissioun jo de Kontakt mat de Parlamentarier sicht, mengen ech, wär dat eng sënnavoll Initiativ. Ech hunn och an deem Sënn mam Aarbechtsminister geschwat, fir dass mer deen Echange hei kënnen kréien.

Merci.

Voilà, dann huet d'Wuert elo direkt deen zweeten ageschriwwene Riedner: den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, vläicht eng allgemeng Remarque, ier ech zu mengen zwee Sujete kommen, déi ech nach wëllt méi breet diskutieren, näamlech d'Aarbechtsbedéngungen an der Digitaliséierung an de Logement.

De Premier huet et gesot: Lëtzebuerg ass en attraktiv Land. An ech loosse mer déi Meenung, déi ech och deelen, net hei futtimaachen, weder vu Commentairen, déi een an de soziale Medien, nach vu Commentairen, déi ee bei verschidde Mediegesellschaften ka liesen, wou ee mengt, wann een dat liest, dass déi Leit an engem anere Land wunne wéi dat Land, wou ech dra wunnen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Et kritt een heiansdo d'Impressioun, dass hei an deem Land wierklech alles, alles schlecht wär, dass et hei iwwerhaapt näischt Guddes méi géif ginn an dass een hei géif lieue wéi an engem Drëttweltstat. Ech fannen, dat ass absolut net de Fall. A wann een e bësse ronderëm kucke geet an e bësse ronderëm lauschtere geet an déi aner Länner, da gi mir als e ganz gutt an e ganz attraktiv Land, als e Land, an deem et sech gutt lieue léisst, ugesinn. An ech fannen dat och gutt esou.

Ech wär och frou, wa mer hei an deem Plenum géifen ophale mat der Schwarzmolerei a mat deenen Diskussiounen, fir alles hei schlechtzerieden.

Jo, et kann een hei och kritiséieren. Dat dierf een. Dat ass och d'Recht a souguer d'Flicht vun

enger Oppositioun. Mä et soll een awer och dat soen, wat awer och richtig ass. Et soll een awer och soen, dass, wann et eis hei gutt geet... An ech muss och soen: All Respekt fir den Här Wiseler, deen huet dat och e puermol gesot, dass et an eisem Land och gutt Saache gétt, dass et eis och gutt geet! Et soll een dat awer, mengen ech, och ervirhiewen, dass et an eisem Land wierklech sech gutt...

(Interruption)

...lieue léisst an dass et hei net d'Diskussioun, ob d'Glas hallef voll oder hallef eidel ass, mä d'Glas ass dräi Véierels voll an ee Véierels kéint een nach besser maachen. Domat ginn ech lech alleguerte ganz gär recht. Dee Véierels, deen, mengen ech, gétt och probéiert esou vill wéi méiglech (veuillez lire: ze verbesseren), duerch all déi Initiativen, déi d'Regierung hält an déi och vun der Majoritéit ënnerstëtzt ginn. Mä kommt, mir halen dach op mat där Schwarzmolerei!

„Die Geister, die ich rief“, wëll ech just dobäi ernimmen. Déi, déi déi Schwarzmolerei hei ëmmer matdroen an och mat ënnerstëtzen, déi si bei all Majoritéit do, ech wëll lech dat just soen, egal wéi eng Säit dass d'Politik hei mécht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu menge richtigen Themen: Liewen, fir ze schaffen, oder schaffen, fir ze liewen? Fir mech ass et kloer, dass et éischter an d'Tendenz muss goen: Ech schaffen, fir ze liewen. Well d'Zil vun engem sengem Liewe kann net sinn, nëme mussen ze schaffen.

D'Tendenz geet och kloer an der leschter Zäit, an och scho virdrun, op Aarbechtszäitverkierzungen, fir dass d'Leit mander schaffen a méi Fräizäit hunn. Dat ass eng logesch Fuerderung. A wann ee gesäit, dass d'Produktivitéit an d'Luucht geet, ass et och wichteg, dass een en contrepartie d'Bedierfnis muss stellen, fir och do méi Liewensqualitéit ze assurieren.

D'Gläichgewicht tëscht dem Beruff an dem Privatlieue spillt och ëmmer méi eng grouss Roll. An duerch d'Globaliséierung hunn d'Ufuerderungen un d'Entreprisë sech geännert. Déi mussen kuerzfristeg méi séier a méi performant reagieren op Demanden. Do ass eng méi grouss Reaktivitéit gefrot an och méi eng grouss Flexibiliséierung. An déi Flexibiliséierung, déi därfer net nëmme an eng Richtung goen, an dat huet d'Regierung an deene leschte Gesetzer, déi dorëms sech gehandelt hunn, och ganz kloer gesot an och ganz kloer gemaach.

D'Digitaliséierung, déi kann natierlech mat sech bréngen, dass Aarbecht a Fräizäit net ëmmer méi kloer ze trenne sinn, well d'Grenze verwëschen hei. Computer a Smartphone maachen, dass ee praktesch ëmmer an iwwerall erreichbar ass. An d'Bestriewung vun der LSAP, déi ginn an déi Richtung, dass déi Entwécklung vun der Digitalisatioun a vun der Robotisatioun muss begleet ginn. Si ass kaum méi opzehalen an duerfir muss mer suergen, dass d'Rechter vun de Salarieen, hiert Privatlieuen, hir sozial Ofsécherung garantéiert ginn a mat deser Entwécklung Schrëtt halen. Déi Rechter mussen dann och ugepasst ginn, jee nodeem wéi sech déi Digitaliséierung dann och entwéckelt.

An ech si frou, dass de Premier gesot huet: „Mir wëllen net passiv nokucken an deem Domän, mä matgestalten, fir dass mir eis Zukunft an eisen Hänn hunn.“ Dat ass absolut genau a ganz richtig. An duerfir kann ech do der Regierung och nëme felicitieren.

Op där enger Säit hu mer e Spannungsfeld tëscht dem techneschem a wirtschaftlechem Fortschritt an op där anerer Säit hu mer d'Aarbechtskonditiounen. D'Digitaliséierung ass also Chance a Risiko gläichzäitig. Wichteg ass, dass mer dee Prozess, dee längst ugefaangen huet, richtig begleeden. D'Regierung an d'Sozialpartner mussen sech zesummendinn an zesumme kucken, wat d'Erausforderunge sinn, a sech dann ebe Strategie gi fir eben d'Virbereedung op déi Weiderentwécklung an d'Begleedung vun deser Entwécklung.

D'Globaliséierung an d'Digitaliséierung, dat ass jo kee Selbstzweck. Et dierf op alle Fall net reng au service vun der Economie sinn a muss au service vun de Salarieen, de Familljen an dem Gemengwuel sinn. Mander schaffen an net mander verdéngen, mander schaffen zum selwechte Salaire, dat ass d'Chance, déi mer hei kréien. An déi Chance solle mer och nëtzen. Déi sozial Facteuren, déi mussen een natierlech hei onbedéngt berücksichtegen. An et kann ee sech bal net virstellen: mander schaffen a grad datselwecht verdéngen. Dat klängt vläicht fir deen een oder deen aneren e bësse komesch, et kann ee sech dat net richtig virstellen - das ist aber so.

Ech si frou, dass d'Regierung dee Prozess do ugefaangen huet an deen och wëllt mat begleeden.

Kloer ass, dass d'Digitaliséierung d'Aarbechtswelt weider wäert veränneren. Eng ganz Partie Aarbechtsplaze wäerten ewechfalen. Et wäerten awer eng ganz Partie neier entstoen. An do mussen d'Schoul an eise Schoulsystem deem Rechnung droen an déi néideg Kompetenze méi staark an de Vierdergrond stellen. Eng Section I, wéi vum Premier hei gesot ginn ass, dass se géif kommen, ass u sech e richtige Wee, kënn vläicht e puer Joer ze spéit, mä ëmmerhi kënn se elo. An des Regierung huet déi Initiativ geholl, fir dat ze maachen. Dat ass och gutt.

D'Fro ass awer, ob eise Schoul- an eisen Educatiounssystem, eis Enseignant an eis Educatoren op déi nei Erausforderung och esou preparéiert sinn, wéi se dat misste sinn. Si se sech däärs bewusst, wat do alles op se duerkënn? Dat ass à voir. An et ass och, fir do déi Leit da richtig ze encadréieren an och d'Weiderbildung op deem Punkt do ze erméiglechen. D'Weiderbildung an e liewelaangt Léieren, déi spillen eng essenziell Roll. All Berufsbiller mussen sech bestännege virunentwéckelen. Déi schaffend Leit mussen d'Méiglechkeet kréien, sech un déi nei Entwécklung unzepaszen.

Et ass net méi esou, dass een, wéi dat fréier war, an d'Schoul gaangen ass an duerno 40 Joer a sengem Beruff geschafft huet, ouni eng Weiderbildung ze maachen. Dat geet haut net méi. An dat wäert an Zukunft och ëmmer mander goen, wou d'Delaien tëscht der Formation an der Weiderbildung ëmmer méi kuerz wäerte mussen ginn, well d'Entwécklung ëmmer méi séier ass. Duerfir mussen och d'Enseignant oder déi, déi eben eppes enseignéieren, sech och do upassen.

Berodung, Begleedung, Weiderbildung, Ëmschoulung, och dat sinn alles Saachen, déi ëmmer, ëmmer méi wichteg ginn.

Do kann ee sech dann och d'Fro stellen, ob een net misst sech Gedanke maachen iwwert d'Afféierung vun engem allgemenge Recht op Weiderbildung, op Berodung. Misst dat net gesetzlech verankert ginn? Et gétt do verschidde gesetzlech Mesuren, mä en allgemengt Recht op Weiderbildung gétt et net. An dat kéint een an engem Compté Formation continue am Laf vu senger Carrière dann och esou festhalen.

Ganz besonnesch am A muss een dann déi sozial Aspekter halen am Kader vun der Digitaliséierung. D'Aarbecht fonctionnéiert haut schon net méi esou wéi nach virun enger Rei vu Joren. A mat der Digitaliséierung wäert se an engem aneren Aarbechtsverhältnis oflafen.

Eng vun deene Konklusiounen vun der Digitaliséierung kéint sinn, dass et méi Selbstständigkeit kéint ginn. An et muss een duerfir awer oppassen, dass mer net an eng Scheinselbstständigkeit kommen. D'Konditiounen vun der Selbstständigkeit mussen deemno verbessert ginn, mussen eng besser sozial Ofsécherung fir déi Leit schafen an och méi Rechter schafen. Mir mussen awer oppassen, dass mer do net op de Wee gi vun engem Opweeche vum Aarbechtsrecht. Dat gétt eng Gratwanderung, déi ee muss gutt hikréien, ëmmer wann ee sech d'Recht vun de Salarieen an de Vierdergrond muss stellen.

D'Fro vun enger Tax op Robotere muss och duerfir gestallt ginn. An do huet d'Mady Delvaux jo och en exzellente Rapport gemaach. Et ass och eiser Meenung no richtig, dass een net d'Aarbecht nëme vun de Salarieen muss besteieren. Mat de Suen, déi een also bei der Taxe robots kéint mat erahuelen, kéint een zum Beispill weider d'Weiderbildung an d'Ëmschoulung finanzieren.

An ech wëllt och ganz kuerz op dat, wat den Här Spautz gesot huet, op deen europäesche Volet agoen, op dat, wat gëschter virgestallt ginn ass vun de soziale Piliere. Ech kann och nëme fir d'Initiativ felicitieren, dass mer d'Madamm Thyssen wäerten heihinnerrufen, fir iwwert déi sozial Piliere hei kënnen ze diskutieren an dann och am Parlament doriwver da kënnen ze schwätzen.

Mäin zweeten Thema, dat ass de Logement. Eise Succès vun eisem Land ass och en Deel vun eisem gréisste Problem, näamlech dem Wunnengsbau an de Wunnengspräisser, an dat besonnesch fir déi kleng an déi mëttel Revuen. Den Emploi, dee geet an d'Luucht. All Joer kommen 10.000 Leit méi an eise Land wunnen. Alleng an de leschte sechs Joer waren et 74.000 Leit. Dat mécht, dass d'Demande vu Wunnenge klëmmt an dass d'Offer leider awer net nokënn. Den Nachholbedarf ass do enorm grouss.

Ech wëll och heimadder soen, dass dat net e Phenomeen ass, deen eréischt säit 2013 esou de Fall ass, mä dass mer schon eng Progressioun vu 14,3% haten an de Joren 1991 bis 2001. Do hate mer eng Progressioun vu 14,3%. Mir haten eng Progressioun vun 2001 op 2011 vu 16,6%. A vun 2011 bis 2017 elo hu mer eng Progressioun vu 15,2%. Et ass also



kee Phenomeen, deen eréischt mat där neier Regierung opgetaucht wär, mä et ass e Phenomeen, dee scho säit 20, 30 Joer an deem Land ass. An déi Evolutioun, déi ass leider net richtig gedeit ginn, an elo muss mer der Entwécklung hannendrunlafen. Dës Regierung probéiert, dat esou gutt ze maachen, wéi et méiglech ass. Mä den Alex Bodry huet et gesot: Mir hunn hei keng Patentléisung, fir der Problematik vum Wunnengsbau entgéintzewierken. An et muss een de Leit do och d'Wourecht soen.

An all zesumme misste mer iwwert déi Proposen, déi den Alex Bodry gëschter gemaach huet, hei nodenken: iwwert d'Loyersbrems, iwwert d'Präisbrems vun den Terrainen, fir d'Spekulatioun ze ennerbannen, an awer och fir Sanktiounen ze schafen, déi vläicht weidinn, déi vläicht net esou populär sinn, déi awer sécherlech hir Wierkung hätten. An hei muss ee jo och net d'Partikularinteressen an de Verdergrund stellen, mä d'Allgemengwuel. Dat ass d'Roll vun deem Haus an et ass och d'Roll vun der Regierung.

Méi radikal Mesurë géife wahrscheinlech méi Resultater bréngen. Mä kréie mer hei an deem Haus e Konsens? Déi Fro, déi muss awer emol nach gestallt ginn. Mir müssen näamlech an eise Käpp da verschidden Hiewelen ëmleëen, fir dass mer nei Weeër kënne goen an deem Domän.

U sech misst d'Diskussioun iwwert de Logement sech mat eisem Liewensstil befaassen. Lëtzebuerg ass e Land vun Eegentumsbesëtzer. Op 75% vun eisem Bauland - op 75% vun eisem Moyenne vu 5,6 Ar den Terrain. An der Moyenne huet e Stot 52 m² pro Persoun zu senger Dispositioun. Eis Gewunnechten, eis Virstellung vum Wunnen hu sech an deene leschte Joren op ëmmer méi grouss an ëmmer manner zesummen entwéckelt. Dës Entwécklung muss een och kënne a Fro stellen.

Misst een net aner Wunnformen ënnerstëtzen, déi d'Zesummeliewe méi förderen, wéi Wunnengsgemeinschaften fir jonk Leit, mä och fir Leit, déi am Alter sinn? Den Alex Bodry huet do eng Question élargie am Dezember 2016 gestallt. An de Minister Hansen hat am Januar gesot, si géifen och kucken, ob mer dat Gesetz vun der Locatioun vun 2006 net kéinte punktuell verännere, wat d'Colocatioun ueget. An ech wär och frou, wa mer déi Aarbechten eng Kéier zur Konkusioun hei am Parlament kréichen.

Misst een net och Promotioun maache fir Leit, déi alleng oder zu zwee an engem Haus wunnen, dat hinnen, wéi si selwer soen, vill ze vill grouss ass, fir deenen eng Méiglechkeet ze ginn, eng nei Wunneng ze kafen, an dat vläicht iwwer steierlech Mesuren oder d'Reduktioun beim Enregistrement beim Kaf vun engem Zweetwunneng, a soumadder neie Wunnraum schafe fir Leit, déi zu méi an engem Stot sinn?

Ausserdeem si mer der Meenung, dass d'Subvention loyer nach net dee gewinnnen (veuillez lire: gewünschten) Erfolleg huet, dee mer eis virgestallt hunn. Et misst een éischtens, menge mer, méi Promotioun maachen, an zweetens och - an dat ass mengen ech dat méi Wichteg an ech géif dat och dem Här Hansen gär mat op de Wee ginn - d'Berechnungsmethodologie vun der Subvention loyer nach eng Kéier iwwerkucken, fir dass och méi Leit a virun allem déi richteg Leit, déi, fir déi dës Mesur geduecht ass, kënne dovunner profitéieren.

Den Alex Bodry huet och nach gesot, de Pacte Logement dierft net nëmme eng finanziell Mesur sinn, mä dat misst e richtege Pakt tëschent der Gemeng an dem Stat sinn, fir dat richteg Bauland ze erschléissen. Dat, wat Sënn mécht: dat, wat Sënn mécht no der Landesplanung, an dat, wat Sënn mécht an Hisiicht op eng reell Dezentralisatioun.

Den Droit de superficie, d'Emphyteose, och dat si Weeër, déi misste méi promovéiert ginn, virun allem, fir d'Spekulatioun op den Terrain esou vill wéi méiglech ewechzehuelen. An do bräichten d'Gemengen dann awer och méi Moyenen, fir kënne op dee Wee do ze goen.

Soulaang de Logement 30% bis 50% an heiansdo, wéi bei deene kleng Revenuen, nach méi Prozent vum Loun ewechhëlt, bleiwen an deem Land vill aner Diskussiounen ëmsoss, well d'Wunnen einfach ee vill ze vill dominante Facteur an eng vill ze vill predominant Preoccupatioun fir eis Bierger ass a vill ze vill vum Revenu doranner verluer geet. Do ass wierklech menger Meenung no ee vun deene gréissten Hiewelen, déi mer mussen bewegen, fir dass et an deem Land e ganz Stéck besser geet, fir hei ze wunnen.

Ech soen lech Merci, dass Der mer nogelauschert hutt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Engel. Als nächsten

ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Lex Delles. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lex Delles (DP).** - Merci villmoos, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, egal ob ekonomesch Erausforderungen ewéi d'Diversifikatioun vun eiser Economie, d'Digitalisatioun oder gesellschaftlech Erausforderungen ewéi d'Integratiounsaarbecht oder d'Bekämpfung vum Jugendchömage, eis Schoule spillen iwwerall, an alle Beräicher eng wichteg Roll. Et ass oft an der Schoul, wou d'Kanner eng éischte Kéier openeentreffen, wou si zesumme spillen, sech austauschen, mateneen a vunenee léieren. Et ass an der Schoul, wou si Interesse fir sech entdecken an déi och verdéiwe wëllen. Et ass och do, wou si sech duerch eng Ausbildung op d'Aarbechtswelt an domat op hir beruflech Zukunft virbereeden.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis Schoulpopulatioun huët sech an deene leschte Jore staark verännert. Eise Schoulhaff gläicht kaum méi deem vu fréier, op deem nach bal all Kand scho vun doheem aus Lëtzebuergesch konnt. Dat stellt natierlech net nëmme immens Uspréich un eis Schoul, mä virun allem och un eis Enseignanten, déi et mussen fäerdegbréngen, Kanner mat ganz verschiddene Kulturen an Hierkonften zesummenzebréngen an an eis Gesellschaft ze integréieren.

Jo, eis Schoule si méi heterogen ginn a si soumat e Spiegelbild vun eiser Gesellschaft. De Premierminister huet et ugeschwat: Haut sinn et praktesch d'Halschent vun de Kanner, déi e Migratiounshannergrond hunn, 2003 war dëst just en Drëttel. Dat ass keen neie Constat, d'Fro ass vill méi, wéi mer dorop reagéieren. Maache mer zwee Aen zou a fueren esou weider wéi bis elo? Oder probéiere mer, duerch nei Bildungskonzepte eise Schoulen en neie Wand ze ginn a geziilt do unzepakten, wou de Schong dréckt?

Leider ass näamlech genau déi Diversitéit, déi eis Gesellschaft esou auszeechent, nach ëmmer Ursprung vun enger ganzer Rei Differenzen an der Schoul. Besonnesch d'Sproochbarrière bereede ville Schüler nach ëmmer Problemer. Bei verschiddene Kanner ginn dës Problemer souguer heiansdo esou wäit, dass se an Ängshten an Zweifel iwwerginn, déi si duerno bis an d'Beruffsliewe begleeden. Et kann een et och verstoen: Wann ee bis richteg de Latz oder d'Flemm mat enger Saach huet, da gëtt et mat de Joren ëmmer méi schwéier, sech duerfir ze begeeschteren an et kann zu engem regelrechte Blockage féieren. Dat ass bei de Sproochen och net anescht.

D'Regierung wëllt dee Problem ab dem Hierscht nach vill méi geziilt un der Wuerzel upaken an d'Aart a Weis, wéi d'Kanner un d'Sproochen erugefouert ginn, änneren. Mir wëlle keng Schoul méi, an där Kanner weinst verschiddene Mammesproocher vu virera benodelegt ginn. Mir wëllen eng Schoul, déi esou séier wéi méiglech integréiert, amplaz duerch d'Sproochbarriären ze separéieren. Mir wëllen déi nämlech Startchancé fir all Kand.

Madamm Presidentin, dat bréngt mech bei déi nei qualitativ, méisproocheg Kannerbetreierung. Et gëtt am Moment kaum e schoulescht Thema, iwwert dat méi an de soziale Medien a Fore geschwat gëtt wéi iwwert d'Kannerbetreierung. Déi eng kënnen et kaum erwaarden, bis et lassgeet, déi aner ginn dat Ganzt méi skeptesch un. Ech wëllt duerfir am Numm vu menger Fraktioun nach eng Kéier e puer Saache kloerstellen:

Éischtens, déi méisproocheg Kannerbetreierung ass keng Virbereedung op eng zukünfteg Alphabetisatioun op Franséisch. Dat gëtt zwar vu ville Säiten ëmmer behaupt, et ass awer falsch.

Et stellt een allerdéngs fest, dass soubal een d'Stéchwuert franséisch Alphabetisatioun an de Mond hëlt, d'Leit oft zesummenzucken. Dat ass a mengen Ae ganz interessant, well et ass genau dat Gefill an d'Gefill vun der Onsécherheet an och vläicht vun der Ängscht, dat de Minister Claude Meisch behiewe wëllt. D'Kanner vun engem bis véier Joer sollen näamlech deemnächst spilleresch, ouni Drock an Zwang an eist méisproocheg Umfeld gewinnt ginn. Si sollen en natierlechen an entspaanten Émgang mam Franséischen a mam Lëtzebuergesch entwéckelen, ier se risquéieren, Sproochbarriären ze entwéckelen, déi si während hirer ganzer Schoulcarrière wäerte begleeden.

Zweetens: D'Kanner ginn net iwwerfordert. Et liest een oft, dass d'Kanner mat der neier Offer keng Kanner méi dierft sinn, dass si schonn an der fréister Kandheet mat Friemsproochen iwwerfordert géifen. Och dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass net wouer.

D'Kanner léieren an de Crèche keng Sproochen, si entdecker se. Et geet drëm, d'Kanner op eng spilleresch a kandgerecht Aart a Weis duerch kuerz a geziilt Aktivitéiten an déi zwou Sproochen erunzeféieren, ouni Drock an no hirem Rhythmus.

Madamm Presidentin, ech wëll drop hiweisen, dass och haut schonn emol en „Frère Jacques“ oder en „Alouette, gentille alouette“ an der Crèche gesonge gëtt. Souwäit ech weess, huet dat bis ewell nach kee gestéiert. Dat Eenzegt, wat elo ännert, ass vläicht, dass dat elo bei de verschiddenen Aktivitéiten méi systematesch geschitt, mä nach ëmmer op eng spilleresch a kandgerecht Manéier,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Lex Delles (DP).** - ...net méi an net manner.

„Méi Franséisch heescht manner Lëtzebuergesch“, och dat liest een an héiert een ëmmer erëm, mä och dat ass falsch.

Am Géigendeel, d'Kannerbetreierung funktionéiert an déi zwou Richtungen: Net nëmme kréien d'Kanner, déi Lëtzebuergesch doheem schwätzen, méi fréi e Gefill an d'Ouer fir d'Franséisch, och kënnen déi Lëtzebuergesch Sprooch a Crèche eran, wou bis elo nëmme Franséisch geschwat ginn ass. De Stellwäert vum Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch gëtt also nach eng Kéier verstärkt. Dëst mécht et fir vill Kanner duerno méi einfach, sech an eiser Gesellschaft ze integréieren a spéider am Cycle 2 op Däitsch liesen a schreien ze léieren.

Véiertens, ech kommen op dat zréck, wat d'CSV schonn eng Kéier hei op der Tribün behaupt huet: d'Regierung géif mat deem Sproochkonzept e gesellschaftlecht Experiment op Käschte vun de Kanner maachen.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Ech fannen dat schonn erstaunlech. Ech froe mech, wéi een dat dann nennt, wat aktuell sproochentechnesch an eise Betreierungsstrukturen ugebuede gëtt, a wien d'Méiglechkeet gehat hätt, eppes dorun ze änneren. Wa kee Franséisch an eng Crèche gehéiert, firwat héiert een dat dann haut nach ëmmer? A verschiddene Crèche gëtt souguer nëmme Franséisch geschwat, kee Wuert Lëtzebuergesch. Dat ass fir mech schwéier novollzéibar, op där enger Säit vu gesellschaftlechen Experimenten ze schwätzen an op där anerer Säit awer kee Sproochkonzept um Dësch leie gehat ze hunn an nach ëmmer net ze hunn. De Minister Claude Meisch huet an deem Kontext schonn eng Kéier vun engem „Wildwuchs“ an de Crèche geschwat, an ech mengen, dat trifft et och hei op de Punkt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat d'Kannerbetreierung ueget, wëllt ech nach ee leschte Punkt uschwätzen a mech op dat bezéien, wat e grouse Virdenker, jo, quasi e Pionéier an der Matière schonn 2008 gesot huet, an ech zitieren: „A terme ass et fir mech souwiesou kloer, dass d'Kannerbetreierung zu Lëtzebuerg muss gratis ginn.“ Voilà! Dat war kee Geréngere wéi de Jean-Claude Juncker, den deemolege Premier, genau op deser Plaz a senger Ried zur Lag vun der Natioun.

(**Brouhaha**)

Ech hu mer och nach eng Kéier hire Wahlprogramm erausgeprint, an do steet dran am Kapitel „Kanner kréien ass eng Freed, eng Beräicherung“, dass: „Eine Gratisbetreierung und -erziehung aller Kinder bleibt unser langfristiges Ziel.“ Dat war 2009.

► **Une voix.** - Ah, très bien!

► **M. Lex Delles (DP).** - CSV-Wahlprogramm.

(**Brouhaha**)

Elo kann een...

(**Interruptions**)

Et muss ee soen, et war en „langfristiges Ziel“. An dorop kommen ech: Genau 2009 war et an hirem Wahlprogramm; do kann ee soen, dass bal zéng Joer drop net laangfristeg genuch ass! Vlächht hu se sech dat anescht virgestallt. Den CSV-President huet am leschten „Background“, wann ech et richteg verstanen hunn, an deem Dossier eng 180-Grad-Kéier gemaach. D'Fro stellt sech just: Firwat? Vlächht ass et eng Fro vu Majoritéit/Oppositioun oder d'Fro, wéi laang dass „laangfristeg“ eigentlech dauert. A wann et hinnen no géif goen, misste mer dann nach méi laang domadder waarden.

D'DP stoung a steet op alle Fall nach ëmmer fir eng Politik am Sënn vun de Bierger, fir eng Politik, déi de gesellschaftleche Realitéit vun haut Rechnung dréit. Wann ëmmer méi Eltere wëllen, wann net souguer mussen zu zwee schaffe goen, da muss d'Politik hinnen dobäi hëllefen an eng qualitativ Offer schafen, déi hire Besoinen entgéintkënn. Dat ass beim neien, méi flexibele Congé parental geschitt, deen et villen Elteren erlaabt, méi Zäit mat hirer Famill ze verbréngen, an dat geschitt och elo mat der méisproocheger Kannerbetreierung.

D'Caritas gesäit dat an hirem leschte Sozialalmanach iwwregens genau esou. Si leet grouse

Wäert drop, d'Elementer vu Gratisbetreierung weider ausbaue mat dem Zil, dass enges Daags déi ganz Kannerbetreierung ass een Deel vun eisem Educatiounssystem genausou gratis ass wéi haut déi traditionell Schoul.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie.* - Très bien!

► **M. Lex Delles (DP).** - Anerersäits wier d'Noutwendegkeet vun enger héich qualitativer Kannerbetreierung nach ëmmer wichtig. An anere Wieder, et ass eent zu eent dat, wat mat deser Reform geschitt: Minimum 20 Stonnen d'Woch fir all Kand tëschent engem a véier Joer, an dat iwwregens 46 Wochen am Joer. Fir Kanner aus méi sozial schwache Famillje kënnen dëst bis zu 30 Stonne ginn.

Konkret bedeit dat fir eng Famill mat zwee Kanner an der Crèche eng Entlaaschtung tëschent 3.000 a 5.000 Euro d'Joer, also ëmmerhi mindestens 250 Euro Entlaaschtung de Mount. Dat ass eng héich qualitativ Offer, en Invest an d'Zukunft, wou ee spéider dat Villfacht vun Zënse erëmtritt.

Ech widerhuelen et och ganz gären: Mir sinn der Meenung, dass d'Kanner sollte méiglechst fréi un eis natierlech Méisproochegkeet an domat un eis Gesellschaft erugefouert ginn. Mir si fir eng kandgerecht Virbereedung op eis Schoul, an där familiär, kulturell a sproochlech ënnerschiddlech Hannergrënn keen Ennerscheid méi dierfe maachen. Wéi gesot, mir wëllen déi nämlech Startchancé fir all Kand.

Här President, zur sozialer Kohäsion gehéiert och, wéi mer mat de Kanner ëmginn, déi et duerch verschidden Ursachen an eise Schoule méi schwéier hunn. Dëst ass eppes, wat dem Educatiounsminister besonnesch um Häerz läit, well et einfach eng Fro vu Gerechtegkeet ass. Egal ob Kanner mat spezifeschen oder ouni spezifeschen Besoinen, eis Schoul muss sech kënnen upassen un all Kand an em d'Méiglechkeet ginn, sech an deene beschte Konditiounen ze entwéckelen.

An Zukunft wäert d'Reform vun der Ediff et erlaben, Kanner mat spezifesche Besoinen besser an de Schoulen ze betreien. Dëst soll individuell an dem Kand senge spezifesche Besoinen ugepasst souwuel op lokalem, regionalem wéi och op nationalem Niveau kënne geschéien. Zudeem gesäit d'Regierung e Rekrutementsprogramm vir, fir dee ganze sozioeducative Secteur opzewärten. Ganzer 350 nei Poste sollen an deem Secteur geschafe ginn. Eleng dës Zuel, zesumme mat de strukturelle Verbesserungen, weist, dass de sozioeducative Beräich eng absolutt Prioritéit vun deser Regierung ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Lex Delles (DP).** - Här President, de Premier huet gëschter och d'Modernisatioun vum Lycée ugeschwat. Duerch d'Konzept vun ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler solle méi geziilt Potenzial fräigesat an Talenter geförder ginn. D'Lycée sollen duerfir an Zukunft selwer hire pädagogesche Programm ausschaffen, deen hirer Meenung no am beschten op hiert Schülerprofil passt. D'Schüler solle sech net méi der Schoul upassen, mä d'Schoule sech den Talenter an den Interesse vun de Schüler upassen. Méi Autonomie fir d'Schoulen ass heibäi d'Stéchwuert.

Eppes, wat fir d'DP och op kee Fall méi kann esou bleiwen, wéi et ass, ass, dass mer versichen, déi schoulesch Erausforderunge vu muer mat de Léisunge vu gëschter ze léisen, dass mer versichen, d'Schüler op eis Vergaangenheet amplaz op hir Zukunft virbereeden, dass mer probéieren, mat jorzéngentale Bildungskonzepter, déi wuel hiren Déngscht gelescht hunn, d'Erausforderungen an d'Chancé vu muer wëllen uzegoen.

Mä, Här President, mir brauchen eng modern Schouloffere, déi un d'Realéit vun eiser heiteger Gesellschaft ugepasst ass, déi der Wirklechkeet entsprécht an déi op d'Beruffer vu muer virbereet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zäite vu Griffel a Schifertafel si scho laang eriwuer, innovativ an intuitiv Léiermethode sinn d'Zukunft. D'Schouloffere op déi zukünfteg Demande vum Aarbechtsmarché auszeriichten, heescht, op Beräicher ze setzen, déi eng Zukunft hunn. Abee den digitale Beräich huet net nëmme eng Zukunft, et ass d'Zukunft. An dat ass gewëss.

D'Regierung huet et net verpasst, och d'Schoul op den Zuch vun der digitaler Welt ze setzen. Nei technesch Léiermethode sollen d'Coursé méi innovativ an och lieweg gestalten, d'Schüler motivéieren a gläichzäitig eng Bréck



zu eiser ëmmer méi digitaler Aarbechtswelt bauen. Heibäi steet déi nei Section I, wéi se scho vu mengem Virriedner ugeschwat ginn ass, natierlech am Mëttelpunkt, wou d'Schüler geziilt op e Studium am digitale Beräich preparéiert ginn. Am September wäerte scho ronn 50 Schüler vun dëser Offer profitéieren.

Mä och soss deet sech an eise Schoule vill an deem Beräich. Jo, eis Schoulen a Klassen ginn ëmmer méi zum „2.0“. Net zulescht, well d'Regierung de Schüler eng Offer bitt. Zum Beispill hunn de Moment ronn 93.000 Schüler fräien Zougang zu allen Office-365-Programmer. Et sinn 30 Terabyte an der OneDrive Cloud gespeichert, op déi d'Schüler vun iwwerall kënnen zougräifen. 7 Lycéien hunn am Ganzen 48 sougenannt „lpad-Klassen“ mat 833 ageschriwwene Schüler. 32 Lycéien benotze mëttlerweil Onlineklassebicher. A 4.831 Schüler aus der Grondschoul a 426 Schüler aus dem Lycée benotzen d'App MathemaTIC.

Dat sinn e puer Zuelen, déi weisen, dass d'Regierung op déi nei an zäitgeméiss Medie setzt, fir Léierinhalte a Wëssen ze vermëttelen. Wéi gëschter ugekënnegt, wëll d'Regierung dat Engagement jo nach eng Kéier verstärken. D'Schüler aus dem Secondaire sollen d'Méiglechkeet kréien, en Tablet zu besonnesche Konditiounen ze kréien, fir dësen am Schoulalldag ze gebrauchen. Dat ass keen „nice to have“, fir an der Schoul op Facebook ze goen oder „Angry Birds“ ze spillen. Neen, et ass de Schoulsak vu muer, e Schoulsak vu 500 Gramm mat alle wichtegen Informatiounen, Stonnepläng, Bicher a schoulesche Projeten. D'Regierung setzt a mengen Aen heimat e kloert Zeechen a puncto innovativ, modern a vernetzt Léiermethoden. An dat begrësse mir ausdrécklech.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, en anere Punkt, op deen ech am Volet Cohésion sociale wëllt agoen, ass den neie REVIS an d'Bekämpfe vun der Kannerarmut. 2015 louch de Risiko, an d'Kannerarmut ze rutschen, bei Kanner vun 0 bis 17 Joer bei 21,5%. Bei monoparentale Familljen ass de Risiko nach eng Kéier méi héich, nämlech bei 44,9%. Dat sinn Zuelen, déi fir kee Land zefriddestellend kënnen sinn, a besonnesch net fir e Land wéi Lëtzebuerg. Deen neie REVIS gouf duerfir esou ausgerichtet, dass dës Familljen an Zukunft méi ënnert d'Aerm gegräff kréien. Dëst wäert besonnesch de Monoparentallen an de Groussfamilljen zeguttkommen.

De Sënn vum RMG däerf et net sinn, déi be- traffe Leit dauerhaft dovun ofhängeg ze maachen. Duerfir schafe mer mam REVIS positiv Incentiver, dass d'Schaffegoe sech och nees lount. Domadder stellt d'DP awer natierlech net de Prinzip vun der Solidaritéit a Fro, mä wëllt de betraffene Leit hëlfele, nees op ee- gene Been ze stoen.

Natierlech packt et awer net jiddwereen direkt op den éischten Aarbechtsmarché. Vill Leit sinn nach wäit dovunner ewech a mussen an enger éischter Phas emol stabiliséiert oder duerch sozial Mesuren ënnerstëtzt ginn. Hei wäert den Office national de l'inclusion sociale, den ONIS, gefuerdert ginn. Grad fir d'sozial Kohäsion ass et wichteg, dass déi Leit gehollef kréien, fir sech an der Gesellschaft nees erëmzefannen. Et geet och drëms, en Deel vun eppes ze sinn, sozial Kontakter ze fleegen, och nees e geregel- ten Alldag ze kréien.

Här President, d'Erausforderungen, déi an der leschter Zäit un eis Gesellschaft gestallt goufen, sinn immens grouss. Et ass der Politik hir Aufgab, dorobber ze reagéieren an Ongläich- heeten, sief et finanzieller oder sozialer Natur, esou gutt wéi méiglech auszegläichen. D'sozial Kohäsion ass kee Resultat, mä e permanente Prozess, fir d'Leit beieenezeréckelen, se ze integréieren an hinnen ze hëlfele, erëm Fouss an der Gesellschaft ze faassen. Wéi sot de Premier: „Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënsche gutt geet.“? D'DP wäert de Prozess an deem Sënn weider ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Delles. D'Wuert huet elo den Här Gérard Anzia fir déi gréng.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, Cohésion sociale et bien-être, do maachen déi gréng och zesumme wunnen, zesumme schaffen an zesumme liewen dru fest. E gesond Ëmfeld, doru mécht de Mënsch seng Liewensqualitéit fest, an zwar all Mënsch, onofhängeg vu sengem Nationalitéit an onofhängeg vu sengem Verdéngscht. A ganz sécher - virdrun ass et och scho gesot ginn - kënnen mer d'Problemer vun

haut net mat Léisunge vu gëschter meeschte- ren.

Ech wëll ergänzend zu der Interventioun vu menger Fraktiounspräsidentin, dem Viviane Loschetter, vu gëschter e bësse méi spezifesch op de soziale Volet vun der Erausforderung vun der Politik agoen, där mir eis hei musse stellen. Am Sozialalmanach 2017 vun der Caritas ginn eng ganz Hällewull Themen opgeworf a grondleeënd Froe gestallt, vun deenen ech der e puer hei wëll opgräifen. Véier Punkten hunn ech mer rausgepickt, an zwar sinn dat déi folgend:

Wéi ass dann d'Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg? Wouru maachen ech se fest?

Wéi sollen a kënnen all déi Leit hei zu Lëtze- buerg wunnen oder Wunnraum fannen?

Wéi kann een d'Zesummeliewe verbessern?

Wat fir Piste gëtt et, fir méi nohalteg ze wirtschaften respektiv wat fir nei Wirtschaftsmodel- lere gëtt et an Zukunft?

Deen éischte Punkt wëll ech méi ausféierlech hei maachen an déi dräi lescht e bësse méi kuerz, well mer dozou nach wäerten deen een oder deen aneren Debat hei an dëser Chamber hunn, wou een da méi am Detail kann drop agoen.

Wouru maache mir zu Lëtzebuerg Liewensqua- litéit fest? Eng natierlech Ëmwelt, eng propper Loft a Waasser a gesond Liewensmëttel sti fir héich Liewensqualitéit. Duerfir ass et och ganz wichteg, eis Ëmwelt ze schützen an ze erhalen. An et ass och eng grouss Erausforderung, ze- mools fir Lëtzebuerg, wann een e Wirtschafts- wuesstum vu bal 5% huet an all Joer ëm déi 12.000 Aarbechtsplaze bäikommen an all Joer ëm déi 13.000, 14.000 Leit zousätzlech op Lëtze- buerg schaffe (veuillez lire: wunne) kommen. Duerfir brauche mer och ganz kloer déi Plan- sectorielle, fir dës Entwécklungen ze guidéieren an d'Entscheedung net ganz einfach op de Gemengeschëlleren ze loosene. Zu wat dat ge- fouert huet, dat kënnen mer jo haut all Dag fest- stellen an domat si mer alleguerten net zefrid- den. Duerfir ass et och gutt, dass dës Re- gierung mat dëse Plan-sectorielle elo an der leschter Ligne droite ass, fir dass se op den In- stanzeweie wäerte kommen.

Gutt ass och, dass mir d'Waasser schützen iwwert dat neit Waassergesetz, wou mer och déi Dréinkwaasserschutzzone festleeën, déi scho laang am Raum stinn. Well Waasser ass och ee Facteur, dee mat der Populatioun ze dinn huet, wou mer mussen dat grondsätzlech Gutt ebe sécheren an och déi Waasserversue- rung sécherstellen.

Wann ee propper Loft wëllt, da muss een och an den öffentlechen Transport, de Bus, d'Schinn, den Tram investéieren. Dat ass net nëmme gutt fir d'Ëmwelt, dat ass och e Facteur vu sozialer Kohäsion, vu sozialer Gerechteg- keet. Well gënschteg Transportmëttel an den öffentlechen Transport sinn ëmmer méi bëlleg wéi den Auto, gi Famillje mat manner finan- zielle Mëttelen och d'Méiglechkeet, schaffen ze goen, u Sport- a Kulturveranstaltungen deelze- huelen an d'Käschte vum Familljebudget méi niddreg ze halen. Duerfir ass et och ganz gutt, dass ee sech dat ambitiëst Zil gëtt, den „modal split“ ze erhéien. Och wann dat dem Här Wise- ler no utopesch ass, fir 40% öffentlechen Trans- port bis 2060 ze erreechen, dann ass dat awer och eng Fro vu sozialer Gerechtegkeet an net nëmme eng Fro vu Klima a Mobilitéit.

Zu Lëtzebuerg ass den Auto eben nach vill ze dacks e Statussymbol. Mä fir ëmmer méi Leit, fir ëmmer méi Stéit hei zu Lëtzebuerg gëtt en eng Belaschtung an duerfir musse mer, wéi virdu gesot, eben dës Alternative schafen, fir eis fir d'Zukunft fit ze maachen.

Vun enger gesonder Ëmwelt profitéiert all Mënsch indirekt oder och direkt, wann en Erhuelung an Entspannung an der Natur sicht. A souwäit ech weess, krut do nach ni een eng Rechnung geschéckt, an dat onofhängeg vum Verdéngscht, do gi keng sozial Ënnerscheeder gemaach!

Zur Liewensqualitéit gehéieren awer och ge- sond Liewensmëttel. An duerfir huelen ech ganz kuerz aus op d'Remarqué vum Claude Wiseler gëschter hei zur Deelëmstellung vum Bio an der Landwirtschaft.

► **Une voix.** - ...d'Madamm Hansen.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Jo, a vun der Madamm Hansen, déi dat gëschter och ge- maach huet.

Wa mer d'Zuele kucke vun de landwirtschaft- liche Betriber zu Lëtzebuerg, da brauch ee just déi vun leschte Joer ze kucken, déi publizéiert gi sinn: Dat sinn der nach 1.965, dat ass e Réckgang ëm 2,8% op d'Joer virdrun. Duerfir ass et, mengen ech, wichteg a sënnavoll, dass een an deem Secteur probéiert, d'Aarbechts- plazen ze erhalen.

An „Realitéitscheck“, wéi den Här Wiseler ge- sot huet: De Konsument ass prett, nohalteg a regional Produkter ze ënnerstëtzen an och ze kafen. Mir hunn zu Lëtzebuerg vill méi eng grouss Demande no Bioprodukter, wéi mer der hei zu Lëtzebuerg produzéieren. Dat ass e wirt- schaftlech Potenzial an et wär net sënnavoll, fir dat Potenzial net ze notzen. Duerfir begrësse mer och ausdrécklech, dass méi Fläche solle biologesch bewirtschaft ginn. An et gëtt och ganz kloer e soziale Problem an der Landwirt- schaft, an och do kann d'Biolandwirtschaft der- zou bäidroen, deen ze verminderen.

Reell ass nämlech, dass an der Landwirtschaft d'Bewirtschaftler sécherlech no bei 60 Stonnen d'Woch schaffen an dass se sech am Duerch- schnëtt knapps de Mindestlohn kënnen all Mount ausschëdden. Reell ass, dass mer zu Lëtze- buerg en enormen Drock op d'Waasser hunn, siefen et Baachen, Flëss a schlussendlech och eist Dréinkwaasser. Reell ass, dass mer och zu Lëtzebuerg en enormen Drock op d'Biodi- versitéit, also op d'Natur an domadder och op de Mënsch hunn. An duerfir begrësse mir als Gréng ausdrécklech all Moosnamen, nach eng Kéier, déi zu méi biologesch bewirtschafte Flächen zu Lëtzebuerg féieren.

An eng Mesure vun deenen ass eben déi ugekënnegt Mesure vun der Deelëmstellung vu konventionelle Betriber op Biolandwirtschaft. Dat ass och eng Méiglechkeet, déi et elo schonn ënner anere am Eisträich gëtt, déi och zu méi Biolandwirtschaft gefouert huet. Dëse Prozess ass an eisen Aen awer ganz kloer just en Ufank. Dee gëtt dem konventionelle Betrib d'Méiglechkeet, fir sech um Maart ze positio- néieren a fir Erfahrungen ze sammelen, well do sinn am Moment an der konventioneller Land- wirtschaft nach ganz vill Bedenken. Biologesch bewirtschaften ass awer e ganz anere Modell, wéi et bis elo de Fall ass vun dëse Bewirtschaf- ter, an duerfir ass dat eng grouss Ëmstellung.

Si brauchen also Zäit, an déi solle se sech och huelen. An eiser Meenung no kann dat natier- lech och eng Zäit si vu fennef Joer, wou ee seet: „De Betrib stellt sech an engem Deel ëm, e mécht säi Bilan, e kuckt, ob déi Bewirtschaf- tungsart a -weis op säi Betribsmodell passt.“ An da soll en onbedéngt kucken, ob en net als Ganzes iwwergeet op biologesch Landwirt- schaft, well ganz einfach de Maart do ass, well de Méiwäert do ass a well dat och Aar- bechtsplaze sécher, déi a sech am Moment amgaange sinn ze verschwannen.

Wichtig an eisen Iwwerleeungen ass no baus- sen awer ganz kloer eng Kommunikatioun: dass an all Produkt, wat zu Lëtzebuerg hierge- stellt gëtt a wou „Bio“ dropsteet, och „Bio“ dran ass. Well et ass dem Bierger dobaussen am Supermarché ganz egal, wou d'Bioprodukt hierkënn. E kuckt vläicht nach no der Regiona- litéit an dat solle mer och dropsetzen. Och d'Gemengen interesséiert et net, wa si kucken, ob et elo regional respektiv Bioprodukter sinn, ob se aus engem deelëmgestallte Betrib hier- kommen, mä si sinn drun interesséiert, dass déi streng Biorichtlinien agehalen ginn, wa se dee Label an hir Cahier-de-chargé fir hir Maison-re- lais aschreiwen. Duerfir ass et wichteg, dass hei op deem Produkt, wat erwirtschaft gëtt, och genau dat, wat dropsteet, och dran ass.

Ech war gëschter kuerz dertëscht - ech hat mer déi Zäit geholl op engem beluechte Mët- teg - nach op der Informatiounsvirstellung vu „Meng Landwirtschaft“ op der Kockelscheier, wou den Här Massart aus der Wallonie hire Bioaktiounsplang virgestallt huet a wou si och deeselwechte Problem wéi hei zu Lëtzebuerg hunn, an zwar, dass d'Nofro no Bioprodukter vill méi grouss ass wéi d'Produktioun. A si hunn déi ekonomesch Chance erkannt a si hu se er- graff. Si hu sech e Plang ginn, eng Strategie, fi- nanziell Mëttelen, fir a Concertatioun mam Secteur dëse Wirtschaftszweig weiderzëbrén- gen. A si hu ganz ambitiëis Zilwäerter, déi se elo souguer no uewen revidéiert hunn: vun ini- tial 14% fir 2020 op elo, nodeems eng „mid- term review“ gemaach ginn ass, op 17,4%. Duerfir mengen ech, dass d'Biolandwirtschaft zu Lëtzebuerg net nëmme gutt fir d'Ëmwelt ass, mä si ass gutt fir de Mënsch a si ass och gutt fir de Bauer.

Ech kommen op en zweete Volet, wouru mer d'Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg festmaache respektiv wou Liewensqualitéit am Alldag ent- steet. An zwar: Wou a wéi wëlle mer zu Lëtze- buerg wunnen? Ech wëll d'Fro zwar e bëssen anescht stellen: Wéi kënnen mer zu Lëtzebuerg wunnen? Wat fir eng Offer brauche mir zu Lëtze- buerg? Wat feelt? Wou passt d'Offer net op d'Demande? A wat huet d'Wunne mam Aar- mutsrisiko ze dinn?

Majo, als déi gréng si mer der Iwwerzeegung, dass de Problem vum Logement och e gesell- schaftspolitesche Problem ass, an deen huet ganz kloer eng Aarmutskomponent a sech. Ech erkläre mech: Firwat ass et - an et ass keen Zoufall -, dass d'Monoparentallen dee Grupp zu Lëtzebuerg sinn, deen am stäerkste vum

Aarmutsrisiko betraff ass? Ma ganz einfach: Well d'Offer um Wunnengsmaart net zur De- mande passt. Och hei kënnen mir d'Problemer vun haut net mat de Léisungsusätz vu gëschter an de Grëff kréien. Wa mir Bouteraine mobili- séieren, fir méi gënschteg Eegentumswunnen- gen ze schafen, da wäert déi elo grad genannte ganz vulnerabel Grupp vu Monoparentallen dovun net kënnen profitéieren.

A firwat ass dat esou? Ma ganz einfach: Ganz dacks hu mir nach zu Lëtzebuerg de Famillje- modell als Ideal, deen et esou ëmmer manner gëtt: Fra a Mann an zwee Kanner. Fra a Mann bestuede sech, jonk am beschten, ginn zu zwee schaffen, huelen e Prêt op, bauen en Haus oder kafen en Appartement, bezuelen deen iwwer e Prêt op 20, 25 Joer zréck a schaf- fen ëmmer beim selwechte Patron.

Och hei de Realitéitscheck: Ben, dee Modell, deen huet e Realitéitsproblem! De Prêt muss haut ganz dacks iwwer 30, 35, voire 40 Joer lafen. D'Koppele gi méi spéit bestuet, gepacst oder liewen an enger Partnerschaft zesummen, an da leeft de Prêt quasi ganz sécher bis an d'Pensioun eran.

An en anere Fakt - Realitéitscheck - ass deen, dass d'Koppelen, d'Familljen zu méi wéi 50% erëm auserneeginn, entpacst ginn, ouni dass u sech déi lescht Tranche vum Prêt bezuelt ginn ass. An da ginn op eemol zwou Wunnenge ge- braucht, déi net onbedéngt musse vill méi kleng sinn, well d'Kanner jo och e Recht hunn, fir bei hiren zwee Elterendeeler ze wunne res- pektiv mat hiren Elterendeeler a Kontakt ze sinn. A spëtstens do brauch ee vun deene Partner eng Locatiounswunneng. Also, den Aar- mutsrisiko gëtt do ganz reell, an zemoos, wann ee vun deene Partner sech zréckgezunn huet, net méi schaffe gaangen ass a fir d'Kan- nererzuegung eng Auszäit gemaach huet an dann ouni geregelt Akommes dosteet.

Ech ginn elo hei net weider op d'gratis Kanner- betreuung an, op de Volet, de Choix ze hunn, ob ee schaffe geet oder net schaffe geet an der Koppel. Ech menge ganz sécher, dass mer ee Volet mussen ugoen, wa mer wëllen den Aar- mutsrisiko erofsetzen, an dat ass: Locatiounswun- nenge schafen, bezuelbar Locatiounswun- nungen, déi energetesch gutt opgestallt sinn. An do happert et um privaten Immobili- maart.

Dat geet och ganz kloer aus dem Rapport vum Dezember vum leschte Joer ervir, wou de Mo- dell vum Budget de référence ënnersicht ginn ass. Dee Budget de référence, deen ënnersicht d'Besoine vu Lëtzebuurger Stéit, wat d'Wunnen ugeet, wat d'Liewen ugeet, wat de sozialen a kulturellen Impact ugeet. De Rapport, dee geet drop an, wat ee brauch, fir kënnen zu Lëtze- buerg um alldeegleche Liewen deelzehuelen.

Och ouni dëse Rapport brauch ee just bei sen- gem Office social nozefroen, wou dann de Schong bei deene vulnerabelste Clienten dréckt. An dat ass an der Reiefolge eent, zwee, dräi: wunnen an Energie, den zweete Volet ass den Auto respektiv d'Mobilitéit, an den drëtten ass dee vun den Informatiounstechnologien, Handy, Internet an esou weider.

Am Office social wäerte se lech och ganz kloer op déi Fro äntwerten, wat um Wunnengsmaart feelt. An dat sinn zwou Aarte vu Wunnengen: eng Kéier méi kleng Wunnenge fir Mono- partentallen, an dat si méi grouss Wunnenge fir och Familles nombreuses. An dat stellt sech ganz speziell fir déi Bénéficiaires de protection internationale, déi elo heihinnerkommen, well déi, anescht wéi mir, ganz dacks nach a méi engem grouse Familljeverbond zesumme sinn. An do feelen där Wunnengen um Locatiounswun- nengsmaart.

Duerfir begrësse mer ausdrécklech de Modell vun dëser Regierung, wou Logementsminister, fir, äänlech wéi de Modell vun der AIS natio- nale, um private Wunnengsmaart Logement social ze fanne mat Präisser ënner 10 Euro de Meter carré an der Locatioun, wou jo een Ureiz duerfir och d'Steierreform ass, wou eben do Steiererlicherunge fir Privatpersoune fonnt gi sinn, déi do Wunnengen um soziale Loca- tiounswunnen zur Verfügung stellen.

Mir begrëssen - ech muss awer eng Schlip- pen huelen - als déi gréng och ausdrécklech d'Beméiunge vum Ministère, fir iwwert de Fonds du logement Sozialwunnengen ze bauen. An ech froe mech, ob déi Pist, déi d'Car- ritas an hirem Almanach undeit, ee Wee ka sinn, wou de Fong sech géif méi staark respek- tiv exklusiv konzentriieren op sozial Loca- tiounswunnengen, well de Besoin ganz ein- fach, wéi elo virdrun duergestallt, um Maart enorm ass.

An do gëtt jo och keen Ënnerscheid um Maart gemaach, ob dat elo Leit si mat niddregem Verdéngscht oder ob dat Leit sinn, déi eben als unerkannte Flüchtlingen, déi also de Statut vum Bénéficiaire de protection internationale kritt hunn, hei zu Lëtzebuerg wëlle Wunnraum



fannen. Ech ginn herno nach eng Kéier e bësse méi spët a menger Interventioun dorop an.

Mä et ass awer och un de Gemengen, déi hei gefuerdert sinn, an zwar am Kader vun de PAPen, wou jo och virgesinn ass am Gesetz, 10% soziale Wunnensraum ze schafen, fir dass dat och agehale gëtt an ze kucken, ob et net méiglech ass, mat de Promoteuren op de Wee ze goen, dass déi 10% soziale Wunnensraum och kënnen Locatiounswunnenge ginn.

An d'Gemenge sinn och eng zweete Kéier gefuerdert a si responsabel, wann et drëm geet, nei Sozialwunnenge selwer ze bauen, well de Subsid vu 75%, deen de Ministère jo zur Verfügung stellt, säit jore schonn, extrem héich ass a well - och nach eng Kéier, wéi virdu gesot - de Besoin um Maart do ass an de privaten Immobilienmarkt eben net dee Besoin deckt.

Erschwéngleche Wunnensraum ass also ganz kloer eng Fro vu sozialer Gerechtheet.

Ech kommen op en anere Volet: Wéi kënnen mer unerkannte Flüchtlingen zu Lëtzebuerg hëllef? Wéi kënnen mer déi besser ophuelen zu Lëtzebuerg? Wéi kënnen mer ganz allgemeng d'Zesummeliewen zu Lëtzebuerg verbessern? Bon, do fannen ech d'Pist, déi d'Caritas a sech am Moment ugeet, ganz flott, an dat ass dee Programm, dee se hunn: „Neien Ufank“, an dee schafft op dräi Niveauen:

Dee schafft eng Kéier um Accès au logement. Virdrun hunn ech dat schonn ausgefouert. Dat ass e Problem. Dee kann iwwert de Modell AIS nationale, also um private Maart, deelweis geléist ginn; dat ass richtig. An et ass ganz no dem Motto: „Ouni Wunneng keng Aarbecht.“ An ouni Wunneng hunn ech och guer kee Been hei zu Lëtzebuerg, wou ech och kann eben an d'soziaalt Liewen agräifen.

Déi zweet Saach ass d'Insertion professionnelle. Do geet et a sech drëm, Leit ze begleeden, ze stärken duerch Formatiounen, duerch Sproochcoursen, och vläicht ze kucken: Wat fir Diplomer hunn déi Leit? Wéi kann ech deene Leit weiderhëllef? Wéi kann ech eventuell Deeler oder wéi kann ech déi Diplomer unerkenne loossen, déi se aus anere Länner hunn? Dat ass extrem schwierig, well déi Formatiounen extrem ënnerschiddlech sinn, well se vläicht op aneren Techniken schaffen, a well et awer ganz kloer ee Wee ass, fir Leit och hei zu Lëtzebuerg kënnen ze valoriséieren.

An deen drëtten Volet, dat ass en Accompagnement social, eng Begleedung, fir ze probéieren, déi Leit an der Noperschaft, an de Gemengen ze integréieren, se opzehuelen, se anzeféieren an dat soziaalt Liewen, an d'Veräiner an esou weider.

Ech sinn der Meinung, oder mir sinn der Meinung, dass dat wierklech e flotte Programm ass mat Modellcharakter, fir d'Zesummeliewen zu Lëtzebuerg ze stärken, an dass deesen drëtten Volet, dat heescht den Accompagnement social, och een ass, deen ee sech ganz allgemeng an all Gemeng gutt ka virstellen, fir einfach déi vill nei Matbewunner, déi an d'Gemenge kommen, besser an d'Gemeinschaft kënnen ze integréieren am Sënn vun enger sozialer Kohäsion an engem besseren Zesummeliewen an de Gemengen, do, wou d'Leit wunnen, an och do, wou d'Leit schaffen.

En nächsten a leschte Punkt, deen ech hei wéilt opgräifen, dat ass de Problem: Wéi kënnen mer eis zu Lëtzebuerg d'nohaltet Wirtschafte virstellen? Wat fir Wirtschaftsmodeller proposéiere mer fir Lëtzebuerg? Ben, ech wéill elo net laang an ausféierlech op déi nei Pisten aus dem Rifkin-Rapport agoen, déi do wäeren eben: Sharing Economy, Kreeslafwirtschaft, Télétravail, Zesummepill Mënsch a Maschinn, och duerch eng Robotisierung vun den Aarbechtsprozesser an der Industrie an dann am Handwierk.

Och dat wéill ech just awer kuerz soen - dat ass et scho wäert, déi Zäit hei -: Et ass alles keng Utopie. Dat ass zu Lëtzebuerg och eng Realitéit - „Realitéitscheck“ -, well zu Lëtzebuerg gëtt do ganz intensiv gefuerscht op der Uni um Campus Kierchberg ënnert der Leedung vum Professor Peter Plapper, deen am Beräich vun der Digitalisierung an der Robotik schafft, fir d'Industrie mat der Industrie an der Plattform „Digital 4 Industry“, an dat an Zesummenaarbecht mat der Fedil, a Kooperatioun mat Luxinnovation a mam Wirtschaftsministère.

An do ginn ech dem Här Wiseler ganz recht a senger Interventioun. An als Gréng wëlle mer eis där Iwwerleeung och uschlëssen, dass ee sécherlech soll dës Initiativ ausdeene vun der Digitalisierung op d'Handwierk, op d'PMEn, nom Motto vun „Digital 4 PME“. Ech mengen, dass dat eng Initiativ ass, déi sécherlech Méiwäert wäert hunn a wou mer a sech eist Handwierk wäerte fit maachen. Mä och do hu mer d'Méiglechkeet, an engem nächsten Debat zu de PMEn am Detail dorop anzegoen.

Ganz kuerz nach e Wuert zu Sharing Economy, zu Uber an Airbnb. Déi Problemer, déi domat

verbonne sinn, déi eis um Häerz leien an déi mir och do gesinn, dat sinn déi Schein-selbststännegkeet, déi „Emmer-Ofberuffbarkeet“, déi muss do sinn, d'Aarbechtszäiten, déi sozial Ofsecherung, déi net garantéiert ass, a voire och dee steierleche Bäitrag, deen esou Entreprisé mussen zu eisem Sozialsystem liwweren. Et mécht also Sënn, an am Géigesaz zu deem, wat den Här Wiseler gëschter hei gesot huet, dass d'Regierung sech elo schonns Gedanke mécht a Spillregeln definéiert an do net de Maart fräi walten a schalte léisst.

Ech wéill am Zesammenhang mam nohaltege Wirtschaften op ee Modell agoen, dee mer am Dezember d'lescht Joer hei an der Chamber zesumme gestëmmt hunn. An dat ass dee Modell vun der Société d'impact sociétal, kuerz SIS. Et ass eng nei Gesellschaftsform, déi sech op eppes Besteeëndes implementéiert - dat sinn d'Gesellschaftsformen SA, Sàrl oder Kooperativ -, Entreprise oder Modèle d'entreprise, deen am sozialen, Ëmwelt-, kulturelle Beräich schafft, aktiv gëtt an d'Stäerkerung vun deene méi Schwaachen aus eiser Gesellschaft als Zil huet.

Dës Initiativ begrësse mir als déi gréng ausdrécklech, well et ass eng Initiativ, déi an déi richteg Richtung geet, een anere Wirtschaftsmodell ukierpt, wou och zu Lëtzebuerg e grousst Potenzial ass. De Gewinn bei esou Gesellschaften gëtt am Géigesaz zu enger klassischer Gesellschaft erëm reinvestéiert, oder zum groussen Deel reinvestéiert, respektiv, wa se zu 100% d'impact sociétal ass, gëtt en zu 100% reinvestéiert an de Fonctionnement, an de Projet de vie vun där Entreprise. An da kënnen déi Entrepreneuren eben och vu Steierentlaaschtungen profitéieren.

Et ass also eng Gesellschaftsform, déi am Intérêt général schafft, déi also der Gesellschaft eppes bréngt an déi och eng aner Approche huet an der Gestiou vun hirem Personal. An déi gëtt deene méi Schwaachen an eiser Gesellschaft och eng Chance. Ech denken un de Salarié handicapé, ech denken awer och un déi Leit à capacité de travail réduite, déi aus engem Reklassement kommen. Deene Leit ginn esou Gesellschaften och eng Chance op Aarbecht, op eng Valorisation. Well Aarbecht ass ganz kloer eng vun deene wichtegste Formen vun der Valorisation, déi mer am Moment hunn, well ouni Aarbecht kann ee sech zu Lëtzebuerg an och soss net duerstellen. Et kann een net fir säi Liewen opkommen an dann ass een ëmmer op Aiden ugewisen.

Duerfir ass dës Gesellschaftsform eng Chance, net nimm fir Start-uppen, wou nei an héichqualifizéiert Leit mat neien Iddien sech wëllen zu Lëtzebuerg implementéieren a schaffen, mä dat ass och eng Méiglechkeet, fir deene sëlwechen Asblen eng Chance ze ginn, sech nei opzestellen. Eng ugepasste Gesellschaftsform, wou awer elo och schonn am Moment ee ganz grousst Potenzial ass, wou iwwer 25.000 Leit hei zu Lëtzebuerg schaffen. Ech denken do un de Sozialsecteur an äänlecher.

Ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun. Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, nach eng Kéier: D'Problemer vun haut kënnen mir net mat Léisunge vu gëschter meeschteren. Duerfir muss mir zu Lëtzebuerg och nei Weeër aschloen, wéi ugedeit hei: am Wunnen, am Schaffen, och an der Mobilitéit. Dës Regierung huet schonn eng ganz Partie konkret Moosnamen ergraff, fir dës Problemer unzegoen. An natierlech geet dat nach laang net duer.

déi gréng sinn der Iwwerzeegung, dass zukünftig d'Léisunge laangfristeg nimm kënnen am Aklang mat eisem natierleche Liewensraum geschéien, mat eise Ressourcé kënnen fonnt ginn, well soss schneide mir eis deen Aascht of, op deem mer setzen. Oder, wéi de Premier et gëschter a senger Ried zur Lag vun der Natioun formuléiert huet - e bëssen anescht, awer äänlech am Sënn -: „Wann et dem Mënsch an der Ëmwelt zu Lëtzebuerg gutt geet, da geet et Lëtzebuerg gutt.“

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Anzia. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm...

(**Interruption**)

Ah, da kommt Dir vir. D'Madamm Cécile Hemmen.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, wat ass de Räichtum vun engem Land wäert, wann de Gesondheetssystem géif ze wënschen iwwer loossen? Näischt, guer näischt! „Dem Land geet et gutt, wann et de Mënsche gutt geet“, huet de Statsminister e puermol gëschter gesot. Jo, an ech widderhuelen dofir ganz gären op deser Plaz, dass et och eisem Gesondheetssystem hei am Land gutt geet, esou gutt, dass en zu deene beschte vun der Welt

gehéiert. Eppes, wou mer eis och sollen driwwer freeën, Här Statsminister, a wou mer och sollen a kënnen houfreg driwwer sinn!

Fir dohinnerzekommen, sinn d'Käschten net gescheit ginn. An och hei schwätze mer net vun Ausgaben, mä mir schwätze vun Investissementen. Investissementen, déi Hand an Hand gi mat den Eerausforderungen, déi de medezinesche Beräich mat sech bréngt. An dat sinn Eerausforderungen am Domän vun der Behandlung, mä et sinn awer och vill Eerausforderungen am Domän vun der Preventioun.

D'Gesellschaft ännert. De Bierger ass méi a méi selwer interesséiert, wat mat senger Ëmwelt geschitt. E mécht sech Gedanken iwwer seng Ernährung. E mécht sech Gedanken iwwert d'Bewegung, bref, em alles, wat en direkter oder awer och en indirekten Impakt op säi Kierper an op seng Gesondheet huet. Dofir ass et wichteg, dass och eise Gesondheetssystem dat wouerhëlt an och scho verstärkt derfir suert, dass de Bierger e gudden Accès kritt op d'Informatiounen an och op d'Moyenen, wéi en no an no seng Krankheeten eventuell autonom ka geréieren an en domadder och zu engem aktive Bestanddeel vun eisem Gesondheetssystem gëtt.

A grad am Beräich vun de Kriibskrankheeten, wann een déi elo emol erausschleift, huet eisen Nationalplang, deen 2014 lancéiert gouf, schonn esou munches opzeweisen. Ganz vill Projekte goufen zanterhier an d'Liewe geruff, esou zum Beispill den Institut national du cancer, wou déi rar an déi ganz komplex Kriibszorte repertoriéiert ginn a wou an Zesummenaarbecht mat de Lëtzebuerger an och den auslännesche Spezialisten an hire Referenzzentren natierlech déi bescht Therapiestrategien ausgeschafft ginn an och Kanner a jonk Kriibspatiente kënnen méi a méi hei zu Lëtzebuerg op gutt Traitementen zréckgräifen, an och hei natierlech mat der Ënnerstützung vun auslänneschen Experten.

Haut sinn awer leider ëmmer nach ronn 30% vun de Stierffäll op déi Kriibskrankheeten zréckzeféieren an de finanziellen Impakt ass extrem héich. Dofir ass et méi wéi jee wichteg, dass mir an eng besser Preventioun an och an eng Fréierkennung investéieren. An dat huet eise Gesondheitsministère och esou gesinn.

Hei wéill ech de Succès vum Daarmkriib-Preventiounsprogramm uschwätzen, deen aus deem nationale Kriibsplang fléisst. Den Depistage gëtt all Bierger tschent 55 a 74 Joer proposéiert. A säit dem Lancement vun deem Programm Enn 2016 hu bis ewell 8.609 Leit matgemaach. Et muss een allerdéngs jo och wëssen, dass ronn 110 Leit all Joers un Daarmkriibsstierwen, mä et muss een awer och wëssen, dass den Daarmkriib an nengem vum zéng Fäll ka geheelt ginn, wann e mat Zäit detektiéiert gëtt.

Ech wéill awer op deser Plaz och nach un de Programme Mammographie erënneren oder awer un den Depistage respektiv d'Impfung gëint de Papillomavirus a Relatioun mam Gebärmutterhalskriib. Dat si jo scho fest Bestanddeeler an eisem Preventiounsprogramm. An eleng heiduerch kënnen bis zu 75% vun deser Kriibskrankheet verhënnert ginn.

Longekriibssteeet an 90% vun de Fäll an direkter Relatioun mam Fëmmen. An dofir huet eise Gesondheitsministesch d'lescht Joer den nationalen Tubakplang lancéiert mam Akzent op der Preventioun vum Fëmmen bei Kanner a Jugendlechen, den Hëllefsmoosname fir Fëmmerten, déi wëllen ophalen, an op der Protektion vun de Bierger gëint d'Passivfëmmen. Et si sécher keng populär Moosnamen. Et si Moosnamen, déi vill a ganz kontrovers diskutéiert ginn, an awer hunn eis Memberen an der Santéskommissioun sech derfir ausgeschwat, fir déi europäesch Direktiv mat enger Serie vun Amendementen am neie Fëmmgesetz nach ze verschäerfen.

Den Aktionsplang géint den Abus vum Alkohol ass amgaange finaliséiert ze ginn an och haaptsächlech op déi jonk ausgeriicht. Iwwerengs bedeelegt eist Land sech dës Joer fir d'Éischt un der Semaine d'action contre le mésusage vum Alkohol, an dat an der Woch vun 13. bis den 21. Mee. Mir sinn dann och heimadder eent vun deene fënnf Länner, zesumme mat Däitschland, der Schwäiz, Liechtenstein an Eisträich, déi dese Problem ganz eescht gesinn an och ganz eescht huelen.

D'Drogen en général bleiwe weiderhin e Problem fir eise Gesellschaft, esou wéi dat iwwerengs och an anere Länner de Fall ass. Mä et ass eis 2016 hei zu Lëtzebuerg ëmmerhi gelongen, d'Zuel vun den Drogenohängegen ze stabiliséieren. Zënter der Ouverture vun der éischer superviséierter Drogeconsumatiounsstruktur an der Stad virun zéng Joer goufen et ronn 2.100 Incidenten duerch Iwwerdosen. Dovunner war awer keng déidlech, eenzeg an eleng well bannent där Struktur séier an och ganz richtig konnt gehandelt ginn.

Zesumme mat der Stad Esch ass iwwerengs och elo den éische Spuetestech fir déi zweet Fixerstoff hei am Land gemaach ginn. De Programm fir eng kontrolléiert Heroinadministratioun ass och ugelaft. Haaptzil ass et, fir och an Zukunft sécherstellen, dass et keng Drogen-doudeger méi hei am Land gëtt. Et gëtt zudeem och gepréift, fir Cannabis zu medezineschen Zwecker zouzelossen, grad wéi d'Pallett vu cannabinoide Medikamenter zougonschte vu schwéierkranke Leit a Schmäerzpatienten ze vergréisseren.

D'Aussicht an och d'Zukunft vun eisem Land gi ganz kloer a Richtung Digitalisatioun. An och hei ass de Gesondheitsberäich e wichtege Akteur. Zu Lëtzebuerg gëtt et ganz konkret Entwécklungen, an dat ugefaange mam elektronische Patientendossier zum Beispill, deen a senger Testphas elo scho ganz vill Succès hat, mat iwwer 22.000 Patientendossieren, déi opgemaach goufen. An elo an deenen nächste Méint wäert et lues a lues an déi generell Ëmsetzung iwwergoen.

An dese Patientendossier, erënneren ech drun, kéinten dann och d'Dispositions de fin de vie ageschriwwen ginn, an et soll och prezisiéiert ginn, an dat ass extrem wichteg, ob de Patient Organspender ass oder net.

Och an der Télémedezinn ass Lëtzebuerg Virreider. Säit Kuerzem ass et hei am Land méiglech, dass während enger Operatioun den Diagnostic iwwer eng Biopsie innerhalb vun 30 Minutte vun engem Patholog ka gemaach ginn, an dat Dank der Télépathologie.

Haut am Laf vun Nomëtteg ginn ech dervun aus, dass mer och d'Gesetz iwwer den Internetverkauf vun net verschreibungspflichtige Medikamenter an deser Chamber kënnen a wäerte votéieren, och dat e weidere Punkt, dee richteg a Richtung Zukunft an Digitalisatioun geet.

D'Regierung ass awer och em déi affektiv a sexuell Gesondheet vun eise jonke Matbierger beméit. De Centre national de référence en matière de santé affective et sexuelle ënnert der Leedung vum Planning Familial spillt hei eng ganz wichteg Roll, wichteg och, sou gesinn ech et, fir net nëmmen deene jonke Leit hire Kierper u sech méi no ze bréngen, mä hinnen awer och de Respekt virum Kierper ze vermëttelen.

D'Zukunft ass awer och, dass mer eng konsequent Evaluatioun vun den Donnéeën iwwert d'Gesondheet vun eise Bierger an iwwert den allgemenge Gesondheetssystem mussen maachen. Dës gëtt d'Aufgab vum Observatoire de la santé, deen de Gesondheitsministère amgaange ass op d'Been ze setzen. An nimm wa mir déi politesch Aktiounen auswäerten, kënnen mir och wierksam Aktiounen fir d'Zukunft plangen.

D'lescht Joer sinn d'Weihe geluecht gi fir dat neit Spidolsgesetz. Mam neie Spidolsgesetz gëtt eis Spidolslandschaft moderniséiert. Et gëtt der demografescher Entwécklung vun eiser Gesellschaft an et gëtt dem medezineschen Fortschritt Rechnung gedroen.

Dës geschitt duerch d'Schafe vun engem neien Zentrum, zum Beispill fir d'Diagnostik am Beräich vun der Genetik. Et geschitt duerch méi Rehabilitatiounsbetter fir eeler Leit, duerch d'Schafe vu Kompetenzreseauen, duerch eng besser Gouvernance an de Spideeler. Mam neie Spidolsgesetz wëlle mer awer och eng verbessert Zesummenaarbecht vun deene verschidensten Akteuren erbäiféieren. An dozou gehéiert och eng besser Zesummenaarbecht bannent de Spidolsstrukturen.

Am allerwichtigsten ass awer, dass mer weiderhin déi beschtméiglech Qualitéit vun de Soine kënnen ubidden am Interessi vum Patient. An dat wäert dat neit Spidolsgesetz eis erméiglechen.

En anere wichtege Dossier, deen och un d'Spidolsweise gebonnen ass, sinn d'Urgencen. De Gesondheitsminister, an Zesummenaarbecht mam Sozialminister, schafft engagéiert an deser Verbesserung vun den Urgencen, an dat och erëm an Zesummenaarbecht mat alle concernéierten Akteuren: mat de Spideeler, mat den Dokter, mat dem Fleegepersonal an och mat de Sozialpartner.

Dës ass eng politesch Prioritéit fir d'Regierung. Am Moment leeft eng Etüd iwwert de Funktionement vun den Urgencen. An desen Exercice soll op Recommendationen erauslafen, déi eis et mëttelfristeg erméigleche wäerten, pragmatesch an ëmsetzbar Léisungen op den Dësch ze leeën, fir dass allegueren eis Patienten an den Urgencen optimal en charge geholl kënnen ginn. An och d'Spideeler sollen d'Moyene kréien, fir sech domadder beschtens opzestellen.

Dozou gehéiert natierlech, déi ominéis Waardezäiten ze verkieren an den Tri an den Haiser ze verbesseren. An deem Sënn huet d'Santé Enn 2016 och eng breet gefächert Informations- a Sensibilisatioucampagne lancéiert, fir dass d'Bierger solle wëssen, dass si bei engem Schnapp absolutt hir Plaz net an der Urgence hunn, mä dass et dofir eng Maison médicale gëtt.

Bei der Behandlung vun de Krankheete gëtt an Zukunft och weiderhin nach Wäert op e verbesserten Zougang zu neien an och leider dacks ganz extrem deiere Medikamenter geluecht, déi virun allem bei raren oder komplexe Krankheete mussen agesat ginn. Mir mussen och derfir suergen, dass d'Patienten vun der personaliséierter Medezinn profitéieren kënnen, well des Medezinn Behandlungen sur mesure erlaabt an och doduerch ganz vill Nieweneffekter verhënnert a soumat alles an allem zu enger méi effizienter Gesondheetspolitik an engem bessere Gesondheetssystem bäidréit.

Den nationalen Informations- a Mediationservice am Gesondheitsberäich huet och säin éischte Rapport publizéiert. An de Bilan vum éischte Joer vum Mediateur ass ganz positiv. Et sief drun erënnert, dass et d'Zil sollt sinn, fir de Patient gutt a besser iwwer seng Rechter an och seng Flichten ze informéieren, fir esou Plainten an och Konflikter ze verhënnern. Dat Zil ass ugestriift an dat Zil ass laut dem éischte Bilan, dee gemaach ginn ass, och schonn zum Deel erreicht.

D'Gesondheet geet awer och Hand an Hand mat Bewegung, wéi ech gesot hunn, geet Hand an Hand mam Sport. D'Wichtigkeet vun der Bewegung beim Kand ass unerkannt. An zesumme mam Erzéiungsminister gëtt d'Entwécklung vun der Motricitéit systematesch am A behalen, fir vu klengem un de Spaass un der Bewegung ze ënnerstëtzen an och ze entwéckelen.

De Bilan vun de fënnf verschiddene Pilotprojekten an de Maison-relais ass méi wéi positiv. Déi global Approche zu de verschiddene Sportarten, déi de Kanner do gebuede gouf, huet genee dat bruecht, wat d'Objektiv och vum Sportsministère war: De Frust vis-à-vis vum Sport konnt spilleresch ofgebaut ginn a ganz vill Kanner hunn de Wee mat Freed a sëllech Sportsveräiner fonnt. Dass de Sport villes bäidréit a puncto Education, Integration, sozial Kohäsion ass eng Evidenz. An et ass méi wéi berechtigt, dass de Sport an eiser Gesellschaft eng gréisser Unerkennung an och dee passende Stellwäert verdéngt.

Am Suivi vun der Présidence huet de Sportsministère sech zum Beispill an der Téschenzäit och mat engem Expert - fir en net ze nennen: de Laurent Carnol - verstärkt, deen am Beräich vun der dualer Carrière de Spëtzathleten an de jonken Talenter zur Säit steet an hinnen eng Hëllefstellung offréiert, fir Sport a Beruff respektiv Sport a Studium beschtméiglech mateneen ze verbannen an och ënner een Hutt ze kréien.

Jo, de Sport kascht eppes! An dat ass och gutt esou. A kucke mer den 10. Fënnfjoresplang, sou kann ee soen, dass dee méttlerweil komplett engagéiert ass fir en Invest vu ronn 500 Millionen Euro, dovunner 100 Millionen als Kontributioun vum Stat. Mä net onwichtig ass natierlech och an deem Kontext ze wëssen, dass dese Programm ronn 2.200 Aarbechtsplaze mat sech bruecht huet. De Subsid Qualité+ ass eng zolidd finanziell Hëllef fir d'Sportsveräiner. Et ass net nëmme en Ersatz fir déi fréier Chèque-services, mä heimat kënnen d'Strukture vun de Veräiner an den Encadrement vun de Kanner wäitass verbessert ginn.

D'Pronkstéck vun den Investissementer ass natierlech den neie Fussball- a Rugbystadion op der Cloche d'Or, deen nach bis Einn vun deser Legislaturperiode soll realiséiert ginn.

Et leien och scho genuch Projeten do, fir dass elo 2017 den 11. Fënnfjoresplang kann ausgeschafft ginn. An dee laang erwaarte Vélodrom gëtt dann am Kader vum Lycée Mondorf gebaut.

Um grouse Chantier am Sportsberäich stinn awer nach dräi grouss Piliere. Zum engen ass et d'Stärkung vum Comité olympique, wou Hëllef gebuede gëtt, fir de groussen Aarbechtsopwand kënnen ze meeschteren am Hëllef op d'Extensiv vum de Missioun vum COSL. De Sportsministère kennt och der Demande vun de Federatiounen no, fir hinne bei der Gestion an der Ausaarbechtung vun de Konzepter eng Stäip ze bidden. Esou gëtt zum engen den administrative Volet gestärkt, voll ausgebildete Trainere solle méi a méi an den Asaz kommen, an

natierlech ginn och d'Strukture bei Bedarf verbessert.

Drëtte Piler, de Statsminister ass schonn drop agang, ass d'Kreatioun vum sougenannten Olympiastützpunkt. An d'Repercussiouen natierlech vun all dësen Aktiounen wäerte sech jo och am Sportsbudget vun 2018 erëmfannen.

Wou soss wéi am Sport ginn déi véier grouss fundamental Wäerter vun eiser Gesellschaft erëmfonnt? D'Fräiheet, am Sënn vun Emanzipatioun vu Kierper a Geescht, d'Solidaritéit, am Sënn vum Equipageescht, d'Sécherheet, mat all de Virdeeler, déi de Sport ze bidden huet a puncto Liewensqualität, an dann awer net zulescht d'Gläichberechtetheit, well fir jiddweneen d'Leeschtung soll zielen, an net d'Hautfaarf oder de Sex, deem en ugehéiert. A jiddweneen, ob Mann oder Fra, soll déiselwecht Unerkennung fir seng Leeschtung kréien.

An dat alles natierlech mécht eng fortschrittlech a modern Gesellschaft aus. Eng Gesellschaft, an där d'Chancëgläichheet an awer och d'Paritéit hir Plaz hunn. Ech kann lech soen, dass ech op deene verschiddene Plazen, wou ech am Ausland war, fir ebe just grad zu där Thematik och mäi Wiertche bäizedroen, all Kéiers houfreg war, fir kënnen matzedeelen, dass Lëtzebuerg mat sengem Chancëgläichheitsministère a mat senger ganz engagierter Chancëgläichheitsministesch derfir suert, dass hei zu Lëtzebuerg d'Fra hir Plaz an all Domän vun der Gesellschaft soll kréien: bei der Berufswiel, wou mer eng genderneutral Berufsorientatioun brauchen a wou d'Jalone scho gesat ginn, fir géint Stereotypen unzënkämpfen, um Aarbechtsmaart, wou nei Modelle vun Aarbechtsorganisatiounen diskutéiert a scho méi a méi émgasat ginn, an an der Prise de décisioen, wou mat der verstärkter Präsenz vu Fraen a Verwaltungsréit natierlech muss an d'Zukunft gekuckt ginn, an dann och natierlech selbstverständlech um Niveau vun der Politik.

Am Dezember d'lescht Joer ass d'Gesetz gestëmmt ginn, wat gemengerhand bei eis als „Quotegesetz“ ofgestempelt an och bekannt ass. Hei geet et zum enge wuel ëm d'Égalité salariale, mä zum aneren huet Lëtzebuerg sech och elo mat deem Gesetz e gutt Instrument ginn, fir dem Sexe sous-représenté de Sprong op d'Wahlleschten ze vereinfachen. D'Parteifinanzierungsgesetz ass modifizéiert ginn, andeems finanziell Sanktiounen applizéiert ginn, wa bei de Leschte fir d'National- an d'Europawahlen net de virgeschriwwene Quota erreicht ass.

Et gouf ganz vill Diskussiounen am Virfeld vun deem Gesetz. An och elo, an deser preelektoraler Zäit, ass des Measure ëmmer nach en Thema, och wann d'Gemengewahlen natierlech heivunnet net betraff sinn.

De Chancëgläichheitsministère hat de Courage, dat waarmt, jo, loosse mer souguer soen, dat gliddegt Eisen unzepak. An et bleift ze hoffen, dass och bei eis, wéi an anere Länner och, de Quotesystem just als Iwwergangsléisung ze betruechten ass an dass e ganz, ganz séier, wéi et an anere Länner de Fall war, seng Friichte wäert droen.

Jo, d'Frae gehéieren op eng Lescht. Mä d'Frae sollen och gewielt ginn. D'Fraen hunn d'Vetraue verdéngt gradesou gutt wéi hir männlech Kolleegen, och wa si sech ganz dacks net trauen, fir eng politesch Verantwortung ze iwwerhuelen.

D'Campagne vum Chancëgläichheitsministère ass drop ausgerichtet, fir dese Message un d'Wieler weiderzeginn an och en Incitatif ze bidde fir jiddweneen, dee mat gudden Iddie kennt, fir des Sensibilisatioucampagne ze ënnerstëtzen.

Eng Campagne kritiséieren eleng geet net duer. Et heescht de Courage hunn, fir esou eng Motivatioussiddi och ëmzesetzen, sech bewusst sinn, dass een, wann ee mat sengen Iddie wellt derduerchgoen, muss Zäit investéieren. Et muss een Zäit investéieren an Iwwerzeugungsarbecht leeschten. A wann ee sech da mat enger Poschecampagne op de Wee mécht bei d'Fraen, fir déi Iwwerzeugungsarbecht ze leeschten, da kann een och dermat rechnen, dass ee stiermesch Reaktiounen riskéiert. An och déi soll een a kann een dann assuméieren. Mä de Wee ass bekanntlech d'Zil.

Ech woen ze soen, Här Statsminister, dass et eise Land gutt geet, wann et de Fraen am Land och gutt geet. An op ville Plazen op der Welt...

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Selbstverständlech!

Op ville Plazen op der Welt ass dat awer leider net de Fall. Dofir ass et wichtig, dass ons Regierung d'Chancëgläichheet net nëmme duerch e gudden Aktiounspang an och legislativ Mesuren hei am Land férdert, mä dass och ons Kooperatiounspolitik mat hirer transversaler Genderdimensioun vill Projeten ënnerstëtzt,

mat deenen de Stellwäert vun der Fra an alles an allem den Empowerment vun der Fra an der Gesellschaft gestärkt ginn.

No vir kucken heescht, net stoe bleiwen, wou mer haut sinn. No vir kucken heescht, no alle Säite kucken a keen am Ree stoe loossen. No vir kucken heescht och, eis gutt Erfahrung mat aneren deelen, an no vir kucke verhënnert net, eng Hand auszestrecken do, wou Hëllef gebraucht gëtt. An an deem Sënn sinn ech frou, dass ech heimadder och vläicht d'Iddi vun der LSAP vertrueden hunn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Nächst Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding.

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, wirtschaftlech gesi geet et eise Land gutt, an zwar esou gutt, dass de Wirtschaftsminister jo mat - wéi soll ech soen? - engem „clin d'œil“ gemengt huet, d'Kommissioun hatt Problemer, fir Lëtzebuerg herno iwwerhaapt nach Recommendationen ze maachen.

Effektiv, eis Economie, déi dréit. Eis Wuesstumsprognose gouf kierzlech no uewe korrigéiert. De Chômagetax geet permanent erof, an eise Statsbudget ass am gréngem Beräich.

Leider profitéiert awer net jiddweneen vun deene positiven Entwécklungen. A fir deene klammenden Ongläichheeten entgéintzewierken, huet des Regierung vun Ufank u gesot, dass d'sozial Gerechtegkeet an d'Aarmutskämpfung zu de Prioritéite solle gehéieren. D'Lutte géint d'Pauvretéit gouf jo och als eent vun den Ziler am PNR definéiert. A besonnesch déi Elengerzéiend sinn an de Fokus vun der Politik geréckelt.

Fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken a fir méi sozial Gerechtegkeet, goufen eng Rétsch Initiative geholl. Ech erënnern en d'Steierreform, de rezente Reajustement vun de Pensiounen, d'Hausse vum Mindestloun, d'Indexéierung zum Beispill nach vun de Studiebahihëlfele an d'Subvention de loyer, woubäi, an dat huet de Georges Engel och scho virdrun a richtig gesot, des Measure onbedéngt muss nogebessert ginn.

E weidert wichteg Instrument an der Lutte géint d'Aarmut ass den RMG, dee jo elo reforméiert gëtt. Den neie REVIS ass a sengem Grondsatz richtig. E wäert eng Partie Verbesserung mat sech bréngen, notament fir kanneräich Familljen, awer och fir déi Elengerzéiend. Si wäerte geziilt ënnert d'Äerm gegriff kréien, an den Accent soll op d'Inklusioun gesat ginn, fir dass déi Betraffe wa méiglech herno erëm kënnen selwer op eegene Féiss stoen.

Eis Aufgab als Politiker ass et, derfir ze suergen, dass déi Menagen, déi wierklech Hëllef brauchen, se och herno kréien an dass besonnesch zukünfteg REVIS-Bezéier mam System herno net manner erauskréien, wéi se aktuell zegutt hätten.

D'Avisen zum Projet de loi kommen elo lues a lues eran. Dat ass och wichtig, fir dass déi zoustänneg Chamberskommissioun an hirer Aarbecht ënnerstëtzt ka ginn, fir dass mer dann och herno e System kréien, deen ëmsetzbar ass an dann och herno wierklech deene concernéierte Leit hëllef.

Bei där Geleeenheet géif ech awer och nach gären op de System vun der Obligation alimentaire agoen, well ech der Meinung sinn, dass mer deen och kéinten op de Leescht huelen. Mir kéinten eis zum Beispill do un der Belsch inspiréieren. Do ass et esou, dass, wann deen een Elterendeel den Ennerhalt net bezilt, sech e bestëmmte Service drëms këmmert, fir eben déi feelend Alimenter anzedriewen. A bei deene Persounen ënner enger gewëssener Akommesgrenz ass et och esou, dass de Service carrément d'Avancé bezilt.

An Däitschland gëtt et och esou en „Unterhaltungsvorschussgesetz“, dat elo reforméiert gouf, fir dass de Stat aspréngt, wann eben deen aneren Elterendeel net bezilt.

Bei eis am Land gëtt et och esou eng Regelung, awer mam groussen Ennerscheid, dass do am Virfeld all d'Rechtswéier mussen ausgeschöpft sinn. A beim RMG an och dem zukünftige REVIS ass et souguer esou, dass en theoretische Montant un Alimenter mat verrechent gëtt, wéi wann een déi Sue kritt hatt, och wann ee se vläicht herno guer net kritt.

Dacks ass et awer esou, dass d'Elengerzéier net d'Moyenen an och net d'Zäit hunn, fir all déi juristesche Schrëtt duerchzegoen. An ech denken, dass mer hei am Land och kéinten e Schratt méi wäit goen an eise System sollten deemtsprechend verbesseren. Och domadder géife mer ganz villen elengerzéierende Familljen hëlfele.

Virun engem Joer, mengen ech, muss et gewiescht sinn, wou mer hei d'Gesetz vun de Familljeprestatiounen gestëmmt haten. An deem Kontext wëll ech och nach eng Kéier un d'Afféierung vum Mechanismus erënnern, deen ënner anerem virgesäit, d'Familljeprestatiounen all zwee Joer ze adaptéieren, geméiss der Entwécklung vum Salaire médian hei am Land.

Do stellt sech natierlech d'Fro: Wéi geet et elo mat deem Accord mat de Gewerkschafte weider? De Projet de loi läit um Dësch. De Conseil d'État huet deen och schonn aviséiert. Do muss ee soen, dass deen net esou ganz positiv ass. An dofir eben hei d'Fro, ob d'Regierung nach ëmmer un deem Berechnungsmodus festhält oder ob iwwerluecht gëtt, sech mat de Sozialpartner nach eng Kéier zrëck un den Dësch ze setzen.

Ech hu virdu gesot, dass et eise Land jo net allze schlecht geet. Dofir ass d'LSAP der Meinung, dass mer solle weider Initiativen huelen, fir besonnesch de Familljen ze hëlfele. Fir zum Beispill eng méi staark a selektiv Ennerstëtzung kéint de Stat bei de Familljen ënner enger gewëssener Akommesgrenz an och bei Eltere mat ville Kanner hëlfele, d'Käschte bei de Schoulbicher fir de Secondaire ze iwwerhuelen. Domadder géife mer och konkret deene finanziell méi schwache Menagen hëlfele.

An enger Froestonn hat ech och schonn eng Kéier d'Thema ugeschwat a proposéiert, esou eng Hëllef zum Beispill un d'Allocation de vie chère ze bannen. Den Educatiounsminister war, mengen ech, deemools net ganz ofgeneigt an huet geantwert, dass do nach eng Partie Froen ze kläre wäeren. Dofir hoffen ech, dass d'Regierung weiderhi mam Gedanke spillt, an déi Richtung ze goen. An et géif mech och hei interesséieren, ob dann elo eng Rei Froe gekläert gi sinn a gekuckt ginn ass, wéi eng Pisten een dann do kéint goen.

Bleiw mer bei der Familljepolitik, well ech mengen, et ass keen anere Ressort, deen esou grouss Ennerscheeder téschent de Parteien opweist wéi eben d'Familljepolitik.

Och wann aus den haaptsächlech konservative Lageren ëmmer erëm behaupt gëtt, dass déi Fraen, déi doheem bleiwen an net berufstätig sinn, „alles ewechgeholl“ kréien, gëtt déi Ausso domadder net méi richtig. Dee Choix, vun deem ëmmer nees geschwat gëtt, ass kee wierkleche Choix. Et war an et bleift e Choix, dee sech haaptsächlech déi finanziell gutt gestallte Famillje konnte leeschten an och haut nach kënnen leeschten. Dee Choix war fréier keen aneren ewéi haut.

An am Géigesaz zu deem, wat oft gemengt gëtt, subventionéiert och de Stat nach haut dese Familljemodell, zum Beispill iwwert d'Droits dérivés, iwwert de Steiersystem an iwwer eise Sozialsystem. Dat gëtt leider ëmmer an den Debatten ausgebleit, vläicht bewosst, well dese Modell vill negativ Konsequenze mat sech bréngt an notament dat schéint Bild vum fräiwëllege Choix demontéiert.

De Realitéitscheck - genau, ech mengen, et war en „Realitéitscheck“, dat war dat Wuert, wat gëschter de Sprächer vun der CSV benotzt huet, deen deen domadder wollt fuerderen - gëtt och scho längst gemaach. Dass mer um richtige Wee näamlech sinn, geet ënner anere kloer aus de Konkusiounen vun der Europäescher Kommissioun ervir, déi si am Rapport fir Lëtzebuerg am Kader vum Semestre européen zitt. Mir kréie recht, dass mer verschidde Prestatiounen a Mesuren op de Leescht geholl hunn, fir se entweder ze verbesseren, wéi de Congé parental, oder carrément ofzeschaffen, wéi d'Allocation d'éducation. Et ass also domadder genau de Géigendeel vun deem, wat eigentlech déi gréissten Oppositionspartei hei am Land verteidegt.

E weidere Punkt, op deen ech nach gäre wëll agoen, ass bei de Pensiounen den Ecart téschent de Geschlechter. Dee läit bei eis hei am Land bei 40% an ass domadder ee vun deenen héchsten a ganz Europa. Dat geet do-raus ervir, dass vill Frae modest Pensioune kréien an anerer bal guer kee Pensiounsrechter iwwert d'Joren opgebaut hunn. Net ganz onschëlleg ass sécherlech dorunner deen traditionelle Familljemodell an de System vun den Droits dérivés, dee jo Verschiddener dann als fraie Choix gären duerstellen.

Duerch déi Entwécklungen, déi mer hunn, wäerten déi méi jonk Generatiounen hoffentlech spéider de Problem manner hunn. Dat wär gutt. Mä domadder ass deene ville Fraen net gehollef, déi haut an hirer eegener Altersviwersicherungslücken hunn a sech a finanziell prekäre Situatiounen erëmfannen, wa si dann nach méi spéit gescheet ginn.

Do ass menger Meinung no d'Politik gefuerdert. An et ass och wichtig, dass mer endlech dat Scheidungsgesetz kréien, wou verschidde Elementer virgeséi sinn, déi direkt beim Divorce



festzeleeë sinn, fir eben domadder kënnen spéider fatal Folgen ze evitéieren.

Weider muss d'Politik awer och oppassen, dass se keng falsch Ureizer schafft oder oprechterhält, déi besonnesch Fraen drun hënneren, an der Aarbecht ze bleiwen oder hir Aarbechtsstonden ze erhéien. Ech schwätzen hei geziilt vu finanzieller Bremsen. D'Niddreglounfal fir en Zweetverdénger am Stot läit bei 41% an ass domadder relativ héich. De fiskale System spillt sécherlech hei eng bedeitend Roll. D'Steierreform gétt de Koppelen elo d'Méiglechkeet, téschent enger individueller Besteuerung oder der conjointer ze wielen.

Op dësem Punkt denken ech, dass mer trotz natierlech enger gudder Steierreform awer an Zukunft mussen weider diskutéieren iwwer e méi gerechte System an zum Beispill iwwer eng Gläichbehandlung, onofhängeg vum Zivilstand.

Här President, fir meng Partei ass kloer, dass mer Fraen eng existenzsicherend Aarbecht wellen erméiglechen a si virun Altersarmut schützen. E wichtege Schratt war sécherlech hei, fir d'Égalité salariale an d'Aarbechtsrecht anzuschreien, eng absolut néideg Initiativ vun eiser Chancéglichheitsministesch. Mat der Inscriptioun alleng ass et awer net gedoen. Mir mussen derfir suergen, dass d'Loungerechtgeet och wierklech émgest gëtt, realiséiert gëtt. An dofir: Wie sech net drun hält, muss och herno wierklech sanktionéiert ginn!

Et géllt awer och, weider Erausforderungen nach ze meeschten. Wéi wëlle mer zum Beispill fir d'Fraen den Accés op den Aarbechtsmarché, besonnesch fir d'Mammen, déi eng länger Zäit net méi aktiv waren, oder fir déi Elengerzéierend, verbesseren?

Wéi wëlle mer Mammen doranner ënnerstëtzen, eng qualifizéiert, méiglechst Vollzäitbeschäftegung ze kréien an och derfir suergen, dass se do bleiwen?

Och wann den Taux d'emploi iwwert déi lescht Jore sech verbessert huet, ass d'Potenzial, dat d'Frae fir den Aarbechtsmarché duerstellen, net ausgelascht. Deen Taux ergëtt sech haaptsächlech doraus, dass vill Fraen an Deelzäit schaffen. Mir sinn als Land op der siwenter Plaz. A virun allem stellt sech hei d'Fro, wéi d'Fraen aus der Deelzäit de Sprong an d'Vollzäitbeschäftegung herno packen.

D'Viraussetzung ass natierlech, dass de Kader stëmmt. Eltere brauche Mesuren, déi hinnen hëllefen, fir hiert Privat- an hiert Berufsliewe besser mateneen ofzestëmmen. Eng wichteg Viraussetzung ass natierlech dobäi och d'Kannerbetreuung.

Doniewent, an dat ass och haut schonn e puermol gesot ginn, brauchen Elteren Zäit. Déi Zäit erméigleche mer hinnen zum Beispill elo iwwert d'Reform vum Congé parental. Weider wichteg Reforme stinn awer och nach un, déi de Premier gëschter genannt huet. Do leien d'Projet-de-loien och schonn um Dësch. Mä leider dauert dat jo ëmmer alles e bësse méi laang. Dobäi wär et awer wichteg, dass d'Elteren, wann hiert Kand krank ass, sech besser kënnen eben organiséieren, fir doheem bei hirem Kand ze bleiwen. Ech schwätzen hei vun der Reform vun dem Congé pour raisons familiales.

Verbesserunge gesi mer awer och ganz kloer an der Neistrukturierung vun de Congés spéciaux, wou Papp solle bei der Gebuert vun hirem Kand méi Congésdeeg kréien. Dat zeechent fir eis sécherlech eng ganz gutt an och virun allem eng fortschrittlech Familjepolitik aus.

Iwwert déi aner ugeduechte Changementer, déi virgesi sinn, muss spéider déi zoustänneg Chamberskommissioun am Detail klären an tranchéieren, wat dann herno deenen heitegen Zäite muss ugepasst ginn a wat net.

Méi wéi iwwerfällig ass an deem Kontext awer och nach d'Verlängerung vum Congé postnatal. Dat sinn déi véier Woche Congé d'allaitement, déi an Zukunft all Mamm soll kréien, onofhängeg dovun, ob si niert oder net. Si soll dat eben dann d'office zegutt hunn.

Kolleeginnen a Kolleegen, en nächste Schrëtt soll sinn, fir jiddwerengem, also deenen zwee Elterendeeler, e Recht op Aarbechtszäitreduktioun ze erméiglechen, an dat mat der Garantie, zu engem spéideren Zäitpunkt nees kënnen Vollzäit ze schaffen, iwwregens och eng Initiativ, iwwert déi am Moment d'Europäesch Kommissioun nodenkt, déi och wëllt op dese Wee goen.

Do ass net nëmme eng Reduzierung vu 50% gemengt, mä vill méi flexibel Modeller. Ideal wär et, wann déi zwee Elterendeeler e bësse manner géife schaffen, zum Beispill 20% oder 25%. Dat hätt zum Virdeel, dass kee vun deenen zwee allze grouss Aschnëtter bei senger Pai, senger Carrière oder herno bei de Pensionsrechter misst a Kaf huelen an déi zwee och méi präsent an der Kannererzéigung wäeren.

Wéi meng Virriedner vun der sozialistescher Fraktioun wëll och e Wuert zur Digitaliséierung soen, Stéchwuert Télétravail, Home Office. Ech warne virun - ech wëll elo net falsch verstane ginn, dat sinn alles ganz gutt ugeduechte Modeller, déi eng gewësse Flexibilitéit wäerte matbréngen -, ech warnen awer virun ze mengen, dass dat elo déi perfekt Léisung wär fir haaptsächlech schaffend Mammen, well si dann an der Regel méi oft doheem sinn. Kloer ass awer, dass och an engem Home Office professionell Standard gëllen, wéi Erreechbarkeet an déi ongedeelte Konzentratioun op déi beruflech Aufgaben.

Dat nach ëmmer existéierend Bild vum Home Office vum mam Bëbeem am Schouss doheem virum Laptop schaffenden Elterendeel ass net nëmme onrealistes, mä schüürt och Virurteeler, dass doheem net richtig géif geschafft ginn. Virun allem kann den Home Office keng feelend Betreuungsoffer ersetzen, mä soll villméi d'Elteren an hirem Wonsch ënnerstëtzen, ebe méi fräi Zäit ze hunn, Zäit fir d'Famill, an hinnen hir vläicht eng Alternativ bidden, fir kënnen hir Deelzäit opzestocken.

Wat d'Aarbecht ugeet, geet et net ëmmer just ëm e gutt Akommes ëm all Präis, mä ëm eng gutt Balance am Liewen. Dëst ass och erëm viru Kuerzem kloer ginn, wéi mer hei den Echange mat de Petitionären hate fir fënnf Deeg méi Congé. Ob allerdéngs déi fënnf Deeg méi Vakanz déi psychosozial Belaaschtung bekämpft kréien, woen ech ze bezweifelen. Dofir ass och d'LSAP der Meenung, dass u villen eenzelne Schrauwe muss gedréit gi fir eben déi eenzel Reformen zur Vereenbarkeet vu Beruff a Famill, déi ech virun opgezielt hunn. Weider verweisen ech awer nach eemol op d'Wichtigkeet vun engem Mobbinggesetz fir am Privatsektor.

Här President, eis Systemer wéi eis Gesellschaft insgesamt si stännege Entwécklungsprozesser ënnerworfen, soudass eis Sécurité sociale vun haut net onbedéngt op all d'Besoinne vu muer zougeschnidden ass. Et geet drëms, an alle Beräicher qualitativ héichwäerteg Leeschtungen ze garantéieren a gläichzäiteg de System ofzesécheren. D'Weiterentwicklung vun der Fleegeversécherung ass esou e Beispill. Dës Reform soll als Chance gesi ginn, d'Fleegeversécherung un déi nei Ufuerderungen unzepassen, fir se eben u nei Krankheitsbiller och mat deenen technesch Hëllefsmittelen ze adaptéieren. Hei huet déi zoustänneg Chamberskommissioun scho vill geschafft. D'Amendement goufen elo zrëck un de Statsrot geschéckt, fir enger ganzer Partie vu Kriticken a Bedenken domadder kënnen Rechnung ze droen.

Zum Schluss halen ech fest, dass eng Rëtsch gutt Reforme komm sinn an dass och nach eng ganz Rëtsch u gudder Reforme bevirstinn. Sozial Ofsécherung a sozial Gerechtegkeet sinn d'Basis fir eise sozialen Zesummenhalt hei am Land. Dat betrëfft - an et misst een et eigentlech net méi widerhuelen - all Mënsch, deen hei am Land leeft, wunnt a schafft, onofhängeg dovunner, ob deen d'Chance hat, hei gebuer ze sinn oder net oder ob en iwwer méi oder manner dramatesch Émstänn de Wee heihinner fonnt huet. Sozial Gerechtegkeet a Solidaritéit zesumme mat Informatiounen, Erklärungen a Sensibiliséierung sinn iwwregens dat bescht Mëttel, fir géint extrem Tendenzen a géint de Populismus virzuegoen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Bofferding, mam Appell, ëmmer de Compteur am A ze behalen. Deen heiten, dee geet elo esou lues op rout zou, bon, wat jo dann net weider schlëmm ass.

(Hilarité et interruptions)

A mir géifen dann zum nächsten Department iwwergoen, den Développement durable. An do ass als éischte Riedner den Här Marco Schank ageschriwwen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Vläicht zu dem Oflaf vun den Aarbechten: Mir géifen de Moie respektiv de Mëtze bis hallwer eng fueren an dann um hallwer zwou eis Aarbechten erëm ophuelen. Mir fueren also esou wäit, wéi mer kommen, bis hallwer eng. An d'Regierung géif am fréie Mëtten äntwerten.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Mir sinn à votre disposition, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech hunn näischt anescht erswaart, Här Premierminister.

Débats sectoriels - Volet «Développement durable»

► **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Premierminister sot an deene puer éischte Sätz vu sengem État de la nation - en hat och d'Geleeënheet, et

zweemol ze soen -, ech zitieren: „Am Alldag funktionéiert net alles, wéi et soll a wéi et muss. Nach net! D'Mobilitéit ass e Problem. Mir stinn am Stau a ginn opgehalen, wou mer wëlle weiderkommen.“ Duerfir wollt ech mech a menger Interventioun haut mat enger Partie Aspekter vun der Mobilitéit beschäftegen, an hei awer net mam Stroosverkeier, mä mam öffentlechen Transport.

Elo ass et leider esou, dass de Minister eraus ass. E war dee ganze Moien do. Ech hätt awer nawell gär gehat..., wann e vläicht iergendwou ass, well ech eng ganz Partie Froen un en hunn!

► **Une voix.** - En ass iergendwou.

► **M. Marco Schank (CSV).** - Richtig, en ass iergendwou!

Ech wollt a menger Interventioun dann och soen, dass ech selwer aus Iwwerzeegung Zuch fueren, Zuch a Bus, an dat net fir d'Lescht, fir stressfräi op der Aarbecht unzekommen. Wann awer d'Zuchfueren ufänkt stresseg ze ginn, dann ass dee But net méi erreecht. A wann ee mam Zuch fiert, begéint ee ganz vill Leit, an ëmmer erëm kritt ee gesot: „Dat gétt schlëmmer.“ Vill Leit si frustréiert, wann alt nees den Zuch Retard huet an een doduerch ze spéit op d'Schaff kennt respektiv de Bus net kritt, wann den Zuch iwwerfëllt ass, oder schlëmmer, wann ee guer net an den Zuch erakënt oder wann d'Zuch muss virun der Stater Gare waarden, well déiselwech saturéiert respektiv encombréiert ass, wéi mer dann um Haut-parleur gesot kréien.

Den honorabele Kollege Gusty Graas huet viru Kuerzem an der zoustänneger Chamberskommissioun déi Problematik vun den hoffnungslos iwwerfëllten Zich op der Streck vun Nanzeg erop an d'Stad skizzéiert an der Rushhour, mat all deene Geforen, déi dat mat sech bréngt fir d'Clienten an deeneselwechten Zich, déi dann iwwerall Plaz geholl hu wéi d'Hierken an der Konservendous. An dat ass jo net de But, dee mer wellen errechen. Hie wäert awer selwer, denken ech, a senger Interventioun dorobber zrëckkommen.

Mä eng vun de Konklusiounen dovunner ass awer déi, dass hien da vläicht, mä och aner Leit op deem Deel vum Lëtzeburger Reseau zu där Zäit den Zuch net méi huelen an dann - wéi kann et anescht sinn? - op den Auto ëmklammen. Och dat wëlle mer jo eigentlech net errechen.

Bleibe mer ee Moment bei der Onpénktlechkeet respektiv Pénktlechkeet vun den Zich! An der Äntwert op eng Question parlementaire vun der Kollegin José Lorsché am Dezember d'lescht Joer si mer gewuer ginn, dass statistesch gesinn d'Pénktlechkeet 2016 par rapport zu 2015 an der Moyenne vun 90,9% op 89,8% erofgaangen ass. Elo kann ee soen: Dat ass net immens vill! Ben, gutt: 11% Onpénktlechkeet. An da muss ee jo wëssen, dass an deenen Onpénktlechkeeten, déi do gemooss ginn, jo déi ënner sechs Minuten net agerechent ginn, déi awer derfir kënnen suergen, dass een de Bus net kritt respektiv den Anschluss da verpasst.

Op der Linn 90 beispillsweis, Lëtzeburg-Beeteburg-Grenz, läit déi Onpénktlechkeet bei 85,2%.

De Minister gouf an darselwechter Äntwert op déi Question parlementaire vun der Madamm Lorsché zou, dass zum Beispill d'Informatioun vun de Clienten „en situation perturbée“, wéi et esou schéin heescht, verbessert muss ginn. Stéchwuert: automatiséiert Informatiounssystemer, nei App, dynamesch Affichage, Tracking oder och den Temps réel, wou d'Variatioun téschent dem geplangten Horaire an dem reel-len Horaire präziséiert gëtt.

Et ass awer genee dat, wat mech, awer och aner Clientë vun der Bunn dacks frustréiert, nämléich den Émstand, dass een näischt oder net vill gewuer gëtt, wat dann d'Ursaache vun deene Problemer respektiv Retarden am Eenzelfall sinn, an dann - wat, mengen ech, nach méi wichteg ass - respektiv wéini een dann elo definitiv um Zil ukënt.

Et wier interessant gewuer ze ginn - an hien huet eng Rei Saachen och da genannt an darselwechter Äntwert -, wéini déi versprache Verbesserunge kommen. De Minister huet zum Beispill gesot, et wier eng Etüd amgaangen, fir d'Organisatioun vun der Bunn ze kucken duerch en externe Consultant. Dat géif am éischte Semester 2017 realiséiert ginn, dëst also innerhalb vun der CFL, fir d'Fluxen an d'Informationsprozedure fir d'Clienten ze verbesseren. A meng Fro, mir sinn elo Enn Abrëll 2017: Wéini kann ee mat éischte Resultater rechnen? Wat géif dann elo an deem Kontext mat där Etüd dann och u Verbesserunge kommen?

Déiselwech „date limite“ - sou nennen ech dat dann emol -, éischt Semester 2017, huet de Minister och op eng Question parlementaire

geäntwert am Zesummenhang mat dem Equipéiere vum Wi-Fi an enger Partie Garen, neng Garen am Ganzen. An dat soll och dann am Laf vum éischte Semester 2017 geschéien, dorëner Ettelbréck a Beeteburg. Ech denken elo un déi zwou, well ech zu Ettelbréck selwer regelméisseg duerchginn, an u Beeteburg, well ech dat vum Kollege Gusty Graas weess; do ass zumindes de Moment nach näischt geschitt.

An deem Kontext wëll ech dann och nach déi Fro drunhänken, wéini dat d'Equipéieren, d'systematescht Equipéiere vun den Zich mat Wi-Fi soll ufänken - an enger vun den Äntwerten, Här Minister, hutt Der och do gesot, do missten awer nach Tester an d'Sammele vun Erfahrung gemaach ginn -, wéi séier dat ka goen, well dat och e wichtegen Aspekt, fannen ech, vun der Attraktivitéit awer vum Zuch respektiv vum öffentlechen Transport ass.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här President!

► **M. Marco Schank (CSV).** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo. Wann Der erlaabt.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Wann den Här Schank erlaabt, ech kann em déi Äntwerte gär ginn, an zwar direkt.

Wat d'Informatioun vum Client ubelaangt, bis Enn des Joers ass dat alles en place. Dat heescht, deen neien...

► **M. Marco Schank (CSV).** - Dat, wat ech elo genannt hunn, ass alles en place?

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo. Also dat heescht, innerhalb vun den Zich, dat heescht, den Zuchresau gétt jo mat deem ARAMIS-System equipéiert, wat en äänleche wéi den Telematiksystem ass. Dat ass bis Enn des Joers fäerdeg. An da solle mam Fahrplanwiessel den 10. Dezember, wou jo souwiesou e grouse Fahrplanwiessel wäert kommen, och e ganze Koup Neierunge kommen an der Informatioun.

Wat de Wi-Fi ubelaangt: Déi nei KISS-Automotricen, vun deene mer de Moment jo schonn eng kritt hunn - déi ginn elo geliwwert, relativ zügeg, eelef Stéck bis de Summer -, déi si schonn d'office mam Wi-Fi equipéiert an déi solle genotzt gi fir déi éischt Tester. Dat heescht, do ass de Wi-Fi dran an den Zich, an de Garen. Do geet de Programm zügeg weider. Och am Laf vun dësem Joer ginn d'Garen, déi grouss Garen, equipéiert mat gratis Wi-Fi.

Also ech géif soen, bis Enn des Joers mam Fahrplanwiessel wäerte mer do, wat d'Informatiounspolitik ubelaangt an d'Méiglechkeeten, fir digital Techniken ze notze bei der CFL, ganz grouss Annerungen hunn.

► **M. Marco Schank (CSV).** - Merci fir déi Äntwerten.

Ech wollt da weiderfueren an och an deem Kontext, wou de Minister jo versprach huet, dass wann déi Horairen elo am Dezember changéiert ginn, dass dann alles do matage-recht géif ginn. Ech wënsche mer dann, dass mer och spieren, d'Leit, déi mam Zuch fueren, dass dat dann eng Verbesserung definitiv soll ginn, well ech e bëssen Angscht hunn, och mat dem Arrêt Pont Rouge, wa mer vun der Linn 10 schwätzen, wou och Eisebunner mer gesot hunn, dass dat eventuell awer net esou einfach gëtt, fir dat an d'Realitéit ëmzesetzen. Soit!

Ech wollt dann awer nach ee wichtegen Aspekt uschwätzen, dat ass dee vun der Sécherheet op der Bunn. Op den Accident wëll ech net ze vill zrëckkommen. Déi genee Ursaach wësse mer och zwee Méint an en hallwen duerno nach ëmmer net. D'Enquête leeft. Dat Eenzegt, wat mer wëssen, soen ech dann emol, ass déi onglécklech Verkettung vu Feeler, wou Mënsch a Maschinn solle versot hunn. Den europäesche Kontrollsystem, deen ETCS, ass um Buedem installéiert, dat wësse mer scho méi laang, zënter 2014. Ech géif mer och do wënschen, dass dat geschitt, wat de Minister versprach huet, dass dat och bis Enn des Joers dann an der Rei ass, nämléich d'Equipéiere vun de Maschinne mat deemselwechten ETCS, fir dass de Client weess: Hei, wann ech op Lëtzeburger Buedem fuere mam Zuch, da sinn och d'Maschinne, nieft dem Buedem, allegueren equipéiert.

Speziell war op jidde Fall, wéi déi franséisch Eisebunner net méi wollten op Lëtzeburg fueren - ech wollt dat awer nach eng Kéier ernimmen -, an dat wéinst eise vermeintlech schlechte Sécherheitsstandarden, well se sech „net géife sécher spieren“! Ech muss awer soen, dass een dann de Kapp rëselt - wann et



net esou eescht wier -, wann ee gewuer gëtt, datt et nom Accident virun der Stater Gare véiermol zu äänleche Sécherheetsproblemer koum, a wou d'Ursachen, hu mer jo gesot kritt, eendeiteg bei franséische Maschinne solle geleeën hunn!

Da wollt ech awer a puncto Sécherheet och nach eng Kéier op déi Problematik vun den Tunnelen agoen. Dat ass eppes, wat meng Fraktioun scho méi dacks gemaach huet. Déi meescht Tunnelen, déi sinn nun eemol am Norde vun eisem Land. Eng ganz wesentlech Problematik.

Fir déi fënnf Tunnelen, déi méi laang si wéi 400 Meter, do sollten, entsprechend enger Äntwert op eng Question parlementaire vum Januar 2016, d'Arbechten Enn 2016 ofgeschloss ginn! Laut mengem Informatiounen ass dat awer net de Fall, datt déi ofgeschloss sinn. Duerfir meng Fro och hei: Wann et esou ass, datt se net ofgeschloss sinn, wéi geet dat da virun? Besonnesch wann ee weess, datt kee sech wëllt a kann ausmolen, wann een Zuchaccident wéi zu Zouffngen respektiv Beetebuerg an engem Tunnel oder tëschent zwéin Tunnelen an deenen enken Eislecker Däller géif passéieren, wou d'Asazgefirer wéi Ambulanzen an esou weider nëmme bedéngt, extrem bedéngt Zougang hunn. Esou een Eeschtfall géif d'Sauveteuren definitiv virun enorm Erausforderunge stellen!

Dann nach een Aspekt beim Thema Sécherheet. Ech kommen op eng Suerg zréck, a sidd mer net béis, datt ech dat als Ceterum censeo maachen, eppes och, wat meng Fraktioun schon emol méi dacks artikuliert huet, an eng Suerg, déi mer och zesumme mat der Eisenbunnergewerkschaft, dem Syprolux, deelen, dat ass déi vun der Gewalt a vun den Iwwergrëffer an den Zich, de Busser respektiv op de Gare. Där Incidente gëtt et ëmmer nach vill ze vill. Dat war viru Joren esou, dat ass och nach haut esou. A wann een déi Statistiken ukuckt, déi lescht Statistiken 2014 bis 2016 vum Comité de pilotage de sûreté dans les transports publics, da gesäit een, datt d'Zuel vun den Iwwergrëffer net nëmme op engem héijen Niveau ass, mä datt se an Deeler souguer eropgeet!

Ëmmerhin, am Ganzen 212 Aggressiounen 2016 vis-à-vis vun Agente vum öffentlechen Transport par rapport vun 220 respektiv 188 an de Joren 2014 an 2015! D'Zuel vun den Incidenten an de Busser vun der Stad Lëtzebuerg ass par rapport zu 2014-2015 d'lescht Joer vun 28 op 37 eropgaangen. Beim RGTR huet d'Zuel sech carrément verduebelt, vu 6 op 12. Bei der Eisenbahn sinn d'Aggressiounen vis-à-vis vun Drëttpersonen vun 39 op 45 eropgaangen. A kierperlech Aggressiounen vis-à-vis vu Mataarbechter bei der Bunn si vun 31 op 37 geklommen. Vun den Insulté schwätzen ech emol net. Dann, d'Actes de vandalisme sinn och an d'Luucht gaangen, vun 48 am Joer 2015 op 66 d'lescht Joer.

Ëmmerhin, dat soen ech dann als positive Saz och, ass d'Präsenz vun externe Sécherheetséquippen an den Zich zënter Dezember 2016, dat ass also nach net ganz laang, vu 4% op 10% gehuewe ginn. Also och do gëtt awer gespiert, datt Besoin sinn!

Net fir näischt hat sech dann och verständlecherweis de Minister Bausch schon am Juli 2015 fir d'Kreatioun vun enger spezieller Unité de police fir den öffentlechen Transport ausgeschwat! Hien huet dat net einfach esou gemaach, mä op enger Reunion - mir erënneren eis dorunner -, déi en deemools convoquéiert huet, ass mat allen Akteuren - CFL, Gewerkschaften a Police - iwwer Sécherheetsproblemer an den Zich a Busser geschwat ginn. An no där Reunion sot de Minister, hien hätt dem Ministerkolleeg, deen och hei bei eis ass, dem Etienne Schneider, zoustänneg fir d'bannenzeg Sécherheet, e Brëif geschéckt en vue vun enger gemeinsamer Reunion, fir zesummen ee Projet pilote auszuschaffen.

An déi Iddi ass, fanne mir, och haut nach gutt! Firwat net e Projet pilote? Do mécht ee jo näischt falsch! Do kann ee jo ëmmer nach kucken, ob et eppes bréngt oder net. Ëmmerhi fonctionnéiert d'Police des chemins de fer an der Belsch mat nobäi 600 Agenten, bei enger Bevëlkerung vun iwwer eelef Milliounen, ganz gutt a suergt op eng effikass Manéier derfir, datt d'Iwwergrëffer an engem erträagliche Mooss bliewen.

Oder ass et effektiv esou, datt d'Police, d'Policedirektioun mordicus keng esou eng Struktur wëllt? Wann ee wéi ech mam Zuch op d'Schaff fiert, da gëtt ee jo dacks ugeschwat. A besonnesch d'Sécherheet ass ëmmer erëm e Sujet,

deen d'Leit engem soen. Ech kréien dacks gesot vun Elteren, datt se hir Kanner owes fir erauszegoe mam Auto féieren an dat net zouloossen, datt se den Zuch huele respektiv de Bus, well se féierten, datt eppes geschitt, entweder am öffentlechen Transport selwer, op de Gare a wéi och ëmmer.

Wéi ech am Februar 2016 eng mëndlech Fro hei an der Chamber un de Minister Schneider gestallt hunn, krut ech ënner anerem gesot, datt wéinst engem grouse Mangel u Polizisten esou eng Police spéciale net méiglech wier. An do sot de Minister weider, ech zitieren,...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Entschëllegt. Entschëllegt, Här Schank!

► **M. Marco Schank** (CSV).- Ech wollt lech just zitieren.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Jo. Gutt, da soen ech lech eppes duerno, wann Der erlaabt.

► **M. Marco Schank** (CSV).- „Dofir mengen ech, wann een d'Envergure kuckt vun deem ganzen öffentlechen Transport, dass et am Moment esou, wéi d'Situatioun ass, onméiglech wäert sinn, eng Unité spéciale anzeféieren, déi permanent dann an all deenen Zich, an all deene Busser wäert ennerwee sinn, fir do fir méi Sécherheet ze suergen.“

Ech hätt jo gären deemools lech scho geäntwert, Här Minister, datt et jo net dorëms geet, datt an all Zuch oder an all Bus e Polizist matfiert, mä datt an deenen Zich, wou et noutwendig ass, wann do no 22 Auer Poliziste matfueren, datt déi Signalwirkung enorm wierkt. An ech wëll och de Minister Bausch dann nach eng Kéier zitieren. 2015 huet en dat dann, denken ech, gesot: «Il nous faudrait une quinzaine de policiers» pour créer cette entité et répondre au «besoin de plus de sécurité dans les trains et les gares».

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Här Schank...

► **M. Marco Schank** (CSV).- Ech maachen de Saz fäerdeg...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Jo.

► **M. Marco Schank** (CSV).- ...an da sinn ech frou, wann Der mer äntwert.

Wann dës Regierung esou eng Police net wëllt, da wollt ech froen, ob da geplangt ass, datt vun der CFL verstärkt Sécherheetsagenten entsprechend dem Gesetz vum Juni 2009 - Employé sous statut de droit public - agesat ginn, respektiv ob, wéi et elo ass, da weider op extern Sécherheitsleit zréckgegraff gëtt, wann Der dat wierklech net wëllt. Nach mengen ech, datt et besser wier wéinst der Signalwirkung, wann d'Police dat géif maachen!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Här Schank, ech wollt lech just nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass et strictement kee Sënn mécht, dat dote wëllen ze maachen! Dir sot, mir solle punktuell an déi Zich da Police setzen. Mä Dir wësst jo ganz genee, dass dat jo dann näischt hëllef. Do, wou een ass, sinn ech mat lech d'accord, dass dann an deem Waggon grad keen op d'Iddi kënn, fir iergendeen aneren ze belästen. Mä wann Der wësst, an et ass gëschter vum Premier gesot ginn, dass eleng an eisen Zich 22 Milliounen Passagéier fieren - 22 Milliounen! -, rechent lech dat emol em, wivill Waggonen dat sinn! An da rechent Der lech dat em, wivill Polizisten dass mer missten hunn, fir déi dann all ze observéieren, fir e Minimum vu Verbesserung an dee System eranzekréien!

Ouni vum Bus ze schwätzen! Ouni vum Bus ze schwätzen! Ouni vun deene ronn 40.000 Schüler ze schwätzen, déi all Dag mussen an d'Schoule gefouert ginn. An dann hunn ech nach net vun all deenen anere Busse geschwat! Wivill Leit misst Der dann do opréngen, fir vernünfteg kënnen ze behaapten, dass doduerjer eng Situatioun sech verbessert?

Ech mengen, déi aktuell Situatioun, déi mer hunn, ass déi, dass d'CFL mat der Police ganz gutt zesummeschafft, dass, wann et Radau an engem Zuch gëtt, d'Police meeschtens schon op der nächster Gare steet, fir deen an Empfang ze huelen. An dass mer och als Police deene Leit, déi fir d'Sécherheet an den Zich suerge respektiv déi Schaffner sinn, hëlfele eng Ausbildung ze ginn, wéi se mat deene Leit sollen ëmgoen.

Dovun ofgesi wëll ech just drop opmierksam maachen, dass den Taux vun der Kriminalitéit am öffentlechen Transport extrem geréng ass par rapport zu anere Plazen! Eleng op der Stater Gare geschéien an enger Woch esou vill Strofdote wéi d'ganz Joer am öffentlechen Transport! Elo sot mir just: Wat ass dann elo méi wichteg, fir déi limitéiert Ressourcen, déi mer hunn, anzusetzen? Ech gesinn eis net, eis Polizisten allegueren an d'Zich setzen!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Marco Schank** (CSV).- Gutt. Ech denken, datt genau dat, wat Der mer elo geäntwert hutt, Här Minister, datt och de François Bausch datselwech am Kapp hat, wéi e gefuereert huet, fir esou eng Unitéit ze kréien! An ech widerhuelen, wann e vun enger «quinzaine de policiers» schwätzt, wou ech mengen, wou scho vill gemaach wier genau zu deenen doten Dageszäiten, owes, wou et wesentlech ass - wat ech viru gesot hunn -, datt d'Police an den Zich wier. Déi Signalwirkung ass net ze ënnerschätzen! - Gutt, ech hunn eng begrenzen Zäit. Ech wollt dat awer nach eng Kéier daitlech gesot hunn.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Marco Schank** (CSV).- Dann, Här President, just och nach ee Wuert an eng Fro zum Bustransport. Ech muss mech hei a menger Zäit elo begrenzen. Am Kader vun enger Kommissiounssetzung, wou mer iwwert de Rapport spécial vun der Cour des comptes geschwat hunn am Zesummenhang vum RGTR, huet meng Fraktioun d'Problematik vum Bustransport am ländleche Raum nach eemol ugeschwat, Stéchwuert Ruffbus. An do huet den Nohaltegkeetsminister geäntwert, datt en Aarbechtsgrupp d'Méiglechkeet géif analyséieren, fir e System Ruffbus en place ze setzen, an datt besteend Initiative géifen an de System integréiert ginn. Ech erënneren drun, datt et esou eng Initiative gëtt: de Bummelbus vum FPE, wou eise Kolleeg Aly Kaes Responsabilitéit huet, deen e ganz grouse Succès am ländleche Raum kennt. Déi Gefierer bewegen net manner wéi 160.000 Leit d'Joer! A meng Fro un de Minister: Gëtt deen Aarbechtsgrupp eréischt agesat oder gëtt et e schonn? A wa jo: Wéini ass do mat éischte Resultater ze rechnen?

Da wollt ech am...

(Interruption par M. François Bausch)

Jo, also wann d'Zäit ofgerechent gëtt, ass alles gutt.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Just zu deem Aarbechtsgrupp, als Äntwert direkt. Dir wësst jo, datt mer am Kader vun engem Konsultatiounsprozess och mat de Bierger si fir déi Reform vun RGTR fir 2019. An do gëtt et ee vun den Aarbechtsgruppen eben, an deen déi Fro vum Bus am ländleche Raum drakennt. Do kënnen Bierger sech mellen, fir matzeschaffen. Dat wäerte mer nach virum Summer lancéieren, fir en Aarbechtsgrupp en place ze setzen.

► **M. Marco Schank** (CSV).- Très bien!

Här President, ech wollt dann och am Kontext vun der Mobilitéit vu Leit mat enger Behënnung nach ee Sujet uschwätzen, wou ech och e bëssen d'Gefill vum Ceterum censeo hunn, mä ech soen et awer: An enger Froestonn ufanks Februar hunn ech d'Problematik opgeworf gehat vum Adapto-Bus. An ech hunn an der Tëschenzäit eng ganz Partie Leit, déi u mech erugetruede sinn, fir och hir Problemer do ze soen. An zwar ass de Problem deen, well déi Leit ganz dacks de Führerschäin nach hunn, an dann ass déi strikt Trennung da schwéier novollzéibar.

Ech erkläre mech: D'Ofgi vum Führerschäin steet net daitlech an de Konditiounen, fir vum Adapto ze profitéieren. An dat zu Recht, a mengen Aen, an eisen Aen! Mä den zoustänneg Service handhabt dat awer esou. De Minister Bausch huet deemools gesot, ech zitieren, et wier „relativ kloer, wann natierlech eng Persoun de Führerschäin nach huet a per se kann Auto fieren, da ka se «par ses propres moyens» jo sech nach deplacéieren“. Mä esou einfach ass et awer net an eisen Aen! Et gëtt jo awer Leit, Här Minister, déi apte si fir Auto ze fieren, respektiv eeler Leit mat enger Géibehënnung, déi nach kuerz Strecke kënnen, däreffe fieren! Zum Beispill um Land, fir anzekafen, do ass de Bäcker net an der Strooss. Do muss een dann zwee oder dräi Kilometer fieren.

D'Resultat ass elo dat, datt eeler Leit, déi den Adapto refuséiert kruten, dann en Taxi huelen, fir méi wäit ze fieren, an den Auto huelen, fir méi no Kommissiounen ze maachen. An eis Meinung, an do sti mer och net eleng, eis Meinung ass, si gëtt iwwerregens och vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand gedeelt, ech zitieren aus dem Rapport vum ORK: „Chronesch krank Leit sinn op bestëmmten Deeg capabel, fir Auto ze fieren, an op aneren Deeg iwwerhaapt net.“ Alles hänkt vun deem bestëmmten Dag of, also vun der Condition du jour, vun der Destinatioun - wäit, Klinik, Dokter oder nëmme bei de Bäcker? - a vun der Meteo, ob et glat ass, ob Schnéi läit a wéi och ëmmer.

Datt déi Reform vum Novabus néideg war, do ginn eis Meinungen net auserene, well dacks de Service genotzt gouf vu Leit, déi keng Mobilitéit réduite haten, konnten nowiesen. An dat

stellt och kee Mënsch a Fro. Mä esou, wéi et elo gehandhabt gëtt, ass et net fair!

Dann... Jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Direkt eng Äntwert...

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President, ech sinn...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Är Zäit gëtt gestoppt.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, mä ech muss awer soen, entweder maache mer en Debat hei oder mir maache keen Debat hei!

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- ...d'Zäit ass ëmmer gestoppt!

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Soss brauch ee jo net hei ze sätzen.

Also ech muss soen, ech sinn e bëssen iwwerrascht iwwert dem Här Schank seng Ausso, well an där Fro vun der Definitioun an enner wéi enge Konditiounen een den Adapto kann hu respektiv virun allem an där Fro vum Führerschäin huet sech an der Regel par rapport zu deem, wéi et enner mengem Virgänger war, dat heescht, wéi den Här Wiseler nach am Ministère war, net wesentlech vill, fir net ze soen näischt geännert!

An et ass och esou, datt, wa mer soen, wann een de Führerschäin huet, donn nach kann Auto fieren, a wann dann dee Fall antrëtt, wéi den Här Schank seet, datt en Dag Glatäis ass an en duerfir da vläicht den Auto net hëlt: Et gëtt och nach den öffentlechen Transport! Dat si jo dann awer Leit, déi net esou e groussen Handicap hunn, datt se net kënten den öffentlechen Transport huelen!

An ech mengen, den Här Schank weess och genausou gutt wéi ech, datt entre-temps déi ganz Fro Adapto/Novabus vum Käschtepunkt hier onwahrscheinlech explodéiert ass an deene leschten zéng Joer an datt mer einfach de Risiko lafen, datt, wa mer net kloer Regeln hunn - an de Führerschäin hunn oder net hunn, ass eng kloer Regel; wann en awer nach ka selbststänneg eng Rei Saache maachen, donc och selbststänneg en öffentlechen Transport huelen -, da soen ech lech, dann ufert dat hei komplett aus!

An dann, ee leschte Saz wëll ech awer och soen: Mir hu genuch Flexibilitéit! Ech kann lech soen, ech kann lech och genuch Beispiller liwwere vu Fäll, déi ganz spezifesch sinn an da war ëmmer genuch Flexibilitéit do, fir ze soen: „Okay, do maache mer dann eng Ausnambestëmmung“, wa konnt mat Certificat dann nogaewise ginn, datt et eng ganz spezifesch Situatioun war. Also et huet sech eigentlech net wesentlech vill geännert par rapport zu där Zäit, wéi den Här Wiseler respektiv den Här Schank selwer an deem Ministère do waren, an deem dote Punkt.

► **M. Marco Schank** (CSV).- Merci derfir. Just fir ze soen, wann déi Flexibilitéit an Zukunft ginn ass, dann ass dat och gutt esou. Mä ech kennen awer Fäll, wou déi eben net war, wou ech awer gemengt hätt, datt et fair gewiescht wier, fir déi Flexibilitéit...

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Et gëtt ëmmer eenzel Grenzfall.

► **M. Marco Schank** (CSV).- Gutt. Zum Schluss e leschte Ceterum censeo. D'Ëmweltministesch ass och hei. Ech hunn an deene leschten dräi Joer e puermol norefrot gehat nom Nohaltegkeetscheck fir Gesetzesprojeten, fir Reglementer, fir Decisiounen vun der Regierung. Op der Sait 71 am Koalitionsprogramm ass dat festgeschriwwen, datt et géif kommen. An der Plenië huet ech dacks keng Äntwert kritt, mä ech hunn awer dunn de leschte Méindeg gefrot gehat, an du sot d'Ministesch mer, si wieren amgaangen dorunner ze schaffen.

Madamm Ministesch, meng lescht Informatiounen ginn an déi Richtung, wéi wann d'Majoritéit sech net eens wier, datt deen Nohaltegkeetscheck géif kommen. An duerfir hunn ech e bëssen Angscht, et géif näischt geschéien. Mä wa wierklech dru geschafft gëtt - mir wäerten dat observéieren -, wier ech frou, géif ech mech freeën, wann deen Nohaltegkeetscheck géif kommen. Virun allem, well och de President vu Fairtrade Lëtzebuerg viru Kuerzem an engem offene Brëif an enger Dageszeitung déi Fro gestallt huet a geschriwwen huet, „vläicht eng wesentlech Méiglechkeet fir Lëtzebuerg, sech am Kader vun der Agenda 2030 mat hire 17 Nohaltegkeetsziler als Musterschüler ze profiléieren“. Duerfir hoffen ech, datt net nëmme dru geschafft gëtt, mä datt et och zu enger Ëmsetzung kënn.



Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Schank.

Mir sinn e bëssen an enger spezieller Situatoun. Vu dass eng ganz Rei vu Froen hannereenen un d'Regierungsmembere gestallt ginn, géif ech och mengen, dass mer dru wannen, wann ee kann och direkt d'Antwort ginn, wa se do ass.

D'Madamm Ëmweltministesch huet d'Wuert.

Selbstverständlech, déi Ënnerbriechunge kritt Dir net ugerechent. An déi Antworten, déi d'Regierung ginn huet, déi gi bei der Zäit vun der Regierung ugerechent. Dat ass evident!

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministère de l'Environnement.** - Jo natierlech - an do soen ech dem Här Schank näischt Neies, well ech em dat elo eréischt rezent, et ass nach net eng Woch hier, geäntwert hunn -, en huet ganz recht an dat hunn ech ëmmer vun Ufank u gesot: „Mir verbannen den Nohaltegkeetscheck“, deen ass net vergiess, „mat der Agenda 2030.“

Ech hunn och d'lescht Woch nach eng Kéier den Timing widderholl. Mir setzen elo gären d'Agenda 2030 ëm, wou d'ganz Regierung dru geschaff huet, da kënt en effentleche Prozess an duerno gëtt natierlech den Nohaltegkeetscheck, deen net vergiess ass - deen zu Recht erwänt gëtt, well en am Regierungsprogramm steet -, da gëtt dee beschafft, mä an där Chronologie, wou et och logesch ass. An dofir widerhuelen ech dat dann och nach eng Kéier heibannen. Ech soen lech awer Merci, fir drun ze erënneren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo den Här Roger Negri.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, aus Zäitgrënn wëll ech elo net op d'Landesplanung, d'Buedemversigelung, d'Kläranlagen an d'erneierbar Energien agoen. Ech wëll just vläicht eng Kéier ënnersträichen, dass mir als LSAP d'Regierung ënnerstëtzen am Kampf géint d'Atomreakteren zu Cattenom an zu Tihange. Well déi verlängert Lafzäiten, wéi mer se elo gesinn, déi si jo schonn erëm am Gespréich, fir och dorivver, iwwer 40 Joer ze goen. An ech mengen, et ass elo de Moment, fir matzäit domat unzefänken. Wann ee jo och gesäit, dass an Däitschland grouss Efforte gemaach ginn, fir an déi Richtung do ze goen, da mengen ech, hätte mer do Alliéierter, wou eis an der LSAP immens wichtig ass.

Ech géif mech dofir just drop beschränken, de Beräich vum Transport unzeschwätzen, well wéi gesot, Buedem, Waasser, Loft an Energie si grondleend Ressourcen, déi eise Wuesstums-potenzial limitéieren.

Wat bedeit dat fir eis politesch Prioritéiten? Et gëtt zwee Beräicher, déi e ganz besonnesch staarke Lien zum Wirtschaftswuesstum hunn: Dat sinn de Wunnensbau an den Transport. Zum Wunnensbau, do huet mäi Fraktiounskolleeg, de Georges Engel, schonn alles a gutt gesot.

Wann eis Capacitéiten um Wunnensmarché net mam Wuesstum vun den Aarbechtsplaze Schrëtt hale kënnen, wäert domadder och de Pendlerverkéier vun de Frontaliere weider zouhuelen. Deen effizienteste Wee, fir d'Leit mueres op d'Aarbecht ze bréngen an och erëm heemzebréngen, unni dass alles zesummebrécht, ass de kollektiven effentlechen Transport. Et ass positiv, dass mer zënter enger Rei vu Jore massiv an den Ausbau vum effentlechen Transport a besonnesch vum Schinnen-netz investéieren an hei bleiwen och nach vill Efforten ze maachen, wéi mer wëssen.

Iwwert déi verschidde Legislaturperioden ewech hu mer e Plang fir en etapewise Ausbau vun eisem Transportreseau, dee jo, vun eenzelnen Annerungen ofgesinn, no an no ëmgesat gëtt. Dëse Plang muss natierlech weider evoluéieren. Et geet jo drëm, an der Landesplanung Couloire fräi ze hale fir Projeten, déi net haut an net muer kënnen realiséiert ginn, mä wou ee sech awer Optione fir d'Zukunft muss erhalen.

E gutt Beispill dofir ass den Tram: De Minister huet dat jo virgestallt, dass ausser vun der Gare bis bei d'Foireshalen et jo och virugeet Richtung Kirchbierg a Richtung Bouneweg, mä dass een och do nach Iwwerleeunge ka weidermaachen - an de Minister huet dat jo och schonn a respektive parlamentareschen Ufroe gemaach -, fir dat weiderzeféieren op Leideleng, vun der Place de l'Étoile iwwert d'Arelerstrooss bis op Mamer, Mamer Lycée - Stéchwuert Europaschoul -, Park and Ride eventuell am Westen an esou weider. Och dat si Projeten, déi mer an deem Sënn ënnerstëtzen an déi eis Mobilitéit kënnen erhalen.

Datselwecht gëllt natierlech och fir d'Busspuren, fir Couloiren do ze halen. Ech verkieren

dat elo e bëssen. Weider ass et awer natierlech wichtig, de Schinnereseau auszubauen. Mir als LSAP sinn nach ëmmer der Meinung, dass iergendwann och eng Verbindung vun Esch an d'Stad géif Sënn maachen. Zu Beetebuerg wësse mer, dass dee groussen Hub gebaut gëtt. Et geet jo net nëmme drëm, fir d'Leit ze transportéieren, mä och Wueren.

An do war emol an der Zäit eng Iddi, déi ee sech vläicht och an Zukunft iwwerleeë muss. Ech mengen, dat ass net fir elo, mä am nächste Jorzéngt muss ee sech déi iwwerleeën: Do war emol sengerzäit e Contournement geplangt tëschent Thionville, iwwert d'Grenz ewech, laanscht den Zoufftgenger Tunnel op Beetebuerg, ob een domat net och kéint dee Goulot d'étranglement, dee Fläschchenhäl opléisen. An och, do kritt ee jo vill Kreditter iwwert d'Europäesch Kommissioun, déi notament och hei zu Lëtzebuerg vun der Banque européenne d'investissement, der BEI, kéinte finanzéiert ginn, well dat am grenznoe Beräich geschitt.

Fir d'LSAP bleibt nach ëmmer déi Iddi vun enger direkter Verbindung vun der Gare aus iwwer Hamm op de Flughafen e wichtige Projet. Och Iwwerleeungen a Richtung Saarbrécken, mengen ech, sollte mer eng Kéier maachen.

Dann, ech mengen, de Minister huet dat jo och schonn e puermol gesot, wat eis ëmmer méi wichtig ass, wou mer an Zukunft missten dru plangen, dat si Parkhaiser, souwuel grenzno op eiser Säit, der Lëtzebuerger Säit, awer och am grenznoe Beräich an der Belsch, Däitschland a Frankräich.

Et ass ganz richtig, dass bei deenen Investitiounen an d'Infrastruktur de Schinneverkéier Prioritéit genéisst. Trotzdeem wäerte mer als Land net derlaanscht kommen, och um Stroosseseau Verbesserung virzehuelen. Als LSAP begréisse mer dofir och den Ausbau zweemol op dräi Spure vun der Diddelenger Autobunn. De Minister huet dat jo ugekënnegt. Ech sinn awer iwwerzeugt, dass mer fréier oder spéider deesen Ausbau um Contournement iwwert d'Helfenter Bréck ewech muss weiderféiere bis op d'belsch Grenz. Mä wéi gesot, dat sinn Zukunftssaachen. Et ass jo elo emol gesot ginn. Ech hat zwar eng Question parlementaire un de Minister gestallt, ob dann och elo an deem Projet oder an engem zweete Projet den Ausbau vun der Helfenter Bréck kënt, wéi mer schonn ëmmer geschwat hunn.

Da sinn natierlech duerchgeend Busspuren ze maachen. Et gëtt vill vu Covoiturage geschwat. Ech mengen dat, déi zweemol dräi Spuren, wier jo och eng Méiglechkeet, fir dann eventuell a Spëtzenzäiten do reservéiert Busspuren ze maachen. Ob elo d'Iddi, fir d'Noutspuren als Busspuren ze gebrauchen, déi richtig Iddi ass, dat muss ee kucken. Well dee beschte Covoiturage, vun deem jo vill geschwat gëtt, mengen ech, ass ganz einfach de Bus!

Wat mer och natierlech muss féerden, dat ass d'Mobilitéit douce. Do muss mer och weider Efforte maachen an do ass et och ganz wichtig - an dat huet een och gëschter gesinn enger Reaktioun vun der Stater Verkéiersschäffin, der Madamm Tanson, dass et och wichtig ass -, dass een ëmmer méi versicht, separat, gesécher Couloiren ze kréien. Do war iwwregens dës Woch e ganz interessanten Artikel am „Spiegel Online“, dass dat Anzeeche vu Vëlsspuren relativ geféierlech ass, well se am Fong de Raum tëschent dem Autosfuierer an dem Vëlofuierer méi reduzéiert, wéi wann dat op separate Pisten ass, déi normalerweis zwee Meter sinn. Mä dat kann ee gär noliesen, et kann een dat och eng Kéier an der Kommissioun diskutéieren.

Eppes anescht, wat ech nach wëll usprechen, ass natierlech d'Verkéierssécherheet. Ech mengen, de Minister huet do vun der „Vision Zéro“ geschwat. All Verkéiersdoudegen ass een Doudegen ze vill an dofir wëlle mer dat natierlech absolut ënnerstëtzen, dass mer do an där Richtung grouss Efforte maachen. Well wann e Mënsch säi Liewen am Verkéier verléiert oder ganz schweier blesséiert gëtt, dat ass, mengen ech, dat Schlëmmst, wat him a senger Famill ka passéieren.

Dofir wëll ech vläicht eng Fro, oder eng Iwwerleeung abréngen, net onbedéngt eng Fro: Dass een op besonnesche Plazen... Ech mengen, mir si jo mat de Radaren amgaangen, si sinn elo ee Joer a Betrib, mä si sinn awer nëmme ausserhalb vun den Uertschaften. Wann een elo e bëssen an der Belsch kuckt, do ginn et am Umfeld vu Schoulen och schonn déi automatesch Radaren. An do ass d'Iwwerleeung, ob een dat net och kéint eng Kéier bei eis aféiere wéinst der Sécherheet vun de Kanner, wou jo de Minister elo fräiginn huet, fir net nëmme (veuillez lire: fir net nëmme automatesch Radaren) op Statsstroossen, mä déi och emol eng Kéier op esou sensibele Plaze bei 30 Stonnekilometer anzeféieren.

Aus Zäitgrënn, Här President, géif ech dann zu der Konklusioun kommen. Dir gesitt, dass eis

d'Aarbecht an deene kommende Joren net wäert ausgoen. D'Zil vun all deenen Investitiounen muss et sinn, dauerhaft en héije Liewensstandard fir déi Leit, déi hei wunnen a schaffen, ze garantéieren. Dee Mentalitéitswandel an déi Verännerunge vu Gewunnechten, déi mer vun de Leit verlaangen, dierfen insgesamt net als eng Verschlechterung vun der Liewensqualitéit empfonnt ginn, dofir ass an alle Beräicher en direkten Dialog mat de Bierger enorm wichtig. Mat klengen Adaptatiounen a mat enger verbesserter Organisationsloose sech vill potenziell Konflikter vermeiden. E Fallbeispill heifir ass de Flughafen an de Kaméidi, woubäi natierlech besonnesch d'Nuetsflich ëmmer erëm an der Kritik stinn.

Ech wëll drun erënneren, dass all déi Mesuren, déi ech opgefouert hunn, solle vermeiden, dass de Wuesstum zu Lëtzebuerg automatesch zu ëmmer méi Stau, Wunnensnout, Bëttonswüsten a Kaméidi féiert. Wann dat net geléngt, wäert de Widerstand géint eng Wuesstums-politik méi grouss ginn. Wann d'Leit d'Gefill hunn, dass sech eis Gesellschaft an déi falsch Richtung entwéckelt, geet dat ënner anerem zu Laascht vun eisem sozialen Zesummenhalt. Et ass richtig, dass mer Wirtschaftswuesstum brauchen, fir eise Liewensstandard ze erhalen, mä Liewensqualitéit léisst sech net nëmme a Suen an un der Héicht vum PIB bemoossen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Negri. Dann huet als Nächsten elo den Här Gusty Graas d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, Verrieder vun der Regierung, den Term „Nohaltegkeet“, dee gëtt jo nawell gären iwwerstrapazéiert. Dee gëtt gären ëmmer benotzt, fir villes positiv duerzestellen. Dowéinst ass et och gutt, wann ee sech vläicht emol eng Kéier e bësse méi am Detail domadder ausermeesetzt an och seet, wat ee wierklech ënner Nohaltegkeet versteet. Selbstverständlech ass dat an eischter Linn en ekologeschen Aspekt, mä op där anerer Säit awer och dee wirtschaftlechen an dee sozialen, deen awer och eng ganz grouss Roll spillt.

Et huet mech duerfir och gefreet gëschter, och am Numm vu menger Partei dat hei kënnen ze soen, datt de Statsminister (veuillez lire: Et huet mech duerfir och gefreet an ech soen dat och hei am Numm vu menger Partei, datt de Statsminister gëschter) e relativ groussen Akzent vu senger Ried op den Développement durable geluecht huet. A mir kënnen dat nëmme begréissen. Dowéinst wollt ech och de Moien a menger kuerzer Interventioun hei op véier Aspekter hiweisen, déi direkt mat der Nohaltegkeet a Kontakt sinn. Dat si ganz kloer d'Landwirtschaft, de Gewässerschutz, den Transport an och d'Energie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Zuele vum Statec beleen u sech, wat fir en héije Stelleväert datt d'Landwirtschaft awer nach wie vor hei zu Lëtzebuerg huet. Mir haten 2015 131.384 ha landwirtschaftlech genotzt Fläch. Dovunner waren 62.798 ha Akerland a 66.293 ha Wisen a Weeden.

(**Brouhaha général**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kolleegen, et ass e bësse vill Gegrommels am Sall. Aus Respekt virum Riedner wann ech gelift e bëssen den Toun zréckhuelen! Merci.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Mat 13.648 ha stoung de gréngé Mais bei de Kulturen op der eischter Plaz. Mir haten iwwregens 1.295 ha Wéngerten an 163 ha Uebstgäert. Dat Ganzt gëtt bewirtschaft...

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ... wann ech gelift e bësse méi lues!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Dat Ganzt gëtt bewirtschaft vun 2.022 Betriber. 1990 waren dat der awer nach 3.803. Do gesäit een also trotzdeem och de leider gréissere Réckgang vun der Landwirtschaft an deene leschte Jorzéngten.

Viru bal engem Joer, et war ganz genee den 12. Mee 2016, hu mer hei en neit Agrargesetz gestëmmt. Et war iwwregens dat siwent Gesetz an deem Sënn. An och do huet ee jo awer scho gemierkt, datt den Akzent méi op d'Nohaltegkeet géif geluecht ginn. An eppes ass ganz kloer: Eng modern Landwirtschaft ass haut och net méi ze trenne vun engem Schaffen am Aklang mat der Natur.

D'Agrargesetz, wat jo u sech «Loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales» heescht, ass e Gesetz, wat sech wéi gesot och an den Esprit vun enger nohalteger Landwirtschaft ganz kloer areit. Ech verweisen och virun allem hei op d'Kapitel 20 vun deem Gesetz, wou et méi spezifesch ëm d'Biodiversitéit an ëm d'biologesch Landwirtschaft geet. Mir hunn och do festgehalten, datt jo eng

Commission écologique géif geschafe ginn an och eng Kommissioun fir d'biologesch Diversitéit.

Jiddefalls, datt en neit Denken op deem Niveau agetrueden ass, konnt een och deemools scho feststellen, duerch den Avis vun der Chambre d'Agriculture vum 19. Oktober 2015, déi vun engem Prioritéitewissel geschwat hat, an datt u sech den Ëmweltschutz do méi staark géif respektéiert ginn.

An dat stëmmt och! 2016 goufen zum Beispill ronn zéng Milliounen fir landwirtschaftlech Praktiken ausbezuel, déi am Interêt vum Klimaschutz an och vun der Ëmwelt waren; déi sougenannt „greenings“. Dat waren u sech 33% vu sämtleche Primmen, déi an deem Joer ausbezuel goufen. Dës Primme baséiere jo u sech op dräi Kritären: op der Diversifikatioun vun de Kulturen, dem Erhalt vun de besteeënde sensibele Wisen an och op dem Besëtzt vu landwirtschaftleche Flächen, déi en ekologeschen Interêt hunn. 2016 si schonn 1.323 Demandé gestallt ginn an dovunner louchen och 837 Wisen an Natura 2000-Zonen.

Wa mer natierlech iwwert déi biologesch Landwirtschaft hei schwätzen, da si mer och ganz séier bei der Rifkin-Etüd, iwwert déi mer eis jo wäerten am Hierscht op deser Plaz vläicht nach méi am Detail ënnerhalen. Do gëtt den Horizont 2050 ugedeit, datt u sech da sämtlech Produiten, déi hei zu Lëtzebuerg vun der Landwirtschaft hiergestallt ginn, sollen aus biologeschem Ubau kommen.

Jiddefalls, et ass nach e Christusliewe bis 2050. Et kann een allerdéngs och elo scho soen, datt et net einfach wäert sinn, dat Zil ze erreechen. Mä, wat wichtig ass, ass, datt mer eis esou en ambitiéisst Objektiv setzen an datt een och soll eng Politik developpéieren, fir dohinnerzokommen.

Eppes ass evident: Mir mussen versichen, vill méi Liewensmëttelen aus eegener Produktioun hei zu Lëtzebuerg ze consommeieren an och natierlech hierzestellen. Duerfir ass et och ze begréissen, datt deen nationale Promotiounsplan fir déi biologesch Landwirtschaft och esougenannt „Bio-Agrar-Präis“ virgesäit. Dëst Joer ass deen an zwou Kategorien opgedeelt. Dat ass engersäits dee Präis vun der Jury, an et ass anerersäits och dee Präis vun Public. Bon, datt en elo mat 2.000 Euro dotéiert ass, dorivver kann ee sech natierlech awer och d'Fro stellen, ob dee Präis net sollt nach méi attraktiv an Zukunft gestalt ginn.

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Ech wëll dann awer och an deem Kontext op eng wichteg Ausso hiweisen, déi de Statsminister gëschter gemaach huet: datt et eben elo och an Zukunft méiglech ass, datt d'Landwirtschaft kann deelweis, wéi gesot, dann op Bioproduktioun ëmstellen.

Um Niveau vum Wäibau ass och d'Nofro no Biowäi rasant an d'Luucht gaangen. Et däerf ee jo net vergiessen, datt d'Basis u sech vum Okowäin an der EU duerch zwee Reglementer festgehalten ass: 834/2007 an 889/2008. Mir haten 2016 ronn néng Wénzerbetriber mat plus ou moins 50 ha, déi entweder an der Ëmstellung scho ganz op Bio waren oder déi zertifizéiert sinn. Dat si ronn 4% vun der gesamer Wäibauflech. Dat ass natierlech nach relativ bescheiden, mä do besteet allerdéngs nach ganz vill Potenzial no uewen.

Déi gréisst Eerausfuierung ass natierlech de Moment och de Pilz Peronospora. A wa mer en interessanten Artikel als Basis huelen, fir iwwert de Biowäin ze schwätzen hei, da kann een do op dee vun Här Serge Fischer vun IVV hiweisen, an der Abrëll/Mee-Nummer 470 vum „Alcovit“, an hien huet do eng Rei Explikatiounen ginn.

Hien huet och bedauert, wéi gesot, datt et zum Beispill elo net méi méiglech ass, déi phosphorhaltege Seier dierfen ze benotzen. Jiddefalls, hien huet awer ganz kloer ënnerstrach, datt hei vill Potenzial ass an datt d'Méiglechkeet besteet, fir de Biowäibau nach weider auszubauen. Datt et natierlech technesch net ganz einfach ass, ass evident, mä trotzdeem: Et wier rentabel. A mir begréissen och, wéi gesot, déi Efforten, déi gemaach gi vun der Regierung, fir de Biowäibau ze ënnerstëtzen.

Ëmsou méi huet et mech awer iwwerrascht, datt d'CSV, déi jo elo där Deeg en Ausfluch do an d'Wäibierger gemaach huet, op eemol awer a Fro gestallt huet, datt de Biowäibau géif esou ënnerstëtzt ginn. Bon!



► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dat hu mer net a Fro gestallt!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Dat ass, dann eben... Jo, dach, dat stoung an Ärem... Den Här Wiseler war jo derbäi. An do ass dat ganz kloer awer monéiert ginn, datt do déi Proportioun zwäuschen Ënnerstützung fir de klassische Wäibau an de Biowäibau net géif richtig stëmmen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...gären dee classeschen...

► **M. Gusty Graas (DP).** - Den Här Landwirtschaftsminister huet jo och den Dag drop reagiert an en huet dat och emol an dat richteg Licht gestallt.

Eppes ass ganz kloer: Wa mer iwwert d'Erausfuerderunge vun enger moderner Landwirtschaft schwätzen, dann ass et evident, datt jiddweree sech ugesprach fillt, fir do och matzediskutéieren. Et ass awer falsch, fir eng Antibauerestëmmung hei am Land ze kreieren, well et dierf ee jo awer net vergiessen, datt d'Landwirtschaft nach wie vor e ganz groussen Undeel huet un den ekonomesche Produiten, déi hei zu Lëtzebuerg hiergestallt ginn, an, wéi gesot, och am Interêt vun der Fleeg vun der Natur dobaussen. Dowéinst och den Appell, dee soll awer iwwert d'Haus hei erausgoen u verschidde Leit aus der Zivillgesellschaft, fir vläicht e bësse méi sachlech bei hirer Kritik mat der Landwirtschaft an Zukunft ëmzegoen.

Ech wéilt dann och e kuerzt Wuert iwwert d'PAC soen, also d'Politique agricole commune um europäeschen Niveau. Do ass jo an der Strategie 2020 och eng méi nohalteg Gestioung virgesinn. De Moment leeft jo eng ëffentlech Consultatioun, wou also d'Bierger, wou d'Associatiounen d'Méiglechkeet hunn, sech anzebréngen, hir Iddien do och ze ënnerbreeden. Wann ee bedenkt, datt u sech 40% vun den EU-Mittelen, also aus dem Budget vun der EU, an d'Landwirtschaft fléissen, op där anerer Säit awer d'Landwirtschaft insgesamt um europäesche Plang nëmmen 0,4% vum BIP ausmécht, da gesäit ee jo och do déi grouss Diskrepanz, déi besteet.

Natierlech ass d'PAC och net ganz onëmstridden. Och do mussen an Zukunft gewësse Kurskorrektur virgeholl ginn. Ech wéilt awer hei ënnersträchen: Wann et d'PAC net géif ginn, da géif et awer och hei zu Lëtzebuerg vläicht keng Familljebetriber méi ginn an dann hätte mer vläicht och net méi déi héich Standarden, déi awer nach ëmmer vun der Landwirtschaft bei eis hei vertruete ginn.

An datt - wat jo och nawell gären dobausse gesot gëtt - duerch d'intensiv Landwirtschaft, déi een awer mat Sécherheet net hei zu 100% ëmmer kann ënnerstëtzen, do gëtt et och eng Rei Defiziter, déi muss behuewe ginn... Mä datt se awer net ëmmer esou schlecht ass, wéi se gären duergestallt gëtt, beweist awer elo e rezente Rapport vun der EFSA, datt ass d'Europäescht Amt vun der Liewensmittelsécherheet.

Si hunn den 11. Abrëll elo e Bericht virgeluecht an do hu se zum Beispill festgestallt, datt a 97,2% vun de Prouwen d'Pestizidréckstänn nach ënnert deenen normalen, erlaabte Wäerter louchen. An interessant ass och, datt an 99,3% vu biologesche Liewensmittel fir Babyen a kleng Kanner iwwerhaapt keng Pestizidréckstänn festgestallt goufen. Dat kann een also nëmmen erfreen. Dat ass awer och de Beweis, datt et wichteg ass, datt mer op deem Wee muss weiderfueren, fir d'Biolandwirtschaft an Zukunft nach méi ze ënnerstëtzen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwer Landwirtschaft schwätzen, da si mer och ganz séier nach bei engem anere Sujet, deen an direkter Relatioun mat der Agrikultur steet. Dat ass d'Waasser, d'Qualitéit vum Waasser, iwwert déi mer hei scho méi wéi eng Keier diskutéiert hunn. Och déi huet de Premier gëschter hei ugeschnidden.

Sécher, ech mengen, et kann een et net ignoréieren: Mat der Qualitéit vun eise Baachen a Flëss steet et net zum Allerbesten. Iwwert d'Grundwaasser wéll ech guer net schwätzen, well do kann een nëmmen Negatives soen. Et ass also nach ganz villes op deem Gebitt ze maachen.

Et muss een awer hei ënnersträchen, datt ënner dëser Regierung elo scho villes geschitt ass. Ech denke virun allem och un de Quellschutz. „Do brauche mer eis net ze bretzen, wat déi lescht 100 Joer ugeet“, kann ee soen,

mä datt do awer emol eng nei Bewegung elo an deen Dossier erakomm ass, kann ee jiddfalls nëmme begrëssen. An et muss een och drop hiweisen, datt et jo awer wichteg ass, datt mer sensibel Plaze wierklech an Zukunft méi schützen, datt do net méi kann eng intensiv Düngung virgeholl ginn, well schlussendlech geet et jo awer och op d'Käschte vun der Qualitéit vun dem Dréinkwaasser.

An do gëtt et awer och flott Initiativen, déi een de Moment sech ëmmer besser entwéckele gesäit. Ech weisen zum Beispill op d'LAKU hin, déi Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer, zesumme mam SEBES, wou da ronderëm den Uewersauer-Stauséi - dat ass jo awer eisen Dréinkwaasserreservoir - ebe wéi gesot elo Initiative geschafe ginn. Eng ronn 70 Betriber bedeelege sech drun, fir an Zukunft manner Pestiziden anzusetzen. Eng flott Initiativ, déi och ouni Zweifel soll Schoul hei zu Lëtzebuerg maachen!

Wat natierlech de Volet vun de Kläranlagen ubelaangt, och do wësse mer, datt mer nach ganz vill Defiziter hei zu Lëtzebuerg hunn. Ech denken un déi vill mechanesch Anlagen, déi et iwwerhaapt net méi dierft ginn. Ech denken awer och un déi vereelt biologesch Anlagen. Mir hunn der vill, déi schon iwwer 20 Joer al sinn. Hei mussen Adaptatioun virgeholl ginn. Ech denken natierlech och un nei Problemer, déi sech ëmmer méi bemierkbar maachen: Medikamenteréckstänn an den Ofwässer. Och do gëtt jo versicht, iwwert de Wee vun engem Pilotprojekt ze kucken: Wéi kënnen mer hei zu Lëtzebuerg déi Problematik nach besser an de Grëff kréien?

De Moment si mer jo an der Ëmweltkommission amgaang, iwwer en neit Waasserschutzgesetz ze diskutéieren. Ech wéilt net drop agoen, mir kréien nach Geleeënheet, fir dat méi am Detail hei ze diskutéieren. Mä virun allem een Aspekt, dat ass d'Renaturéierung, wou jo och nei Weeër beschratt ginn, wou versicht gëtt, och Privatleit mat ernzehuelen, och si deementspriedend ze ënnerstëtzen, wa se bereet sinn, esou Projeten ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en drëtte Volet vun klasschen Développement durable ass jo ouni Zweifel den Transport. Dat ass de Moie scho ganz vill hei beschwat ginn. Ech wäert mech och kuerz dermat ofginn.

Och hei muss een der Regierung awer wierklech e grouse Luef aussprieche fir déi Initiativen, déi an deene leschte Jore geholl gi sinn, déi héich Investitiounen, déi gemaach gi sinn. Ech wéilt net erëm déi eenzel Projeten opzielen, mä besonnesch op zwee Stéck hiweisen, déi natierlech och e groussen Impakt op de Budget, net nëmmen dee lafenden, hunn, mä och op déi vun deenen nächste Joren: sief dat déi nei Streck, déi gebaut gëtt zwäuschen der Stad a Beetebuerg, déi iwwerengs relativ gutt avancéiert, sief dat natierlech den Tramprojet, wou de politesche Courage do war an do ass, fir déi wichteg Projeten esou séier wéi méiglech ëmzesetzen.

Well ech mengen, et ass evident, an do si mer eis och all eens: Den ëffentlechen Transport ass nun eben de Schlëssel zur Léisung, kann ee soen, vun der grousser Problematik, déi jo oft op de Stroosse virherrscht. An ech gräifen och nach eng Keier dat hei op, wat mäi Kolleg Marco Schank hei richteg bemierkt huet: Dat ass natierlech och, datt - et ass op eng Manéier e gutt Zeechen -, datt d'Zich ëmmer méi iwwerfëllt ginn, mä et beweist awer och, datt mer och do e Sättegungsgrad erreicht hunn. En huet e puer punktuell Beispiller hei genannt, déi ech nëmme kann ënnersträchen. Effektiv hu mer zu Spëttestonne gewësse Situatiounen, déi net méi tolerabel sinn an den Zich, wou also muss ganz schnell gehandelt ginn, fir datt de Reseau verbessert an och méi grouss gëtt.

Mir haten 2016 hei zu Lëtzebuerg 11.675 nei Aarbechtsplaz geschafen. Dat waren 3,1% méi wéi 2015. Och dat beweist d'Dynamik vun eise Aarbechtsmaart, et beweist awer och d'Dynamik vun eiser Ekonomie. Dann hu mer natierlech och den Aspekt, de Phenomeen, kann ee scho bal soen, vun de Frontalieren. De Moment läit dee bei plus ou moins 176.600.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Dat sinn 42% vun de Leit, déi um Aarbechtsmarché sinn. Zu 2015 ass dat eng Hausse vu 4%. Dat bréngt natierlech net nëmmen eng Verbesserung vun eiser Ekonomie mat sech, mä et bréngt natierlech awer och eng Rei negativ Auswierkung mat sech. Da si mer erëm ganz kloer beim Trafic an da si mer ganz séier och virun allem bei eise Stroosereise. An do ass jo dann och elo d'Initiativ geholl ginn - de Projet de loi ass jo deposéiert ginn, menges Wëssens-, fir d'Autobunn A3, déi sougenannt „Didelger Autobunn“, dann op dräi Bunnen auszebauen.

Jo, do kann ee sech natierlech d'Fro stellen: Ass dat nohalteg? Déi Fro misst ee vläicht mat

„Jein“ beäntweren. Nohalteg ass et mat Sécherheet an deem Sënn, datt manner Stauen, zumindest kuerzfristeg bis mëttelfristeg, entstoe wäerten. Manner nohalteg ass awer wahrscheinlech de Fait, datt mer riskéieren, doduerch méi Verkéier ze generéieren, sous condition - sous condition! -, datt keen Emdenke kënn an der Notzung vun dem Raum a virun allem an de Fuergewunnechten.

Dowéinst wéll ech och elo schonn, mengen ech, ouni elo dee Punkt hei ze vill ze verdéiwen - mir kréien, wéi gesot, wann d'Gesetz hei diskutéiert gëtt, nach déi Méiglechkeet -, awer op zwee Aspekter hiweisen:

Dat Éischt, dat ass déi sougenannt „drëtt Spur“ oder souguer och déi sougenannt „véiert Spur“, d'Standspur, datt déi an Zukunft och muss anescht genotzt ginn, virun allem an de Spëttestonnen. Ech mengen, de Roger Negri hat och schonn drop higewisen. Effektiv bleiwen ech och der Meenung, datt d'Busser, datt d'Taxien an datt Autoen, wou mindestens zwee Leit drasetzen, mussen an Zukunft och eng Prioritéit kréien. Firwat? Mä ganz einfach, fir en Zeechen ze setzen, datt een och muss, wéi gesot, ëmmer méi versichen, zesumme méi Leit ze transportéieren, an datt eben dat massiiv Opkomme vun Autoen ouni Zweifel nei Problemer an zousätzlech Problemer wäert schafen.

Wéi gesot, wa mer hei dee Sujet diskutéieren, kann een dat nach méi verdéiwen. Ech wéll alerdéngs elo scho soen, mir sollten eis net ze vill vun deem Ausbau hei erwaarden, well et dierf een net vergiessen: Wann no der Färdstellung vun dem Ausbau fënnf bis zéng Joer vergaang sinn a wann net, wéi gesot, dee Mentalitéitswiesel kënn, da fäerten ech, datt déi Autobunn lues a lues och erëm e Saturéierungsgrad erreicht.

An dat, wat de Roger Negri hei gesot huet, mengen ech, soll een och hei nach eng Keier opgräifen: Et muss elo schonn driwwer nogeduecht ginn, ob net sollt déi Verlängerung, also deen Ausbau, bis op d'belsch Grenz natierlech och virgeholl ginn.

Iwwerhaapt mussen och Initiativen, déi méi e gemeinschaftlechen Transport ënnerstëtzen, an Zukunft och méi an d'Viséier geholl ginn. Ech denken zum Beispill u BlaBlaCar, Carsharing, Carloh an esou weider. Dat sinn awer flott Initiativen, déi kënnen deelweis derzou bäidroen, datt d'Problematik an Zukunft op alle Fall net méi grouss wäert ginn.

Et dierf ee jo och net vergiessen, datt den Transport och zu engem héijen Undeel zum CO₂-Ausstouss bäidréit. An der EU sinn dat zum Beispill 17%. Da si mer och ganz séier bei der Klimawärmung, enger vun deene gréissten, wann net där gréisster Erausfuerderung vun der Mënscheit insgesamt fir déi nächst Joren. An och do mussen natierlech dann nach ganz vill Initiativen ënnerholl ginn. D'EU wéilt jo bis 2050 d'Klimagasen aus dem Verkéier ëm 60% reduzéieren. Dat ass natierlech en nobel Zil, an der Hoffnung, datt dann och an deem Sënn wäert reagiert ginn!

Et kommen awer och heiansdo gutt Noriichten. An eng ass mer elo där Deeg och an der Press opgefall. An zwar geet et do ëm d'International Finance Corporation. Do gëtt jo elo en „Green Cornerstone Bond Fund“ geschafen. A wat besonnesch fir eis als Lëtzebuerg ganz interessant ass: Dee gëtt hei zu Lëtzebuerg an Zukunft geréiert. Deen huet e Volume vun zwou Milliarden US-Dollar. An ech mengen, et soll een awer net vergiessen, datt virun allem eise Finanzminister, de Pierre Gramegna, do eng aktiv, eng positiv Roll gespillt huet, wat och beweist, wat säin Afloss och schonn op deem Niveau ass, an datt et eis als Lëtzebuerg gutt zu Gesiicht steet, wa mer, wéi gesot, esou Fongen hei op Lëtzebuerg kréien.

Wa mer, wéi gesot, scho beim Ausstouss vun CO₂ sinn, da kënn een net derlaanscht, och e Wuert iwwert dee sougenannten Dieselskandal ze verléieren, déi Autosmark vu Wolfsburg, déi sech do alles aneschters wéi eng gutt Renommée geschafen huet; obwuel mat Sécherheet déi eng oder déi aner aner Autosmark och net ganz propper wäert dosto. Mä eppes ass kloer: Esou eppes dierf net méi virkommen. Elo huet een natierlech nach nei Hiobsbotschafte kritt, an zwar ass et elo esou, datt déi Ofgasen u sech nach vill méi schlëmm sinn, hunn ech elo där Deeg an der Press gelies, wéi dat bis dato duergestallt ginn ass.

Eppes ass evident: D'Automobilindustrie muss verstoen, datt se an Zukunft net méi kann op déi klassesch Verbrennungsmotore setzen, mä datt an Zukunft ewidenterweis muss vill méi schuedstoffaarm Autoe produzéiert ginn, Stéchwuert zum Beispill elektresch Autoen, Stéchwuert och Hybridauto. Wa mer, wéi gesot, virun allem bei den elektreschen Autoen sinn, muss een och drop hiweisen, datt d'Europäesch Kommissioun jo wëlles huet, do vill méi verstärkt Ënnerstützung fir Opluedestatiou-

nen ze ginn. An och do ass eis Regierung um richtege Wee ënnerwee, well jo eng Rei Bornen, ëm déi 800, elo virgesi sinn, fir hei zu Lëtzebuerg amenagéiertze ginn, soudatt och deen elektreschen Auto méi attraktiv gëtt. An iwwert d'Steierreform ass jo och do d'Méiglechkeet geschafe ginn, fir e Montant ofzesetzen, wann ee sech en Elektroauto uschaft.

Bei der Produktioun vun alternativer Energie muss een natierlech och drop hiweisen, datt do immens vill Potenzial nach besteet. An Däitschland zum Beispill hu se bis 2030 geplangt, fir 50% vum Elektreschen iwwert de Wee vun alternativen Energien ze produzéieren. Do muss ee ganz kloer soen, datt eisen Undeel de Moment einfach nach ze vill geréng ass. An dobäi hu mer awer Potenzial: Mir hu Potenzial mat der Sonn, mir hu Potenzial mat der Loft, mir hunn och zum Deel Potenzial mam Waasser, woubäi ech do alerdéngs méi virsiichteg sinn an och wéll awer eng gewësse Warnung aussprieche, datt mer net sollen ze vill Mikrozentrale fërderen, déi u Gewässerleef leien, well datt awer och ekologesch Nodeeler ka mat sech bréngen.

Mir solle jo bis 2020 eisen Undeel un alternativer Energie op 11% eropschrauwen. Dat ass en ambitieüst Zil, mä mir mussen drop hischaffen, mir mussen dat och ouni Zweifel errechen.

Sécher, wat d'Wandmillen ubelaangt, do ginn oft kontradiktoresch Diskussiounen gefouert. Et si Leit, déi mengen, dat géif esthetesch an der Landschaft e bësse stéieren. Mä do muss een awer och dann ofweien, wat et der Gesellschaft awer och bréngt, wa mer, wéi gesot, d'Eolien an Zukunft nach méi wäerte fërderen.

Et dierf een och net vergiessen, déi fix Käschte fir alternativ Energie si schrecklech zréckgaangen. 1977 huet zum Beispill e Watt Stroum 76 US-Dollar kascht an haut kascht en nach 55 Cent. Do gesäit een also och, wat fir eng positiv Entwécklung virgaangen ass, an et soll een dat och verstärkt vum ekonomesche Standpunkt hier da gesinn.

Wéi gesot, iwwert d'Rifkin-Etüd kann een och an deem Kontext hei e puer Wuert verléieren. Ech wéilt dat awer elo net hei maachen. Sécher sinn do eng ganz Rei gutt Iddien opgegraff ginn, mä - ouni déi Etüd och elo hei da wëllen ze schmälere - et sinn awer och eng ganz Rei Saachen dran, déi jo net onbedéngt schrecklech nei sinn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, „Liewensqualitéit fir Lëtzebuerg“, esou war dem Premier seng exzellent Ried - muss ee soen - vu gëschter hei iwwerschrivven.

(Brouhaha et interruptions)

Dir hutt net nogelauschert! Dir musst nogelauschteren. Dir musst nogelauschteren!

(Brouhaha et interruptions)

Also et huet een an der Zäit awer scho Rieden hei héieren, virun 2013, déi awer... Najal!

► **Une voix.** - Déi besser waren!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Neen, neen, besser awer op kee Fall!

(Brouhaha)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Wann ech gelift, e bëssen Disziplin! Här Graas, kommt erëm wann ech gelift zréck op Är Ried!

(Brouhaha général)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...huet seng eege Riede gär.

(Interruption par la présidence)

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här Gibéryen, et ass schued, datt Dir ni eng hei ze hale kritt, well soss...

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Allez, neen, neen, neen!

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

► **M. Gusty Graas (DP).** - ...géif d'Qualitéit an d'Luucht goen.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Wann ech gelift, keng Zwiegesprécher! Här Graas, wann Der wéilt virufieren!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Wéi gesot, „Liewensqualitéit fir Lëtzebuerg“, sou war dem Premier seng Ried hei iwwerschrivven. Dat ass ouni Zweifel dat iewescht Zil an der Politik, dowéinst maache mer Politik. Natierlech ass et en deenbare Begrëff: Wat heescht Liewensqualitéit? Wann een elo géif e Sondage heibanne maachen, da krite mer mat Sécherheet net onbedéngt e Konsens op alle Pläng. Fir deen ee bedeit Liewensqualitéit dat eent, fir deen anere bedeit Liewensqualitéit dat anert. Ech mengen, et gëtt awer eng Rei Felder, wou mer eis eens sinn, déi einfach zur Liewensqualitéit gehéieren, sief dat propper Waasser, sief dat manner Stau, sief dat keng belaschte Loft. Et sinn also nobel Ziler. Et ass also dorop, wou mer muss weider hischaffen.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Duerch déi Deklaratioun, déi mer gëschter hei héieren hunn, krute mer de Beweis geliiwert, datt dës Regierung en bloc, wëll ech soen, hei awer wëllt dorobber hischaffen. Mir als Demokratesch Partei si ganz zefridden, datt dat eng Haaptzilsatzung ass. Mir wäerten duerfir d'Regierung och an Zukunft an hire Beméiungen ënnerstëtzen, fir datt d'Liewensqualitéit hei zu Lëtzebuerg net nëmme gesécheret gëtt, mä och nach ausgebaut gëtt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Graas. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Madamm Presidentin. Et ass diskutéiert ginn, ob deen Exercice hei vlabeled wier oder net. Ech fannen et immens flott, well mer eis iwwer extrem vill extrem wichteg Themaberäicher kënnen echangéieren. Et ass natierlech bei enger ganz kuerzer Riedezäit schwéier, op all déi Saachen anzogee vun all deene Kommissionen, an deene mer sinn. Ech wëll mech duerfir op zwee Beräicher konzentréieren: Dat eent ass d'Wuelbefanne vum Selbststännegen a vun de Geschäftsleit an dat anert ass - ech mengen, do si mer eis heibanne wierklech emol eng kéier alleguerten eens - dee vläicht wichtigste Volet: de bezuelbare Wunraum, well ouni dee gëtt et keng Cohésion sociale, ouni dee gëtt et kee Wuelbefanne an ouni dee gëtt et schlussendlech och keen Développement durable.

De Premierminister sot plakativ a senger Ried: „Mir wëllen den Entrepreneuren hei am Land d'Liewen esou einfach wéi méiglech maachen.“ Dozou ass mir agefall: „Anspruch und Wirklichkeit“. Wéi ëmmer mécht de Xavier Bettel e bësen Zuelespillerei, e seet, 29 Projete vun „Einfach Lëtzebuerg“ wiere realiséiert. Ech kann lech nëmme soen, datt dobaussen d'Wierklechkeet eng aner ass. Nach ëmmer brauch e jonke Mënsch, dee wëllt muer e ganz banale Commerce opmaachen, eng Autorisation d'établissement vum Ministère des Classes moyennes. Souguer bei engem Een-Euro-Startup! Erkläert dat emol engem däitsche Client, dee gewinnt ass, datt een do e Gewerbe op der Gemeng einfach umellt.

► **M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)**

Wann Der e Selbststännegen, en Independant zwéngt, elo eng komplett kommerziell Kontabilitéit ze maachen amplaz eng einfach Comptabilité de caisse, maacht Der him d'Liewe méi schwéier a méi deier wéi bis elo. Wann e klunge Geschäftsmann seng TVA-Deklaratioun net méi däerf schréfflech erareeche, mä se muss digital erareeche, maacht Der em säi Liewe méi schwéier a méi deier. Wann d'Administratioun esou engem Commerçant dann op d'Deklaratioun, déi se am Delai schréfflech krut a wou d'TVA ofgefouert gouf, eng Amende gëtt vun 250 Euro, well se net digital erakoum, da maacht Der em d'Liewe méi schwéier an éierlech gesot och méi batter.

Wivill Gesellschafte goufe liquidéiert a fusionéiert wéinst der Mindestbesteuerung, déi Der agefouert hutt? Ass dat d'Liewe méi einfach gemaach, wann eng Firma, déi Verloscht mécht, muss Steiere bezuelen op enger Bilanzsomm? Zu deem Thema hunn d'Kollege Laurent Mosar a Gilles Roth eng interessant Question parlementaire gestallt. Ech si gespaant, wat dobäi erauskënnt, wivill Firme mer doduerch verluer hunn!

Ass d'Liewe vun den Investmentfongen hei am Land méi einfach ginn? Ech héiere genau de Contraire. Ech héiere vun Delaien, déi onméiglech laang gi sinn, vun engem risege Stau

bei der CSSF, an dat bei enger Branche, dat kann ee mat Fug a Recht soen, déi d'Mëllechkou ass vun eisem Budget. An esou kéint een eng Stonn laang weiderfueren, mat allen neie Schikanen, Kontrollen, iwwerflëssege Bürokratien, déi duerchgefouert ginn.

Derbäi kommen d'Risiko vum Entrepreneurat. Strofrechtlech Pursuutte sinn a bal all Gesetz, wat mer hei stëmmen. Ech hunn elo ganz kierzlech, gëschter, de Fall héiere vun engem Garagist, dee poursuivéiert gëtt wéinst enger Infraction routière, déi geschitt ass mat enger Voiture de remplacement, engem Ersatzauto, deen en engem Client zur Verfügung gestallt huet. Ass dat normal? Ech fannen dat net.

Perséinlech haftbar ze sinn an enger Société à responsabilité limitée fir Steieren, fir d'TVA a muer vläicht fir dee gesamte Passiv, wann eng Faute de gestion agefouert gëtt, dat ass net dat, wat mer brauchen, fir d'Liewe méi einfach ze maache vun de Geschäftsleit.

Domat stellt sech déi fundamental Fro, wann e jonke Mënsch mech haut fret: „Soll ech mech zu Lëtzebuerg selbststänneg maachen? Soll ech eng Firma grënnen oder iwwerhuelen?“: Kann ech, kënn Dir deem mat guddem Gewëssen dozou roden? D'Fro ze stellen ass d'Antwort ze ginn! Mir sinn amgang, net eng „start-up nation“ ze ginn, mä eng „no start nation“!

Zum Logement wëll ech fir d'Éischt emol e Luef lassginn un de Logementsminister, deen et ganz bestëmmt net einfach huet an dee ganz vill ugestouss huet an dee ganz vill ënnerhëlt an enger ganz schwiereger Matière. Mä datt säi Chef dann hei steet a sech brettz a Schönfärberei bedreift, grad an esou engem wichtige Punkt, dat fannen ech net an der Rei! An do seet ee Bild méi wéi Wieder. Hei ass d'Grafik an der Deklaratioun vum Premierminister, wou e seet, wéi de Budget vum Logementsministère eropgeet.

► **(M. Roy Reding montre une documentation.)**

Do gesi mer da lénks, 2014, 136 Milliounen; et ass wéi beim Monopoly, et ass e ganz klengt, gréngt Haischen.

► **(Interruption)**

An 2017: 209 Milliounen, dat ass net emol dat Duebelt, do ass aus deem klengen Haische schonn e Schlass ginn! Dat ass Schönfärberei.

► **(Interruption)**

Ech verstinn, datt ee wëllt glänzen, Här Bettel, besonnesch an engem Wahljoer, mä d'Leit do-bausse kennen d'Fakten. Leider Gottes hu mer jo keng Liste unique dovun, wéi vill Leit op Sozialwunnechte waarden. Mä 2012 stounge 686 Leit bei der Fondation pour l'accès au logement. 1.500 Famillje stinn op der Liste d'attente vum Fonds du logement. 1.100 Dossiere sinn op bei der Agence immobilière sociale. An 23.000 Lëtzebuenger sinn zu Grenzgänger am eegene Land ginn, well se sech hei d'Wunnen net méi kënnen erlaben. Dat si Fakten!

Wat maachen a wat net maachen? Dir hutt mat Recht gesot: „D'Opposition kritiséiert ëmmer einfach, mä si soll och emol soen, wat ee soll maachen.“ Mä ech soen lech fir d'Éischt, wat een net soll maachen!

► **(Interruption)**

Et soll een net maachen, wat den Här Body ugestouss huet. Scho virun der Deklaratioun sot en, et misst eng „Keule“ erausgeholl ginn - en huet dat Wuert benotzt: „Keule“ - géint privat Eegentum.

► **(Brouhaha)**

Gëschter huet en dunn op Nofro... Gëschter huet en dunn... Keule!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Neen!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Gëschter huet en dunn op Nofro vum Här Kartheiser gesot, wat en domadder mengt: Enteeignungen, Droit de préemption op all Immeubel, Droit de préemption zu Präisser, déi ënner deene sinn, déi an de Compromise stinn, Mietbremsen, Terrainpräissbremsen an esou weider.

Ech soen lech klipp a kloer: An eisen Aen, fir d'ADR ass d'Enteeignung keng Léisung! Net nëmme, mä och, well mer wëllen d'Privateigentum verdeedegen. Et ass all Mënsch säi legitimmen Dram, Eegentum ze besetzen! Et ass all Mënsch säi legitimmen Dram, en Eegenheim ze besetzen. An zwar net op Bail emphytéotique, mä wierklech!

► **Une voix.** - Oder e Schlass!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Wivill Jonker... Oder e Schlass, och dat ass e legitimmen Dram, wëllen e Schlass ze besetzen.

► **(Interruption)**

Wivill Jonker kënn sech haut eppes leeschten, well hir Elteren,...

► **(Interruption)**

...well hir Grouselteren eppes opgebaut hunn! Well déi haut kënnen eppes verkafen, en Terrain oder en Haus, an hinnen domadder dat Startkapital ginn, wat se brauchen. Dat ass gutt an dat ass richtig esou!

► **Une voix.** - An déi aner?

► **M. Roy Reding (ADR).** - Et spullt jo och genuch Suen an d'Statskeess iwwert d'Besteuerung vun der Plus-value.

Enteeignung däerf an eisen Aen ëmmer nëmme dat allerlescht Mëttel sinn, wa soss guer näischt méi funktionéiert. An et muss ëmmer, ëmmer, ëmmer mat enger juste et préalable Indemnisation geschéien. A genau do ass de Punkt! Wa mer Enteeignung maachen zu Präisser,...

► **(Brouhaha et interruptions)**

...déi ënner dem Compromispräis leien, dann ass dat eng injuste an net eng juste Entscheidung.

Et däerf net méi zu engem „Kirchberg bis“ kommen, wou Leit fir en Apel an e Stéck Brout enteeign ginn, wou haut Firme wéi RTL Citye bauen. Dat däerf net méi geschéien!

An datselwecht gëllt och fir den Droit de préemption, deen eis ugekënnegt gëtt,...

► **(Brouhaha)**

...deem an Zukunft op all Immeubel an och zu Präisser ënner dem Compromispräis soll stattfannen.

Virun allem awer sinn Enteeignung an Droit de préemption duerfir keng Léisung, well de Stat ganz einfach méi lues a méi deier baut wéi de Privatsektor. D'Wunnechte gi méi deier an d'Terrainen...

► **(Interruption par M. Xavier Bettel)**

...ginn dem Maart entzunn. Mir kommen drop, Här Bettel. Sidd e bësse gedëlleg!

► **(Interruption par M. Xavier Bettel)**

Eng Mietbrems wier kontraproduktiv, well se géif keen Incentive ginn. Am Contraire, et géif manner investéiert ginn a Mietraum. Wa manner investéiert gëtt a Mietraum, ass manner Mietraum do! Et ass awer genau dat, wat mer brauchen.

► **Une voix.** - ...manner Loyer.

► **M. Roy Reding (ADR).** - D'Terrainspräissbrems fannen ech och en absolut onvirstellbaren an onanneembaren Agrëff an d'Eigentumsrechter.

All déi Mesuren do, Enteeignungen, Droit de préemption, Agrëffer an d'Maartpräisser an an d'Eigentumsrechter sinn an eisen Ae ganz einfach modernt Raubrittertum oder Kommunismus.

► **(Brouhaha)**

Den Député-Maire Goerges Engel huet an déiselwecht Kar geschloe wéi de sozialistesche Fraktiounscheef an huet nach eng droppeluecht, e sot: „Firwat wunne Leit an Haiser, déi eigentlech vill ze grouss sinn? Mir leie bei 50 m² an der Moyenne...“

► **M. Georges Engel (LSAP).** - 52!

► **M. Roy Reding (ADR).** - „Solle mer déi net dozou bewegen ze verkafen, mat engem...“

► **Une voix.** - Déi et selwer wëllen.

► **M. Roy Reding (ADR).** - ...mat engem Incentive.“

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Déi dat wëllen...“

► **M. Roy Reding (ADR).** - Ma déi Incentiven hu se schonn haut...“

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Här President, kënn Der net derfir suergen, dass den Här Reding kann a Rou weiderschwätzen?

► **M. Roy Reding (ADR).** - ... op d'Plus-value.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - En ass nämlech amgang sech ze entlarwen, wem seng Interéten dass en a Wierklechkeet vertritt: nämlech déi vun de Groussgrundbesëtzer hei zu Lëtzebuerg!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Hei wann ech gelift, Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Hei wann ech gelift!

► **M. Roy Reding (ADR).** - ...ënnerbrach ze gi vum kommunistesche Minister!

► **(Hilarité et brouhaha)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech suergen derfir, dass den Här Reding weiderschwätzt, a jiddwereen, deen d'Wuert gär hätt, fret sech et!

► **(Brouhaha et interruptions)**

► **M. Roy Reding (ADR).** - Ech soen lech Merci, Här President.

Dat dote geet an eng Richtung, (veuillez lire: dass ech mech froen,) wéini e Gesetz kënn, wat virschreift, op wivill Meter carré e Mënsch däerf liewen. Haut ass et en Incentive, muer gëtt et eng Flicht!

Da komme mer bei d'Emphytéose: Déi ass an eisen Aen déi gréisste Gängsterei, déi jeemools gemaach ginn ass. Firwat wëllt de Mënsch Eegentum? Ma ebe just, fir sech eppes opzebauen. Ebe just, fir kënnen senge Kanner a Kandskanner eppes virunzeeginn. Wann ech awer mäin Eegentum verléieren...

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Hei schwätzt de Vertrieber vun de Großgrundbesëtzer!

► **M. Roy Reding (ADR).** - ...nom Oflaf vun der Emphytéose, no 49 oder 99 Joer, dann hunn ech dat jo net opgebaut. An do muss en dach éierlech si mat de Leit a soen: „Ma da gitt léiwer lounen. Da lount Der dat, wat Der wëllt a wou Der wëllt, an Dir plënnert, wéini Der wëllt, an Dir hutt keng Contrainten.“ Wann ech souwisou näischt hu vun enger Plus-value, wann ech verkafen, firwat soll ech da kafen? Dat ass keng Léisung!

Komme mer dann zu Léisungen! Kommt, mir kommen zu Léisungen! Déi éischt Léisung ass emol eng Transparenz! Mir hunn et gesi bei de Sozialwunnechten: Do gëtt et keng Liste unique. Dat misst onbedéngt doleien, fir datt mer kënnen e besseren Iwwerbléck hunn iwwert d'Besoinen, déi do sinn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Dat Zweet wier e Mietspiegel, dee publizéiert gëtt, datt déi Donnéeën erhewe ginn: Wat kascht wierklech e Loyer? Transparenz! Bréngt d'Maartpräisser!

Datselwecht gëllt bei de Präisser, wéi verkaaft gëtt. Et gëtt Länner, déi bréngen et fäerdeg, eng Internetsäit ze hunn, wou een all Transaktioun kann nokucken. Singapur zum Beispill huet dat, mat e bësselche méi Awunner wéi mir. Do gëss de eng Adress an an da kriss de sämtlech Transaktiounen an deem Immeubel vun deene leschte Joren: wivill Meter carré a fir wat fir ee Präis. Dat wier wichteg.

Et wier wichteg ze wëssen: Wivill hu Gemenge preemptéiert bis elo a wivill hu se dodrop gebaut? Och dat wier eng Donnée, déi wichtig wier, fir hei kënnen ze evaluéieren, wat deen Droit de préemption bréngt oder wat en net bréngt.

A wéi de Logementsminister d'Initiativ geholl huet, e Plang hei virzeleien, sot ech schonn den 30. Juni 2015 an ech widderhuelen et: „Et soll ee verstärkt op private soziale Wunnengsbau setzen.“ De Kollege Traversini huet deemools d'Ziel genannt, datt d'Agence immobilière sociale téschent 6 an 10 Euro/m² verlount. An ech sot deemools an ech widderhuelen et haut: „De Privatsektor bréngt et fäerdeg, ënner der Konditioun, datt dat fest Kontrakter sinn, fir 10 bis 12 Euro/m² fonkelfuschnei Wunnechten ze verlounen.“ Et muss een em just d'Chance ginn, dat ze maachen! An do géif et mech interesséieren, ob de Logementsminister an deem Sënn am Dialog ass mam Privatsektor oder net.

An da kënn déi éiweg Leier, mä et ass keng Leier, et ass keng Litanei: Mir brauchen eng Vereinfachung vu Prozeduren! De Logementsminister huet mat Recht gesot, säi Ministère géif elo iwwerwaachen, datt keng méi derbäikommen. An ech sot deemools schonn an ech

soen et haut nach eng Kéier: „Dat geet net duer. Si mussen ofgebaut ginn!“

Fakt ass: All zousätzlech Studie, all zousätzlech Contrainde dreift d'Dauer an d'Luucht, entzitt Wunnraum a setzt d'Präisser erop. Dat ass ganz einfach eng Wourecht.

(Interruption)

Firwat muss ech an engem Duerf, op enger Haaptstrooss am Duerfkär, wou eng Scheier ofgerappt gëtt, e PAP maache fir dräi Jumeleëen? Dat ass ganz einfach kompletten Nonsense!

Mäi Fin mot dozou ass:...

(Interruption)

Mir brauchen eng „Keule“, mä mir brauche se géint d'Prozeduren an administrativ Hemmnëser a géint sozialistesche Iddien, mä ganz bestëmmt net géint d'Eigentumsrechter.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Brouhaha et interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Leschte Riedner zu dësem Block ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. An de 70er, 80er Joren huet déi politesch Ekologie ugefaangen, seriö Formen ze kréien. A si gouf och staark belächelt. Do sinn der vläicht och hei am Haus, déi wëssen dat. A si ass deelweis och als extremistesche bezeechent ginn. Do ass den Zesammenhang och gemaach ginn tëschent Ekologie an awer och der Fro vun der Emverdeelung vum Räichtum, an net just vun technologesche Verbesserungen.

Dat ass eng al Erkenntnis. Ech menge souguer, et ass eng Erkenntnis, déi och op den Ufank vum Industriezäitalter zréckgeet. Ee vun den éischten Umwelt- a Sozial-Whistlebloweren op der Welt, dat war e Japaner, den Här Shōzō Tanaka. E war Deputéierten an der éischter Chamber, 1890, et ass scho laang hier. An e koom aus enger Géigend, wou Kofferminne waren an d'Aarbechter sinn an onméigleche Konditioneuren do ausgebeut ginn. Japan huet sech moderniséiert a militariséiert, mä och: Déi Kofferminen hunn d'Flëss verpescht, d'Waasser huet natierlech de Buedem onfruchtbar gemaach an Honnertausende vu Baueren hunn do hir Existenz verluer.

Dat war e gréisser Kampf, an duerno ass et zu enger gréisserer a wahrscheinlech éischter moderner sozialer Bewegung a Japan komm. Dat war um Enn vum 19. Jorhonnert. Hei ass dee Mann natierlech net bekannt, mä bis haut ass en nach a Japan eng Referenz fir Umwelt- a sozial Bewegungen.

Ech mengen, dat ass ebe schonn eng Erkenntnis gewiescht. Am 19. Jorhonnert ass verstane ginn, datt sech de Privatprofit u sech ganz schnell zum gréisste Feind vu sozialen a Mënscherechter entwéckele kann. An den Zesammenhang tëscht Ausbeutung vu Mënsch an Natur an der Sich nom Privatprofit, dee gouf och scho gemaach.

Da kann een natierlech soen: „Dat war am 19. Jorhonnert.“ Firwat soen ech dat? Well ech wollt awer och déi ganz Saach mat der Digitaliséierung vläicht e bësse relativiséieren am Kontext och vun enger nohalteger Politik. Et ass jo net esou, wéi wa mir géife soen, et misst een dergéintgoen. Ech mengen, mir benotzen dat all. Mä mir wësse jo och all, datt déi Tablets, déi mer benotzen, déi Smartphones, déi mer benotzen, déi Computeren, déi mer benotzen an déi net méi aus eisem Alldag ewechzedenke sinn, datt déi zum Beispill och mat engem gewëssene Mineral nëmme kënnen funktionéieren. Dat ass de Coltan, aus deem sech och aner Materialien erausschaffe loossen. Ouni Coltan gëtt et keen Tablet, gëtt et kee Smartphone.

Dee Coltan, wou gëtt et deen? Dee féint een am Kongo. Do sinn tëschent 60% bis 80% vun de weltwäite Reserven. Also, de Kongo, deen huet jo quasi alles. Dofir ass e jo och esou aarm, oder seng Leit sinn dofir esou aarm. An dee gëtt ausgebeut, bis haut natierlech och, ouni Rücksicht op sozial Rechter, natierlech net op d'Umwelt an natierlech och net op d'Mënscherechter. Et huet jo souguer Biergerkriecher provozéiert. A verschidde Leit mengen och, datt den ehemolege President Kabila, de Papp, ëmbruecht gouf, well dat och en Zesammenhang hat mat de Minne vum Coltan, déi e versicht hat oder déi e sech wollt iwwerleeën ze nationaliséieren. Bon, soit! Do mengt een, wat do fir en Zesammenhang besteet.

Ech mengen, wann ee vun nohalteger Politik schwätzt, muss ee sech all Kéiers bewosst sinn, datt, wa mir och an der industrialiséierter an entwéckelter Welt eisen Alldag fir eng gewësse Kategorie vun der Bevëlkerung kënnen vläicht verbesseren oder souguer ëmweltfrëndlech verbesseren, datt dat trotzdem nach ëmmer weider op anere Plaze Konsequenzen huet.

An datselwecht kéint een natierlech och vun Elektroautoe soen. Do kann een natierlech der-vun ausgoen, datt den CO₂-Ausstouss hei zu Lëtzebuerg dann erofgeet, mä et dierf een net vergiessen, datt een trotzdem herno dee Strom brauch, dee produzéiert gëtt, an datt den CO₂-Ausstouss fir an dee Strom, deen deemno wéi aus Kuelekraaftwierker kënnert oder aus Nuklearenergie kënnert, dann op anere Plaze méi grouss gëtt; an Däitschland vläicht oder um afrikanesche Kontinent. An dat ass da schlussendlech en Nullsummespill, vu datt Lëtzebuerg jo...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Här Wagner, 99% vun eisem Strom si gréng.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - ...net op engem Asteroid ass, mä op der Welt. Dann huet dat natierlech eng Auswierkung. Dofir, den Elektroauto, den Numm seet et schonn, dee brauch Strom. An do muss een natierlech och ëmmer ganz genau wëssen, wou déi Stromquellen hierkommen.

An et ass net ëmmer evident ze wëssen, vu wou déi propper Energiequelle kommen, well do gëtt et jo nach en aneren Zesammenhang. Dat ass dee vun der Liberaliséierung vun der Stromversuergung, wou een net ëmmer bis an de leschten Detail ganz genau kann alles kontrolléieren.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Här Wagner, mir wëssen dat am leschten Detail.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - An dofir muss natierlech d'Energieversuergung an d'Organisatioun vun der Energie ganz ëffentlech organiséiert ginn. An dat erméiglecht natierlech och, datt d'ëffentlech Hand besser kann duerno op propper Energiequelle goen.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Här Wagner, et gëtt kloer Rapporten, déi genee soen, wou eise Strom hierkënnert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, Dir kënnt duerno äntwerten.

Well et muss ee sech natierlech och d'Fro stellen, wou och all déi Äerde kommen (veuillez lire: wou och all déi rar Äerden hierkommen), wou all déi Servere sinn, déi Informatiounen späicheren an esou weider, déi massiv Strom verbrauchen. Ech mengen, dat alles ass eng Fro vun der Kohärenz.

Ech soe jo net hei elo - well ech héieren, den Här Etienne Schneider ass äusserst nervös...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Ech si guer net nervös. Ech hu just net gär, wann ee Saache behaupt, déi net richtig sinn.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Här President, ech maachen e Virschlag: D'nächst Joer, vläicht bei der Debatt vun der Lag vun der Nation, wier et vläicht interessant, wann d'Regierung eis géif am Virfeld soen, wat mir als Oppositioun kënnen soen, wat kritiséieren, op wat fir enge Punkte mer kënnen schwätzen.

(Exclamations)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Ooh! Sot näischt, wat falsch ass!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Wagner, loosst Dir lech guer net beiden! Dir hutt ganz eleng d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci.

Mä et ass emol net onbedéngt eng Kritik un der Regierung. Ech mengen, dat dierf een net vergiessen, et ass och eng global. Et kann ee jo och heiansdo e bëssen eng méi global Analys maachen. A mir soe jo och net, datt d'Regierung guer keen Effort mécht an deem Zesammenhang.

Mä ech soe just: A leschter Zäit kann ee kee Regierungsvertreider... oder an deene leschten Debatten gëtt dat Wuert „Digitaliséierung“ all fënnf Minutte gebraucht fir alles. Fir alles! Fir Ekologie, fir Transport, fir Aarbecht souguer, well da brauch een och net méi iwwer Aarbechtsverhältnisse ze schwätzen, well elo kënnert d'Digitaliséierung an esou weider. Dofir wollt ech dat awer e bësse relativiséieren.

Mir hunn duerno och nach d'Fro vun der Energiepuersamkeit, well do ass jo och eng Initiativ ergraff gi vun der Regierung an do hu mer jo och nach iwwer d'Klimabank geschwat, an déi ass jo awer och... Well do geet et jo ëm Energiespueren. Well mir kommen net derlaanscht, och wa mer wëllen aner Energien, renouvelabel Energien developpéieren, fir och Energie ze spueren. An d'Fro vun der Klimabank..., déi jo keng Bank ass - do waren aner Projeten, déi wahrscheinlech nach méi wäit gaange wieren -, déi u sech just e Projet ass, deen encadréiert, fir datt de Stat d'Zënsen iwwerhëlt, a wou och souguer de Mouvement écologique jo gesot huet: „Mir wëssen net, ob dat ganz effikass wäert sinn an ob d'Ziler wäerten erreecht ginn.“

Dofir och den Elektroauto, mir soen net, datt dat onbedéngt eppes Schlechtes ass. Mir soe jo och net, datt déi heite Regierung guer näischt mécht, fir dee ganze Retard opzehuelen. Et ass richtig, datt dat net einfach ass, mä ech mengen, datt mer awer nach ganz wäit hannendra sinn, wat den Ausbau ugeet vun kollektiven ëffentlechen Transport, vun deem den Här Negri och virdu geschwat huet, deen esou vill wéi méiglech Regionnen desserveiert.

An e soll och gratis ginn, menge mir, fir jiddwereen, net just fir gewësse Kategorie vun der Bevëlkerung. Et ass net just eng Fro vun der sozialer Gerechtegkeet, et ass jo och eng Fro vun Reflex, deen ee kann hunn, datt ee schnell kann eppes benotzen, fir méi mobil ze ginn. An d'Leit gi jo och opgefuerdert, fir ëmmer méi mobil ze ginn. Mä vläicht wier d'Gratuitéit fir

all Schichte vun der Bevëlkerung e Problem duerno, well dat géif dann d'Konzept vun der Ënnerstützung vum Benevolat vun dëser Regierung vläicht minéieren.

An duerno, mengen ech, muss mer awer och nach - an elo muss ech ganz schnell maachen - gewëssen Dogmen a Fro stellen. D'Landwirtschaft, mengen ech, déi ass geprägt och hei a ganz Europa vun der fräier Wuereenzirkulatioun an och vun der PAC, vun der Politique agricole commune, vun där och geschwat ginn ass. An ech mengen, déi muss ee kritiséieren, well déi huet u sech net onbedéngt d'Landwirtschaft ënnerstëtzt, mä vill méi den Agrobusiness ënnerstëtzt, an net onbedéngt d'kleng Baueren ënnerstëtzt, mä grouss Baueren ënnerstëtzt. Mir wëssen dat. Et si jo och Betriber, déi verschwannen. Et ass jo eng ganz Logik do derhannert.

An anersäits huet si och gezwongen, well da gëtt et jo och en Imperativ: fir ze exportéieren, fir intensiv ze produzéieren, Saachen ze exportéieren, déi mer duerno och erëm importéieren aus enger anerer Géigend an déi och natierlech d'Biedem futtimaachen, well déi hu jo e richtige Problem, wat d'Pestiziden ugeet an esou weider an esou virun. Ech mengen, deen Zesammenhang muss ee kënnen maachen.

Ech hätt nach vill méi ze soen, mä ech hu schonn e bëssen ze laang geschwat. Dofir wëilt ech just nach soen, datt mer och mussen... Vläch och nach ganz kuerz zu de Bioprodukten, well dat ass jo de Problem: déi Ëmstellung vun de Bioprodukten.

Mir wësse jo ganz genau, datt d'Consommateuren „normal“ Produkter wëllen, well Bioprodukten sinn a Wierklechkeet jo normal Produkter. Et ass jo iwwerhaupt scho komesch, datt ee muss „Bioprodukten“ soen. Am Prinzip misst ee soen „Tomaten“, a fir déi aner Tomaten „chemesch Tomaten“ oder „Mutantentomaten“.

(Hilarité)

Dat misst jo och am Supermarché esou sinn: „Hei kënnert Der Tomate kréien, an do sinn déi chemesch, déi Mutanten. Wann Der gären Nitraten ze vill hutt, da bäisst emol eng Kéier dran.“

Et ginn Initiativen ergraff, fir opmierksam ze maachen, datt et net gutt ass ze fëmmen. Op deene Päck, do huet ee souguer elle Biller. An dat ass och richtig. Ech si ganz domadder averstanen. Ech weess, vu wat ech schwätzen. Et wier net schlecht, wann een och esou Saache géif maachen - ech mengen dat eescht, et ass net ironesch - op de Produkter, déi een an de Supermarché gesäit, well déi si genausou kriibserreegend. An dat huet justement och mat enger falscher Landwirtschaft ze dinn.

Ech soen lech Merci.

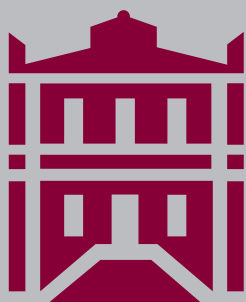
► **Une voix.** - Bravo!

► **Une autre voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An an Zukunft maache mer dann och



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook,
Twitter et
Instagram





op d'Auer en Doudekapp, wann d'Zäit iwwerschratt ass.

(Hilarité)

Als nächste Riedner ass den Här Aly Kaes ageschriwwen. An den Här Kaes huet d'Wuert.

► **M. Aly Kaes** (CSV).- Voilà! Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a sech hunn ech zwee Themen. Dat eent ass de Klimapak an dat anert ass a sech d'Liewensmëttelverschwendung respektiv et sinn d'Liewensmëttel, déi onnëtz an den Drecksemer gehäit ginn. Wann ech Liewensmëttel soen, dann ass dat jo, wann ech d'Auerzäit kucken, grad just in time.

104 vun 105 Gemenge sinn aktuell am Kader vum Klimapak engagéiert. Zënter dem Aféiere vun där Gesetzgebung am Joer 2013 ënnert den deemolege Minister Marco Schank gëtt um lokalen Niveau eng ganz aktiv Klimapolitik an nohalteg Energiepolitik bedriwwen. An et gouf duerch geziilt Investissementer op lokalem a regionalem Niveau an där Zäit scho méi wéi eng Tonn CO₂ agespuert. Vill vun dese Gemengen hunn an de leschte Jore grouss Efforte gemaach, fir eng Rei vu ganz wichtege Ëmweltprojeten an hire respektive Gemengen ëmzesetzen.

Niewent dem Stat hunn d'Gemengen am Beräich vum Klimaschutz Verantwortung ze droen, eng Verantwortung, déi och vun hire Bierger agefuert gëtt. Eis Gemenge si predestinéiert, fir kënnen Klimaschutz ze maachen, andeem se d'Leit sensibiliséieren a mobiliséieren, mä awer och andeem se der Populatioun ganz einfach Alternativen opweisen.

A mir stelle fest, datt vill Leit a Matbierger bereet sinn, sech an der nohalteger Entwécklung ze engagieren. Jo, no fënnef Joer Klimapak kann ee jiddefalls feststellen, datt et richtig war, esou en Instrument vu staatlecher Säit op d'Been ze stellen, wat d'Gemenge souwuel um technesche wéi och um finanzielle Plang begleet. An där Zäit huet sech eng ureegend Dynamik entwéckelt, dat kann ee roueg esou soen. A souguer ass eng gesond - ech betounen „eng gesond“ - Konkurrenz tëschent de Gemengen entstanden, wat a sech am Sënn vun der Saach ass.

Ben, d'Madamm Ministesch Carole Dieschbourg konnt sech jo viru Kuerzem bei enger regionaler Bilanz, déi am Naturpark Our gezu ginn ass, iwwerzeegen, datt d'Motivatioun an de Gemenge ganz grouss ass. Déi ganz Dynamik huet dann och derzou gefouert, datt schon am November 2015 zu Leipzig véier Gemenge mat dem gëlleenen europäeschen Ofzeechen ausgezechent gi sinn. Et waren dat Biekerech, de Park Housen, Schëffleng an Tandel.

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **M. Aly Kaes** (CSV).- Woubäi, an huet mer dat net iwwel, ech natierlech perséinlech ganz stolz drop sinn an houfreg, datt mer als Gemeng Tandel, jo, d'Nues vir hu vun alle Gemengen hei am Land. Mä...

(Brouhaha)

Voilà! Et geet awer net duer, sech op deene Lorbeeren auszerouen. Dat wëlle mer och net. Duerfir fanne mer et och richtig, datt a sech d'Schrauwen ugezu ginn, fir nach Punkte bäizekréien. Et muss een also ganz kloer Efforte bréngen.

Duerch de Klimapak konnt den Energieverbrauch, virun allem dee vu fossilen Energien, reduzéiert ginn, an domadder och d'CO₂-Emissiounen. Et ass deemno eng Success Story mat enger Win-win-Situatioun fir d'Gemengen a besonnesch awer och fir d'Bierger vun de Gemengen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech sinn do.

► **M. Aly Kaes** (CSV).- Et ass nach ëmmer richtig.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech sinn do.

(Hilarité)

► **M. Aly Kaes** (CSV).- Heiansdo changéiert dat jo hannendrun.

(Hilarité)

Dës Ausso, déi ech elo grad gemaach hunn, bréngt mech awer zu engem Beräich - an da sinn ech bei dem Noper vun der Madamm Dieschbourg, wou mer leider net esou wäit wéi am Klimapak sinn -, näamlech zu der Liewensmëttelverschwendung. Ob Handel, privat Haushalter, Restauratioun, Landwirtschaft oder bei der Veraarbechtung a Produktioun, iwwerall do gi Liewensmëttel a sech verschwent respektiv verluer.

Laut der Ernährungs- a Landwirtschaftsorganisation vun de Vereenten Natiounen FAO landen esou 1,3 Milliarden Tonnen an onverbraachte Liewensmëttel an den Dreckskëschtchen, an do-

vunner e ganz groussen Deel, leider Gottes, och nach an der Originalverpackung.

Den CO₂-Ausstouss, dee mat der Hierstellung vun desen ongenotzte Liewensmëttel entsteet, géif, als Land gesinn, duergoen, fir déi drëtt Plaz hanner Amerika a China ze kréien. Dat muss een natierlech relativ gesinn, mä et ass awer e Fait. D'EU-Kommissioun hirsäits schätzt, datt innerhalb vun der EU 89 Milliounen Tonne Liewensmëttel all Joer verluer ginn; Tendenz steigend. Dëst entsprécht 180 kg pro Kapp.

Laut enger Energiestudie vun der EU-Kommissioun iwwert d'Liewensmëttelverschwendung an de 27 Mitgliedstaten am Joer 2010 ginn 42% vun alle weggeworfene Liewensmëttel op de Konto vun de Privatstéit, 39% landen direkt bei de Produzenten um Tipp, 14% an der Gastronomie an nëmme 5%, laut mengen Informatiounen, am Einzelhandel.

Ech hu gelies, datt hei zu Lëtzebuerg eng Etüd vun der Ëmweltverwaltung erginn huet, datt a sech all Stot bis zu engem Kilo Liewensmëttel pro Dag ewechgehäit, dat heescht 365 kg pro Joer, wann een dat ëmrechent. Laut Daté vun dem Landwirtschaftsministère sinn et all Joer 140 kg pro Kapp un iessbare Liewensmëttel, déi ewechgehäit ginn.

Ben, dat sinn ënnerschiddlech Zuelen, déi schwéier ze vergläiche sinn. Egal wéi: Et ass op jidde Fall ze vill! Dat ass eng enorm Energie- a Ressourcéverschwendung, déi ganz kloer zulaaschte vun der Ëmwelt geet an där hir Käschte vun der ganzer Gesellschaft gedroe ginn, haaptsächlech ënnert der Form vun der Verknappung vun eisen natierleche Ressourcen.

Jo, anstatt se onnëtz ze verschwenden, muss mer eis Ressourcé wéi Energie, Waasser, mä awer och de landwirtschaftleche Buedem besser schützen. D'Liewensmëttelverschwendung geet awer net nëmme zulaaschte vun der Ëmwelt: Niewent deem enorme moralesche Schued, deen domadder geschitt, huet awer och eis Wirtschaft domadder ze kämpfen, well eben enorm Käschten entstinn, sougutt an der Produktioun wéi an der Entsuerung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, natierlech ass net all Liewensmëtteloffall aus Ëmweltsicht an an der CO₂-Bilanz gläichgestallt. Et besteet schon en Ënnerschied, ob een elo hiegt an en Heet Zalot oder Geméis aus dem eegene Gaart ewechgehäit oder ob dat Äppel sinn, déi aus Neuseeland importéiert gi sinn. D'Ewechgeheie vu Fleesch belaauscht eis Ëmwelt natierlech vill méi, well d'Produktioun besonnesch vill Ressourcé verbraucht.

D'Liewensmëttelverschwendung ass e komplex a facetteräich Thema an et gëtt net nëmme eng eenzeg Léisung. Zu Verloschter kënn et näamlech ganz kloer op allen Niveaue: bei der Produktioun vun de Matières premières, weider iwwert d'Veaarbechtung, den Handel an natierlech och beim Endkonsument.

D'Regierung huet ganz kloer - an dat begréisst mir - de Kampf géint d'Veerschwendung vun de Liewensmëttel zu enger vun hire Prioritéite gemaach. An de Landwirtschaftsminister huet och an deem Kontext schon déi eng oder déi aner Sensibiliséierungscampagne, sougutt beim Konsument wéi bei de Gemengen an den ëffentlechen Ariichtungen, gemaach. Ech kann nëmme nach eng Kéier soen: Mir ënnerstëtzen dat, an dat misst nach verstärkt gemaach ginn!

Ech wollt awer hei dës Plaz notzen, fir e puer Iddien an Iwwerleeunge weiderzeginn, wou a wéi een d'Liewensmëttelverschwendung ka reduzéieren an domadder eis Ressourcé schouwen an zousätzlech CO₂-Emissiounen kënnen verhënnert an agespuert ginn.

Eng vun de wesentlechen Ursache fir Liewensmëtteloffall bei Uebst a Geméis si ganz einfach - jo, esou wéi mir sinn - d'Ausgesinn an d'Gréisst. Kromm Kornschongen oder kromm Muerten oder kleng Äppel begéint ee ganz einfach am Commerce net. Déi ginn effektiv net an den Handel, mä déi gi scho ganz séier an der Produktioun direkt entsuergt. Do muss mer eis ganz einfach och als Konsument a Fro stellen an hannerfroen, well mir verlaange jo schlussendlech all Dag, an dat ass vläicht iwwerdriwwen, no perfektem Uebst a Geméis. Do muss wierklech en Emdenken an eiser Gesellschaft kommen.

An deem Kontext misst een och méi dat Regionaal an dat Saisonaal promouvéieren. Mir hunn an eiser schnelligeweger Konsumgesellschaft verléiert, mat de Saisonen ze liewen, esou wéi eis Virfahren dat gemaach hunn. Op dee Wee muss mer awer versichen zréckzeken. An dann ass et och normal, datt een net zu all Joreszäit alles kritt, mä datt ee vläicht den Dezember keng Ierpelen oder keng „Aerd-bieren“, wéi anerer soen, kritt, well se ganz einfach hei an deem Land net wuessen an et awer och net onbedéngt am Sënn vun der Saach ass, wa se da vu ganz wäit importéiert ginn.

Sommaire des séances publiques n°33 et 34

33^e séance

Ouverture de la séance publique p. 423

Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance (PSC) et du Programme national de réforme (PNR) p. 423-425

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)

- Débat général p. 425-441

- Débats sectoriels - Volet «Économie et Compétitivité» p. 441-446

34^e séance

Ouverture de la séance publique p. 446

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)

- Débats sectoriels - Volet «Cohésion sociale et Bien-être» p. 446-453

- Débats sectoriels - Volet «Développement durable» p. 453-459

À propos regional Produkter: Duerch verschidden Oplagen, wéi Hygiènesvirschrëften, ass et net rentabel respektiv ganz schwéier bis onméiglech, verschidde Liewensmëttel regional ze produzéieren. Esou Oplage kënnen nëmme an der Masseproduktioun agehale ginn. Do muss ee sech einfach froen, ob et ëmmer néideg ass, esou extrem Virschrëften dach awer ze hunn.

Et gëtt awer och nach aner Ursache fir Liewensmëtteloffall oder -verloschter, wéi zum Beispill bei der Etikettéierung, bei der Beschiedung beim Transport, beim Verpacken oder duerch eng falsch Lagerung, och duerch Sortimientwiessel oder bei sougenannte Saisonsartikelen, wéi elo zum Beispill fir Ouschterdag den Ouschterhues. Dee Schokelasouschterhues, deen ze vill ass, dee gëtt ewechgehäit an et kënn also zu engem onnëtz Verloscht vu Liewensmëttel.

De Mindesthaltbarkeetsdatum, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, ass och heefeg de Grond, firwat nach iessbar a genéissbar Liewensmëttel ewechgehäit ginn. Deen Datum gëtt vum Konsument als Wegwerf- oder Ewechgeheidatum wouergeholl. Och de Sënn vun engem Mindesthaltbarkeetsdatum op enger ganzer Rei vu Produkter, wéi zum Beispill Salz oder Mineralwaasser, gehéiert ganz einfach hannerfrot, ob dat wierklech an där Form néideg ass.

Bei de Liewensmëttelproduzente missten a sech folgend Moosnamen zur Vermeidung vu Liewensmëtteloffall ëmgesat ginn:

- keng XXL-Produktiounen oder -Verpackungen, an dat och nach dacks zu méi engem gönschtege Präis, wéi wann een a sech just dat akeeft, wat ee wierklech brauch;

- méi Flexibilitéit an den Handelsklassen an -normen; e klengen Apel mat engem bronge Fleck ass nach ëmmer e gudden Apel, och wa mir dat heiansdo net esou gesinn;

- méi Opklärung iwwert de Mindesthaltbarkeetsdatum respektiv eng eenheetlech Kennzeechnung.

Och mir als Konsumenten, Dir Dammen an Dir Hären, si gefuerdert. Mir solle vill méi bewosst akafen. Sech am Virus iwwerleeën, wéi eng Liewensmëttel ee wierklech brauch: Dee gudden alen Akafsziedel ass en einfache Moyen, fir dat ze realiséieren, fir ze vermeiden, datt een ze vill akeeft oder nach Saachen akeeft, déi een nach doheim huet oder déi een iwwerhaapt net brauch. Och soll ee bei grouse Verpackungen oder Reklammen nom Prinzip „1 + 1 gratis“ nodenken, ob dee Kaf a sech iwwerhaapt Sënn mécht. Wann een eng Baguette kafe geet an et kritt een eng gratis, da muss ee sech d'Fro stellen: Mécht dat Sënn? Gewéinlech gehäit een déi zweet jo dann ewech, well et wollt ee jo nëmme eng kafe goen.

Dann d'Geschicht vun der Haltbarkeit vun de Liewensmëttel: Et ass esou, datt Liewensmëttel, deenen hire Mindesthaltbarkeetsdatum ofgelaf ass, nach ouni Problem kënnen giess ginn. Duerfir: Als Éischt kucken, ob déi Liewensmëttel wierklech net méi ze genéisse sinn, bevir se dann an d'Dreckskëscht gehäit ginn. Op deem konkrete Punkt misst den Handel, awer och d'Politik nach vill méi Opklärungsaarbecht maachen, well ganz einfach d'Leit keen Ënnerschied maachen tëschent, wéi gesot, dem Mindesthaltbarkeetsdatum an dem Verbrauchsdatum, also dem „consommer avant le...“.

En anere Punkt ass d'Verwärtung vun lesensreschter oder ale Liewensmëttel. Mat e bësse Kreativitéit loosse sech domadder nach nei a ganz gutt schmaachend Saache maachen. Iwwerzeideg brong Bananne kann een nach zu engem Smoothie oder Brout zum Beispill zu engem „aarme Ritter“ oder „Pain perdu“ - oder wéi een och alles wëllt nennen - ganz sënnvoll verschaffen.

(Interruption)

Ech erkläre jiddwerengem herno, wat dat ass.

Mir mussen och kucken, wéi Leit hir Liewensmëttel, déi se ewechwerfen, a sech entsuergen. Dacks flitt alles an déi normal Dreckskëscht. Et muss dach awer Méiglechkeete ginn, dës Ressourcé ganz einfach méi sënnvoll ze verwäerten. Dobäi kéinten dës biologesch Offäll reng theoretesch zum Beispill an enger Biogasanlag weiderverwärt ginn.

An de Kantinnen, Maison-relaisen, Spideeler gëtt och Dag fir Dag lessen, wat ongenotzt an onberéiert ass, einfach erëm eng Kéier duerch eis Virschrëften ewechgehäit. Firwat kann eng gekachte Boun vun deem engen Dag deen aneren Dag net als Bounenzalot sënnvoll verwäert ginn? Si mer net awer do e bëssen iwwerwirsichteg? Musse mer net e Gang zréckschalten?

Här President, et gëtt menger Meenung no héich Zäit, datt mer déi Thematik vun der Liewensmëttelverschwendung méi enersgesch upaken. Ech wollt an deem Kontext soen, datt et vläicht gutt wier, wa mer och hei géife legiferéieren, esou wéi d'Fransouen, déi a sech d'lescht Joer am Februar jo esou e Gesetz gestëmmt hunn. Flott wier et och emol, no engem Joer de Bilan vun deem Gesetz ze kréien.

Dës an aner Froe wëll ech awer elo net hei weider diskutéieren. Ech wëll awer soen, datt mir als CSV virun engem Joer hei an der Chamber en Débat d'orientation concernant le gaspillage alimentaire ugefrot hunn, datt awer bis haut a kenger vun deene Kommissiounen behandelt ginn ass, och net hei an der Plenièr. An ech wier natierlech frou, wann dat esou séier wéi méiglech kéint geschéien.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och.

3. Ordre du jour

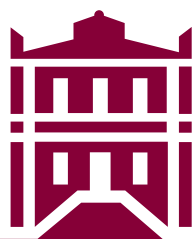
Kolleeginnen a Kolleegen, mir hate vir, um 12.30 Auer opzehalen. Ech géif lech proposéieren, dass mer elo ophalen an dass mer déi puer Minutten, déi mer eis elo ginn, da recuperéieren, dass mer esou géint 13.20 Auer hei sinn an dann erëm duerfaeren. Et ass och eng SMS un eis Kolléege gaangen, dass se sollen e bëssen éischer hei sinn.

► **Une voix**.- 13.15 Auer.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, 13.15 Auer, 13.20 Auer fänke mer erëm u mat dem Schluss, mat deem leschte Volet an den Äntwerte vun der Regierung. An da kommen d'Projet-de-loien drun.

Merci.

(Fin de la séance publique à 12.22 heures)



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 12 • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
2771	Marc Lies	Fonds du logement	2923	David Wagner	Organisation de l'examen de fin d'études secondaires
2806	Taina Bofferding	Santé affective et sexuelle	2924	Fernand Kartheiser	Structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale
2810	Françoise Hetto-Gaasch	Repas aux foyers d'accueil	2925	André Bauler	Culture des asperges
2815	David Wagner	Collaboration avec la commission d'enquête PANA du Parlement européen	2927	Fernand Kartheiser	Référendum en Turquie
2818	Gilles Roth, Diane Adehm	Circulaire Relibi en matière d'impôt libérateur retenu à la source sur certains produits par l'épargne mobilière	2928	Léon Gloden	Heures d'ouverture des magasins
2819	Diane Adehm, Gilles Roth	Rétroactivité des lois	2929	Gusty Graas	Introduction de dispositions moins contraignantes pour certains matériaux de construction et d'isolation
2822	Diane Adehm, Gilles Roth	Augmentation de capital de la Banque centrale du Luxembourg	2930	Françoise Hetto-Gaasch	Emplacements privatifs de stationnement pour véhicules automobiles dans le cadre de création d'une unité d'habitation
2833	Claude Wiseler, Gilles Roth	Échange de courriels entre le Ministère des Finances et une personne citée par la commission d'enquête Panama Papers du Parlement européen (commission PANA)	2931	Diane Adehm, Gilles Roth	Création d'un Fonds monétaire européen
2839	Gilles Roth, Marc Spautz	Article paru ce matin dans le quotidien allemand «Süddeutsche Zeitung»	2932	Diane Adehm, Gilles Roth	Production dans le bâtiment
2849	David Wagner	Invitation de deux fonctionnaires de l'ACD devant la commission d'enquête PANA du Parlement européen	2933	Laurent Mosar	«Roaming»
2852	Fernand Kartheiser	Procédure à suivre dans le cadre du décès d'un demandeur de protection internationale	2934	Sylvie Andrich-Duval	Protection des «arbres remarquables»
2854	Gast Gibéryen	Écoutes réalisées de manière illégale par le Service de renseignement de l'État	2935	Claude Adam, Josée Lorsché	Offre pédagogique du «Sportlycée»
2859	Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf	Maisons médicales	2936	Laurent Mosar, Gilles Roth	Sociétés de participation financières (SOPARFI)
2860	Nancy Arendt	Coordinateur sportif dans les maisons relais communales	2937	Françoise Hetto-Gaasch	Familles d'accueil
2863	Franz Fayot	Enquête de l'Administration des contributions directes au sujet des Panama Papers	2938	Françoise Hetto-Gaasch	Cours de langue
2867	Gilles Roth, Diane Adehm	Rapport «Banques en exil: comment les grandes banques européennes profitent des paradis fiscaux» de l'ONG Oxfam et du réseau Fair Finance Guide International	2942	Gilles Baum	«Cité Syrdal»
2872	Laurent Mosar	Soutien du Luxembourg dans l'affaire opposant l'Irlande à la Commission européenne ayant trait à l'octroi d'avantages fiscaux	2943	Fernand Kartheiser	Demandeurs de protection internationale
2879	Diane Adehm, Gilles Roth	Nomination des ambassadeurs	2947	Henri Kox, Josée Lorsché	Responsabilité dans le cas d'un accident nucléaire
2880	Laurent Mosar, Diane Adehm, Gilles Roth	Propos tenus lors d'une conférence organisée par le Conseil national des femmes	2948	Gusty Graas	Sondage dans la fonction publique
2890	Gusty Graas	Frais d'épuration d'eau en provenance d'aires d'autoroute	2951	Diane Adehm, Gilles Roth	Récente alerte à la bombe
2892	Taina Bofferding	Harcèlement scolaire	2952	Claudia Dall'Agnol	Méga-camions
2896	Aly Kaes, Marc Spautz	Fin du droit à l'indemnité pécuniaire de maladie et cessation de plein droit du contrat de travail	2953	Laurent Mosar, Marc Spautz	Redistribution des sièges britanniques dans le Parlement européen
2907	Franz Fayot	Intégration des technologies numériques dans les services publics et les entreprises	2954	Laurent Mosar	Esquisse de réforme fiscale présentée mercredi dernier par le président américain
2908	Gusty Graas	Décret remettant en cause le «Clean Power Act»	2955	Henri Kox, Gérard Anzia	Production de crémant biologique par l'Institut viti-vinicole
2910	Gilles Roth, Diane Adehm	Problématique de la délinquance des réfugiés et demandeurs de protection internationale et interventions policières dans les structures d'accueil	2956	Jean-Marie Halsdorf, Martine Mergen	Recherche de personnes disparues
2912	Diane Adehm, Gilles Roth	Capital de la Banque centrale du Luxembourg (BCL)	2957	Taina Bofferding	Audit sur le budget de l'Université du Luxembourg
2913	Roger Negri	Élargissement de l'autoroute entre la Croix de Gasperich et Helfenterbruck	2958	Jean-Marie Halsdorf	Vol d'endoscopes au Centre hospitalier de Luxembourg
2914	Gilles Roth	Élargissement de deux à trois voies de l'autoroute A6 (Arlon-Luxembourg)	2959	Marc Spautz	Emploi de personnes affectées à des travaux de ménage
2915	Fernand Kartheiser	Accords bilatéraux avec le Portugal signés le 5 avril 2017	2960	Diane Adehm, Gilles Roth	Loi dite «Omnibus»
2916	Gusty Graas	Pollution de la «Kaylbach»	2961	Diane Adehm, Gilles Roth	Nouvelles infractions à inscrire dans le Code pénal
2917	Alexander Krieps, Gusty Graas, Edy Mertens	Lutte contre le viol	2962	Laurent Mosar	Groupement autonome de personnes
2918	Gilles Roth, Diane Adehm	Aide financière de la Commission européenne pour le renvoi de demandeurs d'asile qui ont été déboutés	2963	Diane Adehm, Gilles Roth	Obligation de tenir une comptabilité en partie double
2919	Sylvie Andrich-Duval	Patrimoine industriel	2965	Martine Hansen	Réorganisation fonctionnelle d'administrations
2920	Franz Fayot	Procédure applicable au 113	2968	Fernand Kartheiser	Référendum sur la peine de mort en Turquie
2921	Serge Wilmes	Institut d'histoire de l'Université du Luxembourg	2970	Josée Lorsché	Problème d'extrême maigreur des mannequins
2922	Gilles Baum, Claude Lamberty	Formation dans les établissements pénitentiaires	cf. 2971		
			2971	Sylvie Andrich-Duval	Problème d'extrême maigreur des mannequins
			cf. 2970		
			2977	André Bauler	Inspection du travail et de mines
			2979	Jean-Marie Halsdorf	Nouveaux retards du programme A400M
			2980	Claude Lamberty, Gilles Baum	Promotion de la langue luxembourgeoise
			2988	Martine Hansen	Promotion de l'agriculture biologique
			2989	Claude Adam	Conflit au Cameroun
			2990	Gusty Graas	Réforme du stage des fonctionnaires
			2991	Max Hahn	Musée des sapeurs-pompiers
			3016	David Wagner	Propos du secrétaire régional des finances de Madère devant la commission PANA



Question 2771 (20.02.2017) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **Fonds du logement**:

En réponse à ma question parlementaire n°2658 du 9 janvier 2017, Monsieur le Ministre du Logement a fourni un certain nombre de détails et données aux questions posées. Or, sur un certain nombre de points Monsieur le Ministre n'a que partiellement répondu. Ainsi je me permets de répéter et de préciser ces questions et de profiter de l'occasion de poser quelques questions supplémentaires y relatives.

Monsieur le Ministre a indiqué que 14 autorisations de bâtir établies en faveur du Fonds du logement ont été délivrées depuis 2015. Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Quel est le nombre total de logements qui sont actuellement en construction par commune selon ces autorisations respectivement qui seraient éventuellement déjà achevés?

Monsieur le Ministre a précisé que dix PAP ont été entamés par le Fonds du logement depuis 2015 pour un total de 1.083 logements. Il reste cependant muet quant au nombre de procédures qui ont été finalisées depuis 2015.

C'est pourquoi j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de projets d'aménagement particulier «nouveau quartier» du Fonds du logement qui ont été officiellement approuvés par le Ministère de l'Intérieur en 2015 et en 2016? Combien de logements pourront être construits suivant ces PAP?

Monsieur le Ministre a fourni le nombre de terrains et immeubles acquis, respectivement échangés par le Fonds du logement, au cours des années 2015 et 2016. Or, ma question se rapportait seulement au nombre d'actes d'achat ou d'échange de terrains et non à des immeubles. Le soussigné voulait en fait savoir si le Fonds du logement a constitué une réserve foncière en 2015 et 2016 ou non.

C'est pourquoi j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Le Fonds du logement a-t-il constitué des réserves foncières en 2015 et 2016?

- Dans l'affirmative, dans quelles communes et quand est-ce que l'acte relatif a été signé?

- Quelle est la superficie exacte par terrain acquis et par commune?

- Quel a été le prix d'achat par hectare/are?

Réponse (18.04.2017) de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*:

Suite aux renseignements fournis dans le cadre de la question parlementaire n°2658 au niveau du nombre d'autorisations de bâtir établies en faveur du Fonds du logement depuis 2015 et ceci par commune, l'honorable Député souhaite maintenant une ventilation des logements autorisés par commune. En outre, il souhaite savoir lesquels de ces projets sont en construction, voire seraient déjà achevés.

Il s'avère que parmi les autorisations énumérées dans la question parlementaire n°2658, les logements suivants sont en construction:

Commune	Nombre de logements
Bettembourg	14
Colmar-Berg	8
Diekirch	16
Differdange (2 autorisations)	75 + 55
Esch-sur-Alzette (4 autorisations)	17 + 9 + 9 + 36
Niederanven	10
Mondorf-les-Bains	17
	264

et que les chantiers pour les logements suivants sont en préparation:

Echternach	30
Kopstal	10
Luxembourg	7
	47

Il s'agit donc d'un total de 311 logements. Aucun des logements autorisés depuis 2015 n'est à ce jour achevé.

L'honorable Député précise ensuite sa demande au niveau des PAP et souhaite savoir quels PAP ont été approuvés en 2015 et en 2016.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En dernier lieu, l'honorable Député m'interroge sur le nombre d'actes d'achat ou d'échange de terrains signés en 2015 et 2016: Au total, 15 actes ont été signés pour acquérir 4.206,99 ares. Voici le résumé pour les deux années en question.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En tant que réserve foncière peuvent entre autres être qualifiées les transactions à Hesperange (58,10 ares), Esch-sur-Alzette (50,40 ares) et Bettembourg (70,69 ares).

En excluant les transactions de Dudelange et de Wiltz en raison des frais d'assainissement considérés dans le prix des transactions respectives, ainsi que les transactions de Rosport, Grevenmacher et Beckerich en raison de leur surface négligeable, le prix moyen par are payé par le Fonds est de 17.821 EUR, en passant de 7.500 EUR pour des terrains dédiés au logement social, vendu par la commune de Mondorf-les-Bains à 21.000 EUR à Hesperange pour se situer à près de 90.000 EUR pour un terrain viabilisé avec projet existant autorisé, racheté à la commune de Steinsel.

Question 2806 (03.03.2017) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP) concernant la **santé affective et sexuelle**:

Madame et Monsieur les Ministres ont récemment présenté le concept du Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle, qui constitue un élément important du «Programme national - promotion de la santé affective et sexuelle».

Comme indiqué sur le site du Gouvernement, la santé affective et sexuelle ne se limite pas aux relations sexuelles, mais inclut l'affectivité, le respect de soi et de l'autre, les spécificités du genre et des identités sexuelles. Il s'agit de la promotion des relations sexuelles sans risque et de la promotion d'une santé sexuelle démunie de toute forme de violence et de toute forme de discrimination.

Ainsi, le Centre national de référence est une plateforme pour compiler, harmoniser et mettre en réseaux les connaissances, les compétences et expertises nationales en matière de sexualité au niveau du pays.

Le centre interviendra aussi bien au niveau de l'éducation non formelle que de l'éducation formelle et ciblera avant tout un public jeune.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Madame la Ministre de la Santé:

1) Le Gouvernement est-il d'avis que les mesures prises actuellement dans le cadre de l'éducation sexuelle et affective sont suffisantes?

2) Suite au lancement du Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle, ne serait-il pas judicieux d'adapter les programmes scolaires en matière d'éducation sexuelle? Dans l'affirmative, quelles sont les pistes envisagées par le Gouvernement?

3) Comment se fera la coopération entre le Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle et les écoles?

4) Quels autres organismes, conventionnés ou non, interviennent dans l'éducation sexuelle et affective?

Réponse commune (03.04.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

ad 1) L'analyse approfondie «Bestandsaufnahme und Bedarfsanalyse der affektiven und sexuellen Bildung in Luxemburg», réalisée en 2013 par le Planning familial, fut mandatée par le groupe interministériel élaborant le Programme national pour la «Promotion de la santé affective et sexuelle». Cette étude a permis d'identifier les lacunes dans le domaine de l'éducation affective et sexuelle au Grand-Duché.

Toutes les activités en lien avec l'information, la sensibilisation et l'éducation des enfants et des adolescents, notamment dans l'enseignement formel et non formel, sont d'importance primordiale selon le Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle. Cette priorité est aussi entérinée à travers le programme national «Santé affective et sexuelle pour les années 2013-2016» et constituera une primauté dans le cadre de la rédaction du prochain programme national.

Aux niveaux de l'enseignement fondamental, de l'enseignement secondaire et des services

de la médecine scolaire et de la santé des enfants et adolescents, les missions en matière d'éducation sexuelle et affective sont déterminées par les curriculums scolaires. Le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) intervient à travers les antennes locales des Services de psychologie et d'orientation scolaires (SPOS) au sein des établissements secondaires par des activités de sensibilisation et d'éducation sexuelle et affective.

Des organisations conventionnées par le Ministère de la Santé, dont le Planning familial et «HIV Berodung» ainsi que les crèches, maisons relais et maisons de jeunes conventionnées par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à travers l'introduction du cadre de référence de l'éducation non formelle, détiennent également une mission en matière d'éducation sexuelle et affective. Pour ce qui est de l'Enseignement fondamental, le sujet figure au plan d'études officiel.

ad 2) L'adaptation des programmes scolaires, des formations initiales et continues des enseignants et éducateurs, tout comme la promotion d'un environnement scolaire et extrascolaire promouvant et protégeant la santé affective et sexuelle sont d'actualité, et font partie des objectifs poursuivis par le Centre national de référence.

La Convention portant création du Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle qui a été signée récemment, à savoir le 5 décembre 2016, débutera ses activités dès le 1^{er} avril 2017.

Les détails des stratégies d'intervention ne sont pas encore connus, mais ce Centre national de référence va porter une analyse sur les populations à toucher, leurs caractéristiques spécifiques et leurs besoins spécifiques. En outre, le Centre national de référence va identifier les formations existantes afin de détecter les lacunes actuelles dans les programmes d'apprentissage pour ensuite élaborer un guide avec des recommandations sur les méthodes et méthodologies de transmission du savoir en matière de santé affective et sexuelle.

Suite à cette analyse, les programmes scolaires qui traitent de l'éducation sexuelle et affective pourront être revus.

ad 3) La coopération entre le Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle et les écoles est garantie à travers l'existence du Comité scientifique interdisciplinaire d'accompagnement se composant notamment d'un membre de chaque ministère ayant signé la déclaration d'intention du 17 juillet 2013, à savoir le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le Ministère de l'Égalité des chances, le Ministère de la Famille et le Ministère de la Santé.

Les enseignants en tant qu'acteurs de l'éducation formelle seront des partenaires privilégiés du Centre pour la promotion de la santé affective et sexuelle qui vise notamment le renforcement des capacités des multiplicateurs éducatifs.

Par ailleurs, les services intermédiaires dont les services ministériels du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques, l'Institut de formation de l'Éducation nationale et le Service national de la jeunesse pour le volet du suivi de la qualité dans les institutions de l'éducation non formelle, seront des partenaires tout aussi importants dont la coopération et la collaboration avec le Centre de référence seront à développer et à structurer.

ad 4) Dans le cadre du Comité scientifique interdisciplinaire d'accompagnement les acteurs du terrain sont impliqués, tels que le Planning familial en tant que gestionnaire du Centre national de référence, mais aussi la «HIV Berodung» ou encore le CPOS (Centre de psychologie et d'orientation scolaires).

Une des tâches principales du Centre national de référence sera d'identifier précisément les différents intervenants auprès des enfants et des adolescents dans le domaine de la santé affective et sexuelle, ainsi que d'analyser le contenu des interventions et d'en garantir la concordance avec les lignes directrices du programme national «Promotion de la santé affective et sexuelle».

Le Centre national de référence s'est engagé à organiser des plateformes d'échange ainsi qu'à la mise en place d'un réseau des acteurs du terrain, afin de veiller à la cohérence des messages véhiculés. Le Centre national de référence va garantir l'homogénéité des enseignements en matière de santé affective et sexuelle, dans le but d'améliorer l'offre et l'accès de ces enseignements au niveau national. L'accès de ces enseignements doit être accessible à la population entière, mais aussi à des groupes de personnes ayant des besoins spécifiques en la matière.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a signé en novembre 2016 un appel à actions de l'Unesco pour une meilleure information des enseignants et des élèves dans les lycées sur les sujets de l'homosexualité, de la bisexualité, de l'intersexualité et de la transsexualité afin de lever les tabous, faciliter un climat de respect au sein de la communauté scolaire et de renforcer ainsi la santé mentale des jeunes LGBTI et pour qu'ils puissent bénéficier des mêmes droits et être acceptés par leurs pairs et la société en général sans être discriminés et stigmatisés.

Le Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle sera chargé de créer des collaborations avec les acteurs et organisations luxembourgeoises travaillant sur la thématique spécifique LGBTI et le groupe interministériel LGBTI présidé par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région afin de sensibiliser davantage aux droits des personnes LGBTI dans le cadre de sa mission d'information et de sensibilisation.

Question 2810 (06.03.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant les **repas aux foyers d'accueil**:

Selon le rapport d'activité de l'Ombudsman pour l'année 2016, les occupants de foyers d'accueil expriment un mécontentement général concernant les repas servis au foyer. Dans la mesure où la plupart des structures d'hébergement ne disposent pas de cuisines, les personnes ne peuvent pas préparer leur propre repas selon leurs habitudes alimentaires. Les repas sont alors livrés sous forme de plats préparés par diverses firmes de restauration collective. Dans certaines structures à l'étranger, les occupants cuisinent et distribuent eux-mêmes les repas. Ceci permet aux réfugiés de préparer des repas «traditionnels», de les occuper et de leur donner un certain sentiment d'indépendance.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1) Madame la Ministre peut-elle nous confirmer cette information?

2) Combien de foyers sont dotés d'une cuisine?

3) Madame la Ministre ne juge-t-elle pas opportun d'installer des cuisines dans les structures d'hébergement qui n'en ont pas?

4) Les nouvelles structures d'accueil en construction seraient-elles équipées de cuisines pour remédier au problème?

5) Selon mes informations, dans l'une des structures d'hébergement, les personnes ont la possibilité de s'approvisionner dans un supermarché par le biais de bons alimentaires. De quelle structure s'agit-il?

6) Dans la mesure où la fréquentation de magasins renforce le sentiment d'appartenance et d'intégration à la ville d'accueil, la Ministre envisage-t-elle de généraliser le système des bons alimentaires permettant de faire des achats dans des supermarchés?

Réponse (05.04.2017) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

ad 1) Il est vrai que certains occupants des foyers pour demandeurs de protection internationale expriment leur mécontentement par rapport aux repas qui leur sont servis dans les structures d'hébergement. Ce mécontentement n'a, le plus souvent, pas trait à la qualité des repas mais au type de plats servis, qui sont inconnus dans les pays et dans les cultures d'origine des personnes hébergées. Aussi, ce mécontentement diminue-t-il après une période d'adaptation à la nourriture servie. Par ailleurs, un mal-être et une frustration dus aux longues périodes d'attente et d'incertitude accentuent le mécontentement.

ad 2) À ce jour, sur les 86 structures d'hébergement gérées par l'OLAI, 32 offrent la possibilité de cuisiner.

ad 3) Le Gouvernement est conscient de l'importance que revêt, pour les personnes DPI, le fait de pouvoir faire «leur» cuisine et il essaie de faire en sorte que cela devienne possible dans certaines structures. Une analyse des structures existantes a cependant conclu à l'impossibilité technique d'équiper de cuisines les 54 structures non encore équipées. Ainsi, dans les bâtiments les plus anciens, la configuration des locaux ne le permet pas; dans d'autres structures, la durée limitée de la mise à disposition

ne peut justifier l'investissement inhérent à l'installation de cuisines.

Si certaines personnes se plaignent de ne pas pouvoir faire la cuisine elles-mêmes, d'autres personnes, et notamment les hommes seuls, les personnes à mobilité réduite et les personnes vivant dans des foyers éloignés, apprécient le service de livraison de repas ou le fait de bénéficier d'une cantine sur place. C'est pour cette raison d'ailleurs qu'un système de restauration avait été mis en place.

ad 4) Toutes les futures structures modulaires seront équipées de cuisines.

ad 5) Il s'agit là d'une petite structure d'une soixantaine de lits située à Luxembourg-ville. La solution des bons alimentaires pour les occupants de cette structure a été mise en place exceptionnellement en raison de considérations purement logistiques. En effet, le camion de l'épicerie sur roues ne peut que difficilement desservir cette structure pour des raisons de sécurité et de stationnement. Une solution pour que les occupants de cette structure puissent s'approvisionner a donc dû être trouvée.

ad 6) Les services compétents sont en train de réfléchir à un système de ce genre, tout en prenant en considération, et les besoins divers des personnes, et les éventuels risques de mauvaise utilisation et d'abus.

Question 2815 (07.03.2017) de M. David Wagner (déi Lénk) concernant la collaboration avec la commission d'enquête PANA du Parlement européen:

Le caractère urgent de la question se justifie par les dommages occasionnés par l'information sous-mentionnée et par la nécessité de clarifier d'urgence cette affaire. Il convient également de prendre en compte l'impact potentiel des réponses sur l'organisation de la suite des travaux de la commission d'enquête PANA du Parlement européen (dont le mandat est limité dans le temps) et à laquelle le Luxembourg est tenu de faciliter les travaux en vertu de l'article 4(3) du Traité sur l'Union européenne.

La radio de service public 100,7 a rapporté le vendredi 3 mars que le Ministère des Finances aurait, par courrier électronique dont la rédaction de la radio dispose une copie, conseillé à un avocat d'affaires de ne pas apparaître devant la commission d'enquête PANA du Parlement européen en visite à Luxembourg le 2 et 3 mars 2017, bien que la personne en question ait reçu une invitation de ladite commission. Ceci, alors que Monsieur le Ministre a déclaré publiquement que ce n'était pas le rôle du Gouvernement d'intervenir à ce sujet.

Partant, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Finances les questions suivantes:

1) Pouvez-vous confirmer qu'un courrier électronique a été envoyé depuis le Ministère des Finances à un des avocats invités par la commission d'enquête PANA dans lequel l'expéditeur aurait conseillé ou suggéré, directement ou indirectement, à l'avocat en question de ne pas paraître devant la commission d'enquête?

2) Est-ce que des responsables ou des fonctionnaires du Ministère des Finances ont fait parvenir, que ce soit par courrier électronique, par téléphone ou oralement, à d'autres personnes invitées par la commission d'enquête PANA, que ce soit des avocats, des représentants du secteur privé ou d'anciens fonctionnaires d'État, une recommandation allant dans le sens de ne pas accepter l'invitation de la commission d'enquête PANA? Si oui, à combien de personnes une telle recommandation a-t-elle été transmise et quelles sont ces personnes?

3) Dans l'affirmative de la question 1) et/ou de la question 2), est-ce que cette ou ces recommandation(s) ont été transmises sur initiative de Monsieur le Ministre?

4) Dans l'affirmative de la question 1) et/ou de la question 2) et/ou de la question 3), pouvez-vous nous expliquer les raisons pour lesquelles une telle recommandation a été transmise à une ou plusieurs personnes invitées par la commission d'enquête PANA?

5) Dans l'affirmative de la question 1) et/ou de la question 2) et/ou de la question 3), Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'une telle attitude est en contradiction avec l'acquis communautaire de l'Union européenne et notamment avec l'article 4(3) du Traité sur l'Union européenne qui stipule que «les États membres facilitent l'accomplissement par

l'Union de sa mission et s'abstiennent de toute mesure susceptible de mettre en péril la réalisation des objectifs de l'Union»?

6) Dans le cas où les personnes en question sont à nouveau invitées à paraître devant la commission d'enquête PANA du Parlement européen, le Gouvernement compte-t-il recommander aux personnes une réponse positive, respectivement un refus, à cette nouvelle invitation?

Réponse (05.04.2017) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

De prime abord, il convient de rappeler que la commission d'enquête PANA du Parlement européen (ci-après «commission PANA»), lors de sa visite au Luxembourg les 2 et 3 mars 2017, a eu des échanges, non seulement avec deux membres du Gouvernement, accompagnés notamment par le comité de direction de l'Administration des contributions directes et le procureur général d'État adjoint, mais également avec les membres de la COFIBU, la direction de la CSSF, le bâtonnier du Barreau de Luxembourg ainsi que des représentants d'entreprises privées. La qualité des interlocuteurs prouve la résolution, notamment des autorités concernées, à pleinement coopérer avec la commission PANA. Par ailleurs, les avancées faites par le Luxembourg au cours de l'actuelle période de législature en matière de transparence et de lutte contre la fraude fiscale sont indéniables et ont d'ailleurs été reconnues par les membres de la commission PANA.

Lors de l'entrevue avec les Ministres Braz et Gramegna le 2 mars 2017, un membre de la commission PANA a demandé au Gouvernement luxembourgeois son appui pour convaincre des personnes qui n'avaient pas accordé une suite favorable aux invitations de la commission PANA de paraître lors d'une prochaine audition à Bruxelles. Le Ministre des Finances y a répondu, en substance, qu'il n'appartenait pas au Gouvernement de donner des instructions à des acteurs privés et que ceux-ci restaient libres d'accepter ou non une telle invitation.

Ce n'est qu'au point presse suivant cette session de la commission PANA que le Ministre des Finances s'est vu une première fois confronté, de la part d'un journaliste, avec une question relative à l'existence alléguée d'un échange email entre le Ministère des Finances et un avocat luxembourgeois.

À l'issue des recherches diligentées par la suite, les faits suivants ont pu être établis et portés à la connaissance du Ministre:

En date du 19 janvier 2017, un fonctionnaire du Parlement européen a envoyé à la réception d'une étude d'avocats un email de la teneur suivante:

«Dear Madam, Dear Sir,

As you may be aware, the European Parliament has set up an inquiry committee (PANA) into money laundering, tax avoidance and tax evasion following the revelations which become known as „Panama Papers“.

You can find more information on this committee, including the committee mandate, here:

<http://www.europarl.europa.eu/committees/en/pana/home.html>

In the framework of its works, the committee has decided to conduct fact-finding missions to several Member States (Malta, UK, Luxembourg and the USA). These fact-finding missions are designed to take place in full cooperation with the national legislators, and PANA members wish to hold constructive and forward-looking dialogues with their counterparts of the national parliaments, the Minister of Finance and other relevant Ministers, representatives of tax and anti-money laundering authorities and relevant stakeholders from businesses and civil society.

The committee has planned to hold a mission to Luxembourg on 2 and 3 March 2017. The committee would be represented by a delegation of 11 members led by the Chair of the committee Dr Werner Langen and would also comprise the two corapporteurs, Mr Jeppe Kofod (Denmark, Group of Socialists and Democrats/S&D) and Mr Peter Jezek (Czech Republic, Alliance of Liberals and Democrats for Europe/ALDE) and one representative of each of the 8 political groups in the European Parliament. They would be accompanied by staff.

At this stage, I would like to enquire about the availability of your CEO or one of your high level representatives to meet with the PANA delegation on 3 March 2017.»

Il ressort de la lecture de cet email du Parlement européen, standardisé et sans destinataire précis, que l'étude d'avocats dans son ensemble était adressée et non pas un avocat spécifique. Par ailleurs, l'email du Parlement européen ne fait aucune allusion à l'existence

éventuelle d'une société panaméenne liée directement ou indirectement à l'étude, ni à un avocat en particulier.

Le même jour, un des avocats de cette étude, qui traite pour l'État un nombre de dossiers relatifs à certaines matières couvertes par le mandat de la commission PANA, a adressé une copie de cet email au département de la fiscalité du Ministère des Finances, en demandant une opinion quant à son éventuelle participation à une telle audition.

Le fonctionnaire destinataire de l'email - qui est l'interlocuteur habituel de cet avocat sur les dossiers qu'il traite pour l'État - lui a alors répondu, également par email, qu'il «serait préférable» qu'il n'y participe pas. Partant, le 22 janvier 2017, l'avocat lui répond par email qu'il «laissera le soin à d'autres».

Il s'agit d'un échange confidentiel dans le cadre d'une relation entre un avocat et son client. L'avocat en question se trouve par rapport au Ministère des Finances dans une situation particulière, à savoir celle d'un mandataire qui s'adresse à son mandant. Suivant l'appréciation du fonctionnaire, par sa participation à l'audition de la commission PANA, l'avocat aurait pu se retrouver dans une situation de conflit d'intérêts.

La réponse du fonctionnaire ne constitue pas une instruction, mais un commentaire qui s'insère dans le contexte particulier de la relation qui existe entre un avocat et son client et se limite à ce cas de figure très spécifique. Il s'agit d'un simple échange au niveau technique, sans considération d'éventuelles implications politiques. D'ailleurs, la réponse de l'avocat ne préjugait en rien la suite accordée par son étude à la demande de la commission PANA au-delà de ce cas précis.

Dans le même sens, la radio 100,7, en date du 2 mars 2017, rapportait les propos suivants:

«Hie participéiert net, well hien een Interessekonflikt weinst senge Clientë gesäit, fir déi hien agéiert huet. Vun der Regierung hätt hien an engem Email gesot kritt, datt him net kéint verbuede gi mat der Enquêtekommissioun ze schwätzen, et wier awer net déi beschte Method. Den [xxxx] sot dem 100,7 weider, hie wéilt sech awer och net vis-à-vis vun der Enquêtekommissioun äusseren, well hie mengt, et wier eng generell Politik viséiert an hie wier net sécher, datt seng Ausserungen objektiv vun der Kommissioun benotzt ginn.»

Outre cet échange spécifique entre cet avocat et le fonctionnaire, il n'y a pas eu d'échange de ce type entre le Ministère des Finances et une personne ou entité éventuellement invitée par la commission PANA. Le Ministre des Finances n'a donné en la matière aucune instruction ou recommandation, sous quelque forme que ce soit, à une personne ou entité concernée le cas échéant.

D'une manière générale, on peut estimer qu'un avocat, en tout état de cause, doit être en parfaite mesure d'évaluer la suite qu'il voudra accorder à une demande telle que celle formulée par la commission PANA, en prenant en compte notamment sa situation particulière ainsi que les règles nationales et européennes applicables le cas échéant. Il n'aura donc pas à demander un avis correspondant à un membre du Gouvernement ou représentant d'un ministère.

Question 2818 (08.03.2017) de M. Gilles Roth et Mme Diane Adehm (CSV) concernant la circulaire Relibi en matière d'impôt libérateur retenu à la source sur certains produits par l'épargne mobilière:

En date du 27 février 2017, le directeur de l'Administration des contributions directes a émis la circulaire Relibi n°1 concernant la retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière. Le point 2.1 intitulé «Définition du bénéficiaire effectif» de la rubrique 2. «Le bénéficiaire effectif (art. 2 de la loi Relibi)» précise entre autres que:

«... Les structures sans personnalité morale sont aussi hors du champ d'application de la Relibi. Sont visées dans ce dernier cas de figure les associations momentanées ou les associations en participation.

Lorsqu'une structure avec ou sans personnalité morale est interposée entre l'agent payeur et le bénéficiaire effectif afin d'éviter la retenue à la source, le paiement d'intérêts est couvert par la loi en application de la règle de primauté du fond sur la forme.»

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la portée exacte de cette stipulation?

- Monsieur le Ministre peut-il nous préciser cette disposition par voie d'exemples concrets?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que cette lecture est conforme aux dispositions légales en vigueur?

Réponse (03.04.2017) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Le point 2.1. de la circulaire Relibi n°1 du 27 février 2017 (ci-après «la circulaire»), à laquelle les honorables Députés font référence, tend à apporter des précisions quant à la portée de la définition du bénéficiaire effectif.

Tandis qu'en vertu de l'article 2 de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction de la retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière (ci-après «la loi Relibi»), les personnes morales sont expressément exclues de la définition du bénéficiaire effectif, le traitement d'un paiement d'intérêts à une entité ou à une structure juridique sans personnalité juridique propre, mérite en revanche d'être précisé via la circulaire.

En effet, le traitement des structures sans personnalité morale résulte de la combinaison de deux dispositions légales. D'une part, l'article 3 de la loi Relibi définit la notion de l'agent payeur et dispose explicitement que le paiement d'intérêt doit s'effectuer au profit immédiat du bénéficiaire effectif et, d'autre part, l'article 2, alinéa 1, lettre b de la loi Relibi dispose qu'une personne physique n'est pas à considérer comme bénéficiaire effectif, si elle agit pour le compte d'une personne morale ou d'une autre entité.

Il en résulte que pour être assujéti à la retenue à la source, le paiement d'intérêt doit avoir été effectué directement pour le propre compte du bénéficiaire effectif. Des paiements d'intérêts effectués par l'intermédiaire de structures juridiques sans personnalité juridique ne rentrent donc pas dans le champ d'application de la loi Relibi.

À titre d'exemples concrets, la circulaire indique les associations momentanées et les associations en participation. L'on pourrait encore mentionner les associations (clubs) qui ne sont pas constituées sous forme d'asbl ou bien les fonds communs de placement.

En ce qui concerne l'interposition d'une structure avec ou sans personnalité morale aux seules fins d'échapper à la retenue à la source, la circulaire rappelle les principes de l'appréciation économique des faits (§ 5 de la loi d'adaptation fiscale) et de l'abus de droit (§ 6 de la loi d'adaptation fiscale), appliqués le cas échéant par l'Administration des contributions directes.

Question 2819 (08.03.2017) de Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant la rétroactivité des lois:

Le projet de loi n°6867 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit et modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis, voté en séance plénière en date du 8 février 2017, prévoit dans son article 8 l'introduction d'une obligation rétroactive pour les citoyens.

En général la rétroactivité d'une norme juridique est une mesure exceptionnelle car contraire à la sécurité juridique. Ce principe de non-rétroactivité se voit énoncé par l'article 2 du Code civil: «La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a point d'effet rétroactif.»

En ce qui concerne les lois transposant les directives européennes, la jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) permet à un citoyen de se prévaloir des dispositions d'une directive dont la date de transposition a expiré mais qui n'est pas encore transposée en droit interne. Cela vaut dans sa relation avec l'administration et à condition que les dispositions de la directive soient inconditionnelles et suffisamment précises.

En l'espèce par contre une norme juridique est créée ayant un effet rétroactif et créant une obligation à charge des citoyens, pouvant donc éventuellement leur porter préjudice.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que le Gouvernement entend établir une pratique courante de donner un effet rétroactif aux lois transposant des directives?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas opportun de publier directement au Mémorial les directives non transposées et dont la date de transposition a expiré?



Réponse commune (06.04.2017) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

La question parlementaire des honorables Députés donne lieu aux observations suivantes:

1) L'article 8 de la loi du 22 mars 2016 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit et modifiant la loi modifiée du 16 mai 1075 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis prévoit que les bâtiments neufs et les bâtiments ayant fait l'objet d'une rénovation de grande ampleur pour lesquels la demande d'autorisation de construire a été introduite après le 31 décembre 2016 doivent être équipés d'une infrastructure adaptée au haut débit à l'intérieur du bâtiment et d'une infrastructure d'accueil.

Cette disposition n'a aucun effet rétroactif car l'obligation ne s'applique qu'à partir de l'entrée en vigueur de la loi. La date du 31 décembre 2016 ne sert qu'à déterminer à quels immeubles l'obligation s'applique. Cette date figure à l'article 8 de la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit. Elle a par conséquent été reprise dans la loi luxembourgeoise transposant cette directive.

2) Les règlements de l'Union européenne sont directement applicables dans les États membres et ce dans leur intégralité. Ils sont publiés uniquement dans le Journal officiel de l'Union européenne et non pas dans le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg sans que pour autant cela n'empêche leur application ou les citoyens de s'en prévaloir.

L'effet direct potentiel des directives est beaucoup plus limité que celui des règlements. Par ailleurs, les directives sont également publiées au Journal officiel de l'Union européenne. Le Gouvernement n'estime dès lors pas opportun de publier les directives dans le JOGDL, à l'instar des règlements.

Question 2822 (08.03.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **l'augmentation de capital de la Banque centrale du Luxembourg**:

Début 2015, Monsieur le Ministre des Finances a indiqué qu'une solution pour doter la Banque centrale du Luxembourg (BCL) de capitaux adéquats sera encore trouvée en 2015. Deux ans plus tard, l'augmentation n'est toujours pas en vue.

Alors que Monsieur le Ministre a, en réponse à une question parlementaire, indiqué en novembre 2015 que:

«... Le fait que l'augmentation de capital de la BCL n'est pas expressément mentionnée dans le projet de budget 2016 ni dans le projet de budget pluriannuel 2016-2019 ne signifie pas pour autant qu'elle ne soit pas prise en compte dans les budgets ni qu'elle n'ait pas lieu. En effet, elle pourra se faire le cas échéant via un article budgétaire approprié... »

il a changé d'attitude en juin 2016 en précisant que:

«... La trajectoire de la dette figurant dans le programme de stabilité et de croissance ne prend pas en compte d'éventuelles opérations financières visant à renforcer le capital de la Banque centrale du Luxembourg. (...)»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quel est l'état des négociations entre l'État et la BCL en ce qui concerne la recapitalisation de celle-ci?

- À combien se chiffrera approximativement cette augmentation de capital afin de garantir la solidité financière de la BCL?

Réponse (03.04.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Les honorables Députés s'enquerraient de l'état des négociations entre l'État et la BCL en ce qui concerne une potentielle recapitalisation de celle-ci. Eu égard à la solidité financière du Grand-Duché de Luxembourg, qui trouve son expression dans la notation AAA, encore récemment confirmée avec perspective stable par les agences de notation Standard & Poor's et DBRS, ainsi que de la Banque centrale du Luxembourg, il n'y a pas de nécessité de finaliser les analyses et discussions correspondantes à brève échéance.

Question 2833 (13.03.2017) de **MM. Claude Wiseler** et **Gilles Roth** (CSV) concernant **l'échange de courriels entre le Ministère des Finances et une personne citée par la commission d'enquête Panama Papers du Parlement européen (commission PANA)**:

Devant les membres de la Commission des Finances et du Budget, Monsieur le Ministre des Finances s'est retranché derrière le secret professionnel pour ne pas dévoiler le contenu d'un courriel que son Ministère a adressé à un de ses conseillers juridiques.

À cet égard, nous notons tout d'abord que le Ministère n'est pas lié par le secret professionnel. Monsieur le Ministre ne saurait donc pas invoquer le secret professionnel pour refuser la communication d'un courriel rédigé par son Ministère, notamment à la Chambre des Députés.

Qui plus est, et d'après les informations parues dans la presse, le mandataire du Gouvernement n'aurait pas agi en tant qu'avocat. Ladite personne aurait, au contraire, sollicité l'avis du Ministère - alors que dans le cadre des Panama Papers son nom apparaissait comme actionnaire de différentes sociétés panaméennes - quant à l'invitation que les membres de la commission PANA lui ont adressée.

- Au vu de ce qui précède, Monsieur le Ministre peut-il enfin nous communiquer l'échange de courriels entre son Ministère et la partie invitée par la commission PANA? À défaut, Monsieur le Ministre peut-il au moins nous communiquer la teneur exacte de la réponse de son Ministère?

Nous souhaitons également revenir aux dernières déclarations de Monsieur Werner Langen, président de la commission PANA, dont voici la teneur:

«In unserem Gespräch in Luxemburg selbst mit dem Finanzminister und dem Justizminister ist der Finanzminister gefragt worden, ob es stimmt, dass ein Beamter des Finanzministeriums einem Anwalt geraten hätte, nicht der Untersuchungskommission zur Verfügung zu stehen. Das hat der Finanzminister Pierre Gramegna verneint. Offensichtlich ist ihm aber doch noch eingefallen, oder er hat noch Unterlagen bekommen darüber, dass das offensichtlich doch der Fall war und er hat dann vor dem Ausschuss des Luxemburger Parlaments das Gegenteil gesagt. Ich bin mir nicht sicher, wie viele Anwälte und Banken dort diesen Rat bekommen haben. Ich bin mir auch nicht sicher heute, nachdem das fest behauptet wurde, man hätte keine Kenntnis davon, ob der Finanzminister nicht selbst involviert war.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Comment Monsieur le Ministre a-t-il pu, en réponse à une question très précise, catégoriquement nier le fait qu'un fonctionnaire de son Ministère ait adressé une recommandation à un avocat d'affaires, et, d'après la presse, actionnaire de plusieurs sociétés panaméennes, de ne pas donner suite à l'invitation de la commission PANA?

2. Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer à quel moment précis il a eu connaissance de l'envoi du courriel en question de la part de l'un de ses fonctionnaires à l'attention du mandataire du Gouvernement?

3. À part le fonctionnaire ayant rédigé le courriel, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si d'autres fonctionnaires étaient en copie dudit mail? Dans l'affirmative, s'agit-il de hauts fonctionnaires?

4. Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer comment une question aussi fondamentale, i. e. la présence ou l'absence de personnes invitées par la commission PANA, puisse être tranchée par un fonctionnaire, à l'insu du Ministre, et éventuellement de ses hauts fonctionnaires?

5. Monsieur le Ministre peut-il exclure que son ministère ait adressé des recommandations similaires à d'autres personnes invitées par la commission PANA?

6. Monsieur le Ministre juge-t-il normal qu'un fonctionnaire de son ministère fasse une déclaration qui se trouve être en opposition flagrante avec la politique de transparence prônée depuis trois ans par le Gouvernement?

7. Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer les changements organisationnels qu'il a ordonnés au sein de son ministère pour que des situations, telle la présente, ne se reproduisent à l'avenir?

Réponse (05.04.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Sur la question des honorables Députés Claude Wiseler et Gilles Roth de savoir si enfin le Mi-

nistre communiquera l'échange email entre un fonctionnaire du Ministère des Finances et l'avocat d'une étude invitée par la commission d'enquête PANA du Parlement européen (ci-après «commission PANA») à une audition le 3 mars 2017, il convient de noter qu'il n'appartient pas au ministre de dévoiler publiquement le contenu d'un échange confidentiel entre un avocat et son client.

Par ailleurs, il mérite d'être souligné que les fonctionnaires et leurs familles ont le droit, en vertu de l'article 32 du statut du fonctionnaire, de voir leurs intérêts légitimes respectés et défendus, ceci devant être «la préoccupation de l'autorité supérieure», à savoir du ministre. Ce droit, combiné notamment au secret des correspondances, s'oppose à ce que le ministre publie une copie intégrale des emails, dans la mesure où ceci permettrait d'identifier les personnes concernées et porterait par conséquent atteinte à leur vie privée.

Ceci étant dit, l'essentiel du contenu des échanges entre le fonctionnaire du Ministère des Finances et l'avocat a été cité lors du débat du 8 mars 2017 à la Cofibu. Il est également repris dans la réponse à la question parlementaire n°2815 du 7 mars 2017 de l'honorable Député David Wagner.

Il ressort des statistiques établies par le CTIE que les agents du Ministère des Finances, pris ensemble, reçoivent en moyenne 2.429 emails par jour et qu'ils en envoient 502, sans compter les lettres papier. Dans ces circonstances, il est évident que le ministre ne peut avoir connaissance de tous les échanges et que les responsables hiérarchiques ne peuvent raisonnablement vérifier chaque email envoyé par les membres de leurs équipes.

Les débats et la couverture médiatique entourant le présent cas de figure ont certainement contribué à une sensibilisation accrue des fonctionnaires de tous les ministères quant aux implications politiques possibles de certains actes considérés a priori comme purement techniques. De plus, des mesures ont été prises, notamment au niveau de l'étude d'avocats concernée, pour renforcer la sécurité des informations et échanges confidentiels.

Quant aux déclarations de Monsieur Werner Langen auxquelles font référence les honorables Députés, sans en mentionner la source, elles ne peuvent être confirmées en l'état. En effet, tel qu'il est indiqué dans la réponse à la question parlementaire n°2815 du 7 mars 2017 de l'honorable Député David Wagner, une telle question relative à l'existence d'un email du ministère à un avocat a seulement été posée lors du point presse postérieur à l'audition. Monsieur Langen a également confirmé ceci par écrit au Ministre des Finances.

D'ailleurs, selon les informations recueillies par le ministère, une telle question n'a pas non plus été soulevée lors des échanges de la commission PANA avec la Cofibu, ni lors de ceux avec le bâtonnier du barreau de Luxembourg.

Enfin, le 22 mars 2017, Monsieur Werner Langen a envoyé au Ministre des Finances un courrier dans lequel il indique:

«I would like to thank you for having hosted the delegation (...) Your intervention, the discussion that followed and the time you made for us in your tight schedule were very appreciated by all the members of the delegation.»

Le courrier comporte également une annexe avec une série de questions complémentaires. L'une d'elles se lit ainsi:

«According to the „Tageblatt“, Mr Widgren [sic] (veuillez lire: Wildgen) said that the Government has advised him not to participate in the PANA hearing. On the other side, the Government (MoF/MoJ) said during the meeting with them that they cannot influence whether invited guests participate or not. Did the Government speak with Mr Wildgen or not? Did they advise him not to participate?»

Ce courrier confirme donc également que la question d'un éventuel échange entre le ministre et un avocat donné n'a pas été soulevée durant l'audition du 2 mars 2017. En effet, si la commission PANA ne cite pas sa source exacte, on peut estimer qu'elle fait référence à un article paru dans le «Tageblatt» du 3 mars 2017, qui se réfère lui-même à un reportage de la radio 100,7 du 2 mars 2017.

À ce sujet, il est également à noter que les rumeurs relayées par la presse concernaient dans un premier temps un avocat avec lequel le ministre n'a pas de relation, et que c'est seulement en date du 3 mars 2017, soit après l'entrevue entre la commission d'enquête PANA et les Ministres Braz et Gramegna, que cette information fut corrigée par la radio 100,7.

Enfin, il est à noter qu'au travers d'une délégation du barreau de Luxembourg, des avocats ont bien participé aux auditions de la commission PANA.

Question 2839 (15.03.2017) de **MM. Gilles Roth** et **Marc Spautz** (CSV) concernant **l'article paru ce matin dans le quotidien allemand «Süddeutsche Zeitung»**:

Le quotidien allemand «Süddeutsche Zeitung» revient aujourd'hui sur l'affaire des Panama Papers. Dans ledit article, il est précisé que le directeur actuel de la CSSF serait bien plus impliqué dans l'affaire dite Panama Papers que ce qui n'était connu jusqu'à présent. D'après le média allemand, le directeur de la CSSF aurait au cours de sa carrière professionnelle précédente et en ses diverses qualités travaillé à partir des années '90 avec le cabinet Mossack Fonseca.

Il est rappelé que le quotidien belge «Le Soir» avait déjà en avril 2016 formulé une hypothèse analogue. D'après «Le Soir», il aurait supervisé la création de plusieurs dizaines de sociétés écrans et même représenté un établissement bancaire comme actionnaire dans plusieurs de ces sociétés offshore. Au mois de mai 2016, Monsieur le Ministre a affirmé dans un article paru dans le «Luxemburger Wort» soutenir le directeur de la CSSF, alors que ce dernier aurait clairement indiqué n'avoir jamais été actionnaire ou mandataire d'une société offshore. Pour le ministre, le rôle joué par le directeur de la CSSF aurait été au plus passif et «son engagement en faveur du respect des plus hauts standards dans la supervision du secteur financier» ne ferait le moindre doute.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Comment Monsieur le Ministre entend-il réagir aux révélations récentes de la «Süddeutsche Zeitung» selon lesquelles «Aus den vielen Emails ging hervor, dass sich Marx über den Kauf, den Unterhalt, die Bezahlung und die Abwicklung von Offshorefirmen für Kunden der (...) informierte und mindestens einmal einen Angestellten der Kanzlei traf.» respectivement «Außerdem kommt hinzu, dass Marx offensichtlich jahrelang selbst Offshorefirmen bei Mossack Fonseca betreute.»?

2. Monsieur le Ministre maintient-il les affirmations faites en 2016 selon lesquelles l'actuel directeur de la CSSF ne serait tout au plus impliqué que de manière passive?

3. Le Ministère des Finances a-t-il procédé à des recherches préalables sur les candidats au poste de directeur de la CSSF? Monsieur le Ministre pense-t-il au vu des nouvelles révélations que celles-ci ont été complètes?

Réponse (05.04.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

L'article publié dans la «Süddeutsche Zeitung» du 15 mars 2017 ne contient aucun élément nouveau par rapport à ce qu'avait déjà été rapporté par «Le Soir» en avril 2016. Ni ces articles, ni les documents publiés à l'appui de leurs allégations par les journalistes de la «Süddeutsche Zeitung» ne permettent de remettre en cause le fait que Claude Marx n'a jamais été directeur ou actionnaire d'une société panaméenne. Il n'a eu des contacts avec le cabinet Mossack Fonseca que dans le cadre de ses activités professionnelles, pour le compte et à la demande de clients de la banque qui l'employait à l'époque.

Depuis son entrée en fonctions comme directeur général de la CSSF, Claude Marx fait preuve de rigueur dans la mise en œuvre des plus hauts standards dans la supervision prudentielle. Ceci est d'ailleurs souligné par l'enquête lancée par la CSSF suite à la publication des Panama Papers.

Tel que relaté par le communiqué de presse émis par le Ministère des Finances au moment de sa nomination en 2015, Claude Marx a commencé sa carrière en 1990 en tant qu'avocat à la Cour et conseiller fiscal, avant de rejoindre en 1994 Safra Republic Holding sa en tant que secrétaire général. Il a ensuite été directeur général adjoint de HSBC Private Bank (Luxembourg) sa de 2000 à 2011, avant de devenir administrateur-délégué de Lombard International Assurance sa de 2012 à 2015. C'est précisément cette riche expérience dans le secteur privé qui a constitué un atout de son dossier.

Les contacts que Monsieur Marx a pu avoir avec Mossack Fonseca n'ont pas fait l'objet d'un examen particulier en amont de sa nomination, étant donné que d'une part, ces faits ne constituaient pas un élément déterminant

de son activité professionnelle et que, d'autre part, ils ne représentent aucune illégalité.

D'une manière générale, il est à noter qu'il n'est pas illégal en soi pour un contribuable d'un autre pays de créer une société au Panama. Aussi, dans le contexte de l'échange automatique d'informations au niveau de l'Union européenne et de l'OCDE, les banques établies au Luxembourg collectent et transmettent aux autorités compétentes des données qui couvrent aussi bien les clients particuliers que les bénéficiaires économiques d'entités juridiques, y compris de sociétés panaméennes.

Les documents publiés par la «Süddeutsche Zeitung» le 15 mars 2017 ne relatent aucun fait de nature à remettre en question l'aptitude de Monsieur Marx à mener à bien sa mission au sein de la CSSF.

Question 2849 (20.03.2017) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant l'invitation de deux fonctionnaires de l'ACD devant la commission d'enquête PANA du Parlement européen:

Selon les informations du vice-président de la commission d'enquête du Parlement européen sur le blanchiment de capitaux, l'évasion fiscale et la fraude fiscale (PANA), Fabio de Masi, cette commission avait invité à paraître, lors de sa visite au Luxembourg les 2 et 3 mars 2017, outre le fonctionnaire retraité, ancien préposé du bureau d'imposition sociétés 6, également deux autres fonctionnaires, dont le préposé adjoint du bureau d'imposition sociétés 6 sous l'ancien préposé, et l'actuel préposé du bureau d'imposition sociétés 6 et collaborateur de l'ancien préposé pendant de longues années. Toutefois, aucun des trois fonctionnaires ne se seraient présentés.

Partant, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances:

1) Les deux fonctionnaires encore en service ont-ils informé leurs supérieurs hiérarchiques ou bien directement le Ministère des Finances de cette invitation?

2) Dans l'affirmative, le supérieur hiérarchique ou bien le Ministère des Finances a-t-il donné une instruction ou une quelconque recommandation à ces deux fonctionnaires en activité de service?

3) Monsieur le Ministre était-il au courant de cette invitation de fonctionnaires en activité de service au moment de la visite de la commission au Luxembourg? Si non, à partir de quel moment Monsieur le Ministre en a-t-il été informé?

4) Monsieur le Ministre peut-il me remettre, le cas échéant, une copie des recommandations ou instructions transmises par le ministère ou le supérieur hiérarchique à ces deux fonctionnaires?

5) Étant donné que la commission PANA compte inviter les deux fonctionnaires sous peu à Bruxelles afin de paraître devant la commission PANA, quelles sont les instructions ou recommandations que le Ministre compte transmettre à ces fonctionnaires?

6) Monsieur le Ministre compte-t-il veiller à ce que toute la transparence nécessaire soit assurée afin que la commission PANA puisse éclaircir tout ce qui s'est passé au Luxembourg en matière de blanchiment de capitaux, d'évasion fiscale et de fraude fiscale?

Réponse (05.04.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

L'honorable Député se réfère à une information de Monsieur Fabio de Masi, selon lequel la commission d'enquête PANA du Parlement européen aurait invité à paraître, lors de sa visite au Luxembourg les 2 et 3 mars 2017, notamment deux fonctionnaires actifs de l'Administration des contributions directes (ACD).

De prime abord, il convient de noter que lors de l'entrevue entre la commission PANA et les ministres Braz et Gramegna le 2 mars 2017, les trois membres du Comité de direction de l'ACD étaient présents, de manière à ce qu'il était possible pour les membres de la commission PANA d'obtenir une réponse à toute question qu'ils auraient voulu poser au sujet du fonctionnement de ladite administration et de ses services. On peut dès lors s'interroger sur la pertinence d'une hypothétique audition complémentaire d'autres fonctionnaires de cette administration.

Après vérification auprès des deux personnes auxquelles fait référence l'honorable Député, il apparaît qu'elles n'ont reçu aucune invitation de la part de la commission PANA. Ceci semble également être corroboré par un document préparatoire établi par le secrétariat de la commission PANA, dont le ministère a pu obtenir copie, et qui reprend la liste des personnes et entités invitées. Leur nom n'y apparaît pas.

Il convient de souligner enfin que les actions concrètes mises en œuvre tant par le Gouvernement que par l'ACD et la CSSF témoignent de l'engagement conséquent du Luxembourg en faveur de la transparence et de la lutte contre le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale et la fraude fiscale.

Question 2852 (20.03.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant la procédure à suivre dans le cadre du décès d'un demandeur de protection internationale:

Et kënnt vir, datt Persounen, déi zu Lëtzebuerg ugefrot hunn, fir vun der internationaler Protektioun ze benefisierien (DPlen), nach während der Dauer vun der Prozedur stierwen.

An dësem Kontext wéilt ech der Madam Minister fir Integratioun dës Froe stellen:

1. Gëtt et bannent dem OLAI eng Prozedur, wéi d'Begrieffnes respektiv d'Anäschung organiséiert gëtt a wien dës Onkäschten iwwerhëlt?

2. Wa jo, kann d'Madamm Minister der Chamber dës Prozedur matdeelen?

3. Wann neen, wéi sinn dës Fäll bis elo traitéiert ginn?

4. Wéi gëtt probéiert d'Famill vum Betraffenen, wann déi net och zu Lëtzebuerg ass, ze lokaliserieren an ze informéieren?

5. Wéi wäit ginn d'Wënsch vun der Famill, wann do nach Relatioune bestinn, respektéiert, respektiv gëtt op d'Praktike vun der Relioun vun Verstuerwene Rücksicht geholl?

Réponse (14.04.2017) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

ad 1. Et gëtt keng festgeschriwwene Prozedur, wéi verschidde Stierffäll geréiert ginn, well all Situatioun anescht ass.

ad 2. /

ad 3. Den OLAI traitéiert Stierffäll au cas par cas, jee no de Méigleckeeten a Regelunge vun der Gemeng, wou eng Persoun logéiert war, an ofhängeg vun der familiärer Situatioun an dem Glawe vun Verstuerwene.

D'Konditiounen, an deenen d'Leit bäigesat ginn, si vu Gemeng zu Gemeng verschidden. Déi Leit, déi keng Famill zu Lëtzebuerg hunn a wou keng Famill ka kontaktéiert gi virum Begrieffnis, ginn esou begruewe, datt d'Famill hire Verstuerwene erëmfanne kann.

Wann de Verstuerwene Famill zu Lëtzebuerg huet, dann decidéiert dës, ob de Verstuerwene an d'Heemechtsland rapatriéiert, zu Lëtzebuerg begruewe oder ageäschert soll ginn.

Ee Forfait vun der CNS deckt d'Käschten, wann eng Persoun an engem Gemeinschaftsgraf begruewe gëtt. Fir e Begrieffnis an engem perséinleche Graf (concession), am Fall vun engem Rapatriement an d'Heemechtsland oder bei engem Begrieffnis no bestëmmte reliéise Virschreften, fale weider Onkäschten un.

An esou Fäll gëtt mat der betroffener Gemeng eng Léisung gesicht. Oft ginn dës Onkäschte vun der Famill, vun de Bekannten oder der Glawengsgemeinschaft gedroen.

Den OLAI kann eng finanziell Hëllef, maximal esou héich wéi de Forfait vun der CNS, gi fir d'Käschte vum Begrieffnis, der Verbrennung oder dem Rapatriement ze decken. Reliéis Zeremonie ginn net vum OLAI iwwerholl.

ad 4. Wann d'Kontaktdate vun der Famill net bekannt sinn, da gëtt eng Recherche gemaach an der Zesummenaarbecht tëschent dem OLAI, der Direction de l'immigration, der Police an der zoustänneger Ambassade, wann d'Situatioun vun der Famill an dem Verstuerwene et erlaabt.

ad 5. Wënsch vun der Famill, ewéi zum Beispill e Rapatriement, gi gehandhabt wéi fir all aner Persoun. Déiselwecht Regeln applizéiere sech.

Question 2854 (20.03.2017) de **M. Gast Gibéryen** (*ADR*) concernant les écoutes réelles de manière illégale par le Service de renseignement de l'État:

Duerch en Artikel am Tageblatt ass bekannt ginn, datt de Geheimdénsgsch eng Telefons-

iwwerwachung duerchgefouert huet, ouni dofir déi néideg Autorisatiounen ze hunn. Dëse Virfall ass an engem Communiqué vun der Regierung bestätegt ginn.

Dowéinst wéilt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

- Huet de Statsminister, en anere Minister, e Member vun der Kontrollkommissioun, d'Madamm Direkter vum Geheimdénsgsch oder e Fonctionnaire de Parquet mat dësem Virfall saisiéiert?

- Wa jo, wéini?

- Wann neen, wéi sou net?

Réponse (18.04.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

De Parquet gouf net mat dem Virfall vun enger net autoriséierter Telefonsinterceptioun saisiéiert, well et sech hei ëm een administrativen an net intentionnelle Feeler handelt.

Wéi schonns am Communiqué vum 19. Mäerz vum Ministère d'État prezisiéiert, goufen all noutwendeg Mesuren an d'Wee geleet, wéi de Feeler festgestallt gouf (Destruktioun vun de concernéierten Écoutes, Affectatioun vun der Persoun, där de Feeler ënnerlaf war, op een anere Posten).

Des Weidere goufen all concernéiert Instanzen iwwert de Feeler informéiert.

Question 2859 (22.03.2017) de **MM. Léon Gloden** et **Jean-Marie Halsdorf** (*CSV*) concernant les maisons médicales:

Da die Gesundheitsministerin mitgeteilt hat, dass sie definitiv nicht gedenkt, weitere „Maisons médicales“ einrichten zu wollen, möchten wir folgende Frage an die Regierung stellen:

- Wissend, dass die „Maisons médicales“ vom Staat finanziert werden, gedenkt die Regierung Gemeinden, die in Eigeninitiative und im Sinne ihrer Einwohner die ambulante Behandlung durch die Einrichtung von Arztzentren oder größeren Gemeinschaftspraxen fördern und finanziell unterstützen, in irgendeiner Art und Weise in diesem Vorhaben zu unterstützen?

Réponse (19.04.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Betreffend die parlamentarische Anfrage der ehrenwerten Abgeordneten, möchte ich als erstes mitteilen, dass in den letzten Jahren keine formelle Anfrage einer finanziellen Unterstützung von Seiten einer Gemeinde an das Gesundheitsministerium gerichtet wurde.

Ich habe in diesem Zusammenhang die Vertreter des „Cercle des médecins généralistes“ informiert, dass ich Gruppenpraxen befürworte und ein finanzieller Anreiz in diesem Sinne möglich ist, vorrangig mit dem Ziel, ausgedehntere Öffnungszeiten, vor allem im ländlichen Raum, anbieten zu können.

Ein entsprechendes Abkommen mit oben genannter Organisation ist angedacht.

Unsere Gesundheitsdirektion arbeitet zurzeit an den Modalitäten und Grundvoraussetzungen, unter denen eine solche Subvention in Frage käme.

Question 2860 (22.03.2017) de **Mme Nancy Arendt** (*CSV*) concernant le coordinateur sportif dans les maisons relais communales:

Le samedi, 18 mars 2017, le commissaire aux sports vient de rendre public à l'assemblée générale du COSL la volonté du Ministre des Sports de créer un poste de coordinateur sportif au sein des maisons relais communales pour permettre un meilleur accès des enfants aux clubs sportifs et de coordonner les possibilités disponibles pour supporter et motiver les enfants à l'activité motrice ainsi qu'au mouvement sportif.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelle serait la formation nécessaire pour occuper un tel poste?

- Quelles seront les missions concrètes du coordinateur sportif?

- La charge de coordinateur sportif sera-t-elle déléguée au personnel existant dans les maisons relais ou seront-ils créés des postes supplémentaires?

- Est-ce que la formation actuelle des éducateurs au Luxembourg met assez en valeur la motricité et le sport pour leur desservir une telle responsabilité?

- Est-ce que chaque maison relais disposera d'un tel coordinateur sportif?

- À quel ordre estimeriez-vous les charges incombant à l'État pour la création de ce service supplémentaire?

- Le ministre peut-il nous fournir des informations sur l'offre d'équipements sportifs dans des régions à population moins dense?

- Comment est organisé le transport des enfants des maisons relais vers les activités sportives?

- Lors de l'assemblée générale, le commissaire a également évoqué des subventions financières pour les maisons relais pour l'installation de «zones de motricité». Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations supplémentaires sur ces «zones de motricité»?

- Y aurait-il un contrôle de la bonne installation et du fonctionnement efficace de ces zones d'activités ainsi que de l'utilisation effective de ces dernières? Qui s'occupera de ce contrôle?

Réponse commune (28.04.2017) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

La question de Madame la Députée a trait à une intervention lors de l'assemblée générale du COSL en date du 18 mars 2017 de Monsieur le Commissaire aux sports relative notamment au coordinateur sportif et des zones de motricité.

D'emblée il y a lieu de rappeler l'importance accordée aussi bien par le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse que par le Ministre des Sports à la promotion de la motricité dès le plus jeune âge.

L'intervention en question faisait notamment référence au règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants. Ce règlement détermine les conditions pour l'obtention d'un agrément en tant que gestionnaire d'un service d'éducation et d'accueil pour enfants, dont notamment les qualifications requises pour le personnel d'encadrement.

Ainsi l'article 7. (1) 2. dudit règlement prévoit la possibilité pour un service d'éducation et d'accueil de recruter du personnel d'encadrement pouvant faire valoir une qualification professionnelle respectivement un titre d'enseignement supérieur dans le domaine de la motricité.

Il va sans dire que le Ministre des Sports ne peut qu'encourager les autorités responsables de l'engagement du personnel de ces structures de recourir à cette possibilité lui offerte par le règlement en question. Cette personne faisant partie du personnel de la structure pourra entre autres avoir comme mission de coordonner les activités sportives, mais avant tout elle pourra apporter son expertise au développement d'un concept durable de soutien à la motricité au sein de son service. Ses missions vont donc bien au-delà de la simple fonction de coordinateur sportif. Pour cette raison il n'est pas tout à fait dans la logique de la législation en vigueur de parler d'un poste de coordinateur sportif à créer au sein des maisons relais.

Un coordinateur sportif au sens strict du terme est cependant prévu dans le cadre de différents projets pilote entre le Ministère des Sports et certaines communes voire services d'éducation et d'accueil.

En ce qui concerne l'offre d'équipements sportifs dans des régions à population moins dense, il y a lieu de renvoyer à la cartographie jointe à la loi du 11 février 2014 autorisant le Gouvernement à subventionner un dixième programme quinquennal d'équipement sportif. La mise à jour de cette cartographie est en cours en vue du dépôt du projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un onzième programme.

Le transport des enfants des services d'éducation et d'accueil vers les activités sportives doit être organisé par un effort commun de tous les acteurs impliqués, dont le personnel des structures, les autorités communales, les responsables des activités sportives ainsi que des parents selon le besoin et les ressources disponibles.

La loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse instaure un cadre de référence national qui comprend un descriptif des objectifs généraux et des principes pédagogiques fondamentaux pour l'action des services d'éducation et d'accueil pour enfants, dont un des champs d'action concerne la motricité, le mouvement, la



conscience corporelle et la santé. Les services d'éducation et d'accueil sont également amenés à prévoir des zones fonctionnelles librement accessibles aux enfants dont notamment une zone de motricité. Le Ministère des Sports participera au financement de telles zones dans le cadre du onzième programme quinquennal d'équipement sportif (2018-2022).

À côté des infrastructures sportives proprement dites, les zones de motricité doivent être aménagées de sorte à ce que les enfants puissent y accéder à tout moment et pratiquer librement sans instructions plus poussées et selon leur propre envie des mouvements, des jeux... ayant une influence positive sur la motricité. Une telle zone de motricité pourrait par exemple être équipée d'air tramp, d'une structure à grimper, de balançoires...

Les 25 agents régionaux prévus par le dispositif qualité de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ont notamment pour mission de vérifier l'adéquation de la pratique éducative avec les concepts d'actions généraux, ainsi ils assisteront les services d'éducation et d'accueil dans le développement de la qualité.

La vérification de l'impact positif de ces efforts ne pourra se faire qu'après une évaluation à moyen terme, comme cela se fait pour tout projet dont les résultats positifs ne sont pas visibles directement mais seulement à moyen, voire même à long terme.

Question 2863 (23.03.2017) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant l'enquête de l'Administration des contributions directes au sujet des Panama Papers:

Il me revient que l'Administration des contributions directes (ACD) aurait très récemment adressé une nouvelle injonction à un certain nombre d'avocats en rapport avec les révélations publiées dans les Panama Papers en avril 2016. Il s'agirait d'après mes informations d'avocats ayant fait l'objet d'une première injonction de l'ACD à fournir des informations sur des clients et sociétés ayant eu recours à des sociétés panaméennes et qui auraient décidé de ne pas y donner suite.

Ces injonctions se situeraient dans le contexte de l'enquête diligentée par l'ACD suite aux révélations des Panama Papers.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'ACD a envoyé de nouvelles injonctions à des avocats en rapport avec les Panama Papers?
2. Monsieur le Ministre peut-il m'informer combien d'avocats sont visés par ces injonctions?
3. Sur base de quels critères ces avocats ont-ils été visés par une injonction?
4. S'agit-il des mêmes avocats qui ont été conviés par la commission PANA du Parlement européen lors de sa récente visite au Luxembourg?

En rapport avec l'enquête menée par la Commission de surveillance du secteur financier je voudrais également poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'informer de l'état de l'enquête de la CSSF?
2. Monsieur le Ministre peut-il m'informer combien d'entités surveillées sont visées par l'enquête de la CSSF?
3. Monsieur le Ministre a-t-il été informé des suites que la CSSF entend donner aux conclusions de son enquête?

Réponse (05.04.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Les Panama Papers constituent une base de données de plus de 11,5 millions de documents, issus du cabinet Mossack Fonseca, relatifs à plus de 300.000 sociétés et entités, couvrant une période de 1977 à 2015.

Dès le 5 avril 2016, soit trois jours seulement après la publication de la base de données par l'ICIJ (International Consortium of Investigative Journalists), la CSSF a annoncé l'ouverture d'une enquête auprès des entités qu'elle surveille et qui sont cités dans les documents.

En l'occurrence, la CSSF a initié des contrôles auprès de trois catégories d'entités surveillées, à savoir les banques, les entreprises d'investissement et certains types de PSFs spécialisés: domiciliataires, professionnels effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés et family offices. Partant d'une approche basée sur le risque, priorité a été donnée au contrôle des comptes en banque auprès des banques offrant des services de banque privée.

De son côté, l'Administration des contributions directes (ACD) a également aussitôt lancé une analyse des données publiées. En effet, dans le cadre de l'exécution de la mission de service public lui confiée, en l'occurrence celle d'administrer les cas d'imposition de tous les contribuables, l'ACD doit veiller à la juste imposition et perception de l'impôt dans le respect de la législation applicable. C'est sur cette base qu'elle a intensifié, dès juillet 2016, ses démarches visant à s'assurer de l'exactitude des revenus déclarés par les personnes qui tombent dans la souveraineté fiscale du Grand-Duché de Luxembourg. En s'appuyant sur les paragraphes 175 et 201(1) de la loi générale des impôts, l'ACD a ainsi envoyé une centaine de demandes d'informations auprès d'intermédiaires cités dans les Panama Papers.

L'objet de ces demandes est d'identifier notamment les sociétés créées par le concours des intermédiaires concernés en ayant recours au cabinet d'avocats Mossack Fonseca ou une de ses sociétés partenaires, ainsi que l'identification des bénéficiaires économiques ultimes de ces sociétés créées si ceux-ci sont des résidents ou non-résidents ayant une implication sur l'imposition au Luxembourg.

Les réponses des intermédiaires ont fait l'objet d'une analyse par l'administration et les bureaux d'imposition compétents des contribuables d'ores et déjà identifiés ont été notifiés pour suivi.

Certains intermédiaires, dont des avocats, ont toutefois jugé utile ne pas répondre de manière satisfaisante aux demandes d'information, notamment en se référant à leur secret professionnel, que l'administration estime par ailleurs ne pas lui être opposable de manière absolue dans ce contexte. Ces intermédiaires ont reçu récemment une sommation-astreinte afin qu'ils transmettent les renseignements demandés.

On voit dès lors que les autorités luxembourgeoises compétentes ont agi de manière proactive et conséquente, et ce même avant la mise en place de la commission d'enquête PANA du Parlement européen, dont la réunion constitutive n'a eu lieu qu'en date du 12 juillet 2016.

En ce qui concerne la visite de la commission PANA au Luxembourg, le Gouvernement n'est pas en mesure de déterminer les critères selon lesquels ont été désignés les avocats ou études invités à comparaître. Si le secret fiscal s'oppose à ce que l'ACD communique les noms des personnes concernées par les démarches qu'elle a enclenchées et qu'il est donc impossible de confirmer à l'honorable Député si cette liste inclut les personnes invitées par la commission PANA, on peut toutefois retenir que la démarche de l'ACD, basée sur des critères objectifs, a une portée bien plus large que celle entreprise par la commission.

Il en va de même de l'enquête menée par la CSSF. En effet, à ce stade, la CSSF a:

- envoyé un questionnaire à toutes les banques offrant des services de banque privée (73);
- exploité ces questionnaires et sélectionné les 30 banques détenant 80% des comptes de structures dites «offshore» (c'est-à-dire de sociétés non luxembourgeoises);
- sélectionné un échantillon correspondant à un total de 20% du nombre total de ces comptes, soit 1.889 comptes;
- procédé à un contrôle sur place pour tester les aspects connaissance du client et connaissance des transactions des comptes sélectionnés;
- procédé à un suivi pour les banques où des faiblesses ont été constatées, en respectant le principe du contradictoire. Ce suivi peut prendre différentes formes: contrôle additionnel sur place, lettre d'observation, voire lettre d'injonction.

Pour les entreprises d'investissement:

- envoyé un questionnaire à toutes les entreprises d'investissement (95 sociétés luxembourgeoises et neuf succursales d'entreprises d'investissement communautaires, soit au total 104 entreprises d'investissement);
- effectué un contrôle «desk based» sur base des réponses et données fournies;
- identifié onze entreprises d'investissement où un suivi particulier est nécessaire. Ce suivi prendra la forme de demandes de renseignement supplémentaires et de contrôles sur place, en utilisant la même méthodologie que pour les banques.

Pour les domiciliataires, professionnels effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés et family offices:

- envoyé une demande de renseignement à tous les PSF concernés (98);
- exploité les réponses reçues et identifié 30

PSF pour lesquels des renseignements supplémentaires doivent être demandés.

À noter que si les sociétés créées, domiciliées auprès de ou gérées par ces PSF ont des comptes auprès de banques luxembourgeoises, ces comptes seront dans le champ d'application du contrôle mentionné ci-dessus pour les banques, pour autant qu'il s'agisse de sociétés non luxembourgeoises.

Il convient de rappeler que tant l'enquête de l'ACD que celle de la CSSF sont toujours en cours et que les éléments indiqués ci-dessus ne constituent que ces résultats intermédiaires.

Pour les contribuables concernés, l'enquête de l'ACD est susceptible d'aboutir au recouvrement de l'impôt édué ainsi qu'aux sanctions qui s'imposent le cas échéant. Eu égard à la démarche de la CSSF, pour plusieurs banques filiales de groupes étrangers, des rapports de contrôle ont d'ores et déjà été transmis à l'autorité de surveillance prudentielle du siège. Pour les banques et autres entités surveillées où des faiblesses graves restent établies, la CSSF entamera une procédure administrative non contentieuse qui pourra aboutir à des sanctions.

En conclusion, les démarches exposées ci-dessus montrent que les autorités luxembourgeoises compétentes font leur travail en toute indépendance et soulignent ainsi la bonne gouvernance de la place financière du Luxembourg.

Question 2867 (27.03.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** (CSV) concernant le rapport «Banques en exil: comment les grandes banques européennes profitent des paradis fiscaux» de l'ONG Oxfam et du réseau Fair Finance Guide International:

Selon une étude publiée par l'ONG britannique Oxfam et le réseau Fair Finance Guide International, les 20 plus grandes banques européennes déclarent 26% de leurs bénéfices dans les paradis fiscaux, soit 25 milliards d'euros en 2015, mais seulement 12% de leur chiffre d'affaires et 7% de leurs employés. Selon les auteurs de l'étude, le Luxembourg, l'Irlande et Hong Kong font partie des paradis fiscaux privilégiés par ces établissements bancaires.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse de l'étude susmentionnée?

Réponse (03.04.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Les honorables Députés se réfèrent à un rapport publié par l'ONG Oxfam en date du 27 mars 2017, intitulé: «Banques en exil: comment les grandes banques européennes profitent des paradis fiscaux». Ce rapport se base notamment sur des données issues du «reporting pays par pays public», soit une mesure de transparence qui découle de l'application de la directive européenne sur les fonds propres réglementaires.

À la lecture de ce rapport, il apparaît que la méthodologie retenue par l'ONG, tout comme les conclusions qu'elle tire de son analyse, doivent être remises en question.

C'est en ce sens que le Ministre des Finances a envoyé, en date du 30 mars 2017, un courrier à Monsieur Juan Alberto Fuentes, directeur d'Oxfam. Une copie en est jointe en annexe.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2872 (29.03.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le soutien du Luxembourg dans l'affaire opposant l'Irlande à la Commission européenne ayant trait à l'octroi d'avantages fiscaux:

Le journal en ligne wort.lu a relayé hier une information de l'Irish Times d'après laquelle le Luxembourg aurait décidé de soutenir l'Irlande dans une affaire l'opposant à la Commission européenne et ayant trait à l'octroi d'avantages fiscaux prétendument illégaux à la société Apple.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Quelles sont les raisons ayant amené le Gouvernement à procéder à cette intervention volontaire?

- Est-ce que cette intervention volontaire ne risque pas d'être perçue à l'étranger comme étant en contradiction avec la politique de transparence fiscale prônée par le Gouvernement?

Réponse (03.04.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Le 9 novembre 2016, l'Irlande a introduit un recours en annulation à l'encontre de la décision du 30 août 2016 de la Commission européenne dans le dossier Apple. Le résumé de ce recours a fait l'objet d'une publication au journal officiel le 6 février dernier (affaire T-778/16, Irlande v Commission européenne), faisant courir un délai de six semaines, pour le dépôt d'éventuelles interventions de tiers.

En date du 20 mars 2017, le Luxembourg a soumis au tribunal de l'Union européenne une demande d'intervention correspondante. Aux termes de l'article 142 du règlement de procédure du tribunal, l'intervention ne peut avoir d'autre objet que le soutien, en tout ou en partie, des conclusions de l'une des parties principales au litige.

Ce que souhaite le Luxembourg au travers de cette démarche, c'est d'attirer l'attention du tribunal sur un certain nombre de questions de principe que soulève la décision de la commission. En effet, tout comme dans l'affaire Fiat qui concerne le Luxembourg, la commission a eu recours à des critères inédits pour l'établissement de l'aide d'État alléguée, mettant ainsi en doute le principe de la sécurité juridique.

Or, comme indiqué au moment de l'annonce de l'appel dans l'affaire Fiat (affaire T-755/15 Luxembourg v Commission européenne), le but du Luxembourg est d'obtenir de la clarté juridique et de la prévisibilité quant à la pratique des rescrits fiscaux, surtout dans la mesure où celle-ci est utilisée par la grande majorité des États membres de l'Union européenne.

Partant, la démarche du Luxembourg est en parfaite cohérence avec la politique du Gouvernement en faveur de la transparence, de la prévisibilité et de la sécurité juridique, dans l'intérêt de la compétitivité de l'économie européenne dans son ensemble.

Question 2879 (30.03.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la nomination des ambassadeurs:

D'après un article paru dans la presse, le Gouvernement aurait en août 2016 donné son feu vert à la nomination d'au moins un ambassadeur et ce malgré les réserves émises par l'Autorité nationale de sécurité (ANS) dans son enquête de sécurité quant à la délivrance d'une habilitation de sécurité.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, et sachant que d'après la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité (la «loi ANS»), «l'enquête de sécurité a pour but de déterminer si la personne physique [i.e. l'ambassadeur] présente des garanties suffisantes, quant à la discrétion, la loyauté et l'intégrité pour avoir accès à des informations classifiées», quelles sont les raisons ayant amené Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à se départir des résultats de l'enquête de sécurité?

Réponse commune (18.04.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

Les honorables Députés posent une question concernant un article paru dans la presse selon lequel le Gouvernement aurait donné son feu vert à la nomination d'un ambassadeur et ce malgré les réserves émises par l'Autorité nationale de sécurité (ANS) dans son enquête de sécurité quant à la délivrance d'une habilitation de sécurité.

À ce propos, nous aimerions rappeler que l'article 27, alinéa 2 de la loi modifiée du 15 juin



2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, concernant la procédure d'octroi et de retrait de l'habilitation de sécurité, prévoit que:

«Toute décision de refus ou de retrait d'une habilitation de sécurité est prise sur avis motivé d'une commission composée de trois fonctionnaires désignés respectivement par le Premier Ministre, le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre de la Justice.»

Au regard des observations émises par l'ANS à l'issue de l'enquête de sécurité concernant le membre en question du corps diplomatique, les dispositions légales susvisées ont été mises en œuvre et la commission précitée (ci-après: «la commission») s'est réunie afin de formuler un avis permettant au Premier Ministre, Ministre d'État, de décider de l'octroi ou du refus de l'habilitation de sécurité en question.

L'examen du dossier par la commission a amené cette dernière à recommander au Premier Ministre, Ministre d'État, d'octroyer l'habilitation de sécurité en question. Le Premier Ministre, Ministre d'État, a décidé de suivre intégralement l'avis de la commission et a octroyé l'habilitation de sécurité demandée au membre du corps diplomatique en question.

Nous aimerions ajouter qu'il ressort des alinéas 4 et 9 (dernière phrase) de l'article 27 de la loi précitée du 15 juin 2004 que l'avis de la commission ne peut pas être rendu public.

Question 2880 (30.03.2017) de **M. Laurent Mosar, Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **propos tenus lors d'une conférence organisée par le Conseil national des femmes:**

D'après un article paru dans le journal «Le Quotidien», l'imam du Centre culturel islamique de Mamer aurait, à la fin de la conférence ayant eu pour objet la compatibilité entre la liberté de religion et l'égalité des sexes, déclaré que la condamnation de l'homosexualité était selon lui présente dans le Coran, contredisant ainsi les propos tenus antérieurement par un autre imam.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Cultes:

- Monsieur le Ministre a-t-il eu connaissance des propos tenus par l'imam du Centre culturel islamique de Mamer lors de ladite conférence?

- De tels propos sont-ils compatibles avec la convention du 26 janvier 2015 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la communauté musulmane du Luxembourg aux termes de laquelle «le respect des droits et libertés constitutionnels, de l'ordre public et des valeurs démocratiques, la promotion des droits de l'homme et de l'égalité de traitement ainsi que de l'égalité entre hommes et femmes doivent être garantis par les communautés signataires de la présente convention?»

- Sachant qu'aux termes de l'article 2 de la convention précitée, la communauté musulmane du Luxembourg s'est engagée à écarter de son organisation tout membre qui agirait ou appellera à agir en violation des principes y énumérés, Monsieur le Ministre entend-il intervenir auprès de ladite communauté pour leur rappeler le respect de la convention?

Réponse (18.04.2017) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Cultes:

Les honorables Députés posent la question à Monsieur le Ministre des Cultes s'il a connaissance des propos qui auraient été tenus, d'après le journal «Le Quotidien», par l'imam du Centre culturel islamique de Mamer à la fin d'une conférence ayant eu pour objet la compatibilité entre la liberté de religion et l'égalité des sexes en déclarant que la condamnation de l'homosexualité serait, selon lui, présente dans le Coran, contredisant en cela des propos tenus antérieurement par un autre imam.

Le Ministre des Cultes n'a pas autrement connaissance des propos tenus par les deux imams au sujet de la condamnation ou de la non-condamnation de l'homosexualité dans le Coran que par l'article auquel les honorables Députés font référence.

Les députés veulent encore savoir si ces propos sont compatibles avec la convention du 26 janvier 2015 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la communauté musulmane du Luxembourg.

Une divergence de vues en matière théologique entre deux imams concernant la présence ou non de la condamnation de l'homosexualité dans le Coran n'est pas de nature à porter atteinte aux stipulations de la convention du 26 janvier 2015 précitée.

Question 2890 (03.04.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les **frais d'épuration d'eau en provenance d'aires d'autoroute:**

Les frais d'épuration des eaux usées en provenance des aires d'autoroute indigènes, contenant d'ailleurs de fortes concentrations en matières organiques, azotées et phosphorées, donnent régulièrement lieu à des interprétations diverses. En principe une redevance spécifique de forte pollution doit être perçue pour les eaux dont les concentrations excèdent d'un facteur 10 celles d'une eau usée usuelle. Les syndicats STEP et SIDERO adressent une facture aux communes concernées (Roeser et Mamer) qui ne peuvent que récupérer 1/10 des frais réellement encourus par leur taxe de canalisation. Au sujet de l'aire de Wasserbillig, les factures sont adressées à l'Administration des ponts & chaussées qui refuse toutefois de prendre en charge ces frais tout en demandant que le SIDEST doit facturer les frais aux différents concessionnaires. Or, une telle procédure n'est pas conforme aux statuts du SIDEST.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Est-ce que Madame la Ministre ne partage pas l'avis qu'il est inadmissible que les communes, par ricochet leurs citoyens, doivent participer aux frais d'épuration d'eau en provenance d'aires d'autoroute?

2. Est-ce que Madame la Ministre n'estime pas qu'il y a lieu d'appliquer une approche cohérente afin de mieux responsabiliser les exploitants des aires d'autoroute?

3. Est-ce que Madame la Ministre n'estime pas que des toilettes chimiques équipées d'une fosse étanche devraient être installées sur les aires d'autoroute afin de pouvoir transporter ces eaux usées vers une station d'épuration adéquate?

Réponse (11.05.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement:

ad 1. De prime abord, rappelons que chaque commune gère de façon autonome ses infrastructures d'approvisionnement en eau potable et d'évacuation des eaux usées. Partant il est évident que chaque commune présente des coûts différents.

En conséquence chaque commune fixe le prix de l'eau comprenant une redevance eau potable et une redevance assainissement pour les trois secteurs des ménages de l'industrie et de l'agriculture en application du principe du pollueur-payeur, du principe de l'utilisateur-payeur et du principe de la récupération des coûts. Par conséquent il n'est pas correct que les communes ou leurs citoyens participent aux frais d'épuration d'eau en provenance d'aires d'autoroute. Conformément aux dispositions de la loi relative à l'eau, il incombe aux communes de facturer la consommation d'eau potable et l'assainissement aux exploitants des aires d'autoroute de la même façon qu'à tous les autres utilisateurs des services liés à l'utilisation de l'eau. En relation avec leur charge polluante élevée en termes d'équivalents-habitants, les aires d'autoroute tombent sous le secteur industriel.

Le coût de revient de l'eau est une donnée technique non négociable calculée au niveau communal, en revanche le prix de vente lui est basé sur les considérations politiques suivantes:

À l'aide d'un tableur de calcul des coûts de revient du prix de l'eau usée, mis à disposition par l'Administration de la gestion de l'eau, les communes résument l'ensemble de leurs coûts (directs et indirects), y compris les charges d'amortissement. Ceci permet de déterminer une redevance assainissement et une redevance eau potable au profit des prestataires des services liés à l'utilisation de l'eau, en distinguant le secteur des ménages, le secteur industriel et le secteur agricole.

Pour reproduire au mieux la structure des coûts, la tarification de l'eau applique une facturation binôme avec une part fixe et une part variable. L'articulation entre la part fixe et la part variable du prix de l'eau est un moyen équitable pour encourager les économies d'eau tout en ne pénalisant pas outre mesure les différents groupes de consommateurs.

La loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau introduit précisément ces différents secteurs pour tenir compte des coûts spécifiques

que leurs activités génèrent. Ainsi, dans l'absolu, la collecte et le traitement des eaux usées du secteur industriel nécessite des investissements certes considérables, mais ce secteur engendre, ramenés au mètre cube d'eau traité, des coûts de fonctionnement moins importants que les innombrables consommateurs particuliers du secteur des ménages.

L'analyse des tableurs des coûts de revient reçus par les communes a démontré des frais fixes entre 80% et 90%.

L'Administration de la gestion de l'eau préconise la répartition de 70% de coûts fixes et de 30% de coûts variables au niveau du secteur industriel.

Notons que le paragraphe (2) b) de l'article 14 de la loi modifiée relative à l'eau dispose pour la partie fixe de la redevance assainissement ce qui suit:

«la partie fixe est proportionnelle au nombre d'équivalents-habitants moyens (...).»

Alors que l'Administration de la gestion de l'eau a émis un tableau des EHm (en annexe) qui adopte une approche conséquente au niveau des charges polluantes moyennes annuelles des consommateurs et propose une catégorisation simplifiée, elle y a prévu que la détermination de la charge polluante moyenne propre aux divers acteurs du secteur industriel se fasse suivant une convention. La charge polluante moyenne retenue dans une telle convention se basera sur des mesures effectuées sur les sites concernés.

Au vu de ce qui précède, et vu que les aires de service visées par la présente QP sont soumises à la tarification du secteur de l'industrie (EHm ≥ 300/an), une facturation sur base du prix harmonisé devra permettre de couvrir les frais générés par ces aires, sans que ces coûts ne doivent être couverts par «ricochet» des citoyens.

Toutefois est-il que les communes sont libres de délibérer un prix de l'eau selon leur volonté. Ces délibérations sont soumises à l'Administration de la gestion de l'eau pour avis, et seront transmises avec cet avis pour approbation au Ministre de l'Intérieur.

ad 2. Une approche cohérente en vue de responsabiliser les exploitants des aires d'autoroute sera appliquée moyennant les contrats de concession établis entre l'État luxembourgeois et le concessionnaire et ayant pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'État autorise un concessionnaire à occuper une aire de service du réseau autoroutier.

L'eau de pluie des surfaces non affectées aux aires de service et appartenant à l'État ne coule pas dans la canalisation d'eaux usées et n'est pas traitée par une station d'épuration, donc ne fait pas l'objet d'une taxe de canalisation.

ad 3. Il est bien sûr évident que les eaux usées issues des toilettes chimiques présentant une charge polluante élevée (camping-cars, camions, etc.) ne peuvent être vidangées que dans des stations de réception conçues à cet effet (fosses étanches sans trop-plein), et qu'elles doivent par après être amenées à une station d'épuration biologique adéquate de capacité réservée de plus de 10.000 équivalents-habitants. Aucun déversement direct dans le réseau public n'est autorisable.

L'installation de toilettes relève de la compétence du concessionnaire de l'aire de service et les toilettes chimiques devront constituer une solution techniquement viable.

Question 2892 (04.04.2017) **Mme Taina Bofferding** (LSAP) concernant le **harcèlement scolaire:**

Le rapport d'Unicef Luxembourg sur la violence à l'égard des enfants, publié en novembre 2016, souligne qu'un tiers des jeunes âgés entre onze et 15 ans signalent avoir été victimes de harcèlement dans le cadre scolaire au moins une fois au cours des derniers mois.

Le rapport précise encore qu'un grand nombre d'enfants passent sous silence les violences, dont le harcèlement, le cyberharcèlement ou les bagarres, qui leur sont infligées. Les auteurs du rapport plaident partant pour le développement d'une stratégie nationale contre toutes les formes de violence à l'égard des enfants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Que compte faire le Gouvernement pour éviter que les enfants à l'école aient à subir ces formes de violence de la part de leurs camarades?

2) Le Gouvernement est-il en train de définir une stratégie nationale contre la violence à

l'égard des enfants qui engloberait la lutte contre le harcèlement à l'école?

3) Dans l'affirmative où en sont les travaux relatifs à cette stratégie?

Réponse (02.06.2017) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1) En considérant les résultats de tous les pays qui participent à l'étude PISA, l'analyse spécifique de l'environnement d'apprentissage de jeunes de 15 ans dans le monde entier montre qu'en moyenne presque un jeune de 15 ans sur cinq (18,7%) est touché par le harcèlement, sous forme de taquineries, de piques cachées, d'exclusion ou de bagarres. Le Luxembourg, comme l'Allemagne, se situe en dessous de cette moyenne, avec moins d'un jeune sur six (15,7%) qui rapporte être victime de harcèlement plus d'une fois par mois.

Le harcèlement n'est certes pas un phénomène nouveau, mais il fait malheureusement partie de la vie quotidienne des enfants et des jeunes dans l'éducation formelle et non formelle. Les résultats de l'étude «Health Behaviour in School-aged Children (HBSC)», réalisée par l'OMS en 2013-2014 et publiée en 2016, conviennent également qu'il y a un besoin d'action imminent à ce niveau. Ceci a aussi été reconnu par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse qui a initié de nombreux projets visant la prévention du harcèlement ainsi que la résolution de situations de conflit pareils.

Plusieurs écoles fondamentales ont mis au point un concept de prévention de la violence, adapté à l'âge des élèves des cycles 1 à 4. Certaines de ces écoles transmettent leur expertise à d'autres enseignants, ceci sous forme de visites et d'accompagnement («hospitation»). L'Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN) sert d'intermédiaire entre les écoles concernées.

À la demande des écoles, le Service prévention de la police offre des séances d'information et de formation pour la prévention de la violence dans les cycles 2.2, 3.2 et 4.2 des écoles fondamentales tout comme pour les classes de 7^e/6^e/8^e de l'enseignement secondaire.

BEE SECURE a élaboré des programmes de sensibilisation de base en matière de l'utilisation d'Internet et de sécurité de l'information pour tous les âges et cycles ainsi qu'une formation obligatoire pour les classes de 7^e de l'enseignement secondaire. La prévention du cyberharcèlement y est un des sujets abordés.

Dans les lycées, les membres des SPOS et des Services socio-éducatifs participent régulièrement à l'organisation d'ateliers de prévention, de sensibilisation et d'information sur la violence en générale et sur le harcèlement en particulier et proposent des interventions en classe pour gérer des situations conflictuelles entre élèves.

Le CPOS et les SPOS accueillent souvent des jeunes fragilisés qui ont été ou qui sont susceptibles d'être victimes de toutes sortes de violence. L'accompagnement psychosocial consiste à prendre des actions appropriées pour accompagner ces jeunes dans la souffrance de leur vécu.

Il incombe également aux parents de servir d'exemple aux enfants et de leur transmettre des valeurs telles que la tolérance, la solidarité et le respect d'autrui. L'attitude du personnel dans l'éducation formelle et non formelle ainsi qu'une approche respectueuse et reconnaissante face aux élèves sont des facteurs tout aussi essentiels.

ad 2) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse s'engage depuis plusieurs années dans la prévention de la violence et du harcèlement, et ce à divers niveaux, à savoir:

- au niveau de la formation initiale du bachelier en sciences de l'éducation et du bachelier en sciences sociales et éducatives à l'Université du Luxembourg;

- au niveau de la formation continue avec une multitude d'offres pour les enseignants, le personnel psychoéducatif et les membres du SPOS; (<https://ssl.education.lu/ifen/liste-formations?dispDomaine=9&idSsDomaine=905>).

Les personnels du CPOS et des SPOS organisent et participent régulièrement à des formations qui traitent de la prise en charge de jeunes victimes de transgressions physiques ou psychiques graves et qui présentent des troubles de stress aigu.

Afin de se doter d'une méthode d'intervention à l'égard du harcèlement scolaire, une quinzaine de membres du CPOS et des SPOS ont suivi une formation basée sur la méthode d'intérêt commun d'Anatol Pikas (Shared Concern method) qui constitue une démarche stratégique d'intervention auprès des intimidateurs



et de leurs victimes. L'objectif de cette méthode est de développer de l'empathie chez les élèves intimidateurs envers leurs victimes et de développer des habiletés de résolution de conflits. Pour ce faire, cette méthode cherche à briser la dynamique du groupe d'intimidateurs et à faire émerger une préoccupation partagée au sujet de l'intimidation par des échanges individuels en vue de les préparer à une résolution de conflit avec la victime.

- au niveau des écoles fondamentales et des lycées (surtout au cycle inférieur) avec de nombreux projets tels que:

- les conseils de classe dans les écoles fondamentales (voir aussi point 3);

- le programme «Stop Mobbing» dans les écoles fondamentales, proposant une intervention concrète en cas de harcèlement entre élèves et visant à les encourager à participer activement pour trouver des solutions;

- le programme «Peer-mediation», où des jeunes prennent le rôle de médiateur en cas de différends, fonctionne actuellement dans deux écoles fondamentales et 16 lycées;

- dans les lycées, la violence à l'égard des jeunes est également abordée dans des projets de prévention globale, de promotion d'une vie saine et d'amélioration du climat scolaire: les ateliers «Code de vie»; le dossier pédagogique avec le film «Et si c'était toi?» où deux adolescentes sont victimes de violence physique ou d'harcèlement en classe et cherchent des solutions pour sortir de leur détresse;

- la formation d'élèves comme «Pausen-Buddys» et «Pausen-Engelen», une sorte de médiateurs qui peuvent être sollicités en cas de litiges pendant les récréations dans les écoles fondamentales;

- la formation d'élèves en tant qu'accompagnateurs dans les autobus scolaires du fondamental;

- des formations «Deeskalations-Training, Coolness-Training», pour rester décontracté dans des situations de conflit (fondamental et lycées);

- des projets comme «Meng Klass, en Team», «Klasse fanne sech» ou

«Stark Schüler a stark Klassen», visant à permettre aux élèves des classes de 7^e des lycées de mieux connaître leurs nouveaux camarades pour ainsi favoriser la cohésion et le développement d'un climat de classe agréable;

- des semaines de prévention contre la violence avec différentes actions spécifiques dans les lycées;

- des représentations de théâtre interactif au sujet de la prévention du harcèlement et du suicide dans les lycées;

- des projets visant à renforcer l'identité, à promouvoir la confiance en soi, la compétence, la concentration et la communication et à construire une attitude confiante, positive et reconnaissante (p. ex. «Stop & Go», «Act! Jeunes») pour les élèves de l'enseignement secondaire.

Au niveau des élèves, tous ces projets œuvrent en faveur des objectifs suivants:

- développement des capacités d'empathie;

- aide au développement du sentiment de se sentir bien en groupe;

- développement du sentiment d'appartenance au groupe;

- développement d'une personnalité forte;

- amélioration du climat au sein de la classe;

- amélioration de la communication et de la coopération au sein de la classe.

Au niveau du personnel enseignant et psycho-éducatif, des activités de sensibilisation et de formation portant sur l'intimidation et le harcèlement dans les milieux éducatifs formels et non formels (maisons relais) sont offertes dans le cadre du projet «Stop Mobbing». Ce projet prévoit également des soirées d'information pour parents, afin de leur fournir des informations sur les phénomènes du harcèlement ainsi que sur la prévention et les contre-mesures.

ad 3) Dans le cadre de la promotion de la participation active des élèves et du développement de leur sens de la démocratie, la fondation «Zentrum fir politesch Bildung» s'exprime en faveur de l'introduction systématique du conseil de classe dans les écoles fondamentales. Cet outil aide les élèves à grandir ensemble, à acquérir de l'empathie et à vivre les valeurs de solidarité, de tolérance et de respect. En communiquant activement et en développant une attitude courageuse animée par un esprit civique, les enfants apprennent à anticiper des conflits au sein de la classe et à les résoudre de façon satisfaisante et sans violence pour toutes les parties concernées.

En collaboration avec le Service prévention de la police et le Lycée Aline Mayrisch, une campagne nationale «Together against mobbing (TAM)» sera lancée à la rentrée scolaire 2017-2018. Dans ce contexte, des clips et du matériel didactique sur le sujet de l'intimidation, du cyberharcèlement et du racket sera mis à disposition de tous les lycées.

Pour les écoles fondamentales, une campagne similaire est prévue pour fin 2017.

Toutes les autres mesures énumérées au point 2 seront maintenues voire même étendues.

Question 2896 (05.04.2017) de MM. Aly Kaes et Marc Spautz (CSV) concernant la fin du droit à l'indemnité pécuniaire de maladie et cessation de plein droit du contrat de travail:

Dans le contexte de la fin du droit à l'indemnité pécuniaire de maladie prévue à l'article 14 du Code de la Sécurité sociale et de la cessation de plein droit du contrat de travail en vertu de l'article L. 125-4 du Code du travail, nous nous permettons de reproduire notre exposé des motifs de la question parlementaire n°1558 du 10 novembre 2015:

«Il existe des situations où des personnes atteintes d'une maladie grave (p. ex. cancer) dépassent la limite des 52 semaines (sur un total de 104 semaines) durant lesquelles elles ont droit à l'indemnité pécuniaire de maladie. Non seulement ces personnes arrivent alors à la fin de leurs droits, mais en plus leur contrat de travail cesse de plein droit en vertu de l'article L125-4 du Code du travail.

Dans le cadre des discussions se rapportant au projet de loi n°6555 [du 9 juillet 2015], Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire s'est félicité de ce que le Gouvernement ait réussi à mettre ledit sujet à l'ordre du jour des réunions avec les partenaires sociaux et qu'une solution puisse être trouvée dans les semaines à venir. Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale a quant à lui déclaré qu'une solution serait présentée à l'occasion de la tripartite prévue pour octobre 2015, laquelle a récemment été reportée à l'année prochaine.»

Dans leur réponse commune du 9 décembre 2015, Messieurs les Ministres ont relativisé les déclarations faites en séance publique de la Chambre des Députés. Ils ont indiqué premièrement que:

«Jusqu'ici un consensus concernant les conditions à la base de cette prolongation de l'indemnisation des salariés en congé de maladie de longue durée n'a pas pu être trouvé par les partenaires sociaux représentés au sein de la Caisse nationale de santé.»

et que deuxièmement:

«Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et le Ministre de la Sécurité sociale ont demandé aux partenaires sociaux de trouver dans un délai rapproché un consensus sur la façon de procéder, afin de permettre aux personnes concernées de bénéficier au plus vite de cette prolongation possible du bénéfice de l'indemnité pécuniaire, qui leur permettra par ailleurs en même temps de conserver leur emploi et afin qu'un projet de loi puisse être présenté.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Alors que, d'après nos informations, un consensus entre partenaires sociaux en la matière fait toujours défaut, Messieurs les Ministres entendent-ils tout de même légiférer?

- Si oui, dans quel délai?

Réponse commune (10.05.2017) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

En réponse à la question parlementaire n°2896, nous avons l'honneur d'informer les honorables Députés Aly Kaes et Marc Spautz que, après l'échec des démarches faites au cours du premier semestre de l'année 2015, la Caisse nationale de santé (CNS) a de nouveau essayé de relancer les discussions entre tous les acteurs concernés dans le cadre d'un groupe de travail chargé de préparer l'élaboration de diverses modifications statutaires en matière de prestations en espèces. Les travaux correspondants ont été repris sans qu'à ce stade une solution ne soit déjà en vue. Comme ce point figure dans un accord entre le Gouvernement et les syndicats, le Gouvernement reste attaché à une solution viable, dégagée en concertation avec les partenaires sociaux, permettant de dépasser

la limite des 52 semaines d'absence dans des cas de maladie grave avec une vraie perspective de reprise du travail dans un délai prévisible.

Question 2907 (07.04.2017) de M. Franz Fayot (LSAP) concernant l'intégration des technologies numériques dans les services publics et les entreprises:

Publié chaque année par la Commission européenne, l'indice relatif à l'économie et à la société numérique (Digital Economy and Society Index - DESI) mesure la performance et la compétitivité numérique des États membres de l'Union européenne. Ce rapport est basé sur cinq indicateurs principaux: la connectivité, le capital humain, les usages d'Internet, l'intégration du numérique dans les activités économiques et la numérisation des services publics.

Selon l'indice DESI 2017, le Luxembourg se classe cinquième, alors qu'il n'était que septième en 2016. C'est l'un des pays de tête pour la connectivité, les compétences numériques et l'utilisation d'Internet. Par contre, l'intégration des technologies numériques par les entreprises (22^e rang) et les services publics (19^e rang) constituent ses points faibles.

Le rapport a constaté un tassement du nombre d'utilisateurs de l'administration en ligne et dans la fourniture de services, même si le Luxembourg a accompli des progrès par rapport à l'année dernière en matière de données ouvertes et de fourniture de formulaires pré-remplis. Les entreprises au Luxembourg ont quant à elles un niveau moyen d'intégration des technologies numériques (partage d'informations, factures électroniques et informatique en nuage). Cependant, les PME ne pratiquent pas beaucoup le commerce en ligne, y compris transfrontière.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Au vu de son ambition de faire du Luxembourg un «pôle numérique» en Europe, que compte faire le Gouvernement pour améliorer l'intégration des technologies numériques dans les services publics et les entreprises de petite et moyenne taille?

- Quelle est la stratégie poursuivie à cet effet dans le cadre de «Digital Luxembourg» lancé en 2014?

Réponse commune (09.05.2017) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, et de M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

Le Luxembourg se classe en cinquième position parmi les 28 États membres de l'Union européenne selon le plus récent indice relatif à l'économie et à la société numérique 2017 (Digital Economy and Society Index - DESI). Le pays gagne ainsi deux places par rapport à l'étude réalisée l'année dernière et avance parmi les pays dans le peloton de tête de l'UE.

À l'aide de cinq composantes thématiques, l'indice DESI entend mesurer les progrès des États membres par rapport à leur performance et compétitivité numériques. Ainsi, le Luxembourg atteint un niveau très élevé en termes de connectivité, grâce notamment au taux de couverture quasi intégral en haut débit fixe et mobile. Dans le domaine des compétences numériques, le Luxembourg figure également en tête du classement européen, tout comme pour l'utilisation d'Internet par les internautes luxembourgeois. En revanche, des efforts supplémentaires s'avèrent nécessaires en vue de réaliser davantage de progrès dans le domaine de l'intégration des technologies numériques par les entreprises luxembourgeoises ainsi que dans les services publics numériques.

Depuis son lancement en octobre 2014, l'initiative gouvernementale «Digital Lëtzebuerg» déploie des efforts considérables pour rendre le pays compétitif grâce aux nouvelles technologies et préparer le Luxembourg et ses acteurs aux défis liés à la numérisation grandissante de nombreux aspects de notre société. Plusieurs domaines prioritaires ont été identifiés pour faire avancer le pays, dont le déploiement des infrastructures à la pointe de l'évolution technologique, le développement des compétences numériques (à tous les niveaux de publics cibles), le développement de nouvelles opportunités économiques (telles que les FinTech et le renforcement de l'écosystème d'innovation) ou encore la multiplication des services publics en ligne et la mise en place et la promotion

d'une politique de l'Open Data pour les données publiques.

Il est ainsi motivant de constater que ces efforts - collaboratifs, puisque venant tant de la part de différents ministères, d'instances publiques ou d'acteurs privés - portent indéniablement leurs fruits, puisqu'ils se traduisent par la progression du positionnement du Luxembourg selon l'indice DESI, et ceci malgré un environnement extrêmement compétitif. Ces efforts et cette mobilisation doivent toutefois, malgré les résultats encourageants, rester continus et sans relâche à l'avenir, puisque l'accélération de la transformation numérique nécessite une dynamique et une capacité d'adaptation et d'anticipation sans précédent.

Pour ce qui est des deux composantes pour lesquelles le Luxembourg n'affiche certes pas encore des résultats de peloton de tête, des efforts considérables ont néanmoins été fournis depuis le lancement de «Digital Lëtzebuerg»:

- Intégration des technologies numériques dans les services publics

Le Luxembourg affiche des progrès tangibles par rapport à l'année 2016, notamment en matière de données ouvertes (Open Data) et de la mise en production constante de nouveaux assistants web préremplissables, qui permettent aux citoyens et aux entreprises de réaliser leurs démarches en ligne en toute facilité, via MyGuichet. En 2017, 14 nouvelles démarches ont pu être mises en ligne, dont une majorité s'adressant aux entreprises (p. ex. la réalisation de démarches auprès de l'ITM). Pour ce qui est des démarches s'adressant aux citoyens, l'offre d'assistants web permettant de réaliser ses démarches en ligne a su être considérablement élargie. Par exemple, les nouvelles démarches en relation avec la SNCA et mises en ligne fin 2016 ont rencontré un franc succès auprès des utilisateurs. De manière générale, on peut constater que le nombre de démarches transmises via MyGuichet dans les quatre premiers mois de 2017 a augmenté de 57% par rapport à la même période en 2016.

De plus, le nouveau programme interministériel «Einfach Lëtzebuerg», sous la direction du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, envisage une modernisation de l'État à travers la simplification des démarches administratives. Les services publics numériques y jouent un rôle crucial, d'où la préconisation d'une réorientation de la législation pour mettre en œuvre davantage le principe du «digital-by-default». Ce principe impose dorénavant que la base légale de chaque démarche administrative prenne en compte dès sa conception la possibilité de réaliser celle-ci par la voie électronique.

La modernisation de l'État devra en outre se faire en dotant les différentes administrations des outils informatiques adéquats; c'est pourquoi le programme «Einfach Lëtzebuerg» prévoit également le développement de maintes applications dites «back office». Les initiatives prises dans le cadre de ce programme ont également su sensibiliser davantage les administrations publiques à l'indispensabilité d'offrir aux citoyens et aux entreprises des démarches en ligne.

L'offre de démarches en ligne qui s'adressent aux citoyens s'élargira davantage en 2017 avec, par exemple, la demande de vote par correspondance pour les élections ou encore le dépôt de plaintes dans le cadre de faire valoir ses droits en tant que passager aérien. En ce qui concerne l'offre pour les entreprises, un nouveau mécanisme sera mis en place dans MyGuichet, permettant aux entreprises de déléguer la réalisation d'une démarche à leur fiduciaire qui pourra la remplir en tant que mandataire. Ce mécanisme devrait surtout aussi s'adresser et bénéficier aux PME.

Enfin, l'État vient de se doter d'une plateforme de facturation électronique, qui lui permet de réceptionner de manière électronique des factures via les réseaux européens dédiés à cette fin. Cette plateforme est actuellement utilisée par quatre grandes administrations et sera élargie aux autres au cours de l'année 2017.

- Intégration des technologies numériques dans les entreprises de petite et moyenne taille

Le Gouvernement, avec ses partenaires institutionnels, œuvre également en faveur d'une plus grande intégration des technologies numériques par les PME. Ainsi, les moyens pour les soutenir ont été sensiblement accrus depuis le lancement de la stratégie «Digital Lëtzebuerg»:



- La Chambre de Commerce a lancé l'«Atelier Digital», qui propose une formation de commerce électronique pour attirer de nouveaux clients en optimisant l'utilisation du numérique. Cette initiative a été lancée en collaboration avec le House of Training, Google, Luxinnovation et le LIST.

- Luxinnovation a lancé un nouveau programme d'accompagnement, dénommé «Fit4Digital», qui vise les petites entreprises et leur propose de réaliser un diagnostic opéré par un consultant externe, afin de déterminer, au cas par cas, comment l'intégration de technologies numériques peut améliorer les performances de l'entreprise. Les PME peuvent profiter d'un cofinancement via le régime d'aides du Ministère de l'Économie pour conseil externe.

- Bien que dépassant le cadre de la numérisation, le programme «Fit4Innovation», qui vise des entreprises de taille moyenne, peut également favoriser une plus forte utilisation des technologies numériques par ces entreprises.

- Un programme spécifiquement dédié à la sécurité informatique a été lancé par CASES. Le diagnostic est entièrement gratuit. Si un renforcement de la sécurité informatique s'avère nécessaire, la PME peut également faire appel à un conseiller externe afin de définir une solution sur mesure. Comme pour «Fit4Digital», un cofinancement via le régime d'aides du Ministère de l'Économie pour conseil externe peut être demandé.

- Le Pakt PRO Commerce vise également à sensibiliser les commerçants aux défis et opportunités qu'offrent aujourd'hui les outils des TIC dans le développement de leurs concepts commerciaux. Dans ce cadre, le Ministère de l'Économie est en train d'élaborer pour le secteur du commerce de détail une stratégie et une présence digitale nationale commune. Cette plateforme devra constituer à terme la vitrine du commerce de détail national ainsi que d'autres secteurs intéressés.

- Pareillement, le Pakt PRO Artisanat prévoit des mesures d'accompagnement pour les entreprises artisanales dans la transition numérique, qui concerne aussi bien les processus internes que les relations externes. Des workshops et des formations seront organisés par la Chambre des Métiers et par la Fédération des artisans. Une cellule digitalisation dans l'artisanat sera mise en place afin d'offrir une guidance et des conseils concrets aux entreprises. Il s'agira également de promouvoir les programmes déjà disponibles comme «Fit4Digital» ou «Fit4Innovation». Par ailleurs, une plateforme Internet sera mise en place comprenant un répertoire des entreprises artisanales, des fonctionnalités et services pour les entreprises, notamment une place de marché avec des fonctionnalités «e-commerce» et «e-marketing» B2B et B2C.

Question 2908 (07.04.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant le **décret remettant en cause le «Clean Power Act»:**

Récemment Monsieur Donald Trump, Président des États-Unis d'Amérique, a signé un décret visant à remettre en cause le «Clean Power Act» et à favoriser d'une manière plus offensive l'exploitation du charbon à des fins énergétiques. Cette décision aura sans doute des conséquences néfastes pour l'engagement planétaire contre le réchauffement climatique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant ce décret?

- De quelle manière cette décision du Président Trump pourrait affecter la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat?

- Est-ce que ce revirement des États-Unis d'Amérique au sujet de la politique climatique ne risque pas d'entraver les bonnes relations existant entre ce pays et l'Union européenne?

- Quelle sera la stratégie de l'Union européenne et du Luxembourg en particulier afin de continuer efficacement la lutte contre le réchauffement climatique en dépit d'un manque d'engagement nécessaire des États-Unis d'Amérique?

Réponse (09.05.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

D'emblée, il y a lieu de noter qu'une politique nationale n'influe en rien sur les lois des

sciences naturelles, et que les conséquences du changement climatique telles qu'identifiées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et la nécessité d'y faire face par une politique globale de protection du climat ne peuvent être mises en question par un seul acteur. Il est évident que le Gouvernement luxembourgeois regrette que le Président des États-Unis d'Amérique ait annulé une partie des réglementations contre le réchauffement climatique mises en place par son prédécesseur.

Or, même si les États-Unis représentent avec 17,9% des émissions mondiales de gaz à effet de serre le deuxième émetteur derrière la Chine et que la décision du Président Donald Trump risque d'influencer les États les moins progressistes en la matière, l'accord de Paris sur le climat conclu en décembre 2015 a déjà été ratifié par 144 des 195 parties signataires, représentant au total pas moins de 83% des émissions mondiales. À l'exception de la Russie et de la Turquie, l'ensemble des membres du G20 ont ratifié l'accord, reconnaissant ainsi la nécessité d'une action commune, rapide et efficace contre le changement climatique. L'élan de la COP21, partagé aux États-Unis par de nombreux acteurs non étatiques, ne semble donc pas remis en cause.

Pour ce qui est des bonnes relations entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, elles ne sont pas déterminées que par un seul dossier, en l'occurrence celui du climat.

L'Union européenne, et le Luxembourg en particulier, continueront d'œuvrer vers le respect des objectifs de l'accord de Paris. Dans le cadre de la contribution européenne à l'accord de Paris, laquelle prévoit une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 d'au moins 40% par rapport à 1990 (contribution des secteurs «ETS»: -43% en 2030 par rapport à 2005, contribution des autres secteurs: -30% en 2030 par rapport à 2005), le Luxembourg sera amené à réduire ses émissions d'au moins 40% à l'horizon 2030 par rapport à l'année de référence 2005. À cette fin un troisième plan d'action de réduction des émissions de CO₂ sera élaboré.

Or, le Luxembourg ne se limite pas à apporter sa part à la décarbonisation de l'économie à atteindre au plus tard au cours de la deuxième moitié du siècle. Il reconnaît également le besoin d'une solidarité renforcée envers les pays et régions les plus vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques. C'est pourquoi le Luxembourg a décidé dès 2015 de mettre à disposition un montant global de 120 millions d'euros pour la période 2014-2020 pour le financement climatique international.

Question 2910 (10.04.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant la **problématique de la délinquance des réfugiés et demandeurs de protection internationale et interventions policières dans les structures d'accueil:**

Si la problématique de la délinquance des réfugiés et demandeurs de protection internationale est certes marginale et qu'il ne faut surtout pas stigmatiser les réfugiés et les demandeurs de protection internationale, il n'en demeure pas moins que ce phénomène existe. Monsieur le Ministre de la Force publique (veuillez lire: de la Sécurité intérieure) a reconnu lui-même lors de la présentation du bilan des forces de l'ordre qu'il existait un réel problème dans certaines structures d'accueil.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Cette délinquance, quoique minoritaire, entraîne un certain nombre d'interventions de la part des forces de l'ordre. Combien d'interventions policières y a-t-il eu au cours de l'année dernière respectivement au cours des trois premiers mois de cette année et relatives à des actes de délinquance commis par des réfugiés et autres demandeurs de protection internationale?

2. Combien d'affaires ont été dénoncées auprès des autorités judiciaires?

3. Lors des interventions, y a-t-il eu des policiers blessés ou agressés physiquement? Si oui, dans combien de cas? Toujours dans l'affirmative, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour assurer une plus grande sécurité des agents des forces de l'ordre intervenant dans les structures d'accueil?

4. En tout état de cause, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre afin d'améliorer la sécurité des structures d'accueil dans l'intérêt des habitants des quartiers

joints les structures d'accueil, mais surtout aussi des personnes qui résident dans les structures d'accueil?

Réponse (09.05.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. Il y a eu une centaine d'interventions dans les différentes structures d'accueil pour la période demandée. De manière générale, ce sont les structures d'accueil primaires où les services de police interviennent plus fréquemment par rapport aux autres structures d'accueil réparties sur le Grand-Duché de Luxembourg.

ad 2. En principe, toute constatation d'infraction qui fait naître un procès-verbal est dénoncée aux autorités judiciaires, qui elles décideront de la suite de l'affaire.

ad 3. Jusqu'à présent, la Police grand-ducale ne déplore pas d'agents grièvement agressés ou blessés par des réfugiés ou des demandeurs de protection internationale, mais le risque probable d'une atteinte à l'intégrité physique n'est pas à exclure, surtout lors des interventions dans les structures les plus fréquentées. La Police grand-ducale s'est ainsi dotée d'un concept d'intervention 24/7 réduisant le risque pour les policiers intervenant dans de telles structures, en faisant, le cas échéant, appel à des équipes de renfort immédiatement disponibles ou de réserve.

ad 4. Le maintien de la sécurité des structures d'accueil constitue un processus permanent dont s'occupent les départements ministériels et administrations en charge, le cas échéant en collaboration avec la Police grand-ducale.

Question 2912 (10.04.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **capital de la Banque centrale du Luxembourg (BCL):**

Dans sa réponse à notre question parlementaire n°2822, Monsieur le Ministre des Finances omet de répondre à toutes nos questions, dont notamment celle relative aux besoins de financement de la BCL.

Aux antipodes des déclarations de Monsieur le Ministre qui, dans sa réponse souligne la solidité financière de la BCL, le directeur général de la BCL soutenait encore à la mi-juin 2016 que «la très faible capitalisation de la BCL est incompatible avec la nécessité de couvrir de manière adéquate l'ensemble de ses engagements».

Par ailleurs, dans sa notation du pays d'octobre 2016, Fitch Ratings note:

«The potential recapitalisation of the central bank, which currently has the lowest capital ratio amongst Eurosystem central banks, is still in discussions and Fitch estimates this could cost the government 1% of GDP.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer les changements intervenus dans la capitalisation de la BCL depuis la mi-juin 2016 qui l'amènent à déceler une situation financière solide de celle-ci?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la BCL dispose du ratio de fonds propres le plus faible de la zone euro?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les besoins de financement de la BCL, tels que projetés par Fitch Ratings? Dans la négative, sur quelles estimations table-t-il?

Réponse (24.04.2017) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances:*

Il est un fait que le ratio de fonds propres de la BCL compte, ensemble notamment avec celui de la Deutsche Bundesbank, parmi les plus faibles de la zone euro. Il s'agit des banques centrales des seuls pays de la zone euro qui disposent encore d'une notation triple A des trois principales agences de notation de crédit.

Cette situation n'est pas nouvelle, tel qu'il en ressort par exemple des statistiques publiées dans le rapport annuel de la BCL pour l'année 2012.

Le fait qu'une banque centrale est faiblement ou fortement capitalisée ne permet pas de tirer des conclusions sur la stabilité financière du pays correspondant. Cette vue est d'ailleurs corroborée par les agences de notation de crédit qui accordent toutes au Luxembourg la notation AAA avec perspective stable, qui est la plus favorable.

Contrairement à ce que semblent suggérer les questions répétées des honorables Députés, il n'y a dès lors aucune urgence à procéder à une

augmentation du capital de la BCL. Les modalités et le moment opportun d'un renforcement des fonds propres de la BCL seront déterminés par le Gouvernement après conclusion des consultations avec la BCL. Dans cet esprit, il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter publiquement les déclarations que Monsieur le Directeur général de la BCL a faites vers la mi-juin 2016.

Par ailleurs, le Ministère des Finances n'a pas connaissance de la méthodologie utilisée par Fitch Ratings pour estimer les prétendus besoins de financement. Il tirera ses propres conclusions des consultations actuellement en cours avec la BCL.

Question 2913 (11.04.2017) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant l'**élargissement de l'autoroute entre la Croix de Gasperich et Helfenterbruck:**

Monsieur le Ministre vient de présenter le projet pour la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3 entre la frontière française et la Croix de Gasperich. Or, en 2015, dans sa réponse à une question parlementaire, Monsieur le Ministre avait annoncé que le Gouvernement entendait élargir à 2x3 voies l'autoroute entre Dudelange (A3) et l'échangeur Helfenterbruck (A6).

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre entend-il déposer un deuxième projet de loi concernant le financement de l'élargissement de l'autoroute entre la Croix de Gasperich et Helfenterbruck? Dans l'affirmative, est-ce qu'il existe un échéancier pour la réalisation de ces travaux?

- Sinon, est-ce que le projet de la mise 2x3 voies du tronçon entre la Croix de Gasperich et Helfenterbruck a été abandonné? Le cas échéant, quelles en sont les raisons?

Réponse (19.05.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le projet de la mise à 2x3 voies de l'autoroute A6 entre la Croix de Gasperich et l'échangeur de Helfenterbruck, qui comporte le réaménagement de la Croix de Cessange et l'élargissement et la réhabilitation du Viaduc de Helfenterbruck, est actuellement en étude et la section courante de ce projet fera l'objet d'une loi de financement séparée; l'échéancier de la réalisation des travaux en question n'est pas encore fixé.

Or, une première phase du projet consiste en le réaménagement sécuritaire de l'échangeur Helfenterbruck, dont les travaux débuteront dans les prochaines semaines; ces travaux ont été autorisés par la loi du 12 juin 2004.

Les activités économiques autour de l'autoroute A3, dont notamment le nouveau terminal intermodal et le parc logistique à Bettembourg-Dudelange, justifient une mise à 2x3 voies de l'autoroute A3/A6 (E25) de la frontière française jusqu'à l'échangeur Helfenterbruck; le projet de la mise à 2x3 voies de l'autoroute A6 entre la Croix de Gasperich et l'échangeur Helfenterbruck n'a donc pas été abandonné.

En effet, l'autoroute A6 au-delà de l'échangeur Helfenterbruck n'est principalement chargée qu'aux heures de pointe et la politique sur cette section d'autoroute est plutôt accentuée sur la mobilité durable en vue de réduire le trafic individuel des travailleurs frontaliers vers les centres d'activités et de développement (CDA) autour de la capitale. Ainsi, dans le cadre du Schéma de mobilité transfrontalière SMOT Luxembourg-Wallonie, plusieurs actions sont prévues d'être mises en œuvre. Parmi elles, je cite la planification de parkings relais P&R à Stockem, Windhof et Mamer. Du côté luxembourgeois, le parking P&R à Windhof est au stade d'une étude de faisabilité tandis que le P&R à la hauteur de l'échangeur Mamer-Capellen se trouve au stade de l'avant-projet détaillé. Ces projets de construction de P&R visent à recueillir les véhicules avant qu'ils n'accèdent à l'autoroute, le transport en commun pouvant alors assurer le transport de et vers les centres CDA.

D'autres mesures prévues sont une amélioration de la tarification transfrontalière ensemble avec les instances belges, allant de pair avec une modernisation de la ligne ferroviaire Luxembourg-Kleinbettingen-Arlon-Namur, ainsi qu'une amélioration et la coordination des lignes de bus. En outre, je souligne que l'expansion des lignes de tramway constitue une priorité absolue de la politique de mobilité. C'est ainsi qu'une ligne de tramway allant du pôle d'échange Place de l'étoile à Luxembourg-ville jusqu'à Mamer sera inscrite dans le projet de règlement grand-ducal en élaboration.

tion dans le cadre du Plan directeur sectoriel «Transports» (PST).

Question 2914 (11.04.2017) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **l'élargissement de deux à trois voies de l'autoroute A6 (Arlon-Luxembourg)**:

D'après le résumé des travaux du Gouvernement réuni en conseil du 5 avril 2017, le Gouvernement a avalisé le projet de loi relatif à la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3 entre la frontière française et la Croix de Gasperich, avec notamment l'ajout d'une voie de chaque côté et l'aménagement d'une bande d'arrêt d'urgence.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre songe-t-il également à élargir à 2x3 voies l'autoroute A6 entre Sterpenich et Helfenterbruck afin d'y augmenter la capacité de circulation?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la moyenne journalière de véhicules enregistrée en 2015 et 2016 à la hauteur de la frontière belge?

- Pour quelles raisons Monsieur le Ministre a-t-il entre-temps renoncé à procéder à la mise à 2x3 voies de l'autoroute E25 entre la Croix de Gasperich et Helfenterbruck?

- À quel stade se trouve la planification des autres mesures envisagées par le Gouvernement pour assurer la mobilité transfrontalière dans le corridor Arlon-Luxembourg?

Réponse (19.05.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Comme déjà mentionné dans ma réponse à la question parlementaire n°0446 du 7 août 2014, un élargissement de l'autoroute A6 à 2x3 voies au-delà de l'échangeur Helfenterbruck en direction d'Arlon ne fait actuellement pas partie du programme du Gouvernement. Tandis que les activités économiques autour de l'autoroute A3, dont notamment le nouveau terminal intermodal et le parc logistique à Bettembourg-Dudelage, justifient une mise à 2x3 voies de l'autoroute A3/A6 (E25) de la frontière française jusqu'à l'échangeur Helfenterbruck, l'autoroute A6 au-delà de l'échangeur Helfenterbruck n'est principalement chargée qu'aux heures de pointe et la politique sur cette section d'autoroute est plutôt accentuée sur la mobilité durable en vue de réduire le trafic individuel des travailleurs frontaliers vers les centres d'activités et de développement (CDA) autour de la capitale.

Pour connaître les charges de trafic sur le réseau routier et autoroutier, l'Administration des ponts et chaussées gère tout un système de comptage de trafic. Sur la voirie normale, environ 130 compteurs sont installés et le centre de Contrôle et information du trafic sur les autoroutes (CITA) exploite une batterie de l'ordre de 230 compteurs sur le réseau autoroutier. À base des données brutes produites par les compteurs, une modélisation de trafic, couvrant le réseau entier, est élaborée. En ce qui concerne le tronçon Sterpenich-Windhof (frontière), la moyenne était de 44.023 véhicules en 2015 et de 43.835 en 2016, les deux sens de circulation confondus (selon les comptages du CITA). On observe donc une légère diminution de 2015 à 2016 qui est due à une régression des véhicules utilitaires, le trafic de voitures particulières ayant toutefois augmenté.

Il n'est donc pas renoncé à l'élargissement de l'autoroute A6 entre la Croix de Gasperich et l'échangeur Helfenterbruck. Le projet de la mise à 2x3 voies de l'autoroute A6 entre la Croix de Gasperich et l'échangeur de Helfenterbruck est actuellement en étude et la section courante de ce projet fera l'objet d'une loi de financement séparée dont l'échéancier des travaux n'est pas encore fixé. Une première phase du projet consiste en le réaménagement sécuritaire de l'échangeur Helfenterbruck dont les travaux ont été autorisés par la loi du 12 juin 2004 et qui débiteront dans les prochaines semaines.

Pour assurer la mobilité transfrontalière dans le corridor Arlon-Luxembourg, mon ministère coordonne actuellement la planification de plusieurs mesures.

Dans le cadre du Schéma de mobilité transfrontalière SMOT Luxembourg-Wallonie plusieurs actions sont prévues d'être mises en œuvre. Parmi elles, je cite la planification de parkings relais P&R à Stockem/Viville, Windhof et Mamer. Du côté luxembourgeois, le parking P&R à Windhof est au stade d'une étude de fai-

sabilité tandis que le P&R à la hauteur de l'échangeur Mamer-Capellen se trouve au stade de l'avant-projet détaillé. Ces projets de construction de P&R visent à recueillir les véhicules avant qu'ils n'accèdent à l'autoroute, le transport en commun pouvant alors assurer le transport de et vers les centres CDA.

D'autres mesures prévues sont une amélioration de la tarification transfrontalière ensemble avec les instances belges, allant de pair avec une modernisation de la ligne ferroviaire Luxembourg-Kleinbettingen-Arlon-Namur, ainsi qu'une amélioration et la coordination des lignes de bus dans le corridor Arlon-Luxembourg.

D'autant plus, en collaboration avec le Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges, Monsieur Bellot, des mesures supplémentaires seront sous peu mises en œuvre pour promouvoir le transport en commun entre la Belgique et le Luxembourg. Ainsi, il est prévu qu'environ 1.000 emplacements de stationnement situés sur les P&R entre Namur et Arlon seront mis à disposition gratuitement aux abonnés de la SNCB et que le prix des abonnements transfrontaliers sera réduit. En plus, le P&R à Viville (Stockem) est prévu d'être mis en service pour 2020. Les détails devront encore être définis entre les opérateurs ferroviaires, à savoir la SNCB et les CFL.

En outre, je souligne que l'expansion des lignes de tramway constitue une priorité absolue de la politique de mobilité. C'est ainsi qu'une ligne de tramway allant du pôle d'échange Place de l'étoile à Luxembourg-ville jusqu'à Mamer sera inscrite dans le projet de règlement grand-ducal en élaboration dans le cadre du Plan directeur sectoriel «Transports» (PST).

Question 2915 (11.04.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **les accords bilatéraux avec le Portugal signés le 5 avril 2017**:

De 5. Abrëll 2017 war de portugisesche Premierminister António Costa mat enger grousser Delegatioun op enger offizieller Visitt zu Lëtzebuerg. Bei där Geleeeënheet sinn eises Wëssens fënnef bilateral Ofkommessen ënnerschriwwen, dorënner och en „mémorandum d'entente“ iwwert d'Promotioun vun der portugisescher Sprooch a Kultur, wéi an der Press ze liesen war.

An deem Zesammenhank wüllt ech dem Här Statsminister an deenen anere concernéierten Membere vun der Regierung dës Fro stellen:

1. Kënnen déi concernéiert Ministeren der Chamber - an der Antwort op dës Fro - all bilateral Ofkommessen zoukomme loosse, déi bei där Geleeeënheet ënnerschriwwen goufen?

2. Ginn dës Dokumenter, an engem zweete Schrack, der Chamber zur Ratifizéierung virgueluecht, esou wéi den Artikel 37 vun der Verfassung et verlaangt?

Réponse commune (12.05.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre de la Culture*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Wéi vum honorabelen Deputéierte richteg bemierkt, handelt et sech bei den Dokumenter, déi de 5. Abrëll ënnerschriwwen goufen, ëm Ofkommessen. Dës Accorde si vum Inhalt a vun der Form hier net als „Traité“ ze consideréieren a mussen deemom net nom Artikel 37 vun der Verfassung vun der Chamber ratifizéiert ginn.

D'Regierung ass awer selbstverständlech bereet, dës Accorden der Chamber, zum Beispill den zoustännegen Chamberskommissiounen, ze presentéieren a se do ze diskutéieren.

Question 2916 (11.04.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant **la pollution de la «Kaylbach»**:

Par voie de presse on apprend que lors de la dernière réunion du conseil communal de Kayl il a été question d'une pollution éventuelle du «Kaylbach» causée par une ancienne entreprise située sur le territoire de la commune française d'Ottange. Dans ce contexte, le conseil communal de Kayl a arrêté unanimement une motion invitant le Gouvernement français à entreprendre toutes les mesures nécessaires afin d'assainir le terrain industriel concerné. En outre, un appel a été lancé au Gouvernement

luxembourgeois pour soutenir les démarches des élus de la commune de Kayl.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Est-ce que Madame la Ministre a été informée de la décision du conseil communal de Kayl?

2. Est-ce que le «Kaylbach» a effectivement été pollué par une ancienne entreprise française?

3. Dans l'affirmative, quelles mesures Madame la Ministre entend-elle entreprendre afin de remédier à cette situation?

Réponse (15.05.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1. En date du 19 avril 2017, le Département de l'environnement a reçu une copie de la délibération du conseil communal de Kayl qui a appelé «le Gouvernement luxembourgeois de prêter main-forte aux communes luxembourgeoises potentiellement concernées par une pollution du „Kaylbach“ en invitant le Gouvernement français, par la voie diplomatique, à faire dépolluer le site en conformité avec la législation européenne et française».

Il est à noter qu'en cas de pollution accidentelle des eaux, les autorités françaises auraient dû en informer le Luxembourg via la plateforme Internet «INFOPOL MS» (INFO = information, POL = pollution, MS = Moselle-Sarre), mise en place en 2013 par les Commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS).

ad 2. L'Administration de la gestion de l'eau procède actuellement à une campagne de surveillance sur le «Kaylbach» afin de pouvoir juger de la situation. À ce stade, les résultats ne permettent pas de définir l'ampleur d'une éventuelle pollution.

ad 3. Les mesures éventuelles que l'Administration de la gestion de l'eau proposera de mettre en œuvre dépendront des résultats de la campagne de surveillance prémentionnée. Il reste à noter qu'en application de la directive cadre sur l'eau (DIR 2000/60/CE), il existe une obligation d'une coopération entre les États membres d'un bassin versant international. En cas de pollution avérée et significative, les autorités françaises auraient ainsi dû informer l'Administration de la gestion de l'eau d'un risque potentiel pour le «Kaylbach» sur le territoire luxembourgeois. Les autorités françaises seront contactées afin d'établir les raisons qui ont contribué au manquement de communication.

Question 2917 (12.04.2017) de **MM. Alexander Krieps, Gusty Graas et Edy Mertens** (DP) concernant **la lutte contre le viol**:

La Police grand-ducale vient de présenter les chiffres de la délinquance de l'année 2016. Bien que la délinquance générale ait diminué de 4,5% au Grand-Duché, le nombre de plaintes pour viols est passé de 68 en 2015 à 106 en 2016, soit une augmentation de 56%.

En France, les conclusions d'un récent rapport de Madame Flavie Flament et de Monsieur Jacques Calmettes ont d'ailleurs permis de réitérer publiquement la question de la prescription pénale des viols commis sur mineurs. Selon ce rapport, le délai actuellement en vigueur (20 ans à compter de la majorité de la victime) ne prendrait pas suffisamment en compte le fait que la victime mineure tarde souvent à dénoncer l'auteur de l'infraction, et que les victimes sont souvent muselées par la honte, la peur ou développent même une «amnésie traumatique».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Après la publication des chiffres de la délinquance de l'année 2016, quelles conclusions ont été tirées par Messieurs les Ministres? S'ils sont prouvés, comment lutter contre cette hausse significative du nombre de viols?

2. Messieurs les Ministres peuvent-ils se rallier aux conclusions du rapport susmentionné, notamment à une prolongation du délai de prescription pour viols à 30 ans après la majorité?

3. D'une manière générale, quelle est l'expérience des autorités judiciaires en ce qui concerne l'amnésie traumatique chez les victimes d'abus sexuels?

Réponse commune (11.05.2017) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1. Les chiffres énoncés dans la question parlementaire correspondent à ceux publiés par la Police grand-ducale à l'occasion de la présentation des chiffres de la délinquance en 2016. Ces chiffres reflètent une hausse du nombre de plaintes déposées en matière de viols auprès des unités de police.

Les autorités prennent ce phénomène très au sérieux et ces enquêtes sont menées par des enquêteurs spécialisés issus des services de recherche et d'enquête régionaux respectivement du service de police judiciaire.

Une lutte efficace contre cette infraction grave passe également par une adaptation régulière et une formulation adéquate de l'infraction de viol.

Le Luxembourg a ainsi modernisé en 2011 les différentes infractions à connotation sexuelle.

Les principales dispositions concernées sont:

1) l'attentat à la pudeur commis sans violence ni menaces et l'attentat à la pudeur commis avec violence ou menaces (articles 372 et 373 du Code pénal);

2) une formulation plus générale de l'infraction de viol (articles 375 et 376 du Code pénal);

3) l'exploitation sexuelle des mineurs (article 379 du Code pénal);

4) le commerce, la distribution ou l'exhibition publique de supports à caractère pornographique et la diffusion de messages à caractère violent et de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine (articles 383 et 385bis du Code pénal);

5) une nouvelle incrimination de la consultation sur Internet de contenus pédopornographiques (article 384 du Code pénal);

6) l'incrimination du fait de solliciter des enfants à des fins sexuelles (article 358-2 nouveau).

L'article 375 relatif au viol prévoyait avant 2011 trois situations qui représentent des cas de non-consentement. Un viol était en effet défini comme étant un acte de pénétration sexuelle commis soit à l'aide de violences ou de menaces graves, soit par ruse ou artifice, soit en abusant d'une personne hors d'état de donner un consentement libre ou d'opposer la résistance.

Une des difficultés majeures résidait dans l'administration de la preuve par la victime de l'absence de consentement exprimée selon un des trois modes énumérés à l'alinéa 1^{er} de l'article 375.

Le nouveau libellé de l'article 375 érige l'absence de consentement en élément constitutif de l'infraction de viol. Les trois cas de figure de non-consentement qui figuraient auparavant à l'article 375 sont maintenus à titre purement indicatif. Il s'ensuit que tous les cas de rapport sexuel non consenti tombent désormais sous le coup de l'article 375 du Code pénal.

ad 2. Il est renvoyé à la réponse donnée en date du 17 février 2017 à la question parlementaire de l'honorable Députée Nancy Arendt ayant le même objet.

Les chiffres communiqués par les autorités judiciaires et versés à l'appui de cette réponse renseignent que le nombre de prescriptions était réduit.

Il faut souligner que la situation a encore évolué suite à la modification de l'article 637 du CIC introduite par la loi du 27 février 2012. Depuis cette réforme, le délai de prescription de l'action publique de certains faits commis contre des mineurs ne commence à courir qu'à partir de la majorité de ces derniers.

Compte tenu de cette modification récente et des changements qu'elle a apportés, il n'est pas envisagé à ce stade de modifier l'actuel délai de prescription.

ad 3. Amnésie traumatique (partielle ou complète) ou amnésie dissociative sont des façons de protection logiques et des réflexes de survie face à de tels traumatismes d'enfance. Ces mécanismes de protection psychique agissent sur la mémoire et sur la perception de la réalité. Les souvenirs ne se connectent pas entre eux et ne sont pas reliés à la réalité de l'adulte. Des trous de mémoire (en ce qui concerne les amnésies partielles) et l'absence totale de mémoire (amnésie traumatique complète) face aux souvenirs traumatiques auront comme conséquence des lacunes d'éléments concrets, de dates, de lieux et de repères en tant qu'adulte. Le déni peut donc aller de l'oubli partiel à l'oubli total des faits (amnésie traumatique complète). Des travaux neurobiologiques



ont montré que cette amnésie traumatique est liée à une dissociation produite par des mécanismes neurobiologiques de sauvegarde qui ont été mis en place par le cerveau pour échapper au risque vital du stress intense produit par les violences. En effet, le stress intense entraîne une disjonction (au niveau limbique du cerveau) du circuit émotionnel et par conséquent une anesthésie émotionnelle et physique. À l'âge adulte, le contexte de l'agression et le mécanisme de sauvegarde restent activés et la dissociation continue. La mémoire traumatique pourra parfois être activée, mais elle sera anesthésiée et donc pas ressentie. La victime n'a pas accès aux événements traumatiques qui seront flous, indifférenciés comme irréels, sans connotation émotionnelle, ou soit même inaccessible, suivant l'intensité de la dissociation.

L'amnésie dissociative (traumatique) se trouve catégorisée dans le DSM: troubles dissociatifs (F44.0) du DSM (version actuelle DSM 5: Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux) et est reconnue comme trouble psychiatrique. Les victimes souffrant de troubles dissociatifs (comme p. ex. le trouble dissociatif de l'identité, F44.81 du DSM 5) sont amenées à faire face à une fragmentation de leur personnalité et souvent elles sont quasi dans l'impossibilité de pouvoir dénoncer les viols subis durant leur enfance durant un délai de dix à 20 ans après les faits.

Il importe de préciser, dans le cadre des faits où la victime porte plainte pour viol après échéance d'un délai prolongé, que les enquêteurs établissent malgré tout un rapport destiné aux autorités judiciaires indépendamment d'une éventuelle prescription de l'action publique pour des faits dénoncés.

Question 2918 (13.04.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant l'aide financière de la Commission européenne pour le renvoi de demandeurs d'asile qui ont été déboutés:

Selon une émission diffusée hier sur la radio 100,7, suite à l'attentat au camion bélier survenu à Stockholm le 7 avril, la Commission européenne s'engage à ce que les États membres puissent appliquer de manière conséquente le renvoi de demandeurs d'asile dont le droit à l'asile a été refusé. Pour ce faire, la Commission propose d'augmenter l'enveloppe budgétaire à un milliard d'euros prévue entre les années 2014 et 2020. Actuellement, le taux de retour des demandeurs d'asile, qui ont été déboutés de leur demande, s'affiche à environ 40%.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous dire si le Gouvernement luxembourgeois a déjà fait usage de ladite aide financière de la Commission européenne et, le cas échéant, à quelle hauteur s'élève le montant?
2. Monsieur le Ministre entend-il solliciter davantage cette aide financière à l'avenir?
3. Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le taux de retour des demandeurs d'asile qui ont été déboutés de leur demande au Luxembourg au cours des douze derniers mois?

Réponse (09.05.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

ad 1. L'aide financière à laquelle les honorables Députés font référence concerne l'enveloppe budgétaire mise à disposition des États membres dans le cadre du fonds «Asile, migration et intégration» (AMIF). Au Luxembourg, l'AMIF est géré par deux entités qui sont, d'une part, l'Office luxembourgeois pour l'accueil et l'intégration, agissant en tant qu'autorité responsable et qui met en œuvre des actions ayant trait à l'encadrement des demandeurs de protection internationale et à l'intégration des bénéficiaires du statut de réfugié et des ressortissants de pays tiers et, d'autre part, la Direction de l'immigration qui assure le rôle d'autorité déléguée et met en œuvre les actions concernant le traitement des demandes de protection internationale, de la migration légale et du retour.

Lors de la mise en place du programme national 2014-2020, l'enveloppe totale allouée au Luxembourg s'élevait à 7.160.577 €, dont 2.057.548 € pour le volet retour. L'augmentation de l'enveloppe budgétaire pour le fonds

AMIF en 2017 porte le montant alloué au volet retour à 2.398.813 € et le total du programme national à 7.938.900 €. À cette enveloppe s'ajoute d'ailleurs un montant de 5.677.000 € pour «cas spéciaux», montants forfaitaires alloués aux États membres dans le cadre des missions de réinstallation et de relocalisation.

En ce qui concerne l'utilisation du fonds AMIF dans le cadre d'actions relevant du volet retour, la Direction de l'immigration a pris jusqu'à ce jour des engagements à hauteur de 1.523.216 € et a dépensé 850.508 € en raison des cofinancements communautaires disponibles.

ad 2. L'enveloppe totale ayant été allouée au Luxembourg pour la période de 2014 à 2020, le Grand-Duché continuera à utiliser cette aide financière selon l'évolution des besoins nationaux en matière de retours.

ad 3. 430 personnes ont été déboutées de leur demande de protection internationale entre le 1^{er} mai 2016 et le 30 avril 2017. En parallèle, sur la même période, 311 retours ont eu lieu, dont 93 forcés et 218 volontaires. Il est néanmoins important de signaler que les personnes déboutées sur cette période ne correspondent pas forcément aux personnes retournées sur cette même période. En effet, les personnes disposent d'un délai de retour volontaire qui est en principe de 30 jours. Si le retour volontaire n'a pas lieu endéans ce délai, les démarches sont lancées en vue d'un retour forcé. Or, l'organisation de retours forcés, y inclus la coordination avec les pays d'origine, nécessite le plus souvent un travail en amont étalé sur des semaines, voire des mois, ce qui engendre un décalage entre l'ordre de quitter le territoire et l'exécution du retour.

Question 2919 (13.04.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant le patrimoine industriel:

Aus einem Pressebericht der gestrigen Ausgabe der Zeitung „Tageblatt“ ergibt sich, dass die „Amicale des hauts-fourneaux A et B de Profil-Arbed Esch-Belval“ sich anlässlich ihrer Jahresversammlung vergangener Woche äußerst kritisch gegenüber des anscheinend immer wieder in Betracht gezogenen Abrisses der Gebläsehalle und der Dynamozentrale ebenso wie der Wand- und Gasleitungen zwischen der Gebläsezentrale und dem Hochofen A auf Belval ausgesprochen hat.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Herren Minister für Kultur und für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Können die Herren Minister bestätigen, dass die Gebläsehalle und die Dynamozentrale sowie die genannten Leitungen auf Belval nach dem 8. Oktober 2017, also nach den Gemeindevahlen, abgerissen werden?

- Wenn nein, was gedenken die Herren Minister ggf. zu unternehmen, um die erwähnten industriellen Anlagen angemessen zu schützen? Werden die Vorschläge der Amicale, die sie dem Kulturministerium im Rahmen einer Unterredung im Jahre 2016 unterbreitet haben, zurückbehalten?

- Wenn ja, können die Herren Minister reell stichhaltige Argumente zu diesem eventuellen Abriss anführen, da, vergleichsweise, das Weltkulturerbe der Völklinger Hütte eine identische Gebläsehalle aufzuweisen hat? Wurde eine detaillierte Analyse seitens der Luxemburger Denkmalschutzbehörde erstellt?

- Sind die Herren Minister nicht der Ansicht, dass mit dem Abriss dieses Zeugnisses der Hochofenkultur ein wichtiges Kulturgut für die kommenden Generationen für immer zugrunde gerichtet würde? Würde die Zerstörung dieses industriellen Erbes der Luxemburger Geschichte sich nicht zudem negativ auf das Projekt Kulturhauptstadt Esch 2022 auswirken?

Réponse commune (10.05.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Von Seiten der Regierung wurde noch keine Entscheidung über den Erhalt oder Abriss der Gebläsehalle und der Dynamozentrale gefällt.

Entsprechend ist aktuell kein Abriss durch den Fonds Belval vorgesehen und müsste jedes Erhaltungs-, Restaurierungs- oder Neubauprojekt im Rahmen einer ganzheitlichen und kohärenten Gesamtbetrachtung des neuen funktionellen Stadtviertels, welches in Belval entsteht und in dem die schon restaurierten Elemente eine wichtige Rolle spielen, bedacht werden.

Die jetzige Regierung, so wie ihre Vorgängerinnen, haben sich entscheidend für den Erhalt

der Industrieanlagen eingesetzt, davon zeugt die Instandsetzung der Hochofenanlage und dessen Zugänglichkeit, integriert in ein komplexes zukunftsorientiertes Urbanisationskonzept.

Zu diesem Zeitpunkt sind wir nicht mit einer Anfrage hinsichtlich der Kulturhauptstadt Esch 2022 und der Gebläsehalle befasst.

Question 2920 (13.04.2017) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la procédure applicable au 113:

Récemment, le soussigné a été le témoin d'une violente altercation à Luxembourg-gare entre un jeune homme, qui se prétendait victime d'un vol de son téléphone portable, et une femme, la prétendue auteure du vol.

Ayant pris l'initiative d'appeler le 113 pour alerter la police, et après avoir clairement dit mon nom et fourni une description succincte de la situation, j'ai dû donner ma date de naissance, répéter l'adresse de l'altercation (que j'avais déjà donnée) et répondre à certaines questions auxquelles je n'étais évidemment pas en mesure de répondre (les personnes se connaissent-elles, depuis combien de temps dure l'altercation, de quelle nature est la dispute...).

Devant mon étonnement, il me fut répondu que cette manière de procéder était conforme aux instructions de la direction de la Police grand-ducale.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant de la procédure applicable au 113, qui peut absorber un temps précieux, alors qu'une infraction est en cours ou imminente?

2. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que de telles questions sont conformes aux instructions de la direction de la Police grand-ducale et en expliquer la raison?

Réponse (09.05.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. Tous les appels téléphoniques au n°113 sont reçus au Centre d'intervention national (CIN) de la Police grand-ducale. Lors de chaque appel nécessitant une intervention policière, le «calltaker» (CT) crée un incident au journal des incidents de la PGD et y enregistre, lors de sa communication téléphonique avec l'appelant, tous les faits portés à sa connaissance, ainsi que tous les renseignements nécessaires, dont notamment le numéro de téléphone, la date, l'heure, l'identité et l'adresse de l'appelant, sa position lors de l'appel ainsi que la nature des faits, le titre, une description détaillée du fait, la localisation et l'ambiance de l'intervention immédiate.

Pour qu'une intervention policière soit efficace, il est impératif que les CT du CIN recensent lors d'un appel d'urgence un maximum d'informations. Cette façon de travailler est d'application dans toute police moderne et garantit une intervention rapide et ciblée et donc un service optimal au citoyen.

ad 2. Cette procédure est conforme aux instructions de la direction de la Police grand-ducale. Les informations recueillies par le biais de ces questions permettent non seulement de confirmer plus facilement l'identité de l'appelant et ainsi d'écartier des abus, mais également de mieux évaluer la situation afin de diligenter une intervention adéquate de même que d'éviter des confusions. Dans le cas précis, la communication aurait duré environ trois minutes, ce qui ne dépasse pas les normes usuelles.

Question 2921 (13.04.2017) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant l'Institut d'histoire de l'Université du Luxembourg:

Laut engem Interview gëschter um „Radio 100,7“ fäerten d'Historiker vum Geschichtsinstitut vum der Uni Lëtzebuerg, datt wéinst Budgetkierzungen op der Uni zwee vu fënnf Léierstill an Zukunft net méi ersat ginn: ee fir déi Fréier Neizäit an ee fir d'Lëtzebuurger Transnational Geschicht. D'Geschicht géif domadder net méi komplett op der Uni Lëtzebuerg ofgedeckt ginn, wat net den internationale Standarden entsprécht.

Dofir wëll ech dem Här Minister fir Héichschoul a Recherche dës Froe stellen:

- Kann den Här Minister déi Situatioun confirméieren?

- Wa jo, a wëssend, datt d'Regierung ëmmer betount huet, datt d'Schafung vun engem Institut fir Zäitgeschicht net op d'Käschte vun historeschen Institut vum der Uni géif goen, mä béides komplementar wier, misst senger Meinung no d'Regierung net hir Verantwortung iwwerhuelen a sech am Conseil vum der Uni Lëtzebuerg derfir asetzen, datt d'Geschicht weider komplett ofgedeckt gëtt an noutfalls déi Suen dofir op den Dësch leeën?

Réponse (08.05.2017) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dese Präzisionen, déi sech gréisstendeels op Informatiounen vum der Uni Lëtzebuerg baséieren.

Als Éischt wëll ech kloerstellen, dass de globale Budget vum der Uni tëscht 2016 an 2017 vu ronn 212 op 224 Milliounen Euro eropgeet. Zielt een och nach dozou déi 10,5 Milliounen Euro Reserven, déi kënnen genotzt ginn, da sinn dat 2017 10% méi Ausgabe par rapport zum Joer 2016.

Den Informatiounen vum der Uni Lëtzebuerg no gëtt déi intern Proposition fir de Véierjoresplang 2018-2021 eréischt ausgeschafft, an dofir sinn och nach keng Decisiounen gefall, wat déi geplangten Evoluitioun vun deene verschiddenen Domänen betrëfft. Hei ass och ze bemerken, dass am „contrat d'établissement pluriannuel“ tëscht dem Stat an der Universitéit déi generell Politik, strategesch Choixen, Objektiv, Aktivitéiten am Héichschoul- a Fuerschungsberäich, finanziell Mëttele an Effektiv festgeluecht ginn, awer keng Einzelposten an deene verschiddenen Domänen.

Wat déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwate Situatioun a puncto Léierstill a Posten an de Geschichtswëssenschaften ubelaangt, esou muss een ënnerscheeden zwëscht Professoren, déi vum Geschichtsinstitut vum der FLSHASE an den nei geschafene Centre interdisciplinaire IHTP wiesselen, engersäits, a Professoren, déi hir Pensiounsuspréich geltend maachen, anerersäits.

Wat d'Professoren, déi hir Pensiounsuspréich geltend maachen, ubelaangt, esou ass et un dem Rektorat an dem Conseil de gouvernance vum der Uni ze decidéieren, ob si ersat ginn oder net, an dëst géllt fir all d'Professorsposten, onofhängeg dovun, ob et sech ëm e Professor mat Beamtestatut handelt oder ëm e Professor, deen nom Privatrecht agestellt gouf.

Unni dass ech an déi pädagogesch wëssenschaftlech Autonomie vum der Universitéit wëll agräfen a scho quier net mech ëm de Rekrutement vun eenzelne Proffe këmmere wëll, kann ech awer bemerken, dass et am Prinzip weiderhi méiglech ass, dass Historiker, déi de Statut vun engem Fonctionnaire hunn an also an de Grënnungsjoren aus dem Enseignement secondaire op d'Uni gewiesselt woren, duerch Historiker mat Beamtestatut ersat ginn, déi eng Decharge kréien, fir op der Uni zur Léier a Fuerschung bäizedroen.

Question 2922 (13.04.2017) de **MM. Gilles Baum** et **Claude Lamberty** (DP) concernant la formation dans les établissements pénitentiaires:

La formation générale et professionnelle joue un rôle essentiel en vue de la libération et de la resocialisation des détenus. En effet, il est communément admis qu'une formation accomplie en milieu pénitentiaire est souvent un premier pas vers une participation plus active au sein de la société, améliore les perspectives pour l'avenir et contribue ainsi à la prévention de la récidive des personnes incarcérées.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- 1) Combien de personnes détenues se trouvent actuellement sous surveillance électronique (FSE) leur permettant de suivre une formation?
- 2) Quelles formations sont actuellement offertes en milieu pénitentiaire?
- 3) Est-ce que l'offre est régulièrement adaptée en fonction de l'offre et de la demande du marché de travail luxembourgeois?
- 4) Combien d'enseignants dispensent actuellement ces cours? Est-ce que l'IFEN offre des formations continues spécifiques adaptées aux enseignants employés dans le milieu carcéral?
- 5) Qu'en est-il des cours à distance pour personnes détenues?
- 6) Combien de personnes détenues ont accompli avec succès leur formation au cours des cinq dernières années?



Réponse commune (02.06.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

ad 1) Personnes sous surveillance électronique
Actuellement, 26 personnes se trouvent sous surveillance électronique (17 hommes et 9 femmes). Parmi ces personnes, une seule personne suit un apprentissage adulte dans le cadre de son inscription en tant que chômeur à l'ADEM.

ad 2) Offre de formation
Le Service enseignement et formation des centres pénitentiaires de l'État (SEF) offre des cours d'enseignement général (de base) et des cours permettant de préparer les détenus à une formation de l'enseignement secondaire technique.

Des formations professionnelles conduisant à un diplôme d'aptitude professionnelle (DAP) ou à un certificat de capacité professionnelle (CCP) ne peuvent être offertes actuellement au centre pénitentiaire de Luxembourg. Néanmoins le centre pénitentiaire de Luxembourg s'efforce à offrir aux détenus des cours de base dans les ateliers. Ainsi, douze détenus du centre pénitentiaire de Luxembourg ont obtenu les cinq dernières années un certificat d'initiation au métier de cuisinier ou ont suivi avec succès des cours de base en hygiène alimentaire. Au centre pénitentiaire de Givenich, 36 détenus ont été sanctionnés par un certificat d'initiation dans les ateliers cuisine, agriculture, peinture et nettoyage.

ad 3) Adaptation de l'offre
L'offre du SEF s'adapte en premier lieu aux apprenants qui ont prioritairement des besoins au niveau de la formation de base. La plupart des apprenants n'ont pas les compétences nécessaires pour entamer une formation professionnelle.

Concernant la formation dans les ateliers, il est difficile de l'adapter, vu l'infrastructure existante. Cette situation est une des raisons pour lesquelles le centre pénitentiaire de Luxembourg fera l'objet de travaux de restructuration et de rénovations importantes qui sont actuellement en cours de préparation.

ad 4) Enseignants et maîtres d'enseignement
Neuf enseignants sont détachés du Lycée technique du centre (LTC) respectivement du Lycée technique Joseph Bech (LTJB) pour les besoins du Service enseignement et formation des centres pénitentiaires. S'y ajoutent cinq enseignants venant de l'extérieur dans le cadre de la formation des adultes. Tous ces enseignants ont accès aux formations de l'IFEN.

Dans les ateliers du centre pénitentiaire de Luxembourg travaillent neuf maîtres d'enseignement, quatre travaillent au centre pénitentiaire de Givenich. Ceux-ci ne suivent actuellement pas de cours auprès de l'IFEN.

Il est pourtant envisagé d'ouvrir les formations de l'IFEN pour les maîtres d'enseignement des deux centres pénitentiaires et d'organiser également des formations spécifiques pour l'ensemble des intervenants ci-dessus.

ad 5) Enseignement à distance
Toute personne détenue peut avoir recours à des systèmes d'enseignement à distance. Le SEF peut être sollicité lors de problèmes spécifiques rencontrés en cours de formation et pour des séances de soutien pédagogique. L'offre se limite à des cours imprimés et des échanges par courrier conventionnel. Force est de constater que de plus en plus d'offres de formations à distance requièrent une connexion Internet et des échanges par voie électronique. Ce volet sera également analysé dans le cadre de la réforme pénitentiaire afin de déterminer les modalités adéquates à mettre en œuvre, compatibles avec les contraintes d'un centre pénitentiaire.

Les détenus ont profité les dernières années des offres de formation à distance des prestataires suivants:

- Auxilia
- Chambre de commerce (CC)
- Chambre des salariés (CSL)
- Université de Franche-Comté à Besançon
- Université de Lille
- Université de Lorraine: DAEU

ad 6) Inscriptions aux formations et certifications
CPL: Centre pénitentiaire de Luxembourg
CPG: Centre pénitentiaire de Givenich
2011-2012
15 mineurs: 13 garçons et 2 filles
CPL: 325 hommes et 36 femmes

50 certificats
CPG: 89 hommes et 7 femmes
33 certificats
16 candidats pour la 9^e dont 6 accès CCP et 4 accès DAP

45 inscriptions CSL (enseignement à distance avec la chambre des salariés)
Formation Professionnelle: 1 CITP cuisine, 1 CITP garage, 1 CATP cuisine

2012-2013
14 mineurs: 9 garçons et 5 filles
CPL: 337 hommes et 19 femmes
107 certificats
CPG: 90 hommes et 9 femmes
26 certificats
12 candidats pour la 9^e dont 6 accès CCP et 1 accès DAP

1 inscription au DAEU à Metz, 17 inscriptions CSL
2013-2014
20 mineurs: 15 garçons et 5 filles
CPL: 370 hommes et 30 femmes

83 certificats
CPG: 110 hommes et 7 femmes
19 certificats
15 candidats pour la 9^e dont 7 accès CCP et 1 accès DAP

6 inscriptions Auxilia, 1 inscription CC (Chambre de commerce), 11 inscriptions CSL, 1 inscription à l'Université de Lille
2014-2015
7 mineurs: 6 garçons et 1 fille
CPL: 329 hommes et 17 femmes

103 certificats
CPG: 103 hommes et 7 femmes
42 certificats
11 candidats pour la 9^e dont 4 accès CCP et 3 accès DAP

2 inscriptions Auxilia, 4 inscriptions CC, 18 inscriptions CSL, 1 inscription Université de Franche-Comté à Besançon
2015-2016
8 mineurs: 8 garçons
CPL: 320 hommes et 25 femmes
132 certificats
CPG: 121 hommes et 11 femmes

54 certificats
10 candidats pour la 9^e dont 5 accès CCP
2 inscriptions Auxilia, 2 inscriptions CC, 9 inscriptions CSL, 1 inscription Université de Franche-Comté à Besançon

Question 2923 (14.04.2017) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant **l'organisation de l'examen de fin d'études secondaires**:

Comme l'indique la brochure portant sur l'organisation de l'examen de fin d'études secondaires de 2017, les épreuves orales devront désormais avoir lieu avant les épreuves écrites. Ainsi, il est prévu que les examens oraux se déroulent du lundi 24 avril 2017 au samedi 6 mai 2017 pour les épreuves linguistiques hormis le français et le latin en section A, alors que la fin des enseignements et l'arrêt des devoirs en classe n'est prévue que pour le 19 mai 2017. Le calendrier des épreuves écrites débute le 24 mai 2017 jusqu'au 12 juin 2017, comprenant une période de congé entre les 3 et 11 juin 2017.

Cette modification du calendrier des épreuves semble contraire à la réglementation exposée dans la brochure mentionnée, laquelle indique que «L'épreuve orale est une épreuve à part qui dans certaines branches vient s'ajouter aux épreuves écrites.» (p. 23). De plus, elle s'oppose au point 9 de l'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006, en ne permettant probablement pas aux élèves de composer dans toutes les branches prévues au programme avant le commencement des épreuves orales.

Selon des informations obtenues de la part d'enseignants de l'enseignement secondaire, le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 modifiant le calendrier des épreuves du secondaire serait un acte de violation du principe de la non-rétroactivité. Ainsi, les élèves de la promotion 2017 courraient le risque d'obtenir un diplôme non-valable, car en cas de recours juri-

dique par des élèves et/ou parents désabusés, le tribunal d'administration pourrait exprimer une annulation du règlement du 8 mars 2017. Dans sa réponse à une question parlementaire posée par la fraction CSV, Monsieur le Ministre a réfuté ces hypothèses, sans donner une véritable preuve du contraire.

En conséquence, je demande à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse de s'expliquer sur plusieurs points:

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quand et pour quelle(s) raison(s) la décision d'une modification du calendrier des épreuves a été prise?

2) Monsieur le Ministre peut-il préciser quels ont été les avis des syndicats compétents, de la délégation des enseignants, de la confédération nationale des étudiants et du collège des directeurs, voire d'autres partenaires engagés dans les discussions?

3) Existe-t-il des procès-verbaux de ces discussions avec les différents partenaires?

4) Le fait de choisir les dispenses après avoir passé toutes les épreuves orales n'engendrerait-il pas un surplus de travail par rapport au calendrier précédent?

5) Les résultats à l'oral pouvant, selon le point 2 de l'article 12 du règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006, être «ajustés à la moyenne arithmétique des notes obtenues lors des devoirs du semestre (...) en comptant pour 25 pour cent de la note semestrielle.», Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que les élèves devront disposer d'un temps adéquat à la préparation de ces épreuves et bénéficier d'ores et déjà de leur note semestrielle?

Réponse (03.05.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Dans le cadre des accords de médiation intervenus le 31 juillet 2015 entre l'Intersyndicale et le Gouvernement, il a été convenu que mon Ministère «s'engage dans une démarche visant à allonger la durée des cours en classes terminales d'une à deux semaines de plus par rapport au 15 mai en classes de 1^{er} et 13^{es}», ceci afin d'éviter l'application d'un coefficient correcteur à partir de la rentrée 2016-2017. C'est dans cette optique que mes services ont revu les procédures et la planification des examens de fin d'études secondaires et secondaires techniques.

Le calendrier de l'examen de fin d'études secondaires et secondaires techniques de la session 2017 est le résultat d'une vaste concertation. Plusieurs réunions ont eu lieu avec les organes représentatifs des principaux partenaires scolaires:

- Collèges des directeurs: 21/07/2016 (ES/EST), 05/10/2016 (ES/EST), 18/10/2016 (ES);
- Intersyndicale: 13/09/2016;
- Conférence nationale des élèves (CNEL): 30/09/2016.

Elles ont permis de trouver un consensus entre les parties concernées.

Le choix des oraux dans l'enseignement secondaire a traditionnellement lieu à la fin du 1^{er} semestre. Il n'y a donc pas de changement pour cet ordre d'enseignement.

Le choix définitif des épreuves orales et des dispenses dans l'enseignement secondaire technique a été avancé au 4 avril 2017 afin de permettre aux lycées de planifier les épreuves qui ont lieu immédiatement après les vacances de Pâques.

Comme l'élève ne peut passer une épreuve orale que dans une branche dont il n'est pas dispensé, le délai pour le choix des dispenses a été fixé à la même date. Il est un fait que la majorité des élèves choisissent leurs dispenses bien avant la période des examens, de sorte que les nouveaux délais ne posent pas problème et ne constituent guère de contrainte, ni pour les élèves ni pour les directions.

Dans le but de laisser une latitude optimale aux élèves, mes services ont cependant rappelé le 22/03/2017 aux directions des lycées que «dans l'intérêt des élèves, [...] des modifications de ces choix peuvent encore être autorisées jusqu'au 19 mai 2017, ceci dans la mesure où elles sont compatibles avec le choix des épreuves orales de la première période».

Quant au point 5 de la demande de l'honorable Député, il a été retenu que seules les épreuves ne nécessitant pas de préparation spéciale de la part des élèves auraient lieu avant le début des épreuves écrites. L'évaluation, dans ces branches, porte sur des compétences et connaissances développées au cours de la scolarité. C'est à dessein que les épreuves nécessitant une préparation ont été placées à la suite des épreuves écrites. J'estime que le fait

de ne pas connaître la note semestrielle n'a pas d'incidence sur le résultat final.

Question 2924 (14.04.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant **les structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale**:

Ech wëll dem Här Minister fir dauerhaft Entwécklung an Infrastrukturen, dem Här Minister fir Immigratioun an der Madamm Minister fir Integratioun eng Rëtsch Froe stellen, wat d'Entwécklung bei Containerdierfer fir Migranten zu Stengefort, zu Jonglënster an zu Mamer ugeet.

- Wat sinn d'Intentionne vun der Regierung, wat d'Containerduerf zu Stengefort ugeet? Plangt si nach ëmmer un engem Containerduerf op der Plaz hannert dem „Park & Ride“ zu Stengefort, fir do Migranten (DPI oder BPI) ënnerzebréngen? Wa jo, ënner wéi enger Form a mat wéi enger Prozedur? Wat soll genee mat dem Terrain geschéien? Ass eventuell och nach un eng aner Plaz an der Gemeng Stengefort geduecht ginn, fir e Containerduerf oder aner Opnamstrukture fir Migranten anzerichten?

- Am Laf vun den Diskussiounen, fir e Containerduerf zu Stengefort opzerichten, huet d'Regierung ëmmer nees ënnerschiddlech Ukënnung gemaach. Am Ufank sollte 600 Container op Stengefort kommen, eng Zuel, déi am Laf vun der Zäit ëmmer nees revidéiert gouf. Wat sinn déi aktuell Virstellungen? Wéi wëllt d'Regierung hir Kommunikatiounspolitik géint iwwer de Stengeforter Leit verbessern?

- Wat ass d'Position vun der Regierung zu dem, fir dat Containerduerf relevanten, POS zu Stengefort? Wëllt si e bäibehalen, trotz engem Gerichtsuerteel, dat festgehalen huet, datt, fir datt de POS hätt kënnen a Konformitéit zur Legislatioun sinn, den zoustännegen Autoritéite vum Ufank vun der Prozedur un hätt missen en Dossier mat enger déif gräifender Ëmweltstudie virgeluecht ginn?

- Ass et richtig, datt elo, nodeems d'Regierung de Prozess géint eng Stengeforter Biergerinitiative verluer huet, si zwar de POS wëllt zréckzéien, awer net de Reklassement vun dem betroffenen Terrain? Ass d'Regierung net där Meinung, datt si misst, ënner deenen aktuelle Konditiounen, souwuel de POS wëllt och de Reklassement vun dem Terrain zréckzéien?

- Ass et richtig, datt d'Regierung e Reglement iwwer e POS ugeholl huet, ouni e Gerichtsuerteel an enger lafender Prozedur ofzawaarden, déi d'Legalitéit vun där rechtlecher Basis, op där dat Reglement baséiert, iwwerpréift? Kann esou e Virgoen net zu engem Domino-Effekt féieren, dee sukzessiv d'Illegalitéit vun allen Decisiounen erbäiféiert, op deenen de Bau vun engem Containerduerf zu Stengefort baséiert? Wår et dowéinst net méi richtig gewiescht, dat Uerteel ofzawaarden?

- Opground vu rezenten Aussoe vun engem Regierungsmember um Radio, déi zu ënnerschiddlechen Interpretatiounen kënnen féieren, wëllt ech froen, wéi vill Leit, déi BPI oder DPI sinn, am Abléck schonn zu Stengefort ënnerbruecht sinn, onofhängeg vun der rechtlecher Natur vun där Struktur, an där si wunnen? Kann d'Regierung ofschätzen, wéi sech déi Zuelen duerch d'Famillenzesummeféierung kënnen entwéckelen?

- Wéi positionéiert sech d'Regierung aktuell zu de Containerdierfer zu Mamer an zu Jonglënster? A wéi engem Stadium sinn déi respektiv Prozedure vun deenen op deene Plaze geplangten Infrastrukturen?

Réponse commune (22.05.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile*:

Iwwert de Wee vun enger parlamentarescher Fro freet den Deputéierte Fernand Kartheiser Informatiounen iwwert d'Opfangstrukture fir Demandeurs de protection internationale (DPI) zu Stengefort, Jonglënster a Mamer.

Am Ufank sollten all déi Opfangstrukturen fir DPI, déi iwwert de Wee vun engem „Plan d'occupation du sol“ (POS) gebaut sollte ginn, bis zu 300 Personnen ophuele kënnen. D'Regierung huet sech awer deemools d'Méiglechkeet virbehalen, fir - am Fall vun absoluter Drénglechkeet an op Basis vun enger Decisioun vun der Regierung - d'Unzuel u Better hiewen ze kënnen.

Zu kengem Zäitpunkt ass vu 600 Container geschwat ginn, mä vu Strukturen déi 300, an a Fäll vun engem Enkpass, bis zu 600 DPI kënnen opgehelen.

Wat d'Kommunikationpolitik vun der Regierung ugeet, sou huet am September 2015 eng éischt Informationsversammlung an der Gemeng mam Innenminister Dan Kersch stattfonnt. An där Reunioun goufen d'Leit informéiert, dass op hirem Territoire, um Site südlech vum P&R, ugeduecht wier, eng Opfangstruktur iwwer de Wee vun engem POS opgeriichten. Am Oktober krut d'Gemeng ee Courier an et gouf a véier verschiddenen Dageszeitunge publizéiert, dass d'Regierung amgaange wier, ee POS fir de Bau vun enger Opfangstruktur auszeschaffen. Am November gouf doropshin eng Enquête publique lancéiert, während där d'Pläng an hirem Integralitéit vun interesséierte Bierger gekuckt konnte ginn a si hir Observatioune konnten erreechen. An deem Kontext huet am Dezember 2015 eng Informationsversammlung mat de Ministere Corinne Cahen, François Bausch a Claude Meisch stattfonnt. Am März 2016 war d'Enquête publique ofgeschloss. Déi op d'Observatioune vun der Gemeng an hire Bierger ugepasste Pläng goufen dunn am Juli 2016 an déi reglementaresch Prozedur ginn. Well d'Urgence am Kader vun der reglementarescher Prozedur decidéiert gouf, konnt de POS schonn Enn August als obligatoresch erkläert ginn. Weinst der reduzéierter Unzuel u Wunnraum an engem relativ konstanten Afflux vun DPI huet d'Regierung misse sou séier wéi méiglech d'Méiglechkeet schafen, nei Strukturen opze-richten.

Nodeems am September dunn d'Verwaltungsgericht d'Decisioun, keng weider Umweltstudien ze maachen, annulléiert huet - wouduerch de POS net méi ëmgesat ka ginn - sollt d'Reglement vum POS als logesch Konsequenz abrogéiert ginn. Dëst ass awer net noutwendeg, well d'Verwaltungsgericht souwiso d'Reglement bannent kierzester Zäit wäert annulléieren. Dee Moment trëtt erëm den initiale PAG a Kraaft.

Am Oktober 2016 hu mir eis du mat der Gemeng zesummesat, fir ze kucken, wat mir fir Méiglechkeeten hunn a wéi mir déi Situatioun kënnen léisen.

Wat de POS zu Stengefort ugeet, sou waarde mir d'Uerteeler vum POS Jonglënster a Mamer of, bis weider reglementaresch Schrëtt ënnerholl ginn. An der Tëschenzäit hu mir awer den urspréngleche Projet un d'Requêt vum der Gemeng ugepasst, dat heescht, dass elo eng méi durabel Struktur fir bis zu 100 Leit geplangt ass. D'Umweltstudie fir den adaptéierte Projet sinn och schonn ofgeschloss.

Parallèll zu dësen Upassunge sinn och Gesprécher mat der Gemeng gelaf, fir den Terrain eventuell iwwer Modification ponctuelle vum PAG ëmzekeréieren.

Bis elo ass nach keng aner Plaz an der Gemeng Stengefort ugeduecht fir Opfangstrukture fir DPI.

D'POS DPI zu Jonglënster an zu Mamer sinn den 23. März 2016 respektiv de 5. Abrëll 2016 per Règlement grand-ducal obligatoresch erkläert ginn. Och do waarde mir, bis an de lafende Gerichtsaffäre Gewësseheet besteet, ier mir mam Bau vun den eenzelen Infrastrukturen ufänken.

Momentan sinn an der Gemeng Stengefort 26 „Demandeurs de protection internationale“ (DPI) an „Bénéficiaires de protection internationale“ (BPI) a Struktüre vum OLAI ënnerbruecht.

Et ass generell net méiglech ofzeschätzen, wéi d'Zuele sech entwéckelen, dofir ass och d'Zuel vun Demandé fir Familienzusammenführung net méiglech virauszugesinn.

Question 2925 (18.04.2017) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **culture des asperges**:

Il va sans dire que la culture des asperges constitue une chance pour diversifier l'offre de produits agricoles venant de nos contrées tout en générant des revenus complémentaires pour les entreprises agricoles qui sont prêtes à varier davantage leur production.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1) Monsieur le Ministre peut-il présenter des statistiques concernant le développement de la culture des asperges au Luxembourg?

2) Combien de producteurs ont décidé de s'investir dans ce domaine? Combien d'emplois en dépendent et quel est le chiffre d'affaires total en la matière? Quelles sont les régions préférées pour cultiver des asperges au Luxembourg?

3) Par quels instruments les pouvoirs publics soutiennent-ils la production d'asperges?

Réponse (26.05.2017) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

ad 1) La culture d'asperges blanches n'est pas très répandue au Luxembourg.

Il faut noter que ce n'est que dans les dernières années que la production commerciale s'est développée dans notre pays, et elle continue d'augmenter progressivement d'année en année.

En 2016 la surface totale déclarée cultivée en asperges a atteint environ huit hectares et au cours de ce printemps trois hectares d'asperges supplémentaires viennent d'être plantés.

ad 2) Actuellement ce sont essentiellement deux entreprises agricoles qui se sont lancées dans cette culture.

En 2006, la famille Hoffman s'est lancée en installant un premier champ d'asperges dans les sols sableux du plateau de Hunsdorf.

L'Oesling n'est certainement pas une région traditionnelle pour la culture des asperges. Ceci n'a cependant pas empêché deux agriculteurs, Luc Hoffmann et Berny Schroeder, associés de la société Legulux, de relever le défi de produire des asperges sur les plateaux ardennais.

Il est difficile de préciser combien d'emplois sont générés par cette culture. Mise à part la saison de récolte, les travaux culturaux peuvent s'intégrer dans les autres activités agricoles des exploitants. Le besoin intense en main-d'œuvre se situe au moment de la récolte. Si pour un hectare de culture d'asperges il faut consacrer grossièrement 200 heures par an pour la conduite de la culture, le besoin en main-d'œuvre pour la récolte arrive au triple, c'est-à-dire environ 600 heures. Une fois que la surface de production devient plus importante, il s'avère nécessaire de recourir à des travailleurs saisonniers pour assurer la récolte.

Par rapport aux grandes régions de production européennes, la production nationale a de sérieux désavantages liés aux facteurs suivants: les conditions climatiques ne sont pas optimales, les sols sont moins favorables et le coût de la main-d'œuvre est élevé. Ceci résulte dans un début de saison plus tardif, un rendement en asperges par hectare nettement inférieur et finalement à des coûts de production plus élevés.

Mais la production nationale a aussi des atouts qu'il faut mettre en évidence.

Il va sans dire que les rendements maxima en quantité à l'hectare ne sont guère synonyme d'une meilleure qualité, que ce soit au niveau de la consistance ou au niveau de la saveur. Dans ce contexte, il faut aussi souligner qu'un des facteurs majeurs intervenant dans la qualité de ce produit est la fraîcheur. Sur ce point, les asperges luxembourgeoises sont imbattables: récoltées aujourd'hui, les asperges peuvent être disponibles dans les restaurants ou les supermarchés le lendemain. Seul l'achat directement auprès du producteur pourrait encore raccourcir ce délai.

Un facteur clé pour la réussite commerciale en matière de production d'asperges à plus grande échelle au Luxembourg est un partenariat loyal et durable entre le producteur et le distributeur, que ce soit une chaîne de supermarchés ou un grossiste. Ce dernier doit être à même de valoriser au mieux ces asperges luxembourgeoises de haute qualité.

Il n'appartient pas au Ministre de l'Agriculture de divulguer des chiffres commerciaux confidentiels tels que le chiffre d'affaires de deux entreprises individuelles. Mais le fait que nos producteurs agrandissent continuellement leurs surfaces de production est probablement un bon indicateur sur la rentabilité de cette culture pour ces agriculteurs. Il faut noter que de tels résultats positifs n'étaient pas évidents au début de cette aventure.

Il est difficile de parler de régions préférées pour cultiver les asperges au Luxembourg. Cependant il est essentiel de cultiver ces plantes sur des sols assez profonds, avec peu de cailloux, pas trop lourds et bien drainés.

ad 3) En ce qui concerne le soutien des pouvoirs publics, la production d'asperges peut bénéficier des aides à l'investissement que ce soit pour l'achat de machines utilisées dans la production dans les champs ou pour les investisse-

ments relatifs au conditionnement de ces légumes. La prime pour l'entretien du paysage et de l'espace naturel pour les productions maraichères est accordée aux producteurs d'asperges qui s'engagent notamment à respecter une fumure azotée raisonnée dans leur culture.

Question 2927 (18.04.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **référendum en Turquie**:

Déi tierkesch Zeitung „Hürriyet“ mell, datt méi wéi 9.000 tierkesch Statsbierger hir Stëmm op der tierkescher Ambassade zu Lëtzebuerg ofginn hätten. Well awer nëmme 571 wahlberechtigt tierkesch Bierger zu Lëtzebuerg registriert wäeren, kéim déi héich Zuel doduerch zustanen, datt Tierken aus den Nopeschregiounen op Lëtzebuerg wéile komm wäeren.

No Artikel 7 vun der Wiener Konsularrechtskonvention vun 1963 ass dat problematesch. Et géif bedéngen, datt d'„Circonscription consulaire“ vun de konsularesche Funktioune vun der tierkescher Ambassade zu Lëtzebuerg mam Accord vu Lëtzebuerg an deene betraffene Staten ausgedeeent gi wär, an dat no enger formeller Notifikatioun duerch déi tierkesch Ambassade.

Hei ass den Artikel 7 vun der Wiener Konsularrechtskonvention vun 1963:

«Exercice de fonctions consulaires dans un État tiers

L'État d'envoi peut, après notification aux États intéressés, et à moins que l'un d'eux ne s'y oppose expressément, charger un poste consulaire établi dans un État d'assumer l'exercice de fonctions consulaires dans un autre État.»

Dowéinst wéilt ech dem Här Ausseminister dës Froe stellen:

1. Huet déi lëtzebuergesch Regierung Erkenntnisser doruwwer, wéi vill tierkesch Statsbierger zu Lëtzebuerg ofgestëmmt hunn a vu wou déi Leit koumen?

2. Huet déi tierkesch Ambassade eng Notifikatioun no Artikel 7 vun der Konsularrechtskonvention offiziell virgeholl an, wa jo, wéini an a wéi enger Form?

3. Wéi huet Lëtzebuerg dorop reagiert?

4. Wéi hunn eis concernéiert Nopeschstaten dorop reagiert?

Réponse (04.05.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. Neen, d'Regierung huet déi Informatiounen net.

ad 2. An der Note verbale, déi d'tierkesch Ambassade de 24. Februar un den Ausseministère gerichtet huet, fir déi néideg Sécherheetsmoosnamen unzefroen, fir de gudde Verlaf vum Référendum zu Lëtzebuerg ze garantéieren, war keng explizit Indikatioun enthalen iwwer d'Residenz vun den tierkesche Wieler. Hei sief och ze bemierken, dass d'Opstelle vun de Wahlurnen am enke Sënn net onbedéngt eng formell Ausdeening vum Konsularbezirk erfuert fir sämtlech konsularesch Fonctiounen, déi ënnert den Artikel 5 vun der Konsularrechtskonvention falen. Esou Operatioune kënnen plazeweis och an net konsularesche Lokaler ofgehale ginn. Zudeem sinn an dësem Fall keng konsularesch Fonctiounen an Drëttlänner exercéiert ginn.

ad 3. D'lëtzebuergesch Regierung huet deemno net op esou eng Notifikatioun reagiert.

ad 4. D'Nopeschstaten hunn deemno och net reagiert.

Question 2928 (19.04.2017) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant les **heures d'ouverture des magasins**:

En date du 17 mars 2017, la Cour constitutionnelle a rendu l'arrêt n°128/17 dans lequel elle a dit pour droit que:

«Par ces motifs,

dit que les articles 2.h) et 3 de la loi du 19 juin 1995, telle que modifiée par la loi du 21 juillet 2012, réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat, pour autant qu'ils concernent la vente de produits de boulangerie-pâtisserie par l'artisan boulanger et les stations de service, ne sont pas conformes à l'article 10bis, paragraphe 1, de la Constitution;»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Endéans quel délai Monsieur le Ministre de l'Économie entend-il réagir à cet arrêt en procédant à la modification de la loi en question?

- Quelles sont les propositions concrètes de Monsieur le Ministre?

- Est-ce que parmi ces propositions, Monsieur le Ministre procédera aussi à une analyse plus générale de la législation en cause pour, le cas échéant, permettre à d'autres branches commerciales de bénéficier des mêmes heures d'ouverture?

Réponse (09.05.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

En réponse à la première question posée, concernant une modification de la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat en réaction à l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 17 mars 2017, je souhaite rappeler que la Cour constitutionnelle s'est prononcée sur la constitutionnalité de certaines dispositions de cette loi, à la demande du tribunal administratif, afin que ce dernier puisse régler un litige précis.

En conséquence, l'affaire sera renvoyée devant le tribunal administratif, qui sera maintenant amené à se prononcer sur le fond, après avoir invité les parties à présenter leurs arguments à la lumière de cet arrêt de la Cour constitutionnelle.

Le Ministère de l'Économie attend donc le jugement du tribunal administratif pour ce qui est du cas d'espèce dont il est saisi afin de tirer tous les enseignements. Il s'agit ensuite de décider dans une première phase s'il convient d'interjeter appel, ce d'autant que la législation actuelle permet de régler ce cas par le biais d'une demande de dérogation sectorielle aux heures de fermeture prévue par la loi. En effet, le requérant n'a pas effectué cette démarche alors qu'elle a précisément pour objectif de placer toutes les personnes concernées d'un secteur d'activité - en l'occurrence les boulangers pâtisseries - sur un pied d'égalité pour ce qui est des heures de fermeture à respecter.

Cependant, comme toute jurisprudence, et même s'il s'agit de la résolution d'un cas d'espèce, cet arrêt de la Cour constitutionnelle va demeurer et aura vocation à s'appliquer pour l'avenir et par analogie à toutes les situations similaires en matière d'heures de fermeture.

Ceci m'amène à répondre à la seconde et à la troisième question, tenant aux propositions concrètes envisagées et à l'éventualité d'un alignement des heures d'ouverture à d'autres secteurs, en ce que je prends acte de l'arrêt de la Cour constitutionnelle et de ses implications sur la différenciation actuellement opérée dans notre régime des heures de fermeture, et, qu'à minima, la question désormais saillante de la constitutionnalité entraînera sans doute le besoin de revoir et d'aménager au moins certaines plages d'ouverture et modalités de la loi.

Dans ce contexte et conformément au programme gouvernemental, le Ministère de l'Économie a entrepris un examen de l'ensemble du régime des heures d'ouverture, puisqu'une étude confiée au LISER afin d'étudier de manière complète la question des heures d'ouverture et ses implications, y compris sociales, est en cours de réalisation et permettra d'éclairer la discussion subséquente.

Au-delà de la question de la constitutionnalité et du besoin d'aligner au moins certaines plages d'ouverture, les enseignements de l'étude LISER guideront, après concertation avec toutes les parties concernées, la marche à suivre en ce qui concerne l'ensemble de notre régime d'heures de fermeture.

Question 2929 (20.04.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant l'**introduction de dispositions moins contraignantes pour certains matériaux de construction et d'isolation**:

La presse allemande (voir «Die Welt» du 11 avril 2017) s'est fait l'écho d'une certaine inquiétude auprès d'experts de l'industrie du bâtiment nationale en ce qui concerne l'abaissement de certains seuils techniques pour des nouveaux matériaux de construction et d'isolation. En effet, depuis le 16 octobre 2016, certains isolants thermiques ne sont plus soumis à des tests de qualité concernant le dégagement de substances nocives. Cette modification est due à des dispositions moins contraignantes émises par l'Union européenne. Par la suite les experts craignent que l'utilisation non contrôlée des isolants comme le polystyrène puisse provoquer des incendies très virulents. En outre des installations d'eau potable ne seraient plus contrôlées adéquatement concernant l'émission de substances toxiques. Il en serait de



même pour les sols en bois et des équipements de plafonds.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre est-elle consciente de l'introduction de dispositions moins contraignantes pour certains matériaux de construction et d'isolation?

- Alors que l'industrie de la construction allemande juge que les adaptations techniques pourraient augmenter les risques pour les usagers, Madame la Ministre a-t-elle pu avoir des discussions avec les représentants de l'industrie de construction luxembourgeoise à ce sujet?

- Madame la Ministre partage-t-elle les vues énoncées par les experts allemands? Le cas échéant, quelles mesures Madame la Ministre envisage-t-elle de mettre en place au Grand-Duché?

Réponse (31.05.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Contrairement à ce que pourrait laisser penser l'article publié dans «Die Welt» auquel fait référence la question de l'honorable Député, Monsieur Gusty Graas, il n'y a pas eu d'introduction récente de dispositions moins contraignantes pour certains matériaux de construction et d'isolation.

Les produits de construction sont soumis aux règles de libre circulation des marchandises dans l'Union européenne. Depuis le 1^{er} juillet 2013, le règlement (UE) 305/2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil est d'application. Il se base sur l'établissement de spécifications techniques harmonisées permettant l'évaluation des performances des produits de construction, le développement d'un langage commun pour la déclaration de ces performances et l'apposition d'un marquage (marquage CE) indiquant la conformité du produit aux performances déclarées et aux exigences applicables en vertu de la législation européenne.

Il s'avère que l'Allemagne a été contrainte, suite à un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne d'octobre 2014, de renoncer aux exigences supplémentaires pour l'accès de certains produits de construction au marché allemand et leur utilisation sur le territoire allemand. L'Allemagne disposait par la suite d'un délai de deux années pour appliquer les méthodes et les critères d'évaluation prévus dans le cadre des normes européennes harmonisées.

Au Grand-Duché de Luxembourg, le paquet «Klimabank an nohaltegt Wunnen» vise à promouvoir la construction et l'habitat durables de même que la rénovation énergétique durable de logements anciens. C'est ainsi que le régime d'aides financières «prime house» se base dorénavant, pour les nouveaux bâtiments d'habitation, sur une sélection de critères du système de certification de durabilité LENOZ, dont le critère «évaluation environnementale des matériaux de construction». Pour ce qui est de l'assainissement énergétique durable de logements existants, le régime d'aides prend en compte la qualité écologique des matériaux d'isolation (impacts environnementaux et besoin en énergie primaire) et la capacité d'un démontage facile de ces matériaux en vue de leur réutilisation ou recyclage ultérieur.

Question 2930 (24.04.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant les **emplacements privatifs de stationnement pour véhicules automobiles dans le cadre de création d'une unité d'habitation**:

En réponse à la question parlementaire n°2845 au sujet du stationnement sur la voie publique, Monsieur le Ministre confirme avoir connaissance de cette problématique et informe ne pas vouloir légiférer en la matière étant donné que les solutions préconisées par la sous-signée risquent de porter atteinte aux droits civils de propriété et de la liberté contractuelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Quels conseils respectivement solutions le Gouvernement proposerait-il aux communes afin d'endiguer le phénomène de stationnement résidentiel dans la rue sans porter atteinte aux droits civils de propriété et de la liberté contractuelle?

Réponse (30.05.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Dans le cadre de ma réponse à la question parlementaire n°2845 au sujet du stationnement sur la voie publique, j'ai informé l'honorable

Députée qu'en matière de création d'un logement en exécution d'une autorisation de construire délivrée par le bourgmestre, les communes sont habilitées à exiger des emplacements en nombre suffisant en cas de création de toute unité d'habitation.

Force est donc de constater que toute création d'un logement, notamment dans l'espace rural, est accompagné par l'aménagement d'emplacements en nombre suffisant. Le stationnement résidentiel sur la voie publique semble donc souvent résulter de la commodité de certains automobilistes qui préfèrent stationner le long de la voie publique plutôt que de faire usage d'emplacements de stationnement privatifs réellement créés et existants. Ce comportement s'explique notamment par le fait que les emplacements privatifs sont souvent peu attractifs et difficiles d'accès, notamment ceux prévus dans les sous-sols des maisons plurifamiliales.

Le ministère ne peut donc qu'encourager les communes à veiller à ce que des prescriptions dimensionnelles soient fixées dans le cadre de l'élaboration des projets d'aménagement particulier respectivement du règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites, afin d'assurer que les emplacements créés soient d'une certaine attractivité et puissent de ce fait effectivement être affectés à leur destination.

Toutefois, cette approche ne doit en aucun cas se heurter au principe d'une urbanisation harmonieuse en mettant en avant le développement individuel et collectif et en promouvant la mobilité douce.

Dans le cadre des travaux de révision du règlement-type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites, en collaboration avec l'Ordre des architectes et ingénieurs-conseils (OAI), j'ai avisé mes services à proposer des réponses adéquates.

Finalement, je tiens également à rappeler qu'en application de l'article 5 du Code de la route, les communes peuvent également, d'une manière générale, réglementer ou interdire la circulation, le stationnement et le parage sur les voies publiques du territoire de la commune pour autant que ces règlements concernent la circulation sur la «voirie communale» ainsi que sur la voirie normale de l'État située à l'intérieur des agglomérations:

L'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques dispose en effet que: «Les communes peuvent en particulier réglementer le stationnement et le parage dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité des usagers de la route ainsi que dans l'intérêt de la qualité de vie des riverains et du développement ordonné des agglomérations. Elles peuvent, notamment sur les voies publiques des quartiers résidentiels, prévoir des modalités particulières d'utilisation des emplacements de stationnement et de parage en faveur des résidents.»

Question 2931 (25.04.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **création d'un Fonds monétaire européen**:

D'après la presse, le Ministre des Finances allemand a réitéré sa revendication de création d'un Fonds monétaire européen.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Cette proposition a-t-elle déjà été évoquée lors des réunions des ministres des Finances de la zone euro?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la création d'un tel Fonds monétaire européen, voire l'extension des missions de l'ESM? Quelles seraient les attributions de cette institution?

Réponse (26.05.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

L'Eurogroupe n'a pas discuté de la création d'un éventuel Fonds monétaire européen ni d'une éventuelle extension du mandat du Mécanisme européen de stabilité (MES).

L'idée d'un Fonds monétaire européen n'est pas nouvelle et a été avancée dès 2010 lors de la mise en place des mesures de sauvetage et de stabilisation de la zone euro. Le président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem a également évoqué par le passé la création d'un Fonds monétaire européen qui remplacerait le Fonds monétaire international pour les futurs plans de sauvetage de pays de la zone euro en difficulté. Plus récemment, le ministre Wolfgang Schäuble et le candidat à la présidence Emmanuel Macron se sont entretenus de ce sujet à

l'occasion d'une rencontre début mai 2017, en évoquant une éventuelle transformation du MES.

Une extension des missions du MES devrait nécessairement passer par une modification du traité instituant le Mécanisme européen de stabilité. Il n'existe pas à ce jour de proposition concrète relative à la création d'un Fonds monétaire européen.

Le Luxembourg est disposé à examiner le moment venu une telle proposition et à considérer dans ce contexte les idées novatrices visant à renforcer l'intégration de la zone euro.

Question 2932 (25.04.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **production dans le bâtiment**:

D'après un article paru dans la presse vendredi dernier, la production dans le bâtiment viendrait de chuter de 19,4% en janvier 2017 par rapport à janvier 2016.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces chiffres?

- Comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il cette évolution?

Réponse (09.05.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Les données mensuelles de l'activité dans la construction reprises par la presse et par les honorables Députés dans leur question et qui font état d'une baisse de la production de 19,4% sur un an en janvier 2017 sont les chiffres élaborés et publiés par le Statec.

Il convient de préciser que cette baisse ne relève cependant pas uniquement du domaine du bâtiment, comme indiqué dans la question: elle concerne l'ensemble du secteur de la construction, qui inclut les domaines du bâtiment, du génie civil et des travaux spécialisés (installation et parachèvement).

Concernant la nature de cette baisse, elle relève a priori de facteurs non conjoncturels, liés à la fois au calendrier des congés collectifs et aux aléas climatiques.

D'une part, les congés collectifs d'hiver du bâtiment et génie civil ont eu lieu du 24 décembre 2016 au 11 janvier 2017, soit plus tard que l'année précédente (du 19 décembre 2015 au 06 janvier 2016). De ce fait, cela représente pour les bénéficiaires de ces congés une baisse de trois jours ouvrables en janvier 2017, soit -15% environ par rapport à janvier 2016. Pour les mêmes raisons, et de manière symétrique, la production du mois de décembre 2016 a bénéficié d'un nombre de jours ouvrables plus important que l'année précédente et affiche ainsi une hausse de plus de 11% sur un an.

D'autre part, les températures de janvier 2017 ont été plus froides que d'accoutumée. La température moyenne relevée à la station de Merl en janvier 2017 a été de -1,5°, soit le mois de janvier le plus froid enregistré depuis 1997 (la température normale saisonnière pour un mois de janvier est proche de +2°, et elle était de 2,5° en janvier 2016). Or, des températures aussi faibles constituent toujours un frein pour l'activité du bâtiment et du génie civil, car elles ne permettent pas toujours (cela dépend des technologies employées) une prise optimale du ciment pour les ouvrages en béton. En effet, cette vague de grand froid en janvier 2017 a touché bien d'autres pays d'Europe que le Luxembourg. Ainsi, la production de la construction pour l'ensemble de la zone euro affiche une baisse de plus de 5% sur un an en janvier 2017. Elle rebondit nettement en février 2017 (+7,1% sur un an), un mouvement que l'on devrait également observer pour le Luxembourg (les données de production du mois de février ne sont pas encore disponibles).

La forte baisse de la production dans le secteur de la construction observée en janvier 2017 s'explique donc avant tout par des facteurs climatiques et de calendrier plutôt que par des facteurs conjoncturels (i. e. liés à une baisse de l'offre ou de la demande). Cette idée est corroborée par le niveau de confiance historiquement élevé des entrepreneurs de la construction au Luxembourg au début de 2017, tel qu'il ressort des enquêtes d'opinion mensuelles effectuées par le Statec.

Question 2933 (25.04.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le «**roaming**»:

Dans un communiqué de presse du 10 avril 2017, l'ULC prévient les opérateurs de télépho-

nie mobile à ne pas compenser par la petite porte la suppression des frais d'itinérance par de nouveaux contrats avec des prix plus élevés.

C'est par la suite et en réaction à des informations parues dans la presse que l'IRL a tenu à préciser via communiqué que de telles pratiques ne seraient pas conformes à la réglementation en question.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quels sont les moyens à disposition de l'IRL pour lutter contre des pratiques jugées illégales de différents opérateurs mobiles? Le Gouvernement juge-t-il que ces moyens soient suffisants?

- Dans la négative, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour prévenir de telles pratiques illégales?

- Quels conseils le Gouvernement peut-il donner aux consommateurs pour réagir à d'éventuelles hausses de prix?

- Où se trouvent les travaux concernant l'introduction des actions de groupe prévue dans le programme gouvernemental?

Réponse commune (24.05.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

À partir du 15 juin 2017, les nouvelles règles européennes en matière de roaming seront d'application. À partir de ce moment, les communications effectuées par les clients des opérateurs mobiles luxembourgeois dans un autre État membre de l'Union européenne ne pourront en principe plus être grevées d'une surcharge. Ce sera le «roam like at home»: Le tarif sera le même que s'ils effectuaient la même communication au Luxembourg.

Il n'appartient pas au ministre, mais au régulateur, donc à l'ILR, de constater d'éventuelles violations du cadre légal en vigueur. L'ILR dispose des moyens de sanction adéquats puisque l'article 83 de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques, après entrée en vigueur de la modification y apportée pour un projet de loi que la Chambre des Députés vient d'adopter en date du 9 mai 2017, prévoit que l'ILR peut, en cas de violation de la loi en question ou du règlement européen directement applicable, prononcer des sanctions, dont des amendes. Il peut même fixer une astreinte.

En cas de hausse de prix imposée à un abonné en cours de contrat, l'abonné a le droit de résilier sans frais le contrat, et l'opérateur a d'ailleurs l'obligation d'informer les abonnés concernés au moins un mois avant l'application des nouvelles conditions et de leur rappeler leur droit de résilier. Les abonnés subissant une hausse de prix ont donc intérêt, avant l'expiration du délai de résiliation, de comparer les différentes offres des opérateurs avant de décider de poursuivre avec leur abonnement ou de résilier. Ainsi, dans le cas où l'abonné opterait pour signer un nouveau contrat auprès d'un autre opérateur avant de résilier son contrat existant, il pourra néanmoins garder son numéro par application des règles sur la portabilité des numéros mobiles.

Il est utile de noter que l'ILR n'a pas de compétence pour fixer ou valider les prix des abonnements proposés. L'ILR régule les prix de gros (à régler entre opérateurs notamment pour l'utilisation réciproque des réseaux) et non pas les prix de détail (c'est-à-dire le prix des services proposés aux clients).

Pour ce qui est de la question relative au recours collectif, une analyse comparative des législations y relatives en vigueur dans nos pays voisins est actuellement en cours. Cette analyse permettra de prendre ensuite une décision quant à l'opportunité d'introduire un régime d'actions de groupe en droit luxembourgeois.

Question 2934 (25.04.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant la **protection des «arbres remarquables»**:

Au Luxembourg, il existe plusieurs niveaux de protection des «arbres remarquables». Certains arbres sont classés comme monument national (liste A) ou sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux (liste B). D'autres arbres peuvent être classés sur une



«liste des arbres remarquables» actualisée par l'Administration de la nature et des forêts.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement.

1) Quelle est la procédure de classement d'un arbre en tant que «monument national»?

2) Combien d'arbres figurent actuellement sur la liste des immeubles et objets bénéficiant d'une protection nationale?

3) Qui est responsable de l'entretien des arbres classés comme monument national (listes A et B) respectivement des arbres classés sur la «liste des arbres remarquables»?

4) Sous quelles conditions l'abattage de tels arbres peut-il avoir lieu?

Réponse (31.05.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

ad 1) Cette procédure est définie par la loi du 18 juillet 1983 «concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux» (art. 2-8). Cette question relève par ailleurs de la compétence du Service des sites et monuments nationaux.

ad 2) Cette question relève de la compétence du Service des sites et monuments nationaux.

ad 3) Le Service des sites et monuments nationaux a pour mission d'assurer l'étude et l'exécution des mesures et des travaux de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine culturel immobilier (art. 2 de la loi du 19 septembre 1977 portant création d'un service des sites et monuments nationaux). D'après l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 17 septembre 1980 fixant les compétences du Service des sites et monuments nationaux créé par la loi du 19 septembre 1977, le Service des sites et monuments nationaux «prête son concours au ministre compétent pour l'exécution des lois qui ont pour objet la conservation et la protection des sites, des ensembles architecturaux, du patrimoine historique immobilier et des monuments nationaux. A cet effet, il est chargé d'études relatives aux objets prévus à l'alinéa qui précède et constitue l'organe d'exécution pour les décisions prises».

En application de l'article 53 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et du règlement concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel, les travaux d'entretien ou de restauration «d'arbres remarquables» peuvent être subventionnés. A ce moment, ces travaux sont avisés et supervisés par l'Administration de la nature et des forêts.

ad 4)

- La destruction d'un arbre classé «monument national» conformément à l'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1983 «concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux» doit être autorisée par le Ministre ayant dans ses attributions les affaires culturelles. L'abattage d'un arbre inscrit sur «l'inventaire supplémentaire» conformément à l'article 17 de la loi précitée doit être notifié trente jours auparavant au Ministre ayant dans ses attributions les affaires culturelles, qui peut par la suite informer le propriétaire de l'arbre de son intention d'engager la procédure de classement.

- À côté de la législation sur les sites et monuments nationaux, la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles prévoit également des mesures de protection pour les «arbres remarquables»:

art. 14: une autorisation du Ministre est requise pour:

c.) l'abattage ou la destruction d'un ou de plusieurs arbres bordant les chemins et routes formant limite entre parcelles cadastrales;

e.) l'abattage ou la destruction d'un ou de plusieurs arbres sur les places publiques et sur les fonds constituant des dépendances d'un édifice public ou d'un monument public ou privé;

art. 17: Il est interdit de réduire, de détruire ou de changer les biotopes tels que mares, marécages, marais, sources, pelouses sèches, landes, tourbières, couvertures végétales constituées par des roseaux ou des joncs, haies, broussailles ou bosquets.

Question 2935 (26.04.2017) de M. Claude Adam et Mme Josée Lorsché (déli gréng) concernant l'offre pédagogique du «Sportlycée»:

Le «Sportlycée» est une institution qui a comme but de mettre en place des conditions privilégiées aux jeunes sportives et sportifs talentueux afin de les préparer à des performances de haut niveau tout en leur garantissant l'égalité des chances vis-à-vis de leur formation scolaire et professionnelle.

Selon nos informations, l'offre pédagogique du «Sportlycée» se présente comme suit: Au cycle inférieur, le lycée offre des classes de 7^e, 6^e et 5^e moderne en secondaire classique et des classes de 7^e ST et 8^e et 9^e TE en secondaire technique. Le lycée offre aussi les sections B, C, D et G au cycle supérieur en secondaire classique. Pour les classes du cycle supérieur dans l'enseignement technique, le lycée a mis en place une coopération avec le Lycée technique de Bonnevoie (LTB). Les élèves du régime préparatoire n'ont cependant pas de possibilité de poursuivre des études dans le «Sportlycée».

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et de Monsieur le Ministre des Sports:

1. Pour quelles raisons l'offre pédagogique du «Sportlycée» n'inclut-elle pas de classes de l'enseignement modulaire?

2. Messieurs les Ministres partagent-ils notre avis que cette absence dans l'offre pédagogique du «Sportlycée» est contraire à l'idée de l'égalité des chances pour tous les élèves?

3. Est-ce que la coopération entre le «Sportlycée» et le LTB pourrait être élargie à l'enseignement modulaire du régime préparatoire?

Réponse commune (02.06.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de M. Romain Schneider, Ministre des Sports:

Le Ministre des Sports et moi-même rejoignons les honorables Députés dans leur appréciation que l'offre du «Sportlycée» devrait également répondre aux besoins des élèves de l'enseignement modulaire.

Force est de constater que le «Sportlycée» connaît actuellement un succès considérable et qu'il nécessiterait un agrandissement.

Pour cette raison, nous allons conjointement saisir le Conseil de Gouvernement quant au futur développement dudit lycée. Dans ce contexte, l'élargissement de la coopération entre le «Sportlycée» et une école comprenant l'enseignement modulaire sera considéré.

Question 2936 (26.04.2017) de MM. Laurent Mosar et Gilles Roth (CSV) concernant les sociétés de participation financières (SOPARFI):

Dans leur réponse à notre question parlementaire n°2673, Monsieur le Ministre des Finances et Monsieur le Ministre de la Justice confirment une certaine accélération du nombre des dissolutions ou liquidations dans la catégorie des sociétés dont relèvent les SOPARFI, avec une progression de l'ordre de 358 unités entre 2014 et 2015, contre 195 entre 2013 et 2014, et 189 entre 2013 et 2012. Ils constatent par ailleurs depuis 2015 une tendance baissière de création de telles sociétés. Ils indiquent enfin que des analyses plus poussées seraient nécessaires pour mesurer l'ampleur exacte et l'impact éventuel au niveau des recettes fiscales correspondantes.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir les informations relatives aux dissolutions et liquidations, voire aux créations de SOPARFI par année civile pour les années 2012 à 2017?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer les recettes fiscales engendrées par le secteur des SOPARFI pour les années 2014 à 2017 en distinguant par année civile et en fonction de l'impôt concerné (IRC, IF, IS, etc.)?

- Sur base des analyses du Gouvernement, quel est l'impact des restructurations constatées dans le secteur des SOPARFI sur les recettes fiscales par an pour les années 2014 à 2017? Quels sont les effets induits par ces restructurations sur le secteur financier dans son ensemble?

- Monsieur le Ministre peut-il enfin nous indiquer les projections du Gouvernement en termes de recettes fiscales supplémentaires engendrées par l'augmentation de l'impôt minimum sur la fortune des SOPARFI au moment du dépôt du projet de loi relatif à la réforme fiscale et l'impact des dissolutions/liquidations précitées sur ces projections?

Réponse (26.05.2017) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

En complément des points évoqués dans leur question parlementaire n°2673, les honorables Députés posent des questions supplémentaires concernant l'évolution des sociétés de participations financières (SOPARFI) et des recettes fiscales correspondantes.

Tel qu'indiqué dans la réponse du 10 février 2017 à la question parlementaire n°2673, il convient de rappeler que les SOPARFI ne constituent pas une forme particulière de société commerciale, mais des sociétés pouvant revêtir diverses formes juridiques (notamment société anonyme et société à responsabilité limitée).

Même s'il est possible de confirmer une certaine accélération du nombre des dissolutions ou liquidations dans la catégorie des sociétés dont relèvent les SOPARFI, les premières analyses par rapport à l'impact éventuel au niveau de l'évolution des recettes fiscales correspondantes ont mis en exergue une variation positive en général de ces recettes sur la période de 2014 à 2016. Par ailleurs, les chiffres présentés à la Cofibu/Comexbu en date du 12 mai 2017 font apparaître une évolution favorable de ces recettes pour l'année en cours.

Pour autant que de besoin, je me tiens à la disposition des honorables Députés pour une discussion plus poussée de ces éléments dans le cadre d'une prochaine réunion de la Commission des Finances et du Budget.

Question 2937 (27.04.2017) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant les familles d'accueil:

En mai 2016, le Gouvernement a lancé une campagne de sensibilisation afin de trouver davantage de familles d'accueil.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°2326, Monsieur le Ministre fait souligner en date du 21 octobre 2016 que: «Pour promouvoir l'accueil en famille et pour mieux encadrer les différentes situations d'accueil en famille, le Gouvernement entend déposer au cours des prochains mois un projet de loi spécifique.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Quand Monsieur le Ministre envisage-t-il de déposer le projet de loi au sujet des familles d'accueil?

2) Quels critères les familles intéressées doivent-elles remplir pour devenir une famille d'accueil?

3) Existe-t-il une liste d'attente pour les familles intéressées?

4) Dans l'affirmative, combien de familles se trouvent actuellement sur la liste d'attente pour devenir famille d'accueil?

5) Combien de temps en moyenne prend le processus pour devenir famille d'accueil?

6) Combien de temps les familles doivent-elles attendre avant de pouvoir accueillir un enfant?

7) De quelles aides financières les familles d'accueil peuvent-elles bénéficier?

Réponse (02.06.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1) Il est prévu de déposer le projet de loi précisant l'exercice de l'accueil en famille au cours de l'année.

ad 2) Toute personne majeure résidant sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, qui est prête à offrir un lieu de vie adéquat et des soins appropriés à un enfant en détresse, peut se porter candidate pour devenir famille d'accueil.

Suite à une «procédure de sélection-préparation-formation de maximum 30 heures» à passer dans un des trois services d'accompagnement agréés en matière «d'assistance psychique, sociale ou éducative en famille» de leur choix, les parents d'accueil doivent demander un agrément au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse sur base d'un certificat de sélection qui leur est délivré à la fin de la procédure et d'une visite de logement dans lequel s'effectuera l'accueil.

Les familles intéressées doivent pouvoir s'exprimer dans au moins une des trois langues (allemand, français ou luxembourgeois) prévues par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues. Elles doivent répondre aux conditions d'honorabilité et ne pas avoir fait l'objet de condamnations pénales incompatibles avec l'exercice de l'accueil en famille.

Conformément à l'article 20 du règlement grand-ducal du 17 août 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'activités pour enfants, jeunes adultes et familles en

détresse, la personne ayant la principale responsabilité de l'accueil en famille doit participer à une formation continue si elle ne dispose pas déjà d'une qualification professionnelle dans le domaine psychosocial ou socio-éducatif la dispensant des conditions de formation.

ad 3) Les familles d'accueil intéressées sont invitées à remplir un dossier de candidature pour l'activité d'accueil socio-éducatif en famille d'accueil et à l'envoyer au Service de l'aide à l'enfance du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Ce service fait parvenir un accusé de réception à la famille concernée et l'oriente de suite vers les services d'accompagnement de l'accueil en famille.

Toute personne intéressée à devenir famille d'accueil doit être reçue pour un premier entretien endéans les deux semaines par le service d'accompagnement auprès duquel elle s'adresse. Ce service se concerta alors avec la famille d'accueil potentielle quant à la date de début de la procédure de sélection.

Suite à la campagne de sensibilisation lancée par mon département, les services d'accompagnement ont commencé à gérer des listes pour mieux répondre à l'afflux de nouvelles demandes et faciliter la mise à jour régulière des nouvelles candidatures et procédures de sélection en cours.

ad 4) Actuellement, 57 familles d'accueil potentielles ont déposé leur candidature ou doivent encore entamer la procédure de sélection.

ad 5) Le processus en question s'étend en moyenne sur six mois.

ad 6) Les familles d'accueil peuvent entamer concrètement le projet d'accueil d'un enfant en détresse, avec le soutien de leur service d'accompagnement, dès qu'elles sont en possession d'un agrément soit conditionné, soit non conditionné et d'une reconnaissance comme service d'aide sociale à l'enfance, délivrés par mon Ministère.

ad 7) Les parents d'accueil agréés touchent un montant mensuel versé par l'Office national de l'enfance. Le montant est composé d'une part de frais d'entretien concernant l'enfant accueilli et d'autre part de frais d'indemnisation concernant le travail fourni par les parents d'accueil. Les frais d'entretien sont progressifs par trois tranches d'âge. Les montants des forfaits sont fixés par le règlement grand-ducal modifié du 17 août 2011 précisant le financement des mesures d'aide sociale à l'enfance et à la famille.

Si la prise en charge de l'enfant en famille d'accueil occasionne certains frais spéciaux (médicaux, scolaires, paramédicaux et parascolaires), ils peuvent être pris en charge moyennant une procédure de remboursement par le service d'accompagnement.

Question 2938 (27.04.2017) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant les cours de langue:

La nouvelle loi sur la nationalité luxembourgeoise est entrée en vigueur le 1^{er} avril. Parmi les nouvelles dispositions figure le cas des citoyens qui résident depuis 20 ans au Luxembourg. Ceux-ci obtiennent la nationalité après avoir suivi 24 heures de cours de luxembourgeois. Selon l'article 28 de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise, «le cours est organisé par l'Institut national des langues ou un prestataire dont le programme du cours est agréé par le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions».

Selon nos informations, le nombre de résidents désirant obtenir la nationalité luxembourgeoise sur base de l'article 28 est assez nombreux, résultant dans des listes d'attente auprès de l'INL.

En tenant compte de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Comment le Ministre entend-il remédier à cette situation?

- Dans le cadre de l'article 28 de la loi susmentionnée, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de faire valider les certificats attestant la participation au cours de langue luxembourgeoise, émis par d'autres prestataires non agréés, voire des communes?

Réponse (02.06.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Les trois questions de l'honorable Députée concernent l'acquisition de la nationalité par option selon l'article 28 de la loi sur la nationalité du 8 mars 2017.

Les services de mon Ministère confirment que le nombre de personnes désirant obtenir la nationalité luxembourgeoise par option sur base de l'article 28 est très élevé. Parmi le groupe cible, beaucoup de personnes résidant depuis plus de 20 ans au Luxembourg, ont déjà suivi une formation de langue luxembourgeoise.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi, le Ministère, par le biais de l'Institut national des langues (INL) et du Service de la formation des adultes (SFA), a mis en place une procédure pour valider des cours fréquentés à l'INL respectivement dans les lycées et les communes et associations conventionnées.

L'INL valide les certificats émis à l'issue de cours d'une durée de plus de 35 heures (les certificats sont émis sur base d'une présence de 70%).

Comme, depuis 1991, le programme de chaque cours dispensé par un lycée respectivement par une commune ou association conventionnée est agréé par le Ministère (label de qualité), le Service de la formation des adultes valide les certificats de ces cours en attestant leur conformité par rapport aux exigences de l'article 28 de la loi y relative.

C'est ainsi que des centaines de personnes ont pu se faire valider leurs apprentissages de la langue luxembourgeoise et remplissent ainsi la condition requise par ledit article.

Concernant les personnes qui n'ont pas encore fréquenté des cours, le Ministère a pris plusieurs mesures pour garantir à court terme une offre appropriée:

1. Les personnes concernées sont invitées à profiter de la vaste offre de cours dispensés par l'INL, les lycées et les communes et associations conventionnées.

2. Le SFA a fait appel aux communes et associations conventionnées pour mettre en place des offres supplémentaires pour ceux qui maîtrisent déjà notre langue (offre axée sur l'expression écrite, des éléments de culture luxembourgeoise et la conversation) et pour ceux qui ne maîtrisent pas notre langue (une offre axée sur l'expression orale et qui motive la poursuite de l'apprentissage du luxembourgeois).

3. Le SFA est en train d'élaborer une procédure pour les prestataires non agréés, qui lui permettra d'agréer les programmes de cours de luxembourgeois dans le cadre de la nouvelle loi sur la nationalité luxembourgeoise. Les personnes ayant fréquenté un tel cours auprès d'un prestataire non agréé jusqu'à présent, pourront dorénavant se faire valider leur certificat par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Question 2942 (28.04.2017) de M. Gilles Baum (DP) concernant la «Cité Syrdall»:

Le projet immobilier «Cité Syrdall» à Wecker déferle la chronique depuis des années, sinon des décennies. À intervalles réguliers, la presse nationale remet le sujet en avant.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Quel est le pourcentage de parcelles appartenant en ce moment au Fonds du logement?

- Y a-t-il eu des changements de propriétaires ces dernières années?

- Quelles sont les dernières nouvelles dans ce dossier?

Réponse (29.05.2017) de M. Marc Hansen, Ministre du Logement:

Le Fonds d'assainissement de la «Cité Syrdall» est un établissement public créé par la loi du 10 décembre 1998 et constitue en effet un héritage complexe puisqu'à ce jour le Fonds n'a pas pu s'emparer de l'ensemble des lots nécessaires qui lui permettraient d'accomplir son objectif initial. Vous n'êtes pas sans savoir que l'historique dudit site a pris son origine longtemps avant la création du Fonds d'assainissement et vous pouvez bien vous imaginer que ces longues années avec une multitude d'épisodes et de revirements n'ont pas aidé à faciliter la tâche.

L'ensemble immobilier à acquérir dans la «Cité Syrdall» représentait à l'origine 39 immeubles avec 220 unités de logement et 26 parcelles non bâties, le tout réparti sur 120 propriétaires différents.

À ce jour, le Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall est propriétaire de 181 unités de logement sur 220, soit 82% de l'ensemble des unités, et 81% des surfaces bâties.

Les terrains non bâtis et les infrastructures existantes d'une surface totale de 6,52 ha sont à l'heure actuelle classés en une zone à restructurer. Sur la prédite surface, le Fonds d'assainisse-

ment est entre-temps propriétaire de 2,33 ha, ce qui représente près de 36% de la totalité.

Durant la période de 2010 à 2016, le Fonds d'assainissement a acquis 59 unités et six terrains d'une contenance de 93,93 ares, provenant de 15 propriétaires différents. Au cours des deux dernières années, 15 unités ont pu être acquises.

Les négociations avec les propriétaires restants se poursuivent en vue de trouver des accords pour l'acquisition de leurs biens.

En parallèle, les dernières unités acquises seront soumises à des travaux de désamiantage. Ainsi 14 immeubles seront prévisiblement démolis d'ici la fin de l'année 2017. À la fin de ces travaux, 21 des 39 immeubles auront été détruits.

Question 2943 (28.04.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les demandeurs de protection internationale:

Déi rezent Statistiken iwwert d'Ufroer fir den internationale Schutz weisen drop hin, datt nach ëmmer vill Leit dese Statut zu Lëtzebuerg ufroen.

An dësem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng medezinnesch Tester gi routineméisseg mat deene Migrante gemaach, déi op Lëtzebuerg kommen? Sinn do och Tester op ustiechend Krankheeten derbäi, wéi z. B. Tuberkulos, HIV oder Hepatitis? Ginn d'Migranten iwwer hir Testresultater esou informéiert, datt si se kënnen verstoen?

2. Vill Migrante bekloer sech iwwert d'Längt vun de Prozeduren. Denkt d'Regierung un nei Schrëtt, fir d'Längt vun de Prozedure weider ze verkierzen?

3. Wéi transparent sinn déi administrativ Asylprozedure fir déi Betreffend? Hu si d'Méiglechkeet, gewuer ze ginn, wou hiren Dossier drun ass? Wann net, denkt d'Regierung drun, déi Prozedure méi transparent ze maachen?

4. Ass d'Regierung zu all Abléck esou gutt iwwert d'Lag an den Hierkonftslänner informéiert, z. B. wat d'Sécherheetslag ueget oder d'Situatioun vu verschiddene Minoritéiten, datt si no beschtem Wëssen a Gewësse kann hir Decisiounen an den Asylprozeduren huelen?

5. Gi Facteure wéi bewisen Integrationsfähigkeit, zum Beispill duerch d'Beherrsche vun der Lëtzebuergescher Sprooch oder d'Präsenz vun anere Membere vun der Famill vun deene betraffene Migranten zu Lëtzebuerg, an deenen administrative Prozedure mat berücksichtegt?

6. Wéilt d'Regierung op europäeschem Niveau Initiativen huelen, fir d'Reckféierung vun deene sougenannten „Dublin-Fäll“ an déi zoustänneg Länner ze akzeleréieren? Wa jo, wéi eng?

Réponse commune (16.05.2017) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, et de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

ad 1. Den Artikel 4 vum Gesetz vum 18. Dezember 2016 iwwert den Accueil vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg international Protektioun froen, mécht eng medezinnesch Ënnersichung fir dës Persounen obligatoresch. Dës Ënnersichung gëtt vun engem Dokter vun der Direction de la santé duerchgefouert am Hëllef op d'effentlech Gesondheet. Tester op Krankheete wéi z. B. Tuberkulos, HIV an Hepatit sinn ënner anerem och virgesinn. Wann d'Testresultater op eppes hiweisen, wat muss behandelt ginn, gëtt dat dem Betreffend mat Hëllef vun engem Interpret matgedeelt.

ad 2. Déi verschidden Etappe vun der Prozedur sinn an engem europäeschen a gesetzleche Kader festgehalen, soudass keng vun den Etappe kann iwwerspronge ginn. D'Dauer vun der Prozedur gëtt engersäits vum Volume vun den Dossier an anerersäits vun der Komplexitéit vun all eenzelnen Dossiere bestëmmt. An de leschten zwee Joer si béid Facteuren an d'Luucht gaangen. Fir deem entgéintzewierken, sinn d'Ressourcë vun der Direction de l'immigration verstärkt ginn. Dës Verstärkung ass amgaangen, hir Friichten ze droen.

ad 3. Wat d'Obligatioun ubelaangt, d'Leit, déi internationale Protektioun uegfrot hunn, ze informéieren, hält d'Direction de l'immigration sech un dat nationaal Gesetz, dat virschreift, dass all Persoun informéiert muss ginn, wann den Delai vun der Instruktioun vun der Demande iwwer sechs Méint erausgeet. Op Ufro vum Demandeur oder sengem Mandataire gëtt d'Persoun iwwert d'Grënn vun dem Retard informéiert.

ad 4. De Service „Réfugiés“ vun der Direction de l'immigration gräift op e forméiert a spezialiséiert Personal zréck, dat et erméiglecht, no beschtem Wëssen a Gewëssen Decisiounen an

der Asylprozedur ze huelen. Déi eenzel Membere vun Service si spezialiséiert op spezifesch geografesch Regiounen. Si maachen déifgrënneg Recherchen iwwert déi eenzel Länner a Regiounen. Si hunn dobäi Zougrëff op verschidde spezialiséiert Datebanken a ginn dobäi ënnerstëtzt vu Leit, déi speziell forméiert sinn, fir Country of Origin Information (COI) ze sammeln.

ad 5. An dësem Kontext muss een d'Asylprozedur an d'Immigrationsgesetz onofhängeg vunenee kucken.

Bei der Asylprozedur si Facteure wéi d'Integrationsfähigkeit oder d'Präsenz vun anere Membere vun der Famill vun deenen betraffene Migranten zu Lëtzebuerg net bei der Decisioun ze berücksichtegen. Hei gi reng d'Kritären, déi fir d'international Protektioun virgesi sinn, applizéiert.

Am Kader vum Immigrationsgesetz kënnen alerdéngs verschidde Facteure berücksichtegt ginn. Den Artikel 89 schwätzt zum Beispill vun engem reellen Integrationswëllen („réelle volonté d'intégration“).

ad 6. Um europäeschen Niveau läit d'Recht vun der Initiativ bei der Europäescher Kommission, soudass d'Memberstaten hei limitéiert sinn. De Moment gëtt eng Reform vun den Dublin- an Eurodacsystemer um Niveau vun der Europäescher Union verhandelt. Un dëse Verhandlungen hëlt de Grand-Duché aktiv deel, fir d'Transfere vun den Dublin-Fäll ze verbesseren.

Question 2947 (02.05.2017) de M. Henri Kox et Mme Josée Lorsché (déi gréng) concernant la responsabilité dans le cas d'un accident nucléaire:

Une étude récente de l'organisation allemande «Forum ökologisch-soziale Marktwirtschaft (FÖS)» conclut qu'une catastrophe nucléaire coûte entre 100 et 430 milliards d'euros, mais que les dispositions légales en matière de responsabilité civile et de dommages et intérêts sont largement insuffisantes pour permettre le dédommagement réel des victimes et la réparation des dégâts causés. Les règles internationales en matière de responsabilité du fait d'un accident nucléaire existent depuis le début des années 1960 (Convention de Paris) et furent adaptées et complétées plusieurs fois. Or, ce régime international limite toujours la réparation/le dédommagement des dégâts pouvant atteindre plusieurs centaines de milliards à maximum plusieurs centaines de millions d'euros, variant en fonction des conventions ou protocoles ratifiés par le pays concerné.

Considérant que la centrale nucléaire de Cattenom se trouve à seulement 9 km de notre frontière, et vu la proximité d'autres centrales telles que Tihange ou Chooz et rappelant le risque énorme pour notre petit pays en cas d'accident nucléaire, la question de la responsabilité civile et du dédommagement sont évidemment cruciales pour le Luxembourg.

Nous soutenons donc pleinement la décision du Luxembourg de ne pas signer les conventions et protocoles internationaux en question pour que la forte limitation des montants maximaux ne soit pas applicable au Luxembourg. Cependant, la situation juridique pour le Luxembourg en tant qu'État ainsi que pour ses personnes physiques et morales en tant que victimes potentielles, ne serait pas claire pour autant.

Nous aimerions donc avoir les renseignements suivants de la part Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, et de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

- Quelles démarches est-ce que le Gouvernement entreprend en la matière? Est-ce qu'une législation nationale spécifique serait utile?

Réponse commune (31.05.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, et de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Le Luxembourg, tout comme l'Autriche, l'Irlande et d'autres pays n'ayant pas d'installation nucléaire sur leur territoire, n'ont pas ratifié la convention précitée pour les raisons principales suivantes:

- l'incompétence absolue des tribunaux luxembourgeois pour connaître des litiges en cas d'accident;

- les montants des indemnités ne satisfèrent qu'une fraction minime des demandes en réparation par rapport à l'ampleur d'un accident nucléaire d'importance;

- le protocole de 2004 portant modification de la Convention de Paris sur la responsabilité ci-

vile dans le domaine de l'énergie nucléaire (adopté en 2004 mais pas encore en vigueur) prévoit une mutualisation des risques des accidents nucléaires. Les pays n'ayant pas d'installation nucléaire sur leur territoire devraient supporter quand même les risques.

La question du dédommagement des victimes d'un accident nucléaire fait partie des préoccupations du Gouvernement et les représentants du Département de l'environnement ont participé à des réunions d'experts internationaux et se sont concertés avec des représentants du Gouvernement autrichien. La Ministre de l'Environnement a commandité une étude juridique afin d'analyser le contexte juridique européen et international et de déterminer l'opportunité de légiférer au niveau national. Toute initiative en la matière sera guidée par l'exigence d'une responsabilisation substantiellement renforcée des opérateurs de centrales nucléaires ainsi qu'une meilleure protection juridique et matérielle des citoyens luxembourgeois en cas d'accident nucléaire.

Question 2948 (02.05.2017) de M. Gusty Graas (DP) concernant le sondage dans la fonction publique:

Depuis le 26 avril, chaque agent de la fonction publique a la possibilité de répondre à un questionnaire dans le cadre d'une enquête sur le bien-être et la motivation au travail. Selon la présentation du ministre liée à cette enquête, ce sondage servirait entre autres à dresser un état des lieux sur le ressenti des agents et à «élaborer des politiques dans le domaine de la gestion des ressources humaines qui sont davantage adaptées aux réalités». Suite à l'annonce de cette enquête, la Fédération générale de la fonction communale (FGFC) a communiqué son souhait à ce que les fonctionnaires, agents et employés des communes et des syndicats intercommunaux soient également interrogés. Selon la FGFC, leur participation permettrait à obtenir un état des lieux complet.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage le point de vue de la FGFC?

- Monsieur le Ministre entend-il également soumettre ce questionnaire aux fonctionnaires, agents et employés des communes et des syndicats intercommunaux?

Réponse (01.06.2017) de M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

L'objectif de l'enquête sur la qualité de vie et la motivation au travail est d'établir un état des lieux sur le ressenti actuel des agents par rapport à leur lieu et leur environnement de travail et dont les conclusions serviront de point de départ à l'élaboration d'un plan d'action promouvant les différents aspects de la qualité de vie au travail. La condition préalable à la mise en œuvre d'un tel plan d'action est, d'une part, d'avoir une vue complète et exhaustive sur l'ensemble des agents travaillant auprès d'une entité et, d'autre part, de disposer des moyens nécessaires à sa réalisation. Or, dans la mesure où l'organisation et la gestion du personnel des communes, tout comme d'ailleurs celles des établissements publics, sont différentes de celles de la fonction publique étatique au sens propre et ne relèvent pas du ressort du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le questionnaire n'a pas été adressé aux agents de ces entités.

Je tiens toutefois à préciser qu'en cas d'intérêt de la part de responsables communaux ou d'établissements publics, je suis tout à fait disposé à mettre à leur disposition le questionnaire que j'ai fait élaborer dans ce contexte par mes services avec la collaboration scientifique de l'Institute for Health and Behaviour de l'Université du Luxembourg et de TNS ILReS.

Question 2951 (02.05.2017) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant la récente alerte à la bombe:

Dans le cadre de la plus récente alerte à la bombe dans un centre commercial au Luxembourg, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure semble publiquement avoir pris position sur des éléments de l'enquête pénale en avan-



çant que des éléments seraient en train d'être recherchés au-delà des frontières.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il y ait en l'espèce immixtion dans le cadre d'une enquête judiciaire qui relève de la direction du parquet?

- N'aurait-il pas appartenu au parquet de communiquer s'il l'avait jugé utile en application de l'article 8 (3) du Code de procédure pénale?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le comportement de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure qui indiquait notamment à la presse que l'enquête se déroulerait au-delà des frontières soit susceptible de constituer une violation du secret de l'instruction? De telles déclarations ne risquent-elles pas de compromettre les travaux des enquêteurs?

Réponse (19.05.2017) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

La question des honorables Députés se rapporte à l'alerte à la bombe au Centre commercial City Concorde en date du 27 avril dernier.

L'enquête sous la direction d'un juge d'instruction et en collaboration avec la police judiciaire française a permis de rassembler des éléments de preuve concordants que les cinq fausses alertes téléphoniques à la bombe (4) respectivement à l'empoisonnement (1) - 23 mars Utopolis et Auchan au Kirchberg - 8 avril City Concorde à Bertrange (menace d'empoisonnement) - 20 avril Globus à Bettembourg - 27 avril City Concorde à Bertrange - 30 avril gare CFL à Luxembourg, sont le fait d'un seul auteur.

L'auteur présumé de ces appels est un homme, âgé de 56 ans, de nationalité luxembourgeoise, déjà condamné au Luxembourg. Il est en train de purger en France, une peine de prison jusqu'au courant de l'année 2019.

Le Ministre de la Sécurité intérieure, en raison de ses fonctions, peut légitimement fournir au public des informations portant sur des faits qui ont troublé l'ordre public au Luxembourg.

En ce qui concerne la question d'une éventuelle violation du secret de l'instruction, il n'appartient pas au Ministre de la Justice d'apprécier si des faits précis relèvent d'une éventuelle qualification pénale alors que cette mission incombe aux seules autorités judiciaires.

Question 2952 (03.05.2017) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant les méga-camions:

Le Gouvernement allemand vient d'autoriser la circulation de méga-camions sur de nouveaux tronçons d'autoroute. Par conséquent, ces méga-camions pourront utiliser à peu près la moitié du réseau autoroutier en Allemagne. Une évolution favorable au méga-camions peut également être constatée dans nos pays voisins.

Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures peut-il me dire s'il y a des demandes concrètes adressées au Luxembourg de permettre la circulation de méga-camions sur nos autoroutes? Dans l'affirmative, existe-t-il au niveau européen de nouvelles initiatives visant à contraindre les pays membres à accepter le transit de tels camions?

Le réseau routier luxembourgeois est-il adapté à la circulation de véhicules d'une longueur de 25 m? Quel serait, selon Monsieur le Ministre, l'impact sur la sécurité routière de la circulation de méga-camions sur nos autoroutes?

Monsieur le Ministre est-il d'avis que le Luxembourg pourrait être contraint à accepter le passage de méga-camions sur son territoire à moyen terme?

Réponse (23.05.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

La circulation des véhicules longs et lourds (VLL) a été sujet de discussion au niveau européen dans le cadre de l'élaboration de la directive 2015/719 du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 96/53/CE du 25 juillet 1996, fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international.

Bien que dans une première version il avait été proposé par la Commission européenne d'autoriser la circulation de ces camions pour les transports transfrontaliers, cette proposition n'a cependant pas trouvée de majorité au sein du Conseil et partant la circulation internationale de VLL reste interdite.

Dans le cadre des discussions, le Luxembourg s'est toujours opposé à une circulation de VLL sur son territoire. En considérant les aspects de la sécurité routière et des infrastructures, la présence de VLL aura en effet des répercussions négatives sur la sécurité des autres usagers de la route et, en particuliers, des usagers vulnérables, surtout lorsque les VLL évoluent en milieu urbain. Finalement, une analyse détaillée de l'infrastructure routière en place serait requise afin de vérifier si le réseau routier satisfait aux exigences découlant de la circulation de ces véhicules. À titre d'exemple, un rond-point standard ne satisfait actuellement pas aux exigences des VLL.

Jusqu'à ce jour, le Département des transports a été saisi, à ma connaissance, que d'une seule demande de faire circuler des VLL sur son territoire.

Finalement, il y a lieu de souligner que la mise en circulation de ce type de véhicule risque d'augmenter encore davantage la circulation de poids lourds sur nos routes. Le Gouvernement intente cependant continuer ses efforts de transférer le transport de marchandises de la route vers le rail voire la navigation fluviale, modes de transport plus écologiques.

Question 2953 (03.05.2017) de MM. Laurent Mosar et Marc Spautz (CSV) concernant la redistribution des sièges britanniques dans le Parlement européen:

Selon un article du quotidien anglais «The Telegraph» publié le 28 avril 2017, l'Italie aurait suggéré dans le cadre du Conseil affaires générales du 27 avril de réattribuer les 73 sièges britanniques au Parlement européen, suite au départ du Royaume-Uni de l'Union européenne, sur la base d'une liste de candidats transnationale à élire dans une circonscription européenne unique.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de l'idée proposée par l'Italie concernant l'attribution des 73 sièges au Parlement européen après la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne?

2) Dans l'affirmative, quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois?

3) Comment le Gouvernement se positionne-t-il, le cas échéant, par rapport à une liste de candidats transnationale à élire dans une circonscription européenne unique?

Réponse (01.06.2017) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

ad 1) L'Italie a présenté ses idées concernant l'attribution des 73 sièges du Parlement européen après la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne au «Conseil affaires générales - Article 50» du 27 avril 2017 à Luxembourg. La proposition italienne comprend trois scénarios: la redistribution des 73 sièges du Royaume-Uni, la réduction du nombre total des sièges du Parlement européen et l'assignation des 73 sièges du Royaume-Uni à une circonscription européenne unique.

La décision 2013/312/UE du Conseil européen du 28 juin 2013 fixant la composition du Parlement européen prévoit dans son article 4 la révision «suffisamment longtemps avant le début de la législature 2019-2024 sur la base d'une initiative du Parlement européen, présentée avant la fin 2016». Selon les informations à disposition, les travaux sont en cours au sein du Parlement européen et il est dès lors prématuré de prendre position par rapport à toutes les idées qui sont évoquées dans ce contexte en attendant la proposition adoptée par le Parlement.

ad 2) et 3) Le Gouvernement luxembourgeois examinera le détail des propositions le moment venu. Une concertation avec la Chambre des Députés suivant les modalités en vigueur sera mise en place.

Question 2954 (03.05.2017) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'esquisse de réforme fiscale présentée mercredi dernier par le président américain:

Parmi les mesures fiscales annoncées du côté américain, il convient de citer:

- la baisse du taux d'imposition des entreprises américaines de 35% à 15%,

- la réduction des tranches d'imposition des ménages de 7 à 3 avec un taux maximal à 35%, et

- un impôt unique (dont le taux est actuellement encore inconnu) sur le rapatriement de liquidités actuellement détenues par les entreprises à l'étranger.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quel serait, d'après Monsieur le Ministre, l'impact de telles mesures sur la compétitivité des entreprises européennes en général et sur les entreprises luxembourgeoises en particulier?

- Quel serait l'impact de telles mesures sur le plan d'action BEPS et les actes de transposition de ces mesures au niveau européen? Quid de l'instrument multilatéral fiscal de l'OCDE?

- Ce sujet a-t-il déjà fait l'objet de discussions au niveau européen, sinon au sein du Conseil de Gouvernement luxembourgeois?

Réponse (02.06.2017) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Il y a lieu de préciser que ce qui a été présenté fin avril ne constitue pas un projet de loi sur une réforme fiscale, mais davantage une présentation sommaire de quelques idées et d'un certain nombre de principes. Tant que les équipes dirigeantes au Treasury ne seront pas en place, il est peu probable qu'un texte se concrétise rapidement.

À noter d'ailleurs que lors d'un premier «hearing» à la Chambre des Représentants, les messages sont restés très généraux.

Partant, il est impossible de se prononcer à l'heure actuelle sur l'impact éventuel de certains changements législatifs en matière fiscale aux États-Unis sur les entreprises européennes et luxembourgeoises.

Par ailleurs, le calendrier pour l'adoption de cette réforme fiscale reste incertain et une entrée en vigueur pour 2018 reste à ce stade purement hypothétique.

À la lumière de ce qui précède, il est prématuré de mener des discussions sur le fond du sujet tant au niveau européen qu'au sein du Conseil de Gouvernement.

Question 2955 (04.05.2017) de MM. Henri Kox et Gérard Anzia (déli gréng) concernant la production de crémant biologique par l'Institut viti-vinicole:

Dans sa réponse à la question parlementaire n°2807, Monsieur le Ministre s'est exprimé en faveur d'une interdiction des herbicides dans la viticulture et pour l'élaboration d'un produit biologique phare comme le crémant de Luxembourg. Toujours selon la réponse à la question parlementaire n°2807, l'Institut viti-vinicole (IVV) organiserait, en étroite coopération avec l'IBLA (Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur asbl), des séances d'information théoriques et pratiques en cette matière.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'État, respectivement l'IVV, devrait donner l'exemple dans ce domaine en produisant exclusivement des créments biologiques?

- Existe-t-il éventuellement déjà une démarche concrète afin de mettre en place une certification biologique pour le crémant de Luxembourg produit par l'IVV?

Réponse (02.06.2017) de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

L'Institut viti-vinicole renonce complètement à l'utilisation d'herbicides et d'insecticides sur l'intégralité de ses parcelles. Des méthodes culturales et biotechniques permettent d'atteindre ces objectifs.

Le traitement des maladies cryptogamiques sur les parcelles du Domaine de l'État se fait avec des produits autorisés en agriculture biologique et avec le produit phytopharmaceutique «Veriphos», produit sans mention de danger (phrase H) qui permet de réduire les doses de cuivre de moitié par rapport à la culture biologique.

Toutefois, une bonne partie des parcelles de l'État est réservée à des fins de recherche. Il s'agit ici d'essais pluriannuels, effectués selon

des schémas précis et destinés à mieux connaître les cycles biologiques des maladies cryptogamiques principales et de nouveaux ravageurs ou d'insectes. Différentes méthodes de lutte ou de prévention sont expérimentées. Il s'agit ici à la fois de méthodes techniques ou de stratégies adaptées afin de réduire et de mieux cibler les traitements phytosanitaires nécessaires. Une partie des essais est menée en coopération avec le Centre de recherche public LIST. Les besoins et les souhaits de la profession viticole sont bien sûr également incorporés dans la planification de ces essais.

Comme les essais traitent des problèmes de la profession viticole entière, le recours à une certaine panoplie de produits phytosanitaires, parfois non biologiques, est nécessaire. Or, comme les parcelles d'essai se trouvent réparties au sein des parcelles du Domaine de l'État, il est très difficile de procéder à une certification biologique. Une production biologique certifiée «crémant de Luxembourg» par l'Institut viti-vinicole n'est donc pas réalisable dans le cadre de sa mission de recherche.

Ces réalités n'ont jamais empêché l'Institut viti-vinicole de travailler en étroite collaboration avec le secteur biologique comme p. ex. l'IBLA, afin de contribuer par l'intermédiaire de séminaires ou de séances d'information, à la progression de la viticulture biologique au Luxembourg.

Question 2956 (04.05.2017) de M. Jean-Marie Halsdorf et Mme Martine Mergen (CSV) concernant la recherche de personnes disparues:

En cas de disparition inquiétante d'une personne, il faut essayer de la retrouver le plus vite possible, en recourant à tous les moyens disponibles.

Une possibilité pour retrouver des personnes disparues consiste à recourir au pistage. Il s'agit d'une action qui consiste pour un chien à trouver et à suivre une suite de traces olfactives au sol sur ordre d'une personne conductrice.

Au Luxembourg, il y a plusieurs acteurs publics (Police grand-ducale, Administration des services de secours) et privés (Société de la Croix-Rouge luxembourgeoise, «Search Dogs» asbl) disposant de chiens formés au pistage.

Selon nos informations, la Police grand-ducale ne disposait pas de chiens formés spécifiquement au pistage en 2016. Par contre elle avait trois chiens qui étaient en voie de formation dans le domaine de la recherche de personnes disparues.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous informer si les trois chiens de sauvetage susmentionnés ont achevé avec succès leur formation au pistage et si la Police grand-ducale dispose donc actuellement de chiens formés au pistage?

2) Est-ce que la Police grand-ducale recourt aux ressources des autres acteurs publics dans le cadre des missions de recherche de personnes disparues?

3) Est-ce que la Police grand-ducale recourt à la technicité et aux capacités spéciales des acteurs privés dans le cadre des missions de recherche de personnes disparues?

4) Dans l'affirmative, à quels acteurs privés la Police grand-ducale recourt-elle?

5) Est-ce qu'il y a des offres de collaboration de certains acteurs que la Police grand-ducale refuse et, dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

6) Existe-t-il une stratégie globale, des critères et des conditions clairs et transparents concernant les synergies et collaborations entre la Police grand-ducale et les acteurs publics et privés?

Réponse (24.05.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

ad 1) La Police grand-ducale ne dispose pas de chiens spécifiques pour le pistage en général, mais de chiens pour le pistage d'acteurs d'infractions ou de fugitifs. Ce type de recherches est de l'attribution exclusive de la Police grand-ducale et il est évident que des personnes privées ou bénévoles ne peuvent y participer vu le danger inhérent à ces missions. Ces chiens de service de la Police grand-ducale sont au nombre de 13.

La Police grand-ducale ne dispose partant pas de chiens de sauvetage, mais de chiens de détection de drogues, d'explosifs, de pistage, de détection d'incendie et de défense.

ad 2) Oui, la Police grand-ducale recourt aux ressources des autres acteurs publics dans le cadre des missions de recherche des personnes disparues.

ad 3) Oui, la Police grand-ducale recourt à la technicité et aux capacités spéciales des acteurs privés dans le cadre des missions de recherche de personnes disparues.

ad 4) La Police grand-ducale a signé le 1^{er} août 2016 une convention de coopération avec l'Administration des services de secours et la Croix-Rouge afin de collaborer au niveau des interventions d'unités cynotechniques en cas de recherches de personnes physiques suite à une disparition inquiétante.

ad 5) L'on me rapporte que pour des raisons opérationnelles, il est indispensable que les équipements des maîtres-chiens et ceux des chiens soient compatibles, que ce soit au niveau des équipements radio, des équipements spécifiques de traçage des chiens ou des procédures de recherche. Les équipes cynophiles se sont engagées dans la convention susmentionnée à effectuer des entraînements communs et il est évident que la Police grand-ducale ne peut avoir recours à des particuliers, mais seulement à des administrations ou associations qui peuvent garantir un service continu, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Aussi bien la mise à disposition de radios que la participation à des entraînements communs ne posent donc pas de problème. La convention entre l'Administration des services de secours et la Croix-Rouge ne comporte pas de volet pérennitaire. Les services rendus par ces deux partenaires conventionnés se font via des bénévoles.

ad 6) Il n'existe pas de stratégie globale concernant les synergies et collaborations entre la Police grand-ducale et les acteurs publics et privés, toute personne qui désire mettre ses services à disposition est libre de le faire, pour autant que ce soit dans le cadre de la coopération avec l'Administration des services de secours, voire la Croix-Rouge.

Question 2957 (04.05.2017) Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant l'audit sur le budget de l'Université du Luxembourg:

D'après différents rapports des médias et dans le contexte des dissensions en matière budgétaire au sein de l'Université du Luxembourg, le conseil de gouvernance de l'université aurait recours depuis le 1^{er} avril dernier à un «Chief Transformation Officer» (CTO) afin de mettre sur pied sur base d'un audit commandité par le même conseil de gouvernance auprès du cabinet de conseil McKinsey, «un plan d'action relatif au budget 2017 et en vue de réorganiser les procédures budgétaires...».

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il donner des informations sur la date d'achèvement de l'audit par McKinsey?

- Dans le contexte des problèmes internes manifestes actuels à l'Université du Luxembourg et dans le but d'éviter au maximum les dommages d'image pour cet établissement en pleine évolution, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait judicieux de rendre public l'audit mentionné et d'en discuter les conclusions et conséquences en toute transparence?

Réponse (12.06.2017) de M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

Selon l'article 1^{er} de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, l'université jouit de l'autonomie financière. Selon l'article 18 de la loi précitée, le conseil de gouvernance exerce le contrôle sur les activités de l'université, il arrête le projet de budget et le budget annuel et saisit le rectorat de toutes les questions concernant notamment la gestion et le développement de l'université.

Selon les informations fournies par l'Université du Luxembourg, le recteur de l'université a demandé en décembre 2016 dans une lettre adressée au président du conseil de gouvernance de mandater formellement le cabinet McKinsey Luxembourg afin de faire une analyse critique du processus budgétaire et du contrôle de gestion au sein de l'université. De même le recteur a proposé de mettre en place un groupe de travail commun composé de membres du conseil de gouvernance et du rectorat afin d'étudier les questions budgétaires de l'université.

Depuis décembre 2016 le cabinet McKinsey Luxembourg a assisté le rectorat de l'université dans sa démarche de rendre le processus bud-

gétaire plus transparent et le contrôle de la gestion financière plus efficace, l'objet du mandat attribué à McKinsey étant d'assister le rectorat dans ses efforts et non d'établir un audit proprement dit.

Question 2958 (04.05.2017) de M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) concernant le vol d'endoscopes au Centre hospitalier de Luxembourg:

Récemment des endoscopes d'une valeur évaluée à 800.000 euros ont été volés au sein du service de gastroentérologie du CHL. Selon les responsables de l'hôpital il s'agirait d'un acte professionnel. En effet, le vol d'un matériel de pointe d'une telle envergure cible plus que probablement un marché contrôlé par le crime organisé. Cette piste est renforcée par le fait qu'un hôpital belge a été victime d'un vol similaire le même week-end.

À noter que l'achat de tel matériel médical est prévu dans l'enveloppe budgétaire des hôpitaux. En effet, c'est le Gouvernement qui fixe dans les années paires, au premier octobre au plus tard, une enveloppe budgétaire globale des dépenses du secteur hospitalier pour les deux exercices à venir.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé et à M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

- Les ministres ont-ils connaissance d'autres cas de vols similaires qui laissent indiquer des liens avec le crime organisé? Dans l'affirmative, de combien de cas s'agit-il?

- Quelles sont les recommandations de sécurité que le Gouvernement donne aux hôpitaux en ce qui concerne la sécurité du matériel médical et d'ailleurs aussi pour celle des médicaments dont certains sont catégorisés comme stupéfiants? Les dispositifs de sécurité seront-ils dorénavant renforcés?

- Est-ce qu'une telle perte sera compensée pour l'hôpital concerné?

Réponse commune (31.05.2017) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

ad 1) Le Ministère de la Sécurité sociale, le Ministère de la Santé, la Caisse nationale de santé (CNS) et les services de la Direction de la santé n'ont pas eu connaissance de vols similaires; des vols de matériel informatique et de bureau ont déjà eu lieu, mais de manière isolée, laissant plutôt évoquer des vols «opportunistes».

La Direction de la santé n'a pas connaissance d'un recensement de tels vols au niveau national. Ces vols constituant des infractions, leur enregistrement et leur recensement éventuel relève de la Police grand-ducale.

ad 2) Le Ministère de la Sécurité sociale et le Ministère de la Santé ne participent pas à l'élaboration des mesures de sécurité dans les établissements hospitaliers et n'émettent aucune recommandation à ce titre.

La sécurité du matériel et des médicaments dans les hôpitaux relève de leur organisation propre, sous la responsabilité de leur département administratif.

ad 3) Cette question ne relève ni des compétences du Ministère de la Sécurité sociale, ni du Ministère de la Santé.

Le Département de la sécurité sociale n'a été informé du sinistre que par la voie de la presse, il ne détient dès lors pas d'autres informations que celles y ayant figurées. À l'heure actuelle, la CNS ignore si l'hôpital compte émettre des revendications à l'encontre de l'assurance maladie.

Il y a lieu de préciser que les hôpitaux peuvent contracter des assurances pour se prémunir du risque opérationnel et financier lié à de tels incidents.

Question 2959 (05.05.2017) de M. Marc Spautz (CSV) concernant l'emploi de personnes affectées à des travaux de ménage:

Il ressort d'un article paru hier sur wort.lu qu'en 2015, 18.000 ménages ont affilié, via la procédure simplifiée, en tout 7.875 de personnes affectées à des travaux de ménage. Ces chiffres sont à mettre en perspective avec le nombre de ménages recensés en 2011, i.e. 208.565 ménages, mais ne semblent pas tenir compte du nombre de ménages ayant signé des contrats de prestation de services avec des entreprises de nettoyage.

Même si nous ne disposons pas d'autres chiffres officiels sur le nombre de ménages, on peut estimer qu'en 2015, moins de 9% des ménages ont déclaré occuper directement des personnes en charge de travaux ménagers. Il ne peut donc être exclu qu'un nombre important de personnes employées dans ces secteurs ne sont pas déclarées, i.e. ne paient pas de cotisations sociales notamment en matière d'assurance-pension et risquent de ce fait d'être exclues du bénéfice d'une retraite le moment venu.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse susmentionnée?

- Dispose-t-il de données statistiques plus actuelles et détaillées? Dans l'affirmative, lesquelles?

- Quelles sont les mesures envisagées par Monsieur le Ministre pour inciter les ménages à déclarer leur personnel? Des actions de sensibilisation sont-elles prévues?

- Quelles sont les sanctions que risquent les ménages s'ils omettent de déclarer leur personnel? À combien de reprises ces sanctions ont-elles été prononcées dans le passé? Ces sanctions sont-elles, de l'appréciation de Monsieur le Ministre, suffisamment dissuasives?

Réponse (29.05.2017) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

Le Centre commun de la sécurité sociale dispose de statistiques récentes relatives aux affiliations à la sécurité sociale dans le cadre des ménages privés ayant opté pour la procédure simplifiée. Ces statistiques sont publiées sur le site Internet du Centre commun sous www.ccss.lu/menages/statistiques.

À la fin de l'année 2016, quelque 19.000 ménages occupent en tout 8.077 aides ménage affiliées à la sécurité sociale. Cette donnée ne tient néanmoins pas compte des ménages ayant recours à des sociétés prestataires de services de nettoyage pour ménages privés, ni par ailleurs des ménages de personnes dépendantes occupant un proche en tant qu'aide informel, ni des familles ayant accueilli un jeune au pair. La forte croissance du nombre de ménages privés déclarant des aides ménage est indiquée dans le tableau ci-après et excède largement la croissance liée à la démographie du pays.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le nombre de ménages privés ayant déclaré du personnel suivant la méthode simplifiée peut donc difficilement être mis en relation avec le nombre total de ménages au Luxembourg.

Par ailleurs, il faut également prendre en considération les ressources financières dont disposent les ménages. Bien que le Centre commun ait recensé quelque 220.000 ménages en 2016, la distribution du nombre de ménages en fonction de leur revenu annuel brut repris dans le graphe ci-après montre qu'une majorité de ménages ne dispose pas nécessairement des ressources financières pour engager du personnel.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

L'introduction d'une procédure simplifiée en 1999 a permis aux ménages privés d'affilier à la sécurité sociale le personnel avec lequel ils ont convenu un salaire net et qui est engagé pour les travaux de ménage, pour la garde d'enfants ainsi que pour assurer des aides et soins nécessaires à une personne dépendante moyennant une déclaration unique au début de l'activité du salarié. En outre, le Centre commun se charge tout aussi bien du calcul des cotisations sociales que de l'impôt forfaitaire dus dans le cadre de la relation entre le ménage privé et son salarié, liquide le crédit d'impôts au salarié occupé exclusivement auprès d'un ménage privé et édite les certificats de paiement de salaires, cotisations, contribution dépendance et impôts qui peuvent être présentés auprès de l'Administration des contributions directes dans le cadre du calcul ou de la régularisation des impôts payés du chef du ménage privé ou de la personne engagée.

À ce titre et afin d'encourager les ménages privés à régulariser l'emploi de leur personnel, le Gouvernement avait mis en place un abattement forfaitaire pour frais de domesticité, frais d'aides et de soins en raison de l'état de dépendance ainsi que pour frais de garde d'enfants à hauteur de 3.600 EUR. Cet abattement est porté à 5.400 EUR à partir de l'année fiscale 2017. Les frais de l'impôt forfaitaire et des coti-

sations sociales à charge de l'employeur en surplus de la rémunération nette convenue avec le salarié dans le cadre d'une activité d'aide ménage peuvent donc être compensés par cet abattement forfaitaire.

À titre d'exemple: l'engagement d'une aide ménage typiquement à raison de quatre heures hebdomadaires avec un salaire net horaire de 13 EUR au sein d'un ménage privé disposant d'un certain revenu imposable (avant déduction des frais de domesticité) engendre des cotisations et un impôt forfaitaire suivant le tableau ci-après.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le Centre commun de la sécurité sociale dispose par ailleurs d'un service pour détecter d'éventuelles irrégularités commises de la part des employeurs, indépendants ou assurés en matière d'affiliation et de cotisations sociales. Dans ce cadre, bien qu'il ne soit pas dans les habitudes du Centre commun de contrôler les ménages privés en particulier, le service peut être sollicité en cas de dénonciation de la part d'une autre administration publique, de l'assuré lui-même ou d'une autre personne concernée. Le cas échéant, le Centre commun procède à une affiliation rétroactive du salarié entraînant un recalcul de cotisations sur une longue période. Il prononce en outre des amendes administratives à l'encontre des employeurs qui affichent des retards considérables en matière de déclaration de leurs salariés, mais ces amendes ne représentent point de véritable sanction à l'encontre d'une tentative d'abus ou de fraude, mais constituent plutôt un moyen de sanctionner l'absence de discipline surtout des employeurs recrutant un nombre important de salariés. De telles amendes ne sont actuellement pas prononcées à l'encontre de ménages privés. La mise en compte d'amendes plus significatives pour sanctionner des tentatives d'abus et de fraude ainsi qu'une optimisation des ressources à mettre à la disposition du service de contrôle du Centre commun pour détecter de telles situations sont actuellement en voie de développement.

Question 2960 (05.05.2017) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant la loi dite «Omnibus»:

L'article 38 de la loi du 3 mars 2017 dite «Omnibus» prévoit désormais un droit de préemption en faveur des communes pour toutes les parcelles non construites situées dans les zones urbanisées ou destinées à être urbanisées.

Sous l'ancienne législation, un tel droit de préemption avait déjà été accordé aux communes notamment pour l'acquisition de terrains adjacents au périmètre d'agglomération.

Dans ce contexte, les notaires ont adressé dans la pratique aux communes une copie du projet d'acte en vue de leur permettre l'exercice ou non du droit de préemption, la décision finale revenant en fin de compte au conseil communal.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Est-ce que les notaires sont désormais obligés de notifier tout projet d'acte se rapportant à un terrain à bâtir situé à l'intérieur d'un PAG à la commune afin que celle-ci puisse exercer un éventuel droit de préemption?

- Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement confirme que la décision d'exercer ou non le droit de préemption relève en fin de compte du conseil communal?

- Est-ce que le Gouvernement entend préciser la marche à suivre par voie de circulaire?

Réponse (16.06.2017) de M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

L'article 38 de la loi du 3 mars 2017 dite «Omnibus» qui définit les personnes publiques disposant d'un droit de préemption, ainsi que les catégories de terrains qui peuvent faire l'objet de ce droit modifie en effet l'article 3 de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes. Les nouvelles dispositions élargissent notamment l'assiette du droit de préemption des communes tout en remplaçant

des notions désuètes par une terminologie actuelle en phase notamment avec celle qui figure dans la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain tout en précisant la finalité du droit de préemption accordé aux communes.

En revanche, les dispositions qui ont trait aux obligations des notaires, instituées, à l'époque, par la loi du 22 octobre 2008 précitée demeurent inchangées. Ainsi, les notaires, qui sont en charge d'une aliénation de gré à gré portant sur une parcelle soumise au droit de préemption, sont tenus de notifier par envoi recommandé à l'ensemble des pouvoirs éventuellement préemptant, au plus tard deux mois avant la passation de l'acte authentique d'aliénation, copie du compromis ou du projet d'acte d'aliénation, à moins que les pouvoirs préemptant n'aient renoncé à l'exercice de leur droit de préemption. A défaut, le notaire est passible d'une des peines disciplinaires prévues par l'article 87 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat.

Le collège des bourgmestre et échevins étant chargé, d'après les dispositions de l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, de l'instruction des affaires à soumettre au conseil communal ainsi que de l'établissement de l'ordre du jour des réunions du conseil communal, la décision définitive d'acquisition de biens immobiliers appartient au conseil communal sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur dans les conditions déterminées par l'article 106 de la loi communale.

Je tiens à informer les honorables Députés de ces séances d'information, voire de formation pour élus et agents communaux au sujet de la loi dite «Omnibus» ont eu lieu les 14, 22 et 28 mars et le 4 avril 2017.

Finalement, je me permets d'ajouter que ma circulaire n°3476 du 5 mai 2017 adressée à toutes les administrations communales a détaillé les nouvelles dispositions de la loi dite «Omnibus».

Question 2961 (05.05.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **nouvelles infractions à inscrire dans le Code pénal:**

Avant-hier, en plein débat télévisé, la candidate aux présidentielles du Front national a insinué que le candidat du mouvement «En Marche!» a un compte offshore au Bahamas. Cette insinuation a tout de suite été réfutée par le second, qui par la suite a porté plainte contre X pour «faux» et «propagation de fausse nouvelle».

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si notre Code pénal ou d'autres textes de loi luxembourgeois connaissent de telles infractions pénales?

- À défaut, le Gouvernement compte-t-il compléter le Code pénal par celles-ci?

Réponse (29.05.2017) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice:*

Suivant communiqué du 4 mai 2017 de la Commission nationale de contrôle de la campagne électorale en vue de l'élection présidentielle (CNCCEP) française, ladite commission ayant été saisie par Monsieur Emmanuel Macron d'éléments circulant sur Internet et les réseaux sociaux depuis le 3 mai dans la soirée, et susceptibles de constituer, au préjudice de ce candidat, des faux et usages de faux, des diffamations et des fausses nouvelles pouvant avoir une influence sur la sincérité du scrutin, elle en a donné avis au procureur de la République en application de l'article 40 du Code de procédure pénale français.

En premier lieu, bien que la diffamation ne soit pas visée dans la question posée par les honorables Députés, il est opportun de rappeler que les atteintes portées à l'honneur ou à la considération des personnes sont sanctionnées pénalement par le droit luxembourgeois au travers des dispositions du Chapitre V du Titre VIII.- Des crimes et délits contre les personnes au Livre II du Code pénal.

En ce qui concerne le faux et l'usage de faux, le droit pénal français les incrimine au Chapitre I^{er} du Titre IV: Des atteintes à la confiance publique qui figure au Livre IV: Des crimes et dé-

lits contre la nation, l'État et la paix publique de la partie législative du Code pénal français. La notion de «faux» est ainsi définie comme suit à l'article 441-1 du Code pénal français:

«Article 441-1

Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques.

Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45.000 euros d'amende.»

Bien qu'une conception générique du faux comme le prévoit l'article 441-1 du Code pénal français ne se retrouve pas dans le Code pénal luxembourgeois, il ne paraît, a priori, pas nécessaire de modifier ce dernier.

En effet, des infractions de faux variées sont prévues au Livre II du Code pénal luxembourgeois, sous le Titre III.- Des crimes et des délits contre la foi publique. Il en est ainsi notamment des faux commis en écritures, avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, qui sont susceptibles d'être pénalement sanctionnés dans les cas spécifiés aux articles 194 et suivants du Code pénal. Aussi, les écritures authentiques et publiques, les écritures de commerce, de banque ainsi que les écritures privées, en ce compris également les actes sous seing privé électroniques, peuvent faire l'objet d'un faux punissable de peines de réclusion. En ce qui concerne l'usage de tel faux, en vertu de l'article 197 du Code pénal, celui qui aura fait usage du faux sera puni comme s'il était l'auteur du faux.

Par ailleurs, certaines fraudes en matière informatique sont spécifiquement réprimées aux articles 509-1 et suivants du Code pénal luxembourgeois. Ainsi, notamment, en vertu de l'article 509-3, l'introduction, la suppression ou la modification de données dans un système de traitement ou de transmission automatisé de données, faite intentionnellement et au mépris des droits d'autrui, sont punissables d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende.

Une modification du Code pénal ne paraît donc, a priori, pas nécessaire.

En ce qui concerne les fausses nouvelles pouvant avoir une influence sur un scrutin électoral, le Code électoral français, en son article L97 dispose que:

«Article L97

Ceux qui, à l'aide de fausses nouvelles, bruits calomnieux ou autres manœuvres frauduleuses, auront surpris ou détourné des suffrages, déterminé un ou plusieurs électeurs à s'abstenir de voter, seront punis d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 15.000 euros.»

Une disposition analogue n'existant pas, actuellement, dans la législation luxembourgeoise, le Gouvernement examinera s'il y a lieu de compléter la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ou le Code pénal par l'insertion d'une telle disposition.

Question 2962 (05.05.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **groupement autonome de personnes:**

Dans un arrêt du 4 mai 2017 (affaire C-274/15), la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a retenu un manquement de la part du Luxembourg quant aux obligations qui lui incombent en vertu de divers articles de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, telle que modifiée par la directive 2010/45/UE du Conseil du 13 juillet 2010 en prévoyant un régime de la taxe sur la valeur ajoutée relatif aux groupements autonomes de personnes (GAP). Déjà, le 6 octobre 2016, l'avocat général avait tranché en défaveur du Luxembourg.

Il paraît toutefois que la CJUE s'est limitée à analyser le cadre légal luxembourgeois en ne tenant pas compte des modifications intervenues en août 2012. En effet, lors de l'examen du premier grief soulevé par la Commission européenne, la Cour note que «la modification de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal par le règlement grand-ducal du 7 août 2012 n'est intervenue qu'à une date ultérieure. Partant, cette modification n'est pas pertinente pour l'analyse du premier grief», sachant toutefois que dans la phase précontentieuse, la Commission européenne avait considéré que le règlement du 7 août 2012 n'avait pas rendu la législation luxembourgeoise conforme à la directive 2006/112 précitée.

À noter également que, déjà en décembre 2016, nous avons invité Monsieur le Ministre à étudier la mise en place d'un régime d'unité TVA sur l'échange de services intragroupe.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre considère-t-il que le cadre légal luxembourgeois actuel, tel qu'il se présente depuis le règlement grand-ducal du 7 août 2012, est conforme à la législation européenne?

- Dans l'affirmative, ne craint-il pas que la Commission européenne pourrait, malgré cela, de nouveau citer le Luxembourg devant la CJUE?

- Dans la négative, quelles sont les modifications légales envisagées par Monsieur le Ministre?

- Monsieur le Ministre a-t-il entre-temps étudié la mise en place d'un régime d'unité TVA sur l'échange de services intragroupe? Dans l'affirmative, quel serait le déchet fiscal d'une telle mesure? Quel a été le déchet fiscal annuel du régime de la taxe sur la valeur ajoutée relatif aux groupements autonomes de personnes?

Réponse (02.06.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances:*

Le Gouvernement a pris bonne note de l'arrêt du 4 mai 2017 de la Cour de justice de l'Union européenne.

Les modifications réglementaires ou législatives à entreprendre sont à l'étude.

Des réflexions sont en cours ayant trait à l'opportunité d'introduire un régime d'intégration fiscale en matière de TVA dans la législation luxembourgeoise. Le déchet fiscal d'une telle mesure n'est à ce stade pas chiffrable en raison du champ d'application et des modalités d'exécution qui resteraient à être définies conformément au droit communautaire.

Question 2963 (05.05.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'**obligation de tenir une comptabilité en partie double:**

Le paragraphe 161 de l'«Abgabenordnung» (AO) soumet les exploitants commerciaux, agricoles et forestiers, de même que certaines professions libérales dont le chiffre d'affaires dépasse un certain seuil, à l'obligation fiscale de tenir une comptabilité en partie double.

Son alinéa 2 prévoyait toutefois que le bureau d'imposition est toujours habilité à accorder dans des cas particuliers des dérogations à cette obligation.

Il se trouve toutefois qu'une circulaire du directeur des contributions directes du 15 mai 1970 est venu dispenser tous les membres des professions libérales de cette obligation, leur permettant de déterminer leur bénéfice imposable selon le mode simplifié de la comparaison des recettes et dépenses d'exploitation (régime dont bénéficient en effet les exploitants agricoles et forestiers en vertu d'un règlement grand-ducal adopté sur base de l'article 64bis L.I.R.).

De la sorte, les titulaires d'une profession libérale se trouvent, malgré des seuils largement dépassés, constamment déchargés de l'obligation de tenir une comptabilité en partie double.

Dans le but d'aboutir à un parallélisme entre le régime applicable aux exploitants commerciaux et celui applicable aux membres des professions libérales, il a été décidé dans la réforme fiscale adoptée en décembre dernier d'abolir ces différences de traitement fiscal, en abrogeant l'alinéa 2 précité. Il a en même temps été décidé d'augmenter le seuil de 50.000 euros à 100.000 euros.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les modifications opérées en décembre dernier ont abouti à une charge de travail supérieure pour les bureaux d'imposition?

- Ces bureaux d'imposition sont-ils en mesure de traiter les dossiers fiscaux dans des délais raisonnables? A défaut, comment le Gouvernement entend-il solutionner les problèmes posés par ce nouveau régime?

Réponse (02.06.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances:*

Parmi les nouveautés apportées par la loi du 23 décembre 2016 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 figure notamment celle vi-

sée au paragraphe 161 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée «Abgabenordnung» (AO), qui impose, entre autres, aux titulaires d'une profession libérale de tenir dorénavant une comptabilité régulière en partie double à partir d'un chiffre d'affaires supérieur à 100.000 euros.

Pour les titulaires d'une profession libérale qui tenaient déjà une comptabilité régulière en partie double, cette nouvelle réglementation n'a aucun impact. En revanche, la refonte du paragraphe 161 AO a avant tout un impact sur ceux qui par le passé pouvaient se prévaloir de la dispense qui leur était donnée conformément au paragraphe 161, alinéa 2 AO. Avec l'abrogation de cet alinéa 2, il est mis fin à la possibilité pour certains contribuables, notamment pour les titulaires d'une profession libérale, de pouvoir être libérés de l'obligation de tenue d'une comptabilité en partie double. Partant, tous les exploitants commerciaux, agricoles ou forestiers ainsi que les titulaires d'une profession libérale qui entreront dans le champ d'application du paragraphe 161 AO ne seront, sauf dérogation légale expresse, plus autorisés à appliquer le mode simplifié de détermination de bénéfice, ce qui revient à tenir une comptabilité de trésorerie (encaissements - décaissements), mais devront dès lors adopter la méthode de la comptabilité en partie double et établir, chaque année, un bilan complet.

Pour conclure, il convient de souligner que les modifications législatives apportées au paragraphe 161 AO n'exigent, pour les bureaux d'imposition de l'Administration des contributions directes, que peu, voire aucune charge de travail supplémentaire dans la mise en œuvre de leur pouvoir de vérification.

Question 2965 (08.05.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **réorganisation fonctionnelle d'administrations:**

Au cours de la Commission de l'agriculture, de la viticulture, du développement rural et de la protection des consommateurs du 18 novembre 2016, Monsieur le Ministre a réaffirmé sa conviction quant à l'utilité de fusions et réorganisations d'administrations relevant de son ressort. Le principe principal, compte tenu également d'exigences communautaires, est de regrouper tous les organismes payeurs et de les séparer clairement d'autres organismes notamment de contrôle. Le ministre a précisé que la mise en œuvre pratique de ce principe s'avère toutefois être assez complexe. Selon le ministre, une étude afférente commanditée auprès d'un prestataire de services audit et consulting est en voie de finalisation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Est-ce que cette étude a été finalisée et dans l'affirmative, quels sont les résultats?

- Quelles conclusions le Gouvernement entend-il tirer de cette étude?

Réponse (01.06.2017) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

J'aimerais en premier lieu rappeler que le programme gouvernemental prévoit, dans le chapitre consacré à l'agriculture, la viticulture, le développement rural et la protection des consommateurs, que:

«...le Gouvernement entend:

- ...

- analyser de façon approfondie les attributions des administrations dans le but de leur réorganisation permettant de mieux répondre aux nouveaux défis de la politique agricole nationale et communautaire. Les tâches de conseil, d'un côté, et celles de gestion et de contrôle, de l'autre, devront être mieux séparées.»

L'analyse précitée, qui a été menée avec l'aide d'un consultant externe, a pu être finalisée entre-temps et a permis de confirmer qu'une séparation entre les fonctions d'organisme payeur (y compris les contrôles administratifs et sur place) d'un côté et celles de conseil et de vulgarisation d'un autre côté doit être effectuée. Dans ce contexte, je tiens à préciser que le Luxembourg ne dispose actuellement, comme à l'avenir, que d'un seul organisme payeur pour les fonds communautaires agricoles, à savoir le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, et que les tâches de contrôle en font déjà partie intégrante.

Le ministère entend mettre en œuvre ces conclusions, en étroite concertation avec toutes les personnes impliquées, dans les meilleurs délais.



Question 2968 (09.05.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **référendum sur la peine de mort en Turquie**:

Déi tierkesch Regierung denkt anscheinend drun, fir e Referendum iwwert d'Neesaféiere vun der Doudesstrof ofzehalen. Géif et zu esou engem Referendum kommen, wärem déi tierkesch Statsbierger, déi hei am Land liewen, opgefuerdert, hir Stëmm ofzeginn.

D'Regierung vum eisen Nopeschlänner Däitschland, der Belsch a Frankräich esou wéi och Eisträich an Holland hu sech elo scho kloer géint d'Ofhale vun deem Referendum op hirem Territoire ausgeschwat.

An deem Zesammenhang wéilt ech folgend Froen un den Här Bausseminister stellen:

- Wéi ass d'Positioun vun eiser Regierung, géif et zu esou engem Referendum kommen? Géing si et der tierkescher Ambassade, respektiv engem tierkesche Konsulat erlaben, fir sech hei am Land un esou engem Referendum organisatoresch ze bedeelegen?

- Géing si et erlaben, datt Tierken, déi net zu Lëtzebuerg wunnen, këinten op Lëtzebuerg kommen, fir hei un esou engem Referendum deelzehuelen?

Réponse (02.06.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

D'Tierkei huet bis haut nach keng Decisioun geholl iwwert d'Organisatioun vun engem Referendum iwwert d'Neesaféiere vun der Doudesstrof.

D'Regierung huet net wëlles esou en eventuelle Referendum vun der Tierkei iwwert d'Neesaféiere vun der Doudesstrof op Lëtzebuerg Territoire zouzeloossen.

Question 2970 (09.05.2017) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant le **problème d'extrême maigreur des mannequins**:

Selon le Guide familial des maladies du Dr André-H. Dandavino, l'anorexie mentale est un trouble de la conduite alimentaire qui se rencontre le plus souvent chez les adolescentes de 14 à 17 ans, alors qu'on compte seulement 5% des cas chez les garçons.

L'anorexie peut également survenir chez les adultes, tout comme chez les jeunes prépubères, âgées de dix à douze ans. Elle peut être la conséquence d'une image de minceur privilégiée par la société. Dans les dernières décennies, le nombre de personnes souffrant d'anorexie a augmenté de façon importante. (www.sante.public.lu).

Afin de lutter contre l'anorexie, en particulier celle des jeunes filles, un arrêté et un décret permettant l'entrée en vigueur des deux amendements mannequins à la loi santé française, ont été publiés au Journal officiel en date du vendredi 5 mai 2017.

Le premier oblige à mentionner les termes «photographie retouchée» sur les images de mannequins dont la silhouette a été affinée ou épaissie, sous peine d'une amende de 37.500 euros.

Le deuxième veut combattre l'extrême maigreur des modèles qui devront désormais fournir un certificat médical attestant qu'ils ne sont pas excessivement maigres. Employer une personne ne respectant pas cette obligation sera passible de six mois de prison et de 75.000 euros d'amende.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre envisage-t-elle de prendre des mesures similaires à celles mentionnées ci-dessus afin de minimiser l'impact et les effets négatifs des images non réalistes du corps humain dans les publications luxembourgeoises ainsi que dans la branche de la mode?

Question 2971 (09.05.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant le **problème d'extrême maigreur des mannequins**:

Nos voisins français viennent d'insérer dans leur législation des mesures visant à combattre l'extrême maigreur des mannequins. L'objectif est de lutter contre l'anorexie, en particulier chez les jeunes filles.

En effet, à partir du 1^{er} octobre 2017, l'on devra clairement indiquer «photographie retouchée» sur des images de mannequins dont la silhouette a été affinée.

Une deuxième mesure, qui est d'ailleurs d'application immédiate, est l'obligation de présen-

ter un certificat médical, qui a une validité de deux ans, établi par un médecin du travail ou un médecin libéral conventionné qui doit attester de l'état de santé global des jeunes femmes mannequins. L'indice de masse corporelle est notamment pris en compte.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- De tels problèmes d'extrême maigreur sont-ils connus au Luxembourg pour des mannequins?

- Existe-t-il une législation similaire au Luxembourg? Dans la négative, le Gouvernement entend-il légiférer à l'instar de nos voisins français?

Réponse commune (14.06.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Les modèles empiriques de la pathogenèse des troubles alimentaires mettent l'accent sur le rôle de la pression sociale à la minceur, celle-ci étant transmise par les médias, les pairs et l'environnement familial. Les limitations méthodologiques continuent à poser un défi dans l'interprétation de la modulation par les facteurs socioculturels des voies étiologiques de l'anorexie mentale. Une étiologie multifactorielle complexe est envisagée, impliquant l'interaction de la prédisposition génétique et de certains facteurs de risque environnementaux spécifiques, en particulier les facteurs sociaux.

Le monde de la mode, mais aussi certains médias, ont pu promouvoir une extrême maigreur comme idéal de «beauté». Cette importante insuffisance pondérale, ce comportement alimentaire induit comportent de graves risques pour la santé physique et psychique des adolescentes.

Des problèmes d'extrême maigreur ne nous sont pas connus chez des mannequins au Luxembourg.

Le Luxembourg n'a pas de réglementation analogue à celle adoptée en France et à laquelle font référence les honorables Députées.

S'il existe bien des agences de mannequins au Luxembourg, des défilés de mode sont très rares au Luxembourg. Se pose la question de l'applicabilité et donc de l'impact d'une disposition législative interdisant l'activité au Luxembourg de mannequins ayant un indice de masse corporelle trop bas, alors que le champ d'activité des mannequins originaires du Luxembourg se situe avant tout en dehors du territoire national.

Les autorités sanitaires sont d'avis qu'il serait plus utile de véhiculer, voire de promouvoir une image plus réaliste et plus saine de la beauté.

Question 2977 (10.05.2017) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**Inspection du travail et de mines**:

La presse nationale a annoncé que des perquisitions ont eu lieu dans une entreprise de transport établie dans le nord du pays. En outre, il a été relaté aujourd'hui que l'Inspection du travail et des mines (ITM) aurait porté plainte pour faux décomptes de salaires.

Voilà pourquoi, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Comment l'ITM a-t-elle pu prendre connaissance de ces faits?

- Dans ce contexte, le syndicat LCGB a formulé le commentaire suivant: «L'ITM a à nouveau cruellement fait défaut quant aux contrôles des conditions de travail des salariés concernés». Monsieur le Ministre partage-t-il cet avis?

- Est-ce que les activités de l'ITM se concentrent actuellement davantage sur les domaines plus exposés au dumping social tels la construction, la branche de l'Horesca ou la logistique?

- Comment l'effectif de l'ITM et, plus spécifiquement celui des inspecteurs de travail, a-t-il évolué ces derniers mois? Est-ce que l'ITM est en mesure d'attirer assez de personnel qualifié pour répondre à ses besoins de service?

Réponse (12.06.2017) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Suite au constat par le syndicat LCGB d'une nette multiplication des plaintes qui lui avaient été signalées par des salariés de l'entreprise de transport concernée, le LCGB avait par courrier du 11 mai 2015 demandé à l'ITM d'intervenir auprès de l'entreprise de transport précitée.

Une première entrevue entre un membre de l'inspectat du travail et les représentants de la société concernée avait pu avoir eu lieu en date du 5 juin 2015.

Après plusieurs courriers de mise en conformité par rapport aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles qui avaient été adressés par l'ITM à la société concernée et après plusieurs nouvelles réunions avec les représentants de l'entreprise de transport concernée qui s'obstinaient à régulariser la situation de leurs salariés, l'ITM avait finalement en date du 27 mai 2016 déposé, conformément à l'article L.614-12 du Code du travail, un procès-verbal entre les mains du procureur d'État en vue d'éventuelles poursuites pénales à l'encontre des représentants de la société précitée.

À noter que les informations relatives au contenu du dossier et aux infractions qui ont pu être constatées par l'ITM ne peuvent être relatées étant donné que le dossier a été soumis au Ministère public et que l'article 8 du Code d'instruction criminelle dispose que: «Sauf dans les cas où la loi en dispose autrement et sans préjudice des droits de la défense, la procédure au cours de l'enquête et de l'instruction est secrète.»

À noter également que par courrier du 30 mai 2016, l'ITM avait informé le LCGB sur le dépôt du procès-verbal précité entre les mains du procureur d'État.

Par conséquent, vu les efforts entrepris par l'ITM dans l'affaire sous rubrique, je ne partage pas les critiques du LCGB qui estime que «l'ITM a à nouveau cruellement fait défaut quant aux contrôles des conditions de travail des salariés concernés».

En ce qui concerne les activités de l'ITM, ces dernières ne se concentrent pas davantage sur les domaines de la construction, de l'Horesca ou de la logistique étant donné que les autres secteurs économiques sont tout aussi concernés par le dumping social.

Les contrôles de l'ITM sont effectués régulièrement dans tous les secteurs économiques confondus et ne se limitent pas non plus à combattre le seul dumping social; ils sont exécutés afin de faire respecter toutes les dispositions relatives aux conditions de travail et celles relatives à la sécurité et à la santé au travail relevant des compétences de l'ITM.

Quant à la question concernant l'effectif de l'ITM, et plus spécifiquement celui des inspecteurs de travail, le service «Inspections, contrôle et enquêtes (ICE)» a pu, suite au départ en retraite de quatre inspecteurs du travail au cours de l'année 2016, être renforcé au cours de l'année 2017 par cinq inspecteurs du travail et compte actuellement 15 membres de l'inspectat du travail, qui ont principalement pour mission de mener des enquêtes en entreprise ou d'effectuer des contrôles sur un lieu de travail suite à une communication d'une plainte en matière de conditions de travail ou en matière de sécurité et de santé au travail.

Une des principales missions de ce service consiste à devoir passer du système d'inspection réactif actuel en un système d'inspection proactif moderne incluant des actions à court, moyen et long terme.

Les actions à court terme consistent en des actions sporadiques bien définies en fonction des informations et des réclamations communiquées par le service «Help Center» qui s'occupe notamment de réceptionner les réclamations des salariés et des entreprises.

Les actions à moyen terme consistent en des actions ciblées, structurées et préparées à l'avance, résultant d'une évaluation des données recueillies par le service «Help Center» et les actions à long terme consistent à effectuer des contrôles réguliers et ciblés par secteurs économiques sur base de ces mêmes données.

En vue de promouvoir l'efficacité et l'efficience de ses services permettant ainsi de garantir l'exécution de ses multiples missions, l'ITM est tenue de continuer à recruter, au moins jusqu'en 2025, davantage de personnel dédié aux inspections et contrôles pour faire face au nombre subséquent de départs en retraite. Ce processus de recrutement de nouveaux inspecteurs et de formation intense est en cours selon un programme agréé.

Il sera par ailleurs nécessaire à brève échéance, compte tenu des difficultés de recrutement et de la spécificité de la fonction, de revoir les modalités et le niveau de recrutement, ainsi que la carrière de l'inspecteur du travail.

Cette mesure s'impose encore plus pertinamment en tenant compte du nombre croissant de missions qui lui ont été dernièrement et qui lui seront encore prochainement confiées en vertu des nouvelles dispositions légales ou réglementaires, ainsi qu'en raison de l'accroissement constant du nombre de salariés et d'entreprises qui relèvent de son champ d'application.

Question 2979 (11.05.2017) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant les **nouveaux retards du programme A400M**:

Selon les conclusions d'un rapport confidentiel du Ministère allemand de la Défense révélées lundi dernier par l'agence Reuters, Airbus pourrait avoir besoin de douze à 18 mois supplémentaires afin de résoudre les problèmes constatés avec l'avion de transport militaire A400M.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Messieurs les Ministres disposent-ils des mêmes informations?

- Dans l'affirmative, ces retards ont-ils un impact sur le moment de la comptabilisation budgétaire conforme au SEC du coût d'acquisition de l'avion militaire, actuellement prévu pour l'exercice budgétaire 2019?

Réponse commune (14.06.2017) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Défense*:

Le Luxembourg dispose des mêmes informations que l'Allemagne et les autres partenaires du programme A400M. Les difficultés évoquées concernant le développement de certaines capacités techniques nous sont connues.

L'échéance de livraison actuelle de l'avion A400M luxembourgeois inscrite dans le plan de production industrielle reste inchangée. Pour le moment, la livraison est toujours fixée au mois de septembre 2019.

Suivant les règles du SEC 2010 et conformément à la décision communiquée par Eurostat dans sa note du 9 mars 2006¹, le coût d'acquisition intégral de l'avion militaire doit être comptabilisé au moment de la livraison effective. Comme précisé dans le commentaire des articles des projets de loi relatifs à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2015-2019 de même que pour la période 2016-2020, les «prévisions ne tiennent pas compte des répercussions de l'acquisition de l'avion militaire dont les dépenses d'un montant total de 197 millions doivent être comptabilisées intégralement en 2019 suivant les règles du SEC 2010, c'est-à-dire au moment de la livraison de l'avion. Ces dépenses affectent donc intégralement l'équilibre comptable de l'exercice 2019 alors que les paiements sont effectués au cours des années 2005 à 2021 à charge du Fonds d'équipement militaire». Ces paiements annuels successifs ainsi que les montants à payer sur les exercices ultérieurs ont toutefois été comptabilisés à charge des budgets respectifs suivant les règles de comptabilisation nationale définies par la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et les paiements effectués sur les exercices budgétaires écoulés figurent dans les comptes du Fonds d'équipement militaire, tels que publiés à l'annexe des lois annuelles respectives portant règlement du compte général.

Les retards dont il est fait référence dans l'article de presse de l'agence Reuters concernent le développement de certaines capacités techniques de l'avion pour lesquelles il existe un risque qu'elles ne soient pas encore à maturité finale lors de la livraison de l'avion luxembourgeois. Vu le plan de développement capacitaire et l'échéancier de l'A400M tel qu'il est connu, un tel risque pour l'avion luxembourgeois d'ici fin 2019 est pour l'instant mitigé et il est trop tôt pour tirer des conclusions. Toutefois, dans un tel cas l'industrie doit garantir un «rétrofit» (post-équipement) à sa charge, qui peut faire l'objet d'une compensation financière ou en nature.

Question 2980 (11.05.2017) de **MM. Claude Lamberty** et **Gilles Baum** (DP) concernant la **promotion de la langue luxembourgeoise**:

Am Mäerz 2017 hunn den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend an den Här Stats-

¹ «Nouvelle décision d'Eurostat sur le déficit et la dette, Enregistrement des dépenses d'équipement militaire», Eurostat, 9 mars 2006. <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/5232246/2-09032006-A P-FR.PDF/e5b58a37-38b2-4127-b775-06472f1da044?version=1.0>

sekretär am Kulturministère ee 40-Punkteplang fir d'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch virgestallt.

Dernieft ginn et säit laangem och vill privat Initiativen an Asblen, déi duerch hiert luewen-swäert Engagement, sief dat iwwer Literatur, Konscht, Recherchen oder Korrekturprogrammer, d'Lëtzebuergesch Sprooch férdere a fleegen.

An deem Kontext wéilt mir folgend Froen un den Här Kulturminister an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

- Wéi ugekënnegt soll déi laangfristeg Strategie an Zesummenaarbecht mat allen Akteuren aus der Gesellschaft definéiert ginn. A wéi enger Form gi privat Initiativen an Asblen agebonnen? Wéini soll dës Zesummenaarbecht ufänken?

- Ginn den Ament esou Initiativen oder Asblen ënner iergendenger Form ënnerstëtzt? Wann nee, ass et ugeduecht, dëst an Zukunft ze maachen?

Réponse commune (19.06.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Am Mäerz 2017 huet d'Regierung eng Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch ugeholl, déi och d'Wichtigkeet vun der Villsproochegkeet ënnersträicht. D'Regierung ass der Meenung, datt et muss eng eenheetlech Strategie ginn, déi vun alle Concernéierte gedroen an op déi konsequent higeschafft gëtt. D'Festhale vu gemeinsamen an iwwergräifende Richtlinne soll e kohärente Suivi vun der Lëtzebuurger Sprooch erméiglechen. Dës Strategie fir d'Förderer vun der Lëtzebuurger Sprooch wäert zesumme mat allen Akteuren vun eiser Gesellschaft ausgeschafft ginn an an engem 20-Joresplang fir d'Förderung vun der Lëtzebuurger Sprooch festgehale ginn.

Fir dësen 20-Joresplang auszuschaffen an der Regierung hiren Engagement, fir d'Lëtzebuergesch nach weider ze stäerken, gëtt de Poste vun engem Kommissär fir d'Lëtzebuurger Sprooch geschafen. Seng Missioun wäert et sinn, d'Ministère vun der Educatioun an der Kultur am Hëllef op d'Promotioun vun Lëtzebuergesch ze beroden an d'Efforten an deem Beräich vun alle Ministère an Administratiounen ze koordinéieren. De Kommissär soll ënner anerem e Kader fir déi aktuell Mesuren an Efforte ginn, d'Kohärenz vun de sproochlechen Iwwerleeungen assuréieren, de Suivi vun de Mesuren institutionaliséieren an den Dialog tëschent deenen einzelnen Interessenten, déi sech mam Sproochgebrauch respektiv der Kultur zu Lëtzebuerg beschäftegen, opbauen, koordinéieren an um Liewen halen. De Kommissär gëtt a senger Aarbecht vun engem interministerielle Comité begleet a kann iwwert dee Wee och mat Missiounen beoptraagt ginn.

Déi verschidde Mesuren, déi dee Strategie-pabeier virgesäit (wéi d'Schafe vun engem Kommissär fir d'Lëtzebuergesch), ginn an e Gesetzesprojekt ageschriwwen, deen nach dëst Joer soll vun der Regierung approvéiert an deposéiert ginn. Soubal d'Gesetz an der Chamber gestëmmt a publizéiert an de Kommissär nominiéiert ass, definéiert hien d'Modalitéite vun der Zesummenaarbecht mat den Akteuren aus der Gesellschaft an déi vu privaten Initiativen ewéi Asblen an deem Beräich.

Et gëtt eng ganz Retsch vun Associatiounen, déi sech fir d'Lëtzebuurger Sprooch asetzen, an d'Efforten, déi si an deem Kontext leeschten, sinn e wichtege Bäitrag fir d'Erhalen an d'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch. Déi zwee Ministère si regelméisseg am Kontakt mat deenen Associatiounen an enzel Vertrieeder dovunner sinn och Member am Conseil fir d'Lëtzebuurger Sprooch (CPLL). Den ugekënnegte Kommissär fir d'Lëtzebuurger Sprooch wäert am Kader vu senger Aarbecht och am enke Kontakt mat deenen Associatiounen stoen.

Initiativen, déi vun deenen Associatiounen lancéiert ginn, gi regelméisseg ënnerstëtzt, zum Beispill iwwer Subventiounen vum Kulturministère. All privat Initiativ an Asbl, déi duerch hiert kulturell Engagement, sief dat iwwer Literatur, Musek, Konscht oder Theater, d'Lëtzebuurger Sprooch férdert a flegt, ka beim Kulturministère e Subsid ufroen. An deem Sënn gi regelméisseg Projeten, déi mat der Lëtzebuurger Sprooch verknäppt sinn, vum Kulturministère ënnerstëtzt, z. B. literaresch Wierker, Theaterstécker oder Kompositiounen op Lëtzebuergesch.

Déi Initiativen an Asblen, déi sech reng fir d'Lëtzebuurger Sprooch asetzen, ginn net zousätzlech vum Educatiounsministère ënnerstëtzt. Dat ass anescht, wann e pädagogesch Zil ugepeilt gëtt, dat an eise Schoule kann ëmgesat ginn. Dofir huet de Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) eng Konventioun mat „Freed um Liesen Asbl“ fir verschidde Projeten an de Schoulen, wou och Bicher op Lëtzebuergesch concernéiert sinn.

Question 2988 (12.05.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **promotion de l'agriculture biologique**:

Seit dem Inkrafttreten des nationalen Aktionsplans zur Förderung der Biolandwirtschaft im Jahre 2009 arbeitet eine Taskforce an der Umsetzung dieses staatlichen Aktionsplans. Die hiesigen vorgesehenen Maßnahmen werden zu 100% vom Ministerium für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz übernommen. Wie aus der Presse zu erfahren war, konnte in der benachbarten Wallonie mit Inkrafttreten eines solchen Aktionsplans, bei in etwa vergleichbarer Situation mit Luxemburg, der Anteil an Biolandwirtschaft seit 2012 innerhalb von fünf Jahren substanziiell auf über 10% gesteigert werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz stellen:

1. Welche Bilanz zieht der Herr Minister aus dem nationalen Aktionsplan zur Förderung der Biolandwirtschaft?

2. Wurden die vorgegebenen Zielsetzungen erfüllt?

3. Wie beurteilt der Herr Minister die Rolle der oben genannten Taskforce?

Die Beratung der Landwirte über Beratungsmodul im Bereich der Biolandwirtschaft wird zu 100% subventioniert.

4. Wird diese Bestimmung auch für landwirtschaftliche Betriebe in Teilumstellung auf Biolandwirtschaft gültig sein?

5. Wird die Beratung für landwirtschaftliche Betriebe in Teilumstellung weiterhin auf eine einzelne spezialisierte Beratungsstruktur beschränkt sein oder etwa demnächst auf andere Beratungsstrukturen ausgeweitet?

Réponse (26.05.2017) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

Die Teilumstellung auf biologische Landwirtschaft, gekoppelt mit einer flächenbezogenen Bioprämie, war bis dato in Luxemburg nicht gegeben. Es liegt auf der Hand, dass somit der Bioaktionsplan in Wallonien eine andere Entwicklung nehmen konnte als das in Luxemburg der Fall gewesen ist. Mit der Möglichkeit einer Teilumstellung auf biologische Landwirtschaft, gekoppelt mit einer flächenbezogenen Bioprämie, haben wir jetzt in Luxemburg neue Rahmenbedingungen geschaffen. Ich erhoffe mir, dass die biologische Primärproduktion sich dadurch in einzelnen Segmenten weiterentwickeln wird.

Dabei ist jedoch zu beachten, dass die Landwirtschaft sowie die Bioaktionspläne in Wallonien und Luxemburg nicht so ohne Weiteres, wie von der Frau Abgeordneten behauptet, zu vergleichen sind.

Wallonien besteht aus fünf Provinzen, die landwirtschaftlich als sehr heterogen zu bewerten sind. Die biologische Landwirtschaft, und somit auch die Umsetzung des Bioaktionsplanes, greifen überwiegend in den Provinzen Luxemburg und Lüttich. Hier ist der Anteil an Dauergrünland bzw. der Anteil an reinen Grünlandbetrieben sehr hoch und die Rinderhaltung ist vorherrschend.

In den anderen drei Provinzen hat die Rinderhaltung eine sehr viel geringere Bedeutung, der Ackerbau mit Zuckerrüben und Kartoffeln ist dagegen weit verbreitet. Vor allem in diesen Provinzen finden sich teilumgestellte Betriebe, z. B. in Verbindung mit konventionellem Ackerbau und einer biologischen Geflügelhaltung. Mehr als ein Drittel der Geflügelproduktion hat in Wallonien ihren Ursprung aus der biologischen Landwirtschaft.

In Luxemburg ist der Anteil an Gemischtbetrieben sehr hoch. Oft sind die Standbeine Milchvieh, Fleischvieh und Ackerbau in einem Betrieb vereint. Dies macht sowohl die gesamtbetriebliche Umstellung auf biologische Produktion als auch eine Teilumstellung, die an die Bewirtschaftung von größeren Flächen gebunden ist, ziemlich schwierig. So ist es laut der

EU-Bio-Verordnung nicht möglich, innerhalb eines Betriebes die Rinderhaltung in biologisch oder konventionell (Fleischvieh, Milchvieh) aufzuteilen. Ein großer Anteil der Ackerflächen wird in der tierischen Veredlung genutzt, d. h. wird dem Feldfutterbau zugeordnet.

Die Abschaffung der Milchquoten und der damit verbundene Strukturwandel, der stetige technische Fortschritt oder beispielsweise die wachsenden Arbeitsbelastungen junger Landwirte haben in vielen landwirtschaftlichen Betrieben zu hohen Investitionen geführt.

Diese Investitionen binden langfristig Kapital und engen sowohl den Handlungsspielraum als auch die Risikobereitschaft der Betriebsleiter ein. Zudem ist eine leistungsfähige Verarbeitungsebene für viele Bioprodukte (noch) nicht in Luxemburg vorhanden und stellt somit das fehlende Glied in der Produktionskette dar. Der Aufbau dieser Verarbeitungskette ist in einem kleinen Land wie Luxemburg natürlich sehr viel schwieriger als z. B. in Wallonien.

Diese einleitenden Erklärungen sind wichtig, um die Unterschiede zwischen der Landwirtschaft von Wallonien und der von Luxemburg besser zu verstehen.

ad 1.+2.+3. Die Rolle der Taskforce „Biolandwirtschaft“ besteht in der Unterstützung bei der Ausarbeitung und Umsetzung des nationalen Aktionsplans für die Förderung der biologischen Landwirtschaft.

Da bei der Ausarbeitung des Aktionsplanes keine quantifizierbaren Indikatoren und Zielsetzungen definiert wurden, ist es nicht möglich, eine diesbezügliche Bewertung vorzunehmen.

Folgende Aktionen wurden hingegen festgelegt:

- die Biolandwirtschaft den Landwirten näherbringen durch Broschüren, Informationsversammlungen, Demonstrationsbetriebe, Teilnahme an der Foire agricole;

- Aufklärung der Konsumenten durch Broschüren und Teilnahme an der Oekofoire;

- Unterstützung beim Aufbau einer Struktur zur Verarbeitung und Vermarktung von Biorindfleisch;

- Förderung des Einsatzes von Bioprodukten in der Außer-Haus-Verpflegung;

- Verleihung des Bio-Agrar-Preises zur Anerkennung von Innovationen in der biologischen Landwirtschaft;

- Optimierung der Beratung bei der Sortenwahl durch Ausführung von Sortenversuchen.

Folgende Bilanz kann aus diesen Aktionen gezogen werden:

1. Eine Umstellung auf die biologische Landwirtschaft ist ein langwieriger Prozess. Folgende Hauptfaktoren beeinflussen die Entscheidung:

- die familiäre Situation im Betrieb, z. B. Generationskonflikt;

- bestehende Ausrichtung und Infrastruktur des Betriebes: eventuell sind Investitionen nötig, um biokonform zu werden; hohe Land-/Pachtpreise; Mangel an verfügbaren Flächen;

- aktuelle Situation auf dem Markt der Biolandwirtschaft:

• Nachfrage ist höher als das Angebot: Es werden viele Bioprodukte importiert, davon auch viele, die nicht in Luxemburg produziert werden können

• Fehlende nationale Verarbeitungsstrukturen: Es muss oft auf ausländische Anlagen zurückgegriffen werden, dabei geht der Heimvorteil verloren

- die Bioprämie steht in Konkurrenz zu den übrigen Umweltpremien, welche je nach betrieblicher Situation für den Landwirt einfacher umsetzbar sind;

- es besteht leider immer noch ein Konkurrenzdenken zwischen dem konventionellen und dem biologischen Sektor in der Landwirtschaft;

- Ausbildung; Wissens- und Kenntnisstand.

2. Der Aktionsplan hat keinen direkten Einfluss auf die Entwicklung des Marktes. Er dient vor allem zu Aktionen im Bereich der Analyse und der Aufzeichnung von Handlungsansätzen.

3. Es wurden sehr viele Aktionen in vielerlei Bereichen ausgeführt (Marktanalyse; Kommunikation an Verbraucher; diversifizierte Infoveranstaltungen für Produzenten, Verarbeiter, Kollektivverpflegung und Verbraucher; Forschungsprojekte; Mitarbeit an der Einführung von Biomodulen im landwirtschaftlichen Unterricht im LTA...), welche beim Sektor auf positive Resonanz gestoßen sind.

Aus der folgenden Tabelle kann abgeleitet werden, dass ein kontinuierlicher Anstieg der Bio-

produktion erreicht wurde, der sich je nach Produktionsrichtung unterschiedlich gestaltet.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Seit 2016 wird mit den Daten aus dem Flächenantrag gearbeitet, mit Stand vom 01.04., und nur für solche Betriebe, die in den Erhebungskreis zur Struktur der landwirtschaftlichen Betriebe fallen.

Am 31.12.2016 gab es demnach noch weitere 45 Betriebe (mit insgesamt >=300 ha), die entweder nicht in den Erhebungskreis fallen (z. B. Imker) oder sich erst nach dem 1. April 2016 angemeldet haben.

Bei den Verarbeitern werden nur jene zurückbehalten, die auch bei EUROSTAT erfasst werden, wie z. B. Molkereien, Schlachthäuser, Bäcker, Metzger und so weiter.

Es gibt aber noch 31 weitere Betriebe wie Händler, Großhändler oder Verkaufsstellen, die unter die Kontrollpflicht fallen.

ad 4.+5. Es gibt Beratungsmodul im Bereich der Biolandwirtschaft, die bis zu 100% mit öffentlichen Mitteln subventioniert werden (Vorstellung und Umstellung für Landwirtschaft und Weinbau), aber auch Modul, die eine finanzielle Beteiligung seitens der Landwirte vorsehen (Fördersatz 80%).

Bei der Teilumstellungsberatung auf Biolandwirtschaft gelten bereits heute wie in Zukunft die gleichen Bestimmungen wie bei einer gesamtbetrieblichen Umstellungsberatung.

Je nach Betriebsausrichtung und Beratungsbedarf nehmen Biobetriebe bereits heute das Beratungsangebot von verschiedenen Beratungsanbietern in Anspruch. Dabei obliegt es der Entscheidung des Landwirtes, welchen Beratungsanbieter er zu Rate zieht.

Question 2989 (12.05.2017) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant le **conflit au Cameroun**:

Avant son indépendance, la République du Cameroun était, entre 1919 et 1961, divisée en un territoire français et un territoire de mandat britannique. Depuis l'indépendance du pays, de nombreux Camerounais anglophones se sentent marginalisés dans un pays où aujourd'hui, la majorité de la population est francophone.

Vers la fin de l'année 2016, les tensions dans le pays ont escalé et lors des manifestations, plusieurs personnes ont perdu leur vie à Bamenda. Une centaine de manifestants ont été détenus et le Gouvernement a bloqué l'accès à l'internet dans les régions anglophones du pays.

En vue de cette situation précaire, Monsieur le Ministre avait, lors du débat sur la politique européenne et étrangère à la Chambre des Députés en mars 2017, promis d'envoyer un courrier à Madame Federica Mogherini, la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Par le biais de cette lettre, Monsieur le Ministre voulait se renseigner sur des efforts de l'Union européenne qui pourraient être faits afin de contribuer à la prévention d'un conflit encore plus sanglant au Cameroun.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre a déjà pris contact avec Madame Mogherini?

2. Dans l'affirmative, quelle a été la réponse de la Haute Représentante et est-ce qu'il y a eu un suivi du ministère dans ce dossier?

Réponse (13.06.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. Le 31 mars dernier, j'ai adressé une lettre à la Haute Représentante Federica Mogherini, pour inviter l'Union européenne à suivre de près la situation dans le sud-ouest et le nord-ouest du Cameroun. Je me suis montré préoccupé par la recrudescence des tensions dans les régions concernées. Mentionnant les rapports relatifs aux actes de violence commis par certains manifestants et l'usage disproportionné de la force par les services de sécurité, j'ai tenu à souligner que tous les actes de violence allégués devraient faire l'objet d'une enquête indépendante. Enfin, j'ai suggéré que par des démarches auprès des autorités, il serait nécessaire de faire prévaloir l'importance d'un dialogue pacifique, ainsi que de la recherche d'une solution négociée permettant de tenir compte des revendications des anglophones,

tout en respectant l'État de droit et les libertés fondamentales de tous les citoyens.

ad 2. Dans sa réponse datée du 10 mai, la Haute Représentante a apporté son soutien aux lignes proposées par ma lettre et a informé des démarches effectuées par ses services à Bruxelles, ainsi que par la délégation de l'Union européenne à Yaoundé, y compris celles au niveau ministériel, depuis le début des manifestations.

Plusieurs contacts ont eu lieu au cours desquels l'UE a appelé les autorités à faire preuve d'ouverture et à donner la priorité au dialogue, ainsi qu'à une solution négociée. La mise en œuvre de la décentralisation prévue dans la Constitution pourrait être de nature à répondre à certaines des aspirations des populations anglophones.

La Haute Représentante a assuré que depuis le début des événements, l'UE avait appelé tous les acteurs à la retenue, aussi bien dans l'exercice du droit à la liberté d'expression et de manifestations pacifiques, que dans la gestion des opérations de maintien de l'ordre et de sécurité publiques. L'État camerounais demeure le garant de la sécurité, ainsi que des droits et libertés fondamentaux des citoyens (y compris le droit à l'éducation) tel que consacrés par la Constitution du Cameroun et les traités internationaux auxquels le pays a adhéré. Si le maintien de l'ordre et la sécurité est légitime, la réponse aux troubles doit être proportionnée et en accord avec la législation en vigueur.

Enfin, l'UE a encouragé les autorités à exploiter le potentiel que représente la richesse linguistique et culturelle du Cameroun, et à mettre fin à la suspension du réseau Internet dans les régions anglophones. Entre-temps, la connexion Internet a été rétablie dans les régions anglophones. La Haute Représentante a assuré que les Chefs de mission de l'UE à Yaoundé continueraient, dans le cadre de contacts bilatéraux, à encourager tous les efforts visant à un dialogue constructif, au respect des libertés fondamentales et à la mise en œuvre effective de la décentralisation, notamment dans le contexte du dialogue politique prévu sous l'article 8 de l'Accord de Cotonou.

Le ministère continue à collaborer étroitement avec le service d'action extérieure de l'Union européenne et les partenaires européens pour assurer le suivi dans ce dossier.

Question 2990 (12.05.2017) de M. Gusty Graas (DP) concernant la réforme du stage des fonctionnaires:

Lors de sa conférence de presse du 10 mai, la Confédération générale de la fonction publique (CGFP) a exprimé son désaccord par rapport aux conditions de stage en vigueur depuis la dernière réforme de la fonction publique. Actuellement, les traitements des fonctionnaires stagiaires s'élevaient à 80% du traitement de base pour les deux premières années de stage, et 90% lors de la troisième année. La CGFP se dit avoir été d'accord avec ces dispositions à condition de réformer le stage.

Or, comme une révision n'a pas encore eu lieu, la confédération revendique le paiement du traitement à 100%. Elle estime que les fonctionnaires-stagiaires travailleraient comme des fonctionnaires à part entière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le stage n'a pas encore été réformé?

- Dans l'affirmative, en quoi consisterait une telle réforme et dans quel délai elle pourrait être achevée?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de la CGFP que la règle «80, 80, 90» devrait être abolie?

Réponse (26.05.2017) de M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

Tout d'abord, je tiens à rejeter fermement l'affirmation faite par la CGFP dans son communiqué de presse du 10 mai dernier selon laquelle il n'y aurait pas eu de réorganisation fondamentale du stage dans le cadre des réformes dans la fonction publique et que les stagiaires seraient considérés dès leur premier jour de travail comme des fonctionnaires pleinement opérationnels, affirmation laissant sous-entendre que le Gouvernement n'aurait pas respecté les engagements pris lors de l'accord sur les réformes dans la fonction publique signé le 15 juillet 2011.

Les modalités relatives à la réforme du stage telles que retenues dans l'accord de 2011 et précisées dans l'accord de conciliation signé le 30 mars 2012 entre le Gouvernement et la

CGFP, sont reprises dans le règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 27 octobre 2000 déterminant l'organisation à l'Institut national d'administration publique de la division de la formation pendant le stage du personnel de l'État et des établissements publics de l'État ainsi que du cycle de formation de début de carrière pour les employés de l'État.

De manière générale, et contrairement à l'affirmation de la CGFP, les modifications apportées au stage ont pour objectif de faire de cette période une période de formation et d'initiation progressive au travail. Le stagiaire est donc un agent dont les compétences de base doivent être développées et qui doit se familiariser avec le secteur public en général et sa nouvelle administration en particulier. La structure du stage se divise ainsi en trois parties, à savoir:

- une formation générale à l'Institut national d'administration publique pendant la première année de stage et ayant pour objectif de familiariser le stagiaire avec les différentes institutions politiques et administratives, de l'initier à l'organisation, à la structure et au fonctionnement du système administratif et de le sensibiliser aux techniques administratives;

- une formation spéciale dans les administrations destinée à initier le stagiaire aux missions et à l'organisation de son administration avec une durée minimale obligatoire pour tous les groupes de traitement;

- une phase d'initiation pratique (learning by doing) dans son travail quotidien.

Par ailleurs, le principe du plan d'insertion professionnelle, accompagnant le stagiaire tout au long de son stage a été rendu applicable à tous les stagiaires de tous les groupes de traitement. En même temps les éléments composant le plan d'insertion professionnelle ont été formalisés. Chaque stagiaire devrait ainsi être encadré par un patron de stage, recevoir un livret d'accueil présentant l'organisation et les missions de l'administration et se voir remettre un carnet de stage qui reprend ses performances et ses résultats au fil de sa progression pendant le stage.

Concernant plus particulièrement la durée de formation, il importe de souligner qu'une nouvelle formation a été introduite pour le groupe de traitement A2 et qu'un minimum légal d'heures de formation spéciale qui varie en fonction du groupe de traitement a été fixé, de sorte que celle-ci se décline désormais comme suit:

- A1: 90 heures

- A2: 100 heures

- B1: 110 heures

- C: 90 heures

- D: 60 heures

Par ailleurs, l'organisation et l'agencement des différents cours ont été revus et la formation des employés en période de stage est passée de 72 à 128 heures.

Pour ce qui est de la règle «80, 80, 90», il importe de souligner que les indemnités de stage sont fonction des différentes carrières. Elles correspondent pour chaque groupe de traitement à un montant fixe de points indiciaires définis à l'article 37 de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État. Par ailleurs, et dans la mesure où l'indemnité de stage n'est jamais fixée en deçà du salaire social minimum qualifié, la réduction de l'indemnité de stage ne s'applique que de façon très restreinte aux groupes de traitement D3 à D1.

La prise de position récente de la CGFP me semble d'autant plus surprenante que la question de l'adaptation des indemnités de stage n'a à aucun moment été évoquée par la CGFP lors des récentes négociations ayant abouti à l'accord salarial dans la fonction publique du 5 décembre 2016, alors que j'avais pourtant clairement fait part de ma disposition à en discuter. Même ma proposition de procéder à l'adaptation de quelques indemnités de stage se situant actuellement en dessous des seuils précités, qui a finalement été retenue au point 1.5. de l'accord salarial, n'a pas suscité d'avantage de réaction de la part de la CGFP.

Au cas où la CGFP voudrait relancer les discussions au sujet des indemnités de stage, il faudrait rediscuter l'ensemble de l'accord salarial signé le 5 décembre dernier, tout en maintenant l'enveloppe financière globale, mais modifiant la répartition actuelle prévue (augmentation linéaire de 1,5% de la valeur du point indiciaire).

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2991 (12.05.2017) de M. Max Hahn (DP) concernant le musée des sapeurs-pompiers:

Actuellement les sapeurs-pompiers stockent des pièces de collection (anciens véhicules et divers objets relatifs au métier) retraçant l'histoire des pompiers luxembourgeois dans des halls à Colmar-Berg et à Leudelange. Or, il m'a été rapporté que le Gouvernement serait en train de chercher des locaux pour mettre en place un musée pouvant accueillir cette collection.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Les locaux actuellement utilisés pour le stockage des pièces de collection devront-ils être libérés dans un futur proche?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de la surface nécessaire pour pouvoir exposer de façon adéquate ces pièces de collection?

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage la construction d'un futur musée ou le cas échéant, louer des locaux pour y abriter un tel musée?

- Est-ce que Monsieur le Ministre entend mettre en place un musée exclusivement pour les besoins des sapeurs-pompiers ou envisage-t-il de regrouper plusieurs services publics comme les P&T, la police et gendarmerie, la douane et les services de secours dans un seul musée?

Réponse (14.06.2017) de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur:

De prime abord, il est important de préciser que la collection d'anciens véhicules et de divers objets relatifs au métier de sapeur-pompier dans les halls à Colmar-Berg et à Leudelange est le mérite de bénévoles engagés.

Les locaux actuellement utilisés pour le stockage restent disponibles. Le stockage de la collection des objets retraçant l'histoire de nos sapeurs-pompiers n'est cependant pas une fin en soi, le but étant de rendre cette collection accessible au grand public, ce qui nécessite une structure et un concept adaptés.

Un futur musée permettrait de regrouper sur un site le patrimoine et l'histoire des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires et de reconnaître le travail, l'engagement et le dévouement de ces derniers. Il s'agirait de mettre en place une infrastructure qui constituerait un lieu de rencontre, de mémoire et d'échanges rassemblant la mémoire collective et constituant une vitrine du savoir-faire technique et humain.

L'idée de regrouper les collections et la mémoire d'un ensemble d'acteurs du service public dans une même enceinte fait l'objet de réflexions et de discussions avec les associations, ministères et administrations concernés. Je tiens à rappeler que l'adhésion des associations de bénévoles, dont notamment la Fédération nationale des corps de sapeurs-pompiers, à ces idées est essentielle. Il est donc à ce stade trop tôt pour se prononcer sur la teneur finale des projets à mettre en œuvre.

Question 3016 (22.05.2017) de M. David Wagner (déi Lénk) concernant les propos du secrétaire régional des finances de Madère devant la commission PANA:

La commission PANA du Parlement européen, qui enquête actuellement sur les questions de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale, a entendu lors de sa séance du 9 mai 2017 le secrétaire régional des finances de la région autonome portugaise de Madère. Celui-ci expliquait devant la commission PANA qu'en raison d'un changement de la législation fiscale de la région autonome de Madère adopté à la fin de l'année 2011, beaucoup d'entreprises et de banques avaient quitté l'île pour d'autres juridictions:

«À cette époque, les nouveaux régimes sont entrés en vigueur en obligeant les entreprises à payer l'IRC [impôt sur le revenu des personnes collectives] à un taux de trois pour cent, avec des plafonds de création de postes de travail. C'était en raison de l'obligation de création de postes de travail que beaucoup d'entreprises sont sorties de la région de Madère. Nous sommes passés de 6.000 entreprises, en 2000, à environ 1.500 entreprises plus récemment, en lien direct avec cette modification du régime et l'exigence accrue au niveau de la création de postes de travail. Comme je l'ai dit, ces entreprises sont sorties de Madère pour d'autres juridictions en Europe, notamment le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Autriche, mais aussi, pour ce qui est banques, les transferts

ont été faits pour d'autres places comme Hong Kong et Luxembourg.»

Et Monsieur le Secrétaire régional des finances de poursuivre: «Je peux même vous raconter un épisode: en janvier 2012, l'ambassadeur du Luxembourg s'est déplacé à Madère pour obtenir de la part de la région la liste des entreprises qui voulaient sortir de Madère, exactement pour essayer que ces entreprises aillent au Luxembourg.»

Considérant ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer que l'ambassadeur du Luxembourg au Portugal s'est rendu en janvier 2012, ou à un moment proche de cette date, sur l'île de Madère? Si oui, est-ce que Monsieur le Ministre, respectivement le Ministère des Affaires étrangères (MAE), a été à l'initiative de cette visite et quel était l'objet officiel de cette visite?

1bis) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer que l'ambassadeur du Luxembourg au Portugal s'est procuré en janvier 2012, ou à un moment proche de cette date, une liste des entreprises et des banques installées à Madère avec l'objectif de les attirer, d'une manière ou d'une autre, au Luxembourg? Si oui, est-ce que cette démarche a été menée sur initiative de Monsieur le Ministre, respectivement du Ministère des Affaires étrangères (MAE)?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer que l'ambassadeur du Luxembourg au Portugal a activement engagé des démarches auprès des entreprises et banques installées à Madère, afin de les attirer d'une manière ou d'une autre au Luxembourg, respectivement que l'ambassadeur du Luxembourg au Portugal a facilité des contacts avec d'autres services de l'État du Luxembourg et des entreprises et des banques de Madère avec ce même objectif?

3) Dans l'affirmative des questions précédentes, est-ce que les entreprises et banques installées à Madère ont été encouragées par l'ambassadeur du Luxembourg au Portugal, ou par d'autres représentants du Luxembourg, de s'installer au Luxembourg, avec, notamment ou exclusivement, des arguments fiscaux? Si oui, est-ce que ces arguments fiscaux incluaient la possibilité pour les entreprises et banques de se voir accorder un rescrit fiscal (décision anticipée des autorités fiscales) à des conditions plus avantageuses que celles mises en place par le nouveau cadre fiscal de Madère?

4) Partant du principe que les propos du secrétaire régional des finances de la région autonome de Madère correspondent entièrement ou en partie à la réalité, est-ce que Monsieur le Ministre considère qu'une telle démarche est conciliable avec le principe de solidarité entre pays membres de l'UE qui devrait également guider les actions de la diplomatie luxembourgeoise, d'autant plus que le Portugal se trouvait à cette époque dans une grave crise économique et financière et que l'île de Madère est particulièrement vulnérable en raison de sa situation géographique ultrapériphérique?

Réponse (30.05.2017) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

ad 1) L'ambassadeur du Luxembourg au Portugal ne s'est pas rendu à Madère en 2012.

L'unique visite de l'ambassadeur à Madère qui pourrait être qualifiée de proche de cette date est la traditionnelle visite d'entrée en fonction effectuée les 28 et 29 novembre 2011. Cette visite auprès des autorités régionales a eu lieu selon les us et coutumes diplomatiques et le Ministère portugais des Affaires étrangères en était donc dûment informé. Une instruction spécifique du département pour ce genre de visites n'est pas usuelle. L'objectif de la visite consistait à établir un premier contact entre le nouvel ambassadeur et les autorités locales.

ad 1bis) Non.

ad 2) Non.

Notre ambassadeur au Portugal n'a à aucun moment effectué de telles démarches auprès d'entreprises ou banques installées à Madère, ni cherché à établir des contacts directs entre ces dernières et d'autres services de l'État au Luxembourg.

ad 3) Voir supra.

ad 4) Voir supra.